



Une géographie de la pauvreté à Jakarta (Indonésie). Espaces de la pauvreté et places des pauvres dans une métropole contemporaine

Judicaelle Dietrich

► To cite this version:

Judicaelle Dietrich. Une géographie de la pauvreté à Jakarta (Indonésie). Espaces de la pauvreté et places des pauvres dans une métropole contemporaine. Géographie. Paris IV Sorbonne, 2015. Français. NNT: . tel-01663564

HAL Id: tel-01663564

<https://hal.science/tel-01663564>

Submitted on 14 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

École doctorale de Géographie de Paris

Espaces, nature et culture – UMR 8185



UNE GÉOGRAPHIE DE LA PAUVRETÉ À JAKARTA (INDONÉSIE)

Espaces de la pauvreté et places des pauvres dans une métropole contemporaine



THÈSE pour obtenir le grade de DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : Géographie

Présentée et soutenue publiquement par

Judicaëlle DIETRICH

le : **13 novembre 2015**

Sous la direction de : M. Olivier SEVIN, Professeur, université Paris-Sorbonne

Membres du Jury :

M. Bernard BRET, Professeur émérite, université Lyon 3 Jean-Moulin

M^{me} Catherine FOURNET-GUÉRIN, Maître de conférences HDR, université de Reims

M^{me} Manuelle FRANCK, Professeure des universités, INALCO

M. Charles GOLDBLUM, Professeur émérite, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

M. Jérôme TADIÉ, Chargé de recherche, Institut de recherche pour le développement

M. Olivier SEVIN, Professeur des universités, université Paris-Sorbonne

Examineur

Rapporteure

Rapporteure

Examineur

Examineur

Directeur

UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

École doctorale de Géographie de Paris
Espaces, nature et culture – UMR 8185

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : Géographie

Présentée et soutenue publiquement par

Judicaëlle DIETRICH

le : 13 novembre 2015

UNE GÉOGRAPHIE DE LA PAUVRETÉ

À JAKARTA (INDONÉSIE)

*Espaces de la pauvreté et places des pauvres
dans une métropole contemporaine*

Sous la direction de : **M. Olivier SEVIN**, Professeur, université Paris-Sorbonne

Membres du Jury :

M. Bernard BRET, Professeur émérite, université Lyon 3 Jean-Moulin

M^{me} Catherine FOURNET-GUÉRIN, Maître de conférences HDR, université de Reims

M^{me} Manuelle FRANCK, Professeure des universités, INALCO

M. Charles GOLDBLUM, Professeur émérite, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

M. Jérôme TADIÉ, Chargé de recherche, Institut de recherche pour le développement

M. Olivier SEVIN, Professeur des universités, université Paris-Sorbonne

Examineur

Rapporteure

Rapporteure

Examineur

Examineur

Directeur

Remerciements

Cinq années de thèse ou presque... tout un morceau de vie sur lequel on peut revenir dans ces quelques pages plus personnelles.

Pas si évident de relater ce « chronotope » « à part » qu'est la thèse, qui maintient en permanence et en tension entre deux espaces, deux temporalités qui se conjuguent, se succèdent, se négocient et parfois se concurrent... deux lieux que l'on vit en parallèle, en étant toujours un peu dans l'autre : l'écriture en France où l'on ne pense qu'à Jakarta, pour rappeler, se souvenir, voir, sentir tant de moments à retranscrire, ... et le terrain, alors que la vie, les cours, les proches continuent toujours. Ce double « espace-temps » vécu avec passion et bonheur pendant ces cinq années, est aussi vécu par celles et ceux qui m'ont entourée, vivant, selon les moments, mes présences et absences... « Présents, ils sont absents ». Mervi Héraclite de synthétiser en quelques mots ces heures où l'esprit n'est pas là où est le corps, ... et je remercie tou.te.s celles et ceux qui ont compris, accepté ce drôle de moment, ces temps d'éloignements (physiques mais aussi en termes de quantité de travail) où je n'étais pas vraiment là.

Ces quelques lignes sont aussi le moyen de retracer ce parcours : s'il est académique il ne l'est pas seulement, il est aussi humain, jalonné de rencontres et d'échanges, de débats et de découvertes qui rappellent à qui ose l'oublier que la thèse est loin, très loin, d'être un parcours solitaire et limité dans le temps... de fait, il remonte bien plus loin qu'en 2010, et j'espère qu'il continuera encore longtemps, autrement.

Tout d'abord, mes sincères remerciements s'adressent à mon directeur de thèse Olivier Sevin, pour avoir accordé sa confiance dans ce projet sans trop me connaître. Grâce à son soutien, j'ai pu bénéficier des meilleures conditions pour réaliser cette thèse, financée. Ses conseils, critiques constructives et rappels (du temps qui passe notamment) m'ont aidée à produire ce texte, à affiner cette argumentation. Ma reconnaissance profonde va à Monsieur Bernard Bret. Membre de mon comité de thèse, il a été celui qui m'a donné le goût de la géographie, de cette géographie et du rôle de la recherche dans l'engagement personnel contre les injustices. Mon professeur depuis la licence m'a ainsi toujours encouragée à poursuivre plus loin, dans des terrains qu'il ne connaissait pas. Ses conseils, son écoute, sa relecture précise et minutieuse, ont été une véritable ressource et ont fortement contribué à mon parcours universitaire.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont accepté de lire et de discuter cette thèse en me faisant l'honneur de siéger au Jury. Je pense ici à Madame Manuelle Franck et Madame Catherine Fournet-Guérin qui ont accepté de lire et rapporter ce travail, et dont les échanges autour d'articles et de présentations en colloques ont enrichi ma réflexion. Monsieur Charles Goldblum reste un des premiers avec qui, embarqués par Jérôme Tadié, j'ai redécouvert Jakarta, après quatre années d'absence, ... un petit tour en voiture et c'est reparti ! Enfin je suis très reconnaissante à Jérôme Tadié, membre de mon comité de thèse, qui m'a accordé de son temps en venant sur mon terrain, m'a poussée à approfondir toujours plus les concepts et les observations du terrain, posant systématiquement les questions dérangementantes sans lesquelles on n'avancerait pas, ... Je pense aussi aux riches échanges menés au sein des séminaires qu'il a organisés, d'abord avec l'équipe Inverses et autour de Jakarta. Tous les membres de ce lieu informel Rémi, Rinta, Raditya, Aditya et Bayu (que j'avais même interviewé sur le terrain deux ans plus tôt !) font partie de cet entre-deux, de la présence de Jakarta à Paris.

Dans cette présence indonésienne en France, les ami.e.s indonésien.ne.s, les étudiant.es de l'INALCO et les enseignants forment aussi ce lien profond qui se tisse de loin avec le terrain. Mes pensées vont en particulier à Etienne Naveau auprès de qui j'ai retrouvé un goût (totalement oublié à ce moment-là, je l'avoue) de la version et de l'explication de texte... quelques réminiscences de mes premières études auxquelles je ne m'attendais pas. Ses

pertinentes suggestions d'ouvrages comme Studen Hijo m'ont permis de questionner plus frontalement le système colonial mis en place à Jakarta.

Quitte à remonter à mes premières années universitaires, il faut avouer que l'Asie remonte à loin. Une pensée émue s'impose aujourd'hui à ma professeure de chinois au lycée, qui a posé une des premières pierres de ces envies d'ailleurs, sans jamais penser à ce que cela aille aussi loin, ... et des amitiés imprévues qui depuis durent et dureront (les classificateurs, ça crée des liens, Ophélie !).

Ayo ke Jakarta !

Ce travail a pu être mené grâce à l'accueil chaleureux, toujours ouvert et à l'aide précieuse en Indonésie du département de géographie de Universitas Indonesia. Les échanges avec les enseignants, les aides pour leurs contacts, et surtout l'aval du directeur du laboratoire PPGT Pak Arko Nurlambang ont été des ressources essentielles pour la réalisation des mois de terrain. Merci notamment à Nurul qui a rédigé les quantités de lettres d'autorisation (on ne les compte plus, mais probablement plus d'une soixantaine !) pour soutenir et faire accepter mes demandes d'entretiens, et leurs lettres d'invitations pour mes visas.

C'est aussi et surtout là que j'ai rencontré Nadya, passée (dans le désordre et de manière non exhaustive) de traductrice à conseillère, amie, cothurne, ... Sa constance et sa précision, sa maîtrise (insoupçonnée) de plusieurs langues, son enthousiasme aussi ont rendu ce travail possible. Non seulement, cette thèse n'aurait pas pu avoir la même forme mais je n'aurai jamais pu aller aussi loin sans elle. J'espère de tout cœur réussir dans cet écrit à transmettre tous les détails qu'elle a mis à jour. Nadya, je te dois ce travail, ma reconnaissance est infinie et mon amitié t'est profonde.

Dans ce « lointain proche » qu'est Jakarta, je souhaite ici rendre hommage à ma famille d'accueil, à ceux qui m'ont accueillie chez eux comme leur fille, et leur sœur. Pak Ketut, Ibu et leurs enfants, Yoga, Mella et ma chère Astri m'ont permis de retrouver une chaleur familiale loin de ma propre famille. Toya, Sri et Ianto, vous revoir chaque fois rappelait tant de souvenirs de la maison.

Tant de personnes, de rencontres, de partages me reviennent. Je remercie Fida et Michel pour leur écoute pendant les moments d'angoisse loin de tout et pour leur appui et conseils précieux grâce à leur très fine connaissance de tous les réseaux, de Jakarta, et des rapports humains. Je pense aussi à Philippe (le terrain n'aura jamais le même goût que notre excursion à Kalideres... certains épisodes sont fondateurs et j'ai tendance à me noyer dans mes engagements...), à Tini et Alain, à Patrice Levang (le premier à avoir émis cette idée saugrenue de faire une thèse), à Vincent, Océane, Romain, ... les équipes de VIE que j'ai toujours tant de plaisir à revoir pour discuter... Je remercie vivement l'équipe de l'Institut Français d'Indonésie (qui a financé un billet d'avion) et tous les membres du LIF où il y a tant de souvenirs.

Mais surtout, toute ma gratitude va à chacune des personnes qui ont donné de leur temps sur le terrain, acceptant de répondre à mes nombreuses questions. Je pense aux militants, dont l'engagement au quotidien me fascine et à celles et ceux qui ont accepté que je rentre un peu dans leur quotidien : Uli, Ronny, Aneke, Adi, Sana, Tati, Yudi... je ne peux vous citer toutes et tous et pourtant votre mémoire est intacte. J'espère parvenir dans le texte qui suit à retranscrire la force de votre vie au quotidien... Je pense profondément à tous les enfants de l'école Dablia (nos cours anglais en chanson, les suites d'additions et de soustractions, ...) à qui j'ai fait subir quelques tentatives maladroites de cartes mentales...

Retour en France.

Je tiens à remercier ici les structures dont je relève qui ont participé à conduire ce doctorat dans de très bonnes conditions. Le laboratoire, l'école doctorale, l'UFR... on n'y serait pas aussi bien sans les personnes qui les font vivre. Alors merci. Merci à Carla, Emmanuelle, Louis et Florence, Martine et Vincent, Manu et Sylvaine ;

merci à tout.e.s les délégué.e.s et représentant.e.s avec qui j'ai partagé le souci du statut de doctorant.e et quelques étapes de la thèse, Maïté, Claire, Flaminia, Arnaud, Jack, Anne... et tou.te.s les camarades !

Dans le cadre de mon cheminement de pensée, je tiens à souligner la richesse des échanges qui ont pu être menés au sein de plusieurs séminaires auxquels j'ai participé. L'effervescence de la recherche en collectif est une ressource essentielle dans l'approfondissement du travail de thèse. Je pense en particulier à la densité des débats au sein du ReHAL avec notamment Agnès Deboulet, Monique Bertrand, Marie Chabrol, Florence Bouillon... ou au CASE autour de Glenn Smith.

Certaines des productions de cette thèse n'auraient pu voir le jour sans l'aide et les conseils de Florence Bonnaud et de Vincent Moriniaux, à qui je dois la découverte d'une matrice aux pouvoirs étonnants ! Je vous remercie de m'avoir donné ce goût de la cartographie (et ses angoisses techniques jusqu'au dernier moment). Une reconnaissance particulière va à Emmanuelle dont les conseils et les compétences sont précieux à l'heure de la finalisation de ce travail.

Je suis également très redevable à tou.te.s celles et ceux « qui y sont déjà passés »... Autant de personnes avec qui j'ai pu partager autant le plaisir de la recherche et ses inquiétudes que la passion de l'enseignement et ses questionnements. Les conseils précieux et avisés, leurs encouragements en plus de leur si chaleureuse amitié... Ces années ont en effet permis à nombre de collègues de devenir plus proches : Marie, Hadrien, Hélène, Rachele, Olivier, Emilie, Martine, Mari (de plus longue date), Marie G, Delon et Julie, Hita ma comparse sur Jakarta, et ...

... Cha, on l'a commencée ensemble, on l'a finie ensemble... ces cinq années auraient pu être beaucoup plus solitaires, mais tu étais là. Avec ton amitié, toutes les épreuves (car il y en a eu quelques unes, des luttes mais aussi tellement de partages) ont été plus faciles à surmonter. Ton directeur nous appelait « les jumelles.eaux de thèse », c'est peut être vrai. Ce qui est sûr c'est que toutes les étapes de ce parcours académique, universitaire, laboratoiresque, UFResque, on les a passées ensemble... et l'aventure humaine : cinq ans où on se trouve et où on n'est plus tout à fait les mêmes qu'au début. Tu m'as fait découvrir d'autres manières de penser et de faire de la géographie et c'est en pensant à toi que j'ai posé le point final de ce manuscrit.

D'autres personnes gravitent autour de ce projet de recherche. Je tiens en particulier à en citer deux sans qui je n'aurai peut être jamais osé. Christine, tu as cru en ce projet avant moi, tu m'as donnée l'ardeur de la transmission et je ne serai sûrement jamais arrivée jusqu'ici sans notre rencontre. Karine, à de multiples moments, tu as toujours su m'aider en cherchant à comprendre mes motivations profondes et mes questionnements. Ta passion est inspirante.

Mes remerciements vont enfin à toute ma famille. À mes parents, à la racine de tout : sans ce départ familial, Jakarta aurait pu ne rester qu'un point de plus sur un planisphère... Ils sont passés par tous les postes de travail (relecteurs, correcteurs, baby-sitter, déménageurs... sans parler du soutien moral indéfectible !) ; et à mes beaux-parents qui ont soutenu ce projet si insaisissable en me soulageant lors des moments les plus tendus. Albéric et Mariette pour les calculs de dernière minute ; Sophie, merci de tout le temps que tu as passé à tenter de me comprendre, Arnaud pour nos longues discussions depuis toujours (surtout sur le titre !).

Enfin, merci à toi Frédéric. Tu m'as toujours poussée, soutenue, appuyée au moment des choix difficiles... merci d'avoir compris sans jugement ce besoin fervent d'Indonésie, de recherche et d'écriture parfois beaucoup trop prenant... Et c'est au cœur de cette période intense de travail que le plus merveilleux est arrivé dans la construction de notre vie ensemble. Ouvéa. Votre présence a été la plus grande ressource pour me permettre de mener à bien (et de finir) cette thèse. Je vous la dédie.

À tou.te.s et à chacun.e d'entre vous,

Terima kasih banyak.

Remarques préliminaires

Sur les choix orthographiques

L'écriture des mots étrangers dans ce texte respecte les normes typographiques en vigueur, tous étant indiqués en italique. La transcription des termes indonésiens respecte l'orthographe contemporaine en Indonésie marquée notamment par deux réformes depuis l'indépendance (1947 remplaçant le [oe] par le [u] et 1947 modifiant certaines consonnes, en particulier le [dj] en [j]). Hormis dans les citations et pour les noms propres antérieurs à celles-ci (comme pour Soekarno), le texte adopte pour tous les autres mots l'orthographe réformée, y compris pour les noms de lieux comme Jakarta.

Au cours du texte, le choix a été fait de garder certains termes locaux et acronymes du fait de leur précision (pour les activités ou certains acteurs) en cherchant systématiquement à en proposer une traduction. Le lecteur.rice dispose par ailleurs d'un lexique et d'une retranscription des sigles, acronymes et abréviations, à la fin de la thèse, consultable en permanence, pour en faciliter la lecture.

En français, il a été choisi d'utiliser lorsque cela s'avérait pertinent, et pour insister sur la diversité des personnes concernées, un langage dit inclusif ou épique. En effet, éviter l'emploi du masculin universel, par des conjonctions ou par un procédé de graphie, permet de lutter contre l'invisibilisation du féminin (et des femmes) dans la langue comme dans la société et de tenter de dépasser le caractère binaire du genre.

Sur les extraits d'entretiens

Les entretiens auprès des populations des zones d'étude n'ont pas pu être enregistrés. Ils ont été conduits majoritairement en indonésien, en faisant l'objet d'une prise de notes rigoureuse et d'une reprise systématique avec l'interprète. Les retranscriptions écrites présentées ici sont donc le résultat d'une traduction *a posteriori* vers le français, même si ponctuellement l'emploi de certains mots en indonésien a été notifié. L'anonymat des personnes a été préservé par l'usage unique de leur prénom.

Les entretiens formels auprès des acteurs ont pu en revanche être enregistrés de manière audio (sauf si les services de sécurité l'interdisaient), conduits en anglais ou en indonésien selon le souhait des personnes interviewées... Quelques éléments proviennent cependant des nombreux échanges informels qui ont eu lieu autour de ces rencontres.

Sur les cartes

Les fonds de cartes ont été redessinés selon les besoins d'utilisation de chacun des logiciels employés : Cartes et Données pour la cartographie statistique et Adobe Illustrator pour le dessin assisté par ordinateur.

Dans chacun des quartiers d'étude, un relevé GPS a été réalisé.

Enfin, trois cartes générales de localisation sont disponibles en annexe dont deux en format A3. Elles viennent compléter les cartes présentées dans le corps du texte et permettent de situer l'ensemble des toponymes utilisés, ainsi que les échelons administratifs, à l'échelle de la métropole composée de Jakarta, Bogor, Depok, Tangerang et Bekasi.

La photographie de couverture montre quelques implantations informelles à l'intérieur du périmètre des voies ferrées, au sud de la gare de Senen, Jakarta Centre. Elle a été prise depuis un logement au premier étage afin de dépasser le mur en ciment qui délimite la zone. (J. Dietrich, 2011).

Sommaire

Introduction générale	13
------------------------------	-----------

Première partie Institutionnaliser la pauvreté dans la métropole	29
---	-----------

Chapitre 1 : Penser la pauvreté	33
---------------------------------	----

Chapitre 2 : Penser Jakarta	99
-----------------------------	----

Deuxième partie Gérer les pauvres ou lutter contre la pauvreté	179
---	------------

Chapitre 3 : La place des pauvres	183
-----------------------------------	-----

Chapitre 4 : Pauvres et production de la ville	287
--	-----

Troisième partie Vivre en ville sous contraintes	367
---	------------

Chapitre 5 : La modernisation conservatrice	373
---	-----

Chapitre 6 : Négocier la ville en tant que « pauvre »	431
---	-----

Conclusion générale	513
----------------------------	------------

Annexes	525
---------	-----

Références bibliographiques	573
-----------------------------	-----

Tables	605
--------	-----

Cartes générales de localisation	621
----------------------------------	-----

Introduction générale

L'inscription spatiale de la pauvreté urbaine est identifiée dans les villes du monde et l'a été dès la construction des sociétés urbaines. La concentration de ce phénomène économique et social dans des espaces spécifiques de la ville fait l'objet de nombreuses analyses, souvent critiques, mettant en évidence les contraintes accumulées que subissent les populations concernées. Dans les villes dites « des Suds », la situation semble d'autant plus sensible que la croissance urbaine a été rapide et en apparence non maîtrisée. L'objet de cette recherche consiste à interroger le phénomène de pauvreté et ses représentations dans le contexte urbain de Jakarta. Il s'agit d'appréhender la définition de la pauvreté par les différents acteurs de la production de la ville, et ce qu'elle implique en termes de politiques et d'actions de traitement. L'objectif est ainsi d'articuler un phénomène social dans des espaces urbains considérés comme pauvres au prisme des enjeux de visibilité, d'informalité, de mobilité — éléments qui participent de la modernité d'une métropole.

Malgré certaines approches sociologiques telles que celle de Serge Paugam, le terme « pauvreté », toutefois, apparaît galvaudé dans la littérature académique, se réduisant plus à un thème de politique publique qu'à un concept précis permettant d'identifier des espaces et des individus. Terme « fourre-tout », il est aussi l'entrée principale de l'aide au développement et des acteurs internationaux. C'est dans un monde organisé par le capitalisme néolibéral que les plus démunis, défavorisés et « pauvres » en termes économiques se trouvent dans une situation de domination (Keynes, 2002 ; Bret, 2006 ; Rousseau, 2008). Ce fait est d'ailleurs accentué par le développement économique qui, produisant de nouvelles inégalités sociales et spatiales, renforce les rapports de domination fondés sur la possession d'un capital (Harvey, 2008 ; Giraud, 2012).

Pourtant, cette notion de pauvreté reste floue. Le nombre de ses définitions montre la difficulté d'en mesurer la diversité, souligne ses multiples dimensions et l'exigence systématique de l'évaluer en termes économiques, afin qu'elle puisse s'insérer dans la compréhension du monde contemporain. Je m'appuierai donc plutôt sur les représentations qu'ont les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux des formes de la pauvreté dans les grandes villes, pour chercher à comprendre les choix opérés et les politiques spécifiques mises en place. Mon objectif est de faire apparaître le rôle de l'espace urbain dans les rapports sociaux et en particulier dans le sort réservé aux démunies, en m'appuyant sur l'inscription spatiale de la pauvreté.

La pauvreté : un objet géographique ?

Un phénomène social aux dimensions spatiales

L'entrée dans ce sujet prend comme fondement que la pauvreté est sociale. Le choix de ne pas séparer l'espace du social permet d'affirmer leur « *consubstantialité* » (Lévy, Lussault, 2003) : l'espace, plus qu'une production de la société, serait inséré dans la conception même du social¹. Cela permet de me positionner directement à l'encontre de toute vision substantialiste de lieux « pauvres ».

L'espace ainsi conceptualisé est une dimension des sociétés hiérarchisées. Il est identifiable comme « *ressource localisable, matérielle et idéale, dont l'appropriation inégale structure des inégalités* » (Veschambre, 2006). Cette approche de l'espace pour penser un phénomène social se comprend dans une démarche de géographie sociale. Ainsi, ce sont des rapports sociaux et des inégalités qui cherchent à être analysés au cœur du tournant spatial des sciences sociales (Chivallon, 2000). En affirmant l'importance de cette entrée pour comprendre ce phénomène social, la réflexion centrée sur le concept de pauvreté s'insère en l'occurrence dans un contexte néolibéral et capitaliste, où les rapports de domination s'expriment tant dans la gestion des espaces que dans le choix des termes utilisés.

Ce concept implique des perceptions et des représentations, qui induisent une action. Pour prendre forme, celle-ci nécessite des procédures d'identification des zones ou des populations pouvant en bénéficier ou non. Ainsi, la compréhension de la production des catégories est essentielle dans la démarche d'analyse du traitement de la pauvreté rapporté à sa dimension spatiale. Confronter ce concept avec, d'une part, les réalités des personnes concernées et, d'autre part, les conséquences des actions entreprises sous couvert de sa réduction, permettrait de le cerner plus précisément et d'en identifier les implications.

En sciences sociales, l'enjeu est ainsi de comprendre la place de ce phénomène dans la société, en identifiant la question des rapports sociaux qui en découlent, et ce que cela révèle du fonctionnement de la société : quels sont donc les rapports de force, de pouvoir et/ou de domination qui apparaissent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et dont certains aspects peuvent s'inscrire dans l'espace ?

Un phénomène spatialisé

En tant qu'objet géographique, la pauvreté est un phénomène spatialisable. On peut identifier — tout au moins dans les discours, mais l'abondance des cartes le montre aussi — des espaces spécifiques qualifiés de « pauvres ». En géographie, cela permet de décrire la répartition

¹ « L'espace ne peut pas être étudié par les géographes comme une catégorie indépendante, puisqu'il n'est justement rien d'autre qu'un élément du système social », Hérin, 1990, p. 245.

du phénomène, et ses facteurs, sans omettre les interactions avec d'autres espaces. Le risque est alors d'essentialiser les individus et groupes sociaux avec les lieux où ils vivent. L'assimilation rapide entre « espace pauvre » et « personne pauvre » explique l'abondance des termes évoquant les quartiers pauvres, et il s'agira de revenir sur la terminologie de la « stigmatisation urbaine » (Depaule, 2006), sans la réduire à la figure type du bidonville dans une mégapole. Ainsi, les espaces étudiés permettront d'interroger les formes de vies et de relations sociales dans une situation de pauvreté, ainsi que les effets de lieu, ou les discriminations territoriales en lien avec la spatialisation des problèmes sociaux (Tissot et Poupeau, 2005). L'espace aurait donc un pouvoir explicatif mais n'a aucune pertinence s'il est appréhendé comme détaché du social : « *l'espace géographique n'est pas un simple décalque des rapports sociaux.* » (Sélimanovski, 2009).

Un objet étudié par la géographie

Si la pauvreté est un objet géographique, son étude en géographie dans un contexte urbain et en développement reste récente. Alors que cet aspect de la pauvreté est aujourd'hui bien imposé, tant dans la discipline que dans les analyses des « experts », les politiques d'aide au développement l'ont longtemps ignoré, à tel point que Rémy Prud'homme a évoqué un « biais anti-urbain » (2007). Ni objet de requête des pays bénéficiaires, ni de l'intérêt des bailleurs (Cavin, 2009), la ville, ensemble social structuré, n'a pas été ciblée par les politiques, et, conséquence directe, a été ignorée comme lieu d'intervention (Osmont, 1995, p. 6).

Le tournant spatial n'a pas seulement touché les sciences sociales (Levy, 2012) mais semble aussi s'imposer dans les politiques de traitement de la pauvreté. Il faut interroger l'émergence de cet urbain comme nouvel enjeu scientifique et politique, et ses implications. Elisabeth Falgon explique que « *le travail de la géographie, des sciences sociales plus généralement, est alors de percer les liens nouveaux entre les composantes éclatées de l'espace et des rapports des hommes à celui-ci* » (Falgon, 1995, p. 12).

Au-delà, participer à cette réflexion sur la place de la pauvreté dans la discipline invite au questionnement sur la, ou plutôt les pratiques de la géographie. Les apports des démarches postmodernes et de l'approche postcoloniale montrent le tournant pris par certain.e.s géographes, qui cherchent à décentrer les analyses, mettant au cœur de leur réflexion la question de la production des savoirs géographiques. La place même du chercheur.e doit ainsi être clarifiée et explicitée. Un élément important de ma recherche sera par conséquent de contextualiser la production de résultats en explicitant ma posture (Le Renard, 2011).

Un terrain urbain critique

Le « choix » du terrain

Jakarta n'est pas une métropole fréquemment étudiée. La bibliographie des études urbaines dans les villes en développement, s'intéressant aux inégalités et aux conditions de vie des populations « en marge », compte une majorité de travaux portant sur les métropoles d'Amérique latine ou d'Afrique – ceux concernant l'Asie sont moins nombreux. Ces territoires, fortement marqués par la colonisation ont fait l'objet de recherches où les héritages marxistes et postmarxistes sont identifiables dans les méthodes et les analyses². À l'échelle internationale, d'ailleurs, les analyses globales pointent le fait que le phénomène de pauvreté est beaucoup plus rural qu'urbain – bien que ce dernier pose des problèmes de concentration dans des espaces restreints ; le cas de l'Indonésie en est un exemple, avec des statistiques nationales tendant à montrer que sa capitale n'est pas une ville pauvre³ et que cette question concerne principalement les zones périphériques du pays, en particulier ses îles dites « sous-développées ». Ainsi, les villes d'Asie du Sud-Est ne seraient pas un terrain habituel⁴ lorsque l'on interroge ces thématiques, et les travaux actuels ont tendance à se concentrer sur les organisations de l'espace à l'échelle régionale, en insistant sur les aspects fonctionnels. Jakarta est néanmoins une ville qui a connu des évolutions comparables à de nombreuses autres villes des Suds : capitale coloniale, croissance démographique et économique rapide suite à l'Indépendance, et ouverture actuelle à la mondialisation néolibérale confirmant la volonté des acteurs dominants (publics et privés) d'insérer la métropole dans le groupe restreint des villes

² Les exemples sont nombreux, mais on peut penser aux recherches marquantes de Marianne Morange ou Jean-Fabien Steck respectivement sur l'Afrique du Sud et les pays de l'Afrique de l'Ouest. Marie Morelle à Antananarivo et Yaoundé a développé la situation des enfants des rues. En Amérique latine, l'importance des mouvements révolutionnaires et les circulations scientifiques majeures participent à la compréhension de la forte présence des études radicales et critiques dans le contexte urbain en particulier. La récupération des conceptions lefebvriennes, entre autres a été mise en valeur lors du colloque « La ville compétitive, à quel prix ? », à Nanterre, en septembre 2011, et par l'intervention de Claire Revol (2011).

³ En effet, seuls 3,75 % de la population de Jakarta vivraient sous le seuil de pauvreté (BPS, 2011) ; l'analyse de ces données statistiques sera développée ultérieurement.

⁴ Ce traitement différencié de l'information par la communauté scientifique a été notamment mis en évidence dans le colloque international *Transiter*, en février 2012. Cette manifestation scientifique clôturant un programme (financé, entre autres, par l'Agence nationale de la recherche) du même nom cherchait à comparer les dynamiques transnationales et recompositions territoriales en Mésio-Amérique et en Asie du Sud-Est continentale et insulaire. Lors des synthèses des différents ateliers, les différences d'approches et de méthodologies ont été identifiées, relevant les traditions intellectuelles de ces régions du monde, et leurs conséquences sur les productions scientifiques. Les travaux de Manuelle Franck et de Nathalie Fau, entre autres, font ainsi la part belle aux structures organisationnelles de l'espace supra-régional et aux hiérarchies urbaines qui en découlent. <http://transiter.univ-paris-diderot.fr/index.php> Cependant d'autres références nuancent ces analyses en particulier les travaux de la Banque asiatique du développement (*Perception of the poor*, 2001, *Urban poverty in Asia*, 1994).

considérées comme globales — ou internationales (Berry-Chikhaoui *et al.*, 2007) — ou en passe de le devenir.

En outre, la particularité des espaces de ces pays émergents, comme les villes de l'Indonésie, est de connaître, en un même lieu, des problèmes tenant d'ensembles géographiques différents. Ainsi, on peut y observer des changements concernant traditionnellement des « pays du Nord », tels que le poids des centres financiers, les reconfigurations industrielles, les formes urbaines associées aux fonctions métropolitaines (gratte-ciel), les nouvelles formes résidentielles (comme les communautés fermées et l'étalement urbain), mais aussi l'importance de l'orientation des politiques publiques. Mais la pauvreté du plus grand nombre (Rocheport, 2001), l'importance de l'informel (Steck, 2003) ou la forte polarisation sociale (Fleury et Houssay-Holzschuch, 2012) sont aussi des aspects marquants des mondes urbains des « pays du Sud », relais et récepteurs essentiels dans les flux régionaux (Deboulet, 2007). Ces villes, comme Jakarta, connaissent une insertion particulière dans la globalisation et dans la mondialisation, différente de celles des « villes globales » de Saskia Sassen (comme la finance et l'information).

L'échelle de la métropole est donc importante à appréhender : ce choix ne limite pas la question à la province spéciale de Jakarta, mais tente de reconsidérer la totalité urbaine en renonçant au modèle de la ville historique encore souvent à l'œuvre dans les représentations de la ville. Ainsi, la sélection de terrains dans l'agglomération de la capitale, à Jakarta même et à Bekasi, municipalité à l'est, est une tentative pour saisir la forme actuelle de cet espace urbain. Si parfois ce travail risque de sembler éclaté, en archipel, cela répond aussi à l'image des espaces accessibles aux populations pauvres. Ainsi, pour ne pas réduire la pauvreté à une seule vision projetée, il a fallu multiplier les lieux d'observation⁵ afin de distinguer le banal de l'exceptionnel : l'unité de la situation de la pauvreté dans la métropole ne résiste pas à la diversité de ces espaces allant des quartiers traditionnels pauvres aux logements sociaux, en passant par les zones d'habitat spontané et précaire.

C'est bien l'enjeu de cette thèse : comprendre la persistance de formes de pauvreté (multiples et diverses) dans une ville en croissance, voire riche, qui se positionne de plus en plus comme une métropole de la mondialisation.

⁵ L'entrée par dimension spatiale du concept de pauvreté cadre la recherche en fonction des quartiers considérés comme pauvres. Il ne s'agit aucunement de dire que le reste de la ville serait exempté de populations pauvres, bien au contraire. Certains quartiers aisés connaissent une forte présence de la pauvreté (en particulier celle de populations répondant aux services à la personne, peu rémunérées, profondément insérées dans ces quartiers aisés mais très peu visibles). Les contraintes d'une recherche en temps limité n'ont pas permis d'approfondir ces situations. Par ailleurs, n'abordant pas la question par « les pauvres » mais par « les espaces considérés comme pauvres », les quartiers les plus riches n'entraient pas dans la sélection raisonnée des lieux d'étude, même s'ils sont abordés au travers des pratiques spatiales des populations enquêtées.

Le terrain : de l'« inconfort » au quotidien

La complexité de Jakarta est un des premiers facteurs de « choix » de ce terrain pour appréhender la question de la pauvreté. Toutes les tensions de cette métropole, qui contribuent à en donner une image incompréhensible (Barley, 1998 ; Silver, 2008 ; Simone, 2014), désordonnée ou encore tentaculaire, sont autant d'éléments qui rendent la ville — comme toute ville que l'on ne connaît pas — aussi « exotique » qu'ordinaire. La confrontation à cet « Ailleurs »⁶ est pour moi déjà ancienne. Arrivée là à l'adolescence, j'ai pu connaître la ville progressivement en y vivant et en y apprenant la langue, puis quelques années plus tard, dans le cadre d'un stage de master au sein de la compagnie de distribution des eaux PALYJA, filiale de Suez. La situation d'étrangère qui s'impose lorsque j'y suis n'empêche pas que cette ville soit aussi pour moi un terrain du quotidien. Et c'est certainement ce quotidien⁷ qui a fait émerger la thématique de la pauvreté comme questionnement nécessaire.

La géographie du quotidien pour appréhender des vies ordinaires dans un contexte en tension

Sans que toutes ces années aient fait l'objet d'une démarche construite méthodologiquement en vue d'un travail de thèse, j'ai pu observer Jakarta entre les années 2001 et 2014. Mon regard s'y est trouvé profondément marqué par les évolutions rapides de la ville, et, à chaque nouveau séjour, par l'interrogation systématique sur ce qui reste, ce qui a changé... et pour quelles raisons ? Le maintien dans le paysage de certains espaces associés à la pauvreté ou leur « disparition »⁸ est un des premiers questionnements qui ont fait émerger ce projet puis ce sujet de recherche : l'évolution des formes urbaines, les projets urbains, et la persistance, malgré une moindre emprise spatiale apparente, de populations identifiées comme pauvres, sont les marques urbaines d'une métropole en transformation, en internationalisation. Ces processus imposent d'aborder une géographie du changement qui participe à la mise sous tension de la ville et des citoyens. En effet, l'échelle même de l'appréhension des faits urbains impose de passer de Jakarta⁹ à la métropole pour spécifier les nouveaux enjeux de la production de l'espace et considérer la totalité urbaine. Les projets et aménagements urbains mis en œuvre

⁶ Ma position d'étrangère et d'occidentale sur le terrain est une donnée centrale des interactions possibles localement.

⁷ Un retour réflexif de mes premières approches du terrain est développé dans la revue *Carnets de géographes* (Dietrich, 2013).

⁸ Si leur disparition réelle ou totale est bien improbable, on peut se demander quelles sont les évolutions urbaines qui rendent ces lieux progressivement moins visibles pour des habitants et des passants.

⁹ La nouvelle pensée critique de la ville invite à ne pas se réduire au modèle de la ville historique encore souvent à l'œuvre dans les représentations, afin de comprendre sa forme actuelle et future hors de tout présupposé, attachement ou commodité (Gintrac et Giroud, 2014).

à Jakarta répondent, entre autres, aux exigences de l'internationalisation de la ville. Ces transformations et ajustements socio-spatiaux produisent des conflits dans la ville, du fait des nouvelles formes de cohabitation entre populations et classes dont les aspirations urbaines diffèrent en termes d'usages et de pratiques, et également du fait de l'augmentation des situations d'insécurité produisant vulnérabilités et précarités.

Les personnes exposées à ces recompositions, ou, en tout cas, les plus vulnérables, voient leur quotidien déjà difficile perturbé par les transformations sociales et spatiales de leur ville. À l'échelle locale, c'est une géographie du quotidien qui permet de travailler sur les pratiques et les représentations. L'approche sociale et culturelle aborde les identités citadines dans leurs temporalités, à l'échelle des individus : à une « *géographie tranquille du quotidien* » (Di Méo, 1999) au niveau de la rue et de la maison, Catherine Fournet-Guérin propose de substituer une « *géographie tourmentée du quotidien* » (Fournet-Guérin, 2007, p. 149). En effet, vivre dans la ville se traduit par des tensions dans des contextes urbains marqués par des changements rapides.

C'est ainsi, à l'articulation des échelles de la métropole et des vies urbaines, que la problématique se pose afin d'identifier les liens, les nœuds entre les politiques urbaines, les projets associés visant la réduction de la pauvreté et les vies du quotidien, de personnes « pauvres » dans la ville en changement. Des acteurs variés entrent en jeu autour de cette question de la pauvreté, depuis les autorités nationales et municipales, mais aussi les structures internationales (institutions globalisées et organisations non gouvernementales), jusqu'aux groupes sociaux cibles et aux divers intermédiaires locaux.

Problématique et hypothèses de recherche

Ces premières bases de réflexion mènent à un questionnement plus général sur l'influence des transformations et des politiques urbaines sur les populations au quotidien, en particulier les plus vulnérables.

En quoi les choix institutionnels et marchands guidant les restructurations urbaines mettent-ils en contact différents acteurs et groupes stratégiques, et quelles formes leurs relations peuvent-elles prendre, depuis la confrontation jusqu'à la négociation ou au consensus ? Quelles conséquences peut-on tirer des modalités de production de la ville, entre la soumission à une « *urgence esthétique* » (Berry-Chikhaoui *et alii*, 2007) et les contributions « *ordinaires* » (Bayat, 2013) pour survivre et chercher à améliorer les conditions de vie du quotidien ?

La confrontation et la mise en perspective de la ville et de la pauvreté comme fait social nécessitent ainsi la compréhension de l'articulation des échelles et des temporalités, et des tensions entre restructurations urbaines et ancrages locaux de populations vulnérables. Ainsi, la réflexion proposée dans cette thèse cherche à interroger le processus de métropolisation et

d'internationalisation de la ville de Jakarta comme producteur d'un renouvellement des tissus urbains et des rapports sociaux. Cette problématique se décline en plusieurs axes en lien avec les hypothèses émises et les orientations du travail de recherche mené sur le terrain. Cette thèse n'a pas l'ambition de proposer une réponse exhaustive à toutes ces pistes mais vise à contribuer aux analyses interrogeant les rapports de pouvoir et de domination dans les villes en transformation.

La première hypothèse porte d'abord sur les instances participant à la gestion de la pauvreté. Si leur action concrète s'appréhende à l'échelle urbaine, voire même à l'échelle de microprojets sur le terrain, il s'agit de comprendre les objectifs réels poursuivis, à travers leurs réalisations, par ces structures, qui s'insèrent souvent à une échelle plus globale. La tension entre les échelles (application/conception) peut être un des signes de la mondialisation en cours de la ville : depuis les idéologies jusqu'aux perceptions de la pauvreté, en passant par les méthodes élaborées pour la réduire, l'articulation des échelles aide à comprendre les choix opérés localement, et, potentiellement, les discordances ou effets de certaines actions par rapport à l'objectif premier.

La compréhension de ces choix politiques et humanitaires n'est pas uniquement liée à la fin ultime que serait la disparition de la pauvreté. La seconde hypothèse pose que les décisions prises à Jakarta sont profondément liées aux représentations associées aux populations considérées comme pauvres et aux facteurs conditionnant cette situation. Il faut donc déceler, dans les discours et analyses de chacun.e, les explications identifiées du phénomène. Le deuxième volet de cette hypothèse est que ces représentations ne sont ni uniques (elles dépendent des positions — sociales et spatiales — de chacun des acteurs par rapport aux groupes sociaux considérés) ni statiques (leur appréhension est liée à un contexte social, historique, politique, économique...). La diversité de ces représentations implique donc de prendre en compte un cadre temporel plus vaste que la métropolisation récente de la ville de Jakarta, car s'insèrent aussi dans l'appréhension du fait urbain, la ville et la citoyenneté.

En interaction avec cette hypothèse, il s'agit de voir en quoi la condition de pauvreté et son insertion dans les politiques urbaines questionnent la citoyenneté et la citoyenneté. Cet axe de recherche, majeur, ancre la démarche de ce travail dans un questionnement politique.

Enfin, la dernière hypothèse pose la métropole de Jakarta comme un site en conflit. En effet, les dynamiques des recherches urbaines actuelles mettent en évidence la mise en tension des espaces et des populations concernées, du fait des restructurations en cours. Si des intérêts divergents sont aisément constatables, la contestation des populations « pauvres » l'est moins. Que dit la diversité des formes et situations de conflit dans la ville des rapports sociaux de domination, en général, et des moyens pour les populations « pauvres » d'accéder à leurs droits (ne serait-ce qu'en termes de conditions de vie fondamentales) , en particulier, ? Cette dernière

hypothèse a nécessité un retour et une reformulation afin d'identifier les pratiques au quotidien des populations « pauvres », marquées par des rapports de pouvoir et de domination potentiels, mais maintenant néanmoins leur présence dans ces espaces. Au-delà de la mobilisation ou du conflit, quelles sont les autres formes d'interactions possibles et modalités de négociations qui participent à expliquer le maintien — potentiellement nécessaire ? — de populations en situation de pauvreté dans l'espace métropolitain ?

Aborder ces questions au travers du prisme de la géographie permet d'appréhender l'importance de l'articulation des échelles en jeu dans la gestion de la pauvreté, en intégrant l'analyse du paysage urbain et des pratiques spatiales des populations. C'est pourquoi le sujet doit être différencié de celui de la pauvreté des territoires. L'approche proposée ici suppose de se demander ce que signifie la pauvreté dans la société d'une part, et, d'autre part, pour les acteurs qui se chargent de son traitement ou de sa réduction. Dans ce cadre, une analyse univoque par le seuil de pauvreté n'est pas pertinente : il faut comprendre les acceptions du terme de pauvreté pour ceux qui l'emploient et qui en élaborent des définitions et des évaluations à l'aide d'indicateurs d'où découlent les seuils. L'analyse par les formes urbaines est une des réponses possibles pour une approche géographique de la question, mais ne suffit pas, du fait de la diversité du phénomène de pauvreté. Identifier la morphologie des espaces participant à la compréhension des facteurs de la pauvreté est nécessaire, et l'associer à l'analyse des rapports sociaux permet d'en montrer les effets de lieu (Bourdieu, 1993). Ainsi, l'intérêt de croiser les politiques urbaines de la métropole et le concept de pauvreté dans une analyse géographique est de *« déchiffrer ce qui se joue entre la position des populations en situation de pauvreté dans la société et leur position dans l'espace, en examinant les multiples conjonctions qui s'établissent entre leur disqualification sociale, leur situation résidentielle et leurs pratiques de l'espace »* (Sélimanovski, 2009).

L'expérience de l'enquête : positionnement et méthodologie

L'entrée sur le terrain

Les conditions de production de la recherche aident à comprendre mon positionnement et les démarches méthodologiques mises en œuvre.

En effet, la formulation de la problématique de cette recherche s'est inscrite, on l'a vu, dans une temporalité plus longue que les cinq années de doctorat. Mon engagement dans la compagnie de traitement et de distribution des eaux pendant trois mois, en 2006, en qualité de stagiaire, fut déterminant dans la genèse de ce questionnement. En effet, j'avais comme mission d'identifier les types de consommateurs de l'entreprise, pour mettre en évidence les différents usages de l'eau distribuée. Parallèlement, étant sous la responsabilité du porteur du programme

Water for all, j'ai participé à plusieurs missions de prospection pour l'extension du réseau vers des quartiers « pauvres ». Dès ce moment, j'ai pu aborder concrètement les traitements différenciés des populations considérées comme pauvres liés au choix (techniques, arbitraires, politiques, imposés aussi parfois...) des quartiers qui pourraient ou non bénéficier de ces opérations. Ces décalages entre l'enjeu du programme (desservir de l'eau à chacun.e) et la réalité des mises en œuvre fut une des premières entrées sur cette question de la pauvreté. Par ailleurs, ce fut aussi l'occasion de rencontres avec de nombreux acteurs locaux (ONG et bailleurs), qui m'ont ensuite facilité l'accès au terrain, en particulier aux « *groupes stratégiques* » (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994). Ces relations de confiance sur la durée, favorables aux échanges de points de vue plus ouverts, notamment dans des cadres informels, m'ont permis de saisir les écarts entre discours et action, et surtout les raisons de ces écarts. Les contacts créés à cette époque se sont révélés fort utiles dans la conduite de mes recherches doctorales, notamment pour diversifier les sources de mes entretiens.

Ce stage, suivant une période de vie sur place, a favorisé aussi l'apprentissage de l'indonésien, notamment l'acquisition d'un vocabulaire plus technique que celui des échanges du quotidien. Au début de mon doctorat, j'ai donc décidé d'approfondir cette démarche, d'abord en Indonésie en suivant un stage intensif de langue indonésienne à Yogyakarta, puis une formation diplômante à l'Institut des langues et civilisations orientales (Inalco) à Paris. Cette connaissance, encore imparfaite, de la langue a néanmoins permis de conduire des entretiens en indonésien et de faciliter les observations et l'entrée dans des terrains variés. Cependant, du fait de la difficulté d'enregistrer les entretiens menés auprès des populations, et d'une maîtrise de la langue ne me mettant pas à l'abri de maladresses ou de contresens, j'ai toujours souhaité être accompagnée par une interprète¹⁰, étudiante en géographie.

Cette personne, avec qui j'ai partagé de nombreuses heures de terrain, s'est avérée une ressource essentielle pour la conduite de mes recherches. Tout d'abord, ses compétences de traductrice (nos échanges se déroulaient en anglais) et sa capacité à mettre en confiance les personnes interrogées ont permis d'accéder à des enquêtés.e.s que, seule, je n'aurais pu rencontrer, et d'approfondir des entretiens importants. En effet, grâce à sa maîtrise du sundanais et du javanais, plusieurs personnes âgées se sont trouvées mises à l'aise du fait du changement de langue au cours de l'entretien, alors que je prenais des notes. Une longue reprise permettait ensuite de restituer le contenu qui avait pu m'échapper et d'explicitier quelques incompréhensions. Cela a aussi rassuré de nombreux résidents ou responsables de quartier de

¹⁰ Durant les trois années d'enquêtes, mon interprète a toujours été la même personne : elle maîtrisait donc parfaitement l'enjeu des entretiens et pouvait elle-même initier des relances et demandes d'approfondissement. L'importance de nos échanges de points de vue sur des situations observées est aussi une source importante d'informations, qui font partie des résultats de ce travail de thèse.

nous voir travailler en binôme, permettant de couper court à toute suspicion d'avoir affaire à des étrangers évangélistes chrétiens (ma collaboratrice porte un *hijab*). Le fait que ce soit *une* traductrice a aussi grandement facilité les discussions avec les femmes sur le terrain. Il me semblait en effet important de pouvoir recueillir leur parole, afin de ne pas occulter leur rôle dans la gestion du quotidien et leur place centrale dans les ménages. Il s'agit en particulier de se rendre compte de la manière dont les touchent certains événements de la vie, contribuant à les faire entrer ou à les installer dans une situation de pauvreté : divorce, départ, décès ou remariage du conjoint sont des moments clés de précarisation de leur vie, entre autres facteurs d'explication.

Par ailleurs, la recherche en Indonésie nécessite de multiples autorisations. Un partenariat a été élaboré avec Universitas Indonesia (UI) (qui s'est plus tard concrétisé par un *Memorandum of Understanding* avec mon université), dont relève aussi mon interprète. Elle disposait alors d'un permis de recherche (que certains fonctionnaires réclamaient avant toute rencontre), dont elle a pu me faire bénéficier car je ne disposais pas de visa de recherche sur place : la durée de la procédure, le coût et l'incertitude de son obtention — en particulier du fait du sujet de ma recherche — m'ont poussée à recourir à des visas socio-culturels obtenus grâce à des invitations du département de géographie de UI. Ce département a été d'un soutien sans faille lors de mes séjours, depuis la facilitation de contacts à la production de lettres d'autorisation indispensables pour aborder la moindre autorité.

Une fois ces formalités passées, l'accès aux quartiers, lieux et personnes est finalement assez aisé, du fait de la curiosité de voir une *bule*¹¹ se promener quotidiennement dans leur espace. Prises de contact et discussions sont rendues très accessibles. Onze mois de terrain fondent ainsi ce travail de recherche¹².

Enquêter en tant qu'« étrangère »¹³

C'est une des conditions centrales de production de cette recherche, un biais dans l'enquête, qu'il s'agit d'explicitier. L'objectivation de mon rapport au terrain en fait partie intégrante, et c'est pourquoi je préfère m'exprimer à la première personne tout au long de son exposition. Malgré les contraintes pratiques telles que la durée limitée des séjours, les barrières linguistiques parfois et ma position de femme-étrangère, j'ai gardé en tête l'idéal de la méthode ethnographique. L'enquête et l'analyse, à travers l'observation, la réalisation d'entretiens

¹¹ Le terme, qui signifie « albinos », désigne les blancs dans le langage courant.

¹² Pendant la période doctorale, j'ai effectué plusieurs missions de terrain, de cinq semaines à trois mois, entre novembre 2010 et juin 2013.

¹³ Je reprends ici le titre d'un paragraphe de la thèse d'Amélie Le Renard (2011, p. 36), qui démontre la nécessité d'explicitier les statuts et catégories mobilisés au cours des interactions, afin de contextualiser les entretiens.

approfondis, l'écriture quotidienne dans un journal de terrain, font autant partie de la démarche que l'empathie avec les enquêté.e.s et la tentative de comprendre leur vision du monde, nécessairement accompagnées de distanciation. Cette méthodologie résolument qualitative¹⁴, en intégrant l'éloignement culturel comme une donnée fondamentale et, en même temps, comme un biais dans la production des résultats, reste cependant pour moi le meilleur moyen de mettre en perspective des données statistiques officielles abondantes en Indonésie. Celles-ci, de par leur questionnement, plaquent des conceptions du Nord sur leur pays (cet aspect sera développé dans les chapitres 1 et 3), leur objectif étant de répondre aux critères des Nations unies et de la Banque mondiale. Le choix de cette méthode qualitative permet donc d'éviter en partie la reproduction de ces travers et d'affirmer une approche différente face à l'accumulation des recensements à Jakarta.

Cette approche méthodologique s'explique aussi par le contexte de la recherche lié à mon acceptation dans les quartiers étudiés. Je n'insisterai pas sur la question évidente et permanente d'un.e chercheur.e occidentale.e dans une ville du Sud, régulièrement évoquée et traitée (Guinard, 2010). En effet, l'idée d'assimilation de ma personne dans des quartiers défavorisés n'est pas pertinente : ce n'est pas parce que l'on vit comme un pauvre qu'on est pauvre et qu'on en éprouve les conséquences¹⁵. Il faut donc se faire accepter avec ses différences et tout ce que l'on projette comme image et véhicule de préjugés.

En effet, un rapport de pouvoir dans une relation d'enquête a pu être ressenti, pouvant rappeler celui post-colonial. Jarry *et al.* (2006) font le constat que, souvent, l'enquêtrice est identifiée comme Européenne plus que comme femme. Durant les enquêtes, il n'était pas rare que mes interlocuteur.ice.s partent du principe que ma vision était pétrie de clichés, pour ensuite me proposer leur propre analyse de la pauvreté. Ce faisant, ils/elles me montraient ainsi leur propre manière d'appréhender la situation, mais aussi leur perception des représentations de la pauvreté et des actions menées à ce titre. Autre conséquence de ce statut apparent d'Européenne : certains acteurs (en particulier les associations et organisations non gouvernementales) me sollicitaient parfois pour que je devienne porte-parole de leur cause et,

¹⁴ Les tentatives d'un questionnaire ne se sont pas révélées pertinentes pour aborder les perceptions et pratiques spatiales des personnes en situation de pauvreté à Jakarta. C'était encore moins évident pour prendre en compte les rapports sociaux en place dans les quartiers liés aux positions de pouvoir et à l'exercice de la domination.

¹⁵ Si l'empathie envers la vie des enquêté.e.s est nécessaire pour comprendre leurs récits, je ne peux expérimenter les mêmes contraintes inhérentes à la vie à Jakarta. Les personnes ont été socialisées dans ce cadre et peuvent vivre des éléments sur le mode de l'habitude ou de l'agacement (les embouteillages, par exemple), quand ces moments ont pu être des situations d'observation privilégiées pour moi, ou de grande angoisse si cela causait un gros retard pour un entretien prévu dans le cadre de mon enquête.

surtout, pour que je les aide à trouver des bailleurs de fonds¹⁶. Ce genre de situation montre que la relation de pouvoir que constitue parfois la relation d'enquête était moins de type post-coloniale que liée aux rapports de domination économique caractéristiques du monde globalisé.

Le véritable défi a finalement été de construire une image identifiable et acceptable¹⁷ d'étudiante, d'enseignante et/ou de chercheuse selon les circonstances, à différencier de toutes les autres projections et types de personnes occidentales que les populations peuvent rencontrer. En effet, j'ai pu faire l'objet d'une série d'amalgames induisant des interactions que je cherchais à éviter : méfiance, gêne, soupçons et incompréhension... autant d'« *épreuves ethnographiques* » (Bensa et Fassin, 2008) qui nécessitent la justification de ma présence sur place.

Comment ne pas passer pour une touriste¹⁸ qui vient regarder le pittoresque bidonville (alors qu'une ONG indonésienne organise justement ces circuits), tout en utilisant le même équipement (appareil photo) ? Comment ne pas dépanner des personnes qui sont, en effet, dans la misère la plus profonde ? Comment ne pas passer non plus pour la représentante d'une ONG qui pourrait apporter éventuellement un changement dans cette communauté ?... De l'autre côté, comment, moi, puis-je venir observer situations et personnes sans honte, sans voyeurisme, sans culpabiliser¹⁹ de leur prendre du temps en discussion, alors que chaque minute peut être comptée comme un revenu (récupération des déchets, souvent) ; et, enfin, comment leur faire accepter cette discussion ?... Toutes ces questions témoignent du caractère incongru de ma présence en ces lieux et mettent en évidence l'importance de ces échanges dans les interactions liées à l'enquête²⁰. Or, c'est ce qui a permis la réalisation de ces entretiens : pour recueillir leur

¹⁶ Indiquant clairement mes maigres possibilités de les aider directement, je me suis attachée à mettre les acteurs en contact (des ONG de défense des droits avec des citoyens menacés potentiellement), et, lorsque l'on me le demandait, à communiquer mon point de vue et mes analyses en transmettant mes articles ou d'autres publications susceptibles de les intéresser.

¹⁷ J'ai parfois dû justifier pendant plus de vingt minutes ma présence en tant que femme seule en Indonésie, l'interlocuteur (fonctionnaire municipal) y revenant systématiquement, contournant ainsi l'entretien.

¹⁸ Le problème pour moi n'est pas d'être ou non une touriste dans un pays étranger ni de dévaloriser la démarche du touriste. L'enjeu est de ne pas être perçue comme telle dans le quartier par les habitants. L'assimilation possible de ma personne à une touriste aurait des retombées sur la possibilité de faire mes enquêtes et observations, car, face aux touristes, j'ai observé une accentuation, par la population elle-même, des comportements misérabilistes : des enfants, en particulier, qui demandent alors de l'argent « pour aller à l'école demain ». Il ne m'était pas possible de mettre en place de telles relations avec eux au quotidien.

¹⁹ La sensibilité du terrain face à des situations de détresse profonde peut être profondément douloureuse, un sentiment évoqué dans de nombreux terrains « difficiles » (Bouillon *et al.*, 2006 ; Lassailly-Jacob et Legoux, 2012).

²⁰ Il m'a donc fallu mettre au jour, en plus de mon origine, des aspects de mon identité que je n'estimais pas être publics : une religion (cet aspect est en effet un élément obligatoire qui figure sur la carte d'identité de tous les Indonésiens), une vie familiale, alors qu'au départ tous ces éléments étaient des biais

parole, il faut partager la mienne. Après une question posée, la réciprocité est souvent de mise. Il y a une volonté de comparaison des situations avec celle de mon pays d'origine : « Et comment cela se passe-t-il là-bas ? » Cela fait partie du besoin d'identifier son interlocuteur pour savoir quoi dire et comment... ce qui va bien au-delà de satisfaire une forme de curiosité.

En parallèle, dans ma démarche d'acceptation par les familles, et par conviction personnelle, j'ai pris l'initiative de participer à l'enseignement dans une petite école informelle. Cela a eu beaucoup plus d'impact que je ne l'aurais pensé. En plus d'être connue des mères et des enfants, j'ai trouvé là le moyen de leur apporter quelque chose d'essentiel — ou que je considère comme tel —, qui ne s'échange pas contre de l'argent (expliquant sûrement le fait qu'on ne m'en ait jamais demandé), et le moyen de faire partie de leur quotidien, ni oubliée, ni invisible, et où il n'est plus étonnant de me voir. C'était aussi l'occasion de m'investir dans un projet dans lequel je crois personnellement, et la possibilité d'accéder à d'autres informations que celles que peuvent obtenir des Indonésiens (quelques confidences peut-être ?), du fait de la perception de ma personne comme différente, extérieure, mais pas étrangère à leur quotidien.

C'est au travers de ces relations régulières que se tissent des liens parfois plus forts et plus durables. De l'amitié au partage de certaines contraintes (ou en identifiant, le cas échéant, les traitements différenciés²¹), ces liens privilégiés ont permis de comprendre un peu mieux les conditions de vie de certaines populations et les perceptions de certain.e.s acteur.e.s engagé.e.s dans la lutte contre la pauvreté ou pour les droits humains, dépassant ainsi les discours de présentation des organisations. Outre leur richesse sur le plan personnel et humain, tous ces moments d'échanges informels ont été essentiels dans l'identification des conflits, des barrières et des contraintes imposées, pour suivre ces personnes dans le temps et permettre le retour sur le terrain après quelques mois d'absence.

De l'observation à l'interaction

Finalement, la présence quotidienne dans les quartiers d'enquête et le retour sur place à chaque nouveau séjour ont permis, au-delà des repérages nécessaires, une appropriation des lieux et une compréhension plus fine des pratiques locales, à des heures variées de la journée, durant des temps ordinaires ou des moments plus spécifiques — comme les élections du

méthodologiques que je ne voulais pas ajouter à un statut déjà lourd de perceptions — sans compter que je ne concevais pas moi-même l'idée que mes croyances et mon état marital pourraient participer à la mise en conformité de ma personne avec les catégories sociales.

²¹ Le partage de contraintes de genre est signifiant (Le Renard, 2010), mais on peut aussi relever le traitement différencié fait entre une étrangère par rapport à ses homologues indonésiennes — des amies se sont vu réclamer de l'argent pour réaliser des entretiens auprès de cadres chefs de quartiers, de voisinages, ou imam... des personnes que j'avais pu rencontrer sans aucune demande de « dédommagement ». C'est encore plus vrai avec les instances plus officielles de l'université et du département, qui m'ont réservée un soutien beaucoup plus important qu'à une autre doctorante d'origine indonésienne.

gouverneur ou le dernier jour du jeûne. Ces temps d'observations permanents tout au long du travail de terrain ont concerné aussi les opérations menées au nom de la réduction de la pauvreté : la mise en place d'un équipement, sa situation, son fonctionnement... Ils ont permis le suivi de ces actions visant l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, et l'analyse des choix et stratégies, ainsi que celle des implications pour la communauté locale (ciblée ou non).

Les analyses sont largement nourries des cent-quatre-vingt-quatre entretiens menés dans les quartiers d'étude (environ trente-cinq par quartier) à Jakarta et Bekasi. Ces entretiens ont été conduits à partir d'une grille commune très ouverte : la richesse des échanges se prête donc peu à un traitement quantitatif strict. Conduits en journée et principalement en semaine, ils ont été menés à plus de 60 % avec des femmes, les hommes étant principalement représentés par les cadres locaux du quartier. Leur durée est donc variable en fonction du temps disponible de la personne et de la qualité de l'échange... allant de vingt minutes à plus de deux heures, voire jusqu'à plusieurs rencontres, lors des retours sur les lieux. Ces entretiens cherchaient tout d'abord à retracer le parcours personnel de la personne et de sa famille (résidentiel, économique, géographique) puis à questionner ses perceptions et sa pratique du milieu urbain et de la pauvreté, afin de mener à la situation même de la personne. Parallèlement, l'observation du lieu, de la maison et de l'équipement permettait de compléter l'appréhension de la situation de pauvreté du logement. En lien avec tous ces éléments, il s'agissait de pouvoir rebondir rapidement afin d'identifier les rapports sociaux en œuvre localement et le positionnement de la personne enquêtée, pour repérer les potentielles situations de conflit, de négociation et de domination.

Ces entretiens auprès de la population résidant dans des quartiers considérés comme pauvres ont été complétés par des entretiens individuels auprès des acteurs participant à la gestion de la pauvreté à Jakarta. Ils ont été principalement menés en anglais avec les instances et ONG internationales, et en indonésien avec les fonctionnaires et ONG locales. Certains acteurs privés ont aussi été rencontrés. L'objectif, au-delà des formes d'action de ces instances, était d'appréhender leurs représentations associées à la pauvreté et les explications données de ce phénomène, afin d'établir le lien avec les actions menées à ce titre. Dans un deuxième temps, il s'agissait de comprendre les modalités d'interventions de ces différents acteurs (échelles d'action, types d'interaction avec les communautés ciblées, secteur privilégié...) et, quand l'occasion se présentait, je pouvais les suivre sur le terrain afin de mieux comprendre leur rôle dans la gestion de la pauvreté. À chaque fois que cela a été possible, des documents (rapports, projets et textes auxquels les personnes faisaient référence) ont été recueillis pour faire partie de l'analyse.

Ces différentes démarches permettent de mettre en perspective les données quantitatives disponibles (on dispose de quantité de recensements), utiles à la réflexion mais qui

montrent souvent leur limite à l'échelle locale, notamment pour appréhender les rapports sociaux.

La restitution de ce travail de recherche s'organise en trois grandes parties, chacune divisée en deux chapitres.

La première partie porte sur le concept même de pauvreté et sur sa place dans l'histoire de la ville. Le premier chapitre est consacré au cadrage des groupes stratégiques et acteurs participant non seulement à la gestion de la pauvreté mais aussi à la production de définitions, l'enjeu étant de montrer la difficulté de saisir ce phénomène social, et donc de construire des politiques pertinentes pour sa réduction. Le deuxième chapitre revient sur la construction de Jakarta comme métropole, en reprenant l'histoire des politiques urbaines constituant des formes mais aussi des représentations toujours à l'œuvre aujourd'hui, et instituant une opposition structurante entre modernité et pauvreté. Ainsi, la trajectoire de Jakarta montre comment les aides destinées aux pauvres (quand il y en avait) visaient principalement l'éradication des manifestations négatives de la pauvreté dans le processus d'urbanisation afin de ne pas nuire à l'image du développement économique. C'est à partir de là que se pose la question de la place des pauvres dans la ville.

La deuxième partie se concentre principalement sur les politiques urbaines à l'échelle de la ville et de la métropole. À partir des données statistiques permettant d'évaluer la situation de la pauvreté, le chapitre 3 propose une typologie des espaces de la pauvreté à partir de laquelle sont présentés chacun des quartiers d'étude dans la métropole. Le chapitre suivant interroge la production de la ville et de la citoyenneté en identifiant la place laissée aux populations considérées comme pauvres. Les politiques urbaines sont analysées afin de faire apparaître les idéologies qui les justifient et leurs modalités de mise en œuvre. C'est ici la question de l'inspiration néolibérale de ces politiques et leurs conséquences pour la gestion des pauvres qui est au centre de la réflexion.

Enfin, la troisième partie passe à l'échelle locale des quartiers d'étude. Il s'agit de montrer les rapports sociaux en place dans le quotidien des vies ordinaires et dans le cadre des actions menées au nom de la réduction de la pauvreté. Le chapitre 5 insiste plus particulièrement sur la permanence et la recomposition des rapports de domination à l'échelle locale, en prenant en compte tous les acteurs participant à la question de la pauvreté. Le chapitre 6 cherche à comprendre les capacités, marquées par de multiples contraintes, de mobilisation des populations pauvres. À cette échelle, la diversité sociale et la multiplicité des pouvoirs qui agissent montrent le rôle et les modalités de négociation possibles en fonction de chaque situation individuelle et collective.

PREMIÈRE PARTIE

INSTITUTIONNALISER

LA PAUVRETÉ

DANS LA MÉTROPOLE

« *PAUVRES. S'en occuper tient lieu de toutes les vertus.* »,

Gustave FLAUBERT, *Dictionnaire des idées reçues*, L. CONARD, 1910 (p. 440).

Chapitre 1 : Penser la pauvreté

Chapitre 2 : Penser Jakarta

INTRODUCTION À LA PREMIÈRE PARTIE

L'entrée par le concept de pauvreté dans le sujet permet d'interroger la construction des groupes sociaux et des lieux à la lumière des définitions et des représentations qui y sont associées. La présentation des cadres de la question, en termes conceptuels et contextuels permet d'identifier les choix mis en œuvre pour aborder la pauvreté à Jakarta.

En effet, la confrontation au terrain a rapidement fait évoluer la réflexion en questionnant l'idée que des « territoires de la pauvreté » puissent exister en tant que tels. Ceux-ci sont produits, organisés, identifiés. Cela n'empêche pas qu'ils existent, et c'est leurs relations avec les territoires non-pauvres qui les désignent comme « pauvres ». Le contexte urbain invite aussi à insérer la réflexion dans le processus d'urbanisation. Celui-ci appelle une lecture des temporalités dans lesquelles il s'inscrit. La contextualisation historique de la ville et de la pauvreté participe à l'identification des acteurs et des grandes idéologies nécessaires à la compréhension du phénomène.

Ce travail s'inscrivant dans une démarche de géographie sociale porte une approche de l'espace comme une dimension du social. De plus, la mise en œuvre d'une approche éthique du terrain que j'ai tenté de suivre implique la prise en compte des représentations pour objectiver et intégrer ma place et ses conséquences dans les conditions de production de cette recherche et des données. La construction de l'altérité qui contribue à l'appréhension de ce terrain passe notamment par la situation de pauvreté qui toucherait ces espaces et ces personnes.

Cette première partie, composée de deux chapitres, est consacrée au cadrage contextuel et conceptuel de l'étude. L'analyse des notions structurantes ayant participé à la compréhension de la question de la pauvreté dans une métropole questionne les problématiques touchant le développement et la modernité, en prenant en compte le rôle des acteurs rencontrés sur le terrain qui portent la gestion de la pauvreté et des populations considérées comme pauvres.

CHAPITRE 1 : PENSER LA PAUVRETÉ

« La force du discours sur le « développement » tient à la séduction qu'il exerce (...). Comment ne pas succomber à l'idée qu'il existerait une manière d'éliminer la pauvreté qui dérange ? Comment oser penser, simultanément, que le remède pourrait aggraver le mal que l'on veut combattre ? »

Rist, 2007, p. 17

INTRODUCTION.....

Comprendre le concept de pauvreté nécessite d'analyser sa généalogie et son émergence comme terme pertinent pour désigner les conditions de vie d'une partie importante de l'humanité. Il apparaît qu'un sixième de la population mondiale est qualifiée de « pauvre » par les instances internationales (Banque mondiale, ONU, Observatoire des inégalités) en 2013 : un milliard trois cents millions d'individus vivraient sous le seuil qui sépare les personnes « pauvres » des autres. Ce groupe de populations diverses est la cible des efforts de tous les acteurs concernés nécessitant un « plan mondial » (d'après les objectifs du millénaire pour le développement menés par les Nations unies).

Les définitions produites par ces différentes structures institutionnelles sont performatives ; en effet, elles permettent de savoir et de désigner qui est pauvre et qui ne l'est pas, question essentielle pour tous ceux qui s'intéressent à ce sujet en général et pour les gouvernants en particulier : la pauvreté n'existerait pas en tant que telle, en tant que phénomène matérialisé, mais le fait même de qualifier des individus de « pauvres » les fait entrer dans un groupe qui leur assigne des représentations mais aussi des politiques spécifiques. Il semble néanmoins qu'il y ait certains éléments qui témoigneraient d'une réalité concrète vécue par une partie significative de la population mondiale.

La définition de la pauvreté implique des choix théoriques (Lazarus, 2012), ayant des conséquences majeures sur la compréhension des faits sociaux. Avant tout, la pauvreté est une thématique plus sociale que géographique. Mais dans l'ensemble des sciences sociales, on

observe que ce thème sociologique est moins étudié en lui-même ou pour lui-même qu'en fonction des rapports qu'il implique avec le reste de la société ; les recherches portent plutôt sur la stratification sociale ou la distribution des rôles et places (en identifiant les modalités de production et de reproduction de ces différences). Ainsi, les études en sciences sociales cherchent surtout à comprendre la place singulière occupée par celui qualifié de « pauvre » (Messu, 2003)²². La production de définition de la pauvreté dépend de la capacité à reconnaître un individu comme pauvre voire de se reconnaître comme tel. Se construit ici la position de pauvre dans les sociétés qui participe de l'identité sociale de chacun. Tocqueville dès 1835 faisait une distinction entre les pauvres et les indigents, afin de différencier ceux que l'on sépare clairement du reste de la population – ceux que René Lenoir qualifie d'« exclus » en 1974 – de ceux qui en font partie mais à qui il manque certains éléments (le plus souvent des ressources ou des revenus dans les approches traditionnelles) pour y prendre part pleinement.

Historiquement, la pauvreté a été traitée soit comme une forme de déviance sociale (le « pauvre » était un enjeu de contrôle social), soit comme un objet d'intervention de politiques sociales menées par des techniciens dans le but de maximiser le bien être ensemble de la société²³. Tocqueville, dans son *Mémoire sur le Paupérisme* (1835), pointait les effets pervers de l'aide et de la charité qui participeraient à l'entretien de la pauvreté et à l'augmentation du nombre de personnes considérées comme pauvres. Après une période de moindre attention, du fait du contexte de croissance au cours du vingtième siècle, la question de la pauvreté a refait son apparition dans le vocabulaire politique et social notamment depuis les années soixante-dix/quatre-vingt²⁴ (Séchet, 1996). Ce renouveau dans les réflexions dépassait la traditionnelle frontière entre pays occidentaux et les autres. De fait, les quelques décennies où le modèle de l'État providence était dominant dans le monde n'ont pas permis d'éradiquer la misère. Même si certains constatent une certaine amélioration du sort des plus démunies – attribuée entre autres à la diffusion globale du développement humain (Sévérino, 2010 ; Sen, 1999) – la mise en place assez globalisée de politiques néolibérales a contribué à la « résurgence de la pauvreté » (Lamoureux, 2003, p. 1). L'idée d'une résurgence est d'ailleurs à interroger, tout comme la notion de « nouvelle pauvreté » qui s'est alors imposée, car, plus qu'une réapparition après une disparition – car la misère ou la pauvreté n'a jamais cessé d'exister – il semblerait plus pertinent

²² En effet, penser la pauvreté implique d'être capable de se penser comme « pauvre », d'être pensé comme « pauvre » et de penser l'autre comme « pauvre ».

²³ Le second chapitre revient sur le traitement de la pauvreté dans l'histoire de la construction de la ville de Jakarta.

²⁴ À la fin des années 1970, le recul de la pauvreté est nettement ralenti, tant dans les pays occidentaux que dans le reste du monde, mais c'est surtout à partir du milieu de la décennie 1980 que la tendance s'inverse, remettant cette question au cœur des recherches scientifiques. On observe ici le rôle des sciences sociales (et de la géographie) qui répondent à une nouvelle demande des politiques et de la société.

de constater que ce phénomène a cessé de masquer sa présence latente, voire que la réalisation de doctrines néolibérales a pu creuser les inégalités, rendant visible la pauvreté de manière plus aiguë. Ainsi semblent se succéder plusieurs pauvretés, ou différentes formes d'un même phénomène, du fait du contexte social. C'est pourquoi toute étude de la pauvreté interroge la société dans son ensemble, son fonctionnement et les rapports sociaux qu'elle produit dans le temps et dans l'espace.

Parallèlement, la notion même de pauvreté connaît une forte instabilité, et pas simplement dans le temps. On ne peut que constater la variabilité et la multiplicité des définitions concernant la pauvreté. Ce n'est pas lié à un manque de précision car on recense un très grand nombre de définitions détaillées et explicites qui témoignent plutôt du caractère plurivoque de la notion. Ce serait, d'après Michel Messu (2003), la conséquence de son statut épistémologique et des limites quant à son opérabilité dans le champ des sciences sociales.

Au-delà d'un seuil arithmétique, la pauvreté est aussi l'objet de nombreuses études académiques et scientifiques qui cherchent à identifier la diversité des formes de ce phénomène en fonction de ses modalités. L'enjeu est de faire apparaître ce qu'elle implique en termes de rapports sociaux, de positionnements et, en géographie, sa dimension spatiale :

Serge Paugam (2005) définit trois types de pauvreté. La « pauvreté disqualifiante » évoque l'exclusion du monde du travail et des qualifications sociales subie par ceux que l'on appelle les pauvres. Refoulés hors de la sphère productive et pris en charge par les pouvoirs publics (assurant la fixité du domicile), ils sont rassemblés dans des espaces résidentiels tels que les logements sociaux. La « pauvreté intégrée » se distingue peu des autres couches de la population, étant surtout assumée par les structures familiales. Enfin, le sociologue identifie la « pauvreté marginale » qui concernerait les ménages pauvres, peu nombreux mais institutionnellement mis en marge de la société. En revanche, ces derniers bénéficieraient d'aides de la part des structures publiques. Ces définitions et différenciations font apparaître les critères spatiaux comme essentiels pour comprendre la situation des individus concernés comme le montrent les termes d'exclusion ou d'intégration, de logement ou de marginalisation. De même, les acteurs tels que les pouvoirs publics et les structures familiales ont un rôle central alors que « ceux que l'on appelle les pauvres » semblent n'être que victimes d'une situation subie. Ce positionnement passif de ces individus peut être imposé par les rapports sociaux engendrés par la pauvreté mais aussi par un grand nombre d'analyses de ce phénomène.

Cette entrée, mettant au cœur de la problématique la question des rapports sociaux pour analyser le phénomène, est appuyée par Georg Simmel (1907) pour qui la pauvreté est à appréhender comme une construction sociale. Personne n'est pauvre avant d'avoir été considéré comme tel. Cette qualification est produite par des forces sociales ou des groupes stratégiques (Olivier de Sardan, Bierschenk, 1994) (les États, les instances mondiales, les ONG... dans nos

sociétés contemporaines) avec une intention de régulation de la société. L'enjeu est donc dans cette thèse de porter attention sur les populations « considérées comme pauvres ou en situation de pauvreté » dans la ville, et dans leurs relations aux espaces de la société (Sélimanovki, 2008).

L'appui sur le concept de domination permet de dépasser les approches économiques et unidimensionnelles majoritaires de la pauvreté chez les différents groupes stratégiques. Cette appréhension ancre la notion dans un rapport social (plutôt que comme un fait) qui possède des dimensions spatiales à mettre au jour tout en portant toujours attention aux discours qui lui sont liés : qui pense la pauvreté et pourquoi ? Saisir les intentionnalités aide à comprendre les conséquences des diverses définitions élaborées notamment sur les personnes qualifiées de pauvres. Après avoir présenté le(s) contenu(s) de ce terme polysémique selon les acteurs globaux mais aussi locaux en charge de la question à Jakarta, la dernière partie de ce chapitre portera sur la mise en évidence des dimensions spatiales des acteurs.

1.1. Saisir la pauvreté par ceux qui la pensent

L'analyse des différentes stratégies et mesures adoptées pour la gestion de la pauvreté par les acteur.e.s institutionnel.le.s nécessite de comprendre les enjeux qui les sous-tendent. L'objectif est aussi d'identifier les implications des relations entre acteurs appartenant à différents niveaux hiérarchiques, dont relèvent les quartiers d'étude (municipalités de Jakarta et de Bekasi et les échelons intermédiaires et locaux ainsi que l'aire métropolitaine et le gouvernement national). L'analyse de la pauvreté dans la métropole de Jakarta implique de faire une synthèse des différents acteurs rencontrés sur le terrain, qui prennent tous une part plus ou moins active à la gestion de ce phénomène. Les perceptions de la pauvreté et des personnes considérées comme pauvres par ces différentes structures officielles ont aussi une importance majeure dans la compréhension des politiques mises en œuvre.

La taille de Jakarta et de son aire métropolitaine ainsi que l'attention spécifique qui leur est portée du fait de leur situation de centre administratif, économique et démographique, implique un grand nombre d'acteurs et groupes stratégiques qui participent à la définition ainsi qu'au traitement du phénomène de pauvreté.

1.1.1. De l'étude des discours et pratiques des groupes stratégiques

Les définitions de la pauvreté ont des implications directes sur la manière dont est traité le phénomène, tant dans les perceptions, donc dans la position des personnes en situation de pauvreté par rapport au reste de la société, que dans les actions mises en œuvre pour la réduire. Les différentes définitions sont produites par plusieurs types de groupes stratégiques qui interviennent dans la compréhension et la gestion de la pauvreté.

❖ Une réflexion à partir des groupes stratégiques

L'expression de « *groupe stratégique* » est empruntée à la méthode proposée par Thomas Bierschenk et Jean-Pierre Olivier de Sardan (1994), qui la tiennent du sociologue allemand Evers (Evers et Schiel, 1988). L'usage de cette expression permet de désigner des « *agrégats sociaux (...) empiriques, à géométrie variable, qui défendent des intérêts communs, en particulier par le*

biais de l'action sociale et politique » (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994, p. 3). Ce sont donc des types d'acteurs que l'on définit selon leurs formes d'action. Cette définition permet aussi de ne pas restreindre l'usage du terme d'acteurs à ces seuls groupes sociaux par rapport aux populations concernées par mon étude, les personnes considérées comme pauvres, qui sont elles aussi actrices de leur vie et de leurs choix. Leur ôter cette capacité d'action n'est pas pertinent du fait de l'importance des stratégies individuelles et collectives et des tactiques (De Certeau, 1990) qui participent à la négociation de leur position sociale à Jakarta (troisième partie). De plus, ce concept est aussi proposé comme une alternative à la catégorie de « classe sociale », réservée quand elle est opératoire à l'analyse des rapports sociaux inégaux qui peuvent se mettre en place dans le traitement de la pauvreté.

Par ailleurs, ce concept autorise des changements d'échelles entre l'individu, acteur social, agent de telle ou telle structure ou institution, et les classes sociales ou les corps constitués par des normes et modes d'actions communes. L'usage des « *groupes stratégiques* » est donc une aide pour « *penser la convergence des stratégies entre certains individus dont on peut supposer qu'ils partagent une même position face à un même "problème"* » (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994, p. 4) – dans notre cas, la pauvreté et les actions menées pour sa réduction.

Les acteur.e.s interrogé.e.s sont ainsi considéré.e.s comme des porte-parole des organismes sondés, tout en prenant en compte le fait que ce sont des individus ayant une expérience personnelle et aussi une opinion sur la question. Par ce biais, on cherchera à comprendre les perceptions de la pauvreté.

❖ Pourquoi penser la pauvreté ?

Que ce soient des chercheur.e.s, des politiques, ou encore des agents institutionnels ou non, celles et ceux qui proposent des définitions de la pauvreté s'insèrent dans une démarche propre aux objectifs visés. L'élaboration de ces définitions permet d'imposer un langage performatif qui va désigner les individus comme « pauvres » ou « non pauvres » et justifier les actions et opérations qui vont être mises en œuvre. De fait, selon la source des définitions, les personnes considérées comme pauvres ne seront pas nécessairement les mêmes et ne seront donc pas touchées par les mêmes actions.

Il faut de plus revenir sur la position spécifique du chercheur.e par rapport aux autres acteur.e.s dont les définitions ne vont pas nécessairement impliquer une action visant la réduction de la pauvreté. Il est certain que les chercheur.e.s en sciences sociales peuvent prétendre fournir une aide à la décision. Dans ce cas, il faut reconnaître le caractère

éminemment politique de leurs productions (Messu, 2003)²⁵ : d'abord parce que les États, les institutions internationales ou les organisations non gouvernementales leur demandent souvent d'évaluer les besoins des plus pauvres et de mesurer l'impact des politiques mises en place, mais aussi parce que les chercheur.e.s peuvent porter eux-mêmes des projets réformateurs. Le positionnement proposé dans cette thèse, se concentrant sur les populations « considérées comme pauvres », conduit à aborder la notion sous l'angle de l'intervention menée pour la réduction de la pauvreté. Cette démarche invite à se situer dès le début dans un questionnement plus politique. De fait, toute analyse sociale de la pauvreté est intimement liée aux programmes sociaux d'un État protecteur. Même quand les chercheur.e.s ne choisissent pas une position dénonciatrice, ils s'intéressent aux inégalités produites par la société. Implicitement parfois, leur horizon est toujours celui d'une diminution de ces inégalités²⁶. Les recherches sur la pauvreté sont financées par des agences gouvernementales, qui ont des buts spécifiques d'assistance, ou bien par des fondations privées qui poursuivent des objectifs idéologiques (Lazarus, 2012).

Délimitation des groupes stratégiques :

Ces premiers éléments participent à la délimitation des groupes stratégiques utilisée dans ce chapitre. Cette notion, surtout empirique et méthodologique, peut faire référence à un « groupe virtuel ». À partir d'un constat pragmatique qui stipule que « *dans une collectivité donnée, tous les acteurs n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes représentations* », l'objectif est d'identifier la position de chacun des groupes stratégiques par rapport à la pauvreté dans la société concernée. En effet, selon leur position, « *leurs intérêts et leurs représentations s'agrègent différemment* » faisant apparaître des groupes distincts. L'intérêt ici est de montrer les « *relations respectives que les acteurs entretiennent* » avec la pauvreté, témoignant ainsi de la position sociale en rapport à ce phénomène (Bierschenk, Olivier de Sardan, 1994, p. 3-4).

Les idées et positionnements présentés sont, entre autres, des émanations des forums internationaux et institutions. L'enjeu est de prendre en compte l'importance du rôle des institutions internationales dans les discussions et la distribution globale des ressources. Peter Townsend explique ainsi que « *les Nations unies et les agences qui y sont reliées ont été créées pour gérer les différents aspects de la pauvreté internationale* ». Elles ont par ailleurs, en vertu de leurs fonctions, un rôle de socialisation et de légitimation : les institutions internationales

²⁵ Michel Messu (2003) explique qu'il faut accepter que ce qui découle de la production scientifique au service du politique relève de logiques différentes de celle de la science cherchant à produire un « savoir ». En revanche, en aucun cas la production d'un « savoir » même scientifique ne peut être considérée comme absolu.

²⁶ Alice O'Connor (2000), retraçant l'histoire de ce qu'elle appelle le *poverty knowledge* aux États-Unis montre les liens institutionnels existant entre les chercheurs travaillant sur la pauvreté et le monde politique.

participent activement à la formation des représentations globales, du monde, et au développement de courants intellectuels.

L'analyse inclut la dimension spatiale de ces rapports sociaux. Fabrice Ripoll a en effet démontré que la localisation des acteurs est un élément d'explication possible de leurs comportements sociaux (Ripoll, 2006), mais aussi que les stratégies des acteurs expliquent la localisation de leurs actes, donc des activités humaines en général. Il s'appuie donc sur les fondements de la géographie humaine et économique qui identifient l'importance du contexte social local mettant en évidence des « *effets de lieu* » ou des « *effets d'entraînement* ».

Ce travail s'appuie sur des enquêtes de terrain, principalement des entretiens enregistrés auprès des agents des différentes structures et institutions qui affirment participer à la réduction de la pauvreté en Indonésie et à Jakarta. Les dires de chacune des interlocuteur.rice.s rencontré.e.s sont croisés avec les écrits produits par ces institutions afin d'identifier ce qui relève du discours formaté de l'organisme et ce qui relève d'un propos individuel. Les rapports internes (inégalement accessibles), les bilans annuels et rapports d'activités, ainsi que les publications et analyses des doctrines par les universitaires, sont les documents exploités pour saisir l'institutionnalisation de la pauvreté. Après le recensement au travers de la bibliographie et des recherches en ligne identifiant les institutions locales et internationales en charge de la gestion de la pauvreté, cette méthode a été complétée avec celle de la boule de neige. À chaque rencontre, j'ai systématiquement demandé à l'interlocuteur.rice ses contacts et partenaires dans leurs actions sur le terrain, voire leurs conseils. En plus de permettre une identification des liens et formes de coopération potentielles entre les différentes structures et institutions (présentée dans l'organigramme – figure 1), cette démarche a pu garantir une réponse plus fiable que via le seul courriel de contact disponible sur les pages de présentation des sites des différentes structures. Celle-ci aide aussi à accéder directement aux membres en charge de la question de la pauvreté sans passer par le service de communication et de relations publiques.

Selon leur degré d'opérabilité, j'ai pu suivre sur le terrain certaines des actions des groupes stratégiques qu'ils m'avaient présentées (que je détaillerai et analyserai dans les parties deux et trois de ce travail). Avec les équipes qui ont accepté ma présence ou qui m'ont, de leur propre initiative, invitée à les suivre, j'ai pu assister à quelques opérations, depuis la sélection des quartiers à aider jusqu'à la réalisation du projet. L'occasion m'a ainsi été donnée d'identifier les décalages éventuels (mais pas systématiques) entre les présentations théoriques des actions et leur mise en œuvre sur le terrain ou plus techniquement, d'identifier les moyens exploités pour permettre la réalisation des projets en analysant les choix opérés par certains membres des groupes stratégiques concernés et leurs implications. Ainsi, les modalités de lutte contre la pauvreté sont totalement incluses dans ce travail car leur analyse fait apparaître la prise en

compte de la justice (sociale et spatiale) dans ces opérations. Comment évaluer ces politiques dans un contexte de développement urbain rapide lié à la métropolisation et ses implications spatiales ? L'élaboration d'une grille de lecture et d'analyse efficiente dans un travail de géographie vise à comprendre les actions menées en direction de la pauvreté et leurs conséquences. Pour y englober les enjeux de redistribution des richesses, des services et des opportunités, mais aussi les questions de procédures et les modalités des prises de décision (js/sj, mai 2009), l'entrée de la justice spatiale semble opératoire.

« Il ne s'agit pas ici d'accepter la dénonciation implicite d'un fait considéré intuitivement comme injuste au terme d'une approche empirique. Il ne s'agit pas plus d'accepter le conformisme qui s'interdirait de porter appréciation sur les choses, au motif que la science doit rester neutre. Décrire les faits en les dénonçant sans savoir exactement pourquoi on les dénonce ou en s'interdisant de les dénoncer parce que l'existant bénéficierait d'une légitimité naturelle à être, ce sont là des positionnements opposés qui finalement tous deux conduisent à une impasse. Le concept de justice ne doit être ni plaqué à l'analyse scientifique, ni évacué de celle-ci. Il doit constituer une pièce à part entière du raisonnement intellectuel. »

js/sj, mai 2009

❖ Une étude au prisme de la justice spatiale

Les travaux ne manquent plus sur la notion de justice spatiale alors que l'idée s'affirme de plus en plus en géographie. Si la lutte contre la pauvreté est permise par l'amélioration des conditions de vie et l'augmentation des libertés de chacun (Sen, 2000), il s'agit donc de promouvoir une société plus juste, notamment au travers des projets de développement et des politiques urbaines mis en œuvre par les différents groupes stratégiques. L'évaluation de ces actions en fonction de la grille de lecture proposée par la justice spatiale permet d'insérer l'analyse dans une démarche de géographie éthique et critique. Si la pauvreté est bien l'objet de recherche, la justice s'impose comme « système de valeurs » (Veschambre, 2010, p. 263).

Les critères d'évaluation

« La justice spatiale est l'objectif de toutes les politiques d'aménagement », affirme Peter Marcuse dans le premier numéro de la revue consacrée à cette notion (Marcuse, 2009, p. 58)²⁷. Selon les discours, les objectifs et les modalités de réalisation des projets de lutte contre la

²⁷ Cette affirmation doit être nuancée. Il existe des planifications urbaines ne visant fondamentalement pas la justice, comme l'aménagement de villes appuyant l'Apartheid.

pauvreté, L'objectif est d'identifier la production des rapports sociaux et les formes d'organisation de l'espace qui en découlent et leur conformité à certains critères de justice (Brennetot, 2010). Par ailleurs, il faut souligner que l'usage de la notion de « justice spatiale » implique un positionnement éthique. En est issue la démarche du chercheur.e identifiant ce qui produit ces rapports sociaux, qu'il estime conformes à ses critères d'évaluation de la justice ou qui s'en détournent (Brennetot, 2010).

Pour travailler l'idée de justice qui sous-tend la justification de ces opérations pour la réduction de la pauvreté et le développement de Jakarta, une attention particulière sera portée aux discours émanant des groupes stratégiques : institutions publiques, associations militantes, partis politiques, ... à différentes échelles. Cette méthode permet de faire ressortir les jeux d'acteurs, les éventuelles contradictions dans les discours entre les échelons et l'action publique en intégrant la question de la responsabilité et de l'intentionnalité de ces acteurs face à des situations inégalitaires.

L'intentionnalité des groupes stratégiques, en particulier publics, en matière d'aménagement et d'urbanisme au bénéfice « *de tous* »²⁸ pose la question de l'intégration du phénomène de pauvreté et de ses dimensions spatiales dans ces politiques urbaines. L'espace urbain est en effet un produit (Lefebvre, 2000), mettant en paysage les interactions et rapports de pouvoir entre les différents acteurs participant à la fabrique de la ville, tout en l'insérant dans le temps. L'analyse des projets de planification de Jakarta permet ainsi d'identifier les objectifs et priorités qui ont été retenus. L'intentionnalité des acteurs est donc au cœur de l'analyse recourant à la notion de justice spatiale. De façon générale, ces politiques prennent deux formes complémentaires : la réglementation de l'usage social des ressources spatiales et l'intervention directe du pouvoir gouvernemental dans l'organisation de l'espace social, au moyen de mesures d'équipement et de distribution favorables au développement de relations justes. Ces deux modalités sont notamment à l'origine des politiques dites d'« aménagement des territoires ».

L'entrée de la « justice spatiale » pour analyser les politiques urbaines est ainsi un moyen de concentrer le questionnement sur les objectifs affichés des groupes stratégiques et la distance éventuelle d'avec la réalité observée sur le terrain. Entre difficultés de mise en pratique, superpositions entre les différents niveaux d'actions, voire contradictions, comprendre l'intentionnalité des groupes stratégiques à partir de la conception et de la mise en œuvre des politiques urbaines permet d'identifier les objectifs profonds de ces derniers et le maintien observé de la pauvreté dans la ville. Les véritables impacts de leurs actions seront étudiés dans les parties suivantes pour faire apparaître si la justice est mise en œuvre ou pas.

²⁸ Je cite ici le slogan du schéma directeur de Jakarta pour 2030 : « *Planning for all* ».

La démarche d'enquête

Le tableau en annexe 1 présente l'ensemble des personnes rencontrées et interviewées dans le cadre de l'enquête portant sur les groupes stratégiques. L'objectif des entretiens ouverts est de comprendre les représentations de la pauvreté de chacun d'entre eux en cherchant à identifier des récurrences, convergences ou particularités éventuellement selon la structure et l'institution à laquelle ils/elles appartiennent. Le deuxième objectif de ces entretiens est d'identifier les choix stratégiques effectués pour leurs actions visant la réduction de la pauvreté et en quoi ils sont liés aux représentations et aux facteurs identifiés de ce phénomène. Enfin, l'approche géo-ethnographique vise à analyser le jeu des acteurs institutionnels, les réseaux établis, stratégies de gestion et des enjeux qui sous-tendent les politiques de réduction de la pauvreté. La compréhension du fonctionnement de cette gestion du phénomène et des populations qualifiées de « pauvres » implique d'identifier une idéologie politique afin de vérifier l'existence d'une volonté de démarginaliser ces populations dans une perspective de développement ancrée dans le quotidien. Il s'agit donc d'établir s'il y a ou non adéquation entre les politiques de réduction de la pauvreté et les causes profondes qu'elles visent à neutraliser ou du moins à atténuer. Par ailleurs, et tout au long de cet écrit, l'enjeu sera de confronter les discours officiels sur la pauvreté à la réalité de la précarité vécue par les ménages et individus concernés, au prisme des politiques de lutte contre la pauvreté.

La structuration de ces groupes d'acteurs implique une analyse multi-scalaire qui permettra aussi d'explicitier les stratégies officielles d'action.

1.1.2. Les professionnels de la pauvreté : regards croisés

La pluralité de représentations de la pauvreté est désormais une évidence. Il suffit de voir la diversité des contributions intellectuelles, scientifiques, d'experts (toutes institutions confondues) pour constater que la question de la pauvreté fait l'objet d'une réelle controverse institutionnelle tournant autour de sa mesure (Saidi, 2007). Même si la réflexion est parfois insérée dans une question plus globale – comme vu précédemment, l'analyse de la pauvreté implique une compréhension de la société dans son ensemble – la problématique de la pauvreté n'a jamais cessé de mobiliser l'intérêt des décideurs, experts et scientifiques. Afin de mieux cerner cette dernière, il est donc nécessaire de revenir sur les discours et programmes des groupes stratégiques présentés.

En effet, il apparaît que le débat sur la pauvreté s'articule comme un « *champ* » sémantique, en tant qu'« *espace de jeu, de relations objectives entre individus ou institutions en compétition pour un enjeu identique* » (Bourdieu, 1980, p.197). C'est-à-dire que les agents producteurs du discours, disposant de compétences et de positions spécifiques, sont en lutte pour imposer la définition légitime du phénomène²⁹.

Par ailleurs, l'objectif est aussi de comprendre les politiques mises en œuvre suite aux analyses produites par ces différents groupes. Ainsi, les remarques suivantes s'appuient, en plus des entretiens effectués auprès des instances concernées, sur l'interprétation des rapports, en particulier des rapports annuels qui peuvent être considérés comme l'exposition du dogme des organisations (Mainguenau, 2002). Raouf Saidi (2007) défend l'idée que les instances officielles, y compris associatives, qu'elles soient à l'échelle locale, nationale ou internationale, forment un microcosme visant à l'universalisation des approches sur la pauvreté et son traitement par les politiques mises en œuvre.

❖ Jakarta, grande absente des organisations internationales ?

Dans la répartition des forces, Jakarta semble systématiquement à part. En effet, dans la répartition des forces des bailleurs dans l'aide aux territoires indonésiens, le PNUD concentre ses financements dans les « îles périphériques ». Par ailleurs, depuis 2008, la Banque mondiale s'est répartie régionalement ses interventions ainsi que l'attribution des aides et prêts avec la

²⁹ « *Les champs se présentent à l'appréhension synchronique comme des espaces structurés de positions (ou de postes) dont les propriétés dépendent de leur position dans ces espaces et qui peuvent être analysées indépendamment des caractéristiques de leurs occupants* » (Bourdieu, 1980, p. 113).

Banque islamique de développement. La première est tournée vers l'est de l'Indonésie alors que la seconde couvre l'ouest, c'est-à-dire les provinces de Java Ouest, de Sumatra, tout comme la partie ouest de Kalimantan. Ce devrait donc être l'IsDB qui assure le financement des projets de réduction de la pauvreté à Jakarta (en particulier les études de terrain) mais je n'ai pu obtenir de rendez-vous et n'ai jamais rencontré sur le terrain de personnes (médiateurs, facilitateurs, ...) affirmant en dépendre, alors que beaucoup savaient qu'ils relevaient de projets soutenus par la Banque mondiale. Les trois entretiens effectués avec des agents de la Banque mondiale m'ont par ailleurs assuré que l'IsDB fonctionnait sur les mêmes principes, ou plutôt qu'elle cherchait à « *suivre le modèle des idées de la Banque mondiale* » (Pak Parwoto, août 2011). J'assume donc que les mécanismes qui nous sont présentés sont les mêmes. En revanche, certains arrondissements (*kelurahan*) mettant en œuvre le Programme national pour l'*empowerment* de la communauté dans les zones urbaines (PNPM *mandiri* – *Urban Poverty Program*) font directement référence à la Banque mondiale.

❖ La Banque mondiale à Jakarta : la compétitivité comme stratégie

Cette institution bénéficie d'une position de choix dans la lutte contre la pauvreté. Elle est reconnue par son expérience internationale en matière d'élaboration et d'universalisation des définitions et des politiques de lutte contre la pauvreté. Depuis le discours de Nairobi en 1973³⁰, la Banque mondiale a montré sa capacité à prescrire sa démarche aux États dits du Tiers-monde à l'époque notamment par le biais de ses aides financières ou par l'apport de ses « experts ». Sa fonction normative de la pauvreté se trouve principalement sur la définition du seuil de pauvreté à 1 puis 2 dollars par jour. Son rôle joue aussi sur la prise en compte plus récente de l'espace urbain et de ses capacités d'agglomération et de concentration comme condition du développement (Salomon Cavin, 2009).

Une puissance définitionnelle

La définition par cette institution vise à déterminer qui sont les pauvres et pour quelles raisons ils le sont, par l'analyse de leur répartition et des caractéristiques démographiques, socio-économiques, d'emploi et de revenu. L'objectif est de pointer des « déterminants probables » de la pauvreté³¹. À ceux-là s'ajoutent des types de déterminants structurels tels que les avantages physiques (« *asset* ») dont les urbains pauvres bénéficieraient moins puisqu'ils ne

³⁰ « *Setting poverty line is largely a matter of normative judgment, and the judgments made will depend in part on the aims of measurement* » (Ravaillon, 1998).

³¹ Il y aurait concomitance entre la pauvreté et la déficience du capital humain.

disposent que de leur travail alors que dans le monde rural ou en périphérie urbaine, il peut y avoir une petite propriété agricole ou l'accès à un espace annexe en ressource complémentaire (sans omettre des problèmes sérieux tels l'absence de titre de propriété). En revanche, les opportunités sont plus importantes en milieu urbain pour gagner un revenu (ce qui impose de ne pas faire de causalité simpliste entre chômage dans le secteur formel et pauvreté urbaine).

Dans l'ensemble, l'approche dominante par le seuil de pauvreté implique que le phénomène n'est pensé que dans sa dimension absolue. Les pauvres sont vus comme des agrégats statistiques de population et non comme des groupes au sens sociologique du terme. Ainsi Cling pointe que les *« personnes âgées, familles marginalisées, et les déciles de revenus inférieurs constituent des « rassemblements » de pauvres ; ce ne sont pas des structures sociales vivantes avec leurs règles et leurs normes. L'analyse des relations sociales et politiques entre les pauvres et le reste de la population ne peut se faire qu'à travers celles des groupes sociaux pertinents aux intérêts convergents »* (Cling, 2003, p. 41.). Aujourd'hui encore, l'approche macro-économique avec un support statistique et une formalisation mathématique de la pauvreté reste prééminente. Même si on relève dans les rapports des références sociologiques ou ethnologiques, elles ne sont présentes que pour appuyer une démonstration économique que les indicateurs statistiques ont déjà étayée ou pour interpréter un fait. Ce serait l'illustration du *« mariage entre culturalisme et néolibéralisme »* (Labazée 1995).

Les exigences critiques de la Banque ne dépassent pas le champ technique ce qui n'exclut pas l'attachement au cadre de référence marqué par le crédo ultra libéral : dans les années 1970, il faut d'abord justifier la nécessité de l'ajustement structurel. La décennie des années 2000 met en priorité la lutte contre la pauvreté. Ce n'est que récemment que les rapports insistent plus sur la mise en valeur d'un lien de causalité entre compétitivité économique et réduction de la pauvreté. Les recommandations sont aussi marquées par la promotion de la flexibilité et la hausse de la productivité. Le fait est que, au cours de l'entretien, le responsable du programme de réduction de la pauvreté urbaine à la Banque mondiale, questionné sur les politiques urbaines, met un lien direct entre les difficultés sociales dans la métropole et les conséquences pour l'économie, qui apparaissent dans son discours comme la véritable finalité³².

³² « Il faudrait trouver un mécanisme qui pourrait sécuriser la place pour les pauvres et bénéficier à l'économie » ; il ajoute plus loin au sujet des navetteurs quotidiens (en train, bus ou moto) « que c'est une véritable perte de temps » et que leur qualité de vie en est amoindrie « puisque ces derniers sont envoyés toujours plus loin des grands équipements et du centre, au profit des développeurs (...) et en fait, c'est très mauvais pour l'économie. » Pak Parwoto, août 2011.

Encadré 1 : Les définitions de la pauvreté par la Banque mondiale

La Banque mondiale est avant tout porteuse d'une méthode d'évaluation de la pauvreté utilisée dans la plupart des pays : la notion de seuil de pauvreté. Même si évidemment, cela favorise des comparaisons à l'échelle internationale et nationale, cette méthode a tendance à faire apparaître que les ménages pauvres urbains seraient mieux nantis que les ruraux, et que les familles aisées paieraient plus cher pour chaque calorie consommée. D'autres outils se sont ensuite succédé pour tenter de définir un « profil cohérent de la pauvreté » en identifiant le fait que le choix des méthodes de mesure de la pauvreté dépend à la fois de la base de données disponibles et des objectifs spécifiques pour lesquels ces mesures sont effectuées.

D'autres indicateurs permettent d'affiner cette approche par le seuil, notamment en croisant les données entre valeurs des biens alimentaires et non alimentaires afin d'évaluer la pauvreté et l'inégalité :

- Indice du nombre de tête, *headcount index* : proportion de la population ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté
- Indice d'écart de la pauvreté : *poverty gap index* : changement de degré de pauvreté chez les pauvres : quantité de dépense nécessaire pour élever une personne pauvre jusqu'au niveau du seuil de pauvreté.
- Indice de sévérité de la pauvreté : *Poverty severity index* : sensible aux inégalités parmi les pauvres : distribution du bien être de ceux qui sont au-dessous du seuil de pauvreté en donnant à chacun d'entre eux un poids différents selon son degré de privation.

L'évolution conceptuelle de la Banque mondiale est liée à un changement d'approche depuis les années quatre-vingts et à la reconnaissance qu'il n'existe pas de méthode simple ni idéale pour fixer les seuils de pauvreté. Si les choix sont presque toujours litigieux, la Banque recommande dès lors que les définitions précises varient d'un pays à l'autre et seront soumises à débat.

À partir de 2000 est prise une nouvelle orientation par rapport à 1990 : le nouveau rapport portant le discours de la Banque mondiale affirme qu'il ne faut pas se contenter des approches macro-économiques centrées sur le lien entre croissance et pauvreté monétaire. Le concept de pauvreté est ainsi élargi à des dimensions non monétaires tout en proposant des politiques très diversifiées de lutte contre la pauvreté. Cela témoigne d'un recours aux travaux d'Amartya Sen notamment dont le vocabulaire (tel que capacité, vulnérabilité, ...) est investi tout comme dans les autres institutions internationales que sont le BIT et le PNUD. On relève aussi un appui théorique sur le concept de justice sociale de Rawls.

Ainsi, le contenu du concept de pauvreté au sein de la Banque mondiale connaît un élargissement progressif (Cling 2003 ; Killick, 1999). Parallèlement, les approches de la « bonne gouvernance » s'imposent en identifiant les conditions de mise en œuvre des actions contre la pauvreté : en plus d'une participation égale et un traitement égal des populations visées (c'est-à-dire l'« inclusivité »), le projet doit être mené avec transparence et permettre une « contestabilité », afin de favoriser la « responsabilisation » des populations. C'est cette combinaison qui est qualifiée de « bonne gouvernance » (Banque mondiale, 2003).

Si l'analyse de la pauvreté a considérablement évolué, on ne dispose toujours pas d'un cadre politique cohérent de lutte contre la pauvreté (Cling, 2003, p. 33). En outre, le changement de culture est nuancé par le maintien d'un seuil afin de maintenir ce phénomène comme un fait saisissable. L'élargissement conceptuel de la pauvreté reste difficile d'appréhension : Toujours aujourd'hui, les interrelations entre croissance et pauvreté non monétaire ne sont évoquées que de manière très allusive.

La ville : nouvel espace d'attention et d'intervention ou une nouvelle entrée pour l'imposition du néolibéralisme et de la compétitivité ?

À la suite de la période marquée par l'application du modèle du néolibéralisme synthétisé par la trilogie du FMI, s'observe un « retournement » de la doctrine de l'institution, entre autres lié à la prise en compte du rôle de l'espace potentiel dans la lutte contre la pauvreté et dans la mise en œuvre des projets de développement. Le rapport annuel de 2009 (« *Reshaping Economic Geography* ») émis par la Banque mondiale explicite la prise en compte nécessaire des différences à l'intérieur de la catégorie des « pays des Suds » et témoigne ainsi de l'insertion de nouvelles échelles après des années d'interventions « *macro-économiques et sectorielles et fort peu territoriales* » (Giraut, 2009, p. 1). En plus de recenser des groupes de pays aux potentiels spécifiques, le rapport met en valeur le rôle des villes et métropoles des Suds en tant que sites de croissance avérés comme lieux de concentration et d'accumulation à privilégier dans les politiques³³. Le 11 avril 2014, la Banque mondiale publie un article sur son site internet au sujet du « développement urbain ». Ce document³⁴ fait aussi apparaître, au travers de la matrice d'action de cette organisation, sa conception du rôle de la ville dans la résorption de la pauvreté.

Les positionnements idéologiques restent forts : même si les questions de cohésion spatiale et sociale sont mises en avant comme objectifs pour les individus considérés comme pauvres (vivant dans les bidonvilles, dans des régions marginalisées et peu accessibles ou dans les États « les moins avancés »), la compétitivité est privilégiée grâce à la promotion d'« *investissements productifs en direction des espaces centraux dotés d'avantages d'agglomération et de situation* » (Giraut, 2009, p. 1). La ville est ainsi devenue dans le dogme de la Banque mondiale, une opportunité grâce aux bienfaits de la concentration dans un contexte de mondialisation permettant de produire de la croissance. Cette reconnaissance des espaces métropolitains revient sur une longue période d'assimilation de la ville à un monstre ingérable dont la croissance serait une menace pour les pays « du Sud » (Moriconi-Ebrard, 1996 et 2000). En revanche, le « retournement » de l'approche de la Banque mondiale ne revient pas sur le paradigme fondamental dans lequel elle s'inscrit : la prise en compte de l'espace ne remet pas en question la vision du développement promue par cette instance, c'est-à-dire favoriser les conditions favorables au marché qui, à terme, permettrait la réduction des inégalités. David Harvey (2010) démontre d'ailleurs que la mondialisation et le système capitaliste ont besoin de

³³ « *Au-delà de la mutation doctrinaire qu'induit l'approche spatiale et territoriale préconisée, la posture idéologique du rapport est celle de la compétitivité comme moyen de la cohésion par la diffusion. Autrement dit, celle de la facilitation de la croissance par la priorité donnée aux lieux de concentration dotés de qualités essentielles, sur les périphéries moins aptes à valoriser les investissements productifs. Autrement dit encore, ce sont les vertus de la concentration sur les espaces utiles qui sont affirmées, par rapport aux impasses du saupoudrage et de l'égalitarisme spatial qui fondent des politiques d'aménagement du territoire redistributives et correctrices.* » (Giraut, 2009, p. 1).

³⁴<http://www.banquemondiale.org/fr/results/2013/04/14/urban-development-results-profile>

se concentrer en certains lieux : la fixation du capital (*spatial fix*) dans des points précis – en l'occurrence les villes – serait une opération nécessaire à la reproduction à long terme de la circulation du capital. Ce serait un moyen de gérer les contradictions et crises inhérentes au système capitaliste par l'offre de « *solutions spatiales* » permettant la poursuite de la circulation et de l'accumulation de capitaux. Faisant le constat du maintien de l'idéologie historique de la Banque, Gilles Van Hamme, Mathieu Van Criekingen et Moritz Lennert (2010) insistent sur la non prise en compte des contextes locaux (institutionnels, historiques...). Cette nouvelle approche a tendance à omettre les rapports de force en place à l'échelle mondiale qui maintiennent ces pays dits du Sud en position périphérique. Les enjeux portent donc sur les modalités d'une « *bonne gouvernance* » à l'échelle locale, dont la défense est assurée par ce même rapport annuel.

De nouvelles pratiques pour repenser la pauvreté

Jusqu'alors, les contextes locaux étaient peu envisagés dans la définition de la pauvreté. De même, les projets de développement ont longtemps été dominés par des pratiques « *top-down* » assez loin des réalités du terrain. Ainsi, une des nouvelles missions de la Banque mondiale, totalement investie par les agents de l'institution rencontrés à Jakarta, est la promotion de la citoyenneté par le gouvernement local et régional, grâce au soutien à la création d'une société civile.

Aujourd'hui, le modèle de la participation des populations concernées s'est imposé dans les pratiques des actions pour la réduction de la pauvreté. Conceptualisés depuis les années soixante et soixante-dix, ce n'est que depuis les années 2000 que les projets de développement s'inscrivent dans cette approche participative. Dans le cas de l'Indonésie, l'action de la Banque mondiale est désormais concentrée sur la construction d'une « société civile en cherchant à faire émerger un meilleur management au niveau de la communauté ». C'est un renversement total des pratiques jusqu'alors mises en œuvre, promouvant l'idée que les politiques de développement les plus pertinentes pourraient être élaborées d'« en bas », à l'échelle de la communauté (*Community development*). L'objectif est « *au moins, d'apporter une meilleure situation aux pauvres* » (d'après le responsable du programme à Jakarta) en s'appuyant sur de nouvelles méthodes telles que le *self survey*, le *poverty mapping* et l'élaboration de *community development plans* grâce à la mise en place d'institutions locales (avec des élections).

Ces nouvelles pratiques témoignent de la prise de conscience par les instances internationales que toutes les réponses efficaces ne peuvent être élaborées par leurs agents dans les bureaux éloignés des contextes locaux et de la nécessité d'intégrer les perceptions et analyses

des personnes affectées par les projets de développement³⁵. Ainsi, l'objectif est que les populations définissent donc elles-mêmes ce qu'est la pauvreté dans leur contexte local et qui sont les personnes exposées au sein de leur communauté. Ces nouvelles pratiques semblent aller – au moins dans les principes – dans le sens de la justice.

La Banque mondiale agit donc à une échelle réduite : le responsable du programme urbain regrette de constater leur faible influence sur les macro-politiques du gouvernement indonésien et en particulier sur les modalités de l'aménagement de la ville (cf. parties 2 et 3). La position de l'institution par rapport au gouvernement a changé : alors qu'auparavant la Banque distribuait des prêts pour la réalisation d'un projet déterminé par ses propres structures, aujourd'hui, leur aide est principalement concentrée sur du refinancement : « *le gouvernement fait ce qu'il veut faire et nous le soutenons : nous assistons pour les aider dans leurs idées et pour les faire penser aux plus pauvres ; ensuite, on leur donne l'argent* ». Selon la demande du gouvernement indonésien, les opérations de la Banque mondiale sont divisées en six prêts pour des programmes annuels, mettant en œuvre un même mécanisme pour 9 000 *kelurahan* (ou arrondissements - sur les 13 000 existants environ en Indonésie).

Ainsi, entre le discours porté par l'institution globale par le biais de ses rapports et les propos des agents rencontrés, on peut identifier que la Banque mondiale participe à la mise en œuvre d'un « *développement à deux vitesses mais qui repose implicitement sur des principes et des conceptions d'un espace politique également à deux vitesses. Aux sites de croissance le modèle capitaliste, individualiste et de la citoyenneté locale/globale, aux périphéries le modèle communautaire et le primat des appartenances collectives* (Agrawal & Gibson, 1999 ; Olivier de Sardan, 2000 ; Bierschenk et alii, 2000) » (Giraut, 2009, p. 3). Si le système fonctionne de manière idéale, la concentration de richesses suffisantes permettrait une redistribution plus large des effets de la croissance, à destination des plus pauvres (Davezies, 2015)... Reste que cette articulation entre les deux échelles n'est pas formulée.

❖ Les Nations unies en quête d'équité

La pauvreté (ou sa réduction) apparaît comme un enjeu primordial pour le développement de l'humanité : on peut d'ailleurs relever une évolution du discours international qui, après le « développement »³⁶ a préféré la formule de la « lutte contre la pauvreté ». La mission des grandes instances internationales telles que le PNUD se justifie avant tout par ce second objectif.

³⁵ « *All persons have the right and the duty to participate individually and collectively in the elaboration and implementation of policies and programs of their human settlements* ». Conférence de Vancouver, 1976, Fondation Habitat.

³⁶ Que l'on peut définir par l'amélioration progressive des conditions de vie du plus grand nombre.

Encadré 2 : La pauvreté au prisme du développement humain

« *Le développement humain constitue une aspiration, un idéal. Idéal pour tous. Pour toutes les catégories sociales...* ». (PNUD, 1999, p. 27).

La notion de développement humain est déjà présente dans les travaux de François Perroux, pourtant porteur de la théorie économique libérale. Il dénonce ainsi les séparations abusives de l'économique du social et du politique. Le développement y est « *une finalité qui devrait être unanimement acceptée par les responsables de la politique, de l'économie et de la recherche* ». Elle s'inscrit surtout dans une approche multidimensionnelle et ses porteurs s'opposent explicitement à une définition exclusivement quantitative du développement qui ne serait appuyée que sur les revenus. Ainsi, ce sont les individus en tant qu'être sociaux qui doivent au centre de cette approche (Vernières, 2003).

Cette concentration sur les conditions de vie des individus remonte aux premiers travaux du Bureau International du Travail (le BIT) qui, entre 1919 et 1943, produit plusieurs études s'intéressant à la pauvreté, reliée aux conditions de travail, à la protection sociale et à l'absence de revenu minimum. En 1990, le BIT émet ainsi une série de profils de pauvreté en identifiant les groupes vulnérables : chômeurs, femmes, actifs du secteur informel, ménages dont les chefs de famille sont salariés agricoles ou non agricoles ou sans travail (Saidi, 2007). Ainsi, l'évolution du phénomène de la pauvreté cherche à être étudiée à l'échelle de l'individu et sous toutes ses composantes : au-delà de la privation matérielle se pose la question de l'emploi et du lien social.

La formalisation d'un lien entre le développement humain et la pauvreté a été réalisée par le PNUD via l'élaboration de définitions et d'indicateurs permettant d'évaluer ces deux phénomènes complexes. C'est à cette fin qu'ont été édifiés les indicateurs tels que :

- l'Indice de Développement Humain qui combine l'estimation du pouvoir d'achat, du niveau d'instruction et de l'espérance de vie grâce notamment aux travaux d'Amartya Sen.
- l'Indice Sexo-spécifique de Développement Humain cherche à identifier les différences de situation et de conditions de vie des hommes et des femmes selon la longévité, l'accès au savoir (taux d'alphabétisation et de scolarisation) et le niveau de vie.
- Indice de Pauvreté Humaine (1 et 2) signale les manques, privations et formes d'exclusion selon le contexte des populations (pays développé ou pays en développement).

Le concept de développement est ainsi redéfini par le PNUD qui propose une approche nouvelle. C'est une « contribution à la mesure et à l'analyse politique du développement humain », en tant que « *processus qui conduit à l'élargissement des possibilités offertes à chacun. En principe, elles sont illimitées et peuvent évoluer avec le temps. Mais quel que soit le stade de développement, elles expliquent que soient réalisées trois conditions essentielles : vivre longtemps et en bonne santé, acquérir un savoir et avoir accès aux ressources nécessaires pour jouir d'un niveau de vie convenable* » (PNUD, 1990, p. 10).

La définition de la pauvreté par le PNUD s'appuie sur la notion de développement humain depuis la publication du premier rapport sur cette question en 1990. L'enjeu est de ne pas limiter l'approche à la pauvreté économique (en se démarquant des indicateurs macro-économiques classiques) mais de prendre en compte les conditions de vie, l'éducation et la santé. Le Sommet de Copenhague explicite d'ailleurs les interrelations profondes entre la thématique de la réduction de la pauvreté avec la promotion de l'emploi et le renforcement de l'intégration sociale (UN, 1994).

La province de Jakarta et ses voisines ne font pas partie des choix stratégiques du Programme des Nations unies pour le développement en Indonésie. En effet, cinq régions spécifiques ont été définies pour concentrer les attentions des agents des Nations unies : les régions les plus périphériques, identifiées comme les plus marginalisées (la Papouasie, Nusa Tenggara Barat, Nusa Tenggara Timur ainsi que Aceh et Padang suite au tremblement de terre et

au tsunami de 2004). Même si l'objectif de développement ne peut être réduit à ces cinq provinces, le responsable des actions pour la réduction de la pauvreté au PNUD déclare qu'il ne considère pas Jakarta comme une cible du développement. Malgré ce désintérêt exposé, il me semble nécessaire de revenir sur les cadres de pensée des Nations unies pour plusieurs raisons. D'abord, tout en acceptant que leurs agences ne sont pas des opérateurs, elles ont un véritable rôle de coordination et de diffusion des idées sur la pauvreté et le développement. Par ailleurs, les indicateurs élaborés sont des références tant pour les critères de définition de la pauvreté que pour positionner le pays ou une région par rapport au reste du monde. Enfin, la référence aux objectifs du millénaire pour le développement et leur réalisation sont déterminantes dans les modalités d'évaluation par les administrations (plus à Bekasi qu'à Jakarta d'ailleurs) des politiques en place et de l'évolution de la pauvreté dans la ville.

Le nombre et la diversité des agences³⁷ des Nations unies limitent la possibilité de parler d'une seule conception de la pauvreté. Bien que le système soit fragmenté, les entretiens effectués auprès de trois agences à Jakarta (le PNUD, l'UNICEF et l'UNESCO) outre les rapports publiés me permettront de faire apparaître une approche sensiblement différente de celle de la Banque mondiale. Le programme des Nations unies est souvent identifié comme un cadre de réflexion alternatif à l'échelle internationale par rapport à l'approche structurante des institutions de Bretton Woods (Thérien, 1999). Leurs approches sont souvent mises en parallèle, voire en concurrence. Ainsi, il peut être pertinent d'en identifier les nuances pour comprendre quelle idéologie est portée par telle analyse de la pauvreté ou telle action visant à la réduire.

Les attentions stratégiques portent explicitement sur la question de l'équité³⁸ : favoriser une redistribution à ceux qui ont moins, en prenant en compte dans les programmes la complexité des êtres humains, donc en s'appuyant sur des critères plus qualitatifs³⁹ mais toujours quantifiables.

Le fait est que cette instance internationale a plus comme fonction de donner une direction, de produire des outils d'évaluation dans le cadre du développement humain, qu'à organiser des interventions. Elle est donc fondamentale dans la production de définitions et d'outils permettant d'appréhender la pauvreté. Pourtant, mon interlocuteur au PNUD me signale que, du fait de leur mission en Indonésie, il n'est pas en mesure de saisir et de définir la pauvreté

³⁷ Les agences des Nations unies portent ainsi la conversion du modèle de développement qui, après une décennie de critiques dans les années 1980, s'est écarté d'une seule approche économique en incluant des critères d'inégalité, d'exclusion et d'insécurité (Rapport pour le Millénaire, 2000).

³⁸ L'équité (d'après Rawls, 1971), en tant que notion pour guider les actions publiques, cherche à garantir le plus possible à ceux qui ont le moins notamment via des politiques de discrimination positive.

³⁹ Mais, ce repositionnement conceptuel peut présenter un risque de jugement trop rapide à l'échelle mondiale alors que la précarité extrême, les conditions de vie décentes, la liberté de parole et d'action peuvent recouvrir des réalités fort différentes selon les contextes (François, 2003).

urbaine en tant que telle. Les différentes agences ne mettent en place des programmes qu'en fonction du gouvernement, notamment selon *BAPPENAS* (le Bureau national de planification et de développement, présenté un peu plus loin). Les Nations unies cherchent à soutenir d'abord en délivrant une assistance technique, puis le financement passe par le budget central, avant d'être redistribué et utilisé au niveau local.

La mission d'orientation que se donnent les Nations unies est synthétisée par les objectifs du millénaire pour le développement.

Au-delà des OMD, le défi de la pauvreté

Dans cette approche basée sur les droits humains, les *MDGs* (*Millenium Development Goals*, ou objectifs du millénaire pour le développement – OMD), déclaration signée en septembre 2000 par 189 pays dont l'Indonésie dans le cadre des Nations unies, il est prévu outre l'éradication de la pauvreté et de la famine, des objectifs sanitaires comme la réduction de la mortalité infantile et des mesures pour faciliter l'accès à l'emploi. Les objectifs du millénaire pour le développement seraient quasiment tous atteints en Indonésie et seront remplis à Jakarta et dans la métropole à la fin 2015, d'après les responsables municipaux concernés. Évidemment, il ne suffit pas de s'en contenter, mais de poursuivre cette évolution afin d'« éliminer la pauvreté » comme nouveau défi de l'après 2015.

Les Nations unies avec le gouvernement indonésien ont rédigé un document cadre pour leur partenariat pour le développement (UNPDF – *United Nations Partnership For Development Framework* – pour 2011 à 2015) afin d'identifier les modalités de soutien des Nations unies aux priorités nationales indonésiennes présentées dans le Plan national de développement à moyen terme (RPJMN) 2010-2015. Parallèlement, les Nations unies affirment par ce document la nécessité de poursuivre les efforts initiés par les OMD et cherchent à appuyer la volonté du gouvernement de mettre en œuvre un « développement pour tous »⁴⁰ d'après le Président indonésien. Ce nouveau plan est centré sur le principe d'équité : il faut donc instaurer une « *stratégie inclusive pour la création de richesse à tous les niveaux de la société, basé sur l'équité, la justice et la diversité (...) sans groupes laissés derrière* » (UNPDF, p. 5). Le texte porte une forte dimension territoriale en insistant sur le développement des capacités régionales dans une économie intégrée.

Dans le discours, ce document cadre se limite cependant à des formules toutes faites, génériques et hégémoniques de « *bonne gouvernance* » par la promotion de la « *participation* »,

⁴⁰ La déclaration de la mission est ainsi présentée : « *le gouvernement indonésien s'engage à construire une Indonésie prospère, démocratique et juste, où le développement bénéficie à toutes les régions et tous les individus et où les mêmes droits sont protégés pour les générations futures* ». Les engagements sont synthétisés dans un document spécifique – le « *Jakarta Commitment* » signé en 2009 – comme les principes d'un travail sur un pied d'égalité avec des bénéfices mutuels, dans le respect des bailleurs et la charte des Nations unies.

l'émergence de « *modes de vie durables* » ou encore le renforcement de la « *résilience au changement climatique* » (UNPDF, p. 7)... un ensemble d'objectifs qui recouvrent des réalités bien différentes et qui surtout, sont difficiles à évaluer par le biais des indicateurs utilisés par ces institutions.

❖ Un même objectif pour deux instances internationales ?

Des pratiques semblables...

Les entretiens effectués auprès des agents des deux organisations internationales à Jakarta témoignent de pratiques assez proches et d'un positionnement semblable par rapport au gouvernement indonésien. En effet, alors que dominaient un fonctionnement *top down* et l'insertion contrainte dans des projets pensés voire dictés par les fonctionnaires internationaux, on observe par les discours un repositionnement profond des acteurs et des rapports de force. Aujourd'hui, ces deux grandes instances proposent leurs services en fonction des besoins et des volontés du gouvernement national (mise à disposition des « experts », mais c'est l'État qui porte et qui s'approprie les programmes).

De plus, les projets en eux-mêmes sont concentrés à l'échelle locale et se réclament d'une démarche participative en visant explicitement l'échelon du *kelurahan* comme échelle pertinente de leurs actions. Cela permet d'appuyer la démarche de démocratisation de l'État indonésien en lien avec le processus de décentralisation (Encadré 3).

... mais des fondements opposés irréductibles dans l'espace

En revanche, la compréhension du phénomène de la pauvreté et en particulier de ses facteurs est bien différente entre les deux instances avec des conséquences tant dans la manière de définir la pauvreté (voir la dernière partie de ce chapitre) que dans les modalités de sa réduction.

On peut aussi souligner – à l'exception d'un choix de régionalisation différencié de leurs interventions – une très faible coopération entre les deux structures. En effet, au cours des entretiens, aucune référence à l'autre institution n'a pu être relevée (à l'exception d'une seule mention du Programme PNPM par l'employé du PNUD – mission de contrôle du programme – sans évoquer la Banque mondiale). Le fait est que, malgré un objectif commun portant sur la réduction de la pauvreté, les manières de l'appréhender mais aussi les moyens diffèrent : les travaux scientifique actuels (comme par exemple les différents colloques portant sur la question tel celui sur « La ville compétitive » à Nanterre en 2011 ou encore celui sur « La ville néolibérale » à Lyon et Saint Etienne en septembre 2012) n'ont de cesse de montrer que

compétitivité et équité ne peuvent se résoudre dans l'espace. Ainsi, leurs actions apparaissent difficiles à coordonner, voire pourraient être considérées comme contradictoires.

La discordance des points de vue entre la Banque mondiale et les agences des Nations unies peut s'identifier sur un point précis au sujet de la pauvreté en ville et des modalités d'intervention possibles : la question des bidonvilles. Pour UN-Habitat, les bidonvilles sont considérés comme « *la manifestation physique et spatiale de la pauvreté urbaine et des inégalités intra-urbaines* » (2003). Ainsi, pour cette organisation, il reste prioritaire de réduire les bidonvilles avec un slogan porteur : « *Cities without slums* ». Depuis 2008, un débat persiste avec *Cities Alliance* (une émanation de la Banque mondiale) qui préfère d'abord assurer le développement économique des villes. Se concentrent sur ce point les divergences des deux approches précédemment présentées entre le soutien à l'accumulation du capital et la dénonciation de ce processus lié à la mondialisation comme responsable de l'accentuation des inégalités.

S'expliquent ainsi les différences de contenu de discours émis par les agents issus de ces deux structures internationales lors des entretiens bien que la métropole de Jakarta ne soit pas, dans les deux cas, le cœur de leur action. Alors que la Banque mondiale met au cœur de ses paroles la capitale comme enjeu puisque Jakarta et ses centralités seraient désignées pour tirer la croissance et, par là même, permettre une réduction de la pauvreté globale, le PNUD se concentre sur d'autres provinces, évacuant totalement la ville de Jakarta de son approche comme moyen de réduire la pauvreté⁴¹. Ainsi, les deux principales instances internationales à Jakarta mettent en œuvre des politiques spatialisées totalement inverses.

Que ce soient les idéologies, les actions ou la compréhension de la pauvreté, le rôle des structures internationales, bien que central dans la compréhension du phénomène, ne peuvent se saisir sans identifier la place des institutions indonésiennes à différentes échelles.

⁴¹ « Pour une meilleure efficacité des Nations unies, les fonds et les agences vont travailler dans les zones géographies spécifiques les plus désavantagées pour une plus grande synergie et un impact plus fort » (*Géographie Focus*, UNPDF, 2011, p. 6)

1.1.3. La réduction de la pauvreté, un engagement national

La situation de Jakarta comme capitale politique et principal pôle économique de l'Indonésie implique d'insérer la réflexion dans le contexte national, et notamment de prendre en compte le rôle de Jakarta comme promotion du modèle indonésien.

En outre, il est nécessaire d'identifier la multiplicité des échelles d'intervention témoignant d'évolutions spatiales récentes. En effet, l'analyse précise des différents acteurs permet d'aborder les enjeux de cohabitation dans la ville et ses changements rapides en luttant contre la simplification des causalités expliquant les inégalités et la division sociale de la ville dans le cadre de la métropolisation (Le Goix et Humain-Lamourre, 2006). Ce processus implique des changements d'échelles à identifier, entre ville-centre (province municipale DKI), aire urbaine (Jabodetabek) et gouvernement national dans un contexte de globalisation. Chacune de ces échelles de gouvernement a des objectifs différents dont la confrontation prend forme dans l'espace urbain.

❖ Une priorité nationale ?

Dans l'ordre des onze priorités nationales formulées dans le rapport cadre avec les Nations unies (UNPDF), la réduction de la pauvreté n'apparaît qu'en quatrième position (la réforme de la bureaucratie étant le premier enjeu). On peut aussi relever que cette entrée se trouve être la section la plus courte (p. 77 du rapport, moins de 20 lignes). Ainsi pouvons-nous douter de l'investissement réel du gouvernement à différentes échelles pour la réduction de la pauvreté. Pourtant, l'importance des programmes mis en place sur tout le territoire attesterait d'une volonté concrète des instances officielles pour la réduction de la pauvreté.

Une structure en particulier a été mise en place pour la gestion de la pauvreté. La TNP2K – *Tim Nasional Perceptan Penanggulangan Kemiskinan* – est l'équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté. Elle se veut intersectorielle et centralisée. Cette institution a été mise en place par un décret présidentiel (N°15) en 2010. Sa mission consiste à coordonner les différents programmes entre les ministères et agences et à contrôler leur mise en œuvre afin de parvenir à un taux de pauvreté entre 8 et 10 % d'ici la fin 2014 (en mars 2013, la proportion de population sous le seuil de pauvreté s'élevait encore à 11,34 %). Cette équipe est rattachée au mandat du Vice-Président de la République d'Indonésie.

Au cours de mon travail d'enquête, j'ai aussi rencontré « l'envoyé spécial du Président pour la réduction de la pauvreté ». Il synthétise sa mission en deux points : d'abord évaluer l'efficacité des programmes gouvernementaux dans ce domaine, puis aider le Président à

prendre des « *décisions plus sages* » (entretien, mai 2013). Il dispose d'une équipe de travail mais ne détient pas de pouvoir décisionnaire (cette fonction est réservée à l'agence nationale de planification et de développement – BAPPENAS⁴²).

❖ Des programmes et des définitions

Des actions territorialisées

En effet, explicitement dans ce domaine, le gouvernement a pris des engagements envers la communauté internationale. L'importante hausse du nombre de pauvres, tant en données absolues qu'en proportion, du fait de la crise économique de 1998 a rendu la question extrêmement sensible et réclamé des signes forts de la part du gouvernement⁴³. Ainsi, avant la fin de l'ère Suharto avait été mis en place le projet de programme de développement local pour remédier à l'impact de la crise économique (*PDMDKE – Program Pemberdayaan Daerah Dalam Mengatasi Dampak Krisis Ekonomi*). Suspendu du fait du changement de régime, le programme a été remplacé en 1999 par la Stratégie de Réduction de la pauvreté (ou *Poverty Reduction Strategy*) sous l'égide du ministère des Travaux Publics. Celle-ci s'inscrit dans une initiative internationale de la Banque mondiale et du FMI pour financer les initiatives des pays pauvres endettés (les *HIPC – Heavily Indebted Poor Countries* ou Pays pauvres fortement endettés) dans leur lutte contre la pauvreté et leur volonté de promouvoir une croissance « *pro-poor* » (pour les pauvres) (Benson et Twigg, 2007). Dans ce cadre, l'Indonésie annonce vouloir promouvoir la création d'emplois, le renforcement des capacités des populations pauvres, leur responsabilisation ainsi que leur protection sociale (Texier, 2009).

À Jakarta et dans les principales zones urbaines a été lancé le programme P2KP (*Program Penanggulangan Keminiskinan di Perkotaan*, programme de prévention de la pauvreté en ville) en 2005. On peut souligner le glissement de vocabulaire passé entre 2000 et 2005 de la réduction (*pengentansan*) à la prévention (*penanggulangan*) de la pauvreté. Ce programme a été remplacé aujourd'hui par le PNPM *mandiri*, soutenu par la Banque mondiale, qui reprend les mêmes objectifs⁴⁴. Ces deux actions visent les espaces urbains qui sont touchés par des

⁴² Cette agence est responsable des stratégies nationales des politiques publiques et allouent les budgets aux ministères concernés.

⁴³ En 1998, presque un quart de la population indonésienne vivait sous le seuil de pauvreté (défini par l'agence nationale de statistiques, BPS), soit presque 50 millions de personnes. Ce n'est qu'en 2012 que le taux a retrouvé son niveau de 1996 (soit 11,7 % même si en chiffre absolu, il y a toujours plus de 28 millions de personnes touchées, soit 6 millions de pauvres de plus qu'en 1996). Les seuils et leur élaboration seront décrits un peu plus loin.

⁴⁴ La présentation de ces programmes est appuyée sur le contenu des rapports et fascicules de présentations, le site internet <http://www.p2kp.org> ainsi que les différents entretiens réalisés sur ce sujet

problèmes spécifiques tels que les infrastructures, l'accès aux services fondamentaux ainsi que les normes des logements et constructions. À l'échelle de la communauté, l'enjeu est de s'appuyer sur des principes dits « universels » (la démocratie, la participation, la transparence et la décentralisation) assurant une « bonne gouvernance » dans le cadre du « développement durable ». On retrouve donc ici tout le vocabulaire générique du bailleur. L'esprit de ce programme est d'orienter les actions vers trois directions dans une « démarche intégrée » :

- le social appuyé sur le « développement communautaire » : renforcement de la solidarité et de l'autonomie des collectivités de manière à créer une communauté efficace socialement, fondement solide pour lutter indépendamment et durablement contre la pauvreté ;
- le « développement économique » par l'amélioration des capacités et des compétences des pauvres et des sans-emploi ;
- l'« environnement naturel et artificiel » doit être protégé (incluant donc l'environnement urbain) afin qu'il puisse être une ressource productive.

Au moment des entretiens auprès des groupes stratégiques, en 2011, la réduction de la pauvreté était toujours une des principales priorités, le gouvernement visant de passer sous la barre des 10 % de la population touchée par la pauvreté absolue pour l'année 2015 (afin de répondre aux exigences des OMD). Pour cela, les objectifs lancés au début du XXI^{ème} siècle demandaient l'amélioration de la distribution des revenus par le biais d'une protection sociale familiale, le soutien à l'*empowerment* des communautés et aux opportunités économiques des plus pauvres (UNPDF)... autant dire que les objectifs n'ont donc pas changé depuis quinze ans.

Des actions à l'échelle individuelle et sectorielles

L'action contre la pauvreté se décline, en plus des programmes présentés, en différentes aides sociales pour une protection intégrée basée sur les ménages en plus de quelques opérations ponctuelles :

- le BLT – *Bantuan Langsung Tunai* – est un transfert d'allocations direct et inconditionnel visant les populations exposées à une crise ponctuelle, comme une catastrophe naturelle ou une hausse

en particulier ceux d'une employée de la Banque mondiale, de deux organisateurs et formateurs du programme PNPM à Jakarta dans leurs locaux, d'un chef de quartier (RW) à Kramat appliquant le programme et du facilitateur de la zone concernée.

soudaine des prix (en 2008, quand l'Indonésie a cessé d'être exportatrice de pétrole, les prix énergétiques ont connu une hausse brutale) ;

- l'aide alimentaire ou *Raskin* (*beRAS misKIN* – du riz pour les pauvres) ;
- une sécurité sociale nationale pour la santé : le programme JAMKESMAS (*Jaminan Kesehatan masyarakat*) est une assurance santé publique pour les pauvres et bas revenus (pour une couverture santé universelle en 2019) ;
- le soutien aux frais de scolarisation (BOS– *Bantuan Operasional Sekolah*) et pour la mise en place de structures d'accueil pour les enfants en bas âge (BSM) ;
- le PKH : *Program Keluarga Harapan* : une allocation conditionnelle et régulière selon les revenus du ménage ;

La famille est donc la structure sociale fondamentale d'accès aux aides programmées par le gouvernement.

S'ajoute enfin le micro-crédit pour les petits entrepreneurs (SMI). À partir de 2012 a été mis en place un budget spécifique visant certains secteurs de la pauvreté : les pêcheurs, la pauvreté urbaine, le logement et le transport (mais ces opérations semblaient très floues au moment des entretiens). La responsable rencontrée avoue avoir trop peu de recul pour en parler et n'a pas été en mesure de me présenter les modalités de ces aides.

Des actions aux impacts limités

L'envoyé spécial du Président, intervenant dans l'évaluation des politiques concernant la gestion de la pauvreté reconnaît explicitement sa position de doublon par rapport à l'action du Vice-Président. Il a bien conscience des limites de sa mission en soulignant que « *personne n'a envie d'être évalué* » et que beaucoup de données sont trafiquées à différents échelons : « *les responsables mentent au gouvernement* ». C'est pourquoi, il estime qu'une agence indépendante serait plus efficace. En effet, il déclare au sujet du principal programme en termes de budget, le PNPM (plus de 12 milliards de Roupies en 2010) : « *à part quelques ponts et routes, ça n'a pas changé grand chose* ». Ainsi, cette stratégie de développement n'a pour l'instant pas répondu aux attentes.

On ne peut qu'être interpellé par cette pluralité d'acteurs et de programmes au contenu très répétitif qui ne peuvent que se télescoper. Sans remettre en question la bonne volonté des instances indonésiennes, la succession de projets similaires témoigne de la difficulté de repenser les méthodes de lutte contre la pauvreté et de les coordonner pour assurer leur efficacité.

Enfin, nous reviendrons sur les conséquences de ces choix dans l'analyse des politiques urbaines (Chapitre 4), mais dès à présent, il faut souligner que, « du fait de la situation stratégique de Jakarta » en tant que capitale et de l'« importance du défi à relever » (PNPM et *Dinas Tata Ruang*), la municipalité⁴⁵ a identifié des priorités dans sa lutte contre la pauvreté ; il s'avère que les communes voisines comme Bekasi ont choisi de suivre aussi cette stratégie : toutes les actions visant la réduction de la pauvreté doivent être consacrées aux infrastructures et à leur rénovation. Ainsi, tous les programmes plus sociaux comme l'aide individuelle et le micro-crédit sont d'office exclus des modalités d'intervention des pouvoirs publics pour la réduction de la pauvreté. Malgré la promotion d'une « démarche intégrée » qui assurerait l'efficacité des programmes, les populations exposées à la pauvreté à Jakarta ne peuvent en bénéficier. Les orientations locales diffèrent de la stratégie nationale, une latitude permise par le processus de décentralisation.

❖ Des relations complexes dans le « millefeuille administratif »

Des influences exogènes

Les objectifs des différents programmes mis en place témoignent du rôle structurant des instances internationales. Pour l'obtention de financement, d'aides tant en termes financiers que techniques, les programmes doivent répondre explicitement aux exigences des bailleurs.

À Bekasi, la responsable à l'échelle de la municipalité de la gestion de la pauvreté exprime une pression manifeste, pas nécessairement des bailleurs mais des échelons administratifs supérieurs, pour remplir les objectifs fixés par les instances internationales. Ainsi, chaque gouvernement local (*Pemda*) doit faire en sorte d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement dans sa région (cette échelle d'évaluation date de la décentralisation (voir Encadré 3)). Dans son cas, à l'été 2012, la ville de Bekasi (*Kota*) les ont remplis à 75%, « il y a donc encore à faire ». Persiste ici l'obligation de répondre aux exigences, codes et normes internationales sur le développement humain. De plus, la bureaucratie impose une multiplication de documents à rédiger. « *Le gouvernement central me demande des documents différents. Les données de base restent les mêmes, mais il faut des formats différents selon le département : BAPPENAS ordonne d'évaluer la situation selon les OMD alors que la province (Java Ouest) veut les indicateurs du développement humain. Pour tout cela, on utilise le recensement de la pauvreté effectué par BPS* » insiste cette fonctionnaire.

⁴⁵ L'autonomie régionale liée à la décentralisation laisse cette ouverture possible aux collectivités territoriales.

Est abordé ici un des problèmes liés à la structure même de l'administration indonésienne : la multiplicité des intervenants est un des facteurs qui limitent la lisibilité des opérations tout comme les conflits entre démarche de décentralisation et tradition centralisée du fonctionnement des administrations.

Une organisation hiérarchisée, pyramidale et décentralisée ?

Le contexte de la décentralisation implique la prise en compte de l'essor de nouveaux acteurs partie prenante de la gestion urbaine. Ce processus assez récent a été rapide et radical, du fait du contexte politique et de la pression des bailleurs internationaux. Se présentant au départ comme un compromis entre un nouveau système fédéral et la perpétuation du système très centralisé en place, la décentralisation peut être considérée comme fonctionnant, même imparfaitement (Patriat, 2007). En effet, la corruption (Situngkir, 2003), les inégalités, les pratiques dictatoriales et la tradition centralisatrice encore fortes ne doivent pas cacher les efforts déjà entrepris en terme de démocratie directe, de la participation du local et du service public, même si tout reste encore à améliorer⁴⁶ (Texier, 2009).

À l'échelle de la municipalité (de chaque gouvernement local ou *Pemda*) la lutte contre la pauvreté comporte trois étapes s'appuyant au départ sur une évaluation de la pauvreté afin de comptabiliser et de qualifier les individus concernés :

- Le *poverty assessment* : l'évaluation de la pauvreté de la région concernée est liée au recensement PPLS (pour les programmes de protection sociale) de BPS. Les données utilisées pendant la période de terrain datent donc de 2011, dont la collecte a eu lieu en 2010 ;
- Le RADK – *Rencana Aksi Daerah Kemiskinan* ou plan d'action régional pour la pauvreté). C'est le document « le plus officiel » que les fonctionnaires « doivent » mettre en œuvre ;
- Le SPKD – *Strategi Penguangan Kemiskinan Daerah* ou stratégie de réduction de la pauvreté à l'échelle locale, qui récupère le modèle de la SRP.

⁴⁶ Pauline Texier (2009) fait apparaître un processus inachevé dont les dysfonctionnements complexifient la tâche des fonctionnaires. Comme dans ses entretiens, j'ai aussi pu constater une réelle difficulté de tous ces acteurs à définir ce que représente la décentralisation. La décision majeure issue des textes, consiste à faire du département (*Kabupaten*) et de la ville (*Kota*) les niveaux récepteurs de ce transfert de pouvoir, et non la province à l'exception de quelques-unes, dont Jakarta. Selon Patriat (2007), il s'agissait en fait de ne pas donner trop de pouvoir aux entités ayant les moyens économiques et culturels d'une volonté séparatiste.

Encadré 3 : La décentralisation comme exigence pour la démocratie

Dans le cadre de la Reformasi, à la suite d'une longue période autoritaire (Démocratie Guidée de Soekarno entre 1955 et 1965, puis l'Ordre Nouveau du Général Suharto), les prescriptions internationales pour la démocratisation appuyait le processus de décentralisation. Parallèlement, cela correspondait à une demande de la majeure partie des provinces d'autonomisation par rapport au gouvernement central. Celles-ci percevaient la retenue du gouvernement face à la régionalisation comme une insulte, phénomène comparable à celui qui précéda l'indépendance de l'Indonésie que les Néerlandais refusaient d'accorder, considérant le nouvel État incompetent pour gérer ses propres affaires (Seda, 2003).

C'est donc sous le mandat d'Habibie (mai 1998 – octobre 1999), l'année suivant la démission de Suharto, que deux lois furent rédigées puis ratifiées (le 21 avril 1999) pour mettre en place l'otonomi daerah (ou autonomie régionale) : la loi n°22 porte sur l'autonomie régionale et la loi n°25 traite de la répartition de la fiscalité entre le gouvernement central et les gouvernements régionaux (Patriat, 2007, Seymour *et al.*, 2002).

La première loi stipule que, dans le cadre de l'« État unitaire de la République d'Indonésie » (*Negara Kesatuan Republik Indonesia*, ou NKRI selon le sigle consacré), les différentes divisions administratives (« régions » ou *daerah*), qu'elles soient des provinces (*Propinsi*), des départements (*Kabupaten*) et des villes (*Kota*), toutes les trois appelées « régions », auront pleine autonomie pour « gouverner et administrer les intérêts de la population locale selon leur propres initiatives fondées sur les aspirations de la population ».

En général, les gouvernements autonomes des *Kabupaten* et *Kota* (départements et villes) n'ont de fait plus de relation hiérarchique avec les gouvernements provinciaux : les *Bupati* (préfets) et *Walikota* (maires), élus au suffrage universel, sont responsables devant les assemblées départementales et municipales (*Dewan Perwakilan Rakyat Daerah* ou DPRD, "conseils représentatifs du peuple" élus au suffrage universel), qui ont une fonction législative, budgétaire et de surveillance. Les gouverneurs de province, eux, continuent à être responsables devant le gouvernement central pour les tâches dont ils continuent à avoir les prérogatives.

La deuxième loi stipule que, désormais, le transfert des ressources financières se fera depuis le centre (niveau national) vers les régions. Il ne s'agit cependant pas d'une indépendance totale, dans la mesure où l'allocation du budget des régions dépend encore du gouvernement central (BAPPENAS).

En 2004, afin de se conformer avec les exigences et les pratiques d'autonomie des régions, le gouvernement a promulgué la loi n° 32 répartissant les différentes compétences selon les échelons : le gouvernement central garde la main sur la politique étrangère, la défense, la sécurité, la justice, la fiscalité et la religion), alors que les régions (*Kabupaten/Kota*) ont désormais obligation de prendre en charge l'administration du développement régional impliquant les domaines de compétence suivants : l'aménagement du territoire, le maintien de l'ordre public, la gestion des infrastructures et des équipements publics, ainsi que les domaines de la santé, éducation questions sociales (droit des femmes, protection de l'enfance, ...), emploi, développement des coopératives alimentaires, environnement, questions foncières, enregistrement des états civils, administration..

Finalement le gouvernement central assure la législation générale et surtout donne les cadres et orientations principales à suivre ; à l'échelon régional, il s'agit de gérer leur mise en œuvre. Cette délégation de compétences laisse une marge de manœuvre dans les choix et modalités de gestion pour les collectivités territoriales.

Tout est une question d'échelle...

L'organigramme des relations entre acteurs (présenté dans la partie suivante, figure 1) met en évidence les interrelations entre les organisations et leurs échelles d'intervention. Les acteurs institutionnels présentent une structure hiérarchique centrifuge, du niveau national au niveau local contrairement aux acteurs non institutionnels qui se situent à un seul niveau hiérarchique (local le plus souvent). La centralisation du pouvoir se ressent donc dans la structuration même des acteurs institutionnels malgré la politique en place.

En termes de budget, la centralisation reste forte. Tout le financement des programmes vient du budget de l'État (APBN – *Anggaran Pendapatan dan Belanja Negara*) qui les transfère ensuite vers les gouvernements locaux qui les administrent. Cette centralisation est aussi à l'œuvre pour les aides et prêts des bailleurs internationaux qui pourtant visent explicitement une action à l'échelon local de l'arrondissement (*kelurahan*). Le manque de clarté dans la distribution des fonctions et du budget entre gouvernement central et les gouvernements locaux est d'ailleurs reconnu par le gouvernement (UNDP et BAPPENAS, 2004).

Un des problèmes fondamentaux est la discordance entre les objectifs à l'échelon national et les enjeux locaux. Les recherches menées à Jakarta par Pauline Texier montrent que les agents au niveau central n'apprécient pas la perte de prérogatives liée au processus d'autonomisation. « *Ils parlent de manque de compétences au niveau local dans l'allocation des budgets et considèrent la décentralisation davantage comme un moyen d'obtenir des financements pour les provinces, qu'un moyen de gestion efficace. Ils ont tendance à penser que la décentralisation n'est pas adaptée dans certains domaines, où la gestion devrait rester centralisée* » (Texier, 2009, p. 272) : Vivis, employée de BAPPENAS en charge des politiques de réduction de la pauvreté s'agace, lors de notre entretien, de la vision différente des priorités à DKI et dénonce explicitement certaines pratiques de la province spéciale qui ne correspondent pas aux exigences du gouvernement central (le fait notable de refuser d'intégrer dans les programmes locaux les populations considérées comme informelles au nom de leur non-appartenance à la communauté locale... alors qu'à son échelle, ces personnes sont indonésiennes donc pourraient en bénéficier, ce qui ferait baisser la pauvreté).

En effet, dans le cas spécifique de la ville de Jakarta (DKI), il faut souligner une très forte indépendance, notamment financière ce qui limite évidemment les modalités de pression des différentes institutions concernées par la gestion de la pauvreté, qu'elles soient nationales (ou plutôt du gouvernement central) ou internationales. Au cours des entretiens, l'employé du PNUD relève que Jakarta autofinance ses programmes à 90 % (les 10 % restant venant du gouvernement central). L'agent de la Banque mondiale souligne pour sa part que c'est le gouvernement local qui décide des quartiers d'intervention des politiques prévues ; de même, s'il doit y avoir un partenariat entre les bailleurs et des structures de la société civiles ou des

ONG, il faut obtenir l'approbation du gouvernement. De plus, il n'y a pas de recensement « alternatif » ou indépendant qui permettrait une autre évaluation des progrès dans la lutte contre la pauvreté. Systématiquement, dans tous les entretiens effectués auprès des groupes stratégiques, ce sont les données de BPS qui sont utilisées (sur lesquelles nous reviendrons dans la dernière partie de ce chapitre).

Les acteurs interrogés à l'échelon intermédiaire déplorent le manque de moyens et leur faible autonomie vis-à-vis du gouvernement central, qui pourtant leur impose de lourdes responsabilités et des résultats en plus de la paperasse administrative. La responsable des projets d'actions de la pauvreté à Bekasi, Wisnu a bien montré sa surcharge de travail lié aux rapports et données à collecter (pour des documents qu'elle ne semblait pas sûre qu'ils soient lus un jour). Globalement, l'ensemble des acteurs à cet échelon accusent la bureaucratie et la tradition centralisée de freiner l'efficacité du processus d'accès à l'autonomie des provinces et spécifiquement celui de Jakarta. Ils parlent d'un poids important de la hiérarchie, qui se matérialise au quotidien par une extrême lenteur d'exécution, que ce soit dans le sens de propositions de projets émanant de la base du système pyramidal encore prégnant, ou dans le sens de la diffusion des projets et des financements venant encore souvent du haut de la pyramide. Le chef de quartier du RW 1 à Kramat (Jakarta centre), soulignait aussi le fardeau que représentent les documents à produire, et surtout les tableaux : « *il faut justifier du moindre stylo, et encore, je sais le faire, je sais utiliser un ordinateur, mais c'est une vraie galère* » affirmait-il au sujet du rapport à rendre à l'APBD et à la Banque mondiale dans le cadre du PNPM.

La communication fait encore visiblement défaut entre échelons hiérarchiques. Le système de gestion reste centrifuge et favorise, dans les faits, l'approche « *top-down* » auquel s'ajoute l'impression de manque d'autonomie (sentiment d'inutilité) des fonctionnaires. Entre l'échelon provincial, seul habilité à délivrer des autorisations pour un projet et l'échelon local, en lien avec les populations et pouvant proposer des projets, les deux niveaux intermédiaires ne feraient que transmettre les informations (Texier, 2009).

Tous les acteurs institutionnels interrogés parlent aussi de la nécessité de développer des réseaux plus actifs entre acteurs, et reprochent au système d'organiser des réunions peu productives. À ce sujet, la rencontre avec la responsable des services de coordination pour la réduction de la pauvreté est édifiante : la totalité de l'entretien est une série de propos logistiques sans aucun contenu signifiant sur la pauvreté (« un phénomène comme un autre, qu'importe ce que je traite, je dois juste coordonner ») et potentiellement sur la spécificité ou encore l'importance de gérer ce phénomène social.

La régionalisation participe à la déstabilisation d'une organisation hiérarchique ancienne et très ancrée dans les mentalités et pratiques. La gestion « *top-down* » ou « *command-and-control* » s'exprime dans l'organisation des rouages administratifs et bureaucratiques. Celle-ci

« laisse peu de place à une communication directe entre les acteurs du haut de la hiérarchie qui ont le pouvoir de mettre en place et financer des programmes, et les acteurs locaux. Ces derniers représentent pourtant une ressource précieuse dans la connaissance du terrain ou l'identification des problèmes au quotidien et auraient tout à fait les capacités de réfléchir à des mesures adaptées pour combattre efficacement les causes profondes de pauvreté » (Texier, 2009, p. 273).

Les acteurs produisent les définitions légitimant leur action

Ce passage factuel sur les compétences des différents acteurs et leurs politiques permet de clarifier leurs interrelations et les rapports de force. Le traitement de la pauvreté implique la production d'une compréhension du phénomène afin de produire des actions pour son élimination. Entre la diversité des types de structure et leur échelle d'appréhension de la pauvreté, la définition de la pauvreté reste plurielle (cf. 1.2.) comme les idéologies qui permettraient de la combattre ou de la résorber.

Il apparaît que la pauvreté s'approche en termes de manque, d'absence, de défaut, que des instances institutionnelles ou non devraient être en mesure de combler. Cette manière d'appréhender le sujet reste très réductrice et ne permet pas d'identifier les opportunités et les ressources qui aideraient à penser autrement les individus concernés.

La pauvreté est une construction sociale à laquelle participent plus ou moins concurrentiellement différents acteurs. C'est ainsi que les productions « scientifiques » d'indicateurs de pauvreté jouent un rôle de plus en plus décisif dans l'appréhension des situations. C'est à de telles constructions qu'entendent répondre des mesures de politiques sociales. Cette procédure de construction peut d'autant mieux opérer, c'est-à-dire trouver de la cohérence interne et surtout produire de la cohérence externe au sein de l'environnement intellectuel, idéologique et théorique, que les outils mobilisés – la statistique et les indicateurs qu'elle autorise – admettent une convergence avec certaines des valeurs fondamentales – l'idéal normatif – de la société.

1.2. Saisir la pauvreté par ses définitions

Surabondance conceptuelle ou impuissance définitionnelle ?

La pauvreté reste un phénomène social souvent substantialisé via des catégories (nouvelle pauvreté, pauvreté absolue, exclusion...). La pauvreté reste difficile à appréhender et à circonscrire, problématique à évaluer. L'enjeu ici est de comprendre la quête des différents acteurs d'une mesure opératoire du concept de pauvreté :

« Si on veut que le concept de pauvreté dans sa dimension définitionnelle soit utile, il doit être restreint aux besoins humains dont la satisfaction dépend des conditions économiques, i.e. qui sont structurellement déterminés »
(Boltvinik, 1999, p. 3 et 4).

En effet, le défi est de parvenir à ne pas confondre la pauvreté avec d'autres dimensions de la souffrance humaine et des désavantages humains (Fusco, 2007). Il faut ainsi prendre en compte la capacité du pouvoir discriminant du concept ou plutôt de sa définition, puisqu'en dépend qui est pauvre (et qui ne l'est pas) et le nombre de personnes qui le sont. La production des indicateurs de la pauvreté ne saurait être neutre : si l'approche monétaire reste la plus utilisée (selon un seuil), c'est parce qu'elle tient compte de la monétarisation étendue des sociétés contemporaines (Messu, 2003).

C'est pourquoi chaque méthode, chaque outil est issu d'une démarche dont l'objectif est indissociable de la compréhension de l'indicateur⁴⁷ : pour chaque définition, il faut identifier l'idéologie dans laquelle elle s'inscrit, puis son usage. Car l'enjeu est de dissocier ou de différencier une partie de la population du reste de la société tout en en identifiant les implications pour ces personnes. Il y a toujours des présupposés idéologiques qui habitent les définitions et les représentations.

⁴⁷ Les indicateurs sont des critères sélectifs qui peuvent produire différentes catégories de pauvreté témoignant de la non pertinence de toute entité « pauvre » univoque.

1.2.1. La pauvreté par le manque : modalités d'évaluation

Historiquement, la pauvreté est définie par tout ce qui est considéré comme faisant défaut à une personne ou à un groupe de personnes ; un idéal normatif est donc appréciable en contrepoint. Dès à présent, on peut donc relever la relativité temporelle de la notion, toujours extrêmement liée à un contexte donné. La définition de la pauvreté témoigne de rapports sociaux différents selon les périodes et selon les sociétés (Sassier, 1990)

❖ La domination d'une approche monétaire

L'utilité d'une définition unidimensionnelle

Circonscrire la pauvreté par le revenu implique de ne prendre en compte qu'une dimension économique du phénomène : celle-ci met l'accent sur l'individu et la privation de « bien-être ». La pauvreté monétaire reste l'approche principale utilisée par les différents acteurs. La méthode comptable en fonction de l'indicateur, de l'unité d'observation et des échelles d'équivalence permet d'identifier quantitativement les pauvres par rapport à un seuil. Ruggeri *et al.* (2003) défend l'idée que la quantification serait le moyen d'avoir une vision et une analyse objective de la pauvreté :

« Pour chaque individu et un ensemble de prix donné, les courbes d'indifférence des classements des préférences sont exprimées par la quantité de monnaie nécessaire pour atteindre les niveaux de bien être qui leur sont associés »
(Ruggeri, 2003, p. 8).

C'est-à-dire que les dépenses prioritaires donneraient les indications suffisantes pour identifier les ressources nécessaires à un niveau de vie minimum (en admettant que toute dépense puisse être rationnelle, et que l'on réduise la vie des individus à la recherche permanente de l'utilité optimale). Cette démarche est unidimensionnelle car elle propose par causalité et par profils de pauvreté une conception du phénomène en se basant sur une seule mesure (Fusco, 2007). Ainsi, plus que le revenu, l'orientation des dépenses permettrait d'appréhender les « besoins » les plus utiles.

Ce choix entre revenu et consommation est important car l'utilisation de l'un ou l'autre aboutit à des résultats différents. Pour Fusco (2007), il serait préférable de privilégier la consommation car elle « donnerait une image plus fiable du bien être effectif des ménages ». C'est l'option prise par l'agence nationale des statistiques indonésienne (BPS) pour élaborer sa définition de la pauvreté (Encadré 4). Tout en gardant l'approche unidimensionnelle, la pauvreté

monétaire peut être appréhendée par plusieurs indices (en croisant revenus et dépenses de consommation) afin d'en identifier l'incidence, l'intensité, ainsi que l'inégalité parmi les pauvres (Sen, 1976). Ainsi, un ensemble de besoins identifiés comme fondamentaux tels que l'alimentation, le logement et les vêtements sont convertis en argent, afin d'élaborer un « panier de biens », exprimé en kilocalories ou en budget minimum.

Le rôle du seuil

Dès la fin du XIX^{ème} siècle et de manière plus affirmée au XX^{ème}, les économistes admettent l'équivalence entre revenu et bien être. Ainsi, les individus dont le niveau de vie exprimé en unité monétaire se situant en dessous d'un seuil prédéterminé sont définis comme « pauvres ». L'importance du seuil est donc déterminante dans la production d'individus qualifiés ou non de « pauvres » (Booth, 1982). Ce seuil de pauvreté pose évidemment de nombreux problèmes théoriques : est-ce qu'une famille située juste au-dessus de ce seuil vit dans des conditions réellement différentes d'une famille dite « pauvre » ? En outre, de nombreux éléments influençant grandement le niveau et les conditions de vie ne sont pas pris en compte, notamment le patrimoine. De plus, ne tenant compte que du niveau de revenus, les ressources non monétaires telles que les réseaux familiaux et communautaires, l'auto-consommation ou les statuts sociaux, ne peuvent apparaître (Lazarus, 2012).

Aujourd'hui, le nombre d'individus sous le seuil de pauvreté mondial reste la définition la plus utilisée. Portée par la Banque mondiale, la pauvreté extrême rassemble toutes les personnes disposant de moins de 1 dollar par jour (désormais 1,25 dollar depuis 2008)⁴⁸ : c'est ce qui qualifie la pauvreté « absolue » (Ravaillon, 2012), situation dans laquelle les personnes ne seraient pas en mesure d'acheter des produits de première nécessité. Ces données sont donc des appréciations normatives au sein d'une société : le seuil de pauvreté est considéré par la Banque mondiale et par tous ses utilisateurs comme l'équivalent monétaire pertinent d'une notion de « bien-être » selon une norme sociale pouvant varier en fonction du contexte. Cette définition postule donc que le « bien-être » de l'individu dépend de sa consommation. On prend donc acte du contexte capitaliste dominant par l'usage de cet indicateur.

Pour pallier les limites inhérentes à cette approche unidimensionnelle et absolue de la pauvreté, la Banque mondiale a introduit un autre seuil permettant d'appréhender une pauvreté dite « relative ». Même si l'approche ne change pas, l'idée est de montrer que d'autres

⁴⁸ « Les calculs visent une certaine cohérence entre les pays : le seuil de pauvreté international permet d'avoir la même valeur réelle dans divers pays et au fil du temps. Ce seuil est converti en monnaie nationale à partir des taux de change réel en parité de pouvoir d'achat pour la consommation en 1993, puis actualisé à l'aide du meilleur indice des prix à la consommation disponible pour chaque pays. Exprimés en monnaie nationale, les seuils de pauvreté sont appliqués aux données d'enquêtes représentatives au plan national et portant sur la consommation des ménages ou le revenu par habitant, afin de déterminer le nombre de personnes vivant avec moins de 1 et 2 dollars par jour dans chaque pays » (Ravaillon, septembre 2007, p. 16.).

déterminants sociaux doivent être pris en compte selon les contextes ; mais alors, seule la pauvreté dans les pays riches où l'intégration sociale requiert des dépenses supplémentaires apparaît. En revanche, cette définition complémentaire montre le lien étroit entre les manifestations de la pauvreté, les conditions de vie et les structures de la société dans laquelle elle est étudiée. C'est pourquoi la question se pose différemment selon le lieu et l'époque considérée (Dubois, 2001). Ainsi, l'émergence de nouvelles définitions ou qualifications témoigne d'une adaptation perpétuelle de la théorie aux faits, ce qui entraîne l'élargissement du concept de pauvreté par l'intégration progressive de ses aspects non monétaires.

D'ailleurs, le seuil de pauvreté extrême est considéré comme tellement bas que la plupart des organisations internationales préfèrent le relever à deux dollars – en parité de pouvoir d'achat – afin de définir la population « pauvre »⁴⁹, notamment dans les pays à « revenu intermédiaire » dans le lexique de la Banque mondiale. Mais cela reste peu satisfaisant pour comprendre et ainsi chercher à combattre ce que ces mêmes acteurs qualifient de « fléau ». Reste que l'on ne prend encore en compte que les revenus... une compréhension bien limitée de la pauvreté.

Cette approche quantitative pour évaluer la pauvreté implique une pensée matérielle du phénomène. L'ONU reconnaît évidemment cet aspect tout en identifiant que la pauvreté est aussi morale : « *cela consiste en une absence d'espoir, ennui, solitude qui n'est pas voulue mais endurée* » (UN, 1995, p. 38). Ainsi, l'environnement social, dans sa complexité, dans lequel la pauvreté existe doit être pris en compte.

Des approches concurrentes en Indonésie

Les seuils élaborés en Indonésie tentent de synthétiser ces approches afin de se conformer aux prescriptions internationales tout en permettant l'émission de statistiques, donc font en sorte que le phénomène soit saisissable en termes quantitatifs.

Un autre indicateur reste cependant très régulièrement utilisé du fait des limites des procédures de recensement et de la non fiabilité de ces statistiques : dans le contexte de la crise économique de 1998, le gouvernement a dû mettre en place des aides d'urgence face à la fragilisation soudaine et rapide d'une part importante de la population. À ce moment crucial, les décideurs n'ont pas voulu s'appuyer sur les données de la pauvreté émises par BPS et ont préféré – du fait de leur plus grande fiabilité – utiliser un autre classement de niveau de vie

⁴⁹ « Le seuil de 1 dollar par jour est une définition délibérément prudente de la pauvreté axée sur les seuils de pauvreté caractéristiques des pays à faible revenu. Naturellement, les seuils de pauvreté sont plus élevés pour les pays plus riches. On ne peut raisonnablement affirmer qu'il existe moins de pauvres dans le monde lorsque le décompte est basé sur les critères de pauvreté applicables aux pays les plus démunis. Le seuil de 2 dollars par jour est davantage celui des pays à revenu intermédiaire. » (Ravaillon, septembre 2007, p. 16.).

autour de la notion de « bien-être » portée par l'agence du planning familial : le BKKBN (*Badan Kependudukan dan Keluarga Berencana Nasional* soit l'agence nationale de la population et de la planification de la famille). De fait, cette structure était particulièrement active et opérante pendant l'ère Suharto et était en mesure de collecter (et de faire remonter aux instances centrales) un grand nombre d'informations sur la population.

Encadré 4 : La quête d'un seuil pertinent par BPS

L'approche adoptée par BPS est fondée sur le calcul des besoins de base à partir de la consommation ou des dépenses, afin de définir le seuil de pauvreté. La définition du niveau minimum de subsistance s'appuie sur les besoins alimentaires (riz, tubercule, poissons, ...) ainsi que sur des besoins non alimentaires mais fondamentaux (logement, santé, éducation, transport,.... La quantité alimentaire est basée sur une étude de 1978 qui statue que chacun peut avoir une vie saine en disposant de 2 100 kcal par jour. Cette quantité est ainsi convertie en valeur monétaire mensuelle estimée pour la satisfaction de ces besoins. Le niveau du seuil prend en compte les variations de l'inflation.

En plus de ce seuil de pauvreté, l'agence nationale de statistiques a suivi les prescriptions onusiennes pour une analyse multidimensionnelle de la pauvreté. Ainsi, douze besoins fondamentaux sont recensées : la santé, l'alimentation, l'éducation, les conditions de travail, la situation de l'emploi, la consommation et l'épargne, le transport, le logement, les vêtements, les loisirs, la sécurité sociale, et la liberté.

Afin de traduire ces besoins pour chaque ménage, BPS a élaboré 14 critères :

1. La superficie par personne dans le logement est inférieure à 8 m² par personne
2. Le plancher ou le sol du logement est en terre, en bambou ou en bois de mauvaise qualité
3. Les murs sont en terre, en bambou ou en bois de mauvaise qualité
4. Le logement ne possède pas d'installation convenable pour l'évacuation des eaux usées
5. La distribution de l'eau potable ne se fait pas par le réseau municipal ou par la pompe d'un puits individuel
6. La lumière n'est pas produite par de l'électricité
7. La cuisson n'utilise pas les combustibles modernes
8. La consommation de viande (bœuf ou volaille) et de produits laitiers est rare
9. L'alimentation ne comporte pas trois repas par jour
10. L'achat de vêtements est rare (seulement un ensemble par an)
11. Le traitement médical ne peut être assumé
12. Les revenus du chef de famille s'élèvent à moins de 600 000 roupies par mois ($\approx$ 40 €)
13. Le niveau d'éducation du chef de famille ne dépasse pas l'école élémentaire (SD)
14. Le ménage ne possède ni biens ni économies.

Ainsi, l'ensemble de ces critères définitionnels restent très matériels, aisément convertissables en valeur monétaire mais omettent les dimensions plus éthiques et spirituelles, en particulier la notion de liberté.

Encadré 5 La notion de « bien-être » des ménages par le BKKBN

Afin de définir la pauvreté, le département du planning familial s'appuie sur une notion plus large prenant en compte la prospérité et le bonheur. Ainsi la population est classée en quatre groupes selon l'indicateur de « bien-être du ménage » ou « *Keluarga Sejahtera* ».

La loi n°10 de 1992 stipule que la protection de la famille est fondée sur « *le mariage légal capable de répondre aux besoins spirituels et matériels d'une vie décente, consacrée à Dieu Tout Puissant, en ayant des relations harmonieuses et équilibrée entre les membres de la famille ainsi qu'avec la société et son environnement* ».

À partir du concept de BKKBN, la délimitation des populations pauvres dépend des deux groupes de population : l'ensemble qualifié de *Pra-Sejahtera* (en voie d'accès au bien-être) et le groupe *sejahtera I* (premier niveau de « bien-être »). Les ménages des groupes II et III sont assimilés aux couches les plus aisées de la population. Le premier groupe rassemble les familles ne pouvant pas répondre à leurs besoins de base, c'est-à-dire que leurs membres ne sont pas en mesure de pratiquer leur religion comme elles l'entendent, de se nourrir au moins deux fois par jour, d'avoir des vêtements différents pour la maison, le travail, l'école et les déplacements, de vivre dans une maison dont le sol est en terre, et n'ont pas pu avoir accès à des soins de santé modernes. Le second groupe en revanche a les moyens de répondre aux besoins fondamentaux physiologiques mais pas aux besoins sociaux psychologiques (on parle en particulier de pouvoir exercer librement sa religion).

Le problème des critères retenus pour déterminer la pauvreté est qu'ils sont relativement difficiles à mettre en œuvre, du fait d'indicateurs très qualitatifs.

En résumé, les différences entre les deux méthodes impliquent des résultats très variés puisque, en 2006, 11,5 % de la population indonésienne est considérée comme pauvre d'après les critères de BPS alors que, selon BKKBN, 40,33 % de la population ne serait pas en situation de « bien-être ».

❖ Vers le multidimensionnel

L'importante place des aspects non monétaires dans la pauvreté est désormais reconnue. Cependant, on constate un impossible consensus quant à la manière dont on pourrait définir et mesurer la pauvreté dans ses manifestations non monétaires, matérielles ou non. La question de la multidimensionnalité de la pauvreté est au cœur de nombreux débats théoriques, empiriques et institutionnels comme en témoigne la multiplication des travaux du PNUD à ce sujet tout comme les différents documents stratégiques de réduction de la pauvreté émis par le FMI et la Banque mondiale⁵⁰.

Le passage à la multidimensionnalité n'est pourtant pas plus évident. Car même si l'enjeu est de proposer une combinaison d'informations monétaires et non monétaires, proposer une

⁵⁰ Cette réflexion s'impose d'ailleurs dans tous les types de pays qu'ils soient parmi les ensembles dits développés tels que l'Union Européenne ou des pays considérés comme en développement : les travaux du BIT puis de la Banque mondiale depuis la deuxième moitié des années 1970 ont été poursuivis par les travaux sur la pauvreté humaine du PNUD. Ainsi, la mesure de la pauvreté est repensée en 1997 à partir d'une approche fondée sur les capacités de Sen : une approche multidimensionnelle.

« mesure globale n'est pas fructueux pour l'amélioration de notre compréhension des processus sous-jacents à l'exclusion sociale » (Whelan, 1995, p. 30).

Les dimensions de la pauvreté

Si la multidimensionnalité est un « attribut inhérent » de la pauvreté (Fusco, 2007), le premier problème à résoudre est d'établir les critères considérés comme dimension de la pauvreté, pertinents pour son étude ? Il faut ensuite interroger les relations entre ces dimensions et déterminer comment comparer des individus entre eux (potentiellement touchés par des dimensions différentes de la pauvreté). Fusco (2007) définit celles-ci comme des domaines cloisonnés tels que la santé, l'éducation, le logement, les conditions financières... auxquelles on essaye de donner des règles, ou plutôt des indicateurs afin de les compiler.

L'apport de cette démarche est d'insister sur l'information non monétaire. Ainsi, le cadre de la recherche en est élargi et tente de resituer l'importance relative des divers attributs de la pauvreté. La multidimensionnalité serait donc le témoin de la polysémie de ce concept : la complexité de la pauvreté empêche toute exhaustivité et fait qu'il est difficile d'en saisir les diverses facettes au sein d'une seule définition. C'est pourquoi, les nombreuses définitions prises seules s'avèrent systématiquement insuffisantes, mais ensemble, elles peuvent être complémentaires

La pauvreté urbaine : une pauvreté spécifique ?

Durant l'entretien effectué au PNUD, le responsable de l'unité pour la réduction de la pauvreté déclarait que « la pauvreté urbaine est spécifique, bien plus complexe que la pauvreté » et qu'il lui était difficile d'en proposer une définition. Tant au cours des entretiens auprès des différents acteurs que dans les références académiques évoquées dans les études sur la pauvreté, on peut relever systématiquement le souci de différencier la pauvreté urbaine des « pays du nord » de celle des « pays en développement ». Ainsi, dans une étude statistique sur la corrélation entre les caractéristiques de la pauvreté et la morphologie de Jakarta DKI, l'auteure souligne des « *différences fondamentales entre les problèmes de la pauvreté urbaine dans les pays du Nord (développés) avec les pays du Sud (en développement). Dans les pays développés, la pauvreté urbaine est associée à des problèmes internes à la ville du fait du logement social urbain périphérique, ou des inégalités régionales et sectorielles de chômage et de revenu. Alors que dans les pays en développement, la pauvreté urbaine est étroitement liée aux écarts de développement qui provoquent l'actuel exode rural qui ne peut être endigué (Wratten, 1995)* » (Rizqihandari, 2010). Ainsi est posée directement la responsabilité des espaces ruraux aux problèmes urbains – un fait qui sera analysé dans la partie consacrée à l'interprétation des résultats du terrain.

La Banque mondiale souligne que la pauvreté urbaine est fondamentalement multidimensionnelle qui impose plusieurs contraintes aux populations pauvres ; les dimensions peuvent être liées ou se cumuler :

- accès à l'emploi et par extension à un revenu ;
- accès au logement et aux services fondamentaux ;
- conditions environnementales (vulnérabilité, insalubrité) ;
- moindre ou absence de protection devant la loi ;
- accès à l'éducation et à la santé.

L'approche multidimensionnelle de la pauvreté s'appuie ainsi sur le concept de capital et de vulnérabilité des populations pauvres du fait de l'absence de ce capital. Évidemment, cette notion ne se limite pas à la possession de biens matériels, aux capitaux productifs tels que le logement, mais fait aussi référence au capital physique (capacité de travailler), au capital humain (compétences) ainsi qu'au capital social (relations personnelles, familiales et réseaux sociaux).

❖ Comment dépasser ces approches ?

L'évolution des définitions de la pauvreté, depuis l'approche par les revenus jusqu'à la prise en compte de sa multidimensionnalité, ne modifie pourtant pas l'appréhension du phénomène par l'insuffisance. Que ce soit le modèle physiologique de « déprivation » (un anglicisme désignant un état de carence ou de manque appuyé sur la non-satisfaction des besoins matériels et physiologiques vitaux) ou le modèle sociologique (prise en compte d'aspects sociaux dans l'analyse telles que les questions de participation à la société, d'autonomie, de pouvoir, d'estime de soi, de respect ou de dignité), le manque reste le seul moyen de différencier les pauvres du reste de la société.

Cependant, l'intérêt des approches de la pauvreté dépassant les questions de distribution des revenus permet de mettre en évidence le fait que la lutte contre la pauvreté ne peut réussir si elle est limitée au renforcement de la croissance économique (Sen, 1992 ; Townsend, 1993 ; Dasgupta, 1993). La diminution du phénomène doit être appuyée sur une amélioration de la cohésion sociale qui demande une plus grande égalité de tous devant la loi et une plus grande participation des citoyen.ne.s aux décisions qui les affectent.

La proposition de l'approche par les « capacités »

Conceptualisée d'abord par Amartya Sen, la notion de « capacité » (traduction de « *capability* ») est devenue fondamentale comme moyen d'appréhender la pauvreté et comme outil du développement. La capacité dans son analyse est une forme de liberté, liberté d'agir et de choisir. Dans son sillage, Martha Nussbaum (2000 ; 2012) investit cette notion afin de

débattre des principes politiques qu'un État doit garantir à tous ses citoyens. Ainsi, propose-t-elle une liste universelle – comme « consensus raisonné » – de dix capacités humaines centrales, chacune constituant un élément prépondérant de la vie humaine si bien qu'aucun arbitrage entre elles n'est permis⁵¹. Cette démarche peut être pertinente en termes d'objectifs à fixer, et afin d'identifier une forme de consensus politique global permettant les conditions d'existence de ces capacités.

À un échelon plus réduit, la diversité des contextes locaux n'est plus prise en compte dans cette approche prescriptive. Cela implique une lecture très normative des vies et des sociétés. C'est pour cette raison que l'approche de Martha Nussbaum est critiquée pour ses risques d'ethnocentrisme et de paternalisme.

L'ambition normative et globalisante parfois de l'approche par les capacités doit être interrogée aux vues du contexte afin de toujours la replacer dans sa définition première : identifier si les individus ont les libertés de se réaliser, au sens d'une capacité effective, non entravée par le contexte socio-économique. Ainsi, la notion de capacité pour appréhender la pauvreté ne serait à envisager que comme une mesure complémentaire du niveau de vie par rapport au revenu monétaire (Fusco, 2007)⁵². Jérôme Ballet et François-Régis Mahieu (2007) lui préfèrent donc le concept de « capacité », qui prendrait plus les personnes comme des « sujets capables ». Mais ces conceptions restent très voisines.

Vers des définitions subjectives et des démarches participatives

Face au manque de légitimité identifié dans la détermination normative des capacités, certains proposent de s'inspirer des notions tout en permettant aux personnes concernées de formuler les capacités pertinentes, de manière participative ou par le consensus social (Robeyns, 2003, 2005, et Alkire 2001, 2002). Cela permettrait de s'adapter plus directement au contexte local dans une optique d'opérationnalisation des définitions, portée par Amartya Sen.

Pour sortir de l'écueil prescriptif énoncé, l'usage de méthodes participatives favoriserait la prise en compte de ce que les personnes concernées valorisent, afin d'intégrer des éléments

⁵¹ Martha Nussbaum à partir de sa liste, distingue trois types de capacités : les capacités basiques (voir, entendre, aimer, ... qui sont nécessaires à l'élaboration de capacités plus complexes), puis internes (c'est-à-dire les différentes caractéristiques de l'individu qui lui garantissent les conditions suffisantes à l'exercice de diverses fonctions comme la maturité physique ou les capacités d'abstraction), et enfin, combinées (avec un ensemble adéquat de conditions externes pour pouvoir mettre en application ce que les capacités internes nous permettent de décider donc des conditions politiques et sociales. Ainsi, les dix capacités recensées sont : la vie, la santé physique, l'intégrité physique, les sens (l'imagination et les pensées), les émotions, la raison pratique, l'affiliation, les autres espèces, le jeu, le contrôle sur son environnement. Afin de justifier ses choix, elle affirme que cette liste n'est pas insensible au contexte.

⁵² Pour une critique plus approfondie de l'approche de Sen, voir Ballet et Mahieu, notamment sur la question de la responsabilité du sujet face au reste de la société et le recours à la notion d'*agency* http://www.armand-colin.com/download_pdf.php?idd=0&cr=21&idr=30&idart=5791

subjectifs à la définition de valeurs communes. Il existe donc d'autres moyens d'évaluer les niveaux de pauvreté qui consistent en particulier à demander aux gens s'ils se considèrent comme pauvres⁵³.

Les résultats sont souvent surprenants, puisque des personnes ayant de faibles revenus mais des modes de vie peu dépensiers se sentent parfois subjectivement moins pauvres que des personnes « objectivement » plus riches, ayant des salaires moyens ou supérieurs à la moyenne mais dont les dépenses sont nombreuses et qui ont le sentiment de ne pas avoir suffisamment d'argent pour vivre comme elles le souhaiteraient (Lazarus, 2012). C'est pourquoi toute forme de définition trop normative (donc excluante) ne peut qu'être remise en question à l'épreuve du terrain. C'est dans cette perspective que les approches locales de la Banque mondiale ont évolué, même si cela n'influe pas sur les indicateurs utilisés à l'échelle mondiale. La diffusion des démarches participatives valorisent ainsi les productions d'auto-définition de la pauvreté, d'auto-cartographie de la pauvreté dans l'espace considéré... opération efficace puisque l'interlocuteur rencontré met explicitement en avant l'intérêt de cette stratégie qui permet d'avoir « moins de pauvres à gérer » par rapport au nombre identifié par l'agence nationale de statistiques.

Pauvreté, inégalité, précarité... ou comment qualifier le manque ?

Au total, si le terme de « pauvreté » pose autant problème à appréhender, c'est que peut-être, il ne serait pas le plus pertinent pour signifier l'expérience du manque. Le terme d'« inégalité » lui est souvent préféré et permet de détailler les conditions de vie plus difficiles et les conséquences de la pauvreté, en particulier les conséquences spatiales tels que les logements dégradés, les questions d'isolement géographique et de conditions de transport quotidien, les problèmes d'accès aux services publics et de leur qualité (accès, modalités d'entrée et d'accessibilité économique à l'éducation, à la santé, aux loisirs, etc.). L'accès à la consommation est lui aussi inégal : « *être pauvre coûte cher* », comme l'a écrit l'écrivain James Baldwin en 1961 : l'achat des besoins au jour le jour, au lieu de pouvoir acheter en grande quantité pour des questions de place et d'incapacité à rendre disponible d'importantes sommes d'argent est beaucoup plus coûteux, tout comme tous les services alternatifs pour avoir accès à l'eau ou à l'électricité quand les entreprises officielles ne les desservent pas directement.

L'enjeu de cette partie, à partir de la littérature depuis les années 1970 portant sur les questions de définition du concept de pauvreté, est de faire apparaître le paradoxe autour de la mesure de la pauvreté. Le paradigme monétaire a très tôt montré ses limites théoriques et la

⁵³ Cette méthode doit être menée avec beaucoup de prudence car évidemment elle peut être trompeuse. En revanche, c'est le moyen d'informer sur la sensation de pauvreté mais celle-ci ne permet pas de dépasser la subjectivité de la question.

multidimensionnalité de la pauvreté est largement reconnue. Les progrès méthodologiques induisent la prise en compte d'autres indicateurs témoignant de la complexité de la pauvreté, mais aucune méthode n'est véritablement reconnue comme adéquate pour sa mesure. Ainsi, malgré le développement de nombreuses analyses alternatives, l'analyse monétaire unidimensionnelle domine encore la plupart des travaux, la dimension du revenu restant, pour le moment et dans notre contexte, le levier identifié comme le plus efficace pour faire évoluer la situation.

Pour comprendre ce qui est pensé de la pauvreté, il faut donc s'appuyer sur les concepts utilisés pour qualifier ce que le phénomène produit en termes sociaux et spatiaux. Le recours au terme d'« exclusion » par exemple permettrait de dépasser une simple analyse quantitative afin d'insister sur l'aspect relationnel.

1.2.2. La pauvreté comme rapport social

Ce premier chapitre cherche à exposer le cadre conceptuel dans lequel je m'inscris. L'objectif de cette « figure imposée » est de présenter les termes utilisés au cours de la thèse afin d'en identifier dès à présent la signification, les implications et les limites. Je souscris au postulat en géographie sociale que la pauvreté est un phénomène social et que les inégalités dans la société ainsi sont profondément sociales. L'intérêt de les aborder en géographie est de chercher à appréhender la pauvreté et les inégalités dans leur dimension spatiale. Cette lecture permet de participer à l'analyse des processus de hiérarchisation des sociétés (Veschambre, 2010). De plus, tout en étant consciente des débats autour de la notion d'exclusion et de son rapport à la pauvreté, si j'utilise ponctuellement ce concept, c'est justement pour qualifier certaines des situations observées sur le terrain.

❖ Les limites d'une approche de la pauvreté par l'exclusion

Pour une conception relationnelle de la pauvreté

L'approche sociologique de la pauvreté insiste sur les pauvres comme « *exclus des modes de vie standards de la société à laquelle ils appartiennent* » (Fusco, 2007). Cette notion d'exclusion permet de mettre en perspective l'analyse de la pauvreté car elle impose une réflexion sur toute

la société et sur les liens sociaux (Lazarus, 2012) formel et informels (*relatedness*). Ce terme, d'abord utilisé dans un contexte européen a largement été repris dans les débats à l'échelle internationale. La notion d'exclusion a émergé afin de dépasser l'étude statique de la pauvreté (à partir du seuil de revenu) dominante et de mettre en évidence le « *cumul de handicaps pouvant conduire à une rupture des liens sociaux* » (Paugam, 1998, p. 138). S'impose ici une approche relationnelle de la pauvreté.

En effet, dans le contexte de croissance des années soixante se maintient une pauvreté résiduelle que le plein emploi et l'État providence ne semble pouvoir résorber. C'est pour qualifier ce phénomène que Jules Klanfer publie en 1965 son étude de la marginalité dans les sociétés occidentales : *L'Exclusion sociale*. Dans sa conception, « l'exclusion sociale est la dernière conséquence de la pauvreté dans le monde industrialisé ». Pour lui, le « *pauvre n'est pas simplement celui qui reçoit moins que d'autres, il est celui qui ne participe pas, ou participe de façon très imparfaite, au mouvement social, en suivant ses normes particulières, ou en vivant au jour le jour sans se conformer à aucune sorte de hiérarchie de valeur. Sa vie est marginale par rapport à la société globale* ». Ces travaux sur la persistance de la pauvreté porte la question jusque dans les instances internationales, notamment aux Nations unies. Ainsi, Jean-Philippe Thérien (1999) revient sur la pertinence de la notion permanente dans un contexte où le modèle de croissance doit venir à bout de la pauvreté. L'aspect relationnel de la pauvreté est pris en compte ainsi que la place des individus « pauvres » dans les institutions sociales. De plus, est respectée l'idéologie onusienne de ne pas limiter la pauvreté à une définition quantitative comme sa dimension éthique.

Ainsi, le concept d'exclusion est pris en charge entre autres par Amartya Sen afin d'identifier ceux qui n'ont « *pas le pouvoir de changer leur propre vie* ». Ce dernier distingue l'exclusion active (quand cela est produit par des décisions externes : la privation de droits à la citoyenneté notamment) de l'exclusion passive (en situation de chômage). Ainsi, Sen montre en quoi la privation de droits (qu'importent les raisons et méthodes, par les barrages administratifs, la bureaucratie, et l'allongement de procédures) est une exclusion active produite par les systèmes étatiques, car elle limite et complexifie l'intégration sociale (Fusco, 2007). Bartoli démontre ainsi que l'exclusion est le produit d'un processus plus que d'une situation de manque : « *loin d'être de simples retards ou accidents de parcours le long de la croissance, les situations multidimensionnelles d'extrême pauvreté résultent directement de procédures d'exclusion* » (Bartoli, 1981, p. 21) : exclusion du marché du travail, du système d'éducation et d'instruction, du logement, du système de soins.

C'est donc après les deux décennies de crise économique mondiale (1970-1990) que la notion est réinvestie dans les études témoignant du passage à une pauvreté structurelle (Dubet, 1995) voire systémique (« *l'exclusion est contenue dans les principes mêmes d'une logique*

économique inscrite dans la globalisation des économies, une compétition draconienne et une modification du marché de l'emploi », Zeneidi, 2002). Serge Paugam identifie ainsi une prise de « conscience collective d'une menace qui pèse sur les franges de plus en plus nombreuses et mal protégées de la population » (Paugam, 1996, p. 15).

Les limites de la notion

En lien avec l'usage abondant de cette notion dans la littérature, plusieurs sociologues en ont cependant pointé les limites conceptuelles⁵⁴ et les processus en œuvre expliquant ce phénomène et surtout la dépolitisation de leur traitement (Karsz *et al.*, 2000).

En effet, le terme d'exclusion ne serait pas pertinent puisque les personnes qui y sont exposées ne sortent pas véritablement de la société, mais sont « à une autre place, en périphérie » (Zeneidi, 2002, p. 53). « *Le pauvre est toujours celui de la société dans laquelle il se trouve situé* », et « *c'est cette dernière qui lui donne toute sa consistance* » (Messu, 2003, p. 39). Ainsi, l'analyse de la pauvreté impose de prendre en compte les interdépendances et les relations entre ceux qui ont beaucoup (ou plus) et ceux qui ont peu.

La notion d'exclusion porte un aspect figé voire définitif et ne permet pas de lutter contre la pauvreté. Ainsi, que ce soit Robert Castel, Serge Paugam ou encore Monique Sassier, ces chercheurs tentent de comprendre les processus sociaux qui mènent à la pauvreté. Ainsi, afin de mettre en évidence les dynamiques, ces derniers avancent d'autres concepts tels que la disqualification (Paugam) ou la désaffiliation (Castel).

Djemila Zeneidi (2002) revient sur l'importance des critiques attribuée à la notion d'exclusion, mais elle souligne pertinemment que cela correspond aux limites sémiologiques de tout concept. Un terme ne peut « embrasser » toute la complexité d'une situation, de la réalité toujours emprunte de nuances, de spécificités contextuelles, voire de paradoxes. L'enjeu est d'être conscient de ses implications quand la situation présentée requiert son usage.

❖ Un rapport de domination

« Une personne pauvre n'est pas seulement celle qui a faim, mais aussi celle qui est opprimée, humiliée et manipulée »
United Nations,
1995, *Ethical and Spiritual Dimensions of Social Progress*, New York, p. 38.

Cette citation en exergue est essentielle pour identifier que les principaux acteurs à l'échelle globale ont pris conscience que la pauvreté est bien plus qu'un problème économique à

⁵⁴ Serge Paugam qualifie ainsi l'exclusion de « *paradigme sociétal, c'est-à-dire d'un ensemble de représentations de l'ordre social suffisamment concordantes et stabilisées dans la durée pour que s'organise à l'échelon de la société tout entière une réflexion sur ses fondements et ses modes de régulation.* » (1998, p. 139).

résoudre. La pauvreté doit être considérée comme un problème politique qui a des implications directes sur les conditions de vie des personnes concernées. Ainsi, Diane Lamoureux avance que la pauvreté est le « *symptôme d'un rapport social de domination* ».

Le retour pendant ce chapitre sur les discours et les définitions de la pauvreté dans l'espace urbain permettra de montrer ultérieurement le rôle des représentations des différents acteurs présentés liées à la notion. L'enjeu est de pouvoir mettre en évidence, après la présentation des politiques de traitement de la pauvreté, en quoi ces actions sont liées aux représentations de la pauvreté. Dès lors, il s'agira de faire apparaître les formes de gestion des personnes considérées comme pauvres et leur rôle dans la production de systèmes oppressifs (cf. chapitre 4).

Appréhender la pauvreté comme rapport social de domination implique d'identifier les systèmes sociaux qui contribuent à l'entretenir, et de prendre la mesure que la pauvreté est le produit d'interactions. Il faut dépasser l'idée que la société ne serait composée que d'une simple stratification, mais, dans un contexte capitaliste – soutenu par une part importante des acteurs –, celle-ci s'appuie sur l'oppression et l'exploitation⁵⁵. Alors que les strates permettent de penser la société dans une continuité, la description en classes implique des rapports plus conflictuels. Pourtant, dans cette lignée épistémologique, l'usage du terme de « pauvreté » est souvent occulté car il reste lié au niveau de richesse, alors que l'approche par les rapports de classes impose plus une analyse en termes de position sociale (dans les rapports de production). Ainsi, au-delà de la description du phénomène, l'idée est d'en identifier la cause, afin de l'expliquer.

La démarche critique dans laquelle je m'inscris pense la pauvreté comme le produit d'un système inégal. Ainsi, il s'agira aussi de faire apparaître les liens entre les différents systèmes, notamment entre le capitalisme et le patriarcat, mais aussi le rôle des lectures culturalistes, essentialistes et ethnistes des minorités, dans le contexte du fonctionnement du capitalisme et d'interroger le rôle de l'État et des politiques publiques comme porteurs de ce système. Ainsi, la question de la citoyenneté, de son accès et de ses modalités d'exercice est centrale dans la compréhension du phénomène de pauvreté.

⁵⁵ Il ne s'agit pas ici de dire qu'un système oppressif est préférable à un autre, ni que seul le capitalisme l'est. La mise en œuvre contemporaine de régimes communistes n'a pas non plus permis de sortir de ces rapports de force. La reprise d'une phrase du militant Errico Malatesta est instructive : « *On opprime les hommes de deux façons : ou directement, par la force brutale, par la violence physique; ou indirectement, en leur soustrayant leurs moyens de subsistance et en les réduisant ainsi à l'impuissance.* ». Si les régimes totalitaires, qu'importe leur idéologie socialiste, ont privé les individus de leurs libertés, le capitalisme actuel, fondé sur la propriété privée, capte les moyens de production et la redistribution inégale implique des rapports de domination de classes.

Politique et citoyenneté

La définition politique de la pauvreté prend en compte les impacts de ce phénomène sur la citoyenneté. Une première analyse permet d'avancer que le défaut d'intégration à la société de consommation des pauvres se traduit par un déficit de citoyenneté (manque de reconnaissance sociale associée à une faible participation à la vie publique) (Messu, 2003). C'est dans cette perspective que sont pensées les principales politiques de la lutte contre la pauvreté à Jakarta, en cherchant à combler le manque par l'accès aux ressources (*Raskin*) ou au travail ou par l'allocation universelle (*BLT* ou *PKH*) qui se voudrait émancipatrice.

Or, s'il est un manque dans la pauvreté, c'est surtout un manque de liberté, comme l'a très pertinemment fait remarquer Sen (2003). Ce manque de liberté participe de la logique de l'assujettissement (Lamoureux, 2003). Certes, Sen reconnaît le plus évident, le manque de revenu, mais il insiste en même temps sur la relativité de l'accès aux ressources économiques, variable non seulement d'une société à l'autre mais également d'une personne à l'autre, mais aussi sur la mise en évidence des couplages des handicaps sociaux récurrents : les rapports sociaux de sexe sont d'une importance capitale pour comprendre la pauvreté et les différences de libertés.

Or cette liberté, c'est dans la citoyenneté qu'elle trouve sa solution et pas seulement dans le transfert de ressources matérielles, même si celui-ci reste nécessaire. La citoyenneté revêt une dimension libératrice dans la mesure où elle ne repose pas fondamentalement sur la reconnaissance des besoins, mais sur celle de l'appartenance. Cette appartenance reconnue donne en fait « créance » aux individus par rapport à la société dont ils et elles sont membres. Elle rompt la dynamique de l'exclusion et de la désaffiliation pour mettre au premier plan la responsabilité de la société vis-à-vis de l'ensemble de ses membres. C'est pour cette raison que la situation d'informalité identifiée de certains groupes ou de certaines personnes est un véritable enjeu dans la perpétuation de la pauvreté dans la métropole de Jakarta. Le gouvernement indonésien par son recensement des populations pauvres (via le programme TNP2K) cherchait en effet à établir quelle somme permettrait de sortir ce groupe d'individus de la pauvreté, comme me le présentait Vivis, lors de notre entretien à BAPPENAS. Ainsi, même si le développement de système de redistribution et d'assurance sociale cherche à réduire les inégalités et la pauvreté monétaire relative, François Bourguignon souligne que celui-ci ne permet pas d'éliminer les « *frustrations économiques et sociales* » (2006). Penser la pauvreté comme un rapport social permet donc la remise en cause de l'idée selon laquelle l'élimination de la pauvreté relèverait essentiellement de politiques de transferts fondées sur une logique de compensation monétaire – ce que pense et fait le gouvernement indonésien – et défend l'idée selon laquelle, en dépit des dispositifs d'aides et d'assistance, la pauvreté ne se résorbe pas, voire s'accroît, du fait du système et des rapports sociaux qui l'entretiennent.

Un rapport social institutionnalisé par l'assistance

Une autre façon de définir la pauvreté consiste non pas à observer les conditions de vie ou le niveau de revenu d'un ménage ou d'une personne, mais plutôt à analyser les liens que cette dernière entretient avec le reste de la société à travers les mesures d'assistance sociale. L'approche constructiviste n'interroge plus la « pauvreté » en soi mais sa construction comme représentation sociale et objet de politique publique : le pauvre est celui que la société désigne comme pauvre (Lazarus, 2012).

Georg Simmel, dans son texte *Les Pauvres* (1907), a été le premier à affirmer cette définition relationnelle de la pauvreté qu'il définit comme la relation d'assistance. Les pauvres ne sont pas caractérisés par le manque et les privations mais par « *l'attitude collective que la société, en tant que tout, adopte à leur égard* ». Ils ne constituent pas un groupe et sont isolés les uns des autres, car, écrit Simmel, « *ce qu'il y a de plus terrible dans la pauvreté est le fait qu'il y a là des êtres humains qui, dans leur position sociale, sont pauvres et rien que pauvres* ». L'assistance aux pauvres a pour objectif de « *supprimer les dangers et les pertes représentés par les pauvres vis-à-vis du bien de la communauté* ».

C'est pourquoi, souligne Simmel, dans certains pays, l'obligation de l'État d'assister « le pauvre » n'est pas le droit du pauvre mais celui du citoyen qui paie des impôts. Ainsi, l'assistance est conservatrice et a pour objectif de maintenir le « *statu quo social* » et non pas de sortir les pauvres de leur pauvreté. L'aspect conservateur des politiques de traitement de la pauvreté sera explicité dans la dernière partie de cette thèse.

❖ Appréhender la pauvreté par sa dimension spatiale

L'ensemble des réflexions définitionnelles exposé jusqu'ici a permis de montrer la difficulté de proposer une définition « opératoire » de la pauvreté. Cependant, dans une approche de sciences sociales, la question reste centrée sur la compréhension de ce phénomène dans la société. Pour comprendre la manière dont les inégalités sont produites et dont la pauvreté est insérée dans la société, la prise en compte de la dimension spatiale dans leur description est incontournable. Si, comme présenté plus haut, les inégalités sociales participent à l'identification de ce que serait la pauvreté, beaucoup d'indices de ces inégalités se trouvent dans l'espace, comme le postule l'entrée de la justice spatiale. Vincent Veschambre affirme donc que « *comme tout phénomène social, les inégalités ne sont pas abstraites, éthérées, mais revêtent nécessairement une dimension spatiale, s'incarnent dans des corps, s'inscrivent dans des lieux (localisation résidentielle, rapport à la mobilité...), renvoient à des échelles (maîtrisées, pratiquées)* » (2010, p. 265). Sans compter que l'approche dimensionnelle de l'espace permet

notamment de dépasser les questions strictement économiques de la pauvreté dont la critique a déjà été émise.

L'augmentation des inégalités à toutes les échelles déjà présentée est à analyser au prisme d'un « *regard critique sur les formes sociales et spatiales produites par les systèmes de production, les rapports sociaux, mais aussi les idéologies qui les sous-tendent* » (Présentation du laboratoire de recherche UMR Espaces et sociétés (ESO)).

Ainsi, l'identification des personnes considérées comme « pauvres » dans l'agglomération de Jakarta implique de prendre en compte différents types d'espaces « considérés comme pauvres » par les acteurs présentés jusqu'alors comme entrées sur le terrain. Bien que leur présentation soit détaillée ultérieurement en particulier leur description morphologique et sociologique précise, nous pouvons dès à présent relever plusieurs types d'espaces de la pauvreté urbaine dans cette métropole, qui feront l'objet d'une étude approfondie.

En reprenant les définitions formulées, certains espaces apparaissent comme relevant de cette réalité sociale dans les représentations et les pratiques des acteurs participant au traitement de la pauvreté à Jakarta. La conséquence de ces choix fait que ce travail ne se limite pas à l'analyse de la répartition des pauvres selon leur revenu ou à la figure même de l'espace pauvre dans une mégapole du sud : le bidonville, le *slum* ou le squat. Ces quartiers, espaces de « survie » ou de « subsistance » sont évidemment essentiels dans la compréhension de la géographie de la pauvreté à Jakarta, ils sont aussi systématiquement identifiés comme « pauvres » par les acteurs (à toutes les échelles). En revanche, ces espaces ne sont pas les « espaces de l'assistance » : les aides émises pour la réduction de la pauvreté dans l'espace visent d'autres quartiers, officiels, qualifiés de pauvres comme de très nombreux *kampung* dégradés (Cf. Chapitres 3, 4 et 5). À ceux-là on peut ajouter les logements sociaux collectifs. C'est du fait de cette diversité des espaces considérés comme pauvres que j'ai pris le parti de ne pas choisir d'office une entrée par type de quartier, ou « par principe » uniquement dans les bidonvilles, afin de faire apparaître la diversité des formes spatiales que peut prendre la pauvreté. Ainsi, il faut faire une analyse des pratiques, des représentations, des formes d'appropriation de l'espace, pour pouvoir caractériser et hiérarchiser socialement les individus et les groupes sociaux afin d'en appréhender les modes de reproduction sociale. Le positionnement social se joue en partie dans la dimension spatiale, c'est-à-dire dans la capacité inégale qu'ont les individus et les groupes à retirer des usages de l'espace un certain nombre de ressources matérielles et symboliques et à les transmettre. C'est dans l'analyse des hiérarchisations sociales qu'interviendra ponctuellement la proposition de raisonner en termes de « capital » à propos de l'espace (Veschambre, 2006).

1.3. La question de la pauvreté « saisie » par des groupes stratégiques

1.3.1. La pauvreté comme « arène »

La présentation des acteurs participant à la définition de la pauvreté montre une très grande diversité et une hétérogénéité dans la manière d'appréhender le phénomène, de le comprendre et de le combattre. Ainsi l'idée même de pauvreté peut être comprise comme en champ d'affrontement de points de vue. Jean-Pierre Olivier de Sardan et Thomas Bierschenk synthétisent cette idée par le propos suivant : *« C'est à la fois un "marché" (au sens métaphorique) où les acteurs dotés de "capitaux" divers (capital économique, symbolique, social...) sont en concurrence, à la fois un certain type de structure sociale autonomisée (des institutions, des agents spécialisés, un langage) et à la fois un espace de jeu et d'enjeux relevant d'un rapport de forces entre groupes sociaux. »* (1994, p. 3). Mais afin d'insister sur les conflits entre acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs, les deux anthropologues préfèrent la notion d'« arène ». Cette idée permet aussi de mettre en évidence la mise en scène de ces luttes au profit de l'image de ces différents acteurs qui est indissociablement liée à leurs rôle dans la gestion de la pauvreté tout en valorisant les oppositions profondes entre eux à l'origine de conflits (définitionnels, opérationnels...).

Pourtant, peut-on se demander si, malgré la diversité des acteurs, ce groupe stratégique ne pourrait pas être considéré comme une classe sociale, au sens d'un groupe conscient de sa position et capable de mobilisation pour défendre ses intérêts ? (Sassen, 2009).

Cette réflexion permet de dépasser la recension effectuée des acteurs durant la première partie de ce chapitre, afin de prendre en compte toutes les parties prenantes. Ainsi, l'idée est d'introduire ici en plus des institutions internationales et gouvernementales, les différentes organisations de recherche et d'aide à cette population telles que les ONG, associations locales et instituts de recherche. En effet, malgré leur importance dans la gestion de la pauvreté, il n'était pas pertinent de les présenter plus tôt car ces groupes d'acteurs ne sont pas producteurs de définitions. En revanche, ces structures, à différentes échelles, qu'elles soient locales, nationales ou internationales investissent les définitions et les idéologies exposées précédemment et participent à la gestion de la pauvreté, voire à la production de pauvres ou de certaines images et représentations qui leur sont associées. Enfin, il faudra revenir aussi sur les interactions entre tous ces acteurs officiels et de la société civile et leurs conséquences dans la gestion de la pauvreté.

❖ Un système organisé

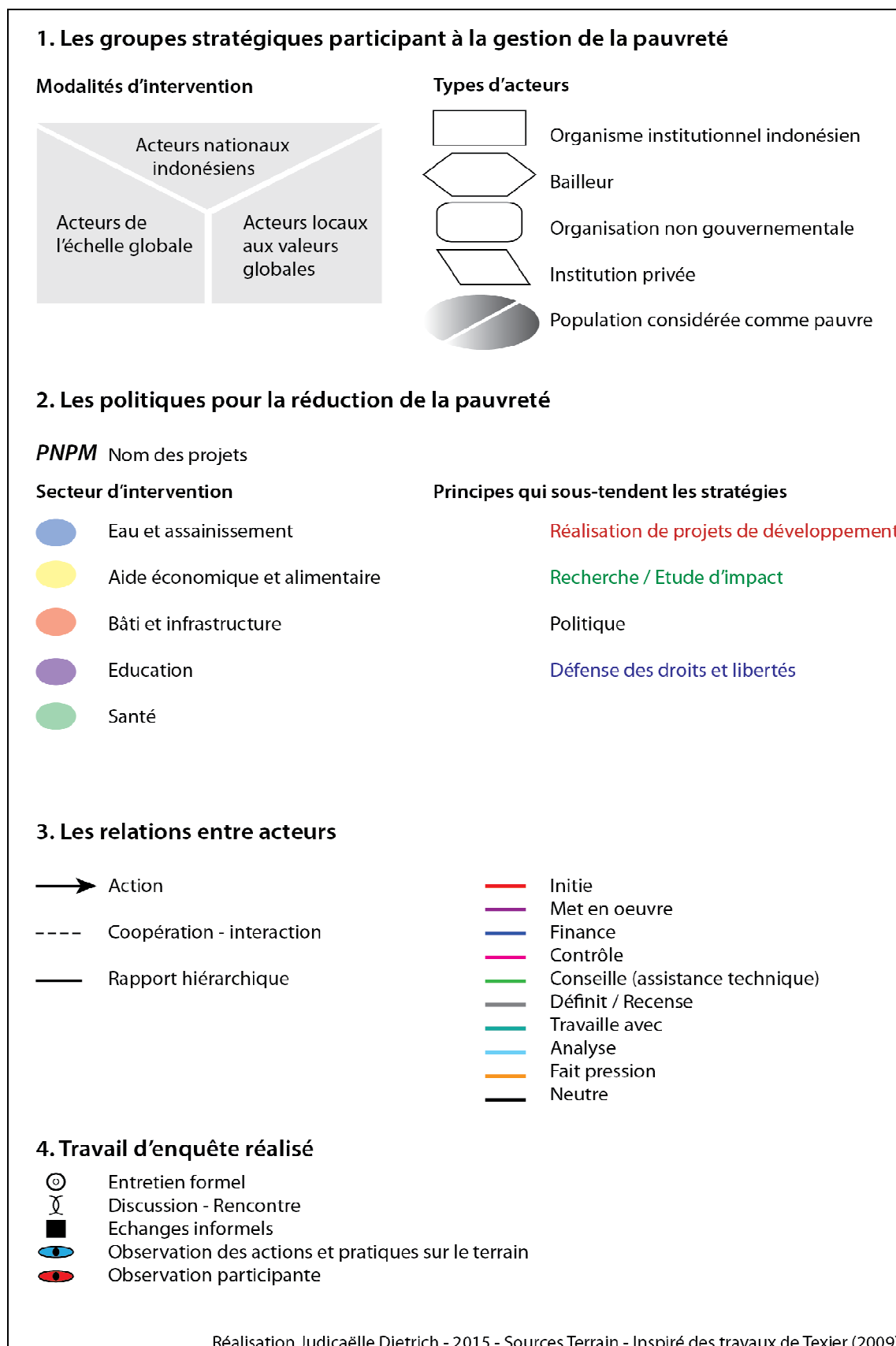
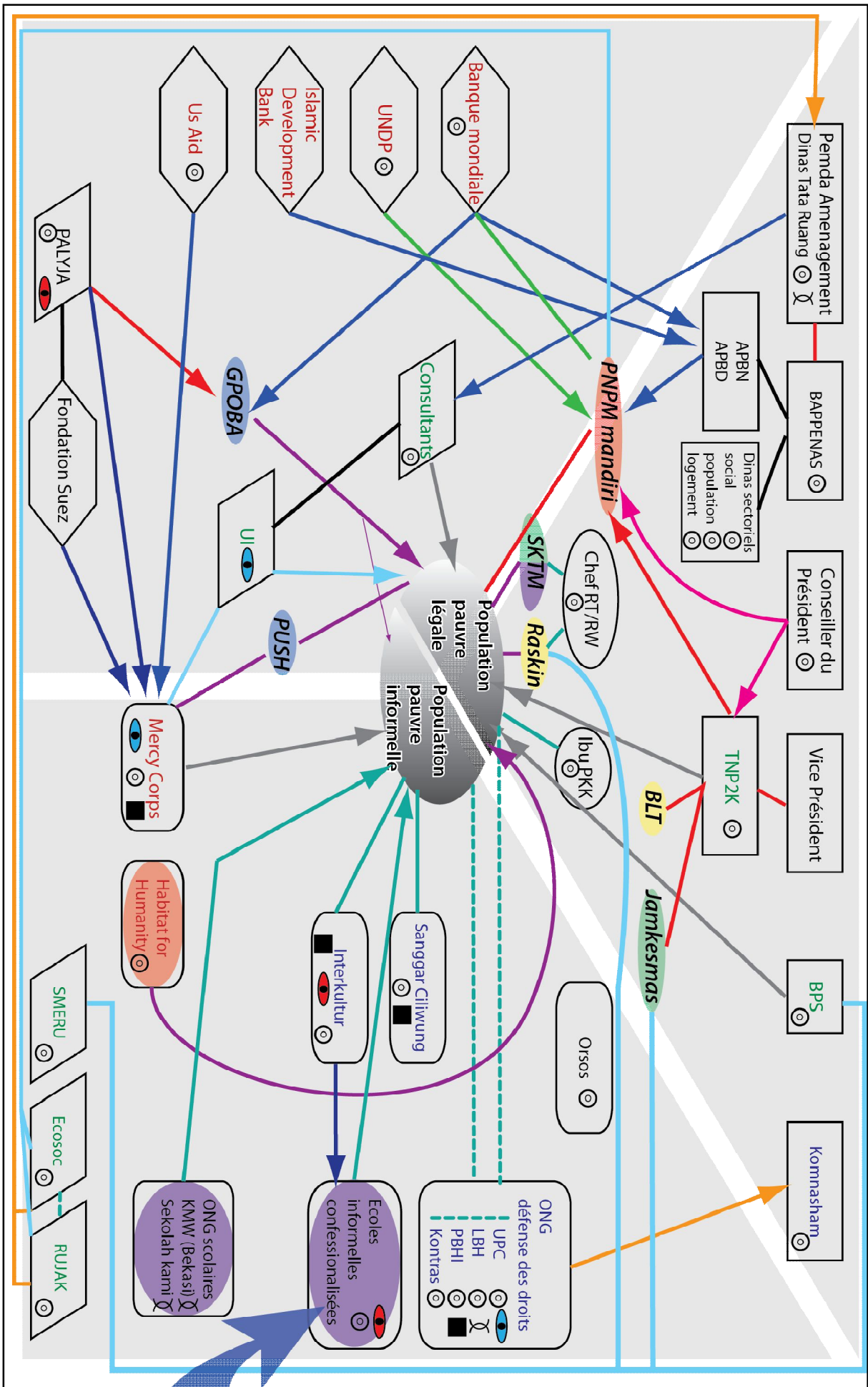


Figure 1 : Organigramme des groupes stratégiques de la gestion de la pauvreté à Jakarta



Groupes stratégiques et jeux d'acteurs

La figure 1⁵⁶ cherche à synthétiser l'organisation et les interactions entre les différentes parties prenantes dans le domaine étudié. L'objectif est de mettre en évidence les hiérarchies (selon les échelles d'actions) en fonction des types de participation à la gestion de ce phénomène : l'évaluation de la pauvreté et ses définitions, les politiques de gestion et d'aide à la personne et au ménage. Ainsi, les outils – ou les politiques visant la réduction de la pauvreté – mis en place par les acteurs sont représentés (en majuscules italiques) en indiquant leur secteur d'application (en couleur). Les types d'acteurs selon leur structure (encadrement) sont différenciés en fonction des principaux enjeux qui sous-tendent leur action (en couleur).

La diversité des relations mise en évidence par cet organigramme (en fonction des couleurs des traits et de leur forme) témoigne de la complexité de la gestion de ce domaine sensible. Sans être exhaustif (puisqu'il s'appuie essentiellement sur les rencontres effectuées sur le terrain recensées dans l'annexe 1), l'organigramme cherche à mettre au jour les principaux acteurs identifiés. Ont été ajoutées les différentes formes d'interactions effectuées avec ces acteurs en fonction des situations rencontrées sur le terrain.

Ce schéma de synthèse tente de faire apparaître la complexité des relations entre les acteurs participant à la prise en charge de la question de la pauvreté et la diversité des modes d'intervention envers les populations concernées.

Les rapports de force sont à souligner. Le rôle du financement par les bailleurs permet d'orienter un grand nombre d'actions et de mettre en œuvre le programme PNPM. L'autre aspect fondamental est l'importance de structures nationales dont la production définitionnelle implique une orientation des projets envers une partie de la population. En effet, toutes les données pour toute mise en œuvre de projet sont exclusivement appuyées sur les statistiques produites par BPS. Qu'importent les définitions et critères élaborés par la Banque mondiale, le PNUD ou les autres stratégies d'évaluation, le recensement de BPS est toujours la base des sélections... excluant d'office les personnes non recensées par défaut d'adresse. Cet aspect a été confirmé par tous les entretiens auprès d'acteurs mettant en œuvre des politiques, tant internationaux que gouvernementaux tout comme les ONG internationales soumises à autorisation.

⁵⁶ Si la lecture de cette figure est fastidieuse, le chapitre 1 a comme objectif de présenter et d'expliquer les relations et rapports de force qui existent entre les acteurs pour pouvoir les discuter tout au long de la thèse. Ainsi, il pourra m'arriver de faire référence à cet organigramme ensuite.

Le rôle éminent du gouvernement central et municipal dans les politiques de réduction de la pauvreté apparaît, ce qui rend extrêmement difficile de mettre en œuvre des actions ou des soutiens hors de son cadre imposé. Dès lors, la production de l'informalité (Cf. Chapitre 6) est un élément essentiel de la compréhension de rapports sociaux structurellement inégaux.

La multiplicité des acteurs rend aussi difficile l'identification des responsabilités et perturbe fortement toute idée d'accessibilité ou de relation directe avec la population vulnérable. Mais malgré le grand nombre d'intervenants aux référents et principes d'actions différents, il faut souligner finalement une très forte concentration.

Au-delà des institutions produisant définitions et politiques structurantes sur ce sujet, sa prise en charge dépend de bien d'autres intervenants. En effet, la pauvreté a également fait son apparition dans le registre des luttes sociales. Ces différents acteurs participent donc non seulement à la gestion mais aussi à la production de représentations sur la pauvreté et sur les personnes qu'ils considèrent comme pauvres. Ces dernières peuvent être appréhendées en identifiant le sens global que les acteurs confèrent à leur action et sur les résultats qu'ils en escomptent.

1.3.2. L'émergence d'un groupe social mondialisé

❖ « Théories de l'acteur » et espace

De la localisation des acteurs

Le relevé des adresses des lieux des entretiens auprès des acteurs est instructif pour aider à comprendre les choix stratégiques effectués. Pour mettre en évidence le rôle de l'espace, je m'appuie ici sur les « théories de l'acteur » explicitées par Fabrice Ripoll (In Séchet, Veschambre, 2006).

L'idée est de prendre en compte que toute action (ici en direction de la pauvreté ou de personnes considérées comme pauvres) est située, pas seulement dans le temps, mais aussi dans l'espace. En s'appuyant sur l'hypothèse de Fabrice Ripoll que chaque action a une dimension spatiale, interroger la localisation des acteurs partie prenante du traitement de la pauvreté peut être un point de départ : « *où sont les hommes et les femmes qui (...) produisent [ces actions] ?* », « *où sont les acteurs en action ?* ».

Au-delà de la simple localisation, appuyée sur la carte, il s'agit d'interpréter la signification de ces lieux et de ces situations ici pointés, en dépassant l'idée déterministe que leur position expliquerait leurs comportements sociaux et serait révélée par leur seule stratégie.

En revanche, l'analyse s'appuie sur le postulat que le contexte local joue un rôle et que pour le comprendre, il s'agit d'essayer d'adopter le point de vue des acteurs concernés, en prenant en compte tant leur rationalité que leur système de valeurs.

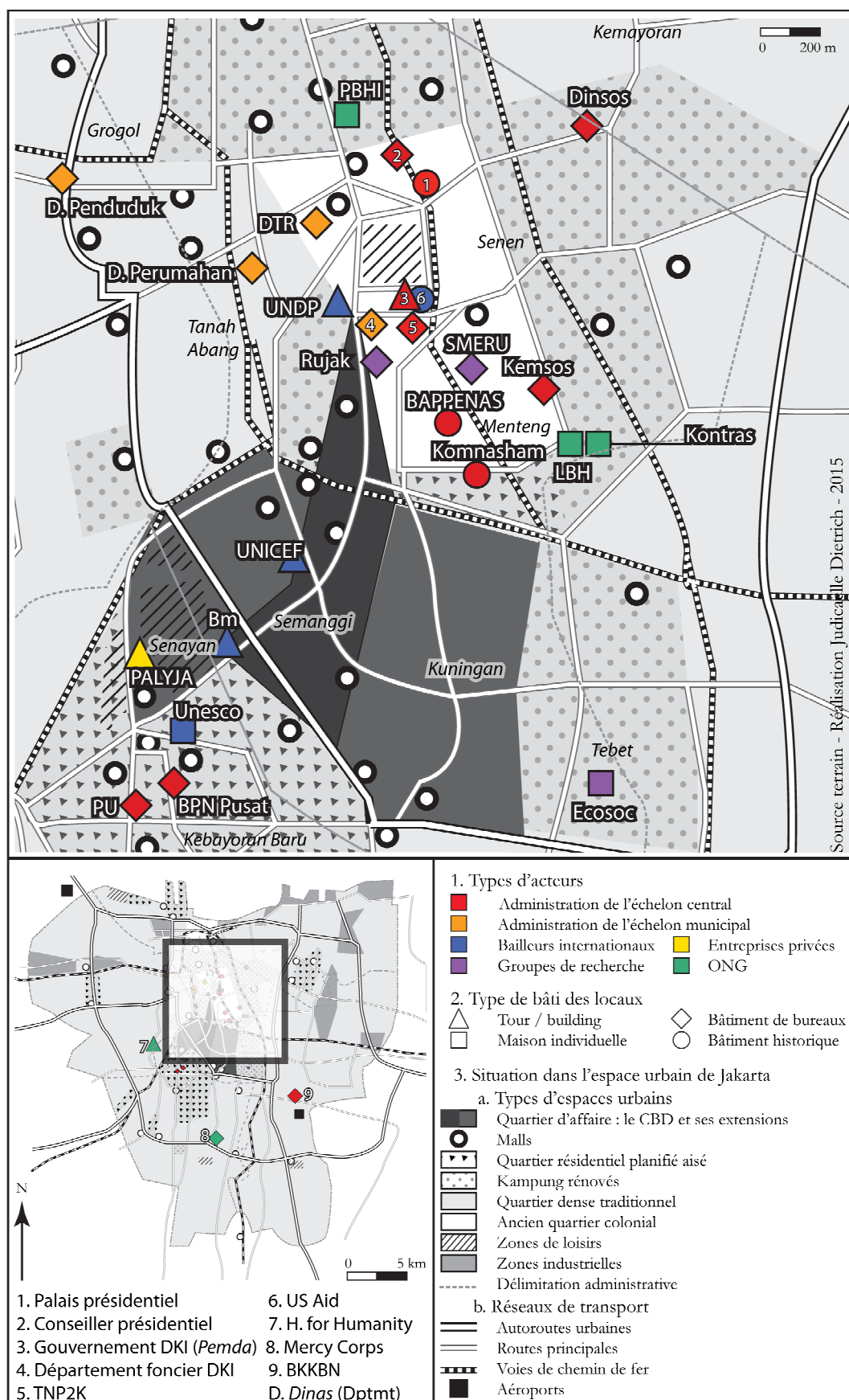
Une forte concentration

Cette carte fait apparaître plusieurs éléments de localisation en s'appuyant sur la morphologie urbaine et sur les fonctions des acteurs. Selon les organismes et leurs échelles d'appartenance, les types d'espaces investis diffèrent. Ainsi, les organisations internationales s'égrènent le long du principal axe routier de Jakarta, la *Jalan Sudirman* prolongée par *Thamrin*, dans de hauts buildings récents, desservis par la technologie moderne et sécurisés. Ainsi, ces instances en charge de la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale se situent au cœur du CBD de Jakarta (Triangle d'Or). Les autres acteurs internationaux, entreprises ou ONG se trouvent ou dans les tours précédemment évoquées ou dans les nouveaux espaces intégrés des nouvelles centralités de Jakarta, les *malls*, centres commerciaux, bureaux et logements regroupés dans un ensemble de bâtiments connectés. Il faut cependant citer le cas particulier de Mercy Corps, dont les bureaux sont dans un bâtiment administratif situé au sein d'un quartier résidentiel du Sud de DKI... plus près des lieux de résidences de ses employés internationaux m'a-t-on affirmé en entretien, et dont l'accessibilité est facilitée par la proximité de l'autoroute.

Par ailleurs, les ONG internationales bénéficient d'une très forte proximité personnelle et culturelle avec les institutions internationales ainsi qu'avec les acteurs privés sur place (sans revenir sur la sociologie des groupes expatriés entre eux). Ainsi, la connexion à l'eau courante de quartiers périphériques financée par le programme GPOBA de la Banque mondiale est réalisée techniquement par PLYJA⁵⁷ relayée sur place pour la socialisation par les agents de l'ONG Mercy Corps.

Les instances du gouvernement central repérées ne sont pas exhaustives. Je me suis concentrée sur les entretiens effectués en lien avec mon sujet. Elles sont situées à Menteng, dans le quartier colonial (et ses extensions vers Salemba) qui a accueilli une part importante des fonctions administratives depuis le XIX^e siècle (voir Chapitre 3). Les différents départements de la municipalité de Jakarta sont aussi dans ce quartier autour de Monas, concentrés dans des bâtiments administratifs dédiés. Le ministère des Travaux Publics (PU) se situe à l'extrême sud du triangle d'or dans un vaste terrain clos à proximité d'un quartier résidentiel de très haut standing.

⁵⁷ PT PAM Lyonnaise Jaya (la compagnie gestionnaire du réseau d'eau, filiale de SUEZ Environnement, dans la partie Ouest de Jakarta DKI).



Carte 1 : Répartition des principaux acteurs en charge du traitement de la pauvreté à Jakarta
 (Sources : Enquêtes de terrain novembre 2010-juillet 2013)

Dans l'ensemble tous ces lieux sont sécurisés avec contrôle à l'entrée et badge en échange d'une pièce d'identité pour monter dans les étages avec une preuve de rendez-vous. Ils sont accessibles dans la mesure où ils sont au centre de la ville et sur les grands axes. Le TransJakarta – le bus en site propre – permet de s'y rendre assez facilement même si l'organisation du bâti et de la circulation est pensée pour des véhicules individuels.

Les associations et ONG locales recensées ici (principalement orientées dans la défense des droits des individus) sont à proximité de ces lieux très centraux mais ont une localisation moins identifiable sur le terrain ; pas nécessairement moins accessible mais très peu lisible ou visible. En effet, la plupart se trouve dans des quartiers résidentiels sans aucune desserte par les transports en commun. La très grande partie des personnes y travaillant circule à moto. Les bureaux sont en fait dans des maisons individuelles sans signe extérieur de la présence de l'association (même LBH, hébergée pourtant un petit bâtiment administratif, dont le rez-de-chaussée semble totalement vide ou occupé par quelques personnes oisives). De plus, certaines de ces structures ont déménagé plusieurs fois entre 2011 et 2013 (trois fois pour PBHI et Rujak).

La concentration des acteurs dans le centre de Jakarta n'implique pas nécessairement des interactions poussées entre toutes ces structures. En revanche, l'organigramme permet de faire apparaître des relations spécifiques entre acteurs qu'il s'agit d'analyser. Leur localisation simplement exposée ici nécessite une interprétation qui pourrait participer à la compréhension des répertoires d'actions mobilisés par ces acteurs. En effet, tout en étant tournés vers un même projet, la lutte contre la pauvreté, leurs types et les échelles d'actions diffèrent.

❖ Les limites de la coprésence

La prise en compte du contexte est primordiale dans la compréhension des stratégies des acteurs ainsi que des relations concrètes entre agents et acteurs de structures différentes. La localisation en certains lieux est obligatoire, ne serait-ce que pour accueillir le matériel nécessaire au travail. En revanche, chaque localisation n'enferme personne et reste accessible à tout être humain mobile (sauf handicap potentiel). Ainsi, par leur localisation, on peut donc aborder les possibilités ou les limitations apportées aux rencontres concrètes entre les individus.

Des acteurs accessibles ?

Il n'est évidemment pas nouveau de relever la nécessité de la coprésence (largement prouvé en géographie économique, mais aussi souligné comme l'essence même de la définition de la ville par les géographes Michel Lussault et Jacques Lévy). L'importance (matérielle et symbolique) des rencontres et des interactions de visu pour faire émerger un projet ou élaborer

une politique est reconnue. Alors que tous les acteurs relevés ici ont un accès total aux nouvelles technologies de la communication, qui permettrait l'économie des déplacements dans une ville où ils sont reconnus comme compliqués (longs, embouteillés), les actions mises en œuvre pour la réduction de la pauvreté supposent de multiples rencontres entre individus. Ainsi, en s'appuyant sur l'organigramme, l'importance des relations entre les acteurs selon leur rôle dans un projet (initiateurs ou porteurs d'un projet, financeur, décideur, et réalisateur) implique des rencontres régulières ce qui peut participer à justifier leur proximité.

On pourra d'ailleurs s'interroger sur la place des populations ciblées par ces projets et leur place dans l'élaboration de ceux-ci : l'organigramme montre les structures qui ont des liens directs avec les populations considérées comme pauvres (puisqu'elles nécessitent une aide organisée) selon leur statut officiel. Cette question peut être croisée avec le repérage de certains espaces quasiment « inaccessibles » pour ces populations. On peut ainsi relever les lieux de travail des grandes instances internationales, des structures administratives de l'échelle nationale et municipale et de certaines ONG (Mercy Corps ou Habitat for Humanity). En revanche, LBH, Kontras ou PBHI disposent d'espaces d'accueil pour recueillir la parole des personnes leur demandant un soutien. Ainsi, il est nécessaire de remarquer tout ce qui va favoriser ou au contraire limiter ces rencontres concrètes, éléments tout aussi signifiants que la coprésence elle-même. La prise en compte de la dimension spatiale intègre les conditions et les possibilités de « rencontres interpersonnelles (ou impersonnelles) » précise Fabrice Ripoll (2001), qu'elles soient matérielles ou idéelles (ressentir la possibilité de se rendre et d'être reçu à un endroit, par des personnes disposées). Cette carte et cet organigramme permettent donc de pointer l'importance des distances physiques entre agents sociaux, et dans les cadres matériels de leurs actions. Rappelons que :

« Enfin, plutôt que de postuler la liberté des acteurs au nom de cette mobilité, il semble plus raisonnable de souligner l'ambivalence de son statut. Le fait que les êtres humains aient un corps leur permet mais aussi les oblige à se déplacer (ou à pouvoir « faire faire » : à faire se déplacer les autres à sa place). Non seulement la mobilité peut être obligatoire (ou fortement contrainte) ou au contraire interdite (emprisonnements, assignations à résidence, interdictions de territoire, etc.), non seulement les itinéraires et les temps des déplacements sont souvent canalisés ou encadrés (par les infrastructures et rythmes sociaux), mais on sait aussi qu'il existe de grandes inégalités sociales face à la mobilité. D'une part, les distances-coûts comme les distances-temps ne sont pas les mêmes pour tous les budgets. D'autre part, tous les lieux ne se valent pas et ne sont pas également accessibles à tous : certains lieux sont appropriés par des individus ou groupes

sociaux aux dépens des autres, et ce par divers moyens physiques, juridiques, économiques ou encore symboliques, qui leur permettent non seulement de s'en réserver l'usage, mais encore d'en user comme d'une ressource ou d'un capital».
(Ripoll, 2006, p. 11)

❖ Les acteurs de l'échelle globale

Une partie des acteurs participant à la gestion de la pauvreté sont producteurs de définitions et de politiques spécifiques envers les populations ou les espaces considérés comme pauvres. Au-delà de cette action normative, ces groupes sont aussi en mesure de produire des savoirs, mais aussi des pratiques. Leur échelle d'action internationale leur confère même une fonction normative dans l'émission de « bonnes pratiques » dans les politiques de traitement de la pauvreté, voire de « bonne gouvernance ».

Ainsi, peut-on mettre en évidence un groupe social mondialisé, essentiel dans l'appréhension et la compréhension du phénomène, en particulier à l'échelle mondiale, que l'on peut qualifier dominant puisque normatif dans les approches, les analyses et les actions : il faut s'y conformer. Ce groupe stratégique est désigné par Saskia Sassen de « classe globale ». Bien que les travaux de cette dernière portent sur les villes « globales », quelques métropoles spécifiques de la mondialisation comme espaces privilégiés des rapports entre capital et travail, son approche peut être étendue parfois à d'autres cas, ou plutôt à quelques lieux qui connaissant des dynamiques semblables. Les recherches sur les « lieux de la mondialisation » proposent d'autres entrées comme l'architecture, dont le rôle serait pertinent pour appréhender ces espaces. Ainsi, on peut évoquer ici la mise aux normes globale des métropoles qui s'opère, appuyée sur certains modèles et sur la production de formes spécifiques, telles que les tours (icônes) (Sklair, 2006). Le propos ici va se concentrer sur les acteurs et sur la pertinence de les appréhender comme un groupe stratégique. Les relations entre ces structures (cf. organigramme) mettent en œuvre de nouveaux rapports sociaux observables dans l'espace urbain.

Que ce soit la Banque mondiale, les Nations unies, ou les firmes transnationales (avec mission de service public, comme s'applique à le souligner Suez par exemple) ainsi que certaines ONG internationales, ces structures ont des agents dans la plupart des « grandes villes », dans toutes les villes « globales » et appartiennent à une culture commune. La circulation des élites urbaines entre ces différentes institutions et la conséquence de ces interactions fortes dans la production de représentations et de pratiques est démontré par de nombreuses études, notamment dans la production de modèles urbains ou de politiques urbaines ayant pour fonction de gérer la question de la pauvreté (McCann et Ward, 2011 ; Verdeil, 2005 ; Roy, 2011).

❖ Les acteurs aux valeurs globales

Une nouvelle « classe » portant des valeurs « universelles »

D'autres acteurs participent dans cette arène du traitement de la pauvreté dont les modalités d'actions diffèrent du groupe stratégique précédent, tout en en exploitant certains principes. Dans le processus de globalisation, Saskia Sassen définit l'émergence d'une nouvelle classe globale, de la société civile (membres d'ONG ou d'associations locales), capable de mettre en scène leur démarche au service des principes qu'ils défendent. Cette nouvelle catégorie d'acteurs se concrétise par l'affirmation de certains individus qui se saisissent de valeurs « mondiales » afin d'interpeller leur État et de réclamer des politiques spécifiques. Ces démarches de structures militantes cherchent à produire du sens, défendre des valeurs, développer la réflexivité du plus grand nombre et à transformer les raisonnements et manières de voir (convaincre voire convertir).

La lutte contre la pauvreté et ses conséquences (atteintes à la citoyenneté, vulnérabilités, injustices) est une thématique porteuse pour des dénonciations par ces groupes de la société civile. Ces stratégies s'appuient sur des principes et valeurs considérés comme universels donc qui s'appliquent à toutes et à tous, défendant une posture morale que chacun doit respecter. Les droits humains définis et promus par les agences des Nations unies sont pris en charge par ces acteurs et/ou militants pour dénoncer des injustices existantes dans leur société et justifier leur action. Ainsi, le site internet de PBHI fait référence sur sa page d'accueil à l'article 1 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme⁵⁸. De plus, au cours des multiples rencontres avec Uli, membre active de cette ONG et militante pour les droits des femmes, celle-ci s'est plusieurs fois agacée des pratiques du gouvernement indonésien et municipal à l'encontre des populations vulnérables (notamment en situation d'informalité) et elle expliquait son argumentaire à destination du *Komnasham* (*Komisi Nasional Hak Asasi Manusia* ou comité national des droits humains) pour dénoncer les injustices que ces personnes subissaient. Et pour ce faire, celle-ci s'appuyait explicitement sur les accords qu'a signés l'Indonésie avec les Nations unies (UNPDF pour 2011-2015) ainsi que sur le préambule de la Constitution de la République indonésienne (en particulier le chapitre X consacré aux « Droits de l'homme » et les articles 28C, G et H⁵⁹). De

⁵⁸ « *All human being are born free and equal in dignity and right. There are endowed with reason and conscience and should act towards one another in a spirit of brotherhood* ».

⁵⁹ La traduction de ce texte est disponible en ligne <http://mjp.univ-perp.fr/constit/id2002.htm>, retranscrite dans l'annexe 9 et l'on peut relever ces quelques extraits :

« *Chapitre XA. Droits de l'homme. Article 28C. 1. Chacun a le droit de se développer lui-même par l'épanouissement de ses besoins fondamentaux, le droit à l'éducation, et de bénéficier de la science et la technologie, des arts et la culture, dans le but d'améliorer la qualité de sa vie et pour le bien-être de la race humaine.*

2. Chacun a le droit de s'améliorer par le combat collectif pour ses droits à développer la société, la nation et l'État.

Article 28G. 1. Chacun a le droit de protéger sa famille, son honneur, sa dignité et sa propriété ; il a le droit de se sentir en

même, Ronny Poluan affirme qu'il a le soutien total de la Banque mondiale (qui serait « *en colère contre le gouvernement indonésien (...) qui déteste son circuit touristique*⁶⁰ ») mais celle-ci ne pourrait l'aider car ne peut distribuer ses prêts et dons qu'aux États et non aux privés. Ainsi, l'échelle globale est régulièrement évoquée pour légitimer le propos et les actions tout en pointant l'échelon où se situe le problème : le gouvernement national indonésien et municipal de DKI.

Genèses

Au départ de ce groupe stratégique, on peut souligner la constitution de plusieurs micro-ONG ou associations personnes dont le parcours est important pour comprendre leur engagement. Que ce soit à UPC, LBH, PBHI (les associations d'aide juridique), ou Inter-kultur et Sanggar Ciliwung (ONG locales d'aide aux populations pauvres de Jakarta), les fondateurs de chacune de ces organisations ont été exposés à des discriminations voire même à des atteintes directes à leur liberté ou à leur intégrité physique pendant la période dictatoriale. Leur lutte contre le système autoritaire de Suharto est essentielle pour comprendre leur parcours personnel et leur choix de formaliser et diffuser leur militantisme par la création d'association ou d'ONG.

Dans chacune de ces structures, la première rencontre est particulièrement signifiante car elle explique les choix stratégiques effectués au service de leur action et de la défense de leurs principes. Lors du premier entretien auprès de ces cinq structures (il y a eu ensuite plusieurs rencontres) m'a été conté le parcours du fondateur de l'ONG, en particulier leur histoire de lutte face aux représentants de la violence organisée : le responsable de PBHI me montrant les brûlures de cigarettes sur son bras par les forces de l'ordre ; le responsable actuel de UPC m'exhortant de rencontrer une femme âgée dont la vie est marquée par de multiples évictions subies au cours de sa vie à Jakarta, personne recommandée aussi par d'autres membres des autres ONG citées ici... ; l'histoire de la création de LBH au début des années 1970 relatée dans le contexte de l'Ordre Nouveau et de la lutte pour la démocratie... autant de trajectoires personnelles exposée, mises en valeur ou en scène au service de la démarche

sécurité et d'être protégé contre la crainte de faire ou de ne pas faire quelque chose qui est un droit de l'homme. 2. Chacun a le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des traitements inhumains et dégradants et le droit d'obtenir l'asile politique. Article 28H. 1. Chacun a le droit de vivre dans la prospérité physique et spirituelle, d'avoir un logement, et de jouir d'un environnement bon et sain, ainsi que le droit d'obtenir des soins médicaux. 2. Chacun a le droit de recevoir un traitement particulier et favorable pour avoir les mêmes chances et prestations afin d'obtenir l'égalité et l'équité. 3. Chacun a droit à la sécurité sociale afin de se développer pleinement en tant qu'être humain digne. 4. Chacun a le droit de posséder des biens personnels et ces biens ne peuvent pas être injustement détenus par quiconque ».

⁶⁰ Ronny Poluan sous couvert de son ONG (qu'il porte seul avec son épouse) organise des circuits touristiques dans certains quartiers pauvres et informels de la ville. C'est le « *Jakarta hidden tour* » qui donne à voir l'autre ville, le « vrai Jakarta » avec les gens qui le composent, d'après ses propos et le site internet <http://realjakarta.blogspot.fr/>

militante, c'est-à-dire « élever les consciences », justifier leur action et la faire connaître. De même Romo Sandyawan (Sanggar Ciliwung) dès notre rencontre à Bukit Duri m'a fait défiler et a commenté les photos de la « tragédie de Mai » (1998), et Ronny Poluan (Inter-kultur) m'a raconté sa vie de voyages puis d'engagement à partir de sa découverte « des gens du chemin de fer » en 1994... Dans ce dernier cas, plus que sa propre vie, ce sont les conditions d'existence des populations qu'il fait visiter qui sont exposées, et on ne peut que relever la mise en scène des enfants entourant en masse les trois ou quatre touristes internationaux en « expédition » dans leur quartier.

L'histoire du militant et de la création de ces organisations permet de contextualiser les démarches engagées de dénonciation des injustices et des stratégies effectuées pour combattre les dysfonctionnements de la démocratie. Ainsi, ce sont bien des enjeux politiques qui sont liés à la lutte contre la pauvreté et ses conséquences. Ces organisations et leurs acteurs jouent un rôle croissant à l'échelle locale de Jakarta, en s'appuyant sur des valeurs internationalement reconnues et un réseau que l'on peut qualifier de global. Il s'agit de contourner l'État, ou de faire pression sur ses administrations : soit par le bas (par les relations d'individus à individus en dessous du légal), soit par le haut (en exerçant une pression symbolique en s'appuyant sur des valeurs universelles inscrites dans les conventions internationales).

Un réseau global

De plus, les membres de ces associations ou ONG cherchent à s'appuyer sur leur réseau international qu'ils cultivent par le biais d'une « culture globale » (Goeury, 2011). Ces différentes organisations ont des représentants qui parlent anglais et dont certains employés ont fait des études ou des voyages à l'étranger. Ronny Poluan parle ainsi de ses deux années d'étudiants en économie « western style » et fait des références au théâtre français. C'est d'ailleurs sur le réseau international qu'il cherche à construire que Ronny a forgé le concept de son ONG inter-kultur : la mise en contact de touristes internationaux avec les personnes des quartiers défavorisés via son circuit permet de financer ses actions : 50 % du tarif (500 000 Rp par personne, soit 45 euros tout de même) est dédié à l'ONG et l'autre moitié serait consacrée à leur actions envers « les pauvres » en s'appuyant sur leurs trois piliers d'action : les « 3E » (*Emergency, Education, Empowerment*). Toujours en signalant la nationalité (européenne, australienne ou nord-américaine) du généreux donateur ou de la généreuse donatrice, il indique qu'il a pu faire un *sembako*, qu'il a pu emmener les enfants faire une sortie, ou qu'il a reçu un don de petits livres, cahiers et bibles pour sa petite école informelle. Romo Sandyawan possède aussi d'importantes connexions qui lui permettent de drainer de nombreux bénévoles à Sanggar Ciliwung pour ses projets au *kampung* de Bukit Duri (étudié dans la thèse de Pauline Texier notamment). En m'y rendant, je rencontrais donc une étudiante danoise en architecture et deux autres bénévoles

néerlandais en train d'apprendre l'anglais aux enfants, et il me citait de nombreux chercheurs internationaux (masterants et doctorants) qui ont participé à l'élaboration de projets locaux pour améliorer les conditions de vie locales. C'est d'ailleurs par des personnes occidentales que j'ai pu entrer en contact avec ces deux militants.

Une organisation réticulaire

En termes de pratiques spatiales, ces acteurs mettent en place des stratégies spécifiques : les bureaux ont une moindre visibilité dans l'espace urbain mais leurs agents sont proches des populations qu'ils cherchent à aider.

L'organisation réticulaire de ces associations témoigne de stratégies de survie anciennes à la différence des acteurs internationaux et des gouvernements institutionnels. La plupart n'a pas « pignon sur rue », et le cas d'UPC est remarquable. Son responsable à Jakarta m'a ainsi expliqué que l'organisation n'était plus que « virtuelle » : ils n'ont plus de structure fixe ni de bureaux mais donnent rendez-vous sur les « lieux de lutte ». En revanche, ils s'appuient notamment sur d'autres formes de visibilité, avec une présence active dans les réseaux sociaux comme *Facebook* mettant en ligne quotidiennement des appels à manifestation ou des photos témoignant de leur engagement.

De plus, au-delà d'une proximité spatiale entre les organisations (cf. carte 1), on observe d'importantes interactions entre elles, voire une forte coopération (cf. organigramme). Les différentes associations judiciaires, voisines, connaissent aussi une circulation interne forte des employés (au cours des trois années de terrain, j'ai pu constater le passage d'au moins quatre employés d'une structure à l'autre sur une quinzaine de personnes pour les trois structures) et même une forte communion sur les principes dont témoignent quelques marques sociales signifiantes (amitiés voire mariage...). Plus concrètement sur les projets visant la population considérée comme pauvre, j'ai pu relever une réelle coopération. Plusieurs projets sont portés en commun par les ONG avec une répartition des actions selon les compétences : UPC travaille avec les populations pour monter des projets alternatifs et LBH défend ces projets devant les autorités municipales.

C'est pour qualifier ce groupe stratégique que Saskia Sassen (2009) parle de « classe globale » capable de dépasser sa dimension humanitaire pour jouer un rôle politique. Ainsi bascule-t-on d'une démarche de lutte contre la pauvreté liée à l'identification des inégalités à une dénonciation des injustices justifiant une action militante.

CONCLUSION

Ce premier chapitre permet de revenir sur la production de discours pour comprendre la place de l'espace dans l'analyse de la pauvreté. L'approche par les acteurs en termes méthodologiques est indispensable dans cette démarche. En effet, l'espace apparaît comme significatif de la position des individus et des groupes dans la hiérarchie sociale. Approprié parfois, sous forme de « capital » rapportant des « profits », l'espace peut être une source majeure d'inégalités sociales variées.

C'est donc à ce niveau qu'interagissent les questions de géographie sociale et de géographie politique. La politique (au sens premier de gestion de la cité) organise l'espace social et produit des inégalités du fait des choix stratégiques qui sont mis en œuvre.

Parallèlement, la compréhension de la pauvreté par celles et ceux qui mènent les actions visant sa réduction est largement dominée par l'approche par le manque. Ce marqueur rappelle que Jakarta est aussi considérée comme une des « villes du Sud », une des « *villes pauvres le plus souvent décrites avec tout ce qu'elles n'ont pas ou cherchent à avoir* », comme le met en évidence Jennifer Robinson, (2006). Ainsi, la géographe montre que cette approche ne permet pas de trouver les opportunités qui aideraient à penser les individus et les lieux concernés autrement.

Malgré la diversité des définitions de la pauvreté une permanence se dégage : les formes de domination dans le rapport social qu'est la pauvreté doivent être prises en compte dans la compréhension du fonctionnement de toute la société. Par ailleurs, la question de la visibilité de la pauvreté transparaît au travers des définitions. En effet, nombre de critères s'appuient sur des formes visibles, matériellement constatables. C'est pourquoi l'espace participe de cette mise en visibilité de la pauvreté et des rapports sociaux. Ainsi, l'enjeu urbain est déterminant dans un contexte d'urbanisation rapide des populations et d'urbanisation de la pauvreté. Ces premières réflexions permettent donc d'ouvrir sur la dimension spatiale⁶¹ des sociétés et de la pauvreté à Jakarta. Afin de prendre en compte cette dimension, le chapitre suivant va chercher à historiciser et à contextualiser les relations sociales dans la ville de Jakarta.

⁶¹ « Raisonner en termes de « dimension spatiale » permet de dépasser cette fausse symétrie espace/société, d'éviter le piège de l'autonomisation de l'espace et d'affirmer clairement sa nature sociale. Dans une telle approche, les inégalités, les injustices ne peuvent être que sociales. Il apparaît à la fois impropre et inutile de mettre en avant l'adjectif spatial pour légitimer une approche géographique : l'espace est en fait partout, traverse la société de part en part » (Veschambre, 2010, p. 265).

CHAPITRE 2 : PENSER JAKARTA

« They are the mega-cities, bursting at the seams, overtaken by their own fate of poverty, disease, violence, and toxicity. They constitute the “planet of slums”, with its “surplus humanity” and “twilight struggles” (Davis, 2004, p. 13). »

Roy, 2009, p. 820.

INTRODUCTION.....

Après le cadrage de la notion de pauvreté et le rôle des différents acteurs dans la production non seulement de définitions mais aussi de politiques et de pratiques pour et au nom de la lutte contre ce phénomène, il s'agit dans ce chapitre d'interroger la pertinence de confronter ce concept à l'espace métropolitain de Jakarta. Alors que les manières de saisir la pauvreté impliquent la conception de types d'actions spécifiques, celles-ci ne s'expliquent pas uniquement par les représentations liées à la pauvreté et aux personnes considérées comme pauvres. La prise en compte du « rôle de l'espace » (Ripoll, 2006) comme présenté précédemment appelle l'explicitation du contexte spatial et temporel.

Comment est donc appréhendé Jakarta comme espace urbain dans sa diversité à l'échelle de l'agglomération ainsi que comme entité politique (notamment liée à la municipalité spéciale de la ville capitale – DKI) par tous les différents acteurs et groupes stratégiques contribuant à la réflexion et à la réduction de la pauvreté ? Ce chapitre consacré à la présentation contextuelle du terrain revient sur un véritable questionnement consacré à la production des catégories géographiques et leur implication dans la reproduction de normes (via les politiques urbaines notamment) et de rapports inégalitaires. Il revient aussi sur les questions de vocabulaire, comme enjeu méthodologique pour étudier l'espace urbain (Backouche, Ripoll, 2011). En effet, les catégories urbaines produisent des découpages (Topalov, 2002) à expliciter, des espaces ou des groupes sociaux. Un retour historique sur l'emploi de ces mots de l'urbain permet de rendre compte de leur production, de leur réception et de leur circulation entre les groupes producteurs de catégories et de définitions (présentés dans le chapitre précédent : le « savant »,

plutôt spécialiste ou expert, et le « politique » qui en cherche une définition opératoire, sachant que ces deux acteurs ne s'opposent pas nécessairement). À cela s'ajoute l'inertie du bâti. La compréhension conjointe de ces deux éléments met en évidence comment les strates temporelles se succèdent et se surajoutent dans la ville.

Un « Orient » et un « Sud », ville « émergente »... Certes, Jakarta cumule un certain nombre de facteurs de localisation, historiques mais aussi morphologiques justifiant sa place parmi les « mégapoles en développement » ou encore les « villes émergentes ». Néanmoins, tout en étant une des plus « grandes » ville du monde, elle ne fait pas partie des villes les plus étudiées dans les recherches urbaines pour ces caractéristiques soi-disant spécifiques. Par ailleurs, l'importance des stigmates associés à ces « types de villes » synthétisés par la citation en exergue a tendance à réduire la compréhension de Jakarta à ce traitement exclusif des problèmes urbains occultant ainsi tous les autres aspects et la très grande complexité de la vie urbaine (Robinson, 2006). L'importance de la qualification de ce terrain est primordiale, puisqu'elle concourt à mon identité de chercheure, régionalisée du fait de la localisation de cette étude doctorale⁶².

Aussi, ce chapitre permet de dresser quelques lignes au sujet de ma recherche d'une démarche éthique, qui, du fait de la rencontre avec le terrain et surtout avec les personnes sur le terrain, m'est apparue incontournable (Collignon, 2010). Cette réflexion s'est avérée nécessaire notamment pour répondre aux interrogations et questionnements d'une jeune chercheure face à des situations difficiles d'inégalités flagrantes, de conditions de vie intolérables (Morelle et Ripoll, 2009) cumulées à des représentations à mon endroit de toutes les personnes rencontrées, quels que soient leur milieu ou origine sociale. Ainsi, il s'agit conjointement de tenter de comprendre les représentations que je projette sur cet espace et les populations tout comme celles que je renvoie comme condition de production de la recherche (Dietrich, 2013).

Enfin, dans une démarche géographique multiscalaire, ce chapitre interroge la pertinence de croiser l'espace la ville de Jakarta au concept de pauvreté et d'en comprendre les logiques ou doctrines (souvent exogènes) qui produisent certaines politiques urbaines (Osmont, 1995). Cette analyse permet de travailler l'application des cadres conceptuels présentés dans le chapitre précédent dans un contexte donné en m'appuyant sur les repositionnements initiés par les approches postcoloniales⁶³. Alors que la métropole est un espace où se concentre la richesse,

⁶² Au sein des diplômes du doctorat dans mon université, j'ai été insérée dans la section « mondes tropicaux ».

⁶³ J'utiliserai le terme « postcolonial » en un seul mot pour qualifier le courant épistémologique des *postcolonial studies* dans lequel je m'inscris et emploierai le mot composé « post-colonial » afin d'identifier la période après la colonisation.

qu'est-ce qu'impliquent les représentations de la pauvreté et de ses facteurs à Jakarta dans les analyses et les politiques urbaines ?

Pour chacune des parties de ce chapitre, l'objectif sera donc de faire apparaître les modalités des rapports sociaux de domination mis en œuvre par l'organisation sociale et politique de la ville dans un contexte donné et leurs effets sur l'espace de la ville : formes urbaines, organisation spatiale des groupes sociaux, possibilités d'interactions... Tous ces éléments se comprennent par la mise en évidence de logiques spécifiques – coloniale, étatique puis « mondiale » (Osmont, 1995) – au service d'idéologies voire de théories hégémoniques issues du capitalisme et du (néo)libéralisme. Ainsi sera interrogée la quête apparente des politiques urbaines pour créer une ville « générique » (Gintrac et Giroud, 2014) qui porterait en elle l'exigence constante de modernité : la ville coloniale, la ville émergente puis la ville compétitive. Au-delà, c'est bien la production de certaines formes de sociétés urbaines qui portent en elles les facteurs profonds de la pauvreté, politiques, économiques et sociaux, par l'organisation et l'accentuation des inégalités.

2.1. Une ville orientale produite par les Occidentaux

De Batavia à Jakarta, les fondements urbains de cette ville semblent exogènes, liés à la volonté d'un pouvoir extérieur, et inégalitaires dans la mesure où la création de cette entité administrative a pour fonction d'appuyer la domination d'un groupe social sur tous les autres.

La logique coloniale s'est imposée comme système producteur de normes à l'échelle mondiale, en s'instituant dans le droit moderne. Elle a institué le principe de « race » permettant l'exploitation et la domination. L'usage du terme « race » comme catégorie d'analyse, dans une démarche critique, permet de désigner les rapports de racialisation et les dispositifs de différenciation qui sont stigmatisants ou discriminants (Dorlin, 2009). Cette catégorie renvoie à la production de différences et de distinctions, ainsi qu'à l'incorporation de ces étiquettes dans la société. Le système colonial se fonde véritablement sur la division raciale de la société, ce qui justifie l'emploi de ce terme jusqu'à l'Indépendance. En revanche, son usage se comprend au-delà de cette période car cette catégorie existe toujours comme représentation et mode d'appréhension du monde, de la société et des autres. Le terme de « race » cherche aussi à souligner le caractère éminemment social, artificiel et composite de cette notion. La production de la différenciation dans cette catégorie recouvre d'autres rapports de pouvoirs, pas seulement liés à la « couleur », mais aussi à l'« ethnicité », à la nationalité et au statut légal des individus. Le colonialisme d'ailleurs est une des étapes historiques de développement des sociétés capitalistes, qui va permettre leur extension dans de nouveaux espaces.

2.1.1. Créer l'Autre

La ville de Jakarta et l'ensemble géographique de l'archipel indonésien sont des entités spatiales auxquelles sont attribuées certaines caractéristiques spécifiques. Ainsi a été construite et fondée l'altérité de ces espaces et des individus associés en s'appuyant sur la production de catégories bien distinctes de celles qualifiant le monde occidental.

Le propos s'appuie ici sur les notions d'Autre et d'ailleurs, mises au jour dans la géographie francophone notamment par Jean-François Staszak (2009), Béatrice Collignon (2001) ou encore Claire Hancock (2007). Ancré dans les démarches postmodernes et postcoloniales, l'objectif de ce paragraphe est de montrer en quoi les qualifications spatialisées de Jakarta font apparaître des enjeux géographiques témoignant de rapports inégalitaires. C'est-à-dire que la prise en compte du rôle de l'espace et la compréhension des catégories utilisées pour penser cet espace permettent de mettre en évidence des systèmes d'oppression.

❖ Batavia, une ville occidentale ?

Un centre symbole de la domination européenne

Le propos n'est pas ici de retracer toute l'histoire de la ville de Jakarta mais d'en comprendre certains aspects afin d'explicitier le contexte de ce cas d'étude. Les conditions de production de la ville comme entité politique et les formes spatiales induites participent à la compréhension des représentations envers une partie de la population urbaine dite « pauvre » et surtout des facteurs d'une persistance structurelle des inégalités et de la pauvreté. L'histoire urbaine de Jakarta n'est en effet pas anodine puisqu'elle est fondée sur un système socialement (et par conséquent spatialement) fragmenté.

D'abord comptoir et port, la création de Batavia a pour fonction de drainer et d'envoyer les productions de la colonie vers la métropole : c'est donc le point relais du pouvoir dominant où sont concentrés tous les symboles. En plus de la forte présence européenne, on peut relever la mise en scène du pouvoir politique en lien avec le protocole hollandais, la puissance militaire pour assurer le contrôle de ce lieu stratégique et la concentration du pouvoir économique dans les mains des entrepreneurs hollandais avec l'imposition du système libéral qui s'expose dans la ville. Simple comptoir de commerce à sa fondation, cet espace urbain voit ses fonctions évoluer, les Néerlandais créant progressivement une ville à part entière afin de répondre aux besoins de l'expansion du capitalisme et d'assurer leur domination (politique, économique et sociale) sur les espaces et les populations. La centralité est appuyée par les constructions d'imposants bâtiments témoignant de la prospérité des affaires, notamment le commerce du café.

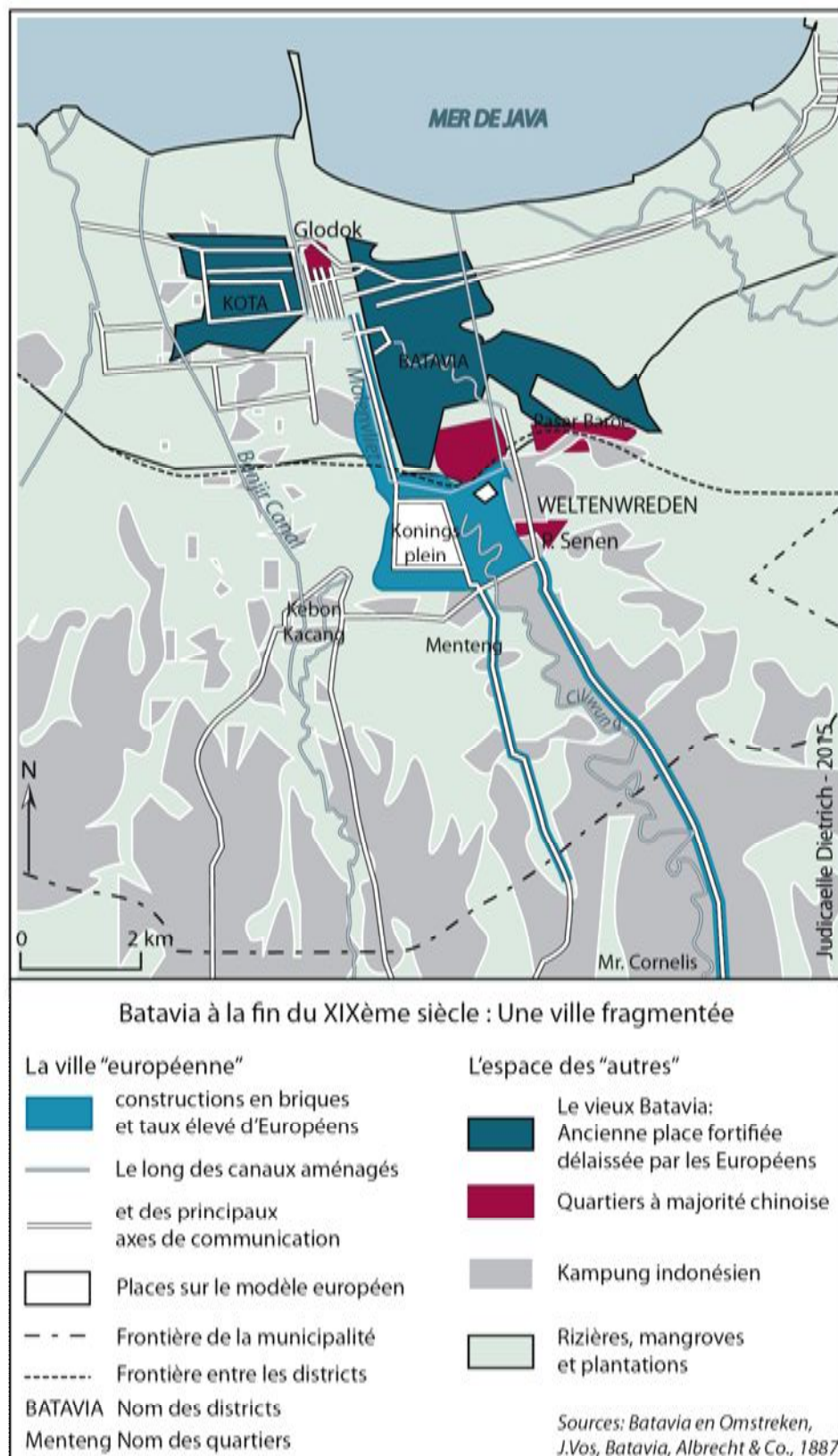
Évolutions des espaces de la domination : itinéraires urbains, du Nord au Sud

Depuis l'embouchure de la rivière Ciliwung à la création du quartier européen de Weltenwreden et ses extensions en passant par Kota, la localisation des principaux pouvoirs dans la ville suit une trajectoire globale du Nord vers le Sud de la ville.

À partir de la place fortifiée, la ville est progressivement construite sur le modèle des villes hollandaises⁶⁴, notamment les maisons mitoyennes le long des canaux. Le déplacement des Européens, du siège de leur administration et de leur armée est lié à la construction de la ville haute par Daendels (gouverneur néerlandais de 1808 à 1811)⁶⁵.

⁶⁴ Au XVIII^{ème} siècle, le nord du quartier de Kota, notamment le long de la rivière canalisée ressemblait fortement aux villes de Hollande. Plusieurs bâtiments témoignaient de l'importance que la VOC (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie*) portait à la ville et à ses fonctions. Certains concurrençaient les constructions de la métropole comme l'Hôtel de Ville, finalisé en 1710. C'est un édifice de deux étages avec une coupole qui abrite le bras civil du gouvernement (une aile constitue la prison). Le pouvoir reste principalement dans les mains du gouverneur général qui devait approuver les décisions du conseil (Abeyasekere, 1989).

⁶⁵ Le renforcement des rives leur permet d'instaurer la voie fluviale comme principal moyen de transport, ce qui explique le choix des colons d'en préférer la proximité malgré l'insalubrité persistante. Le



Carte 2 : Une évolution de l'occupation urbaine différenciée selon les groupes

délaissement de la vieille ville se fait au profit des nouveaux centres administratifs et résidentiels européens.

Les difficiles conditions sanitaires dans une ville du milieu tropical au XVIII^{ème} siècle ont poussé les populations qui en avaient les capacités (économiques et légales), donc les Européens, à élaborer des stratégies résidentielles structurantes dans l'organisation de l'espace urbain et dans la répartition des groupes sociaux. Rapidement après la fondation de la ville, ils se sont installés de manière préférentielle aux périphéries de la ville. Les nouvelles zones résidentielles privilégient le sud-est de Kota, où il y avait plus d'espace pour la construction de grandes demeures en briques aux façades et jardins élaborés de style baroque tout en restant en lien direct avec la ville grâce aux voies d'eau (le long du Molenvliet)⁶⁶. Ces architectures permettent de mettre en scène leur richesse et les formes urbaines auxquels ils aspirent, bien loin de la densité de Kota. Le pouvoir colonial appuie cette stratégie d'évitement en planifiant de nouveaux quartiers permettant une vie urbaine semblable à celle de la métropole pour les Européens. Ainsi, la ville a été équipée d'hôpitaux, d'écoles, d'églises, d'une librairie et d'un théâtre dès la fin du XVIII^{ème} siècle. « *Ce qui était le plus important dans l'esprit des Européens à Batavia était le désir de préserver le statut dominant de leur groupe aux yeux de la société* » (Abeyasekere, 1987, p. 35). De plus, les lois garantissent la protection des Européens et de leurs biens en imposant l'usage de la brique pour les constructions à l'intérieur de la ville, afin de limiter le risque d'incendie. La ségrégation résidentielle s'est aussi accentuée avec l'aménagement de Weltevreden, concentrant de grandes maisons de style colonial (blanches, de plain-pied avec leurs rangées de colonnades (Heuken, 1982). Ce nouveau quartier est aménagé de manière plus aérée, avec plus d'espaces verts, afin d'exposer un environnement sain et agréable et une sensation de bien-être.

La carte synthétisant l'évolution de l'espace urbain de Batavia (carte 2) met en évidence l'importance de l'administration coloniale dans la production d'« espaces de la domination ». La croissance de la ville et la trame urbaine suivent un axe de développement nord-sud. En général, les maisons et établissements de cet axe principal rassemblent la plupart des fonctions urbaines importantes. Les citoyens cherchent à bénéficier d'un raccordement ou d'un accès le plus direct possible à cet axe afin de réduire la distance et le temps entre le domicile et le lieu de travail notamment. Idéalement, chaque porte s'ouvrirait directement sur une voie d'axe nord-sud. Mais la limitation de terrains disponibles et le maintien d'une densité urbaine faible dans cette partie de la ville implique que seule une minorité peut profiter de ce luxe. Le maillage urbain est ensuite organisé par une série de voies secondaires est-ouest loties aussi densément que possible et

⁶⁶ Un perron protégé du trottoir par une balustrade marquait la séparation entre l'espace public et l'espace privé. L'urbanisme témoigne aussi de la mise en place de normes dominantes reprenant les mêmes canons morphologiques qu'en métropole : les logements étaient conformes aux plans néerlandais (maisons de un ou deux étages, aux murs mitoyens) valorisés par leur proximité avec le canal « plus commode et plus chic » (De Haan, 1935) utilisé comme aux Pays Bas comme moyen de transport.

directement reliées à l'axe nord-sud. C'est donc le long de cette route principale que l'on trouve la plus forte densité d'emplois de la ville par rapport aux voies est-ouest (Budiarto, 2003).

La domination de l'administration coloniale est mise en espace notamment autour et à l'est de la place royale, autour du petit square de la place de Waterloo. Les façades néoclassiques répétitives appuient la mise en scène du pouvoir colonial. Les rangées des maisons des officiers, les baraquements et le grand hôpital militaire (toujours présent aujourd'hui) montraient clairement la force armée des dirigeants coloniaux. À la domination de la force militaire s'ajoute celle imposée de la religion des colons. Deux églises et la cathédrale à proximité de la place royale marquent l'importance de la minorité chrétienne à Batavia. Ces espaces européens que l'on peut qualifier de dominants sont aussi des lieux de résidence pour cette minorité⁶⁷.

❖ L'exotisation⁶⁸ de la ville et de ses populations :

Une ville perçue comme orientale par les Occidentaux

Bien que la ville de Batavia ait été créée et dirigée par des Occidentaux et que cette identité ait produit des formes urbaines spécifiques, la « Reine de l'Est » a toujours été considérée comme « orientale », insistant sur son éloignement (« *Tropical Far East* ») et ses spécificités locales (voire ses problèmes) (Furnivall, 1939). Les nombreux récits, historiques ou de voyageurs, décrivant la ville faisaient régulièrement référence aux particularités et bizarreries de celle-ci « au milieu de la jungle », insistant sur les anecdotes épiques d'une aventure lointaine (palmiers et crocodiles sont récurrents) : les textes et articles de journaux insistent sur le caractère semi rural des *kampung* notamment en relatant les faits divers et accidents spécifiques qui toucheraient leur population : des personnes qui tombent des cocotiers, un occupant de *kampung* qui défèque dans la rivière attaqué par un crocodile, voire l'évocation de certaines créatures comme des reptiles géants avec une langue protubérante (les varans). L'exotisation de Batavia s'est aussi appuyée sur les descriptions des populations « locales », insistant sur quelques images typiques (le riche Chinois) ou sur la pauvreté

⁶⁷ De nouvelles zones résidentielles au confort européen (desserte en eau et électricité) sont construites au fur et à mesure de la croissance urbaine au début du XX^{ème} siècle, comme les nouveaux quartiers de Gondangdia ou Menteng.

⁶⁸ « Si, dans bien des expressions, exotique est synonyme de tropical (voire colonial), c'est bien d'un point de vue issu de la zone « tempérée ». En toute logique, les habitants des Tropiques (de même que ceux de l'Orient ou des continents autres que l'Europe) pourraient ou devraient considérer comme lointains et bizarres les produits de la zone tempérée (ainsi que ceux de l'Occident et de l'Europe), et les caractériser à leur tour comme exotiques. Or, il n'en est rien. La faculté du point de vue occidental à se considérer comme allant de soi dans les définitions des dictionnaires reflète une position de pouvoir qui est le fruit de la conquête, de la domination coloniale puis économique de l'Occident sur le reste du Monde (ou presque). » (Staszak, 2008, p. 9).

pittoresque des Indonésiens⁶⁹. C'est finalement l'ensemble des indicateurs d'une altérité totale que les différents auteurs européens cherchent à diffuser, comme le montre cet extrait des années 1830 :

« Les Chinois sont partout, dans tous les corps de métiers, et leurs vêtements témoignent de leur aisance. Les riches arabes et chinois conduisent dans les rues alors que les Javanais, torse nus, portent de lourds poids, les vieux clercs vont vers leur office sous leur parasol, les vieilles femmes vendent des gâteaux, un Indien est assis pour manger son riz dans une feuille de bananier et des vendeurs de légumes, de lait, de fruits, des bouchers et des montagnards offrent des singes et oiseaux tous mêlés dans la foule. »

(Van Eysinga, 1830)

On peut aussi souligner l'identification de groupes sociaux différenciés en fonction de l'origine des populations et les niveaux de richesse apparents témoignant d'une segmentation sociale forte à l'intérieur de Batavia. Ainsi les Indonésiens, associés ici par l'ethnie la plus représentée en nombre au début du XIX^e siècle⁷⁰ sont clairement identifiables du fait de leur situation de pauvreté et assignés aux tâches les plus pénibles (Lombard, 1990).

Ces éléments permettent surtout de prendre conscience que, depuis la création de la ville, des images sont diffusées témoignant de profondes différences de pratiques, de cultures, de modes de vie entre les Occidentaux et les habitants de Batavia, et ces images ont des conséquences dans les représentations actuelles de la population. La segmentation sociale dans les espaces publics était formalisée par une réglementation stricte régissant les rapports

⁶⁹ Par souci de clarté (car les différentes ethnies présentes à Batavia ne sont pas toujours précisées dans les sources) et par choix de ne pas réutiliser ou réifier les catégories coloniales, en particulier celle d'« indigène », les populations locales, non identifiées comme un groupe ethnique spécifique par les Européens (comme les Chinois, les Arabes ou des Indiens), j'emploierai le terme d'« Indonésien », tout en étant consciente que l'idée d'Indonésie (comme espace et comme nation) n'apparaît qu'au début du XX^e siècle et n'est appropriée qu'à partir des années 1930.

Ce choix se justifie aussi par la pluralité des contacts variés qui, bien que contrôlés et réglementés entre les différents groupes de la société urbaine de Batavia, ont produit des formes d'acculturation pour chacun d'entre eux (Lombard, 1990). De même, avec le temps, les Européens ont de moins en moins différencié les ethnies de l'archipel. Alors qu'une douzaine de groupes était clairement identifiée à Batavia au début du XVIII^e siècle (en séparant les Malais, des Bugis, des Balinais, etc. auxquels s'ajoute la vaste catégorie des esclaves venant de tout l'archipel sauf de Java), au XIX^e, ces différences perdent de leur importance (notamment avec la fin du commerce des esclaves en 1812). Progressivement, les non Javanais ont été intégrés dans la vaste société de Batavia et sa culture urbaine, appuyés par l'immigration graduelle. Après les années 1820, la forte mixité ne permet plus de diviser les Indonésiens en groupes ethniques distincts, sauf en s'appuyant sur l'autodétermination.

⁷⁰ Les Javanais et les Sundanais sont, par effet de proximité, les groupes qui ont migré le plus tôt vers la ville de Batavia et qui sont les plus nombreux. Mais au XVIII^e siècle, la population était bien plus diverse ethniquement du fait du choix stratégique de la VOC de ne pas favoriser l'installation des populations indonésiennes à l'intérieur des murs : les ethnies les plus présentes à Batavia jusqu'alors étaient celles qui alimentaient les rangs de l'armée.

sociaux : l'apparence extérieure formalisée par les costumes traditionnels permettait de différencier les populations européennes⁷¹ auxquelles le port de vêtement de style occidental était réservé (en particulier le chapeau).

Entre les représentations et les réglementations touchant pratiques et interactions entre les différents groupes sociaux, la colonisation a contribué à produire des différenciations durables à l'intérieur de la société urbaine d'une part, et l'organisation sociale et économique du système colonial participe à la construction de trames sociales et spatiales des rapports de domination appuyant les inégalités de richesses et de pouvoirs, donc la pauvreté, d'autre part.

Des représentations structurantes

Denys Lombard (1990) appuie cette thèse d'une ville et d'un pays considérés comme orientaux : historiquement et même aujourd'hui, « *la première image que nous inspire encore l'archipel insulindien est bien souvent une image d'exotisme* » (Lombard, 1990, p. 39), fixant les attentions sur quelques éléments « remarquables », les curiosités, plus que sur les aspects du quotidien et l'expérience de la vie locale (Cullen, Ryan et Winders, 2013). L'historien souligne ici comment cette région du monde est pensée et conceptualisée par l'Occident et selon son rapport avec ce dernier. En effet, cet espace rassemble plusieurs facteurs favorisant son orientalisation ou son exotisation⁷². Ainsi, il montre comment une vision « condescendante et simplificatrice » s'est mise en place laissant apparaître une forme de mépris⁷³. Après la conquête coloniale, l'enjeu porte plus sur le maintien de la domination néerlandaise. Malgré la paix officielle, les colonisés sont toujours suspects aux yeux des colonisateurs. Là encore, l'opposition entre les Européens et les « Autres » dans le contexte urbain alimente les représentations occidentales et marque la ville, pourtant de fondation européenne, comme un lieu de danger.

⁷¹ Cette autorisation est étendue par régime dérogatoire à deux groupes du fait de leur appartenance à la religion chrétienne : les Eurasiens et les *Mardijkers*. Sont désignés par le terme « *Mardijkers* » les Portugais noirs arrivés dans les Indes au début du XVI^e siècle. La majorité d'entre eux sont des esclaves libérés du fait de leur conversion au Christianisme. Le mot vient de « *merdeka* », liberté en malaisien.

⁷² Une des régions colonisée les plus éloignées de l'Europe, l'Indonésie est aussi marquée par des cultures bien différentes et identifiée comme « autre » par les Occidentaux : les spécificités « naturelles » des paysages étaient recensées (volcans, cascades et forêts tropicales), tout comme les traces de l'histoire bouddhique et hindouiste (ruines des temples indo-javanais) s'ajoutant à la présence de l'Islam (élément fondamental de l'orientalisation d'après Saïd).

⁷³ À partir d'abord de récits de voyage puis de romans : les textes construisent la figure de l'ennemi, pirate et aventurier des mers, montrant l'opposition de cet « indigène » aux puissances coloniales. Voir pour ces récits les écrits de Joseph Conrad ou d'Emilio Salgari. Ces récits et les images associées soulignent le pittoresque de ce contexte lointain (alors que plusieurs auteurs ne s'y sont jamais rendus) et omettent totalement la vie locale et quotidienne des populations. Se déroulant principalement à Batavia et dans les environs, les actions des romans du XVIII^e et du XIX^e siècles peignent la menace que présentent les Javanais, sorciers et magiciens, pour les colonisateurs.

Ainsi, la construction de la ville comme produit de ce système colonial permet l'asservissement physique et social d'un groupe par un autre et la captation des richesses au profit de la société dominante.

2.1.2. La pauvreté de la majorité : de la production des dominations

L'approche de la pauvreté par les rapports sociaux permet de croiser les différents facteurs de ce phénomène, et notamment d'affirmer les relations et interactions entre les facteurs politiques et économiques de la pauvreté. Ainsi, même si toute la population indonésienne n'était pas pauvre en termes économiques – il y avait évidemment quelques aristocrates et familles aisées, surtout à Batavia, qui parviennent à tirer profit de la colonisation⁷⁴ – les rapports d'exploitation et d'oppression touchent la très vaste majorité de la population.

Il convient donc de s'interroger sur l'emploi du terme « majorité » alors que dans le système colonial, ces populations étaient dominées. Le sens premier de minorité s'oppose à celui de majorité et désigne tout groupe numériquement inférieur dans un espace donné. Il est désormais utilisé pour qualifier différentes situations sociales (en particulier pour évoquer les minorités ethniques, linguistiques, religieuses, sexuelles,...). Cela permet de préciser qu'il ne faut pas confondre minoritaire et dominé (socialement, politiquement...) dans notre contexte spatio-temporel précis. Le noyau dur qui est au pouvoir, appartenant à la « majorité » est en fait une minorité numérique ayant beaucoup de pouvoir. Ainsi, bien que les Européens restent très minoritaires en nombre, il s'agit ici de montrer en quoi ils sont en mesure de marquer leur domination sur la majorité, notamment en s'appuyant sur l'espace urbain.

❖ L'institutionnalisation d'une ségrégation

Batavia, positionnée administrativement et économiquement à la tête du régime⁷⁵, symbolise l'autorité coloniale dans l'archipel. Au-delà de ces fonctions, la ville de Batavia est imposée comme un véritable centre drainant marchandises et populations. « Espace de coprésence », la capitale des Indes néerlandaises met donc en contact et en relation des

⁷⁴ Les *Bupati*, encadrants intermédiaires mis en place par les colons (gérant l'échelon des *kabupaten* – départements actuels) ont notamment pu s'enrichir grâce à ce système.

⁷⁵ L'intégration politique de Java et des îles extérieures se réalise surtout entre 1900 et 1930.

individus aux origines et aux statuts très différents, au service du développement du régime. Le système « colonial » désigne le rapport de pouvoir fondé sur la domination du monde « occidental » (Europe, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle Zélande) sur les autres continents (même s'il y a quelques nuances selon les périodes historiques). En Indonésie, après la domination portugaise et la rivalité des Britanniques, les Hollandais⁷⁶ instaurent, au nom de cette doctrine et du développement du système capitaliste à l'échelle globale, des rapports de domination principalement appuyés sur des critères racisés (construits socialement mais institutionnalisés). Ces rapports sociaux se mettent en œuvre dans et par l'espace. La doctrine coloniale se réalise donc entre autre via l'aménagement et la régulation des interactions sociales dans la ville, justifiée par une idéologie européocentrée. Les discours et les pratiques viennent appuyer la hiérarchisation des sociétés au profit de la société colonisatrice mettant en œuvre des rapports sociaux de « race » (ou de son euphémisation en « ethnie »)⁷⁷.

Contrôle des corps et des populations par la maîtrise de l'espace urbain

Très tôt, dès que la ville a dépassé les enceintes du fort, les autorités ont mis en place un dispositif de sécurité : six officiers de districts (commandants) et les chefs de *kampung* (*beks*) fournis par le gouvernement étaient chargés de contrôler les locaux. La milice urbaine créée par la VOC (*Vereenigde Oost-Indische Compagnie* – Compagnies des Indes Orientales) devait faire respecter les zones de vie séparées assignées dans le but de geler la diversité ethnique existante. Le contrôle des corps dans l'espace urbain a ensuite été appuyé par l'installation d'un système d'éclairage public à gaz à partir de 1860 (dans les quartiers européens). En 1865, un aristocrate javanais visitant la ville fut impressionné par l'importance des mesures de sécurité, notamment l'obligation pour les non-Européens de porter sur eux une pièce d'identité et de résidence et des torches la nuit. De plus, ceux-ci devaient assurer un service de surveillance de nuit en rotation (Sastradarma, cité par Hadisutjipto, 1979, p. 54-55). À ces pratiques de sécurisation des espaces publics s'ajoutent des restrictions spécifiques sur le lieu de résidence et les déplacements imposées notamment aux Chinois, sous prétexte affiché que ces derniers oppriment les locaux... alors que la domination d'un groupe ethnique sur un autre est au fondement du régime instauré par les Néerlandais.

Les divisions ethniques étaient renforcées par la loi et la pratique administrative. Chaque *kampung* était désigné pour un groupe ethnique spécifique dont l'accès était strictement contrôlé par une porte (Raben, 1996). Jusque 1848, tout mariage de Chrétiens avec des non-

⁷⁶ La mise en œuvre des principes du régime colonial n'est pas spécifique aux Hollandais. Ces derniers participent à une organisation plus globale des rapports de domination dans le monde, ni plus ni moins que les autres empires coloniaux en formation.

⁷⁷ La ségrégation et les représentations associées aux différents types d'espaces urbains maintient certains lieux en dehors des systèmes de redistribution des richesses et y entérine la perpétuation de la pauvreté.

Chrétiens était illégal. Les colons ont instauré le fait que chaque *kampung* soit dirigé par un chef du même groupe ethnique. Les autorités appliquent le système de « diviser pour mieux régner » en suivant des méthodes identiques aux colonies britanniques : chaque communauté a son propre chef officiel, responsable de la loi et de l'ordre dans ce groupe ; il a des fonctions de porte-parole auprès du gouvernement. Cela permet aux colons de limiter l'impression de domination par un groupe extérieur alors que le chef du *kampung* doit véritablement leur rendre des comptes. L'objectif est d'assimiler clairement le lieu avec l'origine des résidents comme par exemple « *kampung* Bali » (Lekkerkerker, 1918), « *Kampung* Banda » (de Haan, 1935) ou le quartier des Bugis. La diversité ethnique de Batavia et la limitation des relations entre les groupes étaient un outil de sécurité et de gestion de la population, évitant ainsi toute coalition contre le régime. La séparation des groupes ethniques est organisée législativement (avec la milice, les zones résidentielles, et les codes vestimentaires...) afin de régir les interactions sociales⁷⁸ (de Haan, 1935). L'espace urbain est donc maîtrisé via des fondements ethniques répartis spatialement dans la ville, correspondant ainsi au système social conçu pour l'exploitation d'une partie de la population par une autre (et basé un temps aussi sur l'esclavage). La ville de Batavia ne peut qu'être marquée par les profondes inégalités au sein de la société urbaine.

Une hiérarchie au service des Européens

Au-delà d'une division fondée sur la « race », la société de Batavia se répartissait et se hiérarchisait en fonction des rôles économiques de chaque groupe. Combinés aux rapports sociaux de domination de race instaurés par le système colonial doivent être pris en compte les rapports sociaux de domination d'ordre économique, alors que le système capitaliste se confirme par le passage du Système de Culture au Système libéral en 1870⁷⁹. Ainsi, les Européens tenaient une position dominante socialement en contrôlant les principales productions économiques et exportations de la colonie. À compter de 1799, malgré la disparition du monopole de la VOC, les Européens possèdent et gèrent les plus grosses structures commerciales de la ville. De plus, le système colonial instaurant différentes formes de

⁷⁸ Mais cette ségrégation reste artificielle du fait de l'importance de l'immigration. De plus, le faible nombre de femmes produit une mixité nécessaire liée à leur circulation entre les différents groupes (Taylor, 1983).

⁷⁹ Le Système des cultures était une organisation de travail forcé des paysans indonésiens au profit du gouvernement hollandais. Les entreprises privées n'avaient pas le droit de commercer avec les locaux ; ces derniers devaient cultiver sur une partie définie de leurs terres des plantes d'exportation (café, sucre, ...) que le gouvernement destinait au marché mondial, aux dépens des cultures vivrières (famines dans les années 1840 à Java). Les profits de ce système d'exploitation ont notamment été réinvestis pour de grands travaux dans la métropole (chemins de fer). En 1870, ce monopole d'État est aboli et libère le commerce pour les entreprises privées européennes : la concurrence des compagnies remplace alors l'exploitation étatique (Ooms, 2001).

discrimination réservait à ce groupe les postes du service civil, ce qui est particulièrement important pour asseoir un pouvoir dans un État très bureaucratique.

Du fait de leur utilité pour les Hollandais, les Chinois bénéficiaient d'un statut un peu privilégié malgré les formes de ségrégation mises en place par les colons. En effet, ils étaient identifiés comme des commerçants intermédiaires, pourvoyeurs de services urbains efficaces et de produits agricoles importants pour l'approvisionnement de la ville. De plus, leur relative prospérité leur donnait accès à une position économiquement dominante par rapport au reste de la population, notamment du fait de leurs propriétés foncières.

Les Indonésiens à Batavia étaient cantonnés aux travaux pénibles et peu valorisés (bien qu'essentiels) comme le travail sur les docks et dans les entrepôts et assuraient la main d'œuvre pour les travaux publics. En dehors de cela, les principaux contacts entre les groupes se font principalement dans l'espace domestique entre les maîtres et les employés de maison.

La production d'une inégalité spatiale

La ségrégation sociale et son organisation spatiale témoignent de la valeur attribuée aux espaces urbains. L'évolution de la ville de Batavia, tant dans ses formes que dans ses usages par les urbains, permet d'identifier différents types d'espaces (Carte 2) et surtout la production d'une inégalité appuyée sur les espaces urbains. Les quartiers progressivement délaissés par les Européens ont été investis par les autres groupes sociaux. Mais la moindre attention des pouvoirs publics envers ces espaces a participé à leur paupérisation ; l'état des logements témoignait du glissement dans la pauvreté pour toutes les populations qui ne pouvaient s'éloigner de leur emploi alors que les Européens mettent en œuvre des stratégies résidentielles d'évitement participant à l'accentuation de la ségrégation dans la ville.

L'histoire urbaine de Jakarta est donc profondément marquée par l'inscription dans l'espace des inégalités. La distribution spatiale de la population dans Batavia révélait la profonde division sociale traditionnelle des races et classes. Elle reflétait l'organisation du pouvoir et institutionnalisait l'espace urbain comme marqueur et organisateur des rapports sociaux inégalitaires et de domination. L'évolution de la ville avant 1900 a surtout été guidée par une intervention planificatrice limitée à des efforts d'embellissement de la cité coloniale très délimitée afin de convenir aux souhaits d'une minorité de citoyens. En effet, en 1905, l'espace résidentiel réservé à la communauté européenne représentait 50 % de la surface de la ville pour seulement 9 % de la population urbaine ; la population native dite « indigène » (71 % de la population totale) se concentrait sur 20 % de l'espace de la ville. La partie restante (environ un tiers) était réservée aux Chinois, Arabes et Indiens (Abeyasekere, 1987). Cette répartition s'appuie principalement sur les zones résidentielles car en pratique, l'imperméabilité de ces zonages n'a jamais pu être effective totalement (bien que souhaitée par certains Européens).

L'accès aux services urbains, et en particulier à l'eau est un autre indicateur du traitement différencié de l'espace urbain. Les puits artésiens situés stratégiquement dans les nouveaux quartiers (à Weltenwreden (Maronier, 1929)) étaient donc à destination des Européens.

Ces stratégies d'évitement du groupe dominant sont aussi observables dans la pratique des espaces publics et des transports. Le tramway à chevaux, principalement à destination des Européens travaillant à Kota, a été mis en place en 1869 afin de relier efficacement les deux centres urbains. Cependant, leur volonté de distanciation d'avec le reste de la population pousse les Européens à négliger ce mode de transport qui permettait une proximité des races et des classes entre les usagers. Cette mixité aurait nui à leur dignité et à leur confort. En revanche, ils adoptent aisément le tramway à vapeur (1881) qui maintient à distance les Indonésiens dans une rame spécifique. À la ségrégation raciale dans les transports entre Européens et Indonésiens s'ajoute une fragmentation de classes : les Indonésiens plus aisés cherchant aussi à ne pas être assimilé à la masse urbaine choisissent d'autres moyens de déplacement, ne laissant ces transports en commun qu'aux moins aisés.

❖ Manifestations urbaines de la pauvreté

Globalement, l'urbanisme à Batavia se comprend sous formes de « lotissements » en fonction des périodes de grands travaux. Par phases successives (Carte 2), sont mis en place de nouveaux services publics, avec l'aménagement de places publiques « à l'européenne » et des rues desservant ces différents espaces. Ce développement de la ville est accompagné de l'essor de l'activité immobilière. Dans le même temps est souvent occulté le fait que la majorité de la population urbaine est cantonnée dans les logements dits « indigènes » qui ne font pas partie de ces opérations d'urbanisme.

Le kampung : morphologie d'un espace dominé

Dans l'ensemble, il y a assez peu d'informations sur les espaces des non-dominants. Les écrits rassemblés ne s'attardent pas sur les habitants non-européens de Batavia. C'est plutôt une description en creux par rapport aux zones dites « européennes » qui permet de retrouver les caractéristiques des autres quartiers de la ville, ou via quelques observations portant sur ces *kampung* insérés dans les interstices de la ville. Pourtant, de fait, les Indonésiens, représentant plus des deux tiers de la population urbaine totale, sont répartis dans toute la ville et sont majoritaires, sauf dans le quartier chinois.

À la périphérie de la ville coloniale, planifiée et réservée aux Européens et à l'administration, se sont ainsi agglomérés des ensembles résidentiels très denses, occupés par

des travailleurs migrants, ressemblant fortement aux villages ruraux. Ils sont dénommés « *kampung* »⁸⁰. Ce terme n'est utilisé que pour les habitations dites « autochtones ». Les *kampung* correspondent à deux types d'espaces : des villages ruraux ou périurbains périphériques rattrapés par l'urbanisation ainsi que des quartiers dans la ville plus récents, créés et occupés par des Indonésiens « pauvres ».

Les maisons sont principalement en bois, en bambou tressé ou en paille. Elles peuvent être entourées de petits « jardins » qui permettent aux citadins de s'assurer quelques denrées, de la volaille, des fruits et des légumes (Weitzel, 1860). Dans ces quartiers « intérieurs » (c'est-à-dire éloignés des routes principales), les logements étaient qualifiés de « fermettes » et les descriptions insistent sur leur caractère semi-rural. Les travailleurs (migrants) logeaient aussi dans les nombreuses pensions souvent surpeuplées. Ces quartiers sont difficilement accessibles autrement qu'à pied du fait de l'étroitesse des allées. Cela explique le faible nombre de descriptions par les Européens dont la majeure partie marche peu. Quelques écrits « de recherche » d'Européens « en expédition » ont laissé des traces : ces documents visaient le recensement des problèmes de la ville dans laquelle vivait la plupart de leurs ressortissants.

Premiers réceptacles de la croissance démographique, ces espaces sont les témoins voire la condition de la naissance et du développement de la ville. Les quartiers résidentiels des Indonésiens ont été construits hors des zones planifiées mais le plus près possible des zones d'emploi. Denses, et situés dans les zones basses de la ville (traversée par treize cours d'eau), ils connaissent une très forte vulnérabilité.

Vulnérabilités : les formes environnementales et sanitaires d'une injustice spatiale

Les facteurs environnementaux et l'exposition aux risques sont essentiels pour comprendre la répartition sociale et ethnique de la population dans la ville. Sous les Tropiques, la proximité de l'eau des espaces bâtis denses induit une forte mortalité, y compris chez les Européens⁸¹. De nombreux récits (en particulier les notes de Thomas Cook) évoquent la ville de Batavia comme une « tombe à Européens » et les études vont montrer, jusqu'au début du XX^{ème} siècle, que le taux de mortalité y est le plus élevé de toutes les autres grandes villes asiatiques. La malaria et le choléra sont notamment les maladies responsables de la limitation de la croissance démographique de la ville.

Cependant, alors que l'insalubrité des espaces urbains touchait indifféremment la population de Batavia (Bakker *et al.*, 2006), on observe une évolution différenciée de la

⁸⁰ Littéralement « camp » mais ce terme désigne les villages dans l'espace rural et il est généralement traduit par l'expression « village urbain ».

⁸¹ L'eau stagnante et la non potabilité des puits induisent d'importantes maladies telles que la dysenterie, la typhoïde et surtout la malaria qui font de Batavia, une ville morbide.

réduction de la mortalité. Si le taux de mortalité baisse dans l'ensemble au XVIII^{ème} siècle et surtout au cours du XIX^{ème}⁸², notamment grâce à la politique gouvernementale pour un meilleur accès à l'eau saine via des puits artésiens et à l'ouverture de nouvelles zones résidentielles, ces nouveaux quartiers de la ville haute sont principalement destinés aux Européens. Ainsi, seulement une partie de la population – dominante – est éloignée des zones mortifères. Ces politiques urbaines sélectives témoignent donc d'un traitement différencié des espaces urbains en fonction des populations qui les occupent⁸³. Les inondations sont particulièrement meurtrières (Texier, 2009) dans les zones basses de la ville. La conséquence des maigres politiques⁸⁴ mises en œuvre et de leurs choix de localisation est que la santé à Batavia dépend fortement de l'environnement et du revenu des individus⁸⁵. Ces deux éléments sont déterminés par la position de chacun dans la hiérarchie raciale mise en place par les dirigeants coloniaux. Batavia pouvait être un lieu très attractif pour les Européens et relativement sain pour cette partie de la population, mais les conditions de vie des Chinois et Indonésiens assombrissent cette vision optimiste de la santé dans la ville.

Des quartiers entiers manquent manifestement de services sanitaires. Ils étaient principalement localisés dans des zones marécageuses, délaissées par les plus aisés, notamment au Nord de Batavia. Les nombreux incendies rappellent l'insuffisance des conditions de vie et la vulnérabilité de ces espaces et des personnes qui y vivent. Ceux-ci ne sont d'ailleurs pas maîtrisés du fait de l'absence de régulation pour les constructions dans ces quartiers périphériques (par rapport aux centres urbains, c'est-à-dire aux quartiers européens dans lesquels la construction en brique est obligatoire).

⁸² En 1819, le taux de mortalité moyen s'élevait à 228‰ est passé à 29‰ en 1903 (Bleeker, 1912, cité par Abeyasekere, 1987). Cela permet à Batavia de perdre sa réputation de « tombe à Européens ». L'idée s'installe progressivement que « l'Européen, mieux nourri et mieux soigné, échappe plus aisément aux grandes épidémies, qui frappent d'autant plus que les sociétés indigènes que l'essor démographique accentue leur promiscuité » (Lombard, 1990, p. 69).

⁸³ Fondés sur des discours racialisés, nombre d'observateurs contemporains mettaient en avant le contraste entre les pratiques « modernes » et « hygiéniques » de l'eau des puits par la population européenne, par rapport aux résidents « indigènes » des *kampung*, qui, par « manque de modernité » et refus d'investir, dépendaient des eaux de surface (Van Breen, 1916 ; Van Leeuwen, 1920).

⁸⁴ Les opérations visent notamment l'amélioration du drainage pour lutter contre la saturation des canaux de la ville basse, par la création de nouveaux. Mais les rapports d'inondation montrent leur manque d'efficacité. L'investissement pour l'accès à l'eau potable est limité du fait de la réticence du gouvernement à creuser des puits artésiens pour des non-Européens, c'est-à-dire à investir en dehors des quartiers de résidence et de travail des Européens.

⁸⁵ Certes, la mortalité des Européens reste élevée, bien au-dessus du niveau de la métropole. Mais ces derniers étant plus protégés des inondations grâce aux aménagements et aux facteurs de locations de leurs quartiers de résidence, sont moins exposés aux maladies consécutives de ces catastrophes. De plus, un meilleur accès aux soins et à l'alimentation permet aussi aux organismes de mieux résister aux épidémies.

Ainsi se développe une inégalité devant la maladie et la mort, qui n'existait guère auparavant, ne faisant que creuser davantage le fossé entre les deux communautés (Lombard, 1990).

Les formes urbaines sont les témoins d'une répartition spatiale des individus selon leur statut social et économique. À l'exception des quartiers européens, il apparaît que tous les autres sont touchés par les signes d'une pauvreté importante et fortement vulnérables. La distribution de la population à Batavia est très fragmentée en quartiers ethnicisés. Alors que les Européens se sont dirigés vers le sud pour des espaces plus sains, les Chinois, d'abord concentrés dans leur camp (le quartier de Glodok était décrit par un observateur en 1844 comme un espace particulièrement pauvre et insalubre, composé de 1 069 maisons étroites aux sols sales et exposées à des inondations fréquentes) juste au sud des enceintes de la vieille ville, se sont approprié l'intérieur des murs de Kota délaissés par les Européens mais aussi les nouvelles zones commerciales de marchés telles que Pasar Baru et Pasar Senen (Voir la carte 2).

Enjeux fonciers

L'accès à la propriété du sol était aussi une difficulté pour la majorité de la population. La partie significative de la Municipalité de Batavia, soit un cinquième de l'espace *intra-muros*, appartenait à des propriétaires privés absents⁸⁶.

Le Conseil municipal⁸⁷ a progressivement accepté la théorie d'une responsabilité envers les *kampung* (à partir de la fin du XIX^{ème} siècle surtout). S'est alors posé le problème des moyens d'intervention dans un contexte où les principes libéraux dominent. Les opérations d'amélioration potentielles ont d'abord été bloquées par la présence de propriétés privées sur lesquelles étaient installés les *kampung* sachant que le Conseil n'avait pas le pouvoir d'intervenir sur des terres privées, malgré les plaintes des locataires. À l'exception d'une condamnation symbolique des conditions de vie, le gouvernement n'avait que peu de moyens d'action. La solution adoptée fut celle d'une politique d'expropriation et d'acquisition de ces propriétés privées dans le but de les mettre sous le contrôle du Conseil municipal. Le support financier de

⁸⁶ Les Indonésiens résidents étaient majoritairement des métayers soumis à un responsable désigné par les propriétaires, leur imposant un travail pénible et des sanctions arbitraires. La loi (Système de Culture) obligeait les métayers à céder 52 jours de travail par an et à partager la récolte avec le propriétaire (Van de Bosch). En 1875, un éditorial d'un journal européen prétendait que les personnes vivant sous l'autorité de Batavia étaient « chanceux » de pouvoir bénéficier des deux tiers de leur récolte pour eux. Il n'y avait pas de moyens légaux pour les locataires d'être protégés contre des prélèvements excessifs alors que les propriétaires pouvaient appeler la police pour éviter que les locataires n'échappent à leurs obligations. Beaucoup se trouvent aussi en situation d'endettement le plus souvent auprès de leur propriétaire.

⁸⁷ Cette instance municipale représente le pouvoir local à partir du processus de décentralisation (1903) et sera donc en charge des questions urbaines jusqu'à l'Indépendance. C'est une des seules représentations des populations non Européennes dans le gouvernement local bien que leur pouvoir soit particulièrement limité.

ces opérations était assuré par les autorités municipales. Ainsi, en 1908, le quartier de Menteng est acquis ; jusque 1927, le Conseil a acheté onze propriétés couvrant une dizaine de kilomètres carrés. La méthode d'acquisition de ces propriétés fait débat entre l'achat ou la simple expropriation, et par extension, la question du coût pose donc problème.

Il faut relever l'importance des désaccords au sein du Conseil sur ces interventions et sur les moyens qui permettraient d'améliorer les conditions de vie et d'apporter de nouvelles zones d'habitat. L'enjeu est de tenter d'éviter la spéculation foncière, car par ces acquisitions, le Conseil dispose de vastes propriétés. En revanche, les membres indonésiens dénoncent régulièrement que ces propriétés soient loties plutôt pour créer des logements pour Européens et non pour la population initialement visée. Même quand le Conseil décida de construire des logements à bon marché pour des Indonésiens, le nouveau « modèle de *kampung* » proposé était au-delà des capacités financières des plus pauvres, à qui ils étaient censés être destinés (Gemeentebled, 1927).

Le traitement inégalitaire des populations lié au système colonial contribue à l'explication de la construction d'une ville au développement inégal et au maintien d'une partie de la population dans la pauvreté. La difficulté des conditions de vie quotidiennes en plus de la domination européenne participe à la production de plusieurs formes combinées de l'oppression : des rapports de classe se mêlent aux rapports de domination de race.

Ainsi, les modalités de la domination ont plusieurs dimensions conjuguées favorisant l'oppression des plus défavorisés par les dominants. La construction d'une société urbaine inégalitaire s'appuie sur l'espace qui en est tant le témoin que le levier pour affirmer la mise à distance de certains par rapport à d'autres.

2.1.3. La « fusion » irréductible dans la ville

Alors que les Européens représentaient 10 % de la population de Batavia au début du XIX^{ème} siècle⁸⁸ (24 500 personnes en 1820 et une augmentation de 6 500 individus les dix années suivantes), leur part dans la population totale ne cesse de baisser. Ainsi, les principaux acteurs de la croissance sont ailleurs.

⁸⁸ Cette période est identifiée comme l'Apogée de la présence européenne en Indonésie. L'essor de l'immigration venant de la métropole est remarquable surtout durant les deux premières décennies du XX^{ème} siècle ; les Européens constituent alors environ 7 % de la population résidant à Batavia.

❖ La quête de l'entre-soi

L'augmentation de la population dans la ville de Batavia, bien que lente et modérée, implique une plus forte densité dans un espace restreint, clos de murs dans un premier temps. Cette proximité de populations très différentes pourrait permettre d'affirmer les limites de la ségrégation à Batavia. Pourtant les textes et les formes urbaines font apparaître de nombreuses stratégies allant à l'encontre des formes de cohabitation.

La construction de l'Autre⁸⁹ par les colonisateurs se développe surtout à partir du moment où les contacts deviennent plus intenses avec les colonisés. Pourtant, un des fondements discursifs du projet colonial reposait sur la possibilité pour les « indigènes » – enfin, une infime partie – d'être « assimilés ». L'idée que l'imitation des pratiques et des modes de vie européens suffirait domine encore dans certains cercles au XIX^e siècle. Mais la crise économique des années Trente et l'essor démographique des populations locales poussent les colons à vouloir constituer une élite qui se distingue par des pratiques d'entre-soi (c'est l'apparition du Club⁹⁰). Leur genre de vie marqué par la culture néerlandaise, trop coûteux pour la majorité, accentue le fossé entre les Européens et les Autres. Les marques de distanciation d'avec le reste de la société urbaine se multiplient, croisant les facteurs ethniques et les rapports de classe. En effet, les loisirs des Européens excluent tout le monde sauf les plus aisés qu'ils soient Indonésiens, Chinois ou Arabes mais ils mettent en œuvre des normes de vie quotidienne coûteuse, rendant leur style de vie difficile à suivre.

Lombard (1990) souligne comment le groupe social dominant faisait sentir de plus en plus son mépris envers le monde asiatique, visible par la censure sociale contre les mariages mixtes notamment mais aussi par l'essor de comportements racistes. C'est à cette période que le terme d'*inlander* (le local, l'indigène) prend une connotation véritablement péjorative et certains textes parlent même d'une « oxydation de la race blanche » qui pourrait toucher les Européens débarquant à Batavia. Pour sa part, Abeyasekere (1987) fait apparaître dans son ouvrage une conjonction des modalités des inégalités en montrant que la fragmentation spatiale n'est qu'un reflet des disparités sociales, économiques et ethniques.

⁸⁹ La construction de l'altérité dans le système colonial n'explique pas exclusivement la pauvreté, actuelle et passée. En revanche, cette pratique systématique des groupes dominants a instauré, dans les représentations et dans les modalités d'actions, un traitement différencié des groupes sociaux selon leur statut, qui porte sur la « race » d'une part, mais aussi sur le niveau social et économique. C'est dans la démarche d'appréhender la pauvreté comme un rapport social que les représentations instaurant une altérité sociale forte à l'intérieur d'un espace urbain doivent être identifiées, afin d'en pointer les héritages et les recompositions dans le temps et dans l'espace.

⁹⁰ Au sud de la Place Waterloo est créé le Club de l'armée coloniale (le Concordia), qui cherche à développer la culture (européenne) dans la ville. C'est dans ce lieu notamment que se retrouvaient des partis conservateurs, fascistes et racistes à la fin des années 1920 et durant la décennie 1930.

Les stratégies de différenciation s'appliquent donc à tous les domaines de la vie sociale : résidence, culture, divertissement, ... Et le mépris des Européens se faisait sentir à tous les autres groupes, qu'ils soient indonésiens mais aussi chinois.

❖ Production de représentations et reproduction de dominations

Justifications théoriques

La pression de la crise économique accentue la tension et c'est notamment à partir de cette période que toute idée de mélange, de partage ou de fusion apparaît de plus en plus illusoire. Plusieurs auteurs s'emploient d'ailleurs à justifier la séparation tout en cherchant à promouvoir le modèle colonial (notamment via sa « mission civilisatrice »). J. H. Boeke présente en 1935 sa théorie du dualisme économique appuyée quatre ans plus tard par le concept d'économie plurielle (la « *plural economy* ») de F.S. Furnivall (1939)⁹¹. Ces deux auteurs admettent (et cherchent à démontrer) que « *sous les tropiques* » les sociétés européennes et indigènes ne pourront jamais fusionner ; un développement pouvait être conçu pour l'une et pour l'autre, mais il fallait le prévoir à des niveaux bien distincts, car jamais il ne pourrait y avoir de « *bien-être occidental pour les masses orientales* » (Boeke, 1935). Ainsi, l'« économie plurielle » serait la réponse adéquate à une « société plurielle » qui est caractérisée par plusieurs ordres sociaux distincts – basés sur la « race » – vivant à côté mais séparément, sous une même entité politique (Furnivall, 1939).

Les « limites de l'occidentalisation » malgré les politiques des colonisateurs appuient ces interprétations de la différence insoluble. Le gouvernement a imposé l'adoption du calendrier occidental et la réorganisation du temps quotidien, en heures. Ainsi, les Javanais ont subi le passage d'un temps sacré (découpage de la journée selon les cinq prières) à un temps profane lié à une nouvelle conception du travail. L'occidentalisation du temps oblige les « indigènes » à se plier au rythme des colons et explique l'introduction par les Européens du vieux mythe de la paresse des « indigènes ». C'est ce que montre Hussein Alatas dans son texte « *the Myth of the lazy native* ». L'idée d'une « paresse innée »⁹² se développe dès le XVIII^e siècle, en relation avec l'extension progressive des plantations et du modèle capitaliste. Sans vouloir admettre les traces possibles de certaines pratiques de résistance par les locaux, les colonisateurs y voient

⁹¹ Ces études sont explicitement destinées à un public d'étudiants néerlandais ou européens qui travaillerait sur la région, mais absolument pas pour les « natifs » dont ils parlent tant.

⁹² Elsa Dorlin (2009) contribue à cette réflexion en reconstituant aussi l'histoire de la notion de « tempérament ». Ce terme permettait notamment d'identifier, selon les milieux dont relèvent les personnes (mais aussi selon les sexes), des dispositions physiologiques individuelles préjugant de capacités intellectuelles et de vertus morales.

une justification de leur action unilatérale et accréditent l'idée d'une hiérarchie raciale. Cette hiérarchie est appuyée par une conception linéaire des civilisations, classées dans une perspective évolutionniste (Morgan, 1877) alliée à une représentation spatiale du monde. C'est ce que montre Christian Grataloup à travers l'étude de textes du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles⁹³ notamment de récits de voyage : plus on s'éloignait de l'Europe, plus on remontait dans le passé. La division du monde par âges se retrouve dans différentes représentations. À travers plusieurs œuvres d'art, le géohistorien montre que l'Orient est systématiquement assimilé au passé du monde face à l'Europe associée à la puissance et à la maturité du temps présent.

De la captation des politiques urbaines par les dominants aux dépens des populations les plus défavorisées

Au début du XX^{ème} siècle s'impose l'idée d'une diversité sociale insoluble dans le temps et dans l'espace, malgré la quête du profit qui serait un motif économique universel. De plus, l'absence d'une demande sociale cohérente (du fait de cette société plurielle) ne rend pas pertinente toute délégation de représentation à des élus. Ainsi, la réponse identifiée est la formalisation dans la loi (seul lien commun existant dans cette société) de « castes » appuyées sur les distinctions de « race » pour lutter contre toute forme d'individualisme trop poussé et de nationalisme (Furnivall, 1944).

Dans les pratiques et politiques de l'espace, cette séparation organisée par la ségrégation montre la production des inégalités dans la ville. Les pouvoirs publics étaient en effet partie prenante de l'aménagement de Batavia et des politiques urbaines à mettre en œuvre pour l'amélioration des conditions de vie. Pourtant la sélectivité de l'attribution des aides municipales selon les espaces témoigne des détournements de cette politique par les groupes dominants : les quartiers localisés moins favorablement comme les *kampung* du nord de la ville étaient oubliés des opérations d'aménagement, ce qui a contribué à leur rapide densification durant la première moitié du XX^{ème} siècle et à leur dégradation du fait d'une absence d'entretien. De plus, à la fin de la période coloniale⁹⁴, les différences de distribution des services publics permettent de constater une répartition très inégalitaire des efforts gouvernementaux : en 1940, on remarque que le confort contemporain des logements n'était que très peu diffusé. En effet, ne sont recensées que 7 000 connexions au réseau d'électricité. Ainsi l'organisation du réseau électrique,

⁹³ Les ethnologues Copens et Jamin (*Aux origines de l'anthropologie française*, 1978) ont étudié les travaux de Jean-Marie Degérando (*Considérations sur les diverses méthodes à suivre dans l'observation des peuples sauvages*, 1800), à partir de guides d'enquêtes pour voyageurs en outre-mer. Ce dernier affirmait à propos des sociétés lointaines rencontrées que « *le voyageur philosophe qui navigue vers les extrémités de la Terre traverse la suite des âges. Il voyage dans le passé ; chaque pas qu'il fait est un siècle qu'il franchit* ».

⁹⁴ Revenir sur les formes urbaines et les équipements mis en place durant la colonisation permet de mettre en évidence les choix historiques nécessaires à la compréhension de l'organisation urbaine actuelle, en particulier des inégalités d'accès aux services publics.

tout comme le réseau d'eau, montre des aménagements explicitement à destination des plus aisés et de certains quartiers mais en aucun cas mis en œuvre au profit de la majorité. L'organisation de différenciation et d'exclusion entre les quartiers a été initiée par les administrateurs coloniaux que la gestion ultérieure n'a pas permis (ou cherché à) de résorber (Bakker *et al*, 2006).

Enfin, des membres du Conseil stigmatisaient les pratiques et comportements des Indonésiens participant aux représentations disqualifiantes des populations et des espaces concernés. Pour justifier du faible nombre de places publiques construites dans les *kampung* ou de l'absence de service de nettoyage et de maintenance, l'administration municipale expliquait que ces espaces devenaient rapidement inutilisables puisque les habitants de *kampung* ne voulaient pas mettre à disposition des terres à cette fin et ne s'en occupaient pas eux-mêmes. D'autres formes d'exclusion apparaissent dans l'accès aux services urbains. En effet, l'extension de Batavia (avec l'annexion de Meester Cornelis) nécessitait d'autres sources d'approvisionnement en eau : le réseau municipal se modernise donnant accès à l'eau courante desservant 90 % des ménages européens⁹⁵ pour une consommation de 140 litres par jour, alors que le service n'est prévu que pour 33 % des Indonésiens pour seulement 65 litres quotidiens par personne (Van Breen, 1916) : en 1929, la population européenne (environ 7 %) consommait 78% du volume d'eau distribué aux particuliers (Eggink, 1930). Du fait de l'incapacité financière des Indonésiens à supporter les coûts de connexion au réseau d'adduction en eau, ils ne pouvaient pas accéder à cette ressource, moins chère et de meilleure qualité. Dépendre des points d'eau et des vendeurs distribuant une eau rarement potable et chère était une plainte régulière des habitants des *kampung* mais le système était clairement orienté vers ceux qui avaient les moyens de financer ces installations. Ce même problème se pose pour les dysfonctionnements du système de drainage et l'évacuation des déchets, notamment dans les quartiers du Nord de la ville. Pourtant sont relevées des dépenses coûteuses et spécifiques qui ne concernent qu'une partie de la population, comme pour le contrôle des approvisionnements de la ville en lait, denrée uniquement consommée par les Européens. Thamrin dénonce ces inégalités en 1936 indiquant les signes de l'arrogance coloniale typique des Européens sous les tropiques.

⁹⁵ La « modernisation » du réseau appelée dans le langage colonial la « normalisation » permet le développement d'un mode de vie urbain moderne, avec des douches directement connectées au réseau (Gemeente Batavia, 1937)

❖ Les revendications de l'altérité : quelles modalités ?

La production d'une différenciation sociale par les dominants est progressivement appropriée par les Indonésiens. Et alors que les différences ethniques s'estompent à l'intérieur de la ville s'affirme un groupe spécifique revendiquant son origine urbaine.

L'affirmation d'un nouveau groupe social pauvre : les Betawi

À partir du XIX^{ème} siècle et au XX^{ème} émerge un nouveau groupe spécifique permettant de distinguer les urbains des migrants : le groupe des *Betawi*. Il désigne les Indonésiens nés à Batavia. Cette apparition semble venir des Indonésiens urbains eux-mêmes, reprenant le terme de « Bataviens » (habitants de Batavia). L'objectif est de faire reconnaître leur origine locale et éventuellement une ancienneté (quitte à remonter aux premiers occupants de Jacatra, avant l'arrivée des Portugais) afin de se différencier des migrants⁹⁶. Dès les années Trente, Furnivall (1939) identifie les oppositions existantes au sein de la société des Indes néerlandaises et pointe entre autres celle entre la campagne et la ville exacerbée par les différences raciales.

Les *Betawi* donnent de la cohérence à leur groupe en se réunissant autour de plusieurs critères en plus de la naissance à Batavia. Ils sont musulmans. Ils ont la réputation auprès des autres groupes d'être parmi les plus radicaux : leur fort sentiment religieux aurait été alimenté par l'arrivée des Arabes. Cette perception peut être comprise comme la construction d'une altérité forte par les dominants qui ne parviennent pas à les convertir malgré leur proximité. Il est aussi probable qu'ils se raccrochent à leur foi comme source de réconfort dans un monde sur lequel ils n'ont que très peu de contrôle. Ils affichent fièrement leur foi mais leur pauvreté ne leur permet pas d'inscrire leur religion dans l'espace public par la célébration de fêtes ou par la construction d'imposantes mosquées. Ainsi, la religion de la majorité était presque invisible à Batavia⁹⁷.

L'intérêt de revenir sur la constitution de ce groupe « ethnique » est lié au statut social de ces urbains, dont la pauvreté rend particulièrement difficile le quotidien en ville. La construction de cette identité semble porter sur tous les rapports d'altérité avec le groupe dominant des colons, depuis les comportements et pratiques culturelles (religion) aux ressources

⁹⁶ Le fondement historique de cette ethnie n'est pas prouvé, notamment du fait de l'absence de sources actuellement disponibles (Bertrand, 2008), mais l'intérêt ici porte plus sur la revendication identitaire et les représentations qui y sont associées.

⁹⁷ Cette adhésion religieuse s'exprime par l'envoi de leurs enfants dans les écoles musulmanes. Ces choix leur valent de fortes critiques de la part des autres groupes, en particulier des Européens, qui ne comprennent pas leur refus de chercher une éducation occidentale. L'importante pénurie scolaire et le coût d'une éducation à l'euro péenne permet de relativiser l'idée des Occidentaux que la religion serait la principale raison de leur illettrisme.

économiques, le tout appuyé sur un rapport à l'espace fort, puisque les membres s'assimilent aux « véritables » premiers installés, une revendication d'où ils tirent leur légitimité.

Fonctions sociales et dominations

Les *Betawi* occuperaient le plus bas rang de l'échelle sociale à Batavia. De fait des conditions d'apparition de ce groupe « ethnique », les *Betawi* n'ont pas leur propre noblesse, ce qui explique qu'ils n'aient pas de dirigeants de leur ethnie comme on l'observe dans le système colonial dual mis en place dans toute l'île de Java⁹⁸. Quelques aristocrates (grands propriétaires) vivent séparément à l'extérieur de la ville. À l'intérieur de Batavia, du fait de l'étalement et de la dispersion des *kampung*, ils ont été éparpillés dans toute la ville et les districts voisins jusqu'aux montagnes.

L'extrait suivant permet de décrire les conditions de vie à l'intérieur d'un *kampung Betawi*, et montre notamment les formes d'exotisation mises en œuvre par l'auteur.

Si vous traversez le Pont Parapatan depuis la Place royale au petit matin, vous pourrez voir le grand kampung de Kwitang sur la rivière. La plupart des habitants se baignent dans la Rivière Ciliwung. Les plus forts portent des herbes et des légumes flottant sur l'eau, les chevaux se baignent à côté des humains, le linge y est lavé. Dans le kampung on peut voir une femme battre le riz, une autre coudre sur un bale-bale (une pailasse en bambou tressé) devant sa cabane, une autre transformant des piments rouges en sambal ulek ; les hommes grimpent sur les cocotiers pour en attraper les fruits et les préparent pour les porter au marché. Les enfants courent parmi les poules, canards, oies et les chiens. (Weitzel, p. 33)

Les récoltes, la fabrication de produits artisanaux et quelques services comme le transport en charrette ou la lessive font partie de leurs attributions. Les hommes cueillent les fruits, rassemblent le bois de feu et assurent l'approvisionnement en herbages (pour les chevaux en augmentation) et en légumes afin de pouvoir vendre ces productions dans les marchés de la ville. De plus, une grande partie a cherché à limiter autant que possible les emplois dans le service domestique. Ils répondent à leurs besoins via des moyens alternatifs et des emplois dits « informels » telles que la vente ambulante ou en *warung*⁹⁹ évitant ainsi les activités impliquant des relations directes avec des Européens. Les tissages et nattages étaient issus de l'artisanat domestique : les femmes gagnaient de l'argent au domicile en faisant du *batik*. Mais l'industrialisation de ces activités (du fait de l'introduction de normes de fabrication), a

⁹⁸ C'est une différence avec les sociétés javanaise et sundanaise qui sont très hiérarchisées dans lesquelles il y a des puissants et des dominés aussi.

⁹⁹ *Warung*, petit commerce de vente alimentaire.

fortement diminué les possibilités d'emploi des femmes. Ces activités progressivement récupérées dans les usines sont désormais celles des hommes. C'est la captation d'une ressource par ceux qui disposent d'un capital économique plus important, les Chinois. La mise en œuvre du capitalisme dans les activités traditionnelles détournent les possibilités de production des femmes et en confisquent les résultats. Ainsi, leur assignation à l'espace domestique n'en est que renforcé, ce qui explique leur quasi invisibilité dans les descriptions des espaces publics de la ville.

Il apparaît que les *Betawi* forment un des groupes indonésiens les plus résistants au processus d'occidentalisation. D'une part, la pauvreté générale de ce groupe social implique l'incapacité à assumer les coûts de modes de vies des classes supérieures. D'autre part, ce pourrait être une des formes de réaction face aux Chinois et aux Européens qui bénéficient de la domination économique, sociale et politique dans la ville. Ainsi, si ces groupes dominants voulaient acheter le terrain d'un *Betawi*, il était peu probable que ce dernier puisse produire un titre pour défendre ses droits légaux d'occupation et par extension qu'il puisse en tirer un juste prix, des méthodes favorisant le maintien dans la pauvreté de personnes dominées.

On observe plusieurs stratégies de distanciation d'avec les dominants telles que de leur propre langue, de leurs coutumes spécifiques et de certaines pratiques culturelles telles que musique, danse et tradition orale. Ces comportements sociaux peuvent être qualifiés de formes de résistance face à l'oppression, mais dont les impacts sont mineurs : ils ne permettent pas de sortir de leur condition d'urbains pauvres ni de renégocier le rapport social inégal qui y est associé.

De la production exogène à la réappropriation interne de l'altérité

Jakarta, c'est avant tout un lieu de l'Orient... voire de l'orientalisme (Saïd, 1978)¹⁰⁰, lié à l'Asie dans son ensemble. La différenciation historique entre Orient et Occident renvoie à deux catégories spatiales et civilisationnelles essentiellement construites par les Européens, héritées des représentations grecques puis romaines (Pelletier, 2012). C'est à partir de la Renaissance que le terme d'Orient s'assimile progressivement à l'Asie regroupant les mondes musulmans, indiens et chinois. Ce n'est qu'en 1928 qu'une appellation rompt avec une vision européocentrée¹⁰¹ : Jules Sion introduit l'expression « Asie des moussons » et insère une entrée quelque peu déterministe, supposant qu'un type de climat induirait un type de civilisation. C'est

¹⁰⁰ « If we agree that all things in history, like history itself, are made by men, then we will appreciate how possible is it for many objects or places or times to be assigned roles and given meanings that acquire objective validity only after the assignation are made. This is especially true of relatively uncommon things, like foreigners, mutants, or "abnormal" behavior. » (Saïd, 1978, p. 54).

¹⁰¹ On peut certes relever que chaque culture propose une vision du (reste du) monde en fonction d'elle-même, mais toutes n'ont pas eu la même puissance normative produisant cadres théoriques et conceptuels structurants dans l'appréhension de l'Autre.

au cours du XIX^{ème} siècle que les Chinois, les Japonais, les Indiens et les autres groupes ethniques sont orientalisés, c'est-à-dire intégrés dans un Orient colonisé.

La production même des appellations des lieux témoignent de ce rapport inégal. Le terme « Asie », importé par les missionnaires jésuites dans tout l'Extrême-Orient, va servir de support, au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, à des mouvements identitaires, pour résister à l'impérialisme occidental. On parle alors d'« asiatisme »¹⁰². Le terme « Indonésie », lui aussi, a été produit par un occidental identifiant des « caractéristiques locales » : James Richardson Logan (1850), avocat et ethnologue britannique¹⁰³. Le toponyme d'Indonésie, forgé par les occidentaux mais rejeté par les colons pour désigner officiellement l'ensemble archipélagique, est adopté par les nouveaux dirigeants locaux qui y voient un ferment unitaire dans le processus d'indépendance et de décolonisation (1945-1949) (Lombard, 1990). Dès 1928, les membres du Congrès de la Jeunesse (concrètement, un nombre réduit de jeunes lettrés aisés) revendiquent leur appartenance et leur droit à une nation unie avec une seule langue, l'indonésien (Cayrac-Blanchard et Leclerc, 1989). Les fondements des études orientalistes¹⁰⁴ de l'époque (la terre, les hommes et la langue) sont directement repris dans la formulation de ce Serment, reconstruit (*a posteriori*) comme fondateur des aspirations d'indépendance.

En revanche, le choix de renommer la capitale Batavia en Jakarta est le moyen pour les nouvelles élites de marquer la rupture d'avec l'ère coloniale sans pourtant changer de centre. On observe ainsi une réappropriation des hiérarchies spatiales produites par les colons par le nouveau régime, ne remettant pas en cause les inégalités conséquentes existantes à l'intérieur du pays (Budi Kurniawan, 2012).

¹⁰² En revanche, on peut noter que les délimitations fluctuent selon le contexte : la « crise asiatique » qui éclate en 1997 met en évidence un espace interdépendant économiquement à la périphérie immédiate de la Chine et du Japon ; l'Inde, l'Asie centrale, le Moyen-Orient ne sont pas touchés par la « crise asiatique ». Inversement, la région contemporaine d'Asie a tendance à dériver vers le sud-est englobant de fait l'Australie, en lien avec ses stratégies géopolitiques dans la région.

¹⁰³ propose aussi l'expression « Asie du Sud-est » dès 1847. Elle repose sur des critères culturels (religions, coutumes, langues), même si elle ne se répand qu'après la Deuxième Guerre mondiale, dans le contexte d'affrontement des blocs et la création de l'ASEAN en 1967 (*Association of South East Asian Nations*)

¹⁰⁴ Au début du XX^{ème} siècle, cet enseignement est assuré pour les fonctionnaires néerlandais coloniaux et pour quelques étudiants indonésiens dont la famille peut assumer une formation aux Pays-Bas. Le terme d'Indonésie « est couramment utilisé au début du 20^e siècle par Van Vollenhoven, professeur de droit coutumier à Leyde de 1902 à 1933, qui qualifie d'indonesisch les diverses formes de droit coutumier qu'il relève dans cette aire archipélagique. D'abord géographique et linguistique ce terme ne coïncide pas avec le territoire des Indes néerlandaises. De l'existence de ce droit coutumier commun, Van Vollenhoven déduit l'existence d'un sujet commun de la pratique de ce droit, l'Indonésien (Indonesiër) en qui la langue administrative coloniale voyait l'indigène (Inlander). (Cayrac-Blanchard et Leclerc, 1989, p. 854).

❖ Récupérations et reproductions

Ces rapports de domination sont d'autant plus sensibles que les groupes concernés sont proches. Ainsi, c'est surtout à Jakarta, lieu de contact entre les différentes communautés, que ces rapports sociaux se manifestent. Hérités des conceptions coloniales, les récits d'Occidentaux sur cette ville ne manquent pas de souligner tout ce qui diffère, marque, choque, par rapport à « leurs villes », à « leur quotidien ». Plusieurs ouvrages scientifiques portant sur Jakarta s'ouvrent sur de longues descriptions du paysage urbain étonnant et/ou de l'ambiance originale qui règne dans la ville. L'aménageur australien Christopher Silver (2008) développe pendant plusieurs pages son « périple » depuis l'aéroport jusqu'à son logement en pointant tous les éléments choquants de l'« urbanisme indonésien »¹⁰⁵. Il décrit précisément dans ses premières pages les ensembles informels et leur proximité avec les tours de bureaux. Il marque lui-même son étonnement face à la quantité de « petits véhicules » et la présence des vendeurs ou de piétons sur la route, et pose rapidement la question : Pourquoi Jakarta est si différent ? (de ce qu'il connaît, ajouterais-je). Nigel Barley, anthropologue, passe aussi par cette « expérience de Jakarta » relevant les éléments pittoresques :

« Des habitations pour les classes moyennes y côtoyaient des logements pour les pauvres. Sur les artères principales s'ouvraient des ruelles grouillantes de monde, où l'on vivait comme dans un village et non dans une ville. [...] Des vendeurs de rue erraient sans but. Une femme folle courait dans le quartier en grimaçant.

Des deux côtés de la rue coulaient, ou plutôt stagnaient, des égouts à ciel ouvert, bloqués par les détritiques. »

Barley, 1988, p. 40.

Plus qu'une ville orientale, Jakarta est donc plutôt une ville *orientalisée* qui rassemble plusieurs éléments de l'exotisme lui interdisant d'être considérée comme d'autres villes dites occidentales. Au-delà d'une forme de fascination des « belles Indes » se maintient celle d'une région colonisée, donc dominée depuis longtemps (dès le XVI^{ème} siècle) par les Européens.

« Tout se passe comme si nous avions besoin de concevoir ainsi, à la périphérie de notre monde étroit, des zones de basse pression culturelle qui, par contraste, nous pondèrent et nous confortent ; après « l'homme malade » et « le colosse aux pieds d'argile » est apparu « le monde en voie de développement ».

Lombard, 1990, p. 39.

¹⁰⁵ L'ouvrage date de 2008 mais son texte relate sa première arrivée en octobre 1989.

Et dépassant ce rapport Orient/Occident, s'impose désormais – tant dans le langage courant, médiatique et scolaire que dans le discours académique – un autre rapport mis en place à travers une nouvelle locution résumant l'inégalité de Monde : l'invention du Sud (Grataloup, 2014). L'expression Nord/Sud¹⁰⁶ peut être perçue comme liée à l'occidentalisation du Monde, imposant un regard occidental sur le devenir des régions intertropicales tout en se dédouanant de leur corrélation avec ce qui fut appelé « Tiers Monde ».

¹⁰⁶ Si la notion de « Sud » tente en effet de sortir de ces rapports de domination, on ne peut nier que ses délimitations spatiales recouvrent dans l'ensemble, tout en s'appuyant sur des niveaux de richesse, les anciens territoires colonisés et/ou dominés économiquement, ce qui reproduit une conception du monde bipolarisée et en creux, le sud, voire les suds rassemblent tous les États qui ne sont pas du Nord/Occident.

2.2. Une ville émergente

« Les villes post-coloniales sont les supports des nouveaux États. Elles constituent les espaces premiers de leur déploiement, de la construction de leurs bases sociales et de la mise en place de leur symbolique. Elles mêlent l'ancien et le nouveau, la continuité et la rupture. »

Massiah et Tribillon, 1987, p. 40.

Alors que les décennies suivant la période coloniale ont profondément remodelé Jakarta et ses alentours, permettant d'y identifier un exemple du changement urbain, les héritages du régime antérieurs restent sensibles et témoignent de la perpétuation des inégalités dans la ville du fait de la reproduction des rapports sociaux de domination dans l'espace. Le passage d'un régime colonial à un système national avec l'Indépendance est souvent un moment identifié comme une rupture profonde dans l'histoire de la ville et du pays. Pourtant, en ce qui concerne les inégalités et la question de la pauvreté, cette charnière ne semble pas pertinente. Ainsi ont été construits certains espaces mais aussi des pratiques et représentations au cours de la période coloniale dont certains aspects se sont perpétués durant les régimes suivants. Il faut aussi tenir compte de l'inertie induite par les formes bâties et les infrastructures conçues pour organiser la dépendance. C'est ce que l'on peut voir avec le terme de « *kampung* ».

Jakarta tient une place spécifique pour l'État-nation indonésien. La ville est considérée comme un cadre de référence pour les politiques urbaines et les transformations de l'espace à plusieurs échelles. Les politiques, processus et transformations à l'échelle nationale prennent forme notamment à Jakarta. Ainsi, on peut y voir les conséquences et implications de processus nationaux comme ceux de la décentralisation et de la démocratisation, mais aussi des preuves d'une évolution contextuelle des processus économiques en œuvre, plus larges, souvent présentés comme universels, tels que la mondialisation ou encore la néolibéralisation (Brenner et Theodore, 2002).

La logique étatique englobe les différentes interventions publiques des nouveaux États indépendants. Celle-ci, qui succède à la logique coloniale antérieure, ne remet pas nécessairement en cause les politiques issues de la colonisation. Ainsi, l'imposition de réformes centralisatrices, autoritaires et volontaristes semble faire disparaître les rapports sociaux de domination existants. Pourtant, la récupération des approches et le transfert des représentations maintiennent des formes de domination, liées aux ethnies à l'intérieur du pays, mais aussi aux rapports de classe qui se combinent et co-construisent une nouvelle division sociale dans l'espace urbain.

Formation administrative	Opérations d'aménagement	RÉGIME	Dates	Nb Hab estimé	ORIENTATIONS POLITIQUES	Gouverneurs
Fondation de Batavia			1609			
Annexion de Weltenwreden			1700			
				27 000		
			1800	50 000		Daendels 1808-1811
Annexion de Mr. Cornelis			1830		SYSTÈME DE CULTURE	Raffles 1811-1816
			1870		SYSTÈME LIBÉRAL	
Menteng			1900	115 000		
				435 000		
			1940			
	Kebayoran Baru	INDÉPENDANCE		823 000		
Annexions des zones périphériques			1950	1 782 000		Sudiro 1953-1960
Province spéciale : DKI		DEMOCRATIE	1959			
	Monas	GUIDÉE	1960	3 813 000		Sadikin 1966-1977
	Jeux Asiatiques		1969		KIP	
	Pondok Indah	ORDRE	1970	5 700 000		
	Taman Mini					
		NOUVEAU	1980		CIP	
			1990	8 200 000		
	Tour Stylo plume				P2KP	Sutioso
	REFORMASI		2000		MHT+	1997-2007
			2010	9 000 000	PNPM	Fauzi Bowo 2007-2012 Joko Widodo puis Ahok

Figure 2 : Chronologie de l'histoire de Jakarta
De 1609 à nos jours, les étapes majeures du développement urbain

2.2.1. Une transition urbaine critique

❖ Les modalités de l'urbanisation : une ville du « Sud »

Jakarta, capitale de la République d'Indonésie, a été créée suite à la fin du régime colonial et à la disparition des Indes néerlandaises. Batavia était la ville relais entre la colonie et la métropole, centre administratif mais aussi économique du pouvoir colonial. Localisée dans l'hémisphère sud¹⁰⁷, Jakarta ainsi que toute l'Indonésie et l'Asie du sud-est insulaire font partie de ce qu'on appelle le « Sud » en géographie économique. En effet, Jakarta cumule un certain nombre de critères de définition, de caractéristiques et de dynamiques qui permettent de l'assimiler au groupe des « villes du Sud ».

Dans cette région du monde, si le fait urbain est ancien, l'urbanisation tardive et rapide à partir du milieu du XX^{ème} siècle – touchant en particulier Jakarta – est un trait des plus marquant de l'évolution du peuplement dans un pays majoritairement rural jusqu'en 2011¹⁰⁸.

Une urbanisation tardive

Batavia a longtemps gardé une taille modeste, répondant juste aux fonctions administratives et commerciales nécessaires pour un comptoir. À la fin du XVII^{ème} siècle, la population de la ville intra-muros était estimée à 27 068 personnes dont 13 278 esclaves (1673), soit la taille d'une petite ville. Pendant deux siècles, la croissance est modérée mais réelle¹⁰⁹. Entre 1900 et 1930, la population de Batavia passe de 115 000 à 435 000 habitants et dépasse rapidement le seuil du demi-million d'urbains notamment du fait de l'annexion par la municipalité de Batavia de la banlieue de Meester Cornelis (Jatinegara). Ainsi, la ville prend très progressivement la taille d'une véritable capitale en rivalisant désormais avec la plus grande ville des Indes orientales, Surabaya¹¹⁰.

¹⁰⁷ 6^{ème} degré de latitude sud et 106^{ème} degré de longitude est – 6°12'S 106°48'E.

¹⁰⁸ Les données de la Banque mondiale estiment que désormais, la population indonésienne est majoritairement urbaine. En 2012, 51,4 % de la population totale vivrait dans un milieu défini comme urbain (42 % en 2000).

¹⁰⁹ D'après les données rassemblées par Abeyasekere (1987), la croissance de la population a d'abord et surtout touché les environs de la ville fortifiée, rassemblant, dès 1779, 160 000 personnes. La croissance de la périphérie urbaine s'explique surtout par l'immigration depuis les aires rurales. En effet, la région peut accueillir et absorber cette nouvelle main d'œuvre du fait de la conversion de l'agriculture vers les usages urbains avec des densités plus fortes que dans les *kampung* d'origine. De plus, il faut pouvoir répondre à la demande immédiate de la ville en l'approvisionnant en denrées alimentaires mais aussi en produits d'exportations (le sucre en particulier). En 1810, la ville compte 50 000 résidents et plus de 331 000 en incluant les communautés agricoles alentours.

¹¹⁰ La croissance limitée de Batavia s'explique en effet par l'importance de l'autre ville javanaise : le port de Surabaya capte une grande partie des migrations de travail ; sa croissance démographique témoigne du succès économique de la ville de l'est de Java (Franck, 1993).

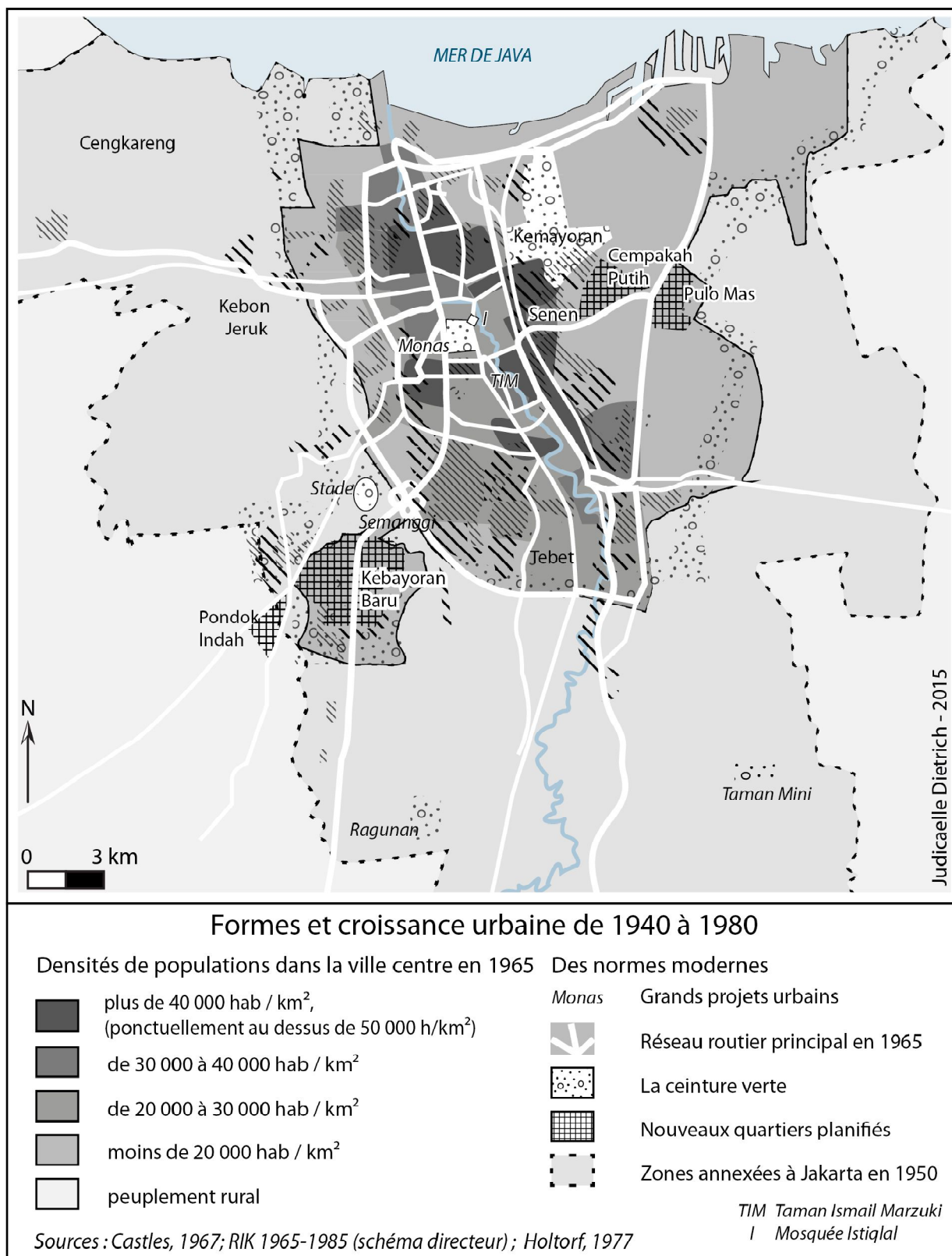
Les régimes successifs après l'Indépendance (17 août 1945¹¹¹) ont continué à imposer la capitale comme le centre majeur du pays, appuyant surtout sa croissance économique. En lien avec le phénomène mondial d'urbanisation (très rapide dans les villes des Suds) les villes, et Jakarta en premier, bénéficient d'une image positive, de succès et d'ascension sociale possible. Leur croissance a aussi été alimentée par l'exode rural. Les études des migrations montrent l'importance des flux vers les métropoles en s'appuyant sur les *push and pull factors*¹¹², en particulier par la mise en œuvre de la révolution verte en Indonésie (Plan *Bimas*). Ce processus d'urbanisation a été porté notamment par la croissance démographique et économique, associée à la révolution technologique, la circulation de l'information et l'élévation du niveau d'instruction (Franck, 1993). De fait, la multiplication et l'universalisation des échanges participent de la « *nouvelle économie internationale* » identifiée par M. Santos. En revanche, il n'y a pas d'explication linéaire à ce processus et on ne relève pas de corrélation systématique entre une pression exercée par une forte démographie rurale (qui serait donc facteur de pauvreté) et une urbanisation accélérée (Franck, 1993). De plus, à la différence des facteurs d'urbanisation « traditionnels » (processus mis en avant dans les pays « du Nord ») montrant le passage du secteur primaire au secteur secondaire, on observe en Indonésie – comme dans la plupart des pays « du Sud » - que l'industrie n'est qu'un élément parmi d'autres de l'urbanisation mais que ce processus s'appuie principalement sur le développement du secteur tertiaire, hypertrophié, qui se concentre dans les villes, et surtout dans les grandes villes. Ainsi, on observe une forte polarisation de la population urbaine et des activités au profit des grandes villes. C'est le phénomène de primauté qui a tendance à engendrer de véritables monstres urbains, liés aux représentations dominantes de la ville comme mirage du succès.

¹¹¹ Date de proclamation unilatérale de l'Indépendance par Soekarno et Mohammed Hatta. Les Néerlandais réoccupent l'Indonésie à partir de 1946, mais reconnaissent de fait la souveraineté indonésienne sur les îles de l'ouest (Java, Sumatra, Madura). Après deux années (la *Revolusi*) et sous la pression internationale, les Néerlandais acceptent le transfert total de souveraineté (le 27 décembre 1949).

¹¹² Les *push and pull factors* regroupent les différents éléments d'explications qui permettent de comprendre et de justifier ce qui pousse les individus à la migration.

Les raisons qui poussent au départ sont avant tout économiques (difficultés d'accès à l'emploi, l'exposition à des aléas majeurs comme les inondations, les limites d'accès sécurisé à des denrées alimentaires ou à un abri, s'insérant dans un ensemble global de conditions de vie plus basses qu'ailleurs). À cela s'ajoutent des facteurs sociaux tels que le manque d'accès aux soins, à l'éducation mais aussi le manque de tolérance de culte. D'autres explications s'appuient aussi sur certaines causes politiques (système législatif injuste, manque d'accès aux droits civiques parfois lié à des situations de conflits (nombreux en Indonésie).

À ces éléments se cumulent plusieurs facteurs attractifs d'un nouveau lieu de vie : l'espoir d'un meilleur accès à l'emploi, à des revenus, aux denrées ou à un abri permet d'espérer pour soi-même et pour toute la famille d'accéder de meilleures conditions de vie en général. Un meilleur accès aux soins, à l'éducation et à la liberté de culte est renforcé par le soutien des proches. Enfin la quête de la sécurité et de la liberté grâce à la protection du droit favorise le départ d'un grand nombre d'individus.



Carte 3 : Forme et croissance urbaine de Jakarta entre 1940 et 1980

Une « trajectoire de développement » pour d'« autres » urbanisations

Les travaux menés dans la démarche du *Southern turn* cherchent à montrer ce que l'analyse des espaces urbains des villes dites du sud peut apporter aux études urbaines en général. Ce tournant permet donc l'affirmation d'un nouvel ordre global émergent, marqué par l'ascendance des centres asiatiques, depuis les États du Golfe à l'Inde et la Chine. Les villes asiatiques sont un milieu d'intervention spécifique, formé et reformé par l'assemblage de ce que Allen et Cochrane (2007, p. 1171) ont appelé les « parties d'ailleurs ». Ces ailleurs sont souvent des paysages asiatiques, des images déterritorialisées du capitalisme asiatique au travers desquelles sont produits de nouveaux territoires d'accumulation et d'hégémonies.

Parallèlement, ces nouvelles approches ont notamment permis de faire apparaître ces villes dans les trajectoires du développement urbain. Par exemple, dans le contexte de l'Asie-Pacifique, Forbes (1997, p. 462) note que la plupart des économies post-coloniales ont rompu leurs liens économiques avec les anciennes puissances coloniales, ou tout du moins les ont affaiblis. Ainsi, ces économies développent des liens régionaux et mondiaux plus diversifiés. De là ont émergé de nouvelles formes urbaines, des types d'espaces urbains postcoloniaux qui participent à la recomposition des équilibres dans le processus de mondialisation. On peut notamment penser à quelques formes spatiales observées à Jakarta et dans sa région. La notion de *desakota* de Terry McGee (1995) est typique de la prise en compte d'une « forme urbaine nouvelle et durable... ni rurale ni urbaine, mais qui incorpore des éléments distinctifs de ces deux espaces » (Kelly, 1999) et qualifie désormais d'autres espaces que la région métropolitaine élargie de Jakarta à Bandung. Terry Mac Gee parle à ce sujet de « sururbanisation » ou de « pseudo-urbanisation » (Mac Gee, 1985, p. 298) qui serait liée à une urbanisation de subsistance¹¹³.

L'explosion urbaine

L'imposition de Jakarta comme centre du pays se concrétise notamment par la croissance démographique, témoignant de l'attractivité de la capitale pour toute la population. La croissance rapide de la ville après l'Indépendance est le phénomène majeur auquel ont dû faire face les autorités et les aménageurs. Au-delà de toute prévision anticipée, les taux de croissance démographique à Jakarta ont profondément modifié la composition de la population urbaine et par conséquent les espaces urbains. Les Néerlandais n'avaient prévu qu'une agglomération de 500 000 habitants, et les plans de reconstruction de la ville après les

¹¹³ Mac Gee (1985) explique que ce terme de « pseudo-urbanisation » cherche à montrer que l'insertion des villes sud-est asiatiques dans l'économie mondiale est liée à une combinaison de facteurs démographiques et sociaux différents des pays occidentaux, qui a opéré de manière à inhiber le processus de prolétarianisation. Le problème de cette expression est qu'elle est eurocentrée : si l'urbanisation est différente de celle de l'Occident développée, elle ne serait qu'une « pseudo » urbanisation.

occupations estimaient une croissance à 4 % par an afin d'orienter les zones de développement de la ville et de répondre aux besoins de la population. Ces prévisions se sont révélées nettement inférieures à la réalité : entre 1948 et 1952, le taux atteint presque une augmentation de 25 % par an et la moyenne se maintient à plus de 7 % par an entre 1952 et 1965 (Silver, 2008). Ce décalage avec la réalité s'explique par le fait l'absence de recensement officiel depuis 1931 et par les aléas historiques ne permettant pas aux administrateurs et aux aménageurs de proposer une évaluation claire de la situation. Seule l'étude de Heeren, à partir d'un échantillon, estime la population en 1948 à 1 175 252 habitants à Jakarta et environ 1 800 000 en 1953. D'après ses travaux (Heeren, 1953), cette croissance exceptionnelle de la population de Jakarta s'explique par des migrations (à 85 %), dont la moitié a eu lieu avant 1949. C'est la période où Jakarta connaît la croissance la plus rapide de son histoire¹¹⁴. Les vagues d'immigration se poursuivent dans la période suivante, en lien avec la croissance économique (*Prisma*, mai 1977). Entre 1966 et 1976, la population de la ville augmente de 3,6 millions à plus de 5,7 millions d'habitants, alors que les frontières municipales n'ont été que très peu étendues. Entre les recensements de 1961 et de 1971, la croissance annuelle était de 4,5 %, la plus rapide de toutes les autres villes indonésiennes, à l'exception de quelques cas de villes pétrolières dans les îles extérieures (sans comparaison en termes de données absolues). Il faut relever que, bien que le taux de croissance soit moindre entre 1961 et 1971 par rapport aux les trois décennies précédentes, en chiffres absolus, l'augmentation reste massive. De plus, la densité augmente aussi notamment dans le centre-ville. Des *kampung* centraux sont ainsi passés de 40 000 à 70 000 personnes par km² au début des années 1970 (carte 3). Le rapport de l'aménagement urbain de Jakarta estime d'ailleurs qu'à cette période, environ 70 000 personnes squattaient illégalement dans les interstices urbains aux périphéries, le long des voies d'eau et des chemins de fer, et autour des marchés (*Planned community development*, 1974).

L'augmentation de la population se traduit spatialement par l'extension rapide de la ville, retranscrite administrativement par l'annexion de quelques zones périphériques à la municipalité en 1950. Cet agrandissement du périmètre de Jakarta participe évidemment à l'augmentation de la population dans les statistiques¹¹⁵ car la surface existante a doublé (Silver, 2008) voire triplé (Abeyasekere, 1989). Ces annexions permettraient de nuancer ces taux de croissance. Cependant, cette expansion administrative est aussi la reconnaissance du fait que la population urbaine s'est diffusée au-delà des anciennes limites de Batavia. L'essentiel de la

¹¹⁴ Les données officielles montrent le doublement de la population entre 1948 et 1952 passant de 823 000 à 1 782 000 habitants. Après un ralentissement au milieu des années cinquante, l'augmentation de la population urbaine a repris atteignant 3 813 000 personnes en 1965.

¹¹⁵ Les quartiers de Cengkareng (lieu du futur aéroport) et de Kebon Jeruk à l'ouest de la ville font désormais partie des frontières de Jakarta, tout comme Mampang Prapatan, Kebayoran Lama, Pasar Minggu, Pasar Rebo, et Kebayoran Baru au sud, ainsi que Pulo Gadung à l'est.

population restait concentré aux confins de l'ancienne municipalité et il faut souligner que la plupart des nouveaux districts était relativement épars en termes de peuplement. Il semble d'ailleurs que toutes les études sous-évaluent systématiquement le nombre de personnes présentes dans la ville durant toute l'histoire de Jakarta, ne prenant pas en compte le large nombre de migrants temporaires. Au-delà d'une définition modifiée des limites de la ville, la croissance de la population est principalement due à un afflux massif de personnes. Heeren montre ainsi en 1953 que, dans les quelques districts centraux étudiés de la ville centre, 75% de la population serait née en dehors de Jakarta. Le recensement de 1961, le premier depuis 1930, nuance cet important apport migratoire affirmant que plus de la moitié de la population de Jakarta y est née¹¹⁶.

La majorité des migrations s'explique par un facteur de proximité, venant principalement de Java ouest et de Java centre. Ce mouvement vers Jakarta s'est mis en place rapidement après la fin de la guerre, dans le sillage du déménagement du gouvernement républicain depuis Yogyakarta en 1949. De plus Jakarta est perçue comme un refuge face à l'agitation dans les campagnes même après la fin de la guerre avec les Pays-Bas¹¹⁷. L'étude de Heeren en 1953 sur les immigrants montre que la vaste majorité vient à Jakarta pour des raisons économiques. En effet, après la lutte pour l'indépendance, l'Indonésie a connu un déclin économique du fait d'une baisse de la production et d'une relative pénurie des denrées alimentaires. Le nouveau gouvernement nationaliste avait promis que l'Indépendance apporterait la prospérité et son nouveau siège Jakarta semblait offrir un nouvel espoir à de nombreux habitants. Beaucoup proviennent des régions très peuplées de Java. Des milliers de migrants saisonniers ne passent que quelques mois à la ville avant de retourner à leur village pour les périodes des lourds travaux agricoles et pour fêter la fin du mois de jeûne. Ces échanges se font aussi à l'échelle de l'aire métropolitaine qui commence à prendre forme avec les navetteurs quotidiens des chemins de fer : 10 000 personnes utilisent le train pour venir à la capitale chaque jour depuis Bogor (Silver, 2008).

La croissance démographique, pas toujours maîtrisée, est donc l'un des changements les plus forts que l'espace urbain a dû absorber. En un demi-siècle, la ville s'est ainsi transformée en une métropole tentaculaire, et une mégapole de presque dix millions d'habitants au cœur d'une région urbaine de vingt-trois millions d'habitants en 2012 pour devenir le plus grand complexe urbain d'Asie du Sud-est¹¹⁸.

¹¹⁶ Les conclusions de ce recensement doivent être nuancées du fait de la mauvaise qualité de celui-ci.

¹¹⁷ Les campagnes sont alors touchées par les exactions de rebelles musulmans pour un État islamique mais aussi par les impacts des guérillas et de nombreux vols sur les routes entre Jakarta et Bandung.

¹¹⁸ Manille 10 millions d'habitants, Bangkok 7,5 millions, Singapour 4 millions, d'après les Nations unies. En Indonésie, Jakarta connaît aussi le phénomène de primauté urbaine malgré d'autres villes

❖ Des formes urbaines révélatrices

L'inscription spatiale de la croissance urbaine

La succession de données statistiques dans le paragraphe précédent (malgré évidemment l'importance des limites à leur attribuer) met en évidence le changement d'échelle que subit la ville de Jakarta. L'importance de la croissance urbaine a des conséquences morphologiques certains qu'il convient de faire apparaître. La plupart des études sur la ville de Jakarta ont tendance à présenter une croissance « hasardeuse » de fait de sa non planification et utilisent l'image d'une urbanisation en « *leapfrog* », discontinue, afin de qualifier l'étalement urbain. Cette idée d'une urbanisation chaotique s'appuie notamment sur les formes urbaines qui « recueillent » la croissance démographique présentée plus haut et les représentations qui leur sont associées : les *kampung* et les bidonvilles.

Au-delà de l'urbanisation en termes quantitatifs, les formes de cette urbanisation interpellent. Elles sont marquées par des signes indiquant la pauvreté. Ces éléments paysagers témoignent de la spontanéité de cette migration vers les villes et mettent en valeur l'importance des facteurs qui expliquent les causes de départ et le choix des villes comme lieu d'arrivée. La description des paysages urbains participe à la compréhension des conditions de vie dans la pauvreté sans en être des facteurs explicatifs. Parallèlement d'autres formes bien différentes montrent que Jakarta et d'autres villes « du Sud » sont bien loin de n'être que « pauvres ». L'essor de la production immobilière témoigne de la croissance – économique cette fois – dont bénéficient ces zones urbaines.

« L'introduction de la terre et des terrains dans la sphère marchande est caractéristique de la gestion foncière coloniale et post-coloniale. La terre, par les aménagements et les travaux qu'elle subit, entre dans le cycle capitaliste de production agricole, industrielle ou immobilière, ce qui signifie en même temps l'aménagement de terrains pour l'habitat, les services publics, la circulation, les loisirs. La mise « dans le commerce » des biens fonciers « hors commerce », collectifs ou de mainmorte, est même une des tâches « civilisatrices » de la colonisation ».

Durand-Lasserve et Tribillon, 1990, p. 28

En termes morphologiques, la croissance de la ville à Jakarta est très horizontale puisque la majorité des nouvelles constructions, que ce soit dans les quartiers planifiés ou non, sont principalement des maisons individuelles. Il faut cependant souligner qu'elle se situe principalement dans la densification des *kampung* existants et est soutenue par l'apparition des

multimillionnaires : 3,5 millions d'habitants à Bandung et 2,5 à Surabaya. Ces données ne comprennent que la population permanente et sont donc inférieures au nombre réel de la population vivant dans la ville.

quartiers « informels », spontanés dans des zones inconstructibles, édifiés le long des voies d'eau et de chemin de fer. Ils sont principalement localisés dans des espaces sous-utilisés voire vacants, près des zones d'emplois ou de zones résidentielles aisées où l'on peut trouver du travail avec peu de compétences. Dans les deux cas, ces types d'espaces urbains restent composés de constructions basses malgré leur très forte densité. L'étalement important de quartiers aux modes de construction semi ou non permanents, aux conditions de vie sanitaires insuffisantes et au fort taux d'emploi informel, a beaucoup contribué à l'image de « grand village bas » de Jakarta, avec laquelle la municipalité veut désormais rompre. Les différences morphologiques importantes ancrent les inégalités dans le paysage urbain.

Dans un contexte post-colonial, la reformulation d'une ville duale

En effet, avec le départ progressif des Européens, leurs quartiers de résidences et de travail ont été appropriés par la nouvelle élite et par le gouvernement (pour l'administration du nouvel État et dont le personnel avait besoin de lieux de vie) : il s'agit notamment du quartier de Menteng réinvesti par les militaires indonésiens de haut rang, les anciens fonctionnaires de l'administration coloniale et les anciens combattants pour l'Indépendance de l'Indonésie. La « ville » (*Kota*) est ainsi restée associée à une supériorité, du lieu et de ses habitants, sur le reste de la population (Permanadeli et Tadié, 2014, p. 22.8). L'aménagement de nouveaux quartiers (parfois déjà planifiés par les Néerlandais, comme Kebayoran Baru) par Soekarno dès la fin des années quarante et au début des années soixante (Cempakah Putih et Pulo Mas) reprenait les modèles urbanistiques¹¹⁹ de Menteng. Les nouveaux quartiers et logements étaient destinés aux membres du nouveau gouvernement¹²⁰. Par les modes de vie, les pratiques linguistiques et les lieux de résidences de la classe de dominante, de nombreux éléments du quotidien sont érigés en symboles de différenciation sociale et contribuent à fragmenter voire à ségréguer la ville de Jakarta après la fin du régime colonial :

By maintaining such a life style, those new Menteng inhabitants in fact extended the sense of white race superiority that had been associated with the area. By continuing to use the Dutch language in their daily lives, a practice which the colonial authorities had made compulsory for civil servants in the colonial

¹¹⁹ En lien avec les références urbanistiques de modernité et de progrès, la fonctionnalité est le mot d'ordre de ces nouveaux quartiers : la séparation des fonctions urbaines et l'efficacité des équipements sont les éléments centraux de ces espaces, appliquant les normes européennes en termes de services (drainage, égouts, gestion des déchets), et de types d'espaces (jardins publics, maisons individuelles séparées par des grilles entre elles et avec les espaces publics), répondant aussi au développement des véhicules motorisés.

¹²⁰ Jérôme Tadié et Risa Permanadeli (2014) soulignent que les résidents de ces quartiers étaient qualifiés de « *orang kota* » (gens de la ville), un groupe social de citoyens diplômés exerçant dans les fonctions administratives et politiques de l'État indonésien que l'on peut qualifier de « classe » supérieure.

administrations, the use of foreign languages became a symbol of superiority
(Saraswati, 2002¹²¹). Permanadeli et Tadié, 2014, p. 8-9

L'entrée massive de travailleurs migrants a augmenté le nombre et la densité des autres quartiers. Dans ce contexte, les *kampung* ont été les principaux réceptacles de la croissance urbaine. Depuis l'Indépendance, ces différenciations spatiales se sont recomposées en s'appuyant sur les rapports sociaux de classe. Déjà marginalisés dans les représentations comme rassemblant des populations infériorisées durant le système colonial, ces espaces ont connu une aggravation du manque d'infrastructures et de services primaires. Le fort solde migratoire et le sous-investissement prolongé des années 1960 (Bakker, 2007) n'ont pas permis un changement dans les perceptions de ces quartiers comme lieux de relégation.

Le terme de *kampung*, village au départ, utilisé dans le contexte colonial se perpétue donc au-delà du changement de régime. Toujours utilisé aujourd'hui, il fait maintenant référence à tout quartier dense et bas non planifié, dont l'évocation reste empreinte par ces perceptions d'informalité et d'insalubrité. Ils sont marqués par une absence ou une très faible séparation des fonctions entre le domicile et le travail (Monnet, 2010), et entre les domiciles¹²². À cela s'ajoutent les zones d'habitat spontané installées illégalement dans des espaces qui ne sont pas prévus pour cet usage dans le plan d'occupation des sols de la municipalité. Les bidonvilles s'agglomérant sous les ponts, le long des voies d'eau et de chemin de fer sont une des images les plus frappantes à Jakarta. Pourtant leur nombre diminue régulièrement et leur emprise spatiale est beaucoup moins prégnante dans l'espace urbain. Ces deux types d'espaces ne sont pas reconnus comme des formes de l'urbanité (en effet, on leur a assigné un terme les rapprochant du monde rural). Ces quartiers considérés comme informels sont principalement localisés à proximité des quartiers plus aisés et des zones d'emploi. Bien que les prix fonciers y soient plus élevés, ils se sont concentrés dans le centre, dans les espaces où les conditions environnementales ne sont pas sécurisées (Abeyasekere, 1987 ; Silver, 2008 ; Texier, 2009). Cette localisation permet aux résidents d'assurer un revenu grâce aux possibilités variées de services à la personne et domestique.

Si la distance géographique n'est pas énorme, la distance sociale est particulièrement forte, appuyée par les représentations associées à ces espaces et témoignant des rapports de domination :

¹²¹ Traduction de la citation : « *En maintenant un tel style de vie [les standards acquis durant les décennies de contacts resserrés avec les Néerlandais et en profitant des équipements laissés derrières par les colonisateurs], les nouveaux habitants de Menteng ont en fait étendu l'idée de la supériorité de la race blanche qui avait été associée à ce lieu. En continuant à utiliser le néerlandais dans leurs vies quotidiennes, une pratique rendue obligatoire aux fonctionnaires dans l'administration coloniale par les autorités de l'époque, l'utilisation de langues étrangères est devenu un symbole de supériorité* (Saraswati, 2002) ».

¹²² Les séparations entre chaque maisons étaient « *totalelement inexistantes dans les quartiers chinois et dans les kampung* » (Permanadeli et Tadié, 2014, p. 7)

Hence, the "city" and the kampong came to represent the two opposing icons of urban space allocation: a dignified life, honour, and power on the one side, and poverty, filth, negligence and a lack of dignity on the other.¹²³

Permanadeli et Tadié, 2014, p. 9

L'organisation spatiale des « nouveaux espaces urbains »

En prenant en compte les représentations associées à ces espaces de la croissance urbaine et les héritages inégalitaires de la construction de la ville de Jakarta, il est légitime de s'interroger sur les modalités de perpétuation des inégalités dans la ville en lien avec ces types de quartiers. Plus encore, l'objectif de ce passage est d'aller à l'encontre de l'image de chaos à laquelle ils sont associés, du fait de leur non planification, tout en montrant que leur production est directement liée aux défauts de gestion de la ville.

La croissance urbaine et la localisation des *kampung* s'appuie directement sur la trame urbaine existante en suivant l'axe nord sud principal et les axes est ouest secondaire. Luki Budiarto (2003) démontre ainsi que l'urbanisation à Jakarta suit un modèle globalement cohérent : la direction méridienne des voies d'eau qui traversent la ville a joué sur l'organisation des constructions d'infrastructures, et par conséquent sur le développement urbain. Ainsi, la plupart des routes urbaines suivent l'axe nord-sud « structurant » impliquant une orientation des mouvements urbains et de la diffusion des activités (publiques surtout).

Même si, comme pour toute construction informelle, il est difficile d'identifier le début du développement urbain des *kampung*, Léa Jellinek (1991) émet l'hypothèse de la diffusion de groupements de constructions en lien avec une immigration vers la ville qui s'intensifie à partir de 1930 (l'absence de relevé cadastral ne permet pas de confirmer ou de contrôler les phases de croissance des *kampung*). L'urbanisation massive dans les années soixante-dix et quatre-vingt (période où l'Indonésie profite du boom pétrolier) implique une implosion des *kampung* qui accueillent les travailleurs ruraux en quête d'emplois qu'ils trouveront surtout dans le secteur informel. Les travaux de Bernard Dorléans (1976, à partir d'un terrain réalisé en 1969-1970) consacré à trois *kampung* de la ville, au début de l'Ordre Nouveau mettent en évidence la construction rapide des logements, en matériaux légers (bambous, sol en terre battue).

Les recherches de Luki Budiarto (2003) portant sur l'utilisation de l'espace et l'organisation spatiale des *kampung* à Jakarta montrent, malgré une origine non planifiée, que ces quartiers respectent non seulement le maillage général de Jakarta (en fonction des grands axes de communication) mais aussi suivent un plan interne assez orthogonal organisé en fonction des liens avec la rue principale. Ainsi, plutôt qu'un « urbanisme du chaos », il démontre

¹²³ « Ainsi, la « ville » et le *kampung* représentent désormais les deux icônes opposés des attributs des espaces urbains : une vie digne, de l'honneur et du pouvoir pour une part, et la pauvreté, la saleté et la négligence pour l'autre ».

la logique spatiale de ces espaces répondant aux besoins de co-présence entre les habitants du quartiers et les autres (travailleurs le plus souvent le long des grands axes) où les espaces les plus proches de la grande voie regroupent le plus d'activités professionnelles qui leur sont destinées.

Au-delà des espaces à proximité du centre-ville, d'autres *kampung* ont contribué à la croissance urbaine en participant à la transformation des franges urbaines à Jakarta. La plupart des migrants venant de régions rurales, les nouveaux arrivants se sont installés dans les terrains vacants en périphérie¹²⁴ de la ville afin de pouvoir pratiquer des activités de maraîchage dont les productions étaient vendues sur les marchés. La densité y est donc moindre et on y relève une surface importante de petits jardins pour les fruits et légumes. La croissance démographique de ces espaces s'est accélérée pendant les années quatre-vingt du fait de l'éradication des *kampung* de la ville centre et le départ de leurs résidents. Certains ont du s'installer dans des zones marécageuses. Ces « choix » résidentiels témoignent d'une volonté des citoyens de rester près de la ville où se trouve leur emploi. La croissance de la ville a rapidement intégré ces quartiers dans le continuum urbain.

L'enjeu résidentiel producteur d'inégalités

Les équipements et infrastructures de la ville étaient calibrés avant la guerre pour une population de moins de 500 000 habitants. Le régime colonial néerlandais n'avait d'ailleurs pas comme objectif de faire profiter des services urbains à tous les habitants, la plupart n'étant pas Européens. À partir d'un accès socialement et spatialement très inégalitaire et organisé, la ville est déjà en pénurie de services après la guerre pour répondre aux besoins de toute la population. L'importance des migrations après l'Indépendance, comparée parfois à une « marée d'humanité » (Davis, 2006) ne fait qu'aggraver une situation déjà critique.

La pénurie de logements est le problème le plus crucial. La pression de la demande était trop forte par rapport à la construction des maisons, même pour les habitants en mesure de les financer. Pour les autres, l'accès au foncier n'était généralement pas disponible dans leurs moyens (Dorléans, 1993). Ainsi, les disponibilités ont été rapidement épuisées, produisant l'explosion d'implantations illégales sur des terrains vacants ou inconstructibles. Cela explique aussi le développement d'abris de fortune dans des lieux précaires, dans les rues ou sous les ponts. Du fait du manque de zones résidentielles disponibles (ou de leur coût élevé), beaucoup s'installent sur des terrains qu'ils ne possèdent pas afin d'y construire leur propre toit, plus ou moins rudimentaire.

¹²⁴ Parfois sur des vieux cimetières chinois ou européens et plus souvent sur zones d'enfouissements des déchets. En général, ils ont pu s'installer sur les espaces appartenant à la ville, mais dans les endroits les plus éloignés et où leur implantation n'allait pas poser un problème immédiat.

La demande et la pression pour l'accès au logement sont telles que les réglementations gouvernementales pour réguler les loyers et les prix ne sont pas respectées voire contournées par une pratique informelle très répandue : la « clef contre de l'argent » (*key-money*). Il s'agit d'un « pot-de-vin » à verser au propriétaire pour avoir le droit de s'installer dans le logement (un des nombreux visages de la corruption à Jakarta qui permet l'extorsion d'importantes sommes d'argent aux victimes de la pénurie, parfois plus que le prix de la maison)¹²⁵.

D'après les estimations des autorités pour évaluer le problème du logement, il y aurait en 1952 30 000 habitants illégaux dans la ville. En cinq ans, le nombre d'arrivées non enregistrées serait passé à 70 000¹²⁶. 275 000 personnes vivraient dans des logements insalubres et 80 000 autres dans des conditions de densité extrême. Les zones les plus densément peuplées de la ville sont dans le centre avec à Sawah besar en 1957 avec 30 000 habitants par kilomètre carré. Certains quartiers de Menteng, Salemba, Tanah Abang et Kota abritent plus de 25 000 habitants par kilomètre carré (dans des zones où le bâti n'excède pas deux étages).

Promiscuité et densité, la pénurie induit d'importants risques : les quartiers de constructions en bois et bambous, extrêmement serrées et occupées par des populations n'ayant d'autre accès à l'énergie que le bois sont de fait particulièrement vulnérables aux incendies¹²⁷.

C'est donc un véritable défi de pourvoir en logements une population en croissance permanente. Durant les décennies des années 1960 et 1970, les conditions de logement ont continué à se détériorer, alors que la croissance s'accélère¹²⁸. La création d'une agence nationale en 1974 consacrée au suivi et au financement des subventions publiques pour les logements des bas revenus n'a pas suffi. En effet, même si ces instances accélèrent la production, elles ne parviennent pas à rattraper le retard. Ainsi, les constructions spontanées restent le premier moyen d'accéder à un toit. La pénurie de services qui découlent de la multiplication de ces espaces occupés témoigne de l'incapacité du gouvernement et/ou du secteur privé à subvenir aux besoins en logement abordable.

La pression exercée sur la ville de Jakarta témoigne de la conjonction de phénomène d'échelles différentes qui prennent forme dans l'espace urbain. En effet, le processus

¹²⁵ Les coupures de presse témoignent de l'indignation populaire liée à ce drame social, relaté aussi dans le film d'Usmar Ismail, *Krisis*, sorti en 1953, témoignant du défi quotidien des logements surpeuplés.

¹²⁶ La fiabilité de ces données est évidemment contestable puisque cela ne peut s'appuyer sur aucun recensement officiel, mais, alors que ce problème touche une partie bien plus large de la population, les autorités publiques pointent la responsabilité des migrants.

¹²⁷ Quelques incendies impressionnants ont ainsi été relevés, comme en 1952. Six cents maisons ont brûlé laissant sans abri plus de 10 000 personnes, à côté de Pasar Baru. Un des plus importants a été celui de Tanah Tinggi en 1962 où 183 feux ont détruit 5 056 maisons laissant 45 197 personnes sans abri et 12 morts.

¹²⁸ La ville centre recueille un taux de croissance moyen entre 1960 et 1980 de 4,48 % (plus que la moyenne de l'ensemble de l'agglomération (3,76 %)).

d'urbanisation est mondial durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle mais l'attractivité qu'exerce Jakarta montre le statut particulier de cette ville pour les Indonésiens, pas seulement en termes de représentations mais aussi comme ressource d'emploi et d'ascension sociale. Le gouvernement indonésien, semblant dépassé par cette croissance, prend cependant la mesure du défi que constitue cette ville et de sa situation stratégique pour toute la République.

❖ La construction d'une entité administrative « à part »

Jakarta est progressivement confirmée comme centre politique de l'Indonésie, en plus de son rôle économique et démographique. Plusieurs textes administratifs formalisent ce choix et témoignent de la place particulière que tient Jakarta pour les dirigeants. Ce passage aide à identifier les acteurs en jeu qui interviennent dans la gestion de la pauvreté selon les compétences de chaque échelon administratif et leur niveau d'autonomie.

Une province « spéciale »

Le décret présidentiel de juin 1959 élève la ville de Jakarta au statut de province à part entière, reconnaissant ainsi son statut spécifique en Indonésie. C'est à cette date qu'a été institué le « territoire spécial de la capitale » (*Daerah Khusus Ibu Kota– DKI*), comprenant cinq municipalités et un district (les 1000 îles). Un second décret, en février 1961, lui donne l'autonomie totale : le gouverneur n'est responsable que devant le Président. En 1964 est créé le territoire spécial de la ville capitale corrigeant ainsi le fait que Jakarta n'avait pas depuis 1949 le statut officiel de capitale. Ces changements structurels dans le gouvernement de la ville montrent l'influence croissante de l'administration centrale sur le Conseil municipal, notamment dans l'établissement des priorités des politiques urbaines et dans le soutien à la mise en œuvre de certains projets. Le Conseil municipal est ainsi devenu une instance sous la domination du gouvernement central, notamment du Ministre de l'Intérieur. Avant ces évolutions, le Gouverneur et le Conseil exerçaient des responsabilités partagées pour la gestion administrative de la ville. Au moment de la création de la province spéciale capitale, le statut du gouverneur évolua pour lui attribuer les fonctions exécutives au même titre qu'un ministre. Ce basculement diminua les fonctions administratives du Conseil, réduit dès lors à un petit corps consultatif entièrement responsable devant le gouverneur.

L'échelon de la ville apparaît dès lors comme le niveau de prise de décision en lien direct avec l'État et les autres acteurs tels que les investisseurs et entreprises. À partir de la présidence de Suharto en 1968, le système de gouvernement très centralisé et hiérarchique a impliqué un pouvoir politique véritablement concentré dans la province spéciale de la capitale, et

particulièrement dans la municipalité de Jakarta centre, où étaient et sont toujours rassemblés les ministères gouvernementaux (Bunnell et Miller, non daté).

Vers une aire mégapolitaine

La croissance de la ville peut d'abord être identifiée par l'annexion de vastes « banlieues » à la municipalité, intégrant ainsi *kampung* et nouveaux espaces aménagés au système administratif de la capitale.

Parallèlement, on admet facilement que l'aire urbaine centrée sur Jakarta a très tôt dépassé les frontières de la province spéciale (DKI). Dès le début des années 1960, les aménageurs identifient une région urbaine étendue qui intègre les villes voisines de Bogor, Tangerang et Bekasi (connu sous l'acronyme Jabotabek)¹²⁹ auxquelles se sont ajoutés Depok (Jabodetabek) puis Puncak et Cianjur (Firman, 2009), deux villes plus éloignées reliées par un corridor urbain.

Ces évolutions suivent les différents projets de planification qui cherchent à orienter le développement urbain vers des centres secondaires et à limiter la pression sur la ville centre (Tai Chee et Sevin, 2013)¹³⁰. La croissance linéaire le long des principaux axes routiers (Nord Sud et Est Ouest) est privilégiée dès 1973 et confirmée en 1993 (tout en cherchant à contenir l'étalement au sud de Bogor, zone d'approvisionnement principale en eau de la capitale). C'est donc le modèle d'une conurbation qui est formalisé par le schéma directeur (Giebels, 1986 ; Cowherd, 2002) constituant un véritable corridor urbain. Cela a permis l'émergence du terme de *desakota* (McGee, 1991) puis de « méga région urbaine » (Jones, 2002)¹³¹. Ces termes ont depuis circulé et ont eu une influence considérable dans les études urbaines bien au-delà du contexte indonésien et sud-est asiatique.

L'« aire métropolitaine de Jakarta » qualifie la région urbaine et se différencie de la province administrative (DKI). L'étalement de la ville vers les communes extérieures qui a donné corps à la région de Jabodetabek a été permis notamment par la libéralisation de la

¹²⁹ « Jabotabek est cependant toujours resté un concept : aucune agence n'a jamais été chargée de la mise en œuvre effective du projet qui, d'ailleurs, 10 ans après son élaboration, n'avait toujours pas été officiellement adopté par le gouvernement (Douglas, 1991, p.253). D'autres plans ont suivi... Un second schéma d'aménagement, appelé Jabopunjur (acronyme de JAKarta-BOgor-PUNcak-cianJUR), a été élaboré en 1983 dans le cadre du Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE). En l'absence de ferme volonté politique, il est resté lettre morte. Deux ans plus tard, en 1985, le West Java Urban Development Project a été élaboré par le ministère des Travaux Publics. Présenté sous la forme d'une mise à jour du projet Jabotabek, ses promoteurs insistaient sur la déconcentration d'activités en faveur des centres urbains de la province de Java-Ouest. » (Tai Chee et Sevin, 2013, p. 15).

¹³⁰ L'idée d'un développement concentrique est abandonnée du fait de trop grande consommation de terres agricoles et de l'importance des infrastructures de transport à créer.

¹³¹ Les termes pour qualifier cet espace varient : on peut parler de l'EMR – *Extended Metropolitan Region* (Graeme, 2000) ou encore de JMUR – *Jakarta Megan Urban Region* (Mamas et Komalasari 2008).

propriété de la terre en 1993. Cela a suscité une croissance fulgurante de complexes immobiliers géants (Lim, 2007, p. 230).

Si les projets n'ont pas toujours vu le jour, la ville de Jakarta et son agglomération se sont imposés comme des centres majeurs du pays, pôles de croissance et cœur des attentions politiques des gouvernants. Cette position stratégique assignée à ce lieu, comme centre politique et économique, pose la pauvreté comme un enjeu, un problème à résoudre, qui doit être résolu sinon, comment pourrait-il l'être dans le reste du pays ?

2.2.2. L'exigence de modernité pour une ville « du Sud »

❖ Principes discursifs du développement

Enjeux d'un positionnement ou assignation à résidence ?

La localisation géographique n'est ici qu'une parade pour évoquer bien d'autres représentations de Jakarta et de l'Indonésie. Tant par les chercheurs que par les experts ou autres acteurs de la compréhension géopolitique et géoéconomique du monde, ces deux entités restent associées majoritairement aux images de l'altérité. L'objectif est compréhensible : il faut pouvoir appréhender le monde et le différencier et la production de catégories permet d'identifier et de qualifier le reste du monde par rapport à soi. Ainsi, et cette démarche reste prépondérante, l'enjeu est bien de montrer en quoi ces espaces sont autres, touchés par des phénomènes et dynamiques à différencier de ceux des dominants. Les formes de catégorisations que l'on pourrait qualifier de géographiques (le « Sud », le « Nord », ... bien que la situation n'en soit pas un élément déterminant) font rapidement apparaître leurs limites. C'est pourquoi, au-delà des questions de localisation et de leurs implications, l'Indonésie semble s'insérer dans la catégorie des pays dits en développement. Cette catégorie dont la signification est particulièrement mouvante depuis un demi-siècle (tant pour les économistes que pour les sciences sociales en général) regrouperait désormais plusieurs types de pays, ou groupements de pays, dont les contours doivent être historicisés et contextualisés. Ainsi est apparue

récemment la notion d'émergence dans laquelle l'Indonésie en général et Jakarta en particulier s'insèreraient¹³².

Alors que l'Indonésie serait passée par tous les stades du développement et par toutes les catégories permettant de signifier l'altérité liée à la perception de sa pauvreté dominante, depuis le Tiers monde au Sud voire aux Suds, on peut s'interroger sur la pertinence de ces catégories historiquement et par rapport à la situation actuelle du pays et de sa capitale.

De la conception linéaire du développement à la spatialisation incontournable des inégalités

Les termes ici référencés se rapportent à une histoire des catégories pour penser le monde (Fleury, Houssay-Holzschuch, 2012). Leur utilisation pour penser le développement et ses formes doit se faire en comprenant leur construction sociale et leurs implications, afin d'identifier les éléments sous-jacents à l'emploi d'un mot plutôt qu'un autre. « Développement », « émergence » ou « avancée » désignent des processus qui touchent inégalement les régions dans le monde. Ces notions ont alors produit des qualificatifs spécifiques pour classer les territoires, les ordonner. Les choix effectués tant par les sphères académiques de différentes disciplines que par les politiques ou les médias pour proposer une mise en ordre du monde, témoignant d'une hiérarchie définie entre les espaces dominants et les autres, se révèlent par le recours à ce vocabulaire et à son histoire. Au-delà, on peut lire en creux la mise sous domination de certains espaces par d'autres et les évolutions de ces rapports qui se jouent à plusieurs échelles d'acteurs (identifiés au début de ce chapitre).

Au lendemain des décolonisations, on cherche à expliquer ces différences par le développement. On utilise volontiers un vocabulaire permettant de classer les pays (développés, en voie de développement, sous-développés) selon leurs différences qui s'expriment en termes de gradient ou plutôt de retard par rapport à un centre « civilisé ». La diversité des sociétés était alors ramenée à des étapes chronologiques¹³³. L'analyse marxiste de la succession des modes de production, depuis l'esclavagisme au socialisme en passant par le féodalisme et le capitalisme n'échappe pas à cette perspective. À cette vision temporelle a été superposée une lecture du planisphère : au centre, les plus évolués, les plus civilisés ; les Autres à la périphérie et d'autant plus loin du centre qu'ils sont moins avancés. Le monde est donc pensé en référence à un même dualisme : le couple anciennes métropoles/anciennes colonies serait désormais dissimulé

¹³² L'ambassadeur de France en Indonésie de 1986 à 1989, Loïc Hennekinne, parle de l'Indonésie comme d'un « émergent de deuxième génération » lors de son intervention au colloque portant sur « *Les États émergents : vers un basculement du monde* » (10 décembre 2012).

¹³³ On retrouve d'ailleurs cette perspective évolutionniste, dans le modèle libéral, associé à l'idée de progrès. Cette temporalisation a été formalisée par Walt Whitman Rostow (1960) et la notion de « *take off* » qui présente l'histoire de toutes les sociétés comme une succession inévitable d'étapes.

derrière un nouveau vocabulaire qui se veut plus neutre mais qui synthétise la différence entre les pays qui possèdent richesse et pouvoir (le Nord) et les autres (le Sud). Même si l'objectif premier de la notion de « Sud » (en acceptant son aspect métaphorique et son hétérogénéité interne) cherchait à sortir de toute forme d'essentialisation et de connotation dépréciative¹³⁴ (Bret, 2004), l'Occident reste le centre de cette nouvelle grille de lecture : les sociétés et les continents ne sont plus classés selon le modèle culturel occidental (primitifs/civilisés) mais à celui de selon leur position dans la hiérarchie économique (industrialisés/sous-industrialisés voire riche/pauvre) (François, 2003). Au-delà de proposer une alternative au « sous développement » dont l'idée est profondément dépréciative, le constat des inégalités territoriales – réel et nécessaire – se transforme en un rapport de dépendance entre qui assiste et qui est aidé (Rapport porté Willy Brandt en 1980). Cette échelle de valeurs adopte une partition du monde initiée au Nord et dont les représentations sont directement associées à celles de l'assistance, donc à l'approche de la pauvreté (Chapitre 1). C'est ce rapport qui implique un rapport de domination (car les aides ne sont pas sans intérêts, leur mise en œuvre est conditionnées par les « aidants »).

Cette manière de penser le développement¹³⁵ et les inégalités est directement relié à l'appréhension de la pauvreté : ce phénomène serait le témoin et indicateur des disparités, du niveau de développement de l'espace considéré (et plus précisément de l'importance de son « retard »). L'acception linéaire du développement appuyée par l'idée de progrès porte alors le mythe que la pauvreté pourrait se résorber « d'elle-même » : cette confiance illusoire dans ce processus a de lourdes conséquences puisqu'elle permet de justifier le non traitement politique de ce phénomène, réduit à quelques interventions plus périphériques des symptômes (Partie 2).

❖ Jakarta « n'en finit pas d'être moderne »

« Nous concevons le moderne comme ce qui est actuel, la modernisation comme un programme dont l'industrialisation et la socialisation sont les deux principaux vecteurs, le modernisme comme une doctrine d'autonomie et d'autopoïésis, et, enfin, la modernité comme un mode de reproduction sociétal avec lequel nous semblons devoir rompre de plus en plus. » (Warren, 2005, p. 36)

¹³⁴ Tout en prenant en compte la pertinence de la notion pour qualifier de nouvelles configurations géographique, l'assignation à « résidence » portée par une localisation implique des effets de lieux que l'on ne peut renier. L'usage de cette notion tout comme l'origine de chacun, sa résidence, etc. impliquent un traitement différencié et participent du statut social des personnes. C'est en ces termes que l'on peut parler d'une essentialisation produite par ces catégories géographiques de pensée.

¹³⁵ Le cadrage théorique de cette question est présenté dans l'annexe 3.

L'apparition du « développement » puis de l'« émergence » participe du renouvellement nécessaire de la théorie de la modernisation. Dès la fin des années soixante, sociologues et anthropologues pointent les maigres résultats de cette « modernisation » des sociétés dans le monde. Déjà, ils montrent que les sociétés modernes étaient implicitement confondues avec les sociétés occidentales, érigées au rang de modèle. Cet ethnocentrisme, comportant de lourds préjugés, réifiait un « évolutionnisme à la fois peu crédible et peu souhaitable » (Guichaoua et Goussault, 1993) dans un contexte de décolonisation et d'affirmation d'une troisième voix. Le développementalisme en tant qu'investissement politique dans le développement et sa promotion institutionnelle comme moyen d'améliorer les conditions de vie dans les pays pauvres (Robinson, 2014), est alors critiqué, n'étant qu'une substitution à la mission « civilisatrice » de l'idéologie coloniale. Cette nouvelle idéologie universaliste présente le danger d'un autre « lissage » du monde et d'une « poursuite de la colonisation par d'autres moyens », assimilée ainsi à l'impérialisme.

Du modernisme à la modernisation

Soekarno, le premier dirigeant de l'Indonésie indépendante a ancré son action dans la promotion d'une nouvelle société indonésienne. Cette volonté de renouveau est directement associée à l'usage du terme « moderne ». La signification de cet adjectif doit s'entendre par le nouveau, l'inédit, le neuf. Il s'agit de marquer la rupture avec les temps passés de la colonisation en insistant sur l'importance du temps présent, de l'actuel mais aussi du jamais vu. Les conséquences spatiales sont très significatives car Soekarno est directement inspiré par le courant moderniste dans le modèle de ville à produire à Jakarta : à l'indispensable modernisation des structures sociales et productives doit correspondre une modernité des espaces, des formes et de leurs usages. Ainsi, le « moderne » est élevé au statut de doctrine (en art et en architecture notamment), c'est pourquoi l'ère Soekarno est marquée du sceau du modernisme¹³⁶.

Ingénieur civil ayant eu un emploi d'architecte avant de devenir politicien, Soekarno impose sa conception des formes de la ville. Ses réalisations urbaines démontrent l'importance du principe que l'architecture et l'aménagement de la ville sont des outils pour former une société idéale, en lien avec les conceptions modernistes de Le Corbusier. Ainsi, il utilise l'architecture pour défendre la cause de la révolution indonésienne (*Revolusi*) qu'il présente comme la plus importante de l'Histoire puisqu'elle mènerait le monde dans la lutte contre

¹³⁶ La filiation intellectuelle du modernisme se trouve notamment dans les philosophies et la conception téléologique formalisées à la fin du XVIII^{ème} et au cours du XIX^{ème} siècles.

l'impérialisme. Jakarta est ainsi érigée en modèle de ce que doit être l'Indonésie, riche, où toute trace d'archaïsme et/ou de pauvreté ne peut être présente.

Un glissement de sens du terme de moderne est associé au changement du dirigeant indonésien. L'arrivée de Suharto au pouvoir marque l'influence croissante du courant libéral¹³⁷ en Indonésie, et sous un même champ lexical, l'affirmation de la croyance dans le progrès. Ainsi, il ne suffit plus de produire des choses et des idées nouvelles. Il faut plier le devenir humain à cette production incessante (Warren, 2005). Le moderne prend alors une connotation bénéfique, efficace, et même nécessaire. La société indonésienne, par la modernisation du pays, rentre alors dans la « *marche de l'humanité, entraînée comme dans un tourbillon vers un bonheur toujours supérieur* » (Warren, 2005, p. 14). Le terme de modernisation est désormais le maître mot : c'est la transformation du projet moderne en une politique de développement social et économique. Moderniser une société, cela veut dire l'inscrire dans le projet de relèvement du Produit national Brut et de rationalisation des structures d'encadrement social. Cette marche forcée pour le développement s'appuie sur l'industrialisation de l'économie et son corollaire, l'urbanisation. Les tableaux statistiques de la croissance ne suffisent plus et il faut désormais y ajouter les indices du développement social, le niveau de vie, l'espérance de vie, ... En arrière-plan, cette modernisation concerne aussi l'appareil gouvernemental qui se doit de respecter les exigences de efficacité et de régulation fonctionnelle.

Ainsi, les deux dirigeants, malgré des orientations idéologiques apparemment contradictoires utilisent des termes proches et les conséquences spatiales s'en font l'écho. On observe un même investissement dans Jakarta comme capitale et comme pôle de développement. Ainsi, des points communs dans les politiques urbaines et le traitement de la pauvreté permettent d'analyser ensemble ces deux périodes en en identifiant les continuités. La mise en parallèle de ces deux régimes peut interpeller car la majeure partie de la bibliographie concernant l'histoire du pays et de la capitale distingue systématiquement ces deux périodes traversées par des courants et des personnages politiques et économiques différents. Cependant, la constance dans le traitement des facteurs de la pauvreté et des populations considérées comme pauvres montre que les représentations à leur endroit dépassent les idéologies (pourtant théoriquement très opposées) et témoignent de la persistance des analyses des décideurs, et de l'importance des rapports sociaux de domination en place dans la société urbaine post-coloniale. De plus, le traitement en commun de ces deux régimes quant à leur rôle

¹³⁷ Il est certain que la période sous la Présidence du Général Suharto est autoritaire... le terme « libéral » ne peut être appliqué. En revanche, sur la pratique de l'économie, l'influence des principes libéraux est réelle, au moins à son arrivée, en rupture nette avec les vellétés plus communistes de la fin du règne de Soekarno. Il construit ainsi une sorte d'économie mixte, fortement marquée par des investissements étrangers dans les capitaux privés et dont la politique est appliquée par des sociétés publiques. Ainsi, les priorités sont planifiées (bien loin d'un système libéral pur) mais contribuent à la diffusion des rapports marchands dans la gestion de la ville.

dans les politiques urbaines et la gestion de la pauvreté (présentées dans le chapitre 4) permet de rompre avec l'historicisme comme schéma évolutionniste sous-tendu par l'idée de progrès (Collignon, 2008)¹³⁸.

La quête de modernité : aménagement et rationalisation technicienne

○ **Ordonner la ville**

La quête de modernité est en effet le *leitmotiv* dans lequel s'installe Jakarta par l'action des autorités, penseurs et aménageurs. De fait, les conceptions de la modernité sont directement issues des normes occidentales comme le montre Jérôme Monnet (2010) dans le cas du Mexique. Les dominants reprennent en effet les classifications portant sur les individus et leurs activités. Les conceptions binaires héritées de la période des Lumières sont réinvesties comme vectrices de normes et de différenciation à l'intérieur de la population urbaine, séparant ce qui est considéré comme du « public » ou du « privé », ce qui est domestique de ce qui serait valorisable en termes économiques, ainsi que ce qui serait « formel » ou « informel ». La « modernisation » de Jakarta telle que voulue par les régimes suivant la colonisation a ainsi comme objectif de donner une direction claire à l'aménagement de la ville face à cette société si mélangée (l'expression consacrée en Indonésie est la référence à une salade de légumes, le *gado gado*). Les Présidents, les maires et gouverneurs successifs pointent à Jakarta ce qu'ils considèrent comme un facteur essentiel de perturbation de la ville : le manque d'ordre. Ce désordre désigné serait responsable de l'insuffisante beauté de la ville pour la capitale d'une grande nation. Cette terminologie est un indicateur de l'orientation autoritaire de la modernisation recherchée. La mise en œuvre de cette quête de modernité implique pour les autorités la nécessaire entrée en conflit avec les habitants de la ville et surtout avec leurs pratiques et modes de vie. Abeyasekere (1987) relève trois sources de conflits : l'occupation illégale du sol, les sans-abri, et les marchands et musiciens de rue.

○ **La dépolitisation de l'espace urbain...**

Afin de faire apparaître les qualités de la modernité dans la ville, les autorités font appel à la rationalisation technicienne¹³⁹ de leurs politiques. L'informalité n'est pas visée en tant que telle mais les quartiers et habitants doivent obéir à un ordre pensé et voulu par la puissance publique qui promeut le développement.

¹³⁸ L'approche postcoloniale a comme objectif de créer « un autre rapport au passé, au présent et au futur par l'instauration d'un regard critique fondé davantage sur la distance spatiale que sur la distance temporelle. D'où le sens "d'au-delà" plutôt que "d'après" du préfixe "post" ». C'est pourquoi je choisis ici de croiser les évolutions urbaines et de la pauvreté sous deux régimes bien différents surtout idéologiquement pour révéler de quoi est constitué le présent de cette problématique.

¹³⁹ Le choix technocratique plutôt que démocratique est un autre indice de l'autoritarisme de ces régimes.

Être contre le principe de cette planification équivaudrait à être contre le progrès. Le rôle des agences d'aménagement, composées de fonctionnaires techniciens, ainsi mis en valeur dépasse le pouvoir des représentants (élus) des habitants. C'est pourquoi ces nouvelles pratiques induisent une dépolitisation de la construction urbaine.

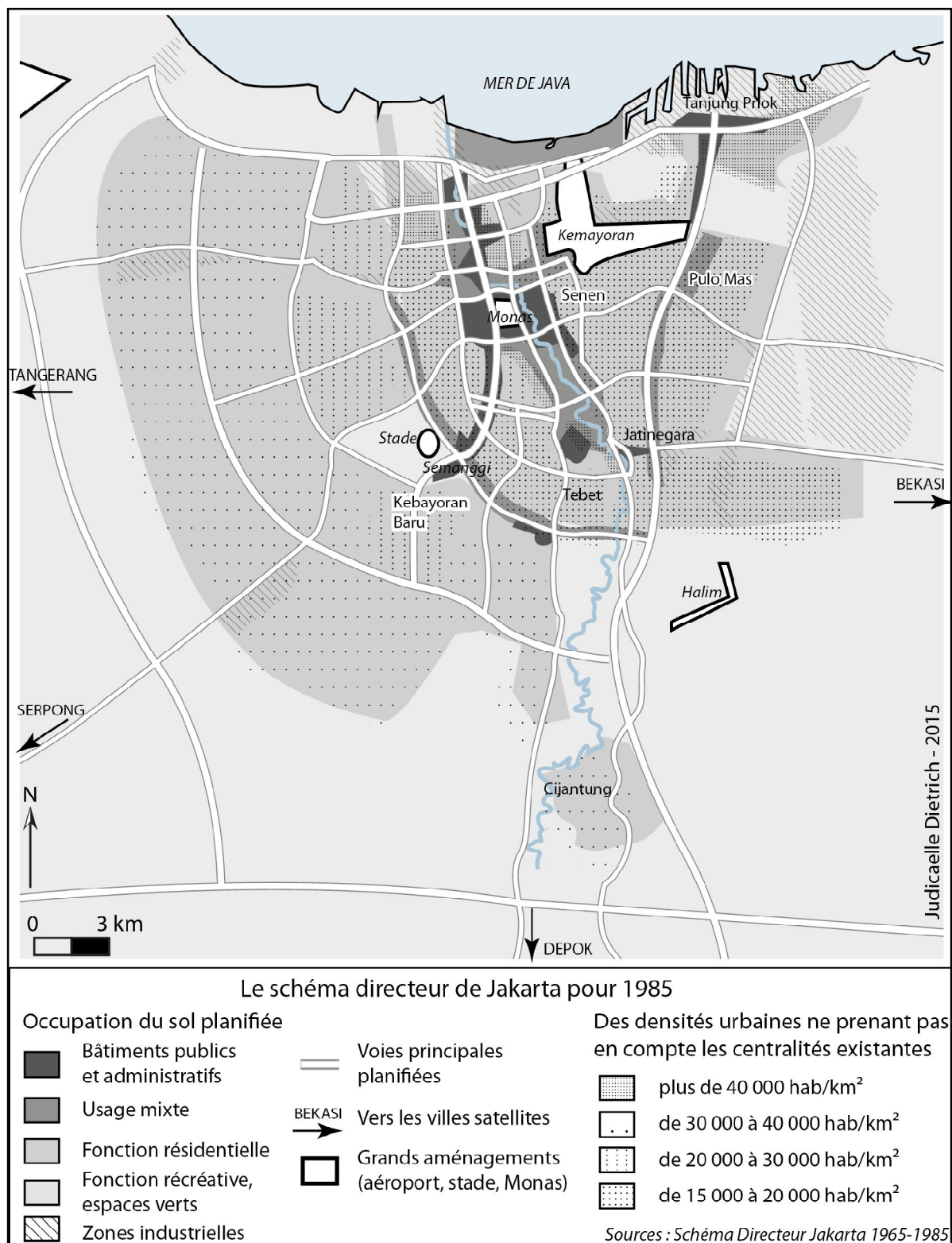
Quelques bâtiments symbolisent la création de cette modernité urbaine comme le Gedung Pola, un immeuble en verre de six étages où étaient rassemblés les plans imprimés des projets pour le développement de l'Indonésie. De même, l'action la plus ambitieuse des autorités a été la mise en place d'une commission pour la conception du schéma directeur de Jakarta. Pour le réaliser, la municipalité ne fait pas appel à des fonctionnaires indonésiens mais à un consultant extérieur, Kenneth Watts, nommé en 1956 pour constituer une équipe chargée de l'aménagement de la ville. Les choix et orientations des formes à donner à l'aménagement sont lisibles à travers les nominations et les membres de cette équipe. Le responsable est issu des Nations unies et du fait du manque de personnel qualifié, les Indonésiens¹⁴⁰ ont été envoyés Outre-mer, et notamment aux États-Unis pour leur formation. Un ancrage occidental est donc clairement assumé. D'ailleurs, dès 1958 pour la réalisation d'un plan plus détaillé, un aménageur architecte britannique se joint à l'équipe, George Franklin.

○ ... par sa planification

La rationalisation de la ville est notamment incarnée par le plan de 1960. Bien qu'il n'ait jamais été pourvu d'un statut officiel, ce bref document (seize pages) est un cadrage pour comprendre les orientations des aménagements urbains. L'héritage moderniste apparaît à travers la création de trois zonages concentriques aux fonctions distinctes. Le centre-ville (de 2000 hectares) reste partagé entre les fonctions résidentielles pour une moitié, l'autre est consacrée à l'emploi, aux services et aux fonctions récréatives. La seconde auréole d'une même surface est programmée pour une moindre densité résidentielle et surtout pour des activités commerciales et industrielles. Enfin, la ville extérieure, composée de presque 60% de la zone urbanisée serait surtout résidentielle et récréative, sur 6000 hectares. L'objectif est que cette zone absorbe la moitié de l'augmentation de la population anticipée de Jakarta (soit 2,5 millions de personnes) avec des densités résidentielles plus faibles. Concrètement, le soutien à la multiplication des centres commerciaux montre que les architectes de ce plan cherchent plus à imiter le concept occidental de desserrement urbain faisant fi des centralités existantes (Silver, 2008). Mais cette planification ne parvient pas à remettre en cause le développement historique

¹⁴⁰ Parmi les difficultés pratiques auxquelles devaient faire face l'équipe, la principale était la pénurie sévère de personnel, même après le programme de formation. En 1957, il n'y avait que huit aménageurs formés en Indonésie. Ces derniers subissaient une forte pression car ce schéma directeur devait servir de pilote pour d'autres villes.

de la ville, qui reste très dépendant des voies de communications permettant les interactions entre les espaces centraux et les zones extérieures.



Carte 4 : La planification de Jakarta dans les années 1960

L'analyse de la répartition des fonctions publiques majeures entre 1976 et 1996 effectuée par Luki Budiarto (2003) montre la très forte concentration des activités économiques

tertiaires et des administrations le long des grands axes routiers de communication. La croissance linéaire de Jakarta témoigne de l'importance de l'accessibilité dans les facteurs de localisation de ces fonctions urbaines d'où la mise en évidence des réseaux dans l'organisation de la ville.

L'axe principal de croissance nord-sud est complété par un développement vers l'ouest puis l'est toujours en suivant de grands axes de transport. Ces orientations ont été appuyées par l'installation d'activités urbaines (notamment la création de *malls* à partir des années 1980) et des programmes de lotissements planifiés tout autour. La proximité des fonctions urbaines et l'accessibilité aux infrastructures sont les principales raisons de ce développement urbain auquel s'ajoutent de nouvelles zones de constructions informelles.

La succession de schémas directeurs témoigne de cette volonté de mise en ordre de la ville et de rationalisation des espaces urbains : après la présentation du *masterplan* simpliste de 1960 consacré surtout à l'usage du sol, le schéma directeur pour deux décennies (de 1965 à 1985) porte les notions d'ordre, de rénovation et d'expansion de la ville : son élaboration et son adoption rapide sont dues à la volonté de Sadikin qui exerce une forte pression sur le conseil local (il présente le nouveau plan en septembre 1966 alors qu'il n'a été nommé comme gouverneur que depuis le mois d'avril de la même année et le fera adopter dès mars 1967). Cela témoigne aussi de l'absence totale de discussion ou de négociation sur le projet. Son objectif est de « *transformer Jakarta en une ville/région capable de se hisser au niveau d'une ville capitale et d'une ville internationale avec les standards universels nécessaires pour être le vaisseau des aspirations tant nationales qu'internationales* ».

Chaque schéma directeur contient dans son dossier le recensement des problèmes majeurs de la ville... sa fonction et sa raison d'être étant d'y proposer des solutions. Le schéma directeur de 1985 à 2005 n'a jamais été promulgué, c'est pourquoi un court projet promulgué en 1999 visait la planification de Jakarta pour 2010 qui n'a jamais été suivi.

Ainsi, le nouveau projet de Jakarta 2030 (qui sera analysé de manière plus détaillée dans la deuxième partie de ce travail) se propose de rompre avec cet historique velléitaire des pratiques de l'aménagement urbain en inscrivant Jakarta dans le rang des villes « globales ».

Ce chapitre met en évidence le rôle des dogmes pour penser et créer la ville, leur origine et leurs principes afin d'analyser la production des formes urbaines ainsi que l'organisation spatiale de l'ensemble urbain. Alors que les deux premières logiques sont centralisatrices et autoritaires, marquant la toute-puissance de l'État dans les réformes engagées (le pouvoir colonial d'abord puis le gouvernement national indonésien), la dernière cherche à limiter les interventions de l'État par la mise en place de réformes d'inscription néolibérale basée sur la privatisation et la création de nouveaux marchés.

2.3. Une ville compétitive

La troisième partie de ce chapitre propose d'interroger la mise en œuvre d'une logique dite « mondiale » (Osmont, 1995) dans la production de la ville. Cette nouvelle phase marque l'introduction de nouveaux acteurs (chapitre 1) et de nouvelles échelles dans les questions urbaines en général et dans la gestion de la pauvreté en particulier. En plus du rôle d'institutions internationales comme la Banque mondiale qui à partir des années 1970 participe directement à la production de politiques urbaines par le biais de ses prêts et de ses politiques d'ajustement structurel (PAS), l'ouverture à l'économie mondiale implique des choix urbains stratégiques qu'il s'agit de mettre en évidence. Que ce soit la Banque mondiale, les politiques et fonctionnaires, ou les acteurs privés, les projets de gestion urbaine et la compréhension même de la ville s'insèrent directement dans le système capitaliste et dans ses restructurations néolibérales.

L'enjeu est de présenter les recompositions de l'espace urbain de Jakarta qui, de par les principes qui les portent et leur mise en œuvre, produisent des situations d'insécurité (étudiées dans la troisième partie de la thèse) et fragilisent les positions sociales des habitants affectés. En effet, les projets urbains ici présentés semblent faire disparaître ou sinon ne prennent pas en compte les citoyens « ordinaires » exposés à ces mutations pensées « en haut ». Cette analyse appuie l'idée que le renforcement du caractère international des « villes en mondialisation » (les *Worlding cities* d'après Roy et Ong, 2011) accentue tensions et dominations dans la société urbaine. En effet, les analyses critiques des études urbaines postcoloniales postulent que la globalisation des villes met en tension les marchés du travail et du logement, participant ainsi à faire s'exprimer les rapports sociaux de domination dans les espaces urbains.

Les implications des formes urbaines pour comprendre la pauvreté

L'emploi de vocabulaire « vitrine » ou « bijou » témoigne que les politiques urbaines de l'aménagement mises en œuvre à Jakarta portent moins sur les pratiques et usages des citoyens que sur la valeur (commerciale, immobilière) de la ville. C'est donc bien au service de la valeur d'échange de l'espace urbain que ces projets sont réalisés, « sous l'effet de la privatisation des espaces et des services urbains » (Gintrac et Giroux, 2014, p. 7-8). Ainsi s'imposent à Jakarta comme dans bien d'autres villes les mêmes paysages urbains, concepts d'urbanisme, suivant un processus d'homogénéisation (Harvey, 2008). C'est pourquoi on peut interroger la production d'une sorte de ville « générique » à Jakarta au service de sa compétitivité à l'échelle mondiale. L'enjeu pour un sujet sur la pauvreté est d'identifier que, au-delà de principes idéologiques (dont la gamme varie depuis les influences socialistes jusqu'aux courants néolibéraux), la production de la ville semble détenue par des structures technocratiques qui mettent en œuvre des théories

globalisée, dans le sens où elles circulent dans les villes du monde entier, par le biais d'acteurs et d'institutions intervenant aussi à cette échelle globale (Chapitre 1). Et systématiquement, il apparaît que l'adaptation à la mondialisation, privilégiant les métropoles comme principaux territoires économiques de la compétitivité (Brenner, 2004), nécessite certains lieux de concentration de richesse et de pouvoir, de capital. Ce que David Harvey qualifie de *spatial fix* pour favoriser l'accumulation. Si cela permet le développement, le problème est que cela engendre aussi de nouvelles inégalités, conduisant les politiques urbaines (et les technocrates) à « *délaisser les espaces périphériques, en crises, marginalisés* » (Jouve, 2007) et les populations concernées.

L'affirmation de la participation des villes au système capitaliste global semble devoir passer par une image de modernité, image qui passe notamment par d'importantes restructurations urbaines (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) initiées par un consensus technopolitique (Swynguedouw, 2011) et privé. La fabrique de la ville se comprend alors dans une situation de tension voire de conflit, et l'enjeu est d'identifier les implications sociales politiques et économiques de ces transformations dans les villes du Sud, notamment dans des espaces subalternes en faisant apparaître le rôle de ses agents du quotidien (Roy, 2011).

Il s'agit donc d'interroger la prise en compte des logiques globales dans les projets urbains mis en œuvre à Jakarta, suivant des normes mondialisées. Avec l'accélération de la mondialisation et la mise en réseau des métropoles à l'échelle mondiale, Jakarta a été progressivement affirmée comme un nœud privilégié pour l'Indonésie, le point de contact permettant l'insertion des réseaux économiques et de tout le pays dans les échanges. Cela se comprend par la prise de conscience du rôle des villes dans les processus d'accumulation (colloque « La ville néolibérale », septembre 2012). Les États (dont l'Indonésie) s'en sont donc saisi afin d'assurer leur présence dans les stratégies du capital. Le défi est, pour ces pays en développement, de s'insérer dans le système dominant qu'est le capitalisme mondialisé afin d'en tirer les bénéfices.

2.3.1. La mise aux normes de la ville

Après l'Indépendance, la ville de Jakarta renommée a confirmé son statut de capitale politique et économique de l'Indonésie. Marquée par plusieurs siècles d'inégalités et de fragmentation organisées politiquement par les dominants, Jakarta doit désormais représenter le pays dans son ensemble, sa diversité, sa spécificité mais aussi sa grandeur. Ainsi, la ville semble être prise en tenaille entre l'image à donner (aux Indonésiens et au reste du monde) et ses réalités. Les autorités publiques associées au nouveau président Soekarno ont l'ambition de faire de la capitale une très belle ville tout en devant faire face à l'augmentation massive de population et à la misère qui y est en partie associée. De la vision d'un homme à l'émergence du « *Big Durian* », Jakarta a subi des transformations majeures qu'il s'agit de contextualiser.

Après la fin du régime colonial, les formes de développement urbain et les structures sociales mises en place à Jakarta cherchent à affirmer leur modernité par l'adoption du système de pensée et des principes qui dominent en Occident. Il est dès lors difficile d'affirmer l'ancrage de la ville dans le *postcolonial* alors que les dirigeants successifs ne cherchent pas – bien au contraire – à distinguer la ville et le pays des orientations des anciennes puissances dominantes.

En revanche, dans le cas de Jakarta, le rôle de l'État reste essentiel dans la production urbaine. La réorganisation des espaces centraux et de toute la métropole est voulue et appuyée par les pouvoirs publics afin de favoriser l'attractivité de Jakarta comme point relais et de connexion avec l'économie mondiale. L'investissement massif dans cette ville témoigne de choix stratégiques et politiques au service d'une exigence de compétitivité pour l'insertion dans le réseau des villes globales.

❖ Construire le « bijou de l'Indonésie »...

La ville de toutes les attentions nationales/étatiques/gouvernementales

L'investissement massif du gouvernement dans la ville de Jakarta se comprend d'abord par la volonté de Soekarno de faire évoluer Jakarta d'une capitale coloniale à un symbole de l'unité nationale indonésienne. Ce choix est clairement mis en œuvre entre 1957 et 1966, et est poursuivi après qu'il a été destitué. L'enjeu est de maintenir, en s'appuyant sur ce que représente Jakarta, l'unité de l'État colonial et ainsi la puissance de l'Indonésie¹⁴¹. Ainsi, la volonté de continuité avec l'espace colonial est renouvelée malgré la rhétorique de rupture de la

¹⁴¹ Soekarno s'appuie sur un partage du pouvoir entre les différentes factions politiques en conflit au moment de l'Indépendance en leur assurant, en retour de leur loyauté envers la jeune nation, des bénéfices liés au clientélisme (Silver, 2008).

Revolusi et un discours nationaliste. L'essor des projets modernistes menés par l'administration Soekarno puis par celle d'Ali Sadikin réinvestit des modèles urbains européens sans liens signifiants avec la culture traditionnelle (Kusno, 2000).

Au-delà des compétences attribuées à la démocratie locale par rapport au pouvoir national, les intentions de Soekarno vont directement orienter les politiques urbaines durant son mandat. Siège du gouvernement national, on ne peut nier le poids de l'administration centrale dans la ville. Le premier instrument de contrôle était le maire, puis le gouverneur, nommés comme pendant la colonisation par le gouvernement central. Avec la mise en place de la « démocratie guidée », les pouvoirs centraux ont été accentués, faisant de Jakarta la « *créature du Président* » (Abeyasekere, 1987). La ville a ainsi été touchée par de profonds bouleversements et des pratiques d'aménagement qui participent à la compréhension de la situation de la pauvreté aujourd'hui.

Héritant de quelques rêves de Soekarno, Ali Sadikin, gouverneur de Jakarta de 1966 à 1976, a pu profiter de conditions économiques plus favorables que dans la période précédente. En effet, en plus d'une croissance économique mondiale très porteuse, le régime de l'Ordre Nouveau dirigé par le général Suharto encourageait vivement les investissements étrangers. Dans un contexte de hausse rapide des prix mondiaux pour les principales exportations du pays, notamment le minerai, le pétrole et le bois, les revenus du pays ont fortement augmenté s'ajoutant à l'aide étrangère du bloc de l'Ouest. En quelques années, les technocrates de l'Ordre Nouveau ont été capables de relancer l'économie indonésienne tout en contrôlant l'inflation, soutenus par un contexte global favorable et par la « bienveillance » des puissances occidentales. En tant que grand exportateur de pétrole, l'Indonésie profite du bond des prix après 1973. Bien que les exportations fussent produites surtout dans les régions de Sumatra et de Kalimantan, éloignées de la capitale, Jakarta a en a bénéficié directement : l'augmentation massive des revenus du gouvernement central issue des taxes des entreprises et l'installation des bureaux des investisseurs étrangers dans la ville ont favorisé un véritable boom de la construction qui a permis la finalisation de nombreux projets lancés ou imaginés par Soekarno tout en en initiant de nouveaux¹⁴² (cf. carte 3).

Ainsi, dès les premiers temps après la colonisation, la différence de traitement de la ville de Jakarta avec le reste du pays s'est poursuivie. Au nom du statut spécifique de la ville capitale

¹⁴² Beaucoup de ces projets ont été planifiés par Soekarno, mais c'est l'arrivée de Sadikin qui permit le déblocage des fonds et des crédits. C'est donc sous son mandat que la grande mosquée Istiqlal qui domine l'angle nord-est de Monas a été réalisée, tout comme le complexe récréatif d'Ancol, les bâtiments du Parlement à Senayan et quelques nouveaux centres commerciaux ; un ensemble de bâtiment qui avaient déjà reçu l'aval de Soekarno. Quelques projets portent l'empreinte personnelle de Sadikin tel que le centre culturel de Taman Ismail Marzuki, sur le site du vieux zoo déplacé de Cikini aux limites sud de la ville (à Ragunan). L'autre grande création de l'époque, conception de madame Suharto, est le centre de loisir de Taman Mini Indonesia Indah, proche du nouvel aéroport international (aujourd'hui militaire) de Halim.

et de son rôle de modèle à suivre pour le reste du pays, Jakarta doit répondre à un certain nombre de critères concrétisant sa spécificité pour l'Indonésie.

Le socialisme indonésien était censé apporter les réponses aux nombreux problèmes urbains et justifiait un investissement public massif dans les infrastructures urbaines. L'empreinte caractéristique de Soekarno sur la morphologie et la société urbaines de Jakarta fit débat parmi les universitaires et les instances appliquant ses décisions. L'architecture de la ville devait refléter le pouvoir qu'il exerçait sur la nation ; il favorisait donc la monumentalité. En effet, l'institution de sa règle autoritaire sous la bannière de la « Démocratie guidée » coïncide avec le début d'un engagement vigoureux dans le travail de reconstruction de la capitale. Un autre aspect explique le motif moderniste des nouveaux bâtiments civils : ces travaux permettraient l'émergence d'un prestige national et international, à l'encontre des images du passé colonial. Il déclare ainsi en 1962 :

« Camarades de Jakarta, laissez-nous construire Jakarta comme la plus grande ville possible. Grande, non pas seulement d'un point de vue matériel, grande non pas seulement à cause de ses gratte-ciel, grande non pas seulement à cause de ses beaux monuments, mais grande dans tous les aspects, même les petites maisons des travailleurs de Jakarta, il doit y avoir là un sens de la grandeur... Jakarta devient le phare de l'humanité toute entière. Oui, le phare des Nouvelles Forces Émergentes. »

Le succès du développement de Jakarta appuyé par les différents dirigeants a des conséquences complexes. Le dynamisme et l'efficacité de Soekarno puis de Sadikin, aidés par l'intérêt des membres des gouvernements à favoriser la ville où la plupart d'entre eux vivaient, ont rendu la ville plus attractive pour les investisseurs certes (une fois l'ouverture du pays engagée, sous l'Ordre Nouveau), mais aussi pour les migrants. Cela a induit une trop grande concentration dans un espace restreint et contraint. La ville a largement bénéficié des investissements industriels (à partir des années 1980) par rapport aux autres espaces du pays, mais aussi des importations (véhicules, téléphones) et des meilleurs services (grades supérieurs du service public, médecins, ...). Le fossé entre le revenu moyen et les dépenses à Jakarta et les autres villes du pays a augmenté fortement augmenté notamment durant le mandat de Sadikin induisant des rapports très déséquilibrés entre la capitale et le reste de l'Indonésie (Booth et Sundrum, 1980). Cette attraction grandissante a par conséquent induit d'importants problèmes de congestion qui auraient pu être moindres si le flux d'immigrants avait été mieux réparti vers d'autres villes. Cependant, tant que la croissance économique permettait d'assurer les dépenses du gouvernement, il restait possible pour Sadikin de garder sous contrôle les quelques effets pervers de l'inégalité et de la congestion à Jakarta (Abeyasekera, 1987).

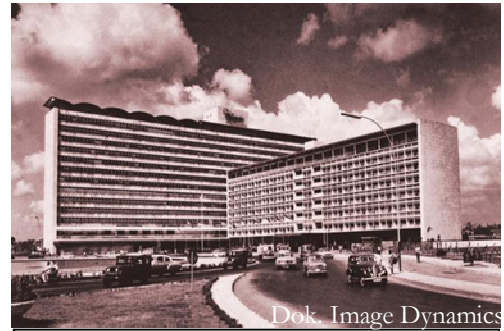
Planche de photographies 1 : La modernisation de Jakarta



Monumen
Nasional
Dit Monas



Sarinah, premier supermarché
dans le nouveau centre sur la
Jalan Thamrin, construit en 1962



Hotel Indonesia vers 1960,
entre Monas et la Jalan Thamrin



Marque du développement autoroutier
intra urbain : l'échangeur de Semanggi
entre l'avenue Jenderal Sudirman et
l'autoroute



Place Tugu Tani
entre les avenues Menteng et Prapatan, en 1980,
courtoisie de Olivier Sevin



Tour Bakrieland située à proximité de
l'avenue Rasuna Said, dans le nouveau
CBD de Kuningan



Vue de la tour Kempinsky :
la Skyline de Jakarta avec sa Tour icône du stylo plume, la
Jalan Thamrin bordée de buildings devant des *kampung*

Une ville vitrine

L'image de Jakarta, surnommée le « bijou de l'Indonésie », constitue un enjeu pour les dirigeants indonésiens. Il faut lutter contre la persistance d'une perception négative de la ville tant pour les étrangers (d'après l'évaluation du Ministère des Affaires étrangères indonésiennes) que pour les locaux¹⁴³. Au début des années soixante, cette appréciation critique s'est modifiée. La ville de Jakarta a été imposée comme prépondérante pour le développement indonésien marquant une évolution majeure de la place de la ville dans les politiques nationales.

Jakarta était pour Soekarno le moyen de mettre en œuvre la construction des symboles de l'union et de la puissance indonésiennes. Le dirigeant a dominé la ville de Jakarta pendant une quinzaine d'années, influençant plus les formes de la ville que les acteurs locaux.

Il oriente les projets urbains selon ce que peut représenter la ville et non selon les questions « triviales » de la vie quotidienne des résidents¹⁴⁴. La direction du développement urbain est donc explicitement au service de sa vision du pays. Christopher Silver (2008) estime d'ailleurs que la conduite de la modernisation urbaine était un moyen de camoufler la « *flagrante faiblesse de son régime, l'échec des stratégies économiques, et la menace permanente de dissolution de la République par les régions extérieures et la corruption rampante* ».

Un des exemples de son usage du projet urbain à grande échelle pour faire évoluer Jakarta vers l'image désirée a été présenté lors de l'exposition universelle de New York en 1964¹⁴⁵. Les commissions gouvernementales, témoignant de la forte intervention du gouvernement, mettaient en œuvre le style moderniste exposant la volonté du pays de montrer ses formes artistiques et culturelles et ses ambitions progressistes. Le modernisme d'après-guerre était en effet le style architectural dominant associé à la démocratie et au capitalisme. C'est la formalisation dans le paysage urbain de la détermination des nouvelles nations à participer à un échelon global. Une seconde explication de l'attention soutenue de Soekarno pour la modernité de Jakarta est de créer un centre national de pouvoir dérivé directement d'une « *culture politique du Java traditionnel* » (Kusno, 2000). L'appropriation de l'architecture et du design modernistes serait un moyen de s'appuyer sur le concept spatial de pouvoir javanais¹⁴⁶. C'est-à-dire que le dirigeant ne cherchait peut être pas seulement à donner un rôle

¹⁴³ « Les Indonésiens eux-mêmes étaient les premiers à admettre que leur capitale était affreuse et plate, avec des rues étroites, des squares vides et ce système de canalisation gênant construit par les Hollandais qui parcourt toute la ville » (Silver, 2008).

¹⁴⁴ En 1962, il y avait environ soixante-dix projets de taille variable pour des constructions avec un budget de 4500 millions de roupies : la transformation de zones clés de la ville se pense autour de l'*Hotel Indonesia* et de ses quatorze étages ainsi que du contournement autoroutier à six voies.

¹⁴⁵ Deux millions de dollars ont été dépensés pour le pavillon indonésien, ce qui représente une somme substantielle pour une nation considérée alors comme sous-développée.

¹⁴⁶ Cette conception est plus marquée par une compréhension spirituelle du rôle de l'espace : à partir du centre où siège le roi, le pouvoir cosmique se diffuse vers les périphéries. Benedict Anderson (1998)

international à l'Indonésie mais aussi voulait unifier, autour de Jakarta, les parties disparates de la jeune nation.

Le mandat de gouverneur de Sadikin poursuit ces actions. Ce dernier voulait que Jakarta soit un lieu de beauté et de culture, en renouant avec le confort du vieux Batavia par la restauration des routes longées d'arbres¹⁴⁷. L'amélioration du cadre de vie est valorisée avec l'augmentation des parcs (afin de réaliser la ceinture verte du schéma directeur). Constructeur d'infrastructures urbaines rationnelles et de grands nouveaux buildings modernes, il était très populaire auprès des classes moyennes croissantes qui avaient les moyens d'apprécier et de profiter de ces améliorations du quotidien. Ce nouveau chef administrateur a ainsi pris en charge la question des « *conditions physiques décevantes de la ville actuelle* » (extraits de rapports de Jakarta DKI, 1966). Pour gagner le contrôle de la ville, il installa un important contingent de technocrates travaillant pour l'aménagement et le développement de Jakarta, rassemblés dans un building de vingt étages sur la *Jalan Merdeka Selatan* (au cœur du centre du pouvoir administratif et politique)¹⁴⁸.

Ainsi, les programmes successifs de planification sous les mandats présidentiels de Soekarno ou de Suharto ont systématiquement appuyé la construction de l'image de Jakarta comme centre et pôle de développement pour tout le pays. L'objectif d'en faire la vitrine de la modernité du pays permet de témoigner de la croissance économique et du succès des politiques mises en œuvre, quelles que soient leurs inspirations idéologiques et les différences dans les moyens d'application. Depuis les projets modernistes de Soekarno à la modernisation accélérée sous Suharto, Jakarta s'est vu imprimer dans son paysage urbain la quête de modernité de ces deux régimes post-indépendance, comme symbole de leur pouvoir et de l'expression de la domination de la capitale sur le reste du pays. L'attention poussée dont la ville a bénéficié n'a cependant pas permis de réduire les dysfonctionnements liés à un développement accéléré. Ainsi, la pauvreté ne s'est pas résorbée simplement par le développement et semble être identifiée comme un des problèmes majeurs perturbant le bon fonctionnement de la ville¹⁴⁹.

interprète les concepts traditionnels du pouvoir dans la culture sud-est asiatique en montrant la valorisation de certains lieux comme concentration première du pouvoir avec un centre est plus reconnue qu'une dispersion spatiale ou fonctionnelle du pouvoir.

¹⁴⁷ Il assume en revanche le fait de ne plus vouloir rompre explicitement avec le passé colonial.

¹⁴⁸ C'est dans ces bureaux que s'accumulaient les plans et cartes de Jakarta en plus de quantité de tableaux statistiques afin d'« ausculter » la ville (Silver, 2008).

¹⁴⁹ La lutte contre la pauvreté peut aisément apparaître « en bonne voie ». En effet, les données statistiques émises par l'agence nationale mettent en évidence une baisse radicale du taux de la population vivant sous le seuil de pauvreté, en particulier dans les espaces urbains. Ainsi, entre 1976 et 2004, la proportion de personnes pauvres en ville est passée de 38,8 % à 12,6 % : le taux ne fait que baisser sauf au moment de la crise économique de 1998. Cette baisse de la pauvreté s'observe aussi à l'échelle nationale, en incluant les espaces ruraux. Cependant, il faut rappeler que la croissance démographique est forte aussi durant cette

❖ ... ou une ville générique ?

La verticalisation de la ville

La mise en œuvre des logiques globales dans les projets urbains engendre des formes urbaines spécifiques qui oscillent entre quête d'une image « icône » de la ville ou production d'une « figure imposée » ? La création des buildings pour la formation d'un *CBD* est issue de la volonté et du travail des architectes et constructeurs indonésiens. Ces espaces sont sciemment mis en priorité dans les projets d'aménagement urbain et la planification afin de porter le nouveau rôle qu'attribue Soekarno à Jakarta.

La formation de « hauts quartiers » pour créer un *CBD* comme dans toute ville « moderne » nécessite le renouvellement des espaces centraux. Le projet de faire de Jakarta une ville « moderne » s'appuie sur l'aménagement de nouveaux secteurs de la ville sans connotation avec le pouvoir colonial. On peut cependant relever que la réalisation d'un nouveau centre jouxte les quartiers de l'ancienne Batavia : les différents lieux du pouvoir sont mis en contact dans la ville par l'axe fondamental de la *Jalan Thamrin*. En effet, l'avenue permet de relier le centre politique existant centré autour de Monas et de Banteng avec le « triangle d'Or » et le nouvel ensemble résidentiel planifié de Kebayoran Baru¹⁵⁰. La consigne pour les nouvelles constructions longeant la *Jalan Thamrin* impose la verticalité : les bâtiments ne devaient pas faire moins de cinq étages. D'après Abeyasekere (1987), Soekarno avait la folie des hauts buildings et refusait de se soucier des limites techniques et économiques des aménageurs (telles que la difficulté du sol à supporter la charge). Il a aussi organisé la « liquidation » des bidonvilles alentours et le relogement de leurs habitants dans des bâtiments verticaux. C'était pour lui la chose « moderne » à faire, suivant le modèle des villes occidentales et des villes en développement rapide comme Singapour. Il cherchait à faire naître un sens de la fierté pour les jeunes constructeurs indonésiens lorsqu'ils étaient capables de construire « *plus de gratte-ciel, plus de parcs, plus d'hôpitaux, plus d'écoles et liquider plus de bidonvilles* ». Jakarta doit rompre avec son statut de « *ville aux mille kampung* » (Cowherd, 2002). Il présente ici son « rêve d'architecte » pour l'aménagement de la ville, en omettant les conséquences sociales et économiques.

période, et si la proportion baisse, le nombre de pauvres urbains en chiffres absolus augmente, passant (durant cette même période) de 10 millions à 11,5 millions d'individus.

¹⁵⁰ Ce nouveau quartier était destiné aux fonctionnaires (7 546 logements). Il est équipé de services urbains locaux (écoles, marchés, mosquées, théâtres) avec tout le confort « moderne » grâce à l'aménagement de nouvelles infrastructures : 12 302 mètres de canaux de drainage pour les eaux usées (à ciel ouvert certes), et 50 283 mètres de canaux pour les eaux de pluie. La modernité de ce nouveau quartier est marquée par le « tout à l'égout ». L'eau courante est fournie par des puits artésiens (ROI, MPWP, 1953).

Sa vision a été en partie réalisée puisqu'il est à l'initiative d'éléments essentiels du paysage urbain de Jakarta, tels que Monas, Sarinah ou encore l'interchangeur autoroutier en feuille de trèfle, marquant l'introduction des premières autoroutes dites « modernes » à l'intérieur de la ville. La marque de fabrique de ses projets était la modernité et la monumentalité – notamment, en plus des gratte-ciel, avec l'érection d'imposantes statues, sur de grands pylônes représentant un élan vers le ciel. Il cherchait à valoriser de grands symboles qui impressionneraient le monde, témoignant que « sa » ville est l'égale de toute autre grande ville moderne.

Le développement par la modernisation : les mots d'ordre du renouvellement urbain

Le pouvoir et les actions d'Ali Sadikin sont un des meilleurs exemples de l'autorité de l'Ordre Nouveau à l'échelle urbaine (Abeyasekera, 1987). Le mot d'ordre du nouveau régime était « *pembangunan* », soit « construction » ou « développement ». Cette notion semble avoir été interprétée de manière restrictive en se concentrant sur les aspects physiques et matériels de la modernisation et, en termes de développement, sur la croissance économique. La mise en œuvre de ce slogan a profondément transformé le visage de la ville. La vaste étendue urbaine basse et dense, parsemée de quelques structures modernes et de quelques zones résidentielles bien aménagées et aérées, est devenue un organisme urbain maillé d'autoroutes modernes bordées de buildings imposants et de quelques centres récréatifs.

Sont mis en espace les différents critères de modernité que se doit de porter une ville compétitive, en particulier l'exigence de mouvement¹⁵¹ : l'essor du réseau de transport routier a participé à la transformation du paysage urbain. La restructuration urbaine des années soixante s'organise autour de la *Jalan Thamrin*, nouvelle vertèbre de Jakarta, qui coupe littéralement un quartier existant. L'avenue est spécifiquement conçue pour des véhicules motorisés et les bâtiments qui la bordent sont organisés de façon à minimiser les accès du *kampung* à l'arrière : le quartier ne dispose que de très peu de connexions directes (visuellement et physiquement) avec la voie principale (Budiarto, 2003). De même, les constructions spontanées qui s'étaient accumulées le long du canal ouest (le *Banjir Canal*), réalisé pour réguler et contrôler les inondations, ont été détruites pour libérer l'espace nécessaire aux pylônes supportant la rocade intérieure surélevée. Ces restructurations profondes du tissu urbain de Jakarta appuient la logique circulaire, mettant l'automobile au cœur de ces rénovations. C'est l'essor des autoroutes urbaines¹⁵² qui connaissent un développement brutal en Asie (Goldblum et Wong, 2000).

¹⁵¹ L'image de fluidité reste un mythe à Jakarta – une des villes les plus embouteillées au monde.

¹⁵² Analysé par Agnès Deboulet et Mona Fawaz à Beyrouth en 2004

Des formes au service de la compétitivité

La question de l'image de la ville est une composante essentielle permettant de comprendre le rôle de la globalisation capitaliste sur les formes urbaines. Sklair (2006) démontre à ce sujet que les gratte-ciel proclament la richesse et le pouvoir des entreprises transnationales majeures (que ce soit des banques, des manufactures ou autres services) et même les sièges de sociétés très peu connues. Ces recompositions urbaines sont permises par les politiques et autres professionnels de la globalisation qui donnent les cadres au secteur privé afin de créer ces espaces « icônes » qu'ils soient locaux, nationaux ou même globaux. Le témoin urbain de ces choix est, entre autres, la multiplication des grands centres commerciaux aux fonctions croisées, faisant office d'hôtel, de bureaux et logements luxueux. Les *malls* rassemblent ainsi les activités les plus prestigieuses dans des formes très identifiables : de hauts buildings rivalisant de technologie, symboles de la modernité de Jakarta. Maintenant, ces centres d'affaires s'étendent au-delà du *Central Business District (CBD)* et participent à l'affirmation progressive de la polycentralité. Peut-on parler de « tour icône » ? Le profil de la *skyline* de Jakarta devient désormais identifiable avec son stylo plume haut de 250 mètres (48 étages)¹⁵³, témoignant du pouvoir urbain des financements privés, associé aux autres très hautes tours qui ponctuent le Triangle d'or (cf. planche de photographie 1).

Ainsi, Jakarta s'insère de plus en plus dans le système global et connaît les mêmes manifestations spatiales que d'autres grandes villes, liées à la mondialisation et la métropolisation, telles que la verticalisation du bâti, l'accentuation des phénomènes de fragmentation, et l'évolution des fonctions urbaines faisant intervenir de nouveaux acteurs. Firman souligne que « la croissance économique apparemment irrépessible de la ville durant les années 1990, s'est réfléchiée dans la transformation dramatique de sa *skyline* » (Silver, 2008, p. 6). Pas moins d'une trentaine de nouvelles grandes tours sont apparues entre 1990 et 1995, principalement dans et autour du Triangle d'or. Cette période de transformation de Jakarta aurait été « plus rapide et plus dramatique que durant aucune décennie depuis plus de trois siècles de croissance et développement » (Silver, 2008, p. 187).

Et ces évolutions se confirment. Depuis 2010 est conceptualisée la « ville du XXI^{ème} siècle ». Le document d'urbanisme RTRW (*Rencana Tata Ruang Wilayah 2030* – plan d'aménagement de l'espace pour 2030) a été promulgué par le gouverneur début 2012. Il permet la mise en œuvre d'un programme bi-décennal fondé sur un slogan évocateur : « *go green and planning for all* ». On peut ainsi lire dans le schéma directeur de « Jakarta 2030 » les

¹⁵³ La plus haute tour de Jakarta a été dessinée par le cabinet d'architecte canadien Zeidler et finalisée en 1996. Depuis, plusieurs autres ont été construites telles que la Menara BCA (50 étages de bureaux associés à un des centres commerciaux le plus luxueux de Jakarta Grand Indonesia) ou la Tour Bakrie (symbole du pouvoir d'un homme d'affaire et politique indonésien).

principes qui guident l'action publique et privée prétendant résoudre au sein de l'espace urbain les contradictions entre efficacité économique et justice sociale. On peut ainsi y observer les choix stratégiques qui participent à la fabrique de la ville car toute opération urbaine doit se conformer à cette loi de planification. Fonctionnaires aménageurs et acteurs privés cherchent à insérer la ville dans les dynamiques globales néolibérales, en suivant les mêmes processus que d'autres grandes villes liés à la métropolisation des territoires. Au-delà de l'accroissement démographique qui s'est ralenti dans la ville centre, c'est bien le phénomène de concentration des fonctions et des activités que l'on peut observer, résultat du rôle conjoint de l'État et des intérêts privés. Centre politique incontestable malgré la décentralisation en cours, c'est aussi le pôle économique le plus important du pays rassemblant services et industries. La métropole s'impose ainsi comme la vitrine de la réussite économique de l'Indonésie et le levier privilégié pour s'insérer dans la compétition métropolitaine internationale.

Ainsi se multiplient aussi des formes très verticales dans certains points de la ville qui font directement écho à la modernité de ces espaces (que certains ont tendance à vouloir leur retirer). Le contexte local n'est pas le seul élément d'explication et il faut prendre en compte aussi le rôle de la situation mondiale et internationale liée aux investissements nationaux, la pratique de hauts loyers pour la population dite « expatriée ». L'importance des échanges à l'échelle mondiale et de leurs conséquences spatiales remet en perspective l'idée de types de ville spécifiques à une partie du monde. Le développement rapide des tours s'inspire fortement des villes nord-américaines. Singapour, autre modèle de « développement » économique et modèle des villes asiatiques est aussi considéré comme un espace « du Nord » désormais. Il y a une unification des formes spatiales des métropoles.

La course aux grands buildings ou simplement leur développement massif à Jakarta témoigne de la volonté des promoteurs et aménageurs de prouver leurs capacités à maîtriser l'espace urbain, à maîtriser l'urbain même et les urbains par extension. C'est en ce sens que l'on pourrait parler d'espaces urbains de la domination. Le développement rapide de la capitale est ainsi exposé ; les formes urbaines produites sont le témoin de ce succès pour tous les habitants. C'est pourquoi ces formes urbaines sont directement dépendantes des acteurs qui les conceptualisent et les produisent dans l'espace urbain. Ils mettent ici en œuvre leur pouvoir de faire la ville, de la modeler afin de pouvoir tirer profit de son image. Du fait de la nécessité de rendre la ville compétitive, elle doit être attractive pour les capitaux. Dans les restructurations de la capitale à l'image d'une ville globale, on voit apparaître des choix stratégiques dans les orientations des recompositions spatiales urbaines qui permettent de remettre en question l'affirmation de la justice spatiale prônée par la deuxième partie du slogan du nouveau *masterplan* de Jakarta 2030 : « *Planning for all* ». La volonté de rompre avec l'image de grand village bas et étendu est désormais le maître mot mais il faut aussi gérer les nombreux quartiers

traditionnels non planifiés ou les constructions spontanées qui furent le réceptacle majeur de la croissance urbaine.

La modernisation par l'éviction de la pauvreté

Les différentes phases de restructuration urbaine ont une permanence. Systématiquement, les projets ont induit la destruction de *kampung* ou de bidonvilles et le déplacement de leurs résidents. Dans les années soixante, l'élaboration de normes par les autorités publiques justifient l'éviction des *kampung* mal planifiés (certes) et quartiers en surpeuplement sous couvert de la nécessité de créer des espaces d'habitation propices à un esprit communautaire et à un confort humain (ROI, 1962). C'est ici la mise en œuvre des volontés du dirigeant cherchant à installer la ville dans la modernité. Le tracé du chemin du développement commercial et résidentiel (la *Jalan Thamrin*) « fluidifiant » le trafic implique une vaste éviction des bidonvilles et zones de squat au début des années soixante-dix, tout comme le long du canal ouest. Et la reconstruction massive du cœur et des périphéries dans les années quatre-vingt-dix introduit une profonde réorganisation spatiale à tel point que les résidus de la configuration de la ville coloniale sont beaucoup plus difficiles à discerner (Silver, 2008)

De plus, la présence latente du projet de transfert de la capitale (Tai-Chee et Sevin, 2013)¹⁵⁴ - toujours aujourd'hui - favorise le désintérêt sur certains dysfonctionnements, notamment l'indifférence de Soekarno quant aux affaires quotidiennes de Jakarta. Cela explique que certains problèmes ont longtemps été mis de côté, les administrateurs pensant sincèrement que Jakarta serait abandonnée pour un meilleur endroit (ou avancent cet argument afin de se dédouaner).

La reconnaissance mondiale de Jakarta dans le jeu des métropoles globales serait donc permise par la modernisation de la ville. Son statut de capitale, ville phare des « nouvelles forces émergentes » (d'après Soekarno), émergente et compétitive impose la réalisation dans l'espace urbain d'une rhétorique de modernité agissant sur les symboles plus que sur l'urbain comme ressource.

¹⁵⁴ Pourtant, il faut nuancer l'engagement des responsables gouvernementaux en faveur du développement de Jakarta. Souvent présentée comme la clef pour faire d'une nation divisée un tout plus uni, l'idée de créer une nouvelle capitale a été réinvestie par Soekarno et ses successeurs. Cette démarche avait été initiée par les Néerlandais, qui avaient déjà transféré certaines compétences à Bandung (et non à Yogyakarta où s'était replié le gouvernement non reconnu en 1940 et qui reste la capitale culturelle des Javanais). En écho avec la réponse de nombreux nouveaux gouvernements après la proclamation de leur indépendance (Brasília et Kubitschek au Brésil ou Yamoussoukro en Côte d'Ivoire), le gouvernement indonésien tente de choisir une localisation plus centrale dans le pays : le centre de l'île de Bornéo a donc fait l'objet de plans par le Ministère des Travaux Publics, mais aucune des fonctions de la capitale n'y a jamais été délocalisée.

2.3.2. La métropolisation d'une « ville ordinaire »

La globalisation progressive de l'économie liée à la métropolisation de la ville peut se lire dans l'espace urbain, voire a été favorisée par la planification urbaine. Les autorités municipales affirment leur volonté de faire de Jakarta une ville du XXI^{ème} siècle en valorisant son image de ville compétitive. Et pourtant, afin de sortir des présupposés induits par ces appellations, l'objectif de cette dernière partie est d'intégrer une approche renouvelée en ne limitant pas la compréhension de l'espace urbain de Jakarta par une grille restrictive de classement et de hiérarchie en fonction de critères de « modernité ».

❖ La métropole comme échelle pertinente

Cette partie nous permet d'aborder Jakarta comme une étude de cas pertinente des relations en évolution entre les différents échelons de gouvernance (étatique, régional et local) témoignant de l'aspiration des autorités de faire de Jakarta une ville dite « globale » (Bunnell, Miller, non daté). Ainsi apparaissent de nouveaux modes de gouvernance, à l'échelle urbaine qui semble plus efficace à la mise en place de stratégies de compétitivité. Ce nouveau contexte s'impose et fixe les cadres et objectifs des politiques urbaines.

Les fonctions de l'aire métropolitaine

En plus d'être la capitale du pays, Jakarta bénéficie historiquement de sa construction comme centre de l'Indonésie par les différents régimes. Les disparités régionales entre Java et les autres îles, entre les zones littorales et intérieures, entre Jakarta et le reste du pays, sont identifiées depuis la colonisation et se sont accentuées (Budi Kurniawan, 2011). Elles ont été confirmées et sont devenues très sensibles durant l'ère Suharto. La gouvernance de l'Ordre Nouveau fortement centralisée a contribué à les augmenter (Aspinall and Fealy, 2003 ; van Klinken, 2007 ; Lewis and Oosterman, 2009 ; Wollenberg *et al.*, 2009). Même si le développement de nouvelles activités et la décentralisation participent à une renégociation des rapports de pouvoirs, Jakarta continue de dominer l'économie et la politique du pays (Hill *et al.*, 2009). En termes démographiques, Jakarta accueille 4 % de la population totale pour 0,03 % de la surface du pays¹⁵⁵.

¹⁵⁵ Jakarta, n'étant physiquement qu'une ville constituée en province spéciale a évidemment la plus forte proportion de population urbaine. Ailleurs, en 1980, seules cinq provinces avaient une population urbaine de plus de 22 % : Yogyakarta (22.1 %), Sumatra Nord (22.5 %), Riau (27.2 %), Sumatra sud (27.4 %), Kalimantan Est (40 %) (BPS). À la même période, Jakarta reste la province la plus urbaine en chiffre

Sa qualité de « centre » du pays est mise en évidence par les études académiques locales et la présentation officielle de la ville. Celle-ci rassemble en effet les fonctions urbaines majeures : c'est un centre administratif et de service, d'affaire et d'échange, financier, de tourisme, d'information et de formation, scientifique, artistique et culturel (source Naskah Akademis, 2010).

Le document académique référence ici est un rapport de synthèse émis par un cabinet de consultants pour la municipalité de Jakarta. Ce travail de synthèse insiste sur la position stratégique de Jakarta pour toute l'Indonésie puisqu'il y est mentionné que 60 % de l'activité économique indonésienne y serait localisée. Firman affirme pour sa part que plus des trois cinquièmes des activités économiques nationales sont concentrées dans la zone métropolitaine de Jakarta (Firman, 2003). Ces mesures se doivent d'être relativisées car, d'une part ces deux sources ne présentent pas les données sur lesquelles elles s'appuient, d'autre part, en utilisant les données du Bureau central des statistiques (BPS), Eko Budi Kurniawan (2011) montre dans sa thèse que le PIB de la province représenterait presque 20% de l'économie indonésienne. La fragilité de ces informations est donc importante, surtout que l'évaluation des activités économiques reste difficile du fait de l'importance du secteur informel.¹⁵⁶ La concentration des services dans les villes, et à Jakarta en premier lieu (suivie de Surabaya, Medan et Bandung) ne doit pas masquer la spécificité de la province capitale : à Jakarta, le dynamisme du secteur tertiaire s'appuie principalement sur la finance, l'immobilier et le service aux entreprises (tout comme pour Batam et Binjai). Ces trois types d'activités ressemblent 43% des revenus issus des services. On ne peut donc nier la prédominance économique nationale de Jakarta qui a été associée notamment à l'expansion du secteur financier, une fonction métropolitaine essentielle.

L'évolution de la géographie économique du pays témoigne de la croissance poussée de Jakarta et de sa région par rapport au reste du pays. Alors qu'en 1975, la province de Java Est était la première contributrice à la richesse nationale, vingt ans plus tard, c'est l'ouest de l'île qui domine, bénéficiant de l'investissement dans la manufacture grâce à la dérégulation bancaire et la stratégie orientée vers l'exportation adoptée de 1983 à 1996. L'importance de la croissance de DKI qui produit une richesse supérieure à tout Java ouest entre 1999 et 2003 montre que l'économie de la ville s'est reconstruite rapidement après la crise de 1997. La centralité

absolu malgré sa petite taille. Seules sept provinces ont plus d'un million d'urbains en 1980. La situation évolue à la fin du XXème siècle, puisqu'en 2000, Jakarta n'est plus que la quatrième province après les provinces de Java Ouest, Est et Centre, et dix-huit provinces comportent plus d'un million d'urbains. Le déclin de Jakarta DKI se comprend par la taille de la province et la promotion de la migration vers ses villes et *kabupaten* voisines : Tangerang (province de Banten) et Bekasi, Bogor ou encore Depok qui font partie de la province de Java Ouest.

¹⁵⁶ Les activités de services de Jakarta représentent le tiers de tout le secteur tertiaire indonésien, et son industrie apporte 11 % du secteur secondaire. En 2005, la production de richesse à Jakarta est largement dominée par les services à 72 % puis par l'industrie (28 %).

qu'exerce Jakarta est très sensible car la proximité avec la capitale est le facteur explicatif des économies les plus fortes (Budi Kurniawan, 2011)¹⁵⁷.

De plus, la proximité avec la ville centre joue un rôle dans les reconfigurations spatiales : du fait d'un prix du foncier élevé, un grand nombre des manufactures, qui ont participé à la croissance économique de Jakarta et à son affirmation progressive comme acteur dans la mondialisation, se sont progressivement relocalisées dans les périphéries de la ville : 80 % de l'économie du *Kabupaten* de Bekasi (notamment avec la zone industrielle de Cikarang) est appuyé sur la manufacture tout comme 57 % de l'économie de la municipalité de Tangerang. La proximité avec Jakarta permet d'attirer beaucoup d'investissements.

La richesse de la province de Jakarta par rapport au reste du pays est aussi sensible à l'échelle des individus. En effet, si l'on exclut la production de richesse issue de l'exploitation minière, Jakarta a le revenu par habitant le plus élevé d'Indonésie (BPS, 2005)¹⁵⁸.

Jakarta dans la globalisation

Le cas de Jakarta en particulier permet d'aborder diverses problématiques liées à l'organisation politique et spatiale dont la portée dépasse largement cette mégapole. Et alors qu'elle est rarement considérée comme une ville dite globale, les autorités ne manquent pas de rappeler officiellement leurs ambitions mondiales pour leur ville.

En effet, Jakarta est désormais positionnée comme un nœud urbain national (Bunnell, 2002, p. 294) pour connecter le pays aux réseaux économiques globaux. Centre politique, la province de la capitale assume une part importante de la gestion des transports, un point essentiel pour répondre aux nouveaux objectifs liés à la mondialisation des métropoles. Cette évolution est appuyée par les choix des politiques urbaines. Les acteurs insistent sur leur volonté de « métropoliser » Jakarta à l'aide de tous les outils à leur disposition. Ils cherchent donc à agir sur les formes urbaines et l'organisation spatiale de la ville afin de promouvoir une image de compétitivité mais avant tout ils soutiennent ces mutations par des réformes politiques significatives.

Depuis la *Reformasi*, les changements politiques et économiques participent de la compréhension de la nouvelle place de Jakarta dans le monde et en Indonésie. La période de transition ayant suivi la chute de Suharto a impliqué d'importantes transformations confirmant

¹⁵⁷ La production de biens manufacturés et les services constituent une part majeure de la richesse du pays, ce qui explique l'importance des grandes villes puisque ces secteurs sont de manière privilégiée concentrées dans les grandes aires urbaines. Mais c'est toujours Jakarta qui contribue le plus aux secteurs de l'industrie et des services.

¹⁵⁸ Les régions d'extraction minière sont peu denses et la redistribution des recettes de l'extraction est loin d'être égalitaire, ainsi, la prise en compte de ces revenus masque une pauvreté persistante dans ces régions. Il faut de plus reconnaître qu'il est difficile d'évaluer le niveau de richesse pour les régions agricoles, très variables selon les activités (Barral, 2011).

le choix des décideurs politiques d'imposer Jakarta comme ville « globale » – ou au minimum de prouver qu'elle est en passe de le devenir. La transformation physique de l'espace urbain par l'apparition de nouvelles formes urbaines symbolise le passage d'une nation « sous-développée » à un acteur d'envergure mondiale. Le document académique synthétisant les enjeux du plan d'aménagement est très explicite à ce sujet :

« Si Jakarta n'est pas fortement compétitive dans un monde globalisé, elle sera mise de côté, hors des possibilités permises par le marketing urbain. Les moyens d'améliorer la compétitivité devront être formulés dans les plans et actions énoncés et pris en charge par un aménagement du territoire efficace, que ce soit sous forme de réseaux d'infrastructures, d'énergie (puissance) ou de disponibilité des terres dans les zones stratégiques. Ainsi, la planification, la stratégie et le plan d'action spatialisé doivent être facilités ». Naskah Akademis, 2009, p. 2-1.

Cependant, après avoir été présentée comme la « vitrine du miracle indonésien » (Silver, 2008, p. 187), Jakarta a subi les conséquences de la crise économique et monétaire à partir du milieu de l'année 1997¹⁵⁹. En effet, ce sont les secteurs urbains qui ont été directement et plus facilement touchés par le krach boursier¹⁶⁰ (Jetin, 2010) et ses suites, beaucoup plus que les activités traditionnelles. Ainsi, en 2001, Cybriwsky et Ford identifient une baisse de presque 750 000 personnes de la population résidant à Jakarta entre 1995 et 2000. Ces derniers reconnaissent que cette diminution rapide peut être due à l'inexactitude statistique et à la décentralisation métropolitaine qui favoriserait la déconcentration de la ville centre. Mais ils relèvent aussi que « le nombre de migrants vers Jakarta a probablement baissé pendant ce renversement économique momentané » (p. 201). Parallèlement, la crise économique a favorisé une très forte augmentation des emplois dans le secteur informel : le nombre de vendeurs et de marchands itinérants (*kaki lima*) aurait augmenté de 95 000 en 1997 à 270 000 en octobre 1998. Cela appuie le propos de Bruno Jetin (2010) qui a montré les impacts de la crise asiatique en Thaïlande : il a observé un report des activités vers le secteur économique informel ; une

¹⁵⁹ Alors que la tendance de l'IDH est à l'augmentation de 1996 à 2010, on remarque une baisse momentanée entre 1997 et 1999 très probablement due aux conséquences de la crise asiatique. La variable du PIB dans cet indicateur témoigne du rôle de l'économie dans l'évaluation du développement.

¹⁶⁰ Dévaluation de la monnaie, faillite des banques, frein soudain au marché immobilier laissant de nombreux bâtiments en cours de construction en l'état et effrayant longuement les investisseurs étrangers. C'est un moment où les interactions entre l'économie globale et la ville de Jakarta sont particulièrement lisibles. Le PIB indonésien baissa de 69 trillions de roupies en 1997 à 52 en 1998 et l'investissement domestique total passa de 36 à 18 trillions de roupies (Firman 2009). Pendant la même période, la demande pour les espaces de bureaux dans le CBD a été réduite de moitié, passant de 300 000 m² à 150 000 m² entre 1997 et 1998 pour tomber à seulement 85 000 m² en 1999. (Firman 1999). Les émeutes de 1998 ont contribué à diffuser une image de violence et de désordre qui a pu effrayer les investisseurs locaux et internationaux.

réponse des populations pour limiter l'impact de la crise économique, beaucoup plus sensible dans les espaces urbains et métropolitains. Cependant, il se pourrait que ce secteur soit considéré comme une réserve pour les travailleurs ayant perdu leur emploi dans les réseaux officiels, affaiblissant toute velléité de favoriser une plus grande sécurité et protection de l'emploi¹⁶¹.

Appuyé par le processus de décentralisation

Par la suite, les transformations politiques liées à la *Reformasi* et à la démocratisation de l'État ont participé au repositionnement des rôles des différents échelons territoriaux, dont la place de Jakarta. En effet, en accord avec les injonctions internationales pour la démocratisation, la décentralisation s'est imposée comme réponse aux dysfonctionnements antérieurs (Encadré 3). La position spécifique de Jakarta à l'échelle nationale et internationale en tant que capitale et province s'est vue reconfigurée par ces nouveaux dispositifs législatifs après une longue période de centralisation des pouvoirs dans la construction de l'État-nation indonésien (Bunnell et Miller, non daté).

Le processus récent (2001) de décentralisation implique un repositionnement de Jakarta. Ce dernier a des impacts sur la gouvernance de tout le pays mais participe aussi à la recomposition des pouvoirs à Jakarta et dans l'aire métropolitaine. Ce choix remettant en cause plusieurs siècles de centralisation appliquée par les différents régimes, et surtout pendant l'ère Suharto, est une prescription des institutions financières internationales pour promouvoir la démocratisation du pays. La mise en œuvre est encore récente pour identifier ses effets durables sur le centre mais l'on peut dès à présent pointer des changements significatifs. L'autonomie régionale le transfert des compétences de l'aménagement urbain qui relève désormais des autorités locales et un prélèvement fiscal à cette échelle (Bunnell, Miller, non daté).

Ces changements ont comme but affiché de diminuer les inégalités régionales en limitant le poids excessif du centre sur le reste du pays. Cependant, en termes de redistribution des revenus des ressources, la décentralisation n'a pas eu les effets attendus d'un transfert des fonds vers les autres régions aux dépens du centre. Jakarta et les collectivités voisines fortement industrialisées n'ont pas perdu en développement économique et en investissement. Les redistributions venaient notamment des impôts sur le revenu, des taxes sur l'exploitation des hydrocarbures ainsi que de la production minière, forestière et de la pêche. Alors que certaines régions auparavant « sous- développées » ont profité de ce dispositif, Jakarta en tire aussi des bénéfices. À titre d'exemple en 2001, la première année de l'entrée en vigueur de la loi, près d'un

¹⁶¹ Ainsi, on constate que la crise économique d'envergure nationale et suprarégionale a des conséquences directes intra-urbaines à Jakarta. C'est notamment dans ce lieu que prend place la crise politique en 1998 qui provoque la chute du Général Suharto. Cette période s'est accompagné de fortes tensions dans la ville lui assignant une image dominante de manifestations, émeutes et violences ethniques (Tadié, 2006).

tiers du total du budget des impôts sur les revenus (soit 7.736 billions de roupies) réservé à la redistribution aux gouvernements provinciaux et locaux en Indonésie est allé à la *Daerah Khusus Ibukota Jakarta* (Firman, 2003). Le directeur en charge de l'autonomie régionale au ministère de l'Intérieur affirme ainsi que Jakarta « est toujours un aimant » tant pour la population que pour les investissements. C'est donc bien le « centre » d'après la définition géographique, caractérisé par « *la concentration, en un lieu, d'une certaine masse de population, de fonctions économiques, d'activités de production et de services, de richesses. Il est doté d'une capacité d'innovation et de créativité. Bénéficiant d'une grande accessibilité, il est un lieu très attractif* » (Cattan, 2006).

Les recompositions en cours remettent-elles en question les rapports centre-périphérie en Indonésie ? La réflexion liée à ce modèle interroge les relations et le fossé entre les espaces les plus riches, les espaces dominants et les espaces plus pauvres et ceux dominés. C'est une théorie qui a été élaborée entre autres par les premiers géographes marxistes en lien avec le développement de l'impérialisme et les théoriciens des inégalités dans les années soixante. C'est Alain Reynaud qui développe ce concept en géographie dans les années quatre-vingt (Reynaud, 1981) pour analyser un système territorial. Le modèle de concentration du capital¹⁶² élaboré par Marx prend des configurations spatiales à plusieurs échelles. Les relations Centre-Périphéries existent ainsi entre les pays industriels ou les métropoles des empires coloniaux et les colonies ? Ce rapport n'est pas seulement valable à l'échelle internationale entre les pays riches et développés et les pauvres en développement. Beaucoup d'autres systèmes spatiaux peuvent correspondre (Friedmann, 1965 ; Fellmann *et al.*, 1999) comme dans notre contexte entre les provinces riches et pauvres, les zones urbaines et rurale à l'échelle nationale. Ce rapport ne se limite d'ailleurs pas à la spécialisation entre production et échange mais il inclut aussi le rôle du pouvoir politique, des réserves de main d'œuvre, des ressources financières, de la technologie, des infrastructures et même de la domination militaire (Budi Kurniawan, 2011). Dépasant donc la question des disparités économiques pendant la colonisation, ce concept permettrait de comprendre l'organisation spatiale en Indonésie de la période contemporaine. La thèse récente de Eko Budi Kurniawan montre qu'à l'échelle nationale, le rapport centre périphérie est très efficace pour comprendre les disparités régionales. Trouvant ses racines dans le colonialisme, ce régime augmente les inégalités régionales dans les colonies par l'imposition de structures modernes au-dessus de fondements traditionnels (Slater, 1975, Dubresson 1989) tout en considérant l'ensemble de l'archipel comme la périphérie de la métropole néerlandaise. Bien que les disparités aient été recomposées du fait de l'émergence de nouvelles activités, les régimes postcoloniaux et en particulier l'Ordre Nouveau ont contribué à la centralisation de l'Indonésie, concentrant les pouvoirs politiques et économiques à Jakarta, notamment la prise de décision.

¹⁶² Le capital serait concentré dans des corporations, détenant souvent un monopole, soutenues par les institutions financières oligopolistiques dans quelques pays industrialisés.

La décentralisation récente ne permet pas de remettre en cause ce rapport de pouvoir fort entre la capitale et le reste du pays. Cela explique aussi la perception dominante de Jakarta qui cumule les images de succès et de prestige tant pour les étrangers que pour les Indonésiens. Ainsi, le projet de région intégrée de l'aire métropolitaine aiguise aujourd'hui les sensibilités. L'émergence d'une nouvelle échelle pour appréhender les fonctions métropolitaines et l'organisation spatiale de la ville s'impose. C'est pourquoi le gouverneur Sutiyoso a formalisé le concept de région mégapolitaine rassemblant les villes voisines de Jakarta¹⁶³. Cet ensemble connaît d'ailleurs une géographie variable : identifiée dès les années 1960 avec l'acronyme Jabotabek (Jakarta, Bogor, Tangerang, Bekasi), l'aire métropolitaine a ajouté Depok (se situant entre Jakarta et Bogor, et plus récemment Puncak et Cianjur. On parle désormais de Jabodetabekpunjur et certains identifient même un couloir de développement jusqu'à Bandung. Mais, du fait des rapports inégalitaires existants entre Jakarta et le reste du pays et avec ses voisins immédiats, la proposition du gouverneur a vite été accusée de tentative d'annexion des cités et districts voisins (Firman, 2009)

De plus, la décentralisation peut opposer des barrières aux mécanismes de redistribution, car cela permet à des zones plus aisées de réduire ou se débarrasser des charges aux dépens des espaces plus en difficulté. Jakarta y voit en effet une opportunité pour renégocier ses relations avec ses voisins immédiats : les autorités politiques locales cherchent à faire partager le fardeau du transport routier avec les autres administrations de l'aire métropolitaine. La mise en place d'un système de transport intégré leur permettrait d'économiser sur ce poste de dépense. Ainsi, après la conceptualisation de l'« aire mégapolitaine », une législation est en cours d'élaboration pour intégrer les « externalités » et les zones de chevauchement entre la ville centre et les municipalités et districts voisins au sujet de la gestion de la fourniture de services publics et d'infrastructures pour le transport, l'eau, l'électricité, les eaux usées et l'élimination des déchets (Bunnell, Muller, non daté).

❖ Le « Grand Basculement » vers le *Global South*

Une ville aux aspirations « globales »

Les très grandes villes jouent un rôle spécifique à l'échelle mondiale. C'est pourquoi un grand nombre d'entre elles ont le qualificatif de « global » ou de « mondial » tout en reconnaissant les différents niveaux/degré d'intégration à cette échelle mondiale. Alors que Saskia Sassen et le GaWC les classent par rang, Agnès Deboulet différencie les villes globales des

¹⁶³ Le Président Susilo Bambang Yudhoyono a publié un décret présidentiel en 2008 (n°58) pour l'aménagement du territoire de l'aire métropolitaine.

« semi-globales » ; on peut aussi parler de ville mondiale « de second rang ». On retrouve ici l'idée d'une différence de degré entre différentes villes, selon leur position et leur insertion dans l'archipel mégapolitain mondial. Cependant, d'après les classements des villes globales (selon les rangs *alpha beta gamma*), les mégapoles sont rarement représentées sur les planisphères, identifiées comme des entités vastes mais faibles, alors que les villes globales mondiales sont présentées comme des nœuds de la globalisation unidimensionnellement dirigée par le capital financier (Roy, 2009). Ce cadre est fortement lié avec les récits dominants des villes globales (Sassen, 1991 ; Knox et Taylor, 1995). Pourtant, les grandes villes ont un rôle spécifique à jouer dans ces échanges mondialisés. En effet, les régions urbaines représenteraient une nouvelle échelle pertinente pour comprendre le développement territorial capitaliste. Les *city-regions* seraient l'espace clé pour l'accumulation, la compétition et la gouvernance liés au système capitaliste.

Une ville ordinaire

Tout ce chapitre, au-delà de l'histoire de la ville, permet de revenir sur comment et pourquoi est pensée la ville de Jakarta. Depuis la fondation de la ville, sa construction répond à des exigences de certains groupes dominants, à leurs besoins ainsi qu'à leurs représentations. Interroger la manière de « penser Jakarta » impose une réflexion sur ce qu'impliquent ces pensées, et surtout les réalisations, en termes sociaux, politiques, économiques et physiques.

La réponse méthodologique proposée par Jennifer Robinson (2006) est de considérer toute ville comme « ordinaire ». Ce serait le meilleur moyen de les comprendre. Cette proposition permet de revenir sur toutes les catégorisations émises à son endroit. Ville coloniale, orientale mais aux formes urbaines occidentales (dans certains quartiers), ville du tiers monde, en développement, ville émergente ou encore compétitive. Qu'importent ces différents qualificatifs Jakarta et l'Indonésie glissent dessus dans le temps, selon les modes et selon les injonctions politiques et économiques. Sortir de ces étiquetages permettrait de considérer la ville comme une « *arène dynamique, hétérogènes mais conflictuelles, de la vie économique et sociale* » (Robinson, 2014, p. 35).

Certes il existe bien des différences à l'échelle mondiale, des écarts de richesse, mais des approches multiscalaires sont indispensables pour aborder la complexité du monde et des sociétés. Un problème soulevé par certaines catégorisations spatialisées est la réitération d'une bi-partition coloniale du monde (Hancock, 2007). Ainsi, plusieurs chercheur.e.s s'insurgent contre le rôle régulateur des villes mondiales de premier rang (*first world global city*, Robinson, 2003, p. 275) pour les villes du reste du monde. Les premières produiraient en effet les théories et politiques pour les secondes considérées comme un *global slum* qui nécessiteraient donc diagnostics et réformes (Roy, 2009, p. 820). Ananya Roy invite ainsi au passage du *global slum*

au *global South* et à inventer une nouvelle théorie urbaine qui permettrait de vaincre cette « ignorance asymétrique » (Robinson, 2003) qui entérine, malgré l'hétérogénéité et la diversité des urbanismes dans le monde, une division entre métropoles du XXI^{ème} siècle et mégapoles. C'est le principe fondamental du courant du *Southurn turn*¹⁶⁴.

Ce tournant en géographie comme dans différentes disciplines de sciences sociales invite à remettre en cause les catégories dominantes de pensée, en tant que reproductrices de normes et de rapports inégalitaires. En effet, la division présentée ci-dessous couvre la majorité des analyses en géographie qui se révèlent peu pertinentes à l'épreuve du terrain. Le *Southern turn* (Harris, 2012) serait ainsi un tournant permettant de « désoccidentaliser la pensée urbaine » (Choplin, 2012) en repensant les concepts, les cadres d'analyse et les politiques plaquées sur des réalités plus complexes. Plus encore, ces villes comme Jakarta qui font partie de ce *global South* peuvent être des cas d'études pertinents pour comprendre des phénomènes urbains actuels et/ou des pratiques urbaines plus générales. Ainsi, Tim Bunnell (2013) considère que Jakarta participe au renversement proposé par ce tournant. C'est dans une ville du *global South*, que se situerait le « futur de l'urbain », d'après Ananya Roy, dont l'expérience peut reconfigurer le cœur théorique de l'analyse urbaine et métropolitaine.

En outre, on peut souligner que Jakarta peut révéler les tendances urbaines et des perspectives identifiées, parfois sous une forme diluée, dans d'autres pays du monde. La polarisation accrue des marchés du travail et des appartenances sociales, la progression des inégalités dans les « villes globales » a été décrite par Saskia Sassen et David Harvey¹⁶⁵, ce que l'on peut largement constater aussi dans des villes dites « du Sud », à Jakarta. Ainsi, Claire Hancock s'interroge :

« La différence avec une ville du « sud » est-elle vraiment essentielle, ou n'est-elle qu'une différence de degré¹⁶⁶, une classe moyenne proportionnellement moindre, une classe aisée plus outrageusement riche, des populations pauvres plus complètement délaissées par les pouvoirs publics ? Ces convergences aujourd'hui

¹⁶⁴ Cependant, ce nouveau concept – malgré son avantage de dénoncer des catégories existantes et leurs limites – ne parvient pas à sortir de l'opposition Nord/Sud.

¹⁶⁵ Les deux chercheurs font apparaître les conséquences de la mondialisation et du capitalisme dans la ville en montrant en quoi la concentration de très hauts revenus liés aux fonctions métropolitaines très spécifiques rassemblées dans les très grandes villes est aussi liée à l'essor de classes pauvres, capables de faire pression sur leur niveau de revenu notamment en s'insérant dans le secteur informel. Se joue aussi dans ces villes les modalités du déclasserement progressif des classes moyennes et l'émergence de nouvelles classes « informelles ».

¹⁶⁶ « Considérer villes comme ordinaire ne revient pas à niveler les différences : juste que les différences ne renvoient pas à une supériorité de certaines villes sur d'autres, mais constituent une marque de diversité et de complexité urbaine. C'est dans cette logique d'universalisation que toutes les villes, riches ou pauvres, globales ou de second rang, sont appelées à relever d'importants défis » (Choplin, 2014, p. 29).

reconnues résultent-elles vraiment des influences nouvelles d'un néo-libéralisme qui s'exerce partout, d'une « mondialisation » accrue, ou ont-elles toujours déjà été présentes, mais occultées par la constitution de nos catégories d'analyse ? »

Hancock, 2007, p. 72

Le maintien des qualificatifs énumérés plus tôt, produits dans un contexte inégalitaire voire de rapports de domination forts (la colonisation et ses corrélats renouvelés autour du concept de modernité), participe à la reproduction et à l'institutionnalisation de rapports hiérarchiques entre les villes. « *L'urbanisation rapide de la population mondiale et l'urbanisation tout aussi rapide de la pauvreté* » (Robinson, 2014, p. 36) appelle un renouvellement des cadres de pensée des théories urbaines qui n'appréhendent les villes (comme la pauvreté) que par ce dont elles manquent.

CONCLUSION

Ce chapitre présentant le contexte de l'étude permet de revenir sur les cadres de pensée de la ville de Jakarta. La description des faits urbains dans le temps et dans l'espace cherche à identifier le rôle joué par l'urbanisation dans le changement social (Harvey, 1989). Différents régimes politiques et économiques ont traversé Jakarta mais chacun a participé à la mise en œuvre du capitalisme, produisant selon les périodes, des paysages spécifiques, physiques mais aussi sociaux, façonnés selon les logiques de circulation et d'accumulation du capital.

Jakarta apparaît parfois comme sujet de verbes d'action, pourtant, les villes ne sont pas des agents. Jakarta est le produit de l'urbanisation comme processus social ancré dans l'espace, dans lequel un large éventail d'acteurs différents interagit. Ce processus donc produit des formes bâties, des espaces, systèmes de ressources (...), soit un ensemble d'« *artefacts qui structurent physiquement de nombreux processus sociaux* » (tels que les déplacements domicile travail), mais aussi produit des dispositifs institutionnels qu'il s'agit de mettre en évidence. C'est ainsi que David Harvey identifie que la ville a des « *propriétés objectivées* » qui peuvent dominer des pratiques quotidiennes et le champ des possibles pour les populations. C'est pourquoi il est essentiel d'interroger les perceptions, les lectures symboliques et les aspirations de tous les acteurs citoyens.

Dans le contexte capitaliste de mise en concurrence des espaces (des villes entre elles et des espaces urbains à l'intérieur d'une même métropole), les choix d'aménagement effectués par les pouvoirs publics sont extrêmement significatifs quant à leurs objectifs et stratégies. Dans une situation où les ressources économiques sont limitées, les priorités des dépenses municipales et gouvernementales pour une image de modernité entraînent une baisse mécanique des ressources allouées aux plus pauvres (Rousseau, 2014). Ces questions d'équité dans les dépenses municipales sont récurrentes dans le débat municipal à Jakarta depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui. L'enjeu de ce questionnement porte plutôt sur des conceptions divergentes des intérêts de la ville : l'image de Batavia puis de Jakarta doit-elle répondre à celle d'une capitale moderne à exposer au reste du monde ou les aménagements urbains doivent-ils répondre aux réalités d'une population urbaine pauvre et en croissance rapide, dont la majorité tente simplement de vivre ? Pour David Harvey, il s'agit de stratégies des classes dominantes pour détourner l'attention des problèmes économiques et sociaux plus profonds en choisissant la « *primauté de l'image sur la substance* » (Harvey, 1989).

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Aborder ces questionnements plus généraux de cadrage permet de resituer le sujet de la pauvreté dans le contexte de Jakarta et les mutations globales auxquelles participe la métropole.

Ainsi, l'évolution des formes urbaines portée par des idéologies n'aborde pas de manière frontale les enjeux de la pauvreté. Cela montre d'une part que cette question n'est pas politiquement considérée comme centrale et que d'autres enjeux lui sont supérieurs ou simplement prioritaires. De plus, le fait de considérer la pauvreté comme un rapport social implique la prise en compte des représentations des différents groupes sociaux.

Ces représentations sont centrales pour comprendre l'appréhension du problème pour plusieurs raisons : les personnes et institutions qui pensent, initient, conduisent des actions de gestion de la pauvreté dans l'aire métropolitaine de Jakarta ne peuvent pas être considérés comme pauvres : leur métier, leur formation, leur position dans la société les placent dans un (ou des) groupe social dominant, capable de produire des normes et des politiques. Leurs représentations ne peuvent pas être déconnectées du contexte dans lequel ces personnes s'inscrivent. L'histoire urbaine (ses formes et les idées qui y sont associées) marque les choix de modernité aux différentes époques et étapes de développement de la ville. Or les politiques d'aménagement urbain à destination de la réduction de la pauvreté restent très modestes (Bernard Dorléans les qualifie de « timides », 1993), ce qui n'empêche pas la perpétuation de représentations à l'endroit de la pauvreté très stigmatisantes.

Les évolutions institutionnelles n'ont finalement pas favorisé une transformation radicale de la structure sociale et politique de la ville post-coloniale, malgré la rhétorique du changement accompagnant le nationalisme. Le transfert de pouvoir des élites européennes aux élites locales urbaines, composées de puissants et riches businessmen, de bureaucrates ou de militaires, soutient la structure hiérarchique préexistante. Tout en tenant un discours anticolonial, ce groupe dirigeant a soutenu les valeurs occidentales, reproduisant les rapports sociaux de domination. La concentration croissante du capital économique et du pouvoir politique au sein des élites urbaines a contribué à l'augmentation des inégalités dans la ville et à la persistance de la pauvreté dans certains espaces. C'est donc un processus d'institutionnalisation de la pauvreté dans la ville qui s'inscrit dans la longue durée, intrinsèquement lié au contexte économique et social.

Par ce retour contextuel, l'objectif était donc de poser les jalons des intérêts portés par les différents acteurs en jeu. En termes épistémologiques, cette première partie cherche aussi à affirmer la banalité d'une ville du « Sud » dans un contexte globalisé, où les principes de modernité et du capitalisme (sous ses différentes recompositions – la seconde partie permettra de revenir plus précisément sur la néolibéralisation des politiques en œuvre) dépassent largement les différents régimes politiques (qu'importent leurs principes fondamentaux) (Ong, 2006) et sont ainsi le moyen de perpétuer, grâce aux représentations et aux politiques urbaines, des rapports de domination.

DEUXIÈME PARTIE

GÉRER LES PAUVRES

OU LUTTER

CONTRE LA PAUVRETÉ

*« Le luxe est nécessaire à l'économie et à la civilisation,
mais il y a des moments où la débauche du superflu est insupportable
à un peuple qui a faim », Victor HUGO*

Chapitre 3 : La place des pauvres

Chapitre 4 : Pauvres et production de la ville

INTRODUCTION À LA DEUXIÈME PARTIE

L'objectif de cette recherche de contribuer à la réflexion sur la pauvreté et à en proposer une géographie dans le contexte métropolitain de Jakarta implique de prendre en compte les différents statuts que l'on peut attribuer à l'espace et les manières de l'appréhender. L'enjeu n'est pas de choisir entre la dimension euclidienne de l'espace et sa dimension phénoménologique mais plutôt de montrer comment se combinent ces multiples manières de comprendre l'espace afin d'analyser la répartition du phénomène de pauvreté et les pratiques et politiques qui lui sont corrélées.

L'enjeu est donc de ne pas réduire l'idée de pauvreté dans la ville à une seule catégorie (contestable et contestée) de taudis, de bidonville ou de *slum*. Évidemment, tout habitat fait de matériaux précaires, dont la sécurité foncière n'est pas assurée et la desserte en service adéquat défaillante est un élément central de la question de la pauvreté, identifiée internationalement par la cible 7d des Objectifs du Millénaire (« *améliorer sensiblement, d'ici à 2020, les conditions de vie de 100 millions d'habitants de taudis* »). Mais cette catégorie dominante ne doit pas empêcher de penser la complexité du phénomène de pauvreté en intégrant les contrastes, dynamiques et différenciations entre tous les « espaces de la pauvreté ».

La prise en compte de l'espace implique aussi d'identifier le rôle qui lui est attribué par les acteurs et groupes stratégiques dans leurs actions liées à la lutte contre la pauvreté. L'espace est une des modalités et un des leviers permettant la mise en œuvre (ou non) de la justice dans la ville¹⁶⁷. L'entrée de la « justice spatiale » pour analyser les politiques urbaines est ainsi un moyen de concentrer le questionnement sur les objectifs affichés des acteurs et la distance éventuelle d'avec la réalité observée sur le terrain. Entre difficultés de mise en pratique, superpositions entre les différents niveaux d'actions, voire contradictions, comprendre l'intentionnalité des acteurs à partir de la conception et de la mise en œuvre des politiques urbaines permet d'identifier les objectifs profonds de ces derniers et le maintien observé de la pauvreté dans la ville.

Ainsi, il s'agit dans cette partie d'interroger la tension observée sur le terrain où la lutte contre la pauvreté semble souvent glisser vers la lutte contre les « pauvres » et tous ceux qui sont identifiés comme n'appartenant pas à la modernité urbaine et aux pratiques « non conformes ». La gestion des « indésirables » (Bouillon *et al.*, 2015) s'impose alors comme

¹⁶⁷ L'affichage de justice des politiques d'aménagement (Marcuse, 2009) ne suffit pas pour évaluer son impact réel dans la ville.

politique urbaine permettant de rendre ponctuellement acceptable la pauvreté dans la ville selon certains critères et sous certaines conditions. Ces modalités d'interventions urbaines tendent alors à faire disparaître, derrière leurs objectifs, la lutte contre les facteurs de la pauvreté et ses racines¹⁶⁸, qui impliquerait une réflexion profonde, voire une remise en question du système en place et dominant.

Les deux chapitres vont tenter de répondre à ce questionnement en prenant comme postulat que le rôle d'une géographie de la pauvreté n'est pas seulement de montrer où sont les pauvres (chapitre 3) mais d'étudier aussi les dimensions territoriales des dynamiques de pauvreté : comment s'expriment dans l'espace les contraintes et obstacles participant à des formes d' « assignation à résidence » de populations à faibles ressources dans des espaces dévalorisés ? ; quelles conséquences peut avoir la répartition des personnes et des espaces considérés comme pauvres et cela permet-il d'identifier certains facteurs déterminants et explicatifs du phénomène ? De même, les disparités spatiales de la pauvreté impliquent des choix d'actions différenciées selon les territoires. (Davezies, 2004). Le rôle des politiques de traitement de la pauvreté dans leurs modalités et leurs objectifs répond-il aux enjeux de cohésion sociale dans cette métropole où, malgré la très forte proximité géographique des classes sociales, les gens se croisent sans se voir véritablement... plutôt sans prendre conscience des profondes interactions existantes entre les différents groupes (Simone, 2014) ou alors contribue-t-il à la production de formes d'exclusion et de relégation des populations les plus fragiles ?

¹⁶⁸ Au sens anglophone de *roots*.

CHAPITRE 3 : LA PLACE DES PAUVRES

« Pour rendre compte d'une vie soumise à la nécessité, je n'ai pas le droit de prendre le parti de l'art, ni de chercher à faire quelque chose de « passionnant », ou « d'émouvant ».

Annie Ernaux, *La Place*, 1983, p. 17.

INTRODUCTION.....

Si la métropole de Jakarta est le pôle de développement de l'Indonésie, des paysages spécifiques et images de pauvreté se maintiennent dans la ville principale, témoignant de conditions de vie nettement insuffisantes pour une part conséquente de la population. Leur significative extension spatiale et leur importance dans les politiques urbaines attestent de la persistance des inégalités dans l'espace urbain et de l'enjeu que représentent ces espaces en termes d'accès au sol et au logement. Dans un contexte de forte pression foncière et de réglementations complexes, de nombreux rapports de force apparaissent entre les différents acteurs, montrant la sensibilité de la question. Qu'elles soient publiques ou privées, institutionnelles ou non et au capital (spatial, économique, social) très varié, les différentes composantes de la société urbaine participent à la fabrique de la ville, exprimant leurs divergences de vues et d'intérêts, y compris les populations qui ne sont pas considérées comme membre de la communauté citadine. Quelles formes prennent alors ces relations dont les conséquences se matérialisent dans les espaces de la ville ?

Approcher et mesurer la pauvreté, l'exclusion ou la précarité procède en première analyse de la réunion de nombreux indicateurs nous renseignant sur différentes facettes de la pauvreté : l'état de pauvreté, les mécanismes de sa formation et les conséquences qu'elle peut avoir sur la vie des personnes et des ménages. Au sein de chacune de ces facettes, on peut distinguer des composantes du phénomène étudié, pour différentes catégories d'individus ou de ménages, selon leur âge, la taille de leur ménage, la plus ou moins grande difficulté à laquelle ils sont confrontés

De façon conventionnelle, l'état de pauvreté est le plus souvent renseigné par les niveaux de revenu des ménages. En revanche, de nombreuses variables, critères et indicateurs cherchent à faire apparaître les mécanismes de la formation de la pauvreté. Leurs natures diverses montrent la multiplicité des facteurs participant à la fragilisation des individus et des ménages. Il faut pouvoir prendre en compte des situations individuelles (vieillesse, maladie chronique ou handicap, familles monoparentales dont la femme est cheffe de famille). S'ajoutent aussi des situations plus structurelles comme l'accès au marché du travail et à la ville (mobilité, services publics) ainsi que toutes les questions qui renvoient à la formation-qualification. Dans le registre des implications de la pauvreté sur les populations, on peut étudier leurs conditions d'habitat – statut d'occupation, niveau de confort, niveau de peuplement des logements – ou leur situation sanitaire.

Ce chapitre, consacré à la place des pauvres, propose donc de travailler sur la dimension spatiale de la position sociale des personnes en situation de pauvreté et de ce que cela implique dans leur gestion par les groupes stratégiques. Entrer par l'espace et ses caractéristiques dépasse la seule analyse de la répartition du phénomène de pauvreté. L'enjeu est de montrer ce que l'espace dit des rapports sociaux dans la société métropolitaine et ce qu'il montre des liens entre territoires, formes et dynamiques de la pauvreté¹⁶⁹.

Après la présentation des données disponibles au service de la gestion de la pauvreté pour tous les groupes stratégiques et en particulier pour les politiques urbaines et d'aides sociales, l'objectif est d'aller à l'encontre d'une idée générique d'un « espace de la pauvreté », mais de montrer leur diversité, pour en proposer ensuite une typologie. Cela permettra d'exposer les différentes situations observées et rencontrées sur le terrain et de décrire de manière détaillée les lieux d'enquête pour finir sur la place que tiennent les pauvres dans la ville ou plutôt la place qu'on leur laisse, que la ville leur laisse tenir du fait des contraintes qui leur sont imposées.

¹⁶⁹ Selon les espaces et les contextes, les types de liens varient selon les facteurs de la pauvreté : les caractéristiques de certains territoires peuvent engendrer de la pauvreté, alors que dans d'autres situations, les espaces vont la concentrer du fait des « mécanismes de spécialisation sociale » (Davezies, 2004).

3.1. Une ville pauvre ou une ville de pauvres ?

« *Non ! Jakarta n'est pas pauvre !* ». Cette phrase est tirée d'un entretien réalisé en août 2012 dans les bureaux de l'agence nationale des statistiques. Si la pauvreté est « *partout* » (je cite ici un employé de Mercy Corps), les données statistiques semblent pouvoir relativiser cette impression. Ainsi, il s'agit de s'intéresser aux éléments qui motivent de telles affirmations (ou négations dans ce cas) car au-delà d'une perception subjective par une personne plus ou moins encline à voir la pauvreté autour d'elle-même, l'objectivation des facteurs qui appuient leur point de vue est essentiel pour comprendre ensuite le traitement qui est fait des populations ou des espaces dits pauvres.

3.1.1. « *Non, Jakarta n'est pas pauvre !* »

Autant que centre politique puisque capitale de la République indonésienne, Jakarta est le pôle économique et financier majeur du pays. Concentrant les pouvoirs, la ville impose une forte domination sur le reste du pays comme le démontre Eko Budi Kurniawan en appuyant son raisonnement sur le concept Centre-Périphérie.

En effet, la seule ville de Jakarta (DKI, province spéciale) compte pour plus de 17 % dans le Produit Intérieur Brut et est la première province contributive à cet indicateur (Données BPS¹⁷⁰)¹⁷¹ alors que sa surface n'est que de 0.03 % du territoire (soit 664 km²). Même si Jakarta est considéré comme une mégapole de neuf à dix millions d'habitants (toujours à l'intérieur des frontières provinciales), cela ne représente « que » 4 % de la population totale. La richesse par habitant est ainsi bien supérieure au reste du pays. Pourtant, si ces quelques données permettent d'estimer que Jakarta est une ville riche, il est certain que la répartition de cette richesse n'est pas égale (ni équitable) et cela interroge dès lors la situation des personnes et ménages dits « pauvres » présents dans cet espace « riche ».

¹⁷⁰ *Badan Pusat Statistik* (Agence nationale de statistiques).

¹⁷¹ Plus de 982 millions de roupies soit plus de 100 000 dollars. Il faut probablement prendre cette donnée avec prudence du fait des limites pour évaluer l'économie réelle liées à la non prise en compte des activités informelles.

❖ Des pauvres dans une ville riche

« *Qui sont et où sont les pauvres [à Jakarta] ?* » C'est une des questions que l'on m'a souvent renvoyée lors de mes entretiens auprès des acteurs et membres des groupes stratégiques. En effet, quitte à travailler sur la pauvreté, « *pourquoi ne pas aller en Papouasie ?* » m'a-t-on rétorqué à deux reprises (entretiens auprès de *Komnasham* en août 2013 et à BPS). Étudier cette thématique à Jakarta serait donc non pertinent du fait de la faible incidence du phénomène dans la ville capitale et son agglomération.

La région la plus riche de l'Indonésie ?

Les données présentées par l'agence nationale des statistiques (BPS) montrent que, si Jakarta DKI bénéficie du produit régional brut le plus élevé¹⁷², ce n'est pas la province la plus riche en termes de PRB par habitant. En effet, profitant des revenus liés à l'extraction, la province de Kalimantan Est est celle qui domine pour cet indicateur. Du fait de l'instabilité du prix des produits miniers et des hydrocarbures et de leur exploitation dans des régions dites périphériques (les îles extérieures) et très peu denses, de nombreux chercheurs (tout comme BPS) choisissent de présenter aussi ces indicateurs en ôtant des statistiques les revenus liés à l'extraction et l'exploitation minière qui modifient fortement les données par habitant sachant que les bénéfices de ces activités sont assez peu redistribués à l'échelle de la province (Figure 3 a et b ci-après).

Ainsi, Jakarta a le plus important revenu par habitant des provinces indonésiennes (hors exploitation minière) et on peut remarquer l'important fossé avec les provinces suivantes (comme les îles de Riau, pourtant en interaction directe avec le dynamisme économique de la cité-État voisine de Singapour et de la Malaisie). C'est d'ailleurs la seule province hors des îles extérieures qui a un revenu moyen par habitant supérieur à la moyenne nationale¹⁷³ (Budi Kurniawan, 2011). De plus, l'analyse statistique de Eko Budi Kurniawan montre aussi le poids de Jakarta et de toute l'aire métropolitaine via l'indicateur de densité économique¹⁷⁴.

¹⁷² Le PRB de DKI s'élève à 430 000 milliards de roupies et les provinces de Java est, ouest et centre suivent dans ce classement respectivement avec 400 000, 390 000 et 240 000 milliards de roupies. À l'échelle des districts et des municipalités, ce sont les grandes villes qui contribuent le plus en proportion au PIB : la part de Jakarta dans le revenu national est la plus importante (17,12%) suivie par Surabaya qui représente seulement 3,58 % du produit intérieur brut.

¹⁷³ 12 450 000 Roupies en 2005 ou 11 263 000 Roupies en excluant les revenus du secteur minier.

¹⁷⁴ Le revenu brut de chaque district (*kabupaten*) divisé par sa surface en km²

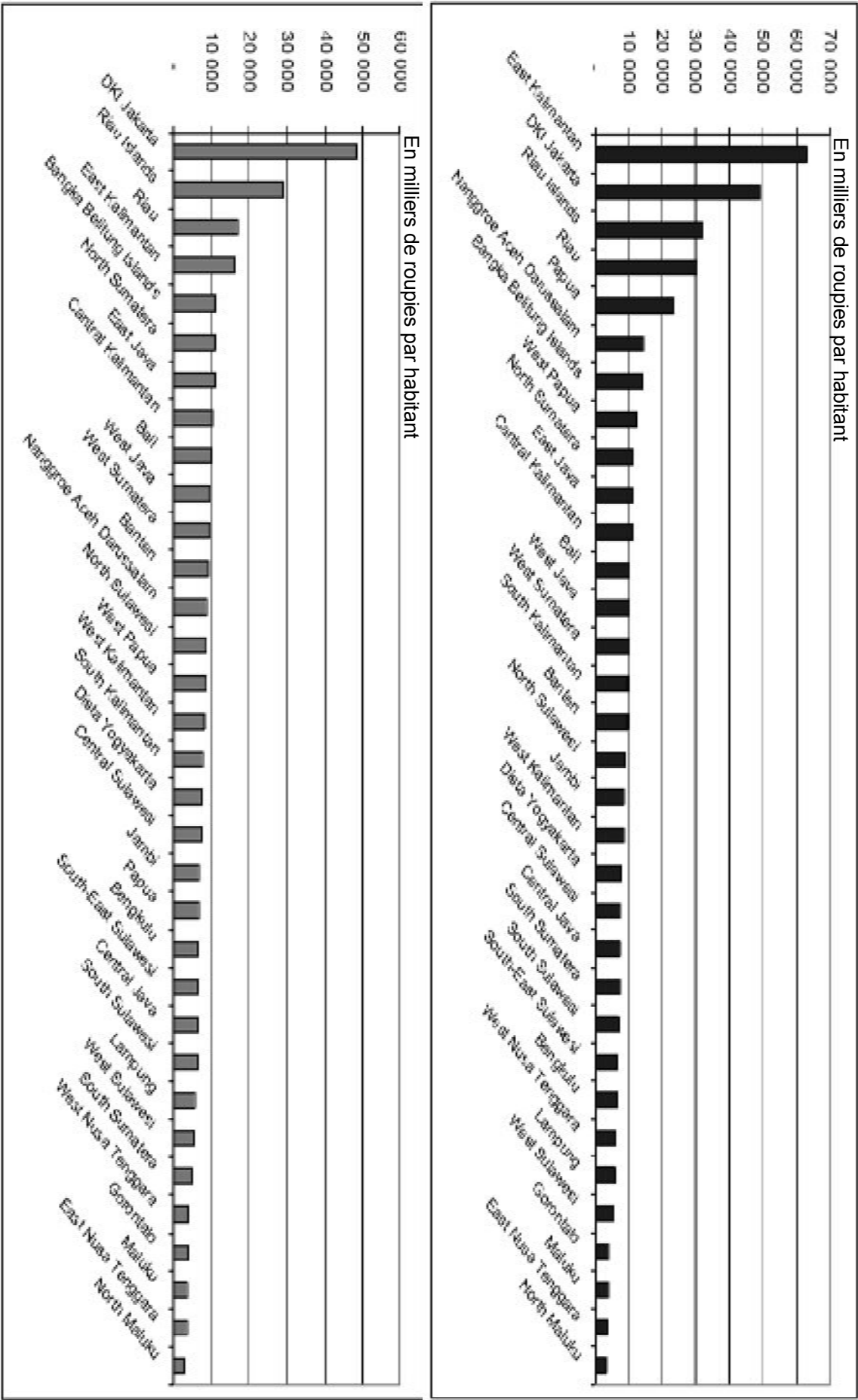


Figure 3 : Classement des provinces indonésiennes selon le Produit régional Brut par habitant, incluant (a) puis excluant (b) les revenus du secteur minier.
Sources : Données BPS (2005) en ligne : <http://dds.bps.go.id/eng/>, traitement statistique par Eko Budi Kurniawan (2011)

Là encore, Jakarta et l'aire métropolitaine de Jabodetabek dominent largement¹⁷⁵ ; les plus fortes densités économiques sont observables autour des plus grandes villes, notamment dans les districts et municipalités de Tangerang, Bogor, Bekasi et Karawang.

Cela montre que la localisation géographique en fonction des zones urbaines majeures participe fortement à la compréhension de la répartition de la richesse : les départements et municipalités qui ont la part la plus importante dans le revenu national sont les espaces qui appartiennent aux aires métropolitaines, en particulier celle de Jabodetabek (Budi Kurniawan, 2011).

De plus, on peut souligner le dynamisme économique de la capitale dont la croissance est évaluée à 6,1 % en 2013 (le gouverneur s'inquiète d'ailleurs de son affaiblissement en 2014, car le taux est passé à 5,95 %... ce qui apparaît cependant très enviable dans un contexte économique dit en crise dans les pays européens notamment). Cela doit cependant être nuancé par le poids important de l'inflation qui est passée de 8 % à 8,95 % entre 2013 et 2014 (*Kompas*, mars 2015).

Cependant, la richesse globale et moyenne d'une province, d'un département ou d'une municipalité ne peut suffire pour affirmer que la question de la pauvreté n'a pas à être posée. Si cela participe certainement aux perceptions positives associées à Jakarta par la population indonésienne comme centre et moteur du développement du pays, cela ne doit pas occulter l'importance de la population en situation de pauvreté dans l'espace métropolitain.

Des pauvres à Jakarta

Statistiquement – donc pour le gouvernement indonésien –, Jakarta ne peut être considérée comme « une ville pauvre ». En effet, d'après les données officielles du recensement, seulement 4% des résidents à Jakarta vivraient sous le seuil de pauvreté, largement en dessous de la moyenne nationale (12,49 % de la population d'après BPS)¹⁷⁶. Le dernier recensement dont les données ont été collectées en 2010 établit qu'il y aurait à Jakarta 398 543 personnes « pauvres », c'est-à-dire vivant sous le seuil de 355 480 roupies par mois¹⁷⁷, représentant 4,15 % de la population de Jakarta. Ce recensement montre aussi que les zones urbaines sont nettement moins touchées par le phénomène : 9,23 % de la population urbaine serait pauvre contre 15,72 % dans le monde rural (BPS, 2011). La faible proportion du nombre de pauvres est

¹⁷⁵ Étant donné que l'île de Java contrôle 60 % de l'économie indonésienne en n'occupant que 7 % de la surface totale du pays et sachant que son découpage administratif en districts (*kabupaten*) est plus fin que dans le reste du pays, la densité économique y est nettement plus forte.

¹⁷⁶ Précisément, le taux de personnes sous le seuil de pauvreté à Jakarta est passé de 3,72 % en 2013 (soit 371 700 personnes) à 4,09 % en 2014 (soit 412 790 individus) dans le DKI (*Kompas*, mars 2015).

¹⁷⁷ Les taux de change varient assez rapidement, mais dans l'ensemble, cette somme équivaut à 24-26 Euros et environ 28 dollars américains en 2011.

manifeste par rapport à certaines provinces comme la Papouasie (presque 35 % de la population sous le seuil de pauvreté) ou Nusa Tenggara (plus de 20 % dans les deux provinces est et ouest). De même, en chiffres absolus, il y aurait plus de cinq millions de « pauvres » dans chacune des provinces de Java (ouest, centre et est), contre moins de 400 000 à Jakarta DKI¹⁷⁸. L'appui sur ces données statistiques est apparu récurrent lors des entretiens pour relativiser l'importance du « problème » (*Komnasham*), voire a permis de justifier ponctuellement le fait que cela ne devait pas (plus ?) être une priorité de la province municipale (*Dinas Tata Ruang*, Agence de la planification de DKI). La responsable du programme de réduction de la pauvreté à BAPPENAS (échelon national) trouvait d'ailleurs cela bien présomptueux de la part de ses collègues de DKI qui estimaient, d'après elle, qu'il n'était plus nécessaire de faire des efforts à Jakarta.

Cependant, le seuil utilisé ici (qui fait référence auprès de toutes les institutions s'appuyant sur les données de BPS) est le seuil national de pauvreté. La ligne choisie par l'agence nationale est de 355 480 roupies par mois, ce qui représente environ 0,82 dollars par jour... soit bien en dessous du seuil quotidien de 2 dollars en parité de pouvoir d'achat qui fait désormais référence à l'échelle internationale. Ainsi, que ce soit la Banque mondiale ou les Nations unies, ces derniers utilisent le seuil indonésien sans le savoir. Le responsable des actions du PNUD est tombé des nues lorsque je lui ai fait remarquer l'équivalence de valeur du seuil appliqué par BPS et il m'avoua n'être absolument pas au courant de celui utilisé dans ses services¹⁷⁹ !

L'utilisation de ce seuil particulièrement bas permet surtout de diminuer fortement le nombre de personnes considérées comme pauvres, donc qui pourraient bénéficier des programmes d'aides gouvernementaux. En effet, dans le cadre d'un financement international privé (la fondation Ford), un organisme de recherche impliqué dans la collecte des données de recensement pour les cartographier (SMERU) a pu comptabiliser le nombre de personnes sous le seuil de 2 dollars en parité de pouvoir d'achat. Les différentes données, collectées sur le site internet de SMERU, ont été compilées et sont présentées dans le tableau 1.

Les différences sont flagrantes, voire choquantes, car simplement à l'intérieur de la ville de Jakarta DKI, 2 211 916 personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour ne sont pas considérées comme pauvres et ne peuvent pas bénéficier d'aides gouvernementales à ce titre. De plus, le taux de pauvreté change nettement, montrant que plus d'un quart de la population totale vit sous le seuil de pauvreté mondial. À l'échelle de la métropole, c'est donc 6 826 055 personnes qui ne sont pas comprises dans les statistiques nationales, sur un total de presque 28 millions d'habitants... là encore, environ un quart de la population de l'aire métropolitaine. Pour faire

¹⁷⁸ Évidemment, la taille de la province de Jakarta DKI joue fortement pour expliquer l'importance de la différence du nombre de pauvres selon les provinces.

¹⁷⁹ Il m'a invitée à le suivre au cours de l'entretien pour aller se renseigner auprès de ses collègues qui lui ont alors confirmé que les données exploitées s'appuyaient exclusivement sur les statistiques de BPS.

apparaître ces différences dans la métropole et interroger aussi leur répartition, les deux cartes suivantes ont les mêmes seuils de discrétisation. Ces différences de seuils posent un problème récurrent dans l'analyse tant des propos, des discours et des documents sur la question à Jakarta car la référence est rarement explicitée (sauf si la source de BPS est énoncée).

	Seuil de pauvreté national		Seuil de pauvreté 2 USD PPP	
	Total de la population pauvre	Part de la population pauvre dans la population totale	Total de la population pauvre	Part de la population pauvre dans la population totale
Jakarta DKI	398 543	4,15 %	2 610 459	27,17 %
Bogor Kota	90 464	9,52 %	355 989	37,46 %
Bogor Kabupaten	491 086	10,29 %	1 568 507	32,87 %
Depok	51 007	2,93 %	457 072	26,29 %
Tangerang Kota	119 811	6,66 %	663 073	36,87 %
Tangerang Selatan	21 744	1,69 %	194 694	15,09 %
Tangerang Kabupaten	206 703	7,29 %	1 081 769	38,17 %
Bekasi Kota	150 052	6,43 %	831 997	35,63 %
Bekasi Kabupaten	160 858	6,12 %	752 763	28,62 %
Jabodetabek	1 690 259	6,05 %	8 516 323	30,48 %

Tableau 1 : Le nombre de pauvres dans la métropole de Jakarta selon les seuils officiels en 2010

(Sources : données en ligne BPS 2011 et SMERU 2012

<http://www.indonesiapovertymap.org/>¹⁸⁰ consulté le 6 mars 2015)

Le recensement de BPS a une visée politique (au sens de gestion de la cité) : il a pour fonction de déterminer qui est désigné pauvre par le gouvernement indonésien donc qui a le droit à une aide sociale publique. Cette démarche est appuyée par d'autres organisations notamment la Banque mondiale et des centres de recherches comme SMERU qui contrôlent, appuient et aident à la collecte des données, et surtout qui cherchent à les analyser afin de proposer des aides plus ciblées en fonction des besoins des populations.

Biais statistiques et effets de seuil

Au-delà des critiques déjà énoncées durant le premier chapitre, la mesure de la pauvreté réalisée en Indonésie procède du dénombrement des populations en-dessous d'un seuil fixé. Cependant, une simple et légère modification de ce seuil se traduit par une forte sensibilité de la mesure des populations pauvres. Son niveau dépend surtout, en effet, des populations moyennes

¹⁸⁰ J'ai choisi de ne pas indiquer les chiffres pour l'Indonésie en entier, alors que cela me semblait un élément important pour mettre en perspective les informations de la métropole. Mais les statistiques disponibles sur le site de SMERU apparaissent totalement décalées par rapport à celles de BPS (tout en affirmant reprendre le même seuil... Ces différences contribuent à remettre en cause la fiabilité de ces données même si celles-ci donnent des indications importantes (exemple : sur le site de SMERU, 7 % de la population vivrait sous le seuil de pauvreté national et 2 % avec moins de deux dollars par jour (alors que le seuil est bien plus haut) ; plusieurs provinces apparaissent avec un chiffre rond de dix millions de pauvres (pile, pour Java Centre, Ouest et Est : une concordance bien étrange...)).

et aisées qui se situent au-dessus du seuil. Autrement dit, une période de récession peut se traduire par une diminution du nombre de pauvres, alors que leur situation se dégrade, et une période de croissance peut montrer une augmentation de leur nombre, même si leur niveau de vie peut être globalement amélioré en termes absolus. Par ailleurs, le pouvoir d'achat varie selon les territoires : le seuil déterminé par BPS pour chaque district est appuyé sur quelques données agrégées en plus de la consommation des ménages, mais sans information sur les prix et les quantités consommées. Les lacunes des résultats ainsi produits sous-estiment de 15 % la consommation des ménages par rapport au module de calcul utilisé par le recensement socio-économique triennal (Sumarto *et al.*, 2002). Ainsi, BPS évalue le seuil de pauvreté de chaque district en fonction du niveau provincial (une entité régionale bien plus vaste). Malgré tout, c'est cette base de données qui est majoritairement utilisée par les agences gouvernementales.

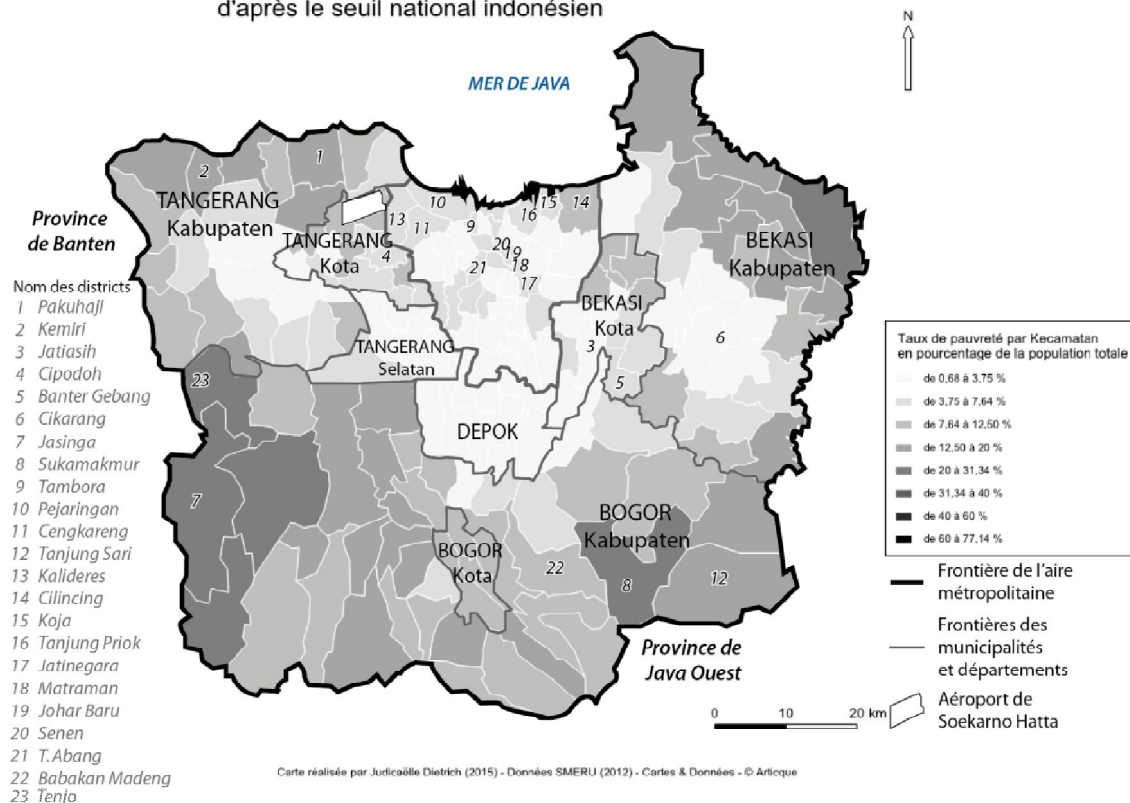
Les deux cartes réalisées ici possèdent les mêmes classes de discrétisation. L'usage de la méthode des seuils observés s'imposait afin de pouvoir mettre en perspective les données selon les deux seuils de pauvreté.

La première classe rassemble les districts dont le taux de pauvreté est inférieur au pourcentage de pauvreté moyen identifié à Jakarta DKI d'après le seuil de pauvreté indonésien. La moyenne du taux de pauvres dans la métropole élaborée à partir de cette donnée est à 7,64 %, contre 12,5 % pour toute l'Indonésie. Ainsi, les cinq dernières classes mettent en évidence tous les *kecamatan* qui ont un taux de pauvres supérieur à la moyenne nationale. Enfin, les autres classes ont été élaborées en fonction des seuils observés qui semblaient les plus pertinents.

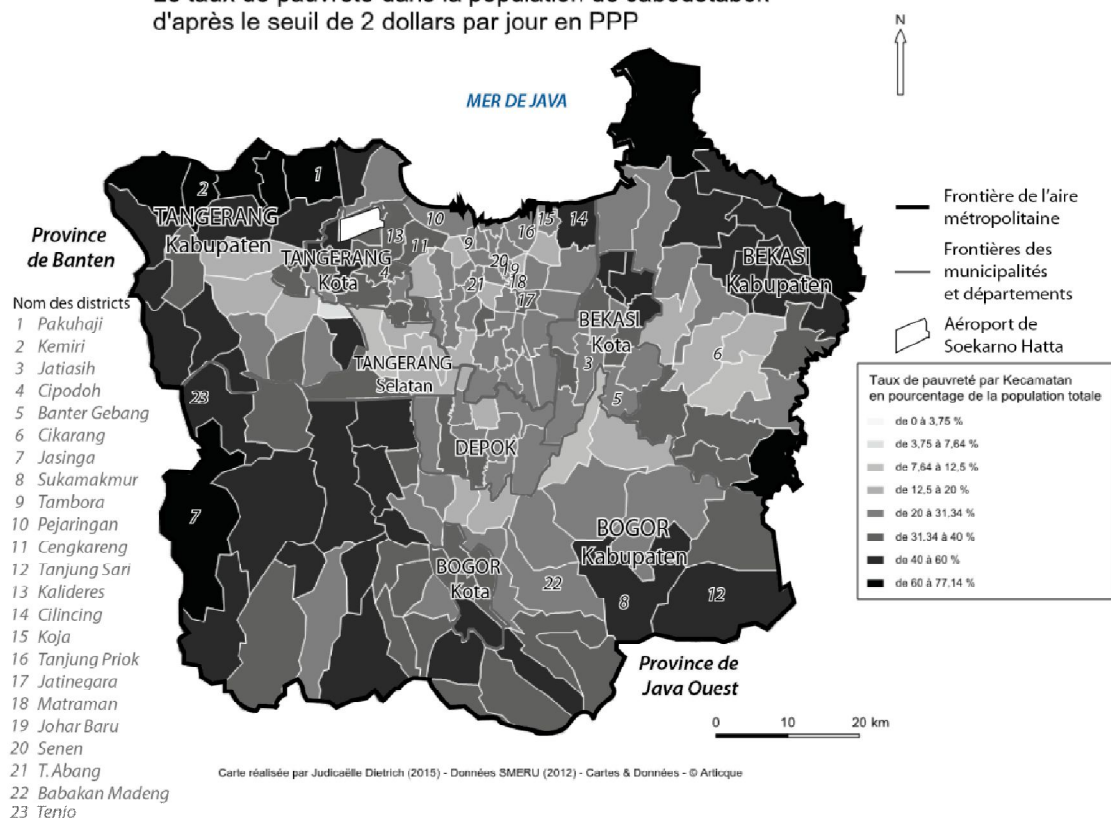
La mise en parallèle de ces deux cartes avec les mêmes classes permet de constater l'importance du seuil choisi pour appréhender statistiquement le phénomène de pauvreté dans la métropole et nuancer ou pas l'incidence de ce phénomène pour la population urbaine.

Dans les deux cas, un gradient centre-périphérie est à souligner : les zones les plus éloignées des frontières de DKI et les zones les moins urbanisées ont une population proportionnellement plus touchée par la pauvreté (économique). Il s'agit notamment de quelques districts du *kabupaten* de Tangerang (Kemiri, Sukadiri ou Pakuhaji avec respectivement 77,14 %, 74,94 % et 63,57 % de leur population qui vit avec moins de 2 dollars par jour) au nord-ouest de l'agglomération, alors que l'autre méthode de calcul n'identifie que moins de 20 % de leur population. D'après l'agence nationale des statistiques, les districts les plus touchés en proportion seraient Jasinga, Sukamalmur et Tenjo dans le *kabupaten* de Bogor (plus de 22 % de leur population). Les zones qui apparaissent les moins pauvres d'après cette même référence sont les centres urbains de Jakarta (plutôt dans la partie la plus méridionale de la province) avec Depok, mais surtout la zone industrielle de Cikarang située dans le *kabupaten* de Bekasi.

Le taux de pauvreté dans la population de Jabodetabek
d'après le seuil national indonésien



Le taux de pauvreté dans la population de Jabodetabek
d'après le seuil de 2 dollars par jour en PPP



Cartes 5 a et b : Comparaison des taux de pauvreté dans la métropole,
a. selon le seuil national (données BPS 2010) - b. selon le seuil international (SMERU 2012),
en ligne <http://www.indonesiapovertymap.org/> consulté le 6 mars 2015)

❖ Une prise en charge récente de l'analyse de la pauvreté

Le recensement : un outil au service de la gestion de la pauvreté

Les deux derniers recensements¹⁸¹ de la population (2000 et 2010) et des personnes considérées comme pauvres ont une particularité dans leur traitement politique car la réduction de la pauvreté est désormais intégrée dans les plans de développement quinquennaux (*Pelita*). Avant le milieu des années quatre-vingt-dix, la pauvreté ne faisait pas partie des cibles des cinq premiers *Pelita* (entre 1969 et 1994)¹⁸². C'est seulement dans le sixième plan quinquennal commençant en 1994 que le gouvernement mentionne explicitement l'objectif d'une réduction voire d'une élimination éventuelle de la pauvreté.

De fait, en 1999, plus de 27% de la population totale (environ 200 millions à ce moment-là) étaient identifiés comme vivant dans la pauvreté absolue (Pradhan, 2001), et, entre un tiers et la moitié de la population était considérée « *vulnérable à la pauvreté* » (c'est-à-dire que les individus peuvent facilement tomber dans la pauvreté, notamment s'ils devaient faire face à un accident de la vie). Ainsi est mise en évidence la nécessité de faire effort pour réduire la pauvreté. La conjoncture joue aussi un rôle dans la volonté de prise en compte de la pauvreté dans le recensement national car la crise économique et financière de 1997 et 1998 est passée par là. La nécessaire mise en place de programmes de filets de protection du fait du choc perturbateur de la crise a fait apparaître les lacunes des recensements afin d'établir les bénéficiaires. Ainsi, le gouvernement a dû se fier aux critères de l'agence du planning familial (BKKBN¹⁸³) pour attribuer un soutien alimentaire (riz subventionné), scolaire (pour les frais de scolarisation) et sanitaire (gratuité des services médicaux) car il n'y avait pas de base de données alternative fiable.

L'implication de SMERU et de la Banque mondiale s'explique par la volonté de lutter contre les deux problèmes principaux de l'aide gouvernementale : la sous-couverture des bénéficiaires et les risques de fuites des aides vers des personnes qui n'en ont pas un réel besoin. Beaucoup de doutes subsistaient sur les données produites et utilisées (tant des recensements de la population que de celles du planning familial). Le problème principal est que la collecte des informations, normalement réalisée par des fonctionnaires formés à cette tâche, s'est en fait

¹⁸¹ Depuis l'Indépendance les recensements ont été effectués en 1961, 1971, 1980 et 1990.

¹⁸² Cela s'explique probablement par le mythe du progrès et une trop forte croyance dans la croissance économique durant cette période qui étaient supposés résorber la pauvreté d'eux-mêmes.

¹⁸³ BKKBN détermine qu'un ménage ne bénéficie pas des conditions de « bien-être » fondamentales si aucun des cinq critères suivants n'est rempli : chaque membre de la famille pratique ses obligations religieuses, mange au moins deux fois par jour, a des vêtements différents pour le travail, l'école et les sorties ; la surface du sol de la maison est principalement fait de terre ; les membres de la famille malades et utilisateur.rice.s de la contraception font appel à des services médicaux modernes.

souvent appuyée sur les seuls dires des chefs de voisinage et de quartier (RT et RW) sans vérification. S'impose ainsi la nécessité d'évaluer le statut de pauvreté des ménages afin de mieux cibler les programmes de réduction de la pauvreté.

Encadré 6 : Les « villages désavantagés »

Les instructions présidentielles sur les villages désavantagés est le programme qui s'est le plus appuyé sur une spatialisation fine de la pauvreté, visant plus les zones pauvres que les pauvres eux-mêmes. Ce programme IDT, lancé en 1994 jusqu'en 1997, classait les villages selon deux catégories : les pauvres et les non pauvres. Les critères de classification (selon les 25 variables en zones urbaines et 27 variables en zones rurales) s'appuient sur la base de données du « potentiel des villages » (PODES – *Potensi Desa*) énumérant tous les villages du pays. Ce recensement, effectué par BPS, récolte les informations sur la présence ou l'absence d'infrastructures et équipements tels que les routes, services de santé, école, marchés, adduction d'eau, électricité, liaisons téléphoniques, toilettes publiques, ... L'identification d'un village comme « pauvre » ou « retardé » dépend de l'écart de son score avec la moyenne provinciale complétée par les évaluations personnelles et les perceptions du chef de sous-district (*Kecamatan*). Ainsi, à partir des données du PODES de 1993, 31% des villages sont identifiés comme pauvres en Indonésie (soit 20 622 villages), dont 95% sont en zone rurale contre 5% situés dans les zones urbaines (1 007 villages).

Le problème principal est que la distribution de ces villages pauvres ne correspondait pas à celle des populations pauvres (selon les propres critères de BPS) à la même période : les différences flagrantes en termes de proportion (31 % des villages contre 13,7 % de la population sont identifiés comme pauvres, ce qui s'explique aussi par la part de la population non rurale) s'ajoutent aux différences de répartition spatiale : quand plus de la moitié des personnes pauvres sont situées à Java, plus de 70% des villages pauvres n'y sont pas localisés. Cela montre que les zones pauvres ne permettent pas de situer la localisation des personnes pauvres.

Comme ailleurs, il apparaît donc qu'un grand nombre de pauvres vivent hors des régions pauvres et parallèlement, un nombre significatif de personnes vivant dans des régions pauvres ne le sont pas.

Le projet de réaliser un recensement spécifique et une cartographie de la pauvreté n'a été initié qu'en 2000. À ce moment-là, seules trois sur les trente provinces indonésiennes – Jakarta DKI, Java est et Kalimantan sud – se sont montrées intéressées par la démarche tout en s'inquiétant du coût de cette opération.

Vers une géographie de la pauvreté monétaire

L'objectif affirmé de proposer une « carte de pauvreté » (*poverty map*) est que la mise en évidence d'une répartition spatiale du phénomène permettrait une « approche plus objective » (<http://www.indonesiapovertymap.org/>) des populations à cibler. Cela se veut donc explicitement un outil d'aide à la mise en œuvre des politiques gouvernementales de traitement de la pauvreté. L'enjeu est aussi de dépasser les quelques tentatives de spatialisations qui s'étaient avérées peu concluantes du fait des faibles concordances des données entre « espaces pauvres » et « populations pauvres ».

Encadré 7 : La carte de pauvreté

La cartographie de la pauvreté applique la méthode ELL (Elbers, Lanjouw and Lanjouw, experts de la Banque mondiale) pour corréliser les informations très détaillées collectées par une enquête auprès des ménages (dont la couverture est limitée et n'est représentative que dans une zone bien définie) et les données du recensement de la population. La combinaison par la méthode ELL permet d'estimer les indicateurs de niveau de vie basés sur la consommation à une échelle fine, pour des zones administratives locales comme les *kecamatan* et les *kelurahan*. À cette fin, les variables communes à l'enquête et au recensement sont identifiées. L'enquête auprès des ménages est utilisée pour l'estimation d'un modèle de prévision liant la consommation aux variables que les deux sources de données ont en commun. Les estimations des paramètres sont appliquées aux données du recensement pour en tirer une estimation de la consommation de chaque ménage du recensement et ainsi leur statut de pauvreté. Cela permet de calculer les mesures de pauvreté à l'échelle du ménage et les inégalités afin de les agréger à l'échelle des districts et sous districts, tout en admettant une fourchette d'erreur et transposées dans un système d'information géo-référencée.

Cette cartographie appuyée sur cette méthode est ainsi bien plus détaillée que celle proposée par le recensement socio-économique tout en s'appuyant sur des données directes de niveau de richesse à la différence de BKKBN qui utilise des mesures indirectes de niveau de vie pour identifier des groupes de populations pauvres. Enfin, cette méthode exploite des données déjà existantes et donc s'avère moins coûteuse qu'un recensement spécifique.

La méthode donne donc une estimation de la distribution de la pauvreté et de l'inégalité dans les sous-régions du pays. D'autres variables intéressantes peuvent être représentées sur les cartes pour l'évaluation de l'impact géographique des politiques - par exemple, variables sur l'éducation, l'eau, la santé, les services publics, la production agricole etc. suivant la réforme envisagée.

Cette carte de pauvreté est réalisée par l'Institut de recherche SMERU (financé par la Fondation Ford) sur l'initiative de la Banque mondiale qui fournit la méthode et présente les atouts de cette technique. L'idée est de compléter l'approche statistique gouvernementale par une cartographie des ménages pauvres (concrètement, il s'agit d'une spatialisation des résultats à partir d'une équation intégrant deux types de données statistiques qui permettent d'extrapoler à l'échelle du pays des données pour des petites zones administratives) afin de fournir des informations pour le ciblage des ressources publiques. Les informations désagrégées à un maillage fin sont particulièrement importantes dans le contexte de la décentralisation des services publics.

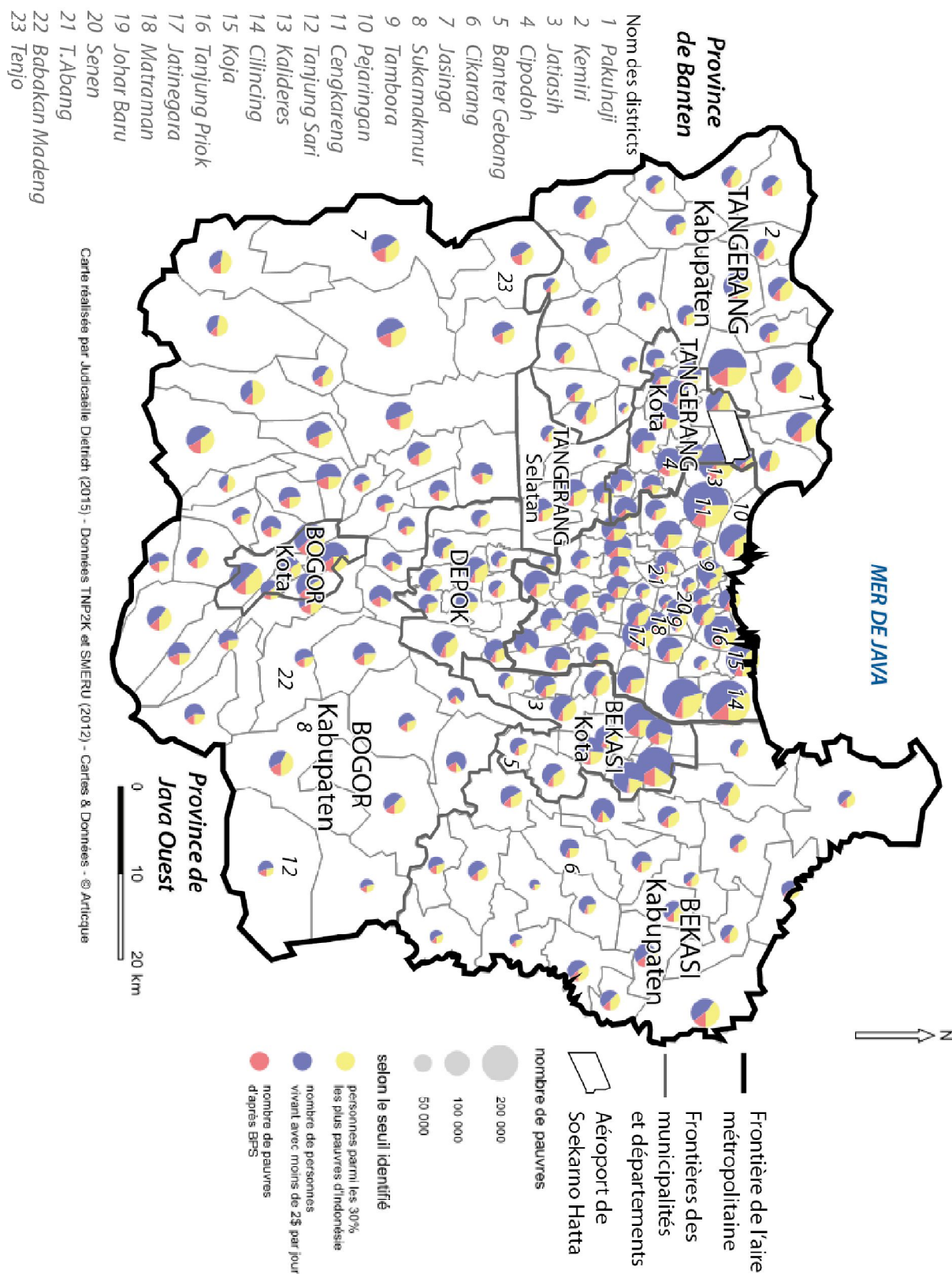
Cette démarche permet de faire apparaître des variations locales que des statistiques nationales ont tendance à masquer, en particulier dans un pays vaste, très peuplé et hétérogène comme l'Indonésie. L'appréhension du phénomène de pauvreté par la cartographie est en fait une géographie de la pauvreté monétaire approchée par le revenu des ménages. De plus, les variables ignorent certains effets géographiques (tels que le climat, la qualité de l'administration locale etc.) et les changements de comportements sont généralement ignorés.

❖ Vers une gestion opératoire de la pauvreté

La cartographie de la pauvreté réalisée en lien avec les recensements de 2000 et de 2010 ne propose qu'une estimation. Mais depuis 2010, le programme d'accélération de la réduction de la pauvreté (TNP2K) a choisi de produire de nouvelles données afin de considérer les 30% de la population indonésienne les plus pauvres et de localiser précisément tous les bénéficiaires potentiels des programmes et aides publics. L'équipe de l'accélération de la réduction de la pauvreté propose de changer la démarche d'appréhension des populations « pauvres ». Son objectif est de déterminer les critères de pauvreté de ces trois déciles les plus pauvres du pays, au lieu de les identifier comme pauvres en fonction de ceux qui rentrent ou non dans les indicateurs de BPS. Le premier facteur discriminant est évidemment le niveau de revenu qui indique si les personnes et les ménages font partie de ces trois déciles. Mais à partir de cela, un ensemble de données compilées indique les caractéristiques des personnes concernées : type de ménage, type d'activité, niveau de scolarisation, mais aussi les maladies ou handicaps et l'accès du foyer aux services urbains fondamentaux.

Cette répartition du nombre de personnes considérées comme pauvres selon la mesure adoptée permet d'identifier que la proposition de TNP2K (en jaune) est une sorte d'intermédiaire entre le seuil national (en rouge) et la ligne de pauvreté internationale (fixée à deux dollars). Le nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour (en bleu) est largement au-delà des deux autres méthodes d'évaluation.

Répartition des pauvres selon le seuil de pauvreté



Carte 6 : Nombre de pauvres dans la métropole par seuil de pauvreté : seuil national (données BPS 2010), seuil international (SMERU 2012), seuil des 30 % les plus pauvres (TNP2K, 2011)

Données accessibles en ligne <http://www.indonesiapovertymap.org/> (consulté le 6 mars 2015)
et collectées sur le terrain.

3.1.2. Où sont les pauvres ?

La cartographie réalisée à partir des données statistiques de BPS, de SMERU et de TNP2K permet de proposer ici une analyse de la répartition du phénomène de pauvreté dans la métropole. La comparaison entre les résultats cartographiques fait apparaître la complexité du problème, en particulier de son inscription spatiale. Parallèlement, la combinaison des données met en évidence quelques éléments structurants de l'organisation spatiale de la pauvreté à Jabodetabek.

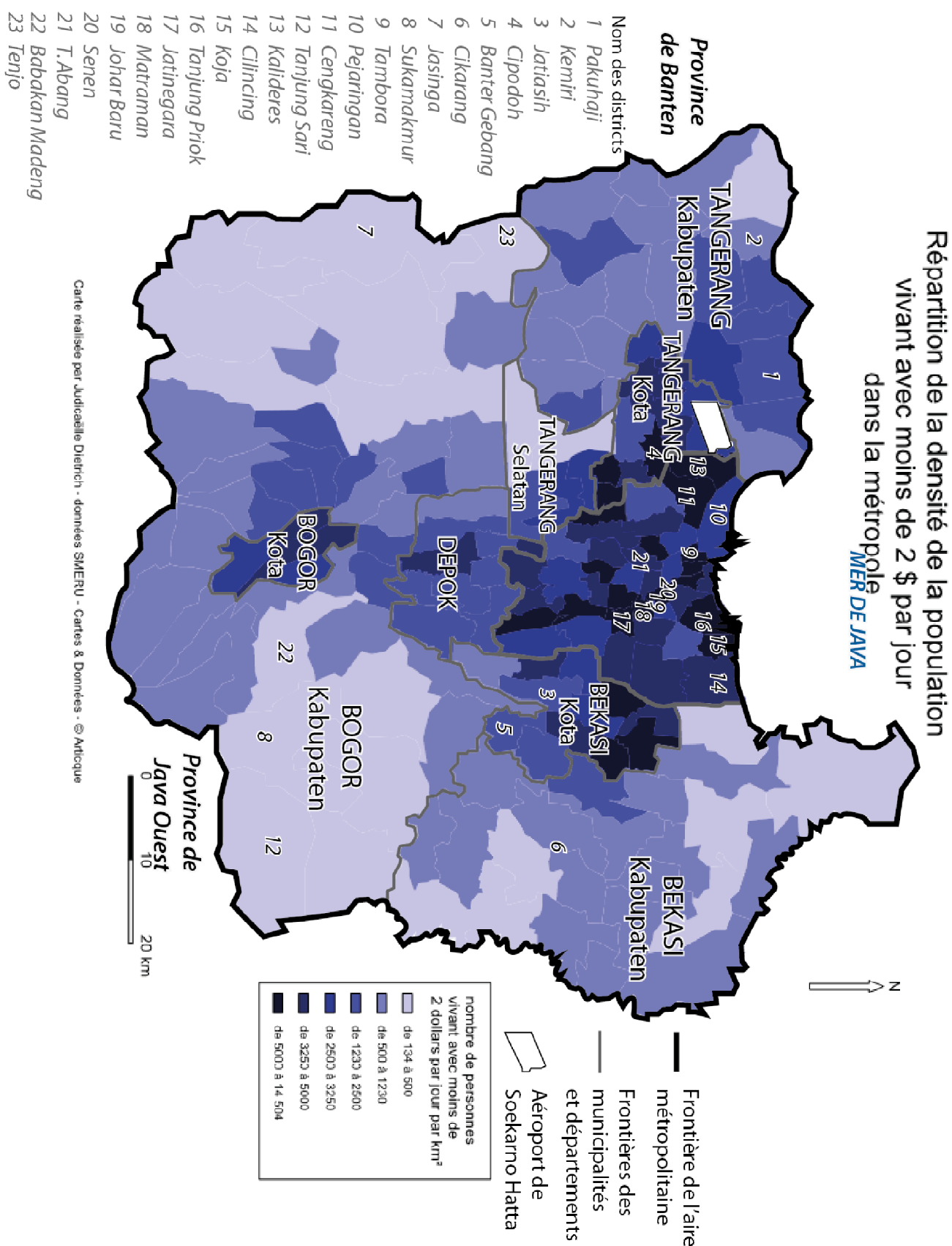
❖ Un gradient centre-périphérie à nuancer

La répartition du nombre de pauvres apparaît sur la carte précédente. Si les données varient selon le seuil, il n'empêche que l'on peut identifier où le nombre de pauvres est le plus prégnant.

Un rapport centre-périphérie apparaît, mais il est ambigu : en effet, Jakarta rassemble le plus grand nombre de pauvres, par rapport aux autres villes de la métropole, mais ses districts les plus touchés sont ceux de la périphérie de la ville capitale, aux frontières Nord principalement, Ouest et Est de la province spéciale.

Dans le reste de la métropole, ce sont les districts des centres urbains de l'agglomération (Bekasi Kota, Tangerang Kota, Bogor Kota) qui apparaissent plus impactés. Ce sont les espaces les plus urbanisés et les plus peuplés par rapport aux districts ruraux. Ces derniers en revanche, comme identifié plus haut, ont une population proportionnellement plus pauvre que les districts urbains (comme l'indiquent les cartes sur le taux de pauvreté dans la métropole).

La cartographie à l'échelle des *kecamatan* est évidemment insuffisante pour identifier la diversité des formes d'inscription spatiale de la pauvreté et implique la temporisation des données selon la surface des districts (beaucoup moins vastes dans le centre urbain de Jakarta que dans les districts périphériques des *kabupaten* de Bogor, Tangerang et Bekasi). En revanche, cela contribue à dresser une organisation spatiale globale à l'échelle de Jabodetabek et à contextualiser la spécificité des lieux dans cet ensemble métropolitain. Il s'agit donc ici de présenter globalement des éléments de spatialisation du phénomène de pauvreté afin de les comprendre, notamment à l'aide des données complémentaires apportées par les recensements.



Carte 7 : Densité de personnes « pauvres » dans la métropole de Jakarta
Données SMERU 2012 accessibles en ligne
<http://www.indonesiapovertymap.org/> (consulté le 6 mars 2015)

La densité moyenne de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour se situe à 2500 personnes/km² de pauvres par département¹⁸⁴ (ce seuil sépare donc les trois premières des trois dernières classes). Évidemment cette donnée est directement corrélée à la densité de la population, puisqu'apparaissent nettement les zones urbaines des *kota* de Bogor, Bekasi, Depok et Tangerang (avec plus de 3 250 personnes pauvres par km² dans les districts centraux de ces villes) par rapport à ceux des départements (*kabupaten*) plus ruraux, dont on a déjà montré la plus forte proportion de pauvres par rapport au reste de la population.

Cette analyse doit être approfondie : le parcours de la rivière Ciliwung apparaît nettement dans la ville de Jakarta en plus des quelques districts périphériques de DKI particulièrement exposés à la pauvreté :

Les *kecamatan* de Jakarta Pusat traversés par la Ciliwung connaissent les densités de pauvres « records », en particulier Johar Baru (plus de 14 500 personnes vivant avec moins de deux dollars par kilomètre carré), mais aussi Jatinegara et Matraman, avec environ 9000 « pauvres »/km²) et Tambora (plus au Nord, 10 534 « pauvres »/km²). Plusieurs facteurs participent à l'explication : tout d'abord, ce sont des districts anciens, très densément peuplés qui ont par conséquent une surface réduite par rapport aux autres. De plus, il faut rappeler qu'historiquement, les quartiers traditionnels pauvres se sont concentrés dans ces zones vulnérables aux risques environnementaux (notamment aux inondations) parce que cette localisation permettait d'être proche des quartiers européens, puis riches, donc des zones d'emploi et des centres de croissance économique (chapitre 2 ; Abeyasekere, 1987 ; Silver, 2008). Aujourd'hui, d'importantes parties de ces districts restent exposés aux inondations, ce qui contribue au maintien de la pauvreté locale (Texier, 2009).

Il faut aussi mettre en évidence les *kecamatan* de Tanjungk Priok et Koja tout autour de la zone portuaire où vit un nombre important de petits pêcheurs, par rapport à la partie ouest de la côte de Jakarta DKI qui est marquée par d'importants programmes de rénovation urbaine (parc d'attraction, marina, etc.). À l'ouest de la province, Kalideres et Cengkareng (avec le district voisin de Cipodoh à Tangerang) abrite une plus forte densité de personnes pauvres. Il s'agit surtout des zones industrielles dans les espaces les plus urbanisés qui concentrent des populations aux revenus faibles.

Les espaces centraux de Kota Bekasi(en particulier les districts ouest Nord et Est) sont aussi profondément touchés que Jakarta, plus que le district de Banter Gebang, pourtant fortement associé à l'idée de la pauvreté du fait de la présence de la gigantesque décharge de Jakarta (des milliers de collecteurs de déchets y travaillent afin de trier et valoriser la filière).

¹⁸⁴ La surface des districts a été calculée à partir du fond de carte créé pour ces cartographies statistiques.

Les gradients diminuent avec la diminution de l'urbanisation, mais on peut toujours observer le rôle des voies de communications, le long desquelles la densité de personnes pauvres est plus importante (plus de 500 pauvres par km²) : les axes majeurs nord sud jusque Bogor et d'ouest (prolongement des densités plus fortes le long de l'axe routier principal à Tangerang) en est (à Bekasi, le tracé des deux autoroutes apparaît aussi) sont certainement des facteurs d'agglomération plus forte des populations.

❖ Une approche à compléter

L'échelle des *kecamatan* adoptée pour la cartographie statistique masque une quantité d'informations qui ne peuvent apparaître que par une analyse plus fine. Une approche multiscale s'impose pour interroger la distribution résidentielle des ménages en situation de pauvreté.

les deux documents ci-dessous, récoltés auprès des groupes stratégiques concernés, complètent les informations sur l'inscription spatiale de la pauvreté dans l'espace urbain. La première carte est réalisée par le Ministère des Travaux Publics. À partir des déclarations des chefs de quartier (RW), les zones de *kampung* dégradés ont été représentées selon le nombre de maisons identifiées comme délabrées par le chef de quartier.

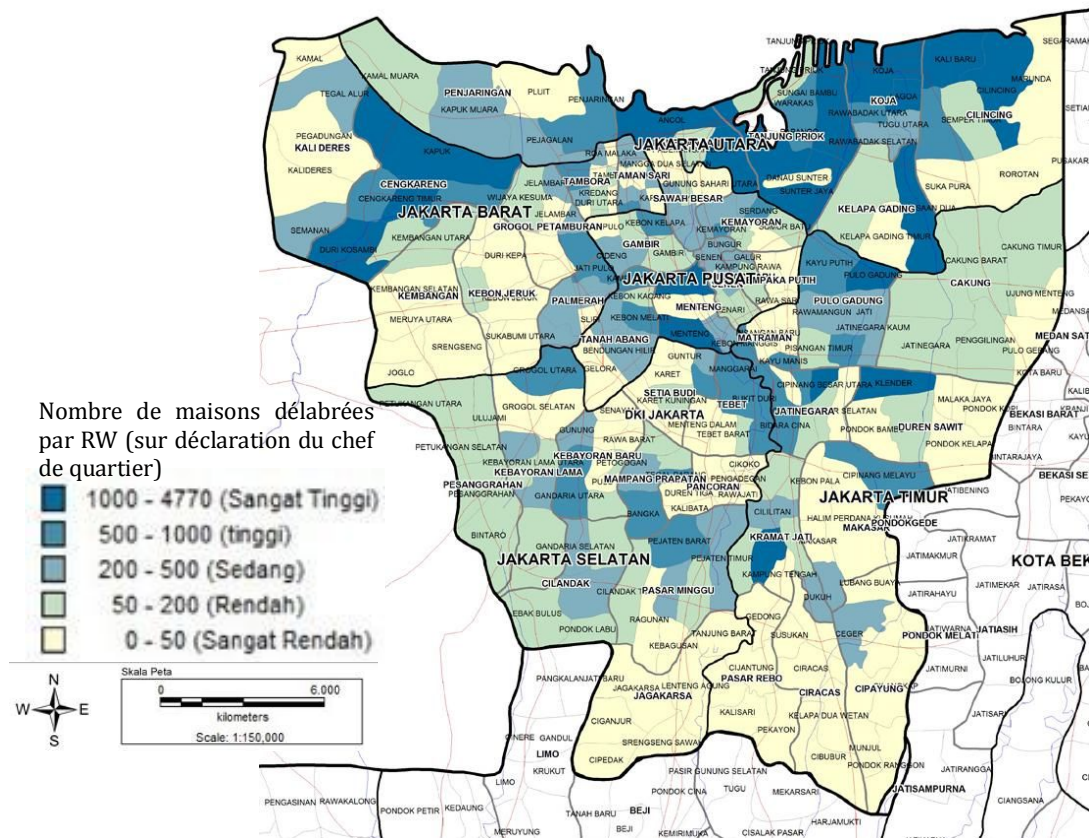


Figure 4 : Répartition des kumuh à Jakarta DKI (Ministère des Travaux Publics 2008)

Le second est issu d'une commande de l'entreprise qui détient la concession ouest de Jakarta pour le traitement et la distribution de l'eau. Celle-ci cherche à localiser les zones informelles, officiellement pour identifier l'ampleur de la tâche s'il fallait connecter toutes ces populations (ces données pourraient cependant être utilisées autrement, comme corrélérer les lieux de fuites d'eau importantes avec ces espaces et identifier ainsi les prélèvements illégaux réalisés sur le réseau). La représentation met en évidence quelques poches de pauvreté. Malgré une requête plus vaste, l'ONG qui a effectué la recherche n'a identifié des zones informelles que dans le périmètre où se trouve le réseau d'eau, et non dans toute la zone de concession. Ainsi, les espaces les plus périphériques n'apparaissent pas, en particulier dans toute la moitié sud de *UPP Selatan* où il n'y a aucun réseau d'adduction d'eau. En revanche, ce document fait apparaître que les zones informelles se situent plus dans des interstices, difficile à mettre en évidence dans une démarche de cartographie statistique appuyée sur des délimitations administratives. De plus, les localisations identifiées sont le plus souvent sur les frontières administratives, ce qui pose la question de rapport à la périphérie, aux limites où s'exerce une autorité administrative, voire aux possibilités que laissent des zones dont la responsabilité n'est pas toujours clairement identifiée. En effet, ces délimitations administratives s'appuient et recoupent souvent de grands axes de communications, voies d'eau, routières, et ferrées.

3.1.3. Des facteurs de pauvreté liés à l'espace ?

Les données compilées apportent une quantité d'informations sur les personnes et les ménages pauvres en soi. En effet, plusieurs faits témoignent de la précarité de la vie urbaine des personnes en situation de pauvreté en lien avec l'évolution du contexte métropolitain.

Si la ville de Jakarta n'est pas pauvre et que la métropole représente un ensemble d'opportunités économiques, l'aire urbaine concentre une pauvreté importante dont les facteurs explicatifs sont multiples et pas nécessairement corrélés à l'espace.

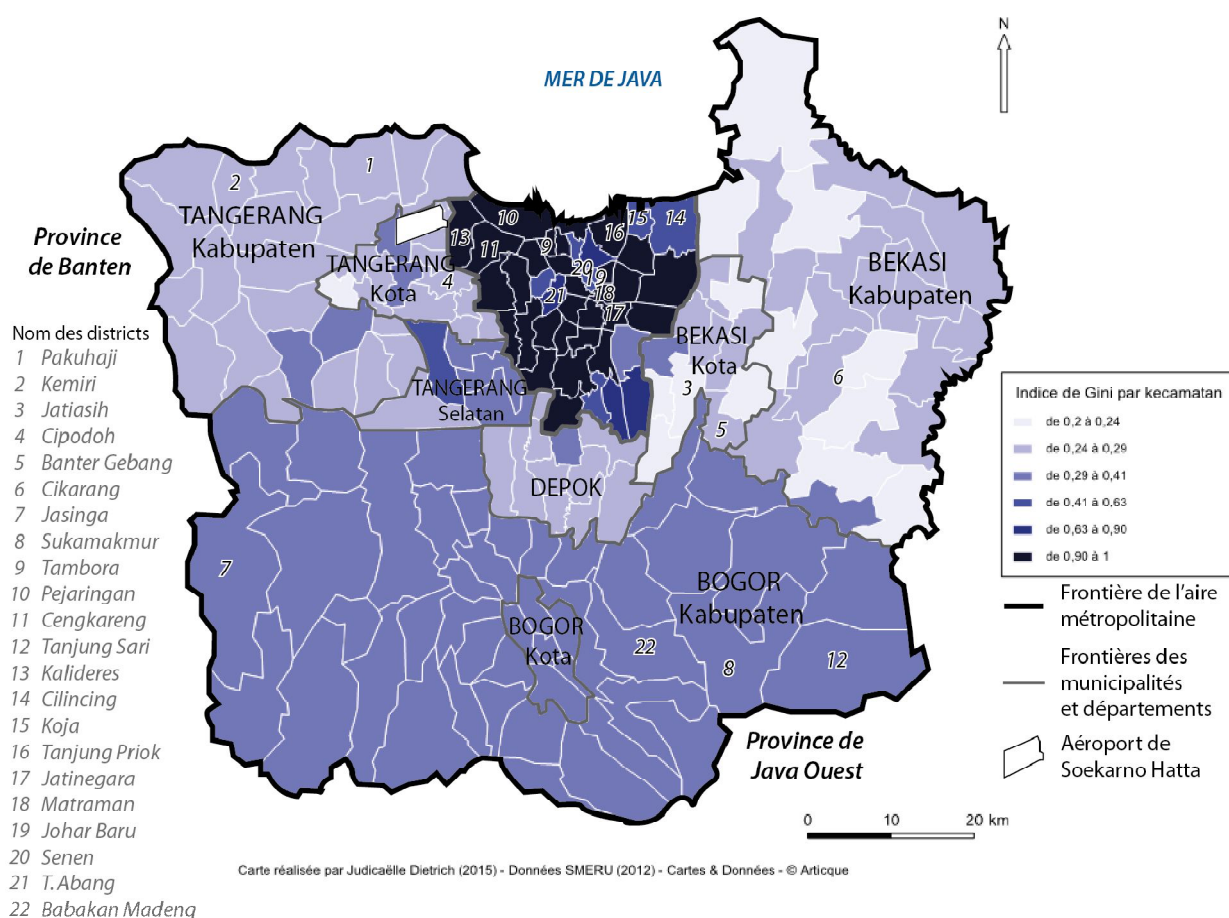
Les trois déciles les plus pauvres d'Indonésie vivant dans la métropole subissent une précarité de l'emploi extrêmement forte. Ainsi, sur la population active de cet ensemble, 51,7 % ne travaillent pas. Ce critère est problématique car il est difficile de s'appuyer sur la notion de chômage sachant qu'aucun droit n'est associé aux personnes sans emploi. De plus, même si cette information s'appuie sur les types d'activités des personnes recensées (agriculture, industrie de transformation, BTP, hôtellerie-restauration, logistique etc.), il n'est pas précisé si sont prises en compte les activités considérées comme informelles ou si les personnes interrogées estiment avoir un travail dans un secteur précis quand leurs revenus sont générés par des activités « alternatives » (peut-être rassemblées dans la catégorie « autre »). De plus, l'exigence et la nécessité implique la mise en œuvre de tactiques par ces populations pour dégager quelques revenus au quotidien. La diversité des autres formes d'emploi dites souvent informelles brouille la lisibilité première de cette information. Ainsi, ces presque 52 % de la population active pauvre (soit presque un million et demi de personnes dans toute la métropole) ne sont pas inactifs et contribuent fortement à ce que Agnès Deboulet (2007) qualifie de « prolétariat informel » dans les villes en globalisation. Cela rejoint l'idée de la diversification de la pauvreté dans toutes les villes du monde, qui ne touche pas « que » des personnes exclues du marché du travail mais aussi les « *working poor* ». C'est le témoin ici de l'émergence d'une « société de pauvreté » où pour une part importante des travailleurs, le travail ne satisfait pas les besoins essentiels (Fusco, 2007).

D'autres indicateurs permettent d'abonder en ce sens. 32,5 % des personnes âgées sont dans l'obligation de continuer à travailler après 60 ans, 25 % des enfants en âge d'être scolarisés sont hors du système éducatif et presque 7 000 enfants de moins de 15 ans travaillent d'après TNP2K.

Même si l'espace n'explique pas tout, l'appui sur la cartographie de ces données statistiques peut contribuer à analyser des facteurs de la pauvreté, à voir si l'espace peut en être un ou s'il n'est qu'un réceptacle, voire un catalyseur, de certaines contraintes. Cette répartition peut aussi permettre de mettre en évidence dans l'espace métropolitain certains profils, selon les formes que peut prendre le phénomène vécu par les personnes concernées.

❖ Pauvreté et inégalités

Les inégalités d'après l'indice de Gini dans la métropole de Jakarta



Carte 8 : Une métropole inégale ?

Données SMERU 2012 accessibles en ligne

<http://www.indonesiapovertymap.org/> (consulté le 6 mars 2015)

La carte de répartition de l'indice de Gini¹⁸⁶ dans la métropole fait apparaître de plus fortes inégalités de revenus à l'intérieur de Jakarta DKI par rapport au reste de la métropole. Les périphéries de la métropole semblent moins inégales, non pas du fait de l'absence de pauvres mais plutôt d'une moindre présence de revenus élevés. Il faut d'ailleurs relever l'écart important des valeurs de cet indicateur entre la ville de Jakarta et toutes les municipalités alentours passant de plus de 0,90 à Jakarta pour une vaste majorité à moins de 0,35 hors de la province capitale et souvent à moins de 0,25 soit une situation particulièrement peu inégale.

¹⁸⁶ Ces données statistiques doivent être considérées avec prudence : même en prenant en compte les niveaux d'erreur de calculs statistiques, il n'est pas possible de calculer un indice de Gini à 1 puisque cela signifierait que seul un salaire serait élevé par rapport à tout le reste de la population, or c'est la situation identifiée pour plus de 10 districts à Jakarta.

Les valeurs les plus élevées à DKI correspondent aux quartiers centraux, mais aussi aux espaces plus récemment urbanisés notamment dans le cadre de projets de planification d'espaces résidentiels de haut standing dans le Sud (Cilandak, Kebayoran Baru et Lama, ...). Il apparaît aussi que ce sont les districts qui concentrent le plus de populations pauvres qui sont les moins inégalitaires, comme à Cilincing (Jakarta Nord), mais aussi les zones plus centrales comme Senen (Jakarta Centre) par rapport aux territoires voisins.

Cela correspond aux conclusions déjà exposées dans de nombreux travaux de géographie urbaine qui font apparaître les recompositions socio-économiques des espaces urbains dans les villes en globalisation. Le rôle de la métropolisation et de ses formes liées à la concentration de certaines activités et classes sociales en certains espaces restreints témoignant de leur centralité accentue les inégalités économiques, en particulier à l'intérieur de la province spéciale de Jakarta.

❖ Cartographier des « profils » de pauvreté

Au-delà des facteurs de localisation, l'analyse cartographique des données recensées fait apparaître des profils de pauvreté, selon leur localisation !

Ce travail s'appuie sur la matrice Bertin qui permet de compiler et de combiner différentes variables entre elles. Le classement réalisé met en évidence la structure de l'information en croisant pour chaque district (*kecamatan*) de la métropole différentes caractéristiques. Le travail d'organisation est présenté dans la matrice. Il identifie les choix opérés afin de discrétiser ces regroupements en classes. La matrice est représentée en histogrammes coupés à la moyenne. En dessous de la valeur moyenne, les bâtonnets sont bleus et au-dessus ils sont rouges. Pour une plus grande clarté, j'ai choisi de ne pas compiler toutes les informations collectées sur une seule carte mais de les rassembler par thématique : les services accessibles dans les foyers, les secteurs d'emploi de la population en activité, et des informations touchant plus le contexte familial et individuel (maladie, handicap, famille monoparentale). Rappelons que ces informations ne concernent que les individus et ménages comptabilisés comme faisant partie des 30% de la population indonésienne la plus pauvre.

Avant d'opérer le classement, les données ont été condensées afin d'en simplifier le traitement. Une analyse beaucoup plus détaillée est donc possible mais il s'agit ici de faire ressortir une répartition de ces éléments afin d'identifier certains profils plus que de travailler exclusivement sur l'accès aux services publics ou sur l'emploi dans la métropole.

Activités et emplois des individus pauvres dans la métropole

○ Activités et emplois par district (*kecamatan*)

Pour les activités du secteur primaire (dernière ligne de la matrice) sont rassemblées toutes les personnes travaillant dans l'agriculture-riziculture, l'horticulture, le maraichage et les vergers, la pêche, l'aquaculture, l'élevage, l'agroforesterie ainsi que les mines et carrières. Le secteur secondaire (cinquième ligne) regroupe l'industrie de transformation, les activités liées à l'électricité et au gaz, la construction et le bâtiment (BTP) auxquelles j'ai ajouté le transport, la logistique et les activités d'entrepôt. Le secteur tertiaire (quatrième ligne) rassemble les services, la finance et assurance, l'information communication, l'hôtellerie-restauration et le commerce. La troisième ligne indique le taux de chômage et la deuxième ligne toutes les personnes ayant été catégorisées comme ayant une activité « autre ». Le travail des enfants entre cinq et quinze ans, représenté sur la première ligne est en valeur absolue, alors que toutes les autres données sont en pourcentage de la population active des ménages pauvres (le total des cinq catégories permettant donc d'appréhender tous les emplois des personnes considérées). Les informations étaient disponibles pour tous les chefs de famille mais j'ai choisi de présenter tous les individus actifs afin de pouvoir inclure le travail de personnes de moins de quinze ans.

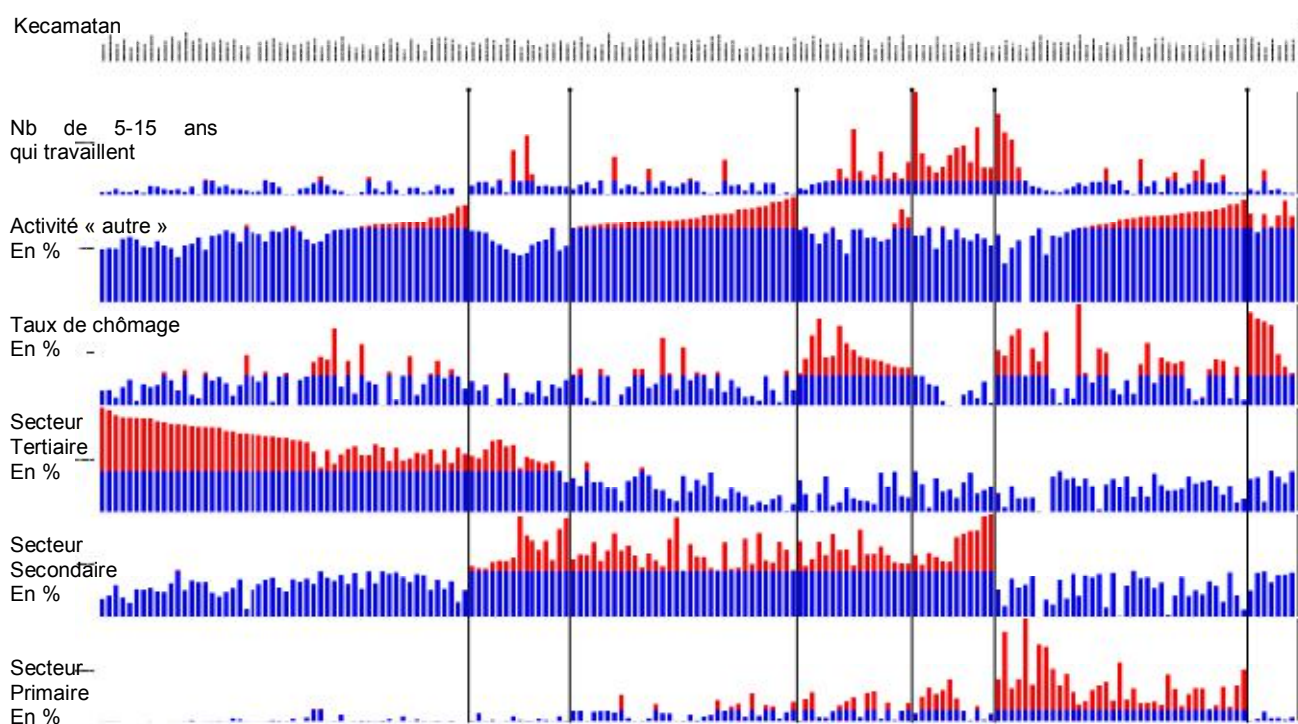
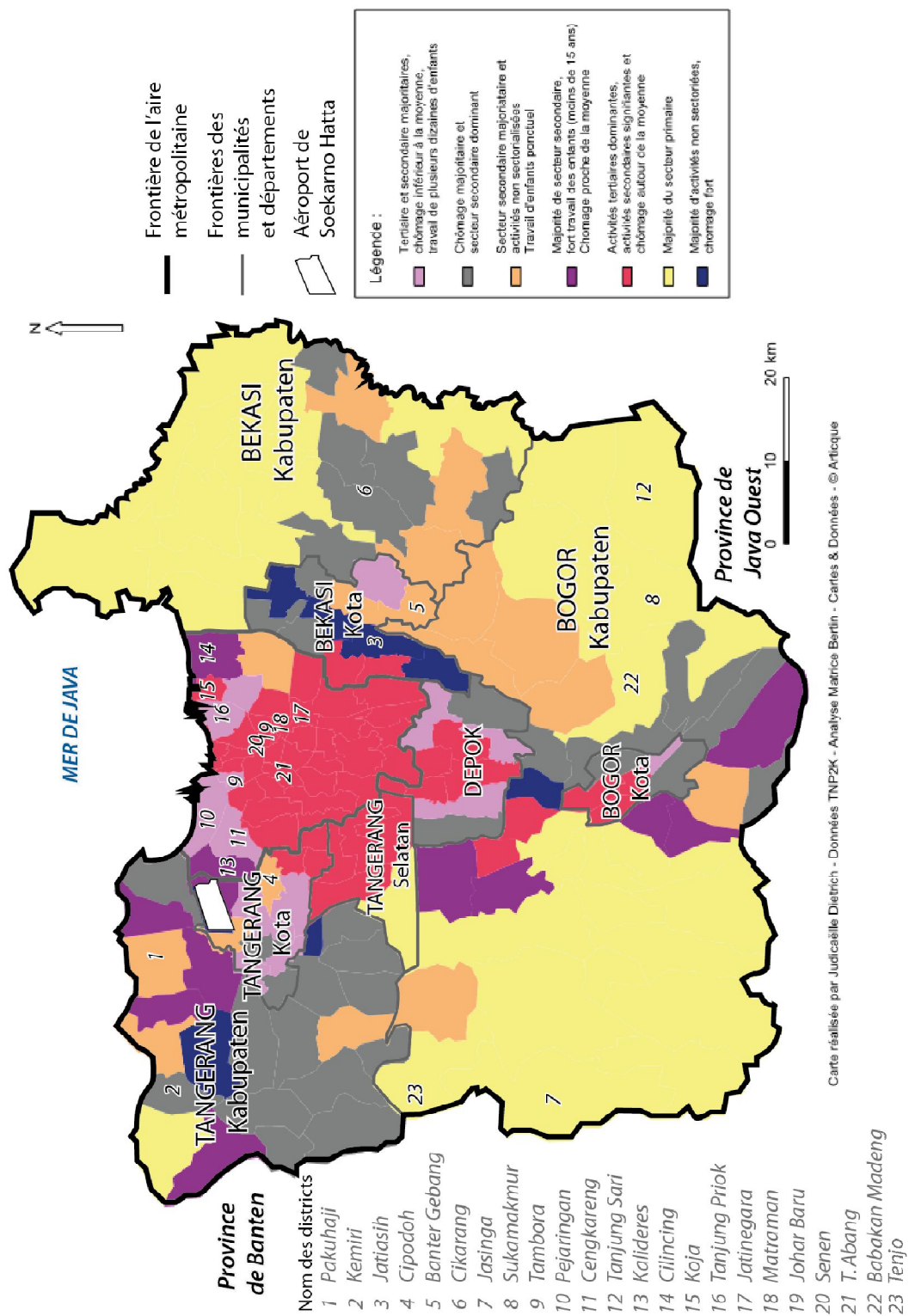


Figure 6 : Matrice Bertin des districts de Jabodetabek
organisée selon les secteurs d'activités des populations les plus pauvres (Données TNP2K, 2012)

○ Régionalisation de profils de pauvreté selon les activités

Types de quartiers selon la répartition des activités des individus "pauvres"
(ménages appartenant aux trois déciles les plus pauvres de la population indonésienne)



Carte 9 : Les profils de pauvreté à partir des types d'activités des populations les plus pauvres d'Indonésie dans la métropole de Jakarta (Données TNP2K 2012)

La légende de la carte détaille le contenu de chaque classe. La carte fait apparaître plusieurs zones où les ménages pauvres ont des caractéristiques proches :

Le centre urbain de Jakarta prolongé par l'axe de développement métropolitain nord-sud s'étend jusqu'à Depok et dans la ville de Bogor. Même les ménages pauvres sont principalement tournés vers les activités commerciales et tertiaires (en rouge). Ce sont les districts les plus périphériques qui ont un taux de chômage supérieur à la moyenne.

Tout autour, au nord, à l'ouest et au sud de ce « noyau », les activités de ces populations restent dans le secteur tertiaire mais se tournent aussi majoritairement vers l'industrie (en rose). Cela correspond aux districts très industrialisés de la zone urbanisée comme Cengkareng (où plus de 150 enfants travaillent, comme Pejaringan) et Tanjung Priok (la zone portuaire). En gris sont représentés les districts où les ménages pauvres où plus de 20% de la population active travaillent dans le secteur secondaire (avec les grands districts industriels de Cikarang à Bekasi et à l'ouest de la métropole à Tangerang), mais qui sont majoritairement touchés par le chômage. Les périphéries de la ville de Bogor ont le même profil. Le fort taux de chômage comme critère majeur se constate aussi dans les districts voisins (en bleu) marqués aussi par des activités non sectorisées ; il faut mettre en évidence l'axe Nord-est Sud-ouest de Bekasi jusque Bogor où les districts présentent le même profil.

Une classe spécifique a été délimitée pour les districts comptant un nombre important d'enfants ayant une activité professionnelle. Le district particulièrement touché par la pauvreté de Cilincing (Jakarta Nord) détient le « record » avec 265 enfants recensés. Ces districts en violet ont aussi la caractéristique d'un taux d'emploi élevé dans le secteur industriel et une part significative (autour de 15%) tournée vers les activités agricoles.

Les périphéries en jaune ont une population pauvre fortement touchée par le chômage et tournée vers le secteur primaire. Enfin, la catégorie orange, avec des emplois non sectorisés et des activités industrielles se repère dans les zones périphériques des *kota* de Bekasi, Bogor et Tangerang, dans des espaces pas encore ruraux (en jaune, Kabupaten de Bogor et Bekasi surtout.

Services urbains et équipements des ménages pauvres dans la métropole

○ **Équipements des districts (*kecamatan*)**

Pour la question des services et équipement des foyers, il a fallu sélectionner certaines informations identifiées comme les plus discriminantes et liées aux formes et conséquences de la pauvreté en ville. La dernière ligne présente la proportion des ménages pauvres ne disposant pas d'un accès sécurisé à l'eau : ce sont donc les ménages qui dépendent de l'extraction de l'eau du sous-sol polluée et/ou non sécurisée (13% des ménages considérés en moyenne, allant de 0,1 à 66,6% des ménages pauvres selon les districts) par rapport aux autres qui ont accès à l'eau du

réseau, l'eau en bouteille¹⁸⁷ et une autre du sous-sol de bonne qualité. La troisième ligne présente ceux qui n'ont pas un accès sécurisé à l'électricité (en moyenne 3,8% des ménages, mais qui peut monter à 28,8% à Babakan Madang, au sud-est de la métropole, dans le *kabupaten* de Bogor) combinant ainsi les ménages qui n'en ont pas du tout (une situation rencontrée sur le terrain) et ceux qui ont de l'électricité, mais en dehors du réseau officiel (par des connexions informelles ou par des générateurs). La deuxième ligne traite des énergies disponibles pour la cuisson des aliments. C'est une variable particulièrement importante car plus de 32% des ménages recensés n'ont pas accès à l'électricité, à une bouteille de gaz ou de GPL (sachant que l'intervalle est très profond entre les districts, allant de 3,5% à 97,8% des ménages à Tanjung Sari (deuxième colonne, aussi à l'extrême sud-est de l'aire métropolitaine)) et doivent donc recourir à d'autres sources d'énergie comme le bois de feu. Enfin, l'accès non sécurisé à l'assainissement de la première ligne est à rapporter à ceux qui disposent d'un assainissement collectif ou individuel, sachant que dans la plupart des cas, il n'y a pas de fosse septique et les eaux grises sont directement rejetées sans traitement).

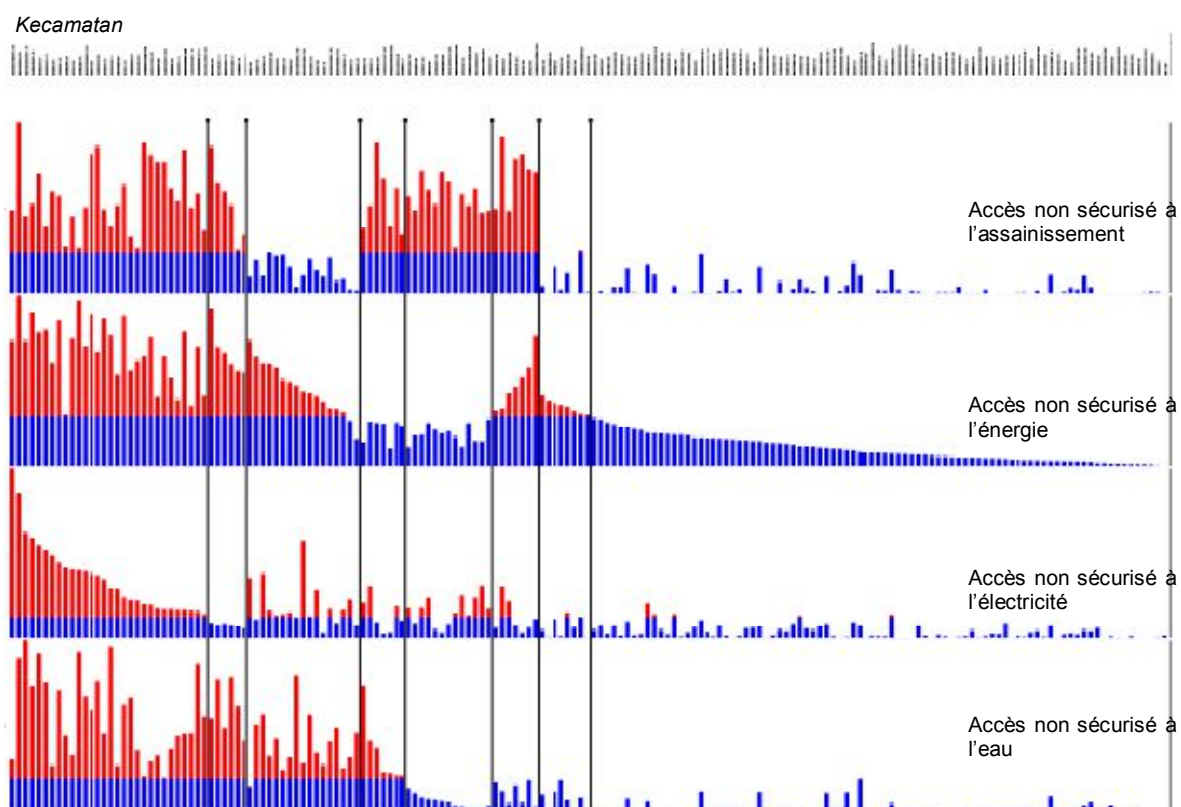
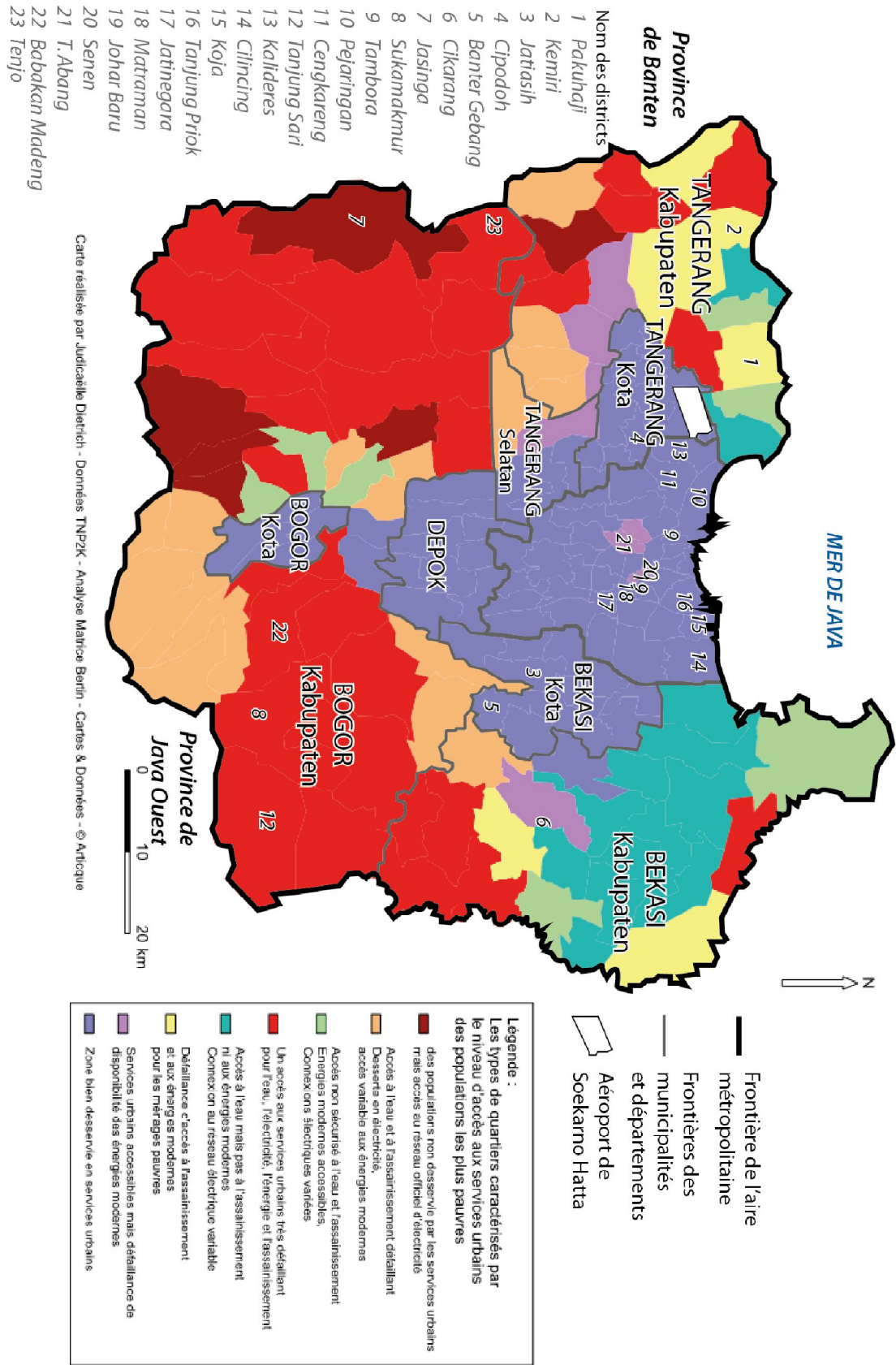


Figure 7 : Matrice Bertin des districts de Jabodetabek organisée selon les équipements et services des foyers les plus pauvres (Données TNP2K, 2012)

¹⁸⁷ Ce choix pose problème car ceux qui utilisent de l'eau en bouteille peuvent le faire pour plusieurs raisons : soit parce qu'ils en ont les moyens, soit parce qu'ils n'ont aucune autre ressource d'eau possible, ce qui implique qu'ils dépendent d'une ressource très coûteuse tout en étant possiblement dans une très forte précarité.

Une accessibilité différenciée des services urbains pour les ménages "pauvres"
(ménages appartenant aux trois déciles les plus pauvres de la population indonésienne)



Carte 10 : Profils de pauvreté à partir de services et équipements disponibles dans les foyers des populations les plus pauvres d'Indonésie dans la métropole de Jakarta (Données TNP2K 2012)

Les populations pauvres de la province de Jakarta et ses périphéries urbanisées (en bleu) des villes de Bogor, Depok, Bekasi et Tangerang bénéficient d'un accès relativement sécurisé à tous les services fondamentaux. Seuls quelques districts centraux de Jakarta et aux limites est et ouest des centres urbains (en violet) ont plus de 35 % des ménages pauvres ne disposant pas d'une énergie dite « moderne » pour la cuisson des aliments (plus de 1 500 ménages à Tanah Abang et 1 300 à Senen), indiquant la très forte précarité de certains logements dans l'hypercentre de la ville. À l'opposé, ce sont les populations vivant dans les périphéries plus rurales est et ouest de Bogor qui souffrent d'une défaillance forte de l'équipement de leur foyer (en rouge).

Le reste de l'aire métropolitaine connaît des situations locales très variées : les périphéries des centres urbains (en orange) ont des populations pauvres majoritairement sans accès à une énergie fiable pour la cuisson, ponctuellement pour l'électricité, et l'eau consommée n'est pas sécurisée. Le problème de l'assainissement est un des éléments les plus prégnants dans la métropole, une des seules difficultés majeures pour les populations du *kabupaten* de Bekasi (en vert foncé) combinée à des problèmes d'accès à l'eau (en vert clair), ou à d'accès à l'énergie (pour les districts en jaune).

Cette démarche prouve que la pauvreté urbaine ne peut être pensée comme uniforme et, par conséquent, des actions globales qui ne prennent pas en compte le contexte local ne peuvent avoir une véritable efficacité.

❖ Critique de l'information

Au total, les instances officielles indonésiennes disposent de pléthore de données sur les populations pauvres ; une quantité d'informations qui interrogent lorsqu'on les regarde plus précisément¹⁸⁸.

L'autre critique est évidemment que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui, pour les populations concernées, ne se résume pas au seul fait de se trouver en deçà d'un seuil conventionnel de revenu par habitant ou par unité de consommation. La pauvreté renvoie plus généralement à une indignité des conditions d'existence, dans une société d'un niveau de développement donné, et dont la définition est incontestablement plus difficile à établir sur des bases quantitatives et plus encore dans une perspective géographique (Davezies, 2004).

¹⁸⁸ Les informations collectées auprès de SMERU et de TNP2K sont utiles. Leur accessibilité aisée va à l'encontre de l'opacité souvent dénoncée quoiqu'il ait régulièrement fallu accepter la bureaucratie aux pratiques kafkaïennes, et la justification des demandes à l'aide de nombreuses lettres d'autorisation et de justification de ma démarche.

Le problème principal cependant reste la pertinence et la fiabilité de ces données. Pour cela, je m'appuierai simplement sur quelques exemples, mais déjà, cela permet de revenir sur les justifications de chacun de ces programmes d'évaluation qui affirment proposer (enfin) des statistiques fiables aux pouvoirs publics : d'après les chiffres de SMERU, plus de 95 % de la population de la métropole auraient accès à une eau potable et saine. Cette information est explicitement contredite par le recensement de TNP2K qui montre l'inégale répartition de ce service pour les ménages pauvres. Il s'avère aussi que la qualité de l'eau produite par les compagnies et délivrée aux consommateurs ne permet pas de la qualifier de « potable »¹⁸⁹. De plus, la qualité de l'eau souterraine peu profonde, la ressource d'eau principale dans toute l'aire métropolitaine, est très variable, voire localement dangereuse en particulier dans le nord de la ville (district de Cilincing par exemple). Les travaux de Pauline Texier ont d'ailleurs montré les difficultés d'accès à une ressource fiable pour les populations urbaines en général, pas seulement celles vivant dans des quartiers informels. Il semble donc bien peu probable que presque la totalité de population urbaine bénéficie d'un tel accès.

À cela s'ajoute un lourd biais dans la méthode de collectes des données qui modifie fortement l'effectif sondé : dans les comptages, les populations dites « informelles », c'est-à-dire vivant dans des zones officiellement non constructibles (donc les bidonvilles, puisqu'elles n'ont pas d'adresse) et celles qui ne possèdent pas une carte de résidence les rattachant à la ville ne sont pas recensées.

Les choix de collecte et de seuil permettent de diminuer de manière conséquente l'importance du « problème » et l'urgence de sa gestion par les politiques urbaines. Chaque programme de réduction de la pauvreté ou projet de développement a systématiquement une partie qui cherche à déterminer les groupes cibles.

Même si les statistiques font apparaître une répartition de la pauvreté toujours informative et utile, leur production liée à de nombreuses estimations elles-mêmes fondées sur des données pas toujours indiscutables masquent d'importantes réalités qui peuvent être analysées de manière contradictoire : malgré le nombre élevé de personnes sous le seuil de pauvreté, de 400 000 à 9 millions selon le barème dans la métropole, la ville de Jakarta est considérée comme un espace riche. Ainsi, ces données statistiques participent à l'invisibilisation des « pauvres » et de la pauvreté dans la ville.

¹⁸⁹ En effet, les personnes avec qui je travaillais à PALYJA en master ne cessaient d'affirmer leur incapacité à fournir une eau potable non seulement en qualité, mais aussi en quantité pour toute la population censée dépendre de leur réseau (l'Ouest de DKI).

3.2. Des « espaces de la pauvreté » : essai de typologie

La première partie de ce chapitre témoigne de la diversité des manières d’appréhender la pauvreté, mais surtout elle montre que, selon les critères et choix opérés, les résultats diffèrent plus que sensiblement, même en s’appuyant uniquement sur des statistiques. L’accumulation et la succession des méthodes de recensement, d’estimation, de simulation, font apparaître que, les données ne manquent pas. Leur abondance montre la volonté du gouvernement indonésien et des autres acteurs parties prenantes de la gestion de la pauvreté de maîtriser la question et de témoigner de leur attention soutenue portée à ce sujet. L’autre utilisation de ces statistiques est la relativisation du phénomène dans la métropole afin de contribuer à l’image positive de développement et de succès économique qu’expose la capitale.

Le problème récurrent souligné par les producteurs de ces données est la difficulté des politiques à cibler les populations les plus démunies ; chaque programme et projet d’évaluation de la pauvreté se justifie par les limites du précédent, qui ne parvient pas à cibler efficacement les populations les plus fragiles.

De plus, au-delà d’une répartition du phénomène selon son incidence ou sa sévérité, ce qui est évidemment important pour la gestion de la pauvreté, il est nécessaire de s’appuyer sur d’autres référents pour compléter l’analyse géographique. De fait, les cartes témoignent d’une multiplicité de facteurs à prendre en compte dans la compréhension de la répartition de la pauvreté, mais aussi de sa sensibilité pour les populations : alors que le plus grand nombre de pauvres se situe dans la ville centre en lien avec la concentration urbaine (même si la corrélation de densité a été nuancée), la proportion de pauvres est bien plus forte dans les périphéries de l’aire métropolitaine, dans les *kabupaten* de Tangerang et de Bekasi. En revanche, l’exposition aux inégalités socio-économiques abordée à partir du coefficient de Gini peut rendre la sensation et la perception de la pauvreté bien plus forte pour les populations qui y sont confrontées.

¹⁹⁰Par ailleurs, le choix méthodologique de ne pas décréter des personnes « pauvres » afin de ne pas réifier des catégories existantes nécessitait de penser autrement l’appréhension de la pauvreté dans les espaces urbains.

¹⁹⁰ Pour « choisir » les différents espaces possibles où je pouvais mener mon étude au début de mon travail de terrain, ces données (carte de pauvreté et TNP2K) n’étaient pas disponibles. Je n’y ai eu accès qu’à partir du milieu de l’année 2012 (pour TNP2K). Par ailleurs, les lacunes qu’elles présentent et le biais majeur de l’« omission » des populations dites « informelles » font qu’il m’était nécessaire de proposer d’autres approches pour délimiter des terrains d’enquête plus circonscrits dans une démarche ethnographique.

3.2.1. Critères de qualification

En reprenant les définitions exposées dans le premier chapitre, les facteurs de pauvreté identifiés par les acteurs et groupes stratégiques et les situations rencontrées sur le terrain, une série de critères peut être recensée afin d'élaborer une typologie des espaces de la pauvreté, des espaces « considérés comme pauvres » ou « en situation de pauvreté ».

Autant que les espaces urbains dans leur diversité, la qualification des espaces « pauvres » en ville est extrêmement variée : bidonvilles, *slums*, squats, sites de relogement, logements sociaux, *kampung*, taudis, quartiers insalubres, quartiers pauvres, espaces périphériques... cette énumération ne peut être exhaustive. Ce qui apparaît en revanche, c'est la multiplicité des termes qui permettent d'appréhender les formes de la pauvreté en ville. Il s'agit aussi ici de prendre en compte l'effet de l'espace lié à la qualification de ces lieux : la fragmentation (Navez-Bouchanine, 2002), l'exclusion, la relégation, ou encore l'action même sur un lieu tel que l'éviction ou le déguerpissement (Blot et Spire, 2014). Tous les termes associés et corrélats telles que la fracture sociale, la dualisation, la ségrégation, la segmentation ou encore la polarisation socio-spatiale questionnent ainsi directement le lien social et politique dans les sociétés métropolitaines. De plus interviennent aussi les modalités de construction et de formation de ces espaces auxquelles sont liées des types de statuts fonciers ou d'habitats et leur morphologie.

La métropole de Jakarta connaît une organisation spatiale plus complexe qu'une division classique entre l'élite politique et économique concentrée dans certaines zones résidentielles qui leur sont destinées ainsi que des espaces de la richesse des centres économiques de Jakarta, et le reste de l'espace urbain où seraient relégués « les pauvres ». De fait, l'hétérogénéité morphologique de la ville pour ce qui concerne le tissu urbain et l'habitat s'ajoute à celle de la répartition des équipements et infrastructures. Comment appréhender et comprendre des espaces de la pauvreté dont l'existence même témoigne de formes d'éclatement social dans un objet spatial (la ville) considéré comme porteur d'une unité sociale ?

Ainsi la typologie des espaces de la pauvreté s'appuie sur des critères tangibles ou matériels tels que la présence d'infrastructures et de services publics, le type d'habitat de d'occupation du sol ou la localisation par rapport aux centres. Les critères doivent aussi inclure d'autres éléments expliquant en quoi ces espaces sont considérés comme pauvres. C'est pourquoi, il est nécessaire de prendre en compte les perceptions envers ces espaces et les pratiques mises en place localement par le(s) traitement(s) de la pauvreté. Cette entrée tout aussi essentielle que la précédente permet de questionner la pauvreté comme rapport social

(Chapitre 1). Il s'agit donc aussi de prendre en compte aussi la place que tiennent ces espaces dans les politiques urbaines en général et dans la gestion de la pauvreté en particulier.

Après un passage théorique permettant de définir les critères et les notions employés, la typologie et les lieux d'enquête seront développés dans un second temps afin de ne pas revenir ensuite sur les implications des termes et catégories proposées.

❖ Des marges

L'appui sur les travaux d'études urbaines interrogeant la notion de marge (synthétisés dans l'éditorial du numéro de la revue *Autrepart* « La ville face à ses marges » rédigé par Alexis Sierra et Jérôme Tadié, 2010), conduit à faire référence à une définition ouverte du terme comme « *situation de mise à l'écart issue d'une représentation officielle et majoritaire, intégrée par les acteurs urbains dominants* » (op. cit, p. 1). Il s'agit ici d'appréhender les espaces de la pauvreté non seulement comme territoires en intégrant leur situation dans la ville, mais aussi comme lieux dans lesquels s'inscrivent certains acteurs, de populations marginales et/ou marginalisées.

La dimension spatiale des marges

La dimension spatiale de la notion porte d'une part l'idée de périphérie par rapport à un centre, un élément porteur dans un contexte urbain et métropolitain qui aborde les questions de distance, d'éloignement ou d'enclavement et d'accessibilité. La répartition du phénomène de pauvreté précédemment mise en évidence est directement en lien avec les rapports centre-périphérie. Mais la notion de marge ne se limite pas à la localisation des espaces concernés et désigne d'autre part tout espace ou population inscrit dans un lieu exposé à une relation de pouvoir. La marge exprime un rapport de domination d'une norme envers des groupes sociaux invitant à une réflexion sur les relations d'acteurs et leur rôle dans les fonctionnements urbains. Cette approche de la notion permet d'interroger le processus et les modalités de la fragmentation urbaine comme mode de relation des populations pauvres avec le reste de la ville et de populations urbaines. Le degré ou niveau d'intégration des populations et des espaces en situation de pauvreté montre les formes de ségrégation, voire de mise en isolement, en périphérie de la société limitant les possibilités d'interactions au sein de la société urbaine. Si une exclusion totale est dans la plupart des cas à nuancer, il existe certaines stratégies de mises en isolement.

Les marges peuvent s'appréhender à différentes échelles géographiques. À l'échelle intra-urbaine, l'organisation d'une différenciation croissante des espaces formant la ville font apparaître les processus de fragmentation¹⁹¹ urbaine. Les mécanismes ségrégatifs en œuvre sont

¹⁹¹ Françoise Navez-Bouchanine distingue deux courants qui abordent la fragmentation sociale : le premier, plus philosophique, cherche à apprécier les transformations des cultures et des sociétés soit dans

liés aux modalités d'accès au sol, au logement, aux services, mais aussi d'accessibilité selon les transports urbains et la localisation des équipements (Davezies, 2004) : à revenu égal, par exemple, deux populations situées sur des territoires distincts peuvent connaître des niveaux de pauvreté et plus encore d'exclusion très différents au regard de leur mobilité (accès aux transports collectifs) qui dépend de leur localisation. Françoise Navez-Bouchanine définit la fragmentation sociale comme un

« processus de désagrégation ou désaffiliation collective qui conduirait au regroupement, par assignation ou par action volontaire, d'individus formant de collectivités, de type variable, mais porteuses d'une identité commune reconnue, quelle que soit par ailleurs l'origine de cette dernière – sociale, culturelle, ethnique, religieuse... - dans ces espaces appropriés de manière exclusive, espaces où s'exprimerait dès lors l'absence de référence à la société urbaine comme globalité ».
(Navez Bouchanine, 2002, p. 14)

La mise en marge de certains espaces ou populations ne se réduit pas à leur exclusion et ne dépend pas que de parcours de vie qui leur sont propres. Le processus procède d'obstacles au développement individuel et collectif dont sont victimes les populations qui se voient refuser l'accès aux ressources collectives. Les caractéristiques des territoires constituent un facteur en même temps qu'une expression de cette exclusion et peuvent être un élément d'aggravation de la pauvreté. L'usage de la notion de marge nécessite le décentrement du regard vers les pratiques des habitants/acteurs et interroge les effets des politiques urbaines dans la production de territoires spécifiques.

Définir les espaces de la pauvreté en questionnant leur marginalité invite à ne pas les penser comme des lieux d'exclusion ou d'isolement mais au contraire d'identifier les formes de relations et les modalités d'interactions avec le reste de l'espace urbain et de la population urbaine. Cela ancre la démarche dans la définition de la pauvreté comme rapport social en allant à l'encontre d'une séparation totale et systématique d'une partie de la population urbaine (exclusion). Ces espaces « pauvres » et populations « pauvres » font partie intégrante de la ville (Sierra et Tadié, 2009) surtout dans un contexte où, comme dans de nombreuses mégapoles, la

la perspective d'une modernité radicalisée soit dans celle du passage de la modernité à la post-modernité. Le second milite en faveur des effets récents des transformations de l'économie notamment de la globalisation. Pour la fragmentation urbaine, la sociologue en identifie trois types : la fragmentation de la forme urbaine telle que la privatisation des espaces publics et l'étalement urbain, la fragmentation socio-spatiale qui concerne plus directement les interactions entre le social et le spatial et la fragmentation politique ou gestionnaire liée à la multiplication des échelles politiques et administratives et au désengagement de l'État.

pauvreté peut sembler majoritaire ou faire partie de la norme. En cela, les représentations associées aux espaces concernés font partie de l'analyse.

La marge urbaine est une construction spatiale et sociale qui permet de mieux comprendre le développement urbain. Elle peut évoquer certaines formes spatiales et de relations comme celles de mise à l'écart et d'interstice. Ce dernier terme correspond à un type de marge dont les membres s'intègrent partiellement au reste de la société, notamment par leur présence, mais qui s'en écartent car portent une différence. On entre alors dans des phénomènes d'interaction sociale et de partages de l'espace :

« La marge se caractérise par une série de " marqueurs de la différence sociale " qui peuvent servir à une typologie des espaces urbains (S. Montagne-Villette, 2007) : la pauvreté et ses conséquences sur l'habitat (dégradé, isolé, temporaire), le handicap, la forte inégalité sociale, la différence identitaire, etc. Cependant, si les marges urbaines peuvent renfermer des poches de pauvreté ou les concentrer, ce n'est pas la situation de privation dans lesquelles elles se trouvent qui en fait automatiquement des marges. Les politiques et les représentations sociales sur lesquelles elles s'appuient et les relations de pouvoir qui en découlent ont un rôle majeur dans leur existence. » (Op.cit, p. 3)

Cette réflexion est directement liée à une autre notion très fréquemment exploitée dans le contexte urbain : celle de l'informalité.

La notion d'informalité : une entrée opératoire ?

L'usage de cette notion dépend profondément de l'application que l'on peut donner à ce terme. L'informalité est principalement définie qu'en fonction de son contraire, la formalité, et fait l'objet de confusions avec les termes d'illégalité et d'illicite. Sans revenir sur une histoire du concept puisque toute définition stricte ne peut recouvrir la diversité de ses applications, l'enjeu est ici d'identifier ce qui est considéré comme informel dans la métropole de Jakarta et les conséquences que les conceptions de la notion ont vis-à-vis du traitement de la pauvreté et de la qualification d'espaces comme pauvres.

○ **Une définition économique de l'informalité**

Si le terme a d'abord été utilisé pour décrire des situations économiques et notamment les questions de l'emploi dans un contexte urbain (pris en charge notamment par le Bureau International du Travail dès 1972), le rôle social de l'informalité a très tôt été affirmé. Est concernée principalement une grande diversité de petits emplois de services urbains, services à la personne et commerces (ambulants ou non) répondant aux besoins immédiats de la ville et de

ses habitants. Gérard Verna (1990) précise à ce sujet que ces activités informelles bénéficient d'une certaine légitimité auprès de la population, du fait de leur capacité à participer à la gestion et au « bon » fonctionnement de la ville. De plus, l'existence et l'importance de ce « secteur informel » dans l'économie urbaine à Jakarta peut se comprendre par la difficulté de satisfaire les exigences légales pour des raisons matérielles, du fait d'une bureaucratie écrasante qui multiplie les obstacles d'une part, et/ou pour des raisons financières, du fait de la corruption systémique des fonctionnaires en place d'autre part. Le « manque » d'éducation surtout hérité des décennies précédentes d'une partie de la population limite aussi la compréhension de lois complexes. Par ailleurs, en lien avec la pensée économique dominante, les acteurs municipaux et proches des institutions économiques internationales majeures (Banque mondiale et autres banques de développement, PNUD), estiment qu'il serait important d'appuyer le processus de formalisation de ces activités quotidiennes (voir les théories de Hernando De Soto, 1994), afin d'insérer cette production de richesse dans l'économie formelle. En effet, ces signes d'activités ne correspondent plus à l'image mise en avant d'une métropole moderne. Ainsi les interdictions à l'encontre des marchands ambulants se multiplient notamment à proximité des nouveaux espaces symboles de la croissance économique comme les *malls* ou centres commerciaux (photographie x)) alors que l'usage de certains transports traditionnels (notamment le *Becak*, tricycle) est désormais totalement interdit à l'intérieur de la province de Jakarta DKI.



Photographie 1 : Interdiction des kaki lima ¹⁹² devant l'arrêt de bus d'un centre commercial (PGC)

¹⁹² Le panneau indique : Interdiction de commercer pour les vendeurs ambulants et *kaki lima* (nom du charriot) dans ce lieu. Puis en rouge, l'amende et la peine d'emprisonnement encourues en cas d'infraction.

Spatialement, Jérôme Monnet met en évidence la confusion entre l'espace privé et l'espace public introduite par ces activités identifiées comme informelles. Celles –ci iraient donc à l'encontre des oppositions binaires imposées par le mode de pensée moderne. Ainsi, l'informalité causerait un désordre urbain majeur aux yeux des autorités (Bayat, 2010) dont la réponse assez généralisée est la tentative de réduction de l'informalité sous toutes ses formes, en quantité mais aussi en emprise spatiale dans la ville.

- **Appréhender l'informalité dans l'espace**

Cela rejoint un autre domaine de l'informalité qui évoque la figure même de la pauvreté dans l'espace urbain : les bidonvilles. L'habitat en général et les questions du foncier et du bâti plus précisément sont un des éléments de l'informalité dans le contexte de Jakarta. Sous ce terme peuvent donc être abordées toutes les zones d'habitat spontané installées illégalement dans des espaces qui ne sont pas prévus pour cet usage dans les plans d'occupation des sols : on peut notamment évoquer ici les bidonvilles s'agglomérant sous les ponts, le long des voies d'eau et de chemin de fer, ... une des images les plus frappantes à Jakarta, dont le nombre diminue pourtant régulièrement et dont la présence est beaucoup moins prégnante dans l'espace urbain qu'elle ne l'a été naguère. Il faut y ajouter les questions de bâti des logements et leur non-conformité aux règles de construction. D'autres dimensions contextuelles sont à prendre en compte, liées aux lois et réglementations foncières en place, qualifiées de contradictoires par Mercy Corps (2008) en plus des contraintes liées à une administration bureaucratique peu accessible et des coûts engendrés par la diversité des certificats.

Encadré 8 : Le continuum formel/informel du droit foncier

Ce long encadré appuyé par deux tableaux permet d'apporter quelques éléments de compréhension des réglementations foncières en place dans la métropole par leur contextualisation et leur classification. Le cadrage historique sera donc suivi par la présentation des administrations participant à la gestion des sols, des types de droits fonciers en œuvre et les pratiques qui en découlent marquées par un véritable continuum entre l'informel et le formel. Au-delà, l'enjeu est bien de montrer les inégalités d'accès à la sécurité de la tenure des urbains et identifier les formes de vulnérabilités associées.

Cadrage historique :

Le 24 septembre 1960, la loi agraire fondamentale (*Undang-Undang Pokok Agraria* – UUPA) a été promulguée afin de dissoudre le système législatif dual entre les lois coloniales et traditionnelles (*adat*, lois coutumières) et fournir un cadre légal englobant tout droit foncier géré par l'agence foncière nationale (BPN) créée par cette loi. La loi agraire a été pensée comme un instrument pour la réforme foncière et de la propriété : c'était le moyen d'exproprier des propriétaires privés au nom des droits des autorités locales et communautés traditionnelles. L'idée était de pouvoir convertir les droits informels des communautés indigènes (indonésienne, traditionnelles) en propriété de plein droit et d'uniformiser les pratiques que le régime colonial avait divisées.

Au-delà des certificats reconnus par BPN s'ajoutent pour une construction la nécessité d'obtenir un permis de principe (le premier niveau de contrôle et d'accord du gouvernement pour l'intention générale de construction, qui équivaut à un permis de construire sur le principe) et un permis de localisation assurant que la construction respecte le plan d'occupation des sols de la municipalité (c'est un document obligatoire pour l'obtention des prêts bancaires). Enfin il faut réaliser une étude d'impact environnemental pour obtenir le permis de construire final.

Concrètement, on ne peut que constater le maintien d'une situation complexe du fait de la coexistence des réglementations traditionnelles, coloniales et postindépendance : aujourd'hui, il y a plus de 2000 textes législatifs (lois, règlements et directives) relatifs à l'usage du sol (*Human Right Watch, Asia Division, Condemned Communities : Forced Evictions in Jakarta*, 2006).

Les acteurs officiels :

La gestion du sol en Indonésie est répartie en trois départements : le ministère des forêts qui supervise l'ensemble des terres forestières soit presque 70% du sol. BPN administre le reste mais sa mission est quasiment exclusivement consacrée aux espaces urbains ; BAPENAS a la responsabilité de la politique foncière globale. La loi de décentralisation (2001) a transféré la gestion foncière ordinaire aux gouvernements locaux, mais la Banque mondiale pointe que la répartition des compétences et des responsabilités est encore indéfinie et insuffisamment coordonnée (*Cities in Transition*, 2003).

La principale conséquence est le sous enregistrement des parcelles (seuls 21% des 80 millions de terrains estimés) et donc un manque de protection légale pour les 63 millions de parcelles non enregistrées (Banque mondiale, 2005, Land Policy, Management and Administration).

Le droit foncier informel comme norme

Ainsi, dans le contexte urbain, la majeure partie des titres d'occupation du sol ne sont pas reconnus officiellement et se retrouvent sous le *girik* ou le *garapan* ce qui implique que une grande partie des terrains reste en dehors de la planification urbaine officielle et des systèmes de contrôle des constructions. Ainsi, leur gestion revient à l'échelon le plus local impliquant des responsables peu ou pas formés sur ces questions : le chef du *kelurahan* et les élus de quartier et de voisinage (RT et

RW). La plus grande part de terres non enregistrée se concentre dans la municipalité de Jakarta Nord, suivie ensuite par Jakarta ouest.

Différents documents permettent cependant de prouver une présence sur une parcelle témoignant non d'une dualité entre le formel et l'informel, mais plutôt d'un continuum ou d'une gradation selon les preuves que chacun est en mesure de fournir. À ce sujet Michael Leon Leaf (1991) identifie 27 catégories qu'il regroupe en 3 ensembles (repris dans le tableau).

L'usage du *girik* et du *garapan* s'est perpétué car les Indonésiens n'ont eu que l'année 1969 pour faire transformer leur titre de propriété *girik* en certificat officiel en règle. Le manque de diffusion d'informations, les limites de l'éducation de toute la population et une administration structurellement corrompue dans ces années Suharto n'ont pas permis de régulariser tous les cas.

L'enregistrement et la certification des droits fonciers auprès de BPN nécessitent des procédures compliquées, longues et coûteuses. Les problèmes naissent souvent des multiples déclarations faites pour une seule parcelle (du fait de la concurrence antérieure entre les droits coloniaux et la loi agraire en plus de contradictions dans la documentation de la parcelle). Le processus d'enregistrement des sols à Jakarta nécessiterait 17 étapes et impliqueraient 18 agences gouvernementales différentes. Leur régularisation (ou formalisation) nécessite aussi de retrouver l'historique de la parcelle depuis 1947 (afin notamment de prouver qu'il n'y a pas deux propriétaires potentiels, ou plus). Il faut pouvoir fournir au moins cinq documents officiels. Toute la démarche demande deux à trois ans, d'après une étude menée par BPN en 2000.

Au total, apparaît une impossibilité de penser ou de s'appuyer sur un accès au foncier sécurisé¹⁹³ pour une large partie de la population urbaine, et cela participe évidemment à la mise en vulnérabilité des populations les plus fragiles.

Par conséquent, la plupart des urbains ne cherche pas à entreprendre une certification de leur occupation du sol via BPN et font valider localement (*kelurahan*) leurs droits (mais cette procédure ne donne pas accès à une propriété de plein droit)

En 1981, le gouvernement indonésien a lancé un projet foncier national (PRONA, *Proyek Operasi Nasional Agraria*) pour rendre le marché foncier plus efficace et équitable et dans le but de diminuer le nombre de conflits sociaux liés aux questions foncières. Les principaux objectifs portaient sur l'enregistrement massif des terrains, une éducation à la loi du peuple, la recherche des conflits fonciers et de leur résolution et un examen systématique des lois et régulations foncières. La Banque mondiale a financé le programme en 1995 avec une concentration sur Java. En pratique, ce programme a surtout servi à accorder à de gros propriétaires des certificats de propriétés établis par BPN à un moindre coût et à raccourcir les délais d'enregistrement.

D'après Leaf 1991, Simone 2014 et Texier 2009.

¹⁹³ Cette situation est ouvertement reconnue par les fonctionnaires de BPN au cours des entretiens réalisés durant l'été 2012.

Catégorie	Classification légale – terminologie indonésienne	Transcription	Description des termes et conditions
Droits enregistrés par BPN bénéficiant d'un certificat de titre. <i>Bersertifikat</i> Attribue un statut formel des droits fonciers dont les documents officiels font preuve.	<i>Hak Milik (HM)</i>	Droit de propriété	Ce titre donne au détenteur le droit d'utiliser le terrain y compris le sous-sol (eau et air inclus) tant que les ressources sont directement nécessaires à l'usage du sol. Droit garanti à perpétuité, transférable et transmissible, restreint aux citoyens indonésiens (sauf Banques d'État, associations coopératives et autres institutions sociales)
	<i>Hak Guna Bangunan (HGB)</i>	Permis / droit de construction	Le titre donne au détenteur le droit de posséder, de construire et d'occuper un bâtiment sur un terrain, qu'il soit public ou privé. Ce droit est transmissible (y compris par héritage) et peut être hypothéqué mais n'est acquis que pour une durée limitée (20 ou 30 ans), renouvelable une fois. Les entreprises doivent s'arranger pour éliminer toute autre occupation de la terre avant d'obtenir de l'État ce permis de construire. Ces droits sont donc octroyés préférentiellement sur les propriétés détenues par l'État.
	<i>Hak Pakai (HP)</i>	Droit d'usage	Ce droit d'usage peut être attribué à des particuliers ou à des organisations (y compris étrangers) pour une période limitée dans le temps (10 ans). Ce droit ne peut être transmis à une tierce personne sans l'autorisation du cédant (habituellement l'État).
	<i>Hak Guna Usaha (HGU)</i>	Droit de cultiver	Ce droit ne permet aucune construction sauf celles en lien avec les activités agricoles
	<i>Hak Pengelolaan (HPL)</i>	Droit de gestion	Droit spécifique pour les terrains à aménager attribué uniquement à des régions autonomes ou des organismes publics (notamment PERUMNAS, le groupement national des entreprises d'État (société publique) de l'habitat. Après que des unités individuelles sont construites, il est possible d'accorder des permis de construire ou d'usage (HGB ou HP) pour les acquéreurs, alors que les promoteurs conservent le droit de gestion pour les espaces communs et les installations communautaires.

Les droits ne sont pas enregistrés par BPN tant que l'on n'a pas fait preuve d'une déclaration, confirmée ensuite par un titre. Attribue un statut « quasi légal » des droits fonciers	<i>Girik</i>, ancien <i>Hak milik adat</i>	Droit de propriété traditionnel (coutumier) basé sur la loi coloniale avant la loi agraire (UUPA)	Ce droit dérive de la loi coloniale appliquée avant la loi agraire de 1960. Aujourd'hui ce titre attribue un statut presque légal de la propriété prouvée par une lettre fiscale (carte de taxe), mais ce statut n'est pas reconnu officiellement par BPN, sauf si un processus d'enregistrement a été entrepris. Originellement Le statut de ces terres de <i>bebas milik adat</i> signifie que le droit de propriété est équivalent à une propriété foncière libre : elle est totale, perpétuelle et librement aliénable entre individus. Les parcelles correspondant à ce statut sont celles considérées comme « terres d'État » sous la colonisation mais qui étaient utilisées par les particuliers indonésiens. L'absence d'un cadastre officiel implique que les seules preuves de propriété sont les récépissés de paiement de taxe (que doivent payer les occupants à l'État) qui indiquent la localisation de la parcelle et le nom de son occupant. Ces terres se sont pas encore reconnues et répertoriées dans le registre officiel de l'Agence foncière Nationale (BPN), le cadastre, de telle sorte que cette catégorie est officiellement considérée comme temporaire et transitionnelle, puisque le gouvernement a l'objectif à long terme d'enregistrer toutes les parcelles.
Les droits de propriété du sol ne sont pas reconnus. Pas de statut formel mais considéré comme « quasi-légal »	<i>Garapan</i> (Droit hérité associé au <i>Hak Tanah Usaha</i>, droit d'usage)	Comme le <i>girik</i> mais exclusivement applicable aux particuliers	Ce statut correspond à une occupation de terrain, hérité du droit d'exploitation accordé aux Indonésiens sur des terres de propriété occidentales (particuliers ou compagnes). Ce droit est le premier niveau de reconnaissance d'un droit foncier et permet à ce titre d'entreprendre une démarche de formalisation. En revanche, les titulaires du <i>Garapan</i> ne peuvent demander directement un enregistrement officiel de leur titre mais doivent d'abord faire une requête à l'État pour le renoncement à leurs droits sur le sol et que les services administratifs émettent un nouveau titre de propriété formel... ce qui arrive rarement.

Tableau 2 : Classification des droits fonciers en usage dans la métropole

NE PEUT ÊTRE UTILISÉ COMME GARANTIE			PEUT ÊTRE UTILISÉ COMME GARANTIE
PAS DE PREUVE ÉCRITE	DOCUMENTS INFORMELS	TITRES « PRESQUE FORMELS »	TITRE FONCIERS OFFICIELS (FORMELS)
Aucun droit ne peut être reconnu officiellement	Différents types de documents certifient d'une transaction, le plus souvent les accords de vente, mais ne peuvent pas être considérés comme une propriété de plein droit puisque ne peuvent être enregistrés par BPN	Procédure d'enregistrement formelle à réaliser auprès de BPN	Le terrain est légalement protégé par la loi agraire de 1960
Occupation du sol sans preuve ni document d'attestation de présence	Occupation avec une lettre du responsable local (RT/RW)	Propriété avec récépissé d'acquisition prouvée par une lettre attestant de la transaction avec témoins officiels (RT/RW)	Titre de propriété avec le certificat de BPN
	Occupation du sol avec récépissé d'acquisition	Titre de propriété avec le <i>Girik</i> certifié par une lettre officielle du <i>kelurahan</i> (appuyée sur présentation de preuves, récépissés, factures d'impôts, etc.)	Titre de propriété d'une acquisition avec un accord notarié appuyé sur n'importe quel type de formulaire officiel de BPN

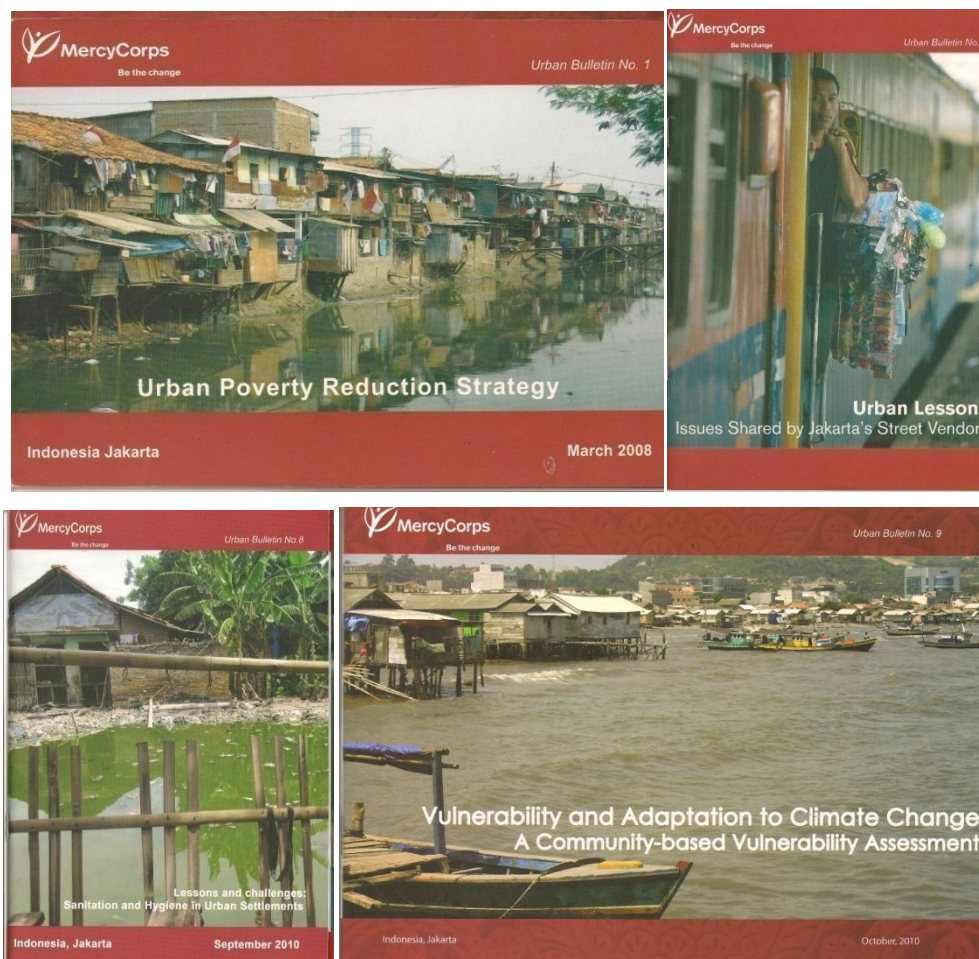


Tableau 3 : De l'informel au formel :
gradients d'accès au sol et à la sécurité des droits fonciers

○ **L'informalité assignée aux individus**

Les productions écrites, rapports et documents de synthèse, émises par les organisations internationales, bailleurs et ONG, s'appuient beaucoup sur le vocabulaire lié à l'informalité. Il apparaît dans leurs textes, mais aussi au cours des entretiens, que cette grille de lecture domine leurs analyses dans les espaces urbains et dans leur manière d'appréhender la pauvreté, que ce soient ses facteurs, ses modalités ou encore ses manifestations. C'est par conséquent un élément complexe à traiter du fait de la faible clarté de l'emploi de cette notion par les différents groupes stratégiques. L'informalité, à la fois cause et conséquence de la pauvreté est un des éléments les plus visibles de la pauvreté en ville lorsqu'elle est associée à certaines activités (dans les espaces publics comme la vente ambulante, certains modes de transports et un ensemble de services soutenant le fonctionnement urbain tel que le ramassage des déchets, l'aide à la régulation du

trafic) ou à certains espaces dont les constructions ou la localisation ne respectent manifestement pas les normes urbaines. Certaines images récurrentes en lien direct avec les représentations de l'informalité sont régulièrement exploitées comme symbolisant leur implication dans les programmes de réduction de la pauvreté. L'image suivante présente une série de représentations de la pauvreté tirées des rapports et des documents de diffusion de leurs opérations (couvertures).



Photographie 2 : Couvertures de quatre Urban Bulletin sur la pauvreté à Jakarta (Mercy Corps)

L'ouvrage *Nineteen* (2008), production de cette même ONG, des plus « actives » à Jakarta (ou du moins célèbre auprès des fonctionnaires municipaux à différents échelons et surtout auprès des bailleurs internationaux), est un ouvrage qui témoigne de cette perception d'une liaison intrinsèque entre pauvreté et informalité. Ce livre était exposé dans les bibliothèques des bureaux où ont eu lieu certains entretiens (au moins à trois endroits : à la Banque mondiale, USAid et UNDP). Il relate l'histoire de dix-neuf vendeurs ambulants présentés comme l'image typique du travailleur pauvre et de l'informalité dans les perceptions occidentales, et en particulier des ONG internationales). En effet, le vice-président de l'ONG affirme dès l'introduction que ces marchands « *dominent le paysage urbain* » et qu'ils sont les « icones et les

machines du secteur économique informel de Jakarta ».Sont repris ici certains stigmates de la pauvreté rendant invisibles (au moins dans la communication) les autres formes de la pauvreté, moins identifiables spatialement, et cela appuie l'idée qui sera développée dans le quatrième chapitre que l'attention la plus soutenue est surtout portée sur la pauvreté visible dans le paysage urbain.

Ce qui apparaît par ces images et dans les discours c'est l'assimilation des personnes concernées au statut du sol ou à son activité. Ainsi, « les informels » sont considérés comme tels du fait de leur lieu de vie ou de leurs moyens de subsistance et sont catégorisés comme un groupe spécifique qu'il s'agit de traiter en fonction de ce critère discriminant. S'impose donc une approche très duale de la société urbaine par les groupes stratégiques du fait de l'emploi de cette notion. Cela pose d'autant plus problème que le statut d'informalité assigné aux individus est une catégorie juridique à Jakarta et à Bekasi.

Cette pratique est liée à une conception historique dominante (qui s'appuie certes sur une réalité pendant la période post-indépendance) d'une pauvreté produite des migrations massives vers la ville.

Le mythe de l'invasion par les migrations rurales participant à la production de la pauvreté dans la ville a été fortement accentué par la mise en place de la politique de la « ville close » par le gouverneur de Jakarta, Ali Sadikin (de 1966 à 1976). A partir de 1970, l'accès à la ville a été fortement réglementé, instituant que la carte d'identité faisait office de carte de résidence. Cette carte donne le droit légal de vivre à tel ou tel endroit. La personne qui s'installe hors de son sous-district doit demander l'autorisation aux autorités locales et procéder à la demande officielle d'une carte temporaire ou d'une nouvelle carte selon son projet migratoire : Il faut pour cela réunir une lettre du chef de voisinage (RT) et de quartier (RW) de la zone de départ et d'accueil, l'ancien KTP, une lettre de déménagement issue des services administratifs de l'ancien lieu de résidence, une photo, un acte de naissance et de mariage (pour obtenir en même temps la carte de famille, *kartu keluarga*)¹⁹⁴. À l'époque de Sadikin, il fallait aussi pouvoir donner la preuve d'un emploi. La complexité de la bureaucratie et ses irrégularités institutionnalisées rendent le suivi de la procédure difficile pour des personnes déjà défavorisées. Chaque document administratif requiert un certain temps, et la seule lettre de départ du village d'origine nécessite un délai de 14 jours ouvrables officiellement, réclamant donc des allers-retours ou maintenant longtemps les demandeurs dans une situation transitoire ; il faut aussi prendre en compte l'obligation de revenir ultérieurement pour récupérer le document ou simplement pour pouvoir déposer le dossier. Et, si aujourd'hui

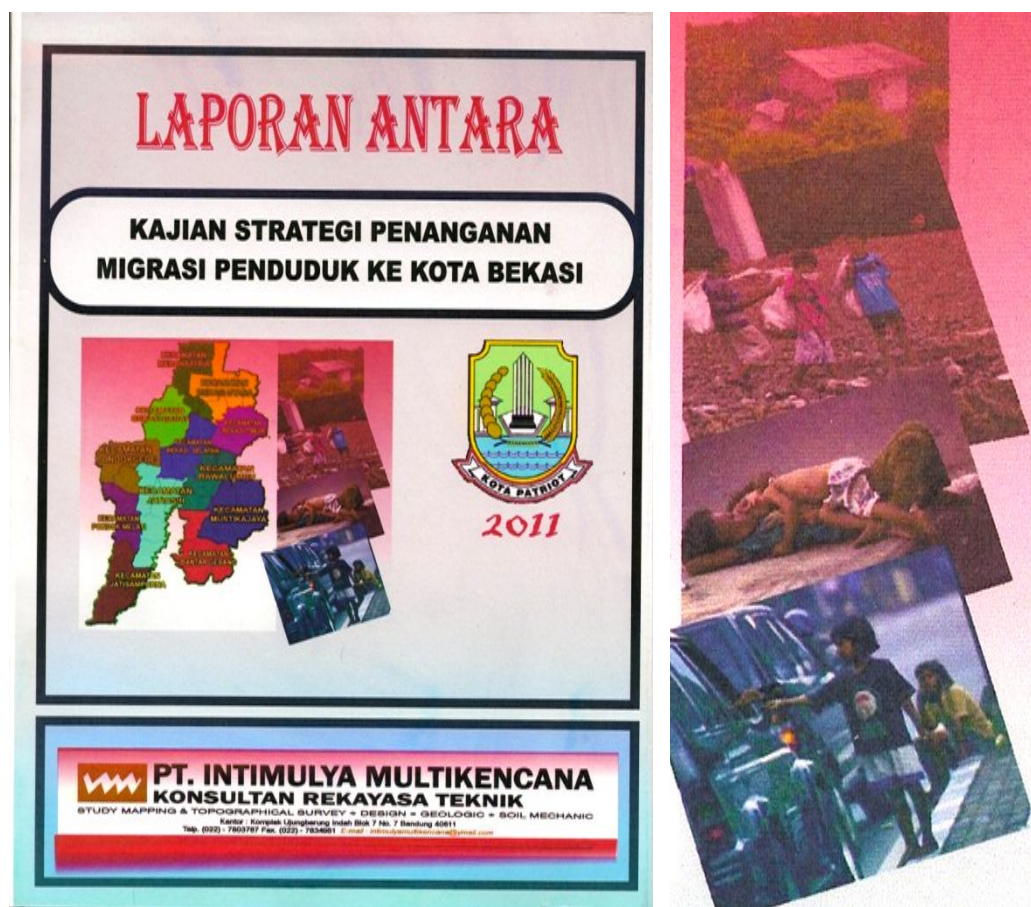
¹⁹⁴ Documents quasiment impossibles à obtenir si les personnes sont parties depuis longtemps de leur village, pour lesquels il faut parfois « récompenser le service » et ne sont donc pas accessibles pour les plus pauvres. Si leurs papiers sont périmés ou perdus, les tarifs varient, mais il faudra payer les démarches.

l'obtention d'un nouveau KTP est officiellement gratuite, les entretiens ont montré les difficultés rencontrées par les personnes concernées pour rassembler les sommes d'argent nécessaires à l'achat de ce papier officiel, les prix allant de 100 000 roupies à 600 000 selon les situations. Celles-ci renoncent donc aux démarches. De ces deux documents dépend pourtant l'accès potentiel aux aides sociales de l'État et de la ville.

C'est donc bien la question du droit à la ville (Lefebvre, 1969) qui est posée ici, comme valeur d'usage : la citoyenneté officielle et reconnue (via la carte de résidence) permet, au-delà d'une légitimité, d'obtenir des droits. La production de la différenciation entre les urbains par leur statut organise ainsi la relégation d'une partie de la population tant de la vie politique (vote et élections des chefs de voisinage et de quartier) que des systèmes institutionnels d'aides sociales (aide alimentaire, école et soins médicaux gratuits). Mais cela touche aussi les services urbains. Afin de ne pas entretenir ou encourager les migrations, les pouvoirs publics interdisent l'aide aux personnes sans KTP ou vivant dans les espaces informels. Pour pouvoir bénéficier des programmes d'extension du réseau d'eau, ou d'aide à un assainissement individuel, le KTP est incontournable, mais il faut aussi posséder le logement et la parcelle de manière légale.

Cette politique de la ville close a formalisé une différenciation entre les citoyens par l'espace en l'institutionnalisant par la carte d'identité (KTP, *Kartu Tanda Penduduk*). Bien que la capitale ne soit plus « fermée », la loi maintient une différence de statut entre le résident officiel et accepté administrativement par Jakarta et les autres, qualifiés d'« informels ». Cette migration perturbant la ville et ses résidents reste une perception prégnante, comme en témoignent les entretiens conduits tant auprès des fonctionnaires municipaux de Jakarta et de Bekasi que des agents des ONG internationales : les migrants issus du monde rural viendraient à Jakarta avec leurs familles du fait des nombreuses opportunités d'emploi mais sans compétences particulières ni atouts économiquement valorisables, ce qui les maintiendrait dans un cycle de pauvreté. En pratique, ces populations sont cantonnées à des métiers précaires et sans protection sociale (collecte de déchets, vente ambulante,...) permettant la reproduction de l'exploitation capitaliste. Cet héritage d'une politique publique structurante et la perpétuation des inégalités dans l'espace urbain alimentent les représentations négatives à l'endroit des pauvres.

D'après les discours des agents des pouvoirs politiques locaux, les migrants ruraux choisiraient de rester pauvres afin de bénéficier de la compassion des plus aisés et par refus d'investir pour leur place dans la ville. La valorisation de leur position de dominé ou d'infériorisé leur permettrait de profiter de la générosité des urbains (grâce au modèle de redistribution musulman, la *Zakat*). On observe ainsi une construction sociale et culturelle de la différence entre Jakartanais et migrants par l'administration, reprise par un grand nombre d'organismes d'aide.



Photographie 3 : Couverture et zoom d'un rapport sur la migration vers la ville de Bekasi¹⁹⁵

La couverture d'un rapport portant sur la migration commandé par la municipalité de Bekasi à une entreprise de consultants résume bien ces perceptions : une maison non permanente en bambou et tôle construite sur un « modèle rural », trois enfants collecteurs de déchets, une mère et son enfant endormis sur un trottoir, et deux petites filles mendiant auprès de 4x4 aux vitres teintées. Ainsi, la pauvreté qu'il faut gérer dans la ville ne serait pas une pauvreté produite par celle-ci mais importée du monde rural ; ces personnes ne seraient pas adaptables à la vie urbaine. Ces relations inégalitaires participent à la reproduction de la pauvreté dans la ville en maintenant les dominés dans une position de relégation et en leur refusant la qualification de citoyens. Les entretiens auprès de techniciens de la ville font apparaître l'idée que les populations considérées comme pauvres ne chercheraient pas à améliorer leur habitat ou à chercher un emploi fixe : leur faible intérêt pour l'environnement urbain les inviterait à le polluer en ne gérant pas leurs déchets ou leur assainissement. Ils sont

¹⁹⁵ Traduction : Rapport interne. « Étude stratégique pour la gestion de la migration vers la ville de Bekasi », réalisé par une entreprise de consultants en ingénierie. La qualité des images est liée à la couverture originale du rapport déjà marquée par ces teintes.

ainsi désignés comme parmi les principaux responsables des pollutions urbaines. Ces faits témoigneraient de leur volonté de ne pas s'insérer dans la société ou dans l'espace urbain.

Ces principes de sélection de l'aide sont imposés par l'ensemble des acteurs, refusant de remettre en cause le choix politique de la municipalité d'exclure ces populations fragilisées de tout programme dans la réduction de la pauvreté : au nom de la pérennité de leur action, ils assument le choix de ne pas travailler avec les informels/illégaux, que la municipalité pourrait faire déguerpir à tout moment. Une situation foncière non stable ou au statut non identifiable clairement est d'office exclue du projet.

On observe ainsi un appui des inégalités sociales et spatiales liées à l'accès aux services urbains ou au statut d'informalité d'un individu par les règlements et orientations des politiques urbaines. Le maintien organisé dans la précarité d'une partie de la population permet la reproduction de rapports sociaux inégalitaires entre les urbains (entre les migrants et les urbains anciennement installés en ville). Ces politiques sociales exclusives appuyées sur l'espace peuvent dès lors être qualifiées d'injustes puisqu'elles ne visent pas l'équité entre les individus.

Au total, la notion d'informalité recouvre bien des réalités (Steck et Azaïs, 2010) et nombre de situations dans un contexte urbain complexe où la production des normes participe à la catégorisation des personnes et des espaces. Activité, sol, bâti, individu... la multiplicité des usages du statut d'informel rend l'emploi de cette notion difficile car les personnes rencontrées sur le terrain n'explicitent jamais le contexte dans lequel ils l'utilisent. En revanche, il apparaît que la production des normes, produites par les pouvoirs publics principalement, visent à régir les pratiques mais aussi constructions, activités et occupation des sols afin de les « normaliser », de les « moderniser ». Mais la production de ces normes érigées en lois conduit à la criminalisation des populations informelles (qu'importe le domaine où l'informalité s'exprime) et à leur stigmatisation comme non conformes dans ou à la vie urbaine/moderne.

Stigmate, stigmatisation et discrimination

La prise en compte des espaces en marge questionne la production des normes : par qui, pourquoi et par quels moyens ? Sans que le phénomène soit explicitement assimilé à une déviance, la gestion de la pauvreté a souvent été semblable au traitement de la déviance dans les sociétés. Ainsi, plus qu'un phénomène social, la gestion de la pauvreté interroge les pratiques individuelles et les comportements, par rapport aux normes établies. Cette proposition pour appréhender la manière dont est saisie la pauvreté dans l'espace urbain s'appuie sur la notion de « stigmate » élaborée par Erving Goffman (1963) et ses récupérations et enrichissements ultérieurs (Link et Phelan, 2001, traduit par Jacquin). L'enjeu est de comprendre le rôle que

jouent les différences humaines dans la hiérarchisation sociale. Les attributs (ou étiquettes¹⁹⁶), qu'ils soient individuels ou collectifs, sociaux ou spatiaux participent à la production de catégories et parfois à la stigmatisation et à la discrimination des individus du fait de leurs stigmates. De fait, la production de normes permet d'identifier des caractéristiques indésirables apposées aux personnes qui participent à la construction de stéréotypes et à une séparation voire une distinction entre les individus permettant la production d'une altérité et limitant leur intégration dans une société. En lien avec les processus abordés de marginalisation et de fragmentation, il est nécessaire de comprendre les éléments qui motivent ou expliquent une mise en périphérie ou en isolement d'une partie de la population et les effets de lieux associés à ces « espaces de la pauvreté ». En effet, les « marqueurs de la différence sociale » peuvent s'ancrer dans/sur l'espace et dans/sur les corps permettant de qualifier un espace ou une personne de pauvre ou non. Cette désignation associée à certains attributs ou certaines images peut avoir d'importantes conséquences sur la manière dont va être traitée la personne ou gérée la situation. La justification construite à partir des caractéristiques indésirables permet de dévaluer, rejeter ou exclure les personnes étiquetées par ces caractéristiques autorisant une perte de statut et des formes de discrimination. L'appréhension de la pauvreté comme rapport social interroge directement les interactions existantes dans la société étudiée qui vont identifier des individus comme pauvres : le traitement de personnes ou d'espaces en conséquence permet en théorie de mettre en place des moyens pour réduire leur situation de pauvreté ou la gérer pour la rendre plus acceptable, mais l'étiquetage négatif et les stéréotypes qui leur sont apposés participent aussi à leur abaissement dans une hiérarchie de statuts.

La personne est reliée à des signes distinctifs péjoratifs, ce qui réduit son statut aux yeux de ceux qui la stigmatisent, sachant que le fait d'avoir un statut dévalorisé dans la société peut conduire à des formes concrètes d'inégalité. Cela constitue une situation de pouvoir qui permet aux composants du stigmate de se déployer dans la ville. Des espaces connaissent les mêmes processus d'identification produisant des effets de lieux sensibles, constitutifs des hiérarchies construites dans l'espace urbain. De plus, la qualification d'un espace comme « pauvre » est liée en plus de données statistiques spatialisées (comme la répartition des niveaux de revenus) à des aspects matériels et physiques observables dans l'espace. Une des principales méthodes de sélection dans les critères de définition de la pauvreté en Indonésie s'appuie sur le type de sol et de murs du logement ainsi que sa superficie. De fait, il apparaît dans de nombreuses études

¹⁹⁶ « Parce que les différences humaines sont sélectionnées par leur importance, nous avons choisi d'utiliser le mot « étiquette » plutôt que « attribut », « condition » ou « marque ». Chacun de ces termes-ci localise la chose qui est visée dans la personne stigmatisée et risque d'obscurcir que son identification et son élection comme signification sociale est le produit de processus sociaux. En revanche, une étiquette est quelque chose qui est apposée. » (Link et Phelan, 2001, traduit par Jacquin, p. 8).

portant sur les inégalités que les caractéristiques des territoires peuvent jouer un rôle actif dans le développement ou le maintien de situations de précarité, d'exclusion et de pauvreté.

Il est essentiel de voir comment ces notions sont traitées par les institutions et acteurs dominants : instaurant un rapport de domination, l'informalité, ses formes et ses images deviennent des sortes de stigmates (Goffmann, 1975).

La notion de marge permet donc de montrer en quoi la compréhension duale de la société par plusieurs groupes stratégiques dominants contribue à l'élaboration de catégories discriminantes et sélectives qui ont des conséquences sur les modalités de mise en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté (voir chapitre 4 pour une analyse plus détaillée). Il s'agit donc de voir en quoi cette notion permet d'identifier dans quelle catégorie sont insérés les différents espaces de la pauvreté participant ainsi à la production de rapports sociaux inégalitaires. Ces caractérisations dualistes opposant le formel à l'informel mettent en avant l'idée d'un monde divisé en deux catégories (avec reconnaissance parfois de certaines formes de franchissement). Cela revient à identifier une norme sociale dominante qui rejette l'autre au-delà d'une frontière qui se dessine sans cesse (Fassin, 1996). Cette conception manichéenne manque de pertinence dans des contextes où les imbrications socio-économiques sont extrêmement fortes et concernent l'ensemble des acteurs, institutionnels ou non, acteurs plus ou moins légitimes, qui agissent en dehors ou aux limites de la légalité. Parfois c'est bien la marge qui peut être majoritaire. Ainsi, il faut prendre en considération que le formel n'est pas plus représentatif de la réalité de ces villes que l'informel, les deux faisant l'objet de divers gradients et faisant système (Pujol, 2010). L'enjeu est plus de parvenir, malgré ce vocabulaire imposant un dualisme, à présenter la continuité du monde social comme une réalité discontinue (Fassin, 1996) : les habitants des marges ne font pas partie d'une « autre ville », ni d'un « autre monde » mais souffrent davantage d'une citoyenneté illégitime ou peu légitimée.

❖ Des espaces de l'assistance

Qualifier des espaces de « pauvres » est la première étape permettant et justifiant une intervention en direction de cet espace ou des populations qui y résident. La détermination de ces territoires est issue de différents organismes capables de produire des politiques ou des aides afin de réduire la pauvreté ou son incidence. Il s'agit ainsi d'identifier quels espaces à Jakarta font l'objet d'une assistance spécifique légitimée par leur statut de pauvreté et de quel type d'aides ils peuvent bénéficier. Selon les acteurs en charge de la gestion de la pauvreté (internationaux, gouvernementaux, locaux, individus indépendants) et leurs objectifs, différents espaces sont à mettre en évidence.

Ainsi, plusieurs catégories peuvent être repérées dès à présent : les espaces créés pour répondre à un besoin ou à une caractéristique de la pauvreté (comme le logement) ; des espaces gérés ponctuellement ou suivant des temporalités variées afin de réduire certains aspects de la pauvreté par l'action et l'intervention sur des caractéristiques du lieu (équipement, accès aux services publics, amélioration des conditions environnementales et physiques) ; des espaces qui légitiment la démarche d'assistance de certains acteurs. Sont compris ici tous les espaces dont l'image est associée à l'expression de la pauvreté dans la ville qui justifient la nécessité d'une intervention extérieure (qu'elle soit étrangère ou non). La seule évocation ou vue de ces espaces (directe ou via des représentations) associée à certaines terminologies (bidonville, logement social, taudis, ...) permet l'émission d'aides, de subventions et de charités. Certains stigmates de la pauvreté urbaine sont ainsi explicitement visés comme les formes et marques d'informalité témoin d'une sorte de « bidonvilisation » et signes d'une forte précarité en certains lieux. C'est pourquoi les perceptions des pauvres et de la pauvreté font partie des critères à prendre en compte.

Ces espaces sont souvent mis en valeur par les acteurs afin de montrer leur rôle dans la lutte contre la grande pauvreté et leur capacité à traiter des situations locales complexes. De même, le gouvernement cherche à promouvoir l'image de croissance économique afin d'appuyer le développement de la métropole et du pays, et la résorption ou la diminution de ces périmètres participe à leur politique plus globale. C'est donc dans ce cadre que seront évoquées les différentes opérations menées à Jabodetabek liées au traitement de la pauvreté dans la ville

❖ Des formes aux représentations

La diversité des formes du bâti lié au phénomène de pauvreté est très importante. Il s'agit ici de montrer que la pauvreté dépasse les images des constructions agglomérées à proximité des voies d'eaux polluées de Jakarta (même si elles en sont un des aspects). Les espaces de la pauvreté sont donc aussi touchés par une diversité des types d'habitat, impliquant des morphologies urbaines produisant des représentations, influençant certaines pratiques et témoignant de politiques urbaines spécifiques (ou de leur absence).

Matériaux, organisation spatiale, environnement et localisation, tous ces éléments permettent d'identifier les modalités de production et/ou de création de ces espaces urbains, leur période de construction et contribuent à saisir les conditions de vie des résidents. En effet, alors que certains quartiers sont hérités de l'époque coloniale, dont les formes ont été localement reproduites ensuite, certains programmes urbains ont initié de nouvelles formes urbaines en réponse notamment à la vaste expansion urbaine et densification à partir des années 1970.

Si la variable de densité est une constante dans l'appréhension des conditions de vie dans les espaces de la pauvreté en ville, celle-ci prend des formes extrêmement variées selon le type d'espace concerné. La taille des logements est aussi très variable et interroge la notion de surpopulation dans ces lieux. En effet, le « surpeuplement » est un indicateur privilégié des conditions d'insalubrité d'un logement, mêlant étroitement les problématiques du bâti et de la population (Fijalkow, 2013).

De même, il s'agit de bien mettre en évidence le contexte dans lequel ces critères sont utilisés : localement, le seuil administratif qui différencie les logements à destination des ménages à bas revenus des autres est la surface de 21 mètres carrés¹⁹⁷. Toutes les constructions récentes de logements sociaux en bâtiments collectifs ne proposent pas de logements plus grands ; les logements en dessous de ce seuil bénéficient aussi de tarifs subventionnés pour l'accès aux services fondamentaux, en particulier pour l'eau du réseau ; certaines aides pour l'amélioration de l'habitat peuvent être soumises à ce critère de surface.

Les logements considérés comme pauvres regroupent tous ceux sous ce seuil car tout ménage composé d'un couple avec un enfant (ou deux, norme promue par le planning familial) bénéficie de moins de huit mètres carrés par personne (critère formel de pauvreté identifié dans les définitions de l'agence de statistiques). Ainsi, la création de nouveaux logements liés aux programmes de réduction de la pauvreté ne permet pas de sortir les bénéficiaires de ce critère.

Les logements sociaux collectifs se présentent souvent comme plusieurs blocs de quatre à six étages concentrés à l'intérieur d'un périmètre restreint et clairement délimité (souvent par des barrières et des murs) par rapport aux quartiers environnants. Dans la plupart des cas, une vaste cour bétonnée fait office d'espace commun, plus ou moins agrémentée de quelques arbres. Construits à l'aide de matériaux « modernes » (parpaings et ciment), les bâtiments bénéficient de peu d'agréments, avec une peinture de mauvaise qualité qui se dégrade rapidement.

À ce type d'espaces s'ajoutent les quartiers résidentiels traditionnels. Tout en ayant une « apparence » de désorganisation, du fait de l'absence de planification, ces ensembles de logements bas (un à deux étages) et serrés connaissent une hiérarchisation spatiale interne forte, notamment en fonction des espaces communs et de circulation (Budiarto, 2013). Ces quartiers, dont le statut foncier est variable, sont souvent hors des normes de constructions et sont ceux qui détiennent les plus fortes densités comme à Johar Baru (49 819 hab/km²) ou encore à Senen (presque 25 000 hab/km²). Les matériaux utilisés peuvent être de qualité médiocre, pas nécessairement en dur, et témoignent de leur histoire profondément liées aux besoins en logement pendant les périodes d'urbanisation rapide. L'intérieur des maisons (type de mur et de sol) est un autre critère utilisé pour appréhender le niveau de vie des habitants. Le

¹⁹⁷ Dans le contexte occidental, ce seuil serait manifestement assimilé à une surpopulation du logement (discussions au cours des ateliers du ReHaL).

plus souvent, on peut observer un gradient de densité selon la localisation de ces espaces résidentiels. Dans les zones plus anciennement urbanisées, les densités peuvent être beaucoup plus élevées que dans certains quartiers plus périphériques. Ainsi il s'agit de ne pas prendre en compte seulement le logement en lui-même mais de penser aussi ces espaces avec leur environnement à plusieurs échelles : le voisinage immédiat correspond globalement aux bâtiments résidentiels contenant les logements, caractérisés par une architecture, une typomorphologie et une densité particulières ; l'entourage proche permet d'évoquer les abords de ces bâtiments selon l'occupation du sol, un paysage et un tissu urbain spécifiques ; enfin, il s'agit de positionner chaque bâtiment au sein de l'aire urbaine dans son ensemble, et notamment d'évaluer la distance et son niveau d'accessibilité aux aménités centrales ainsi qu'aux commerces et aux services de proximité.

La prise en compte des formes résidentielles interroge aussi les possibilités de choix résidentiels des individus auxquels sont reliés des éléments plus subjectifs des représentations associées à certains types de logements ou de quartiers. Ainsi, les aménités urbaines, le réseau social et la dimension économique d'un lieu et de ses environs participent aux perceptions à l'endroit des espaces de la pauvreté.

Des situations beaucoup plus précaires sont à relever dans des zones où les logements font pour la majorité trois à quatre mètres carrés, voire moins. Les constructions en aggloméré, cartons et tôles sont les plus solides par rapports aux abris de fortune composés de quelques morceaux de bois qui retiennent une bâche (parfois repliée pendant la journée). Selon la localisation, la densité varie fortement. Ces barraquements peuvent se concentrer dans quelques interstices de l'espace urbain, dans les zones qui ne permettent en théorie pas de constructions (le long des voies de chemin de fer, des voies d'eau ou des autoroutes), dans des espaces en vacance de manière plus ou moins temporaires. Il apparaît souvent que les zones bâties en ces lieux sont concentrées dans un coin et n'occupent pas nécessairement tout l'espace, favorisant localement de plus fortes densités.

❖ La notion de vulnérabilité pour appréhender la pauvreté dans un contexte en mutations rapides

Le terme est issu surtout de la géographie environnementale et des risques pour évoquer des espaces ou des populations potentiellement exposés à un danger. Il s'agit aussi de qualifier une surexposition à un risque et impossibilité ou la probabilité de ne pas pouvoir s'en protéger. Hélène Thomas (2010) précise aussi que la notion a été élaborée dans les études sociales en référence à la pauvreté et l'exclusion (Roy, 2008 ; Soulet, 2008) en la positionnant par rapport à l'intégration en tant que « zone intermédiaire, instable, qui conjugue la précarité [...] et la

fragilité des supports de proximité » au sein de laquelle les individus sont « *en situation de flottaison* » (Castel, 1995, p. 17).

L'intérêt de son usage est de s'appuyer sur son étymologie (qui « peut être blessé ») en insistant sur sa caractéristique de potentialité, « *qui oblige à interroger tant les conditions de possibilité de cette potentialité (le risque structurel d'être blessé) que les conditions de réalisation de celle-ci (le fait d'être effectivement blessé)* » (Soulet, 2005, p. 24). Ainsi, plusieurs types de vulnérabilité s'imposent dans les champs de recherche, vulnérabilité sociale certes, mais aussi environnementale (face à un risque spécifique comme les inondations (Texier, 2009) ou les incendies (Tadié, 2012) dans le contexte urbain où l'on se situe) et la vulnérabilité résidentielle¹⁹⁸ (qui revient sur les fragilités (variées) de l'habitat et du foncier qui ont un impact direct sur ses occupants. (Fijalkow, 2013 ; Deboulet, 2012) sur laquelle je ferai particulièrement référence.

Le contexte est un élément essentiel à déterminer pour identifier s'il contribue à la situation d'incertitude. Ainsi, il s'agira aussi de voir si les populations de l'espace étudié sont vulnérables (un fait) à cause de leur statut ou d'un aléa clairement identifié ou vulnérabilisées (une potentialité) du fait d'un rapport de force ou d'une situation de tension. L'enjeu est ici de mettre en évidence « *des processus sociaux ou des interactions sociales qui rendent les personnes vulnérables ou qui les inscrivent dans une situation, un contexte, un processus de vulnérabilité* » (Roy, 2008). La situation métropolitaine en rapide restructuration depuis plusieurs décennies maintenant, liée à l'évolution de l'organisation spatiale de l'aire urbaine en particulier de l'importance des (grands) projets urbains, implique pour une part conséquente de la population urbaine un faible ancrage spatial et une multiplicité des mobilités contraintes plaçant une partie des individus en situation de précarité, mais aussi renforçant la vulnérabilité de ménages déjà précaires.

La vulnérabilité résidentielle désigne un mécanisme de fragilisation intimement associé aux risques économiques, sociaux et environnementaux dont certains ont été identifiés par l'analyse statistique. Agnès Deboulet (2012) propose une synthèse de cette notion : son objectif est de chercher à dépasser une unique approche par les bidonvilles en prenant en compte la qualité ou le statut de l'habitat. En effet, cela permet aussi d'appréhender une diversité de situations questionnant le marché du logement (fonctionnement, prix fonciers, accessibilité) et les divers facteurs pénalisants produits par cette vulnérabilité. De plus, la notion permet d'introduire une plus grande nuance intégrant le fait que les quartiers auto-produits ne sont pas

¹⁹⁸ L'emploi de cette notion est inspiré des travaux, échanges et réflexions menés au sein de l'atelier du ReHaL (Réseau Habitat Logement) du même nom. L'insertion dans ce groupe de travail m'a permis d'appréhender la question au-delà du « mal-logement » et de contribuer à la proposition d'un concept opératoire pour saisir des formes de précarité en lien avec les trajectoires urbaines métropolitaines d'un espace sous tension car disposant d'une offre insuffisante et des trajectoires d'habitants dans leur diversité.

homogènes socialement. Enfin, il faut interroger les « trajectoires de quartier » accompagnant les mobilités sociales et résidentielles très contrastées. Ainsi, la notion de vulnérabilité résidentielle permet d'aborder les conséquences des croisements de plusieurs trajectoires : des trajectoires de lieux et d'habitants dans un contexte urbain tendu qu'est la métropole de Jakarta. Il s'agit alors d'identifier les éléments de précarisation qui touchent ces espaces de la pauvreté : la question foncière joue évidemment, mais aussi les facteurs de dangerosité des logements (en particulier leur insalubrité) : ainsi, il n'y a pas que la fragilité matérielle qui est à prendre en compte (l'habitat) mais aussi la fragilité des populations observable à partir de leurs parcours.

L'insécurité de l'accès au sol et à la tenure est source de multiples possibilités de fragilités, que ce soit le sous-équipement, voire la privation de services de base du fait de l'absence de reconnaissance par l'État. Ainsi, l'habitat précaire est marqué par diverses formes d'insécurités résidentielles liées au statut foncier, mais aussi à la fragilité du bâti et aux assimilations à de l'illégalisme ou de l'illégalité (quel niveau de risque juridique, social, politique ou encore sanitaire est identifiable ?) : il faut donc croiser les situations locales et personnelles avec le contexte macro-économique et les politiques du logement mises en œuvre (répression, sanction, ou alors ressources et opportunités). À partir de là, certain.e.s chercheur.e.s identifient à partir de la combinaison de ces éléments (tenure foncière, production du sol à bâtir, niveaux de légalité, urbanité et reconnaissance, types d'intervention), la gradation des formes de vulnérabilité touchant les lieux de résidence (Deboulet, 2012).

À cela s'ajoutent les probabilités de « délogement » plus ou moins violent, liées à une large gamme de facteurs, depuis les risques « naturels » comme les inondations aux pratiques de violences légitimées par l'État : la création d'une « politique du risque » justifie un recours croissant à la normalisation et à l'éviction.

Argument récurrent justifiant la nécessité d'une intervention extérieure, les logements et quartiers concernés par l'insalubrité sont plus souvent exposés à une démolition ou déguerpissement. De fait, comment affirmer que des personnes peuvent rester vivre à moins de 50 cm des rails à proximité d'une des plus grandes gares de la métropole ! Même si cela recouvre des réalités socio-spatiales variées et des conditions d'habitation à différencier (matériaux précaire, absence d'équipement, sur-occupation, conditions indignes, la thématique de la modernisation est souvent invoquée participant à la « dévalorisation symbolique du tissu urbain et du tissu social paupérisés (...) [et] dégradés (socialement aussi)(...) » (Deboulet, 2012, p. 4). L'objectif ici est d'identifier le projet social et politique que l'on peut apercevoir via le vocabulaire¹⁹⁹ employé et/ou les méthodes qui participent à la production d'une (de) vulnérabilité(s).

¹⁹⁹ Les squatteurs sont considérés comme des intrus ; la politique de *slum clearance* est dénoncée par Véronique Dupont (2011) comme outil pour un nettoyage social... tout comme à Jakarta où l'organisation

La forme seule ne suffit donc pas pour caractériser la précarité de l'habitat ou le mal-logement tout comme la seule notion d' « informalité urbaine ». Il faut prendre en compte les facteurs politiques autant que les comportements des habitants et les filières productrices de logements pour appréhender cette idée de vulnérabilité résidentielle. Celle-ci permet donc de croiser les situations de vulnérabilité liées aux populations (âge, position dans le cycle de vie, situation sur le marché de l'emploi, familiale et migratoire), aux lieux (ancienneté du parc de logement et modalités de dégradation du bâti) et au contexte d'un marché tendu et en restructuration rapide (du fait des projets urbains et de la diversification des formes de centralités) (Fijalkow, 2013).

Une série de critères a été définie ici, de manière théorique afin de qualifier et délimiter clairement leur usage. Les notions de marge (et surtout de sa dimension spatiale), d'informalité lié à la stigmatisation de lieux, de personnes et d'activités, mais aussi d'assistance et le rapport social qui en découle, de morphologie et de la vulnérabilité résidentielle se combinent différemment. Cela fait apparaître une diversité de types d'espaces marqués par la pauvreté en interrogeant leur production et leur gestion.

3.2.2. Mise en évidence d'une typologie des espaces de la pauvreté

Les différents critères présentés permettent d'élaborer une typologie des espaces de la pauvreté à Jakarta. Ce n'est pas une proposition généralisable : celle-ci s'inscrit profondément dans le contexte local de l'aire métropolitaine au moment de mon travail de terrain. En effet, l'objectif est de présenter ici les situations observées pour y insérer les lieux d'enquête.

Une autre limite de la typologie est à souligner : la volonté de mettre en catégorie des contextes divers doit nécessairement être nuancée puisque dans un seul espace plusieurs situations peuvent être rencontrées. Le terrain, les contraintes des vies quotidiennes et la complexité du réel évidemment font apparaître des formes d'hybridité, des proximités et une variété importante de degrés qu'il ne s'agit pas de masquer par la typologie et qui seront analysés au travers des enquêtes de terrain. En revanche, l'intérêt de s'appuyer sur cette démarche est la possibilité prudente de croiser quelques cas particuliers en montrant en quoi ils peuvent faire écho à d'autres contextes.

Ainsi, trois principaux types d'espaces peuvent être identifiés tout en ayant des nuances internes et/ou des sous-types qu'il s'agit d'exposer aussi.

❖ Des « espaces pauvres » comme espaces de l'assistance :

Des aides conditionnées aux espaces cibles

Le premier ensemble identifiable regroupe différents critères qui permettent de les qualifier de pauvres, certes, mais aussi de les rassembler sous un même libellé d'« espaces de l'assistance ». Ce sont des lieux considérés comme pauvres car ils concentrent les aides et politiques mises en place pour la réduction de la pauvreté, en particulier les actions sur l'espace. Leur inscription spatiale dans la ville est durable, même s'ils diffèrent fortement dans leur morphologie : il s'agit des *kampung* dégradés et des logements collectifs sociaux. Ces espaces peuvent être considérés comme intégrés à l'espace urbain, car, même s'ils sont principalement localisés en périphérie des fortes centralités et connaissent une répartition assez diffuse, ils bénéficient d'un accès au marché du travail et aux services publics relativement sécurisé. En effet, même si la présence d'activités informelles peut être relevée, une part importante de la population est officiellement reconnue par les pouvoirs municipaux (KTP), ou alors il s'avère que l'occupation du sol est suffisamment ancienne et qualifiée de « permanente » pour limiter la menace d'une éviction violente et sans compensation.

L'insertion dans une même catégorie de ces deux formes d'espaces se justifie d'abord par leur perception comme « logement des pauvres » car ils accueillent une population officiellement reconnue comme pauvre et bénéficient d'aides visant en particulier leur morphologie, ou plus précisément favorisant une mise en ordre et une mise aux normes à l'échelle du quartier et à l'échelle du logement. Les principaux programmes à souligner sont donc les opérations de réhabilitation des espaces communs (*Kampung Improvement Program* (KIP) puis PNPM) et des espaces individuels visant les logements tels que le programme *kampung deret*²⁰⁰ ainsi que la création des logements sociaux collectifs (verticalisation et modernisation des espaces urbains). Les programmes de réduction de la pauvreté contribuent dans ces cas à la formalisation et à la normalisation de ces lieux selon les critères émis par les instances gouvernementales (le principal acteur de la création ou de la transformation de ces espaces est notamment le Ministère des Travaux Publics et l'agence pour le logement) dans leur apparence mais aussi dans les pratiques. De fait, ces différents programmes comportent une dimension médiatique (mille tours à Jakarta pour le logement des pauvres, image des rénovations de façades, ...) témoignant de la modernisation de la ville et du rôle initiateur des pouvoirs locaux.

Avec cette notion de modernisation, on peut constater en lien avec ces programmes urbains, l'introduction de formes urbaines qui invitent au changement des pratiques quotidiennes. En effet, le *kampung deret* a parfois comme application l'élargissement de la chaussée ou le réalignement des façades (avancées souvent du fait des activités économiques locales comme la création d'une petite boutique de vente au détail (*toko*) ou d'un lieu de restauration (sur place ou à emporter) (*warung*). Dans le cas des *rumah susun* (logements sociaux collectifs), il s'agit notamment de l'imposition d'une séparation entre le domicile et le lieu de travail avec le choix (dans les plans au moins) de consacrer les espaces du rez-de-chaussée aux locaux d'activités économiques et d'interdire (au moins formellement dans les règlements officiels des espaces communs) ce type d'installations dans les étages au niveau des logements.

En revanche, il est nécessaire aussi de différencier dans cette catégorie les *kampung* des logements sociaux. En termes morphologiques, ces espaces sont nettement différents ce qui implique des pratiques spatiales et des modalités d'ancrages distincts.

²⁰⁰ *Kampung deret* est l'expression consacrée à la communication, mais la formulation n'est pas présente dans le texte officiel (décret provincial de DKI). Il s'agit de l'« aide à l'amélioration des logements dans les quartiers d'habitat pauvre par l'aménagement des *kampung* » (*Pergub DKI Jakarta nomor 64 Tahun 2013 tentang Bantuan Perbaikan Rumah di Permukiman Kumuh Melalui Penataan Kampung*).

Les kampung : des espaces de l'assistance à long terme

Les *kampung* sont des types de quartiers urbains, parfois très anciens, profondément liés à l'histoire de la ville et à ses formes d'urbanisation. Leur répartition s'étend sur la quasi-totalité des espaces urbanisés de Jabodetabek. Il s'agit majoritairement d'ensembles de maisons basses (un à deux étages) au bâti plus ou moins dense (notamment selon leur localisation dans la ville). L'occupation des logements est souvent « optimisée » permettant le regroupement de plusieurs générations. Les densités les plus élevées de l'agglomération y sont relevées. On peut penser notamment certains emplacements de Jakarta Centre à Tanah Abang ou autour de la gare de Senen qui connaissent des densités de plus de 30 000 habitants au km² parfois. Cela contribue entre autres à augmenter la vulnérabilité aux incendies, liées aux normes de constructions peu respectées, l'importance de l'utilisation de combustibles de manière peu sécurisées (pétrole ou gallons de gaz pour la cuisson) et des installations électriques parfois bricolées.



Photographie 4 : Construction précaire (en bois) exposée aux inondations dans un kampung dégradé de Bekasi, Juin 2012

Leur très forte diffusion dans toute l'aire métropolitaine en tant qu'espace résidentiel le plus répandu masque la très forte variété des situations locales : les réalités sociales et économiques très contrastées sont relativement peu visibles et il est essentiel de relever que

vivre dans ces quartiers ne protège pas d'une très forte inégalité d'accès aux services publics. Une partie significative est aussi exposée à des risques d'inondation. Les interventions d'aides et de réduction de la pauvreté ont une palette assez variées, allant des actions visant les formes et les infrastructures jusqu'aux pratiques et comportements des ménages (notamment visant l'alimentation et l'hygiène). Le plus souvent, lorsqu'un quartier est identifié comme pauvre, il s'avère que les actions de réduction de la pauvreté et de modernisation des espaces et des individus se succèdent dans le temps, permettant un suivi assez long d'un même quartier par différents acteurs. Enfin, il faut souligner le fort ancrage spatial de beaucoup de résidents de ces quartiers, inscrit dans la longue durée.

Les logements collectifs sociaux : une intervention ponctuelle

En contraste, les barres de logements collectifs ont émergé récemment dans l'histoire urbaine de l'agglomération. Elles sont assez peu élevées par rapport à l'essor des gratte-ciel que peut connaître Jakarta puisque la plupart font entre quatre et huit étages (sans ascenseur). Les premières tours sont apparues sous le mandat de Suharto à partir de 1981, et se sont développées surtout à partir de la fin des années quatre-vingt/quatre-vingt-dix. Aujourd'hui, c'est une des réponses privilégiées au manque de logements dans la métropole et surtout à Jakarta. À l'exception de quelques tours, la carte 18 montre bien leur répartition assez disséminée sur le territoire mais surtout localisées en périphérie de la ville de Jakarta, mais quasiment absentes des autres communes de l'agglomération.

Jusqu'en 2007, plus de 20 000 appartements pour les « communautés à faible revenu » (*MBR Masyarakat berpenghasilan rendah*) ont été construits par le département provincial du logement de DKI. 38 localisations différentes regroupant 164 barres sont consacrées à des logements construits pour la propriété (55 924) et 118 barres (10 649 appartements) sont réparties dans 21 emplacements différents de la ville centre. Les nouvelles constructions depuis 2007 visent exclusivement l'accès à la propriété et sont relativement plus denses : sur des espaces assez restreints de 0.4 à 4 hectares maximum (à l'exception de deux projets) sont construits ces dernières années des ensembles résidentiels de plus de 1 000 logements. Parsemés principalement dans les zones péri-centrales, ces espaces à l'échelle locale connaissent une forte concentration de populations aux niveaux économiques relativement semblables, et leur spécificité morphologique implique des effets de lieux probables qu'il s'agira d'interroger.

Ces constructions de logements à bas coût nécessitent cependant de lourds investissements et sont souvent liés à des contrats avec des promoteurs privés. Le gouvernement provincial actuel fait pression pour que les promoteurs tiennent leurs engagements en contrepartie des droits à construire qu'ils ont obtenus dans le territoire du DKI

(*The Jakarta Post*, 12 février 2015). Six promoteurs²⁰¹ doivent réaliser 5 500 appartements au cours de l'année 2016 (ils espèrent – affirment-ils), avec, « en fonction des besoins », des services de proximité comme des marchés, des mosquées et des écoles maternelles. Mais ces derniers dénoncent les coûts élevés de ces constructions où il faut « tout créer » (faisant référence aux services publics). Ces logements construits dans les périphéries Nord, Est et Ouest de Jakarta (Daan Mogot, Muara Angke, Rawa Bebek et Cakung), sont destinés à accueillir uniquement les personnes et ménages soumis au relogement suite aux projets urbains en cours.



Dietrich, 2012

*Photographie 5 : Logements sociaux prévus dans le schéma directeur
Photographie de la maquette dans la galerie Jakarta 2030 (juillet 2012)*

Le principe de ces nouveaux espaces urbains est de favoriser un accès au logement sécurisé aux populations qui le plus souvent ont besoin d'un relogement, notamment suite à des incendies de quartier ou à des évictions avec un confort dit moderne, c'est-à-dire une desserte en services fondamentaux. Il faut cependant relever les contraintes locales fortes liées aux

²⁰¹ La responsable administrative de l'agence du logement pointe les six groupes de promoteurs suivants : Agung Sedayu, Agung Podomoro, PT Jakarta Propertindo, Intiland, Summarecon and Sampoerna Land. L'impact est à nuancer par rapport au nombre de personnes susceptibles de subir une éviction prochaine à Jakarta. Certaines ONG avancent le chiffre de 40 000 personnes.

faibles investissements pour des logements à bas coût et des irrégularités donc importantes quant à l'adduction d'eau (notamment la pression de l'eau très mal maîtrisée pour les logements en étages) et en électricité. Chaque appartement fait en moyenne 21m² possédant une pièce principale, une cuisine et une salle de bain. Facilement identifié comme « le logement des pauvres » en tant qu'espace produit par les politiques de la ville, ce type de lieu est caractéristique de l'intervention dans les espaces urbains pour réduire un aspect essentiel de la pauvreté. En revanche, et cela se voit notamment avec la priorité mises à la propriété, c'est surtout une aide ponctuelle qui est mise en place pour la création, et qui ne bénéficie que de très peu (voire aucun) suivi. Ce sont des espaces récents dont les populations sont souvent peu stabilisées et marquées par un « traumatisme urbain » violent (incendie, éviction...). L'ancrage spatial des populations est donc beaucoup moins prégnant. Cependant, les seules personnes qui peuvent y accéder sont détentrices de la carte d'identité et de résidence de la municipalité.

❖ Les espaces « informels » comme archétypes de la pauvreté ?

Certains lieux de Jabodetabek semblent concentrer toutes les formes de précarité et cumulent plusieurs aspects de la pauvreté urbaine. Cela a une conséquence récurrente : favoriser l'assimilation systématique des personnes aux espaces qu'ils occupent ; l'évocation de la moindre image relative à ces lieux légitime toute action visant la réduction de la pauvreté aux dépens parfois des méthodes mises en œuvre ; l'utilisation de ces formes de la pauvreté pour construire les critères de définition de la pauvreté urbaine... tous ces éléments ont alors tendance à produire une forme d'essentialisation entre le lieu et les personnes, ce qui n'est pas sans conséquences.

De fait, certains espaces de la métropole de Jakarta peuvent se trouver concernés par les multiples critères énumérés plus haut. Marges, zones informelles et vulnérables, plusieurs lieux sont exposés à une très forte précarité qui se décline en plusieurs éléments : l'occupation illégale du sol et le bâti semi ou non permanent impliquent un accès très fragile voire impossible au foncier urbain ainsi qu'aux services publics permettant de répondre aux besoins fondamentaux des populations qui y vivent. Sont concernés des espaces d'échelles très variées dont la localisation est très diffuse au sein de l'agglomération. Il s'agit ici de présenter la situation d'interstices et de périphéries que l'on ne peut réduire à leur position spatiale dans l'aire métropolitaine. Ce sont des espaces en marge : en marge des normes urbaines dominantes par rapport aux types de constructions et au type d'occupation des terrains, en marge par rapport aux centralités urbaines (évoquant ainsi leur relation ou interrelation profonde et intrinsèque avec le reste de l'espace urbain) et des éléments structurels de l'organisation spatiale de l'agglomération (le long des voies fluviales et ferrées et des grands axes routiers, ou dessous !),

en marge parfois dans les pratiques (plutôt par rapport aux représentations des comportements et modes d'appropriation de l'espace que se font les groupes dominants des pratiques urbaines). La majorité de ces lieux regroupe aussi les diverses formes d'informalités déjà présentées. L'absence de KTP justifiant leur domiciliation à Jabodetabek justifie une position marginalisée par rapport à la « communauté urbaine » et rend leur présence identifiée comme illégale par certains acteurs. Cela induit aussi la nécessité de s'appuyer sur des activités autres que celles du marché du travail formel. Leur présence en dehors des réglementations officielles est pourtant tolérée dans de multiples situations, ce qui montre potentiellement d'autres modalités d'appropriation de l'espace en lien probable avec des relations de pouvoir plus ou moins visibles et certainement informelles. De multiples gradients et niveaux d'informalité et de précarité sont ainsi à identifier témoignant de la diversité des situations observables dans la ville. Dans tous les cas, cela implique une réelle vulnérabilité aux facteurs de changements urbains, qu'ils soient planifiés ou soudains (en cas de crise et d'exposition à un risque spécifique). Évictions liées aux projets urbains ou expositions aux inondations, ces espaces sont particulièrement sensibles et fortement marqués par la précarité. Il s'avère d'ailleurs que certains lieux peuvent aussi être des lieux de réception des différentes mobilités contraintes urbaines, comme espace de refuge, de repli ou d'accueil.

Si les densités sont importantes elles sont extrêmement variables selon les formes d'occupation et types de constructions, pouvant aller de la toile tendu le long d'un mur à des cabanes en contreplaqués et quelques plaques de tôles en guise de toiture.



Photographies 6 : Deux types de constructions « informelles »
a. le long de la rivière Ciliwung, Manggarai
b. le long du chemin de fer, Senen

Sont inclus ici les « micro-espaces » voire des lieux « individuels » comme les squats précaires très temporaires (sous les ponts des voies de circulation notamment). Ces formes

d'occupation de l'espace public sont des signes de la précarité extrême d'une partie de la population urbaine et participent à la construction de l'image de la pauvreté en ville tout comme certains individus présents en particulier dans les transports urbains tels que les musiciens, enfants des rues et mendiants qui contribuent à rendre partout visible la pauvreté urbaine.

Enfin, si ces espaces sont clairement « considérés comme pauvres » par la majeure partie des urbains et des groupes stratégiques participant à la gestion de la pauvreté, du fait des stigmates de la pauvreté qui leur sont associés, ils sont pourtant dans leur quasi-totalité exclus des programmes d'aides et de réduction de la pauvreté mis en œuvre à Jakarta et dans les villes voisines. Les formes d'assistance identifiables sont très ponctuelles ou plutôt conjoncturelles, en cas de crise ou de menace d'éviction (si le statut des individus ou du sol permet d'organiser une réaction, ou alors sont liées à des démarches individuelles dans des contextes spécifiques et très localisés.

Les populations peuvent subir les stigmates du lieu auquel elles sont associées. Il s'agit de les différencier des individus auxquels sont attribués certains stigmates motivant leur mise en marge spatiale par les autorités publiques compétentes. Ainsi, la différence avec le dernier type proposé ici est liée aux facteurs de production de ces espaces et à ce que cela implique pour les populations concernées.

❖ La pauvreté enfermée

Ce dernier type d'espace ne relève pas des mêmes logiques que les deux précédents, ni mêmes des formes ou de la manière de les appréhender. Si comme les autres, c'est un lieu de concentration de pauvreté dans un espace restreint, son appréhension comme « espace des pauvres » est plus liée aux personnes se disant « considérées comme pauvres » que j'ai pu rencontrer sur le terrain que par les personnes qui identifient certaines populations de pauvres.

La spécificité de cet espace est l'importance des représentations qu'il produit dans toute l'agglomération (y compris les objets et agents qui lui sont associés), et en particulier dans la ville de Jakarta, auprès des populations qui se considèrent comme pauvres et marquées par des stigmates d'informalité. Cela justifie sa prise en compte dans la typologie, en incluant tactiques et pratiques spatiales des personnes considérées comme pauvres.

Produit par la puissance publique, ce type de lieu d'enfermement témoigne de l'importance des normes sociales et économiques en œuvre dans l'espace urbain de la métropole, permettant une mise à l'écart d'une partie de la population : le *panti social* (soit établissement social) a pour vocation d'accueillir les « marginaux » ou les déviants repérés sur la voie publique.

Ce lieu²⁰² permet aussi de faire apparaître le basculement entre marginalité, informalité et relégation voire exclusion. Son existence est justifiée par les fonctionnaires municipaux par le refus de tolérer certaines activités ou plutôt certains comportements qualifiés de « non conformes » aux normes urbaines. Sans mener strictement à la prison, cet espace montre la criminalisation de certains comportements ou de certains individus considérés comme illégaux. Le critère du stigmat est ici fondamental, participant à la production d'une altérité où sont relégués certains urbains : Morone (1997) synthétise cette idée en s'appuyant sur les discours justifiant ces choix politiques : « *Ils* » sont une menace pour « nous » parce qu'« ils » sont immoraux et paresseux » (Link et Phelan, 2001, traduit par Jacquin, p. 11). En effet, ces personnes sont rassemblées dans l'établissement après avoir été arrêtées dans la ville par des fonctionnaires de maintien de l'ordre (identifiables par leur camionnette bleue) qui les ont repérées d'après le responsable de l'établissement (rencontré en juillet 2012) « parce qu'ils erraient dans la ville » et identifiable du fait de « leur attirail ». Les personnes seraient donc marquées par des attributs indésirables et identifiées comme fondamentalement différentes des personnes associées aux normes. La production de ces stéréotypes s'appuie aussi sur des catégories sociales élaborées administrativement, notamment celle de *PMKS*, concentrant toutes les « mauvaises » caractéristiques : les *Penyandang Masalah Kesejahteraan Sosial* sont littéralement des individus touchés par des problèmes sociaux. Le département des affaires sociales qualifie par cette expression les personnes qui connaissent des « obstacles ou des troubles les empêchant de remplir leur fonction sociale et d'établir une relation harmonieuse et créative avec leur environnement social ». Ces obstacles peuvent être la pauvreté, la négligence ou le handicap. En identifiant 22 types de personnes concernées, le Ministère des affaires sociales recense les cas explicitement en fonction des comportements ou des apparences dans l'espace public : enfants des rues, mendiant.e.s, prostitué.e.s, handicapé.e.s (physiques et mentaux), personnes vivant avec le VIH/sida, individus qui « vivent de manière non conforme aux normes d'une vie décente dans leur communauté locale » (catégorie où sont inclus les *waria*²⁰³ notamment), consommateurs de drogues et de stupéfiants,... Toutes les personnes assignées à ces « déviances » subissent des formes de marginalisation sociale. En effet, un des critères majeurs (en plus de la présence dans les rues et les lieux publics) pointés par le responsable du centre et par les définitions produites par le ministère est l'absence d'intégration dans une communauté (qui serait donc en mesure de les encadrer ou de les gérer). Les rapports sociaux limitent ainsi les possibilités des personnes concernées et celles-ci font donc appel à des « tactiques » (de

²⁰² Des données chiffrées et le traitement des populations dans ce lieu seront développés un peu plus tard, dans la présentation des terrains d'étude.

²⁰³ *Waria* est un substantif créé par le raccourci entre *Wanita* (femme) et *Pria* (homme) pour qualifier les hommes-femmes travestis et non cis-genre.

Certeau, 1990) liées à une situation sociale en marge et donc souvent de pauvreté. D'ailleurs, dans cette longue liste de « cas » sont inclus les personnes et ménages qui n'ont pas les moyens de répondre à leurs besoins.



Photographie 7 : L'enfermement institutionnalisé dans un centre social (Kedoya, Jakarta Est)

La photographie des personnes arrêtées montre des jeunes filles, agglutinées derrière les barreaux. La cellule est faite de carrelage blanc, très propre (« c'est plus facile à nettoyer » précise-t-on), sans aucun coussin, matelas ni même de paille pour le repos. De l'autre côté des grilles, le responsable du centre en uniforme porte le Chachia (chapeau musulman traditionnel) et leur pose des questions sur le bon traitement dans le lieu.

Toutes ces personnes sont exposées à des arrestations si elles sont identifiées sur la voie publique comme appartenant à l'une de ces catégories. La stigmatisation au sens de Goffman comme un « *attribut qui discrédite profondément* » et qui réduit le porteur « *à une habitude et à une personne à part entière, à un contaminé, un laissé pour compte* » (Goffman, 1983, p. 3) est donc une notion centrale pour appréhender cette politique et la fonction sociale de cet espace d'enfermement.

On retrouve ici des études historiques sur la gestion des pauvres, notamment la politique de « *grand renfermement des pauvres* » identifié par Gutton (1974) ou encore les « prisons pour

pauvres » qualifiant certains établissements (Geremek, 1987). Ces références pourtant très centrées sur le contexte européen de l'Ancien Régime ont déjà mis au jour la « *forme spécifique de ces lieux d'entassement et de concentration (...) dans le cadre d'un double processus de normalisation et de marginalisation* », (Fossier, 2012, p. 2). La conception de ces espaces mise en évidence par Michel Foucault (1961) témoigne des choix politiques d'assistance et de répression mais aussi d'une pratique sociale et culturelle d'enfermement visant une « *population hétérogène de marginaux et de non incorporés* » (Fossier, 2012, p. 2). Cette forme d'isolement instituée par cet espace est liée à la production de représentations et d'assignations lourdes de conséquences dans le traitement des populations pauvres et dans les choix des politiques visant leur réduction : ainsi, plus que la réduction de la pauvreté, parfois c'est la réduction des pauvres (visibles) dans l'espace urbain qui est choisie par le biais de modalités de traitement particulièrement contestables comme l'enfermement.

Ce type d'espace comme espace de la pauvreté est aussi défini à partir des représentations qui lui sont associées. S'il est « invisible » dans les entretiens réalisés auprès des fonctionnaires et agents municipaux rencontrés (évidemment à l'exception de celui qui dirige cet établissement), ce lieu est régulièrement revenu dans les conversations avec les personnes « considérées comme pauvres » qui ont dû y faire passage ou un séjour, ou qui à partir des récits mettent en place des stratégies pour éviter d'y être contraintes.

Du fait même des conditions de sa création et de sa logique dans la ville, la très forte concentration, contrainte, d'une population en situation de pauvreté est un des éléments de différenciation à souligner par rapport à d'autres « espaces de la pauvreté » qui apparaissent parfois plus dispersés, ou répartis dans des périmètres plus vastes. Cette politique de relégation voire d'exclusion spatiale témoigne des formes de discrimination pour l'accès aux espaces urbains. Enfin, cet espace est à mettre en lien avec les espaces où les personnes sont ou se sentent vulnérables à une « razzia », dans les lieux publics où se déroulent quelques activités informelles identifiées.

Cette typologie des « espaces de la pauvreté » selon les formes urbaines mais aussi les politiques, les pratiques spatiales et les représentations (à partir des notions de marge, d'informalité et de stigmatisation) montre que la question ne se réduit évidemment pas aux lieux mais doit intégrer les groupes sociaux, leurs constructions et distinctions dans la société urbaine et leur rapport à l'espace (décisions politiques et actions concrètes sur le terrain). Quelles sont les formes d'appropriation ou d'expropriation qui apparaissent dans l'espace urbain et les liens possibles entre usages de l'espace et catégories sociales ? La production des espaces de la pauvreté dans leur diversité permet ainsi d'interroger la dimension spatiale des identités (liées aux catégorisations et aux distinctions entre les individus).

3.2.3. Présentations des lieux étudiés à partir de la typologie

À partir de la typologie, je vais présenter les différents terrains d'enquête en indiquant systématiquement les approches mises en œuvre localement et les modalités de ma présence dans ces lieux. Différents niveaux d'investissement sont à relever car, alors que certains terrains ont fait l'objet d'une méthode ethnographique bénéficiant de longs entretiens et d'une présence récurrente et quotidienne, d'autres quartiers ont plutôt fait l'objet d'une approche plus exploratoire afin de vérifier quelques informations.

❖ *Kampung Kojan, Kalideres (Jakarta Ouest), un espace de l'assistance*

Un quartier traditionnel périphérique

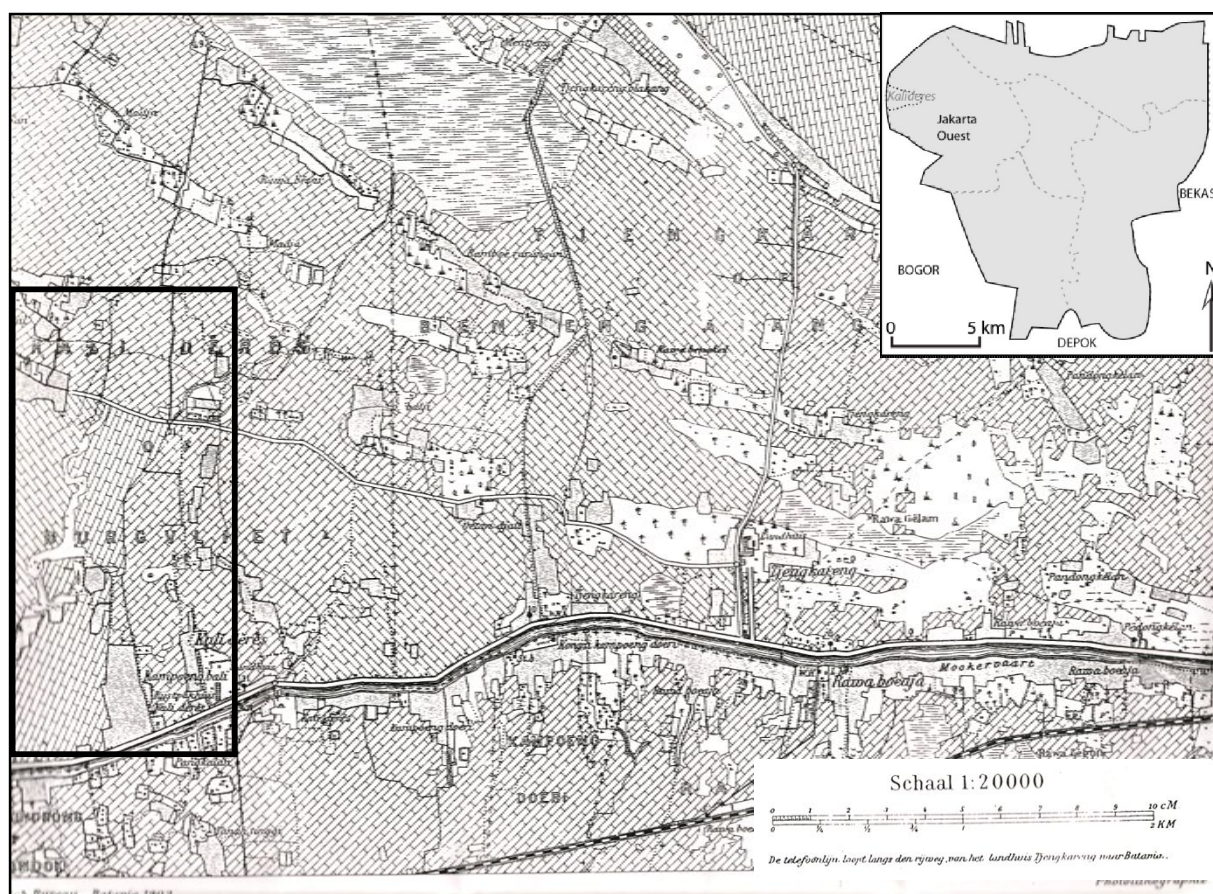
Le RW6 de l'arrondissement de Kalideres (*Kelurahan*) est situé à la frontière entre Jakarta DKI et la ville de Tangerang, à proximité d'un axe majeur est-ouest qu'est la *Jalan Daan Mogot*. C'est un quartier péricentral regroupant environ 6 000 habitants (1 074 ménages et 600 enfants de moins de 5 ans en 2007, évalué en 2010 à 2 068 ménages par les responsables locaux pour Mercy Corps²⁰⁴, avec une moyenne de 5,5 personnes par ménage) dans une zone de 18 hectares. Administrativement, l'unité de quartier (RW) est divisée en 16 RT (unités de voisinage).

C'est un *kampung* résidentiel formel (reconnu légalement par les pouvoirs publics) qui dispose d'équipements variés de proximité²⁰⁵. S'il est ancien, et historiquement difficile à dater du fait des modalités de l'urbanisation à Jakarta, ce quartier a connu le processus de

²⁰⁴ Cela impliquerait un doublement de la population en trois ans à l'échelle de l'unité de quartier... ce qui est peu probable car cette évolution rapide serait apparue au cours des entretiens réalisés dans le quartier entre 2010 et 2012. Il s'agit simplement ici d'identifier un ordre de grandeur et de pointer les différences liées aux objectifs des acteurs sur le moment. PALYJA indique clairement l'enjeu de son opération : identifier de nouveaux consommateurs potentiels (les ménages et espaces qui ne peuvent pas être reliés en raison de divers facteurs ont pu être exclus du dénombrement) ; parallèlement l'ONG n'a pas effectué de comptage et s'appuie sur les affirmations des chefs de quartier et de voisinage qu'elle qualifie de plus fiables que les données officielles. Ces estimations permettent de toute façon de pointer l'importance de la croissance démographique dans cette partie de la ville, en outre dû au fort taux de migration (*Mercy Corps*, 2010).

²⁰⁵ Sont référencés dans le quartier un centre de santé local (*posyandu*) ainsi que deux cabinets de sage-femme, quatre cliniques, 17 postes de voisinage, des établissements scolaires (un espace petite enfance, six jardins d'enfants et un collège avec quelques installations sportives comme des terrain de badminton), une mosquée et six salles de prière (*mushollah*), des points de vente de téléphonie (*wartel*) (pour téléphoner ou acheter des cartes prépayées surtout), un marché et deux boutiques de proximité dites « modernes » franchisées (*Alfamart* et *Indomaret*). Il existe aussi plusieurs zones vacantes et quelques mares pour pêcher (comme loisir et non comme source de revenu).

transformation des franges urbaines, en lien avec les restructurations de la ville centre et de toute l'aire urbaine. Les récits recueillis sur place permettent de reconstituer plusieurs phases importantes.



*Carte 11 : Carte historique de Kalideres en 1902 (extrait du Feuillet G III)
Conservée à la Bibliothèque Nationale de Jakarta
en encadré la zone correspondant au quartier actuel du Kampung Kojan*

Anciennement (c'est-à-dire jusque dans les années soixante – soixante-dix), la zone était surtout composée de vergers de manguiers, associées à quelques rizières et champs de maïs. C'était donc un village plutôt rural dont les activités étaient consacrées à l'approvisionnement de la ville. Les personnes se revendiquant comme locales (c'est-à-dire soulignant leur identité de *Betawi*) évoquent deux événements majeurs qui ont participé à la transformation du *kampung*. D'abord la crise politique de la deuxième moitié des années soixante dont les conséquences locales ont été durement ressenties a provoqué une forte augmentation du prix des denrées alimentaires et par extension du coût de la vie, ce qui fut une véritable difficulté pour leurs parents, principalement agriculteurs. Parallèlement, l'augmentation de la densité est surtout liée aux nouveaux arrivants, ce qui a provoqué un changement de la composition de la population locale, au cours de la décennie 1970 et surtout durant la suivante.

Sur les 47 entretiens menés auprès de la population locale (25 hommes et 22 femmes), 12 personnes se revendiquent *betawi* explicitement (c'est-à-dire en formulant eux-mêmes leur appartenance ethnique) et 14 utilisent le terme *asli* (d'ici) afin d'indiquer leur origine. Pour le reste, la très large majorité vient de Java (20 individus, dont 5 venant du pays Sunda, c'est-à-dire la partie ouest de l'île tout autour de Jakarta) et seule une personne est arrivée du Lampung (extrême sud de l'île de Sumatra). Seulement trois personnes peuvent être considérées comme des migrants « récents », arrivées en 2007. Tous les autres se sont installés dans le quartier avant 1998 (5 en 1998, 3 dans des années 1980 et 4 dans les années 1970).

Principalement centré sur l'activité de maraîchage sur les terrains vacants en périphérie des zones urbanisées, le *kampung* a commencé à croître fortement au cours des années 1980 alors que l'éradication des quartiers traditionnels de la ville centre repoussait leurs habitants vers les périphéries de la ville. Cela correspond aussi à la forte industrialisation de la ville et à la concentration d'usines dans cette zone périphérique.

Ce quartier résidentiel est moins dense que ceux du centre, permettant le maintien d'espaces verts et de terrains vacants qui autorisent quelques cultures intra urbaines, dans un environnement plutôt industriel, ainsi que des zones de stockage. Dans les années quatre-vingt-dix, ce lieu était surtout composé de bâti semi-permanent, principalement en bois et tôle. L'essor industriel de cette partie de la ville est récent. Le tournant est daté du passage à la *Reformasi* (1998) et c'est à ce moment-là que la composition des constructions a fortement évolué, utilisant plus de parpaings et de ciment.

La croissance rapide et non planifiée de ce quartier fait cependant apparaître une organisation spatiale assez nette, autour de la rue Warung Gantung, au long de laquelle est localisée une part importante des équipements publics, communautaires et marchands. En revanche, les transports publics sont éloignés (n'allant pas au bout de l'avenue Daan Mogot) et il est donc nécessaire de recourir à des modes de transports individuels et/ou informels.

Alors que dans le passé, le mélange des emplois dans cet espace mi rural et mi urbain était assez élevé (Budiarto, 2003), aujourd'hui seule une minorité des habitants vit du secteur primaire (deux personnes ont souligné que c'était l'activité principale de leurs parents vivant dans le quartier) et la majorité est employée dans les usines alentour ou a recours à des emplois du secteur informel. douze enquêté.e.s sont ou ont été (retraités aujourd'hui) ouvriers dans les usines environnantes (fabrication de chaussure, impression sur les vêtements, fabrication de savon...). Si ce quartier ne semble pas touché par une pauvreté extrême dans l'ensemble, la précarité liée au contrat de travail ou aux activités informelles reste une forme de vulnérabilité pour les personnes concernées. cinq personnes ont en effet une activité informelle de vente ambulante, ou de collecte de déchets.

Planche de photographies 2 : Kampung Kojan



Dietrich, 2011

Le marché le long de la rue principale



Dietrich, 2011

Dans le bureau du RW,
livraison des sacs de riz du programme RASKIN



Dietrich, 2011

Agriculture intra urbaine à l'entrée Est du *kampung*



Dietrich, 2011

Étroitesse des ruelles
(*gang*) :
espaces semi-privés

Dietrich, 2011

Séparation physique
avec le complexe
résidentiel de haut
standing voisin



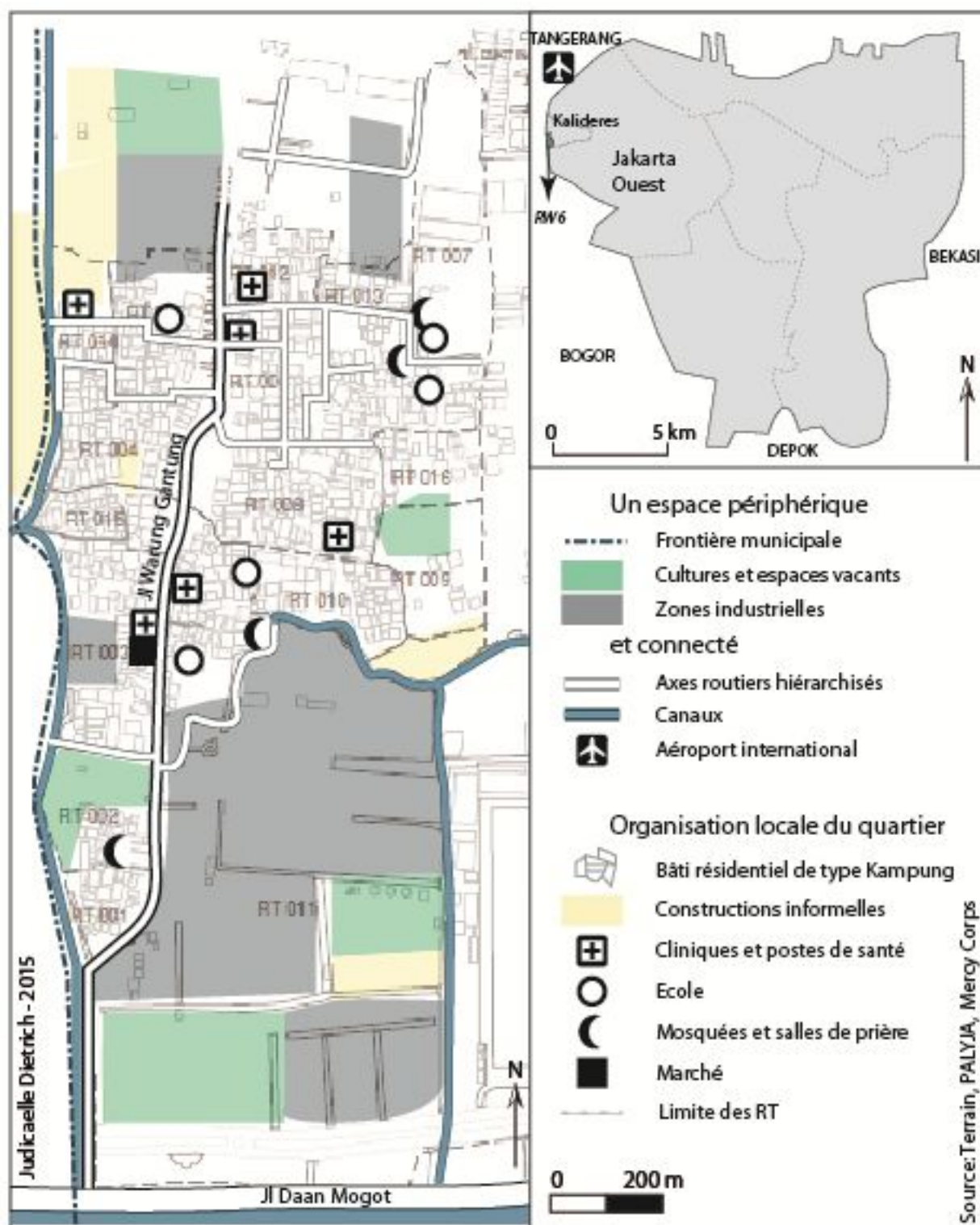
Dietrich, 2011

Constructions informelles le long du kali,
au nord du *kampung*



Dietrich, 2011

Création des fosses septiques
marquées par l'ONG Mercy Corps et
par le donateur Suez Environnement



De plus, 55% des ménages disposeraient d'un revenu mensuel inférieur à un million de roupies (110 dollars à l'époque, soit un peu plus de 3,5 dollars par jour par ménage), ce qui permet de les identifier comme « pauvres » pour l'ONG Mercy Corps (alors que ces revenus sont nettement au-dessus des seuils (national et international)).

Les photographies montrent un quartier modeste dans son ensemble très ponctuellement exposé aux inondations (dans les périodes où Jakarta a connu des crises majeures, comme en 2007) qui se situe dans une partie de la ville qui n'est pas la mieux dotée en termes d'accès aux services publics. De plus, les statistiques générales montrent que cette zone ouest de la ville accueille un fort taux de populations pauvres d'après les critères de BPS et de TNP2K. Enfin, certaines zones sont clairement identifiées comme dégradées (*kumuh*, littéralement « sale » mais qui est le plus souvent traduit en anglais par le mot *slum*) sans que soient concernées par cette qualification les quelques zones d'habitat informel en matériaux précaires. Ainsi, la qualification en français plus appropriée serait le terme de taudis, marquant plus un habitat reconnu et formel mais insalubre. La pression foncière est à relativiser impliquant une relative dispersion de la pauvreté avec des implantations informelles ponctuelles.

Un espace de l'assistance

Ce quartier a pu bénéficier d'une succession de programmes d'aides de différents groupes stratégiques impliqués dans la réduction de la pauvreté.

○ **L'adduction en eau**

Les opérations d'extension du réseau d'adduction d'eau « potable »²⁰⁶ ont été réalisées dans le cadre de la mission du GPOBA (*Global Partnership for Output-based Aid*) financée par une subvention de la Banque mondiale accordée en novembre 2007 à PALYJA (opérationnelle à partir de fin janvier 2008). La filiale locale de Suez Environnement en charge du traitement et de la distribution d'eau de la partie ouest de Jakarta DKI est responsable de la réalisation technique du programme et a chargé l'ONG internationale Mercy Corps de mettre en œuvre la démarche participative du programme (« créer et transmettre localement des compétences pour construire une organisation basée sur la communauté » – CBO soit *Community Based Organization*) (rapport de PALYJA à la Banque mondiale, Janvier 2009).

Ainsi, la répartition des compétences des différents acteurs est formellement établie : l'entreprise est chargée d'identifier les consommateurs potentiels à partir des conditions

²⁰⁶ De fait, il s'agissait d'un terrain que les agents de l'entreprise PALYJA avaient déjà identifié en 2006 comme quartier potentiel (« *ex-informal* » tel qu'il m'a été présenté à l'époque) pour bénéficier du programme *Water for All* de Suez alors que j'y effectuais un stage.

d'éligibilité, de réaliser le réseau et les connexions individuelles, de relever les compteurs installés, de délivrer l'eau et de produire les factures. Mercy Corps sous contrat avec PALYJA à partir du début de la mise en œuvre du projet en mars 2009 a la mission d'assurer la durabilité du programme GPOBA en travaillant avec toutes les organisations et communautés locales (société civile, institutions financières locales formelles et informelles, CBO, ...). Les membres de l'ONG mettent en œuvre les conditions pour un développement participatif du projet (d'après les critères des bonnes pratiques de la Banque mondiale) : présentation et socialisation du projet auprès des « cadres et de la population cible, élaboration du profil de la communauté, évaluation participative des besoins de la communauté, développement participatif de la planification du projet, suivi des travaux et évaluation finale. Concrètement pour l'entreprise, il s'agit que l'ONG soit en mesure de proposer des mécanismes à l'échelon de la communauté pour assurer la pérennité des équipements, mais aussi de créer des formules de gestion locale pour le recouvrement des factures et pour la maintenance des installations. L'objectif final est de permettre un accès fiable, sécurisé et abordable au service d'eau (propre). Les enjeux sont multiples pour la population locale (Texier, 2009), notamment sanitaires, car cela réduit l'exposition aux risques liés à la consommation et l'emploi d'une eau polluée, mais aussi économiques (avec la réduction des frais médicaux liés aux maladies relatives à l'eau et l'augmentation des capacités grâce à une morbidité moindre), et sociaux en favorisant un accès plus équitable à toute la population.

La consommation moyenne des ménages est estimée à 20,4 mètres cubes par mois : elle aurait donc augmenté par rapport aux quantités évaluées avant le programme, d'après Mercy Corps.

	2006 (pre-étude)	2010 (suivi post programme)
Temps consacré à l'approvisionnement en eau	15 minutes par jour	0 minutes (pour les bénéficiaires du programme)
Consommation d'eau au quotidien : boisson et cuisson	27 litres par jour	65 litres par jour
Coût moyen mensuel pour la consommation d'eau	75 000 roupies / m ³	7 000 roupies / m ³

Tableau 4 : Évolution des pratiques pour les bénéficiaires du programme d'adduction d'eau

○ **L'assainissement individuel et collectif**

En effet, après cet important programme qui a été réalisé dans six autres collectivités locales, certains hauts responsables de l'entreprise privée ont cherché à valoriser une approche globale du problème de l'eau à Jakarta : les énormes carences de l'assainissement urbain à

Jakarta ont été explicitement identifiées comme participant à la forte pollution des eaux et cette question s'insère totalement dans les objectifs du millénaire pour le développement.

À ce moment-là, l'assainissement municipal ne dessert que 2% de la population²⁰⁷, et la majeure partie des eaux usées restent donc non traitées. Pour d'importantes zones résidentielles denses (formelles ou non), la question de l'assainissement est un des éléments à prendre en compte dans la vulnérabilisation des espaces urbains à certaines maladies. S'il existe évidemment des services privés pour la vidange des fosses septiques, les véhicules ne peuvent s'insérer dans le tissu urbain traditionnel, maillé mais par des voies très étroites (les gangs, environ un mètre à un mètre cinquante de largeur).

À partir de juin 2009 jusqu'à la fin de l'année 2010, Mercy Corps a porté un programme pour l'assainissement urbain et l'hygiène – financé par la Fondation Suez (indépendante de la filiale locale PALYJA, à l'initiative et apportant une assistance technique aux équipes locales) et par un partenariat multi-donneur administré par la Banque mondiale – afin d'augmenter l'accessibilité à des infrastructures abordables et écologiques en prenant en compte la spécificité du tissu urbain (difficulté technique de créer *a posteriori* des fosses septiques à proximité des toilettes dans espace urbain contraint manquant singulièrement d'espaces disponibles, et sans entraver plus les possibilités de circulation). Ce problème se posait aussi pour le camion vidangeur. C'est précisément pour répondre à ce défi que l'ONG a soutenu la création d'un véhicule à trois roues spécifiquement conçu pour pouvoir s'insérer et circuler dans le bâti dense du *kampung* et dans les étroites ruelles (parfois moins de un mètre de largeur). Le quartier compte 219 ménages bénéficiaires soit entre 1 000 et 1 300 personnes. Enfin, il s'agissait aussi de rendre accessible l'assainissement à ceux qui ne possèdent pas de toilettes privées (pour une population estimée à 40 ménages) : c'est pourquoi ont été construites des latrines publiques.

○ Programmes « comportementaux »

L'implantation depuis 2009 de l'ONG dans le cadre de plusieurs projets suivis lui a permis de développer d'autres programmes de lutte contre la pauvreté dans le quartier. Ces derniers sont plus associés aux comportements et aux pratiques individuelles. En appui de programmes nationaux (*Jakarta Sehat*²⁰⁸), de la réalisation des projets spécifiques présentés

²⁰⁷ La Banque mondiale affirme en 2008 que la pollution des eaux intérieures est principalement due à l'absence d'assainissement adéquat et avance les chiffres de 6,4 millions de tonnes d'excréments, 64 millions de mètres cubes d'urine et 854 millions de mètres cubes d'eau grise par an non traités... la métropole de Jakarta ainsi que les autres aires urbaines représentent une part considérable de la pollution de l'eau dans le pays (Mercy Corps, 2010).

²⁰⁸ L'objectif de *Jakarta Sehat* (« Jakarta saine » pour 2010, un plan sous la tutelle du ministère de la santé) est d'assainir les conditions de vies à partir de la sensibilisation de la population des *kampung* aux facteurs de risques environnementaux et sanitaires (notamment la dengue). Les campagnes visent notamment les

(pratiques liées à l'eau, notamment les questions d'hygiène) et des objectifs spécifiques de l'ONG (la nutrition), plusieurs actions ont été réalisées auprès des habitants du quartier.

- **Amélioration des espaces communs**

Enfin, un autre acteur a pris part aux interventions de réduction de la pauvreté dans ce quartier RW6 de Kalideres. Le programme national PNPM a succédé aux autres opérations visant les infrastructures du quartier. Suite aux interventions privées et de l'ONG, le Ministère des Travaux Publics a pris en charge la réfection des voies piétonnes (c'est-à-dire re-cimenter une partie des ruelles – *gang*) entre 2010 et 2011. Cette réalisation contribue ainsi à (ou semble par ce biais) valider les actions initiées par des structures privées.

Ainsi, cet espace, qui regroupe plusieurs critères permettant aux différents acteurs de le qualifier de « pauvre » a pu bénéficier d'une succession de programmes liés à la lutte contre la pauvreté. Pour une part importante de la population résidente, l'accès à certains services publics et fondamentaux est récent. Ce quartier est un lieu témoin des formes d'assistance possibles dans la métropole et des capacités d'intervention d'une multitude d'acteurs engagés dans la réduction de la pauvreté, visant des opérations sur l'espace et les services urbains mais aussi les pratiques des individus.

Le prochain chapitre permettra d'identifier les modalités de mises en œuvre de ces programmes selon les principes qu'ils appliquent et la dernière partie abordera les implications sociales de ces formes d'aide contribuant au processus de formalisation, de modernisation et/ou de normalisation des espaces et populations urbain.e.s « pauvres » sachant que tout.e.s les résident.e.s. n'ont pu en bénéficier.

« quartiers pauvres et insalubres ». Pauline Texier (2009) souligne une mise en œuvre très inégale, n'opérant que dans quelques quartiers vitrines.

❖ Deux *Kampung* périphériques à Bekasi

Des quartiers de l'urbanisation récente

Le RW25 *Bekasi Jati* de l'arrondissement de Margayahu (*Kelurahan*) et le RW1 *Pangkalan Bambu* de MargaJaya sont situés à l'est de la ville de Bekasi (Kota).

Le premier quartier de 17,8 hectares est composé d'une population de 1 738 personnes en 2011 (595 ménages, 427 logements) d'après les données statistiques officielles. C'est une zone résidentielle dense (même si la densité est bien moins forte qu'à Jakarta, identifiée comme *kumuh* (taudis) avec un bâti « désordonné » et non planifié, mais dont la localisation et l'usage est conforme avec le plan d'occupation des sols. Le second a une morphologie semblable pour les RT 3, 4 et 5 (les deux premiers sont des complexes résidentiels dits *real estate*, non inclus dans l'étude.

Les maisons disposent souvent de jardins (parfois clos par de petites palissades en bambous) permettant la culture de légumes et de fruits. Ce sont aussi des lieux importants de travail mais surtout de sociabilité pour la famille et avec les connaissances du ménage. Ainsi, ils apparaissent souvent comme des espaces semi-publics en forte interaction avec les espaces communs²⁰⁹ qui sont quasiment exclusivement utilisés par les habitants locaux (ce qui entraîne qu'un.e extérieur.e est très rapidement repéré.e) et pour les festivités locales. En avant de la maison ou de la cour se situe parfois un point de vente de produits de première nécessité (*toko*) ou de restauration (*warung*) pour manger sur le pouce ou à emporter. Les économies des ménages reposent aussi sur quelques activités informelles et/ou sur des formes d'industrie à domicile (transformation de *krupuk*), notamment dans les espaces ouverts autour des maisons individuelles.

Historiquement, la population du *kampung* était principalement composée de personnes nées dans ce quartier. Bekasi Jati était recouvert de rizières alors que *Pangkalan Bambu* n'était que des marais²¹⁰. La forte recomposition urbaine récente de Bekasi a inséré diverses fonctions urbaines à proximité de ce quartier en contrebas de l'autoroute à partir du début de la décennie quatre-vingt. L'État a planifié l'autoroute qui a été réalisée en 1982, c'est à cette date-là que deux responsables locales (Ibu RW25 et Ibu RT4) datent le changement démographique de leur quartier. C'est aussi en 1982 qu'est implanté le centre de gestion de l'eau. La densification s'est faite rapidement et s'observe d'après elles dès 1984. Margahayu est connectée à l'électricité en

²⁰⁹ Je préfère qualifier les ruelles et espaces vacants de « communs » à l'intérieur d'un *kampung* plutôt que de « publics ». En effet, la notion d'espace public, qui s'ancre dans des conceptions très occidentales de l'espace urbain, ne me semble pas pertinente dans ce contexte où l'entre-soi est très fort et où la frontière entre espace domestique/privé et public est bien plus floue que dans les pratiques européennes.

²¹⁰ Les zones où ont été construits les *malls* étaient vides. Le quartier de *Pangkalan Bambu* n'était que marais, où les voisins venaient pêcher. Il y avait de nombreuses barques.

1985 mais le RT 5 à Margajaya n'a été connecté au réseau officiel qu'en 1997. Les centres commerciaux sont arrivés un peu plus tard, dès la fin des années 1980 pour le *MegaMegapolitan* mais surtout au cours des années quatre-vingt-dix et deux mille (pour les supermarchés *Giant* (2003) et *Lotte Mart* (anciennement *Makro*) ; le plus récent est Bekasi Square).

Ainsi, plusieurs fonctions et infrastructures urbaines (*malls* et supermarchés, centre de gestion de l'eau et la zone réservée des travaux publics pour la gestion de l'irrigation). Cela s'est accompagné d'un renouvellement de la composition de la population avec une immigration récente (deux tiers de la population du RW sont de migrants (*pendatang*), qui parfois s'est spatialisée en certains regroupements ethniques (comme les habitants font eux-mêmes explicitement référence au *Kampung Medan* par exemple ; la majorité des « migrants » viennent de Java ouest et est ainsi que de Sumatra). Les activités ont, elles aussi, changé : principalement tournés vers le secteur primaire dans les rizières, les emplois sont aujourd'hui plus tertiaires que secondaires (notamment dans le commerce, en plus des employés). De plus, les terrains appartenant à des *Betawi* (comme ils s'identifient eux-mêmes) ont soit été vendu, soit lotis de petits bâtiments pour y faire louer des chambres pour les travailleurs temporaires.

Une assistance différenciée pour deux quartiers considérés comme pauvres

Sans revenir à présent sur les facteurs de cette disparité, il faut souligner le traitement différencié de ces deux *kampung* dans la gestion de la pauvreté.

En effet, le quartier de Margahayu est un espace extrêmement observé par les pouvoirs publics car il a été identifié comme espace pilote dans le cadre de la planification de l'aménagement d'un quartier²¹¹. L'aide municipale vise la rénovation du bâti et la sécurisation foncière des terres pour créer une zone résidentielle génératrice de plus-value potentielle. Selon les potentiels identifiés, la propriété foncière des lots (appartenant à l'État ou non) et les avantages stratégiques, les zones à valorisation économique haute permettront de faire appel au secteur privé (le gouvernement local n'ayant que le statut de propriétaire) en particulier pour la création d'activités commerciales alors que dans les zones à faible valorisation économique, la municipalité devra financer les projets de développement : globalement, seules les personnes aidées par le gouvernement local pourront en bénéficier car il n'y a pas de possibilités commerciales identifiées et l'investissement dans les infrastructures, très lourd, ne pourra reposer sur des personnes privées.

Dans l'attente de la réalisation de ces projets de revitalisation urbaine qui visent le moyen terme (pour la fin du schéma directeur de la ville en 2031), plusieurs interactions entre les cadres locaux et divers agents des groupes stratégiques ont déjà initié quelques projets. Le ministère des Travaux Publics intervient dans le cadre du PNPM en refaisant la rue principale.

²¹¹ Le détail des données dont ils disposent est présenté dans l'annexe 7.

La mise en œuvre du programme gouvernemental RW Siaga (en lien avec la clinique locale (*Puskesmas*)) a été renforcée par une action portée par Mercy Corps et financée par USAid intitulée « *RW Siaga Plus +* » visant les infrastructures d'accès à l'hygiène et à l'assainissement ainsi que la diffusion de « comportements propres et sains » (*PHBS Perilaku Hidup Bersih dan Sehat*). Le quartier s'est donc vu doté de deux latrines publiques en 2011 et d'un investissement éducatif pour initier de nouvelles pratiques quotidiennes.

Ce quartier avait été sélectionné par l'ONG du fait de sa densité, sa pauvreté, son niveau de vulnérabilité ainsi que sa « *possibilité d'intégration dans le programme existant du gouvernement et des objectifs fixés par USAid* » (Mercy Corps, 2010b, p. 23).

C'est pour comprendre la spécificité de ce quartier que des entretiens (une vingtaine) ont été menés dans le quartier en face, de l'autre côté de la frontière de l'arrondissement (*kelurahan* et *kecamatan*). En effet, il s'agissait de comprendre pourquoi, alors que les deux quartiers avaient des caractéristiques comparables (voire que le second semble plus pauvre²¹² que le quartier bénéficiant des programmes), seul un a pu bénéficier des différents programmes et de comprendre aussi le cumul d'opérations dans un lieu plutôt qu'une démarche plus « égalitariste » qui voudraient une répartition plus forte des actions plus qu'une concentration induisant des formes d'exclusion. Dans l'autre quartier donc, seules les opérations habituelles liées aux cadres locaux sont mises en place, selon leur dynamisme (en particulier dans le RT5 du fait de la collaboration forte entre Ibu PKK et le chef du voisinage) : le suivi des femmes et jeunes enfants au centre de santé (pesée et distribution hebdomadaire d'une ration de *bubur*) et la distribution du *raskin*. Lors de la construction du supermarché makro (devenu Lotte Mart), il a fallu créer la route en contrebas. Si un peu d'argent avait été rassemblé pour construire une salle commune, il a du être réinvesti dans le matériel pour la route (sans aide du gouvernement) (photographies 6 et 9 de la planche de photographie 4). L'Eglise pentecôtiste locale a financé la main d'œuvre à hauteur de deux millions de roupies.

Le cas du RT5 (251 ménages) est particulièrement intéressant, marqué par un fort enclavement du fait des infrastructures urbaines (il a été administrativement séparé du RT 4 cinq ans plus tôt). C'est celui qui a le plus fort taux de migrants d'après le responsable du RT et ces derniers se répartissent selon leur région d'origine (cf. carte 13)

²¹² L'analyse morphologique du quartier fait apparaître une situation bien plus précaire d'une part et les entretiens auprès des populations et des chefs de voisinage permettent d'identifier une part plus importante de locataires.



Dietrich, 2012

1. Séchage de Krupuk dans une cour intérieure



Dietrich, 2012

2. Arrivée par la rivière : un système de bac permet le passage pour 1000 Rp



Dietrich, 2012

3. Construction du MCK



Dietrich, 2012

4. Route rénovée par le PNPM, le long d'un bâtiment de chambres en location



Dietrich, 2012

5. Boutique dans le centre du *Kampung*, la route n'est pas encore rénovée

Planche de photographies 4 : Margajaya



Dietrich, 2012

6. Bâti semi permanent dense du « *Kampung Medan* »



Dietrich, 2012

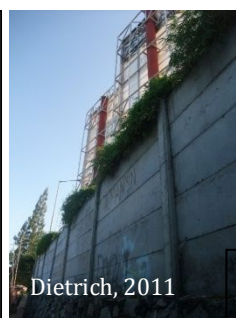
7. L'autoroute de Bekasi, le quartier est au second plan



Dietrich, 2012

8. Derrière l'étang, le quartier « sumatra » et le Lotte Mart

9. Quartier en contrebas du Centre Commercial



Dietrich, 2011



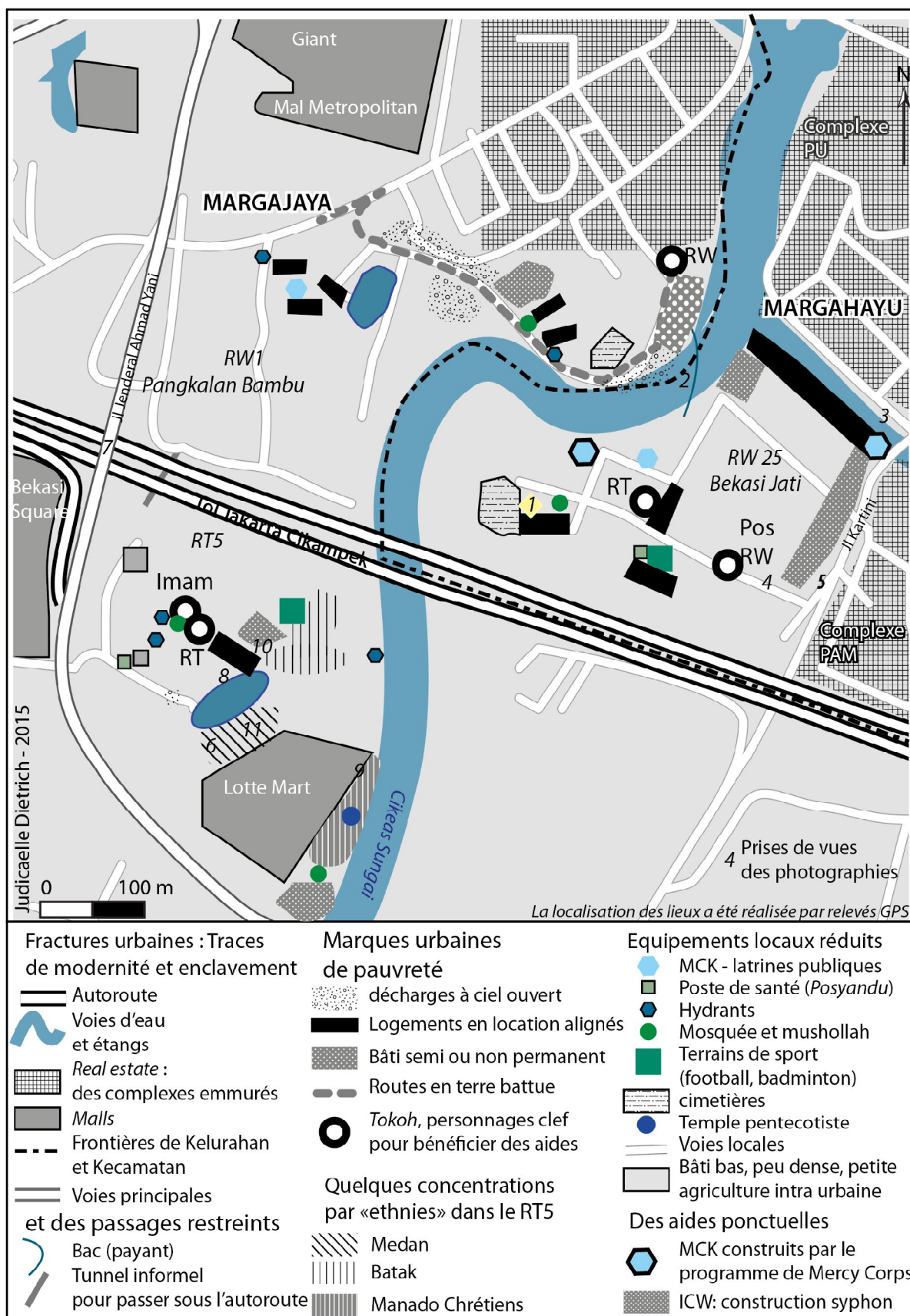
Dietrich, 2012

10. Séquelles des inondations de 2007



Dietrich, 2012

11. Bâti semi permanent dense du « *Kampung Medan* »



Carte 13 : Margahayu et Margajaya à Bekasi-Est :
Des espaces fragmentés et enclavés (Sources : enquêtes de terrain, 2012)

❖ La précarité dans un interstice du centre-ville de Jakarta

La proximité du chemin de fer comme trame du lieu

Cette zone peut apparaître comme l'archétype de la pauvreté. Les installations précaires le long du chemin de fer sont une des images les plus récurrentes de la pauvreté en ville. Non pas que ce soit la situation la plus fréquente, mais c'est la forme la plus médiatique. La place importante de cet espace dans les représentations de la pauvreté à Jakarta est un élément essentiel dans l'appréhension du contexte et du traitement du phénomène par différents groupes stratégiques.

La centralité du lieu est à expliciter : cet espace est à proximité du centre administratif et résidentiel colonial puis de la République d'Indonésie qu'est Menteng, en lien avec la gare de Senen, mais aussi de grands axes de communication (Jalan Letjen Suprpto). En effet, la proximité avec ces lieux stratégiques a contribué à la densification du quartier en général, notamment des *kampung* alentours de Tanah Tinggi (Tadié, 2006) ou de Galur dès le début du XIX^{ème} siècle et surtout tout au long du XX^{ème}. Un marché traditionnel puis un centre commercial « moderne » (Atrium) participent à la structuration de l'espace en plus du marché informel de Gembong.

Cet espace pourtant au cœur de la métropole, en plein centre de la ville est un interstice qui se situe à la frontière entre les *kelurahan* de Kramat (Senen) et de Tanah Tinggi (Johar Baru), une marge en relation avec le reste de l'espace urbain. Les activités des résidents sont directement en lien avec le reste du quartier, contribuant à sa gestion avec le rôle des collecteurs de déchets, et les services de proximité et à la personne (lessive, petite restauration...) qui témoignent de l'intégration urbaine de ce lieu. Ainsi, plus que des activités informelles, il s'agit d'identifier les tactiques et petits agencements du quotidien de chacun pour répondre à ses besoins.

La marginalité du lieu concerne aussi les populations qui y résident. Représentations et assignations produisent une forte stigmatisation du quartier dans son ensemble (Jérôme Tadié (2006) a montré l'association de la violence à cet espace urbain mais aussi de nombreuses pratiques ou comportements marginaux ou considérés comme « déviants » par les groupes dominants).

Le périmètre d'étude est très restreint : il prend en compte la zone du chemin de fer entre les deux passages à niveau et les rues alentour (Dahlia, Tongkang et Tanah tinggi I) où se concentrent des constructions de baraquements informels. 29 entretiens y ont été menés.

Si l'informalité est une constante dans cet espace, ses formes y sont assez diversifiées à l'intérieur même de cet espace, tout comme la morphologie. L'adaptation des constructions aux

voies urbaines fait apparaître une organisation spatiale nette du bidonville, et des gradients d'informalité ou plutôt de vulnérabilité selon la localisation des abris et baraques.



*Photographie 8 : Degrés d'implantations « informelles »
dans le quartier du chemin de fer de Senen*

La photographie présentée ci-dessus permet de mettre en évidence différents degrés d'informalité, selon la localisation. Au premier plan, les abris et les affaires personnelles des occupants sont situées entre les voies ferrées (on distingue des rails au second plan). Les types d'installations varient : certains parviennent à fabriquer des baraques à l'aide de matériaux comme des bâches et du contreplaqué, mais cela reste rare dans ce périmètre. La plupart sont installés simplement avec des bâches et des chariots (*grobak*) et ne s'installent que pour la nuit. La journée, cet espace est consacré au tri des déchets collectés. Après les rails, on peut voir la limite du chemin de fer et des poteaux de grilles vertes (celles-ci sont en cours de montage). Juste derrière, les constructions sont sur la route, toujours en matériaux médiocres, mais un peu plus grand ; ponctuellement ils peuvent être sur deux étages. C'est cette partie qui nécessite un loyer pour les occupants, qu'ils payent à celui qui a construit le logement. Enfin, à l'arrière plan, les maisons formelles longent la route (jalan Tanah Tinggi). Plusieurs ont des chambres à louer et la maison au faîtage bleu fait office de *MCK*. Ce sont surtout des points de connexion pour l'accès à l'électricité et à l'eau pour les populations voisines.

Planche de photographies 5 : La zone du chemin de fer



J Dietrich 2012
Construction d'un abri sous bâche le long du mur entourant les voies de chemin de fer



J Dietrich 2012
Bâche repliée la journée, l'occupant dort sur le banc et sous la bâche une fois la nuit venue



J Dietrich 2012
Les *grobs* au centre des voies et les abris sur les côtés



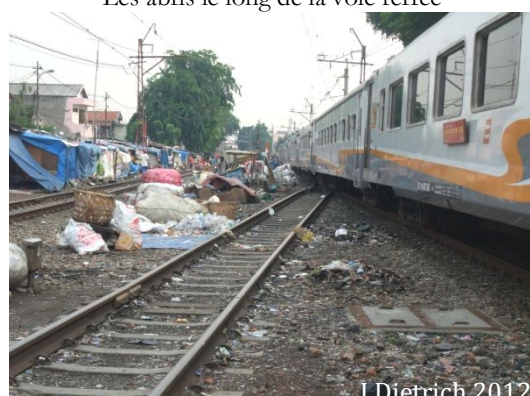
J Dietrich 2012
Les abris le long de la voie ferrée



J Dietrich 2012
Triage des déchets : amas de bouteilles en plastique
La collecte de la journée, triée et empaquetée



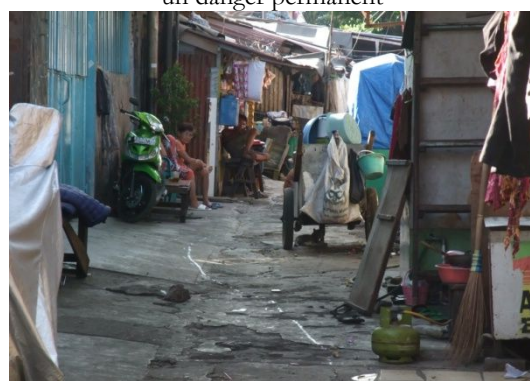
J Dietrich 2012



J Dietrich 2012
La proximité avec le chemin de fer :
un danger permanent



J Dietrich 2012
Jalan Tanah Tinggi I : les constructions n'empêchent pas le passage de véhicules



Jalan Dahlia : occupation d'une route et constructions semi-permanentes

La majeure partie des résidents rencontrés pendant l'enquête de terrain souligne l'ancienneté de l'occupation de cet espace et de leur propre présence, montrant leur urbanité ancienne. Ainsi, les arrivées dans la ville de Jakarta remontent souvent à plusieurs décennies : (depuis 1951 et 1955 pour les plus anciennes recensées au cours des entretiens, 3 personnes dans les années 1960, notamment après la crise politique et la période de difficulté alimentaire de 1966, 4 à la fin des années 1970, une personne est arrivée en 1995 et une autre en 2007 sur les 25 personnes avec lesquelles ont été menés des entretiens).

En revanche notamment pour les personnes occupant la zone du chemin de fer²¹³, l'inscription spatiale reste particulièrement précaire, d'abord du fait du danger quotidien lié au passage des trains, mais aussi du fait des opérations de déguerpissement récurrentes. La menace permanente du bulldozer et sa concrétisation régulière (jusqu'à plusieurs fois par an, la moyenne c'est tous les six mois) est un lourd facteur de vulnérabilité résidentielle. Ainsi, les abris (qu'il m'est difficile d'appeler logements) ne sont principalement que quelques tentes et bâches tirées, dont certaines sont repliées en journée pour ne servir que de protection pour la nuit. Seules quelques installations dépassent 5 m² et utilisent un peu de contreplaqué.

Les logements sur les voies routières voisines n'ont pas vocation à rester là d'après le plan d'occupation des sols. Une éviction potentielle n'est pas à exclure, elle est même prévue par le nouveau schéma directeur de Jakarta 2030²¹⁴, mais semble plus lointaine, ce qui permet la consolidation de certains logements. Ponctuellement avec du ciment, les murs sont principalement en bois et contreplaqués voire en bambou tressé. Dans cette partie, la localisation et le logement sont payants (de 160 000 à 250 000 roupies par mois) à la différence de l'intérieur de la voie ferrée.

L'accès aux services publics est précaire pour la majorité, dépendant des interrelations avec le voisinage qui concède (moyennant finance) eau ou connexion électrique. Les douches et sanitaires ne sont que collectifs et beaucoup ne les utilisent pas du fait de leur coût.

Espace de pauvreté, sans aucun doute, voire plutôt de précarité, ce lieu n'est en aucune manière intégré dans les programmes officiels de traitement et de réduction de la pauvreté du fait de son informalité identifiée. La vulnérabilité des populations dépendant d'activités informelles expose celles-ci aux arrestations dans les espaces publics (quatre personnes ont relaté leur arrestation et passage par l'établissement social) : aucune des personnes rencontrées

²¹³ Le nombre exact de personnes est difficile à identifier, car les installations sont beaucoup plus mouvantes : à chaque retour sur cette zone d'enquête, au cours des trois premières années de la thèse, le nombre d'abris était différent, notamment à cause des évictions. Et donc, si pendant quelques jours, on n'y voyait aucun individu occupant ce périmètre des voies ferrées, les comptages ont relevé jusqu'à 56 abris, surtout le long des murs (seuls 4 ou 5 ménages se sont installés entre les voies).

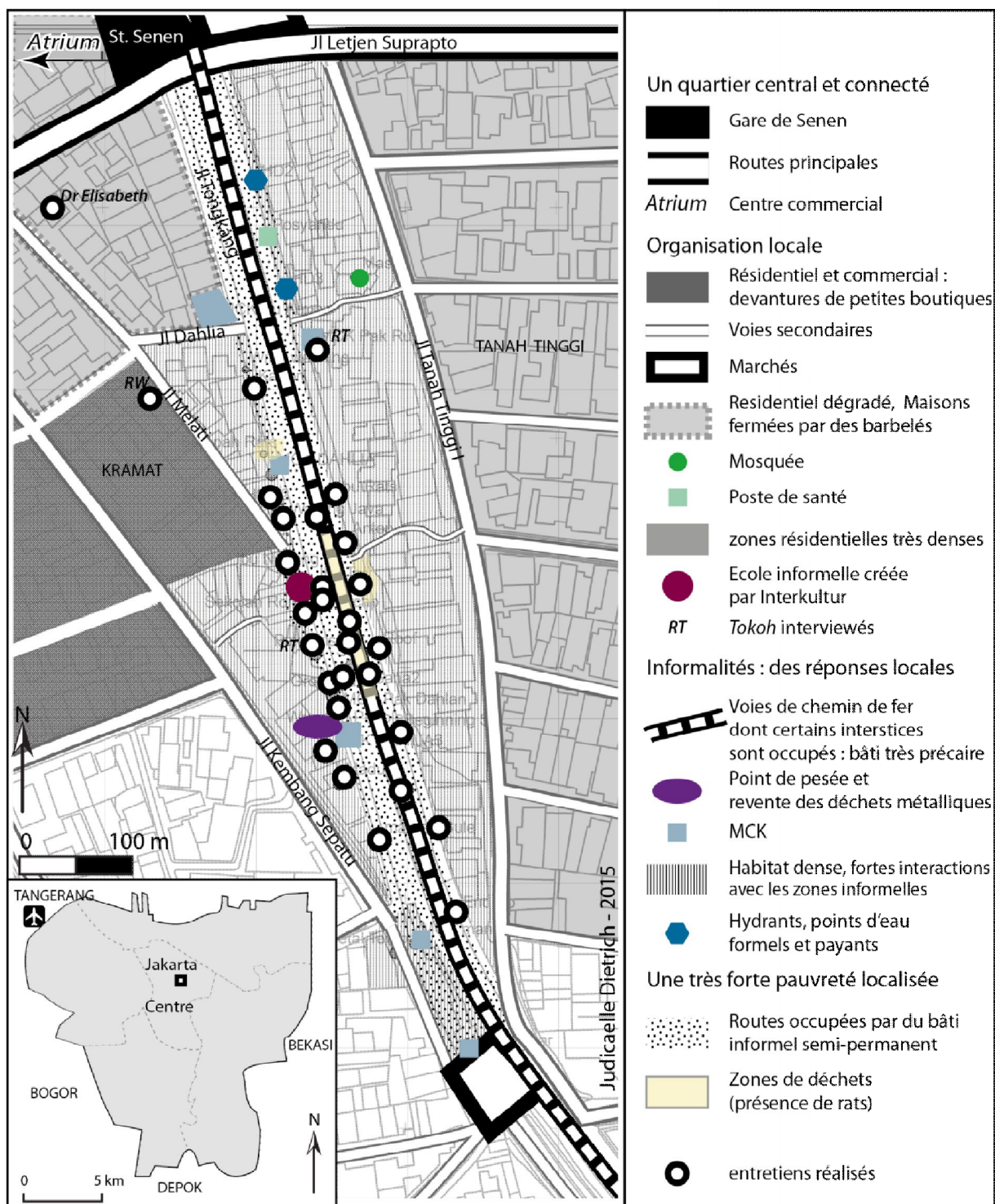
²¹⁴ Le projet formalisé par le département de la planification est de transformer toute la zone en espaces verts et de réhabiliter les routes actuellement occupées par les constructions.

n'a un emploi dit formel : l'activité principale est la collecte de déchets qui occupe 90% des occupants du quartier. Quelques femmes (cinq sur celles interviewées) travaillent ponctuellement pour des entreprises alentour de lessive ou de cuisine (traiteur) en fonction des besoins de leur employeur, et plusieurs ont recours à la mendicité (seules deux personnes l'ont affirmé explicitement, mais l'observation sur le terrain montre que beaucoup plus sont concernées). De plus, les enfants participent aussi à cette économie « informelle », en aidant les parents au tri des déchets souvent mais aussi par des activités spécifiques : les *anak payung* (littéralement enfants-parapluie) sont les enfants qui portent un parapluie aux personnes qui n'en ont pas sur eux au moment d'une averse (on peut ainsi les voir courir aux premières gouttes de pluie vers les sorties du centre commercial voisin (Atrium)) pour pouvoir récupérer un petit billet en échange du service. Ces emplois impliquent évidemment des revenus extrêmement variables au quotidien et selon le cumul des travaux possibles : d'après les entretiens, le salaire journalier oscille entre 15 000 à 30 000 roupies par jour (un peu plus de 1 à 2 euros), mais dès qu'il y a une famille²¹⁵ à charge, la somme de 50 000 roupies (4 euros) est présentée comme le minimum à gagner dans la journée.

C'est pourtant un « espace de l'assistance » car il fait l'objet d'une aide par une ONG (individuelle). Un couple cherche à soutenir les besoins des populations en finançant soins médicaux, une petite école informelle et quelques projets grâce à l'argent recueilli par les tours de touristes qu'il emmène en visite dans ce « Jakarta caché » : le *Jakarta hidden tour*.

L'ONG (*Yayasan*) Interkultur est entièrement assumée par Ronny et Aneke Poluan, des Indonésiens de Manado et Makassar, protestants, qui vivent dans un complexe résidentiel au sud-est de Jakarta. D'après les types d'acteurs définis dans le premier chapitre, ils appartiennent à la « classe globale » et mettent en place des actions très locales dans le quartier appuyé sur leur devise les « trois E » : *Emergency* (l'accès aux soins), *Education*, *Empowerment*. Leur démarche sera étudiée plus longuement dans la dernière partie de ce travail.

²¹⁵ Dans ce quartier, toutes les familles avec enfants (donc en dehors des couples et personnes célibataires rencontrées) en ont plus de trois, et pour un tiers des familles, il y a plus de 4 enfants à charge.



Carte 14 : Le chemin de fer, dangers et fragmentations
(Sources : Données de terrain, relevés GPS)

❖ Des informalités dans un quartier frontalier : *Bintara* (Bekasi)

Un espace des marges

Cet espace regroupe tous les critères de l'informalité (habitat, population et économie puisque ses habitants ne peuvent que travailler dans le secteur informel), localisés dans les interstices où la présence administrative ou du propriétaire n'est pas clairement établie. Au-delà de l'approche économique de l'informalité initiée par Keith Hart (1973), la notion recouvre ici toutes les formes d'urbanités qui apparaissent hors du cadre étatique ou de la législation, en termes d'habitat, de zonage, et de droit de résidence.

Lorsque l'on interroge les responsables des plans d'occupation des sols, donc les fonctionnaires des municipalités concernées, ils utilisent l'expression d'« espace vacant » voire « vide ». Sur les cartes officielles et commerciales en vente, tout comme dans le plan consulté à la mairie, le périmètre est représenté par des aplats verts, c'est-à-dire des espaces non bâtis et occupés par un couvert végétal... ces espaces dont la métropole manque cruellement d'après ces mêmes fonctionnaires. Dans les bureaux est donc « inventé » l'avenir de ces espaces soi-disant vides en fonction des besoins identifiés de la cité et des usages alentours. Les périphéries urbaines si elles ne sont pas industrielles ont comme principale vocation d'assurer la fonction résidentielle. C'est d'ailleurs ce que la ville de Bekasi a inscrit dans les principes fondamentaux de son document de planification de l'aménagement. À Jakarta, étant donné la très forte pression foncière, les espaces occupés doivent être utiles et rentables économiquement ou répondre aux besoins d'emploi.

La pertinence de ce lieu comme espace de pauvreté et espace considéré comme pauvres est qu'il est identifié (ou plutôt la partie « formelle » de la zone) comme un espace « pauvre » méritant une intervention des pouvoirs publics²¹⁶. Dans le *kampung* de Bintara était en projet la construction de latrines publiques (MCK), financé par le PNPM. Il apparaissait donc utile d'observer la réalisation en cours et les critères de sélection de ce lieu et de ce type d'opération. En effet, toute une zone (qui d'ailleurs n'a pas été « visitée » lors de la présentation des actions par les porteurs du projet) apparaît déconnectée des services publics formels et la précarité des installations est une autre forme de vulnérabilité.

²¹⁶ Les agents de la municipalité de Bekasi associés aux fonctionnaires du Ministère des Travaux Publics m'ont emmenée, le 18 juin 2012, dans plusieurs endroits où ils menaient une action sectorielle dans le cadre du programme national de réduction de la pauvreté PNPM.

Planche de photographies 6 : Le quartier de Bintara



Dietrich, 2012

De vastes espaces verts alentours :
terrains préservés de constructions spontanées



Dietrich, 2012

Un vendeur d'eau potable en livraison sur sa moto :
achat de gallons d'eau nécessaire



Dietrich, 2013

Connexions informelles au réseau électrique, sur des
toits en tôle, maintenus par des pneus.



Dietrich, 2012

« Toilettes hélicoptères » : construction d'un espace
d'aisance sur le canal



Dietrich, 2012

Espace inondé à chaque grosse pluie. La zone marque la
frontière avec le quartier formel : le MCK sur la droite
en indique la limite.



J Dietrich 2012

Une maison permanente construite
dans les années 1980 sous le régime du *girik*,
murs en parpaings et toiture en tuiles



Dietrich, 2012

Dietrich, 2012

Les constructions spontanées des collecteurs de
déchets : matériaux de récupération et allées en terre



Les abris à proximité des décharges et amas
de déchets, les sacs rassemblent les matières triées

Les personnes rencontrées lors d'une première visite avec les agents municipaux (c'est-à-dire les chefs de quartier et de voisinage et la propriétaire du terrain où l'équipement était prévu), ont explicitement évoqué l'enjeu des latrines pour améliorer l'environnement résidentiel « à cause des *pemulung* » à côté de la rivière. De plus, la diversité des formes de l'habitat et la précarité d'une part importante du bâti ont contribué à la volonté de poursuivre un travail prolongé dans ce quartier.

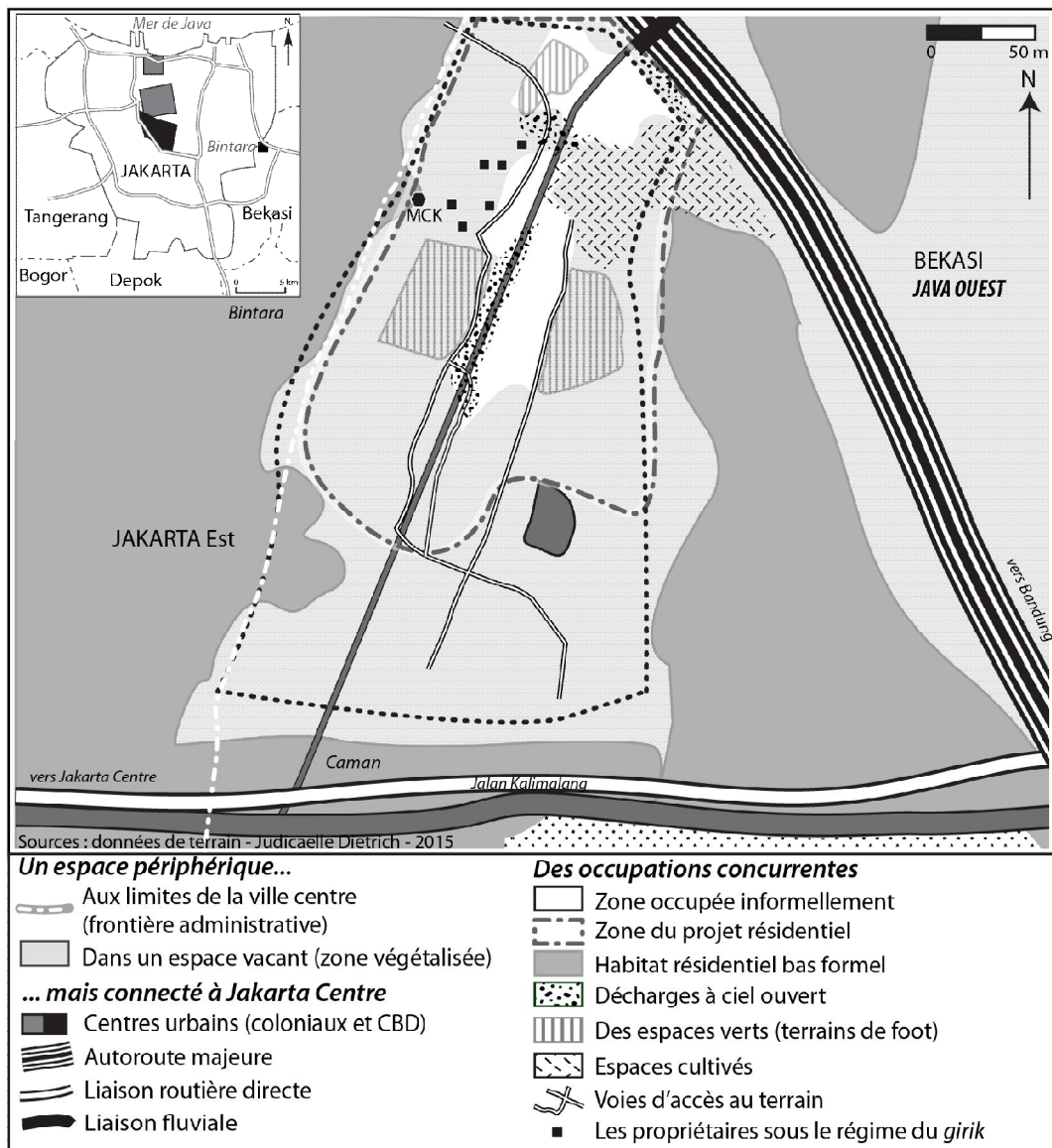
Les populations²¹⁷ se sont installées de manière illégale sur ces espaces vacants pour plusieurs raisons. L'opportunité d'une vaste étendue non utilisée à proximité des zones d'activités est rare désormais dans l'aire métropolitaine de Jakarta. Cette installation a pu se faire car l'usage de cet espace n'était pas encore clairement défini tant par la municipalité que par les propriétaires de la zone. Le flou dans ces interstices est le moyen d'émergence de nouvelles formes d'urbanité en lien avec l'informalité.

Cette situation de marge urbaine est une autre variable à prendre en compte. Marge urbaine à la frontière entre la ville de Jakarta et de Bekasi, c'est aussi un lieu de recueil de populations mouvantes qui font le lien entre plusieurs quartiers. Les mobilités résidentielles témoignent du développement économique et des conditions de production des espaces urbains. Ce lieu se présente ainsi comme une zone de réception de différentes trajectoires résidentielles montrant que sa situation périphérique est aussi stratégique au cœur d'une zone urbaine en croissance et en cours de densification.

En effet, la situation foncière à Bintara reste floue (carte 15 et tableau 5) : la compagnie qui serait propriétaire aurait subi trois faillites successives. Ce terrain qui s'étend entre l'axe ouest est (*jalan kalimalang*, qui part de Jakarta en direction de l'est et des zones industrielles), l'autoroute pour Bandung, jouxtant la frontière avec la municipalité de Jakarta aurait appartenu à la fille de Suharto. Tutut, célèbre femme d'affaires, était connue pour ses collusions avec le monde médiatique et affairiste indonésien. À la chute de son père en 1998, ses propriétés ont changé de main et le statut même (le nom entre autres) de l'entreprise à qui appartiendrait ce terrain reste incertain. Une personne enquêtée affirme que la compagnie serait allemande. Son existence concrète ne tient qu'à la présence d'un ancien employé qui vit à proximité, identifié par la population comme l'intermédiaire de l'entreprise, et son « bras droit » qui vit au cœur du quartier. C'est auprès de lui qu'il faut faire accepter sa présence. L'intermédiaire affirme que 80 % de l'espace serait formellement déjà acheté par l'entreprise (dont toute la zone occupée

²¹⁷ Les habitants installés ne peuvent pas être considérés comme un groupe social homogène. Est concernée ici une variété de situations allant des personnes marginales pauvres aux nouvelles classes moyennes du sous-prolétariat (Bayat, 2013). Beaucoup sont des migrants urbains mais dont la date d'arrivée peut être de plus de trente ans aux six derniers mois. Les formes d'empiètement sont très différentes selon les circonstances.

par les collecteurs de déchets informels) et qu'il ne resterait que quelques parcelles encore en négociation avec les résidents reconnus et anciens.



Carte 15 : Des informalités dans le quartier de Bintara (Bekasi) (Sources : terrain Dietrich 2012)

L'objectif de l'entreprise est de construire, en accord avec le plan d'occupation des sols et la planification de la ville de Bekasi une vaste zone résidentielle de haut standing, c'est-à-dire un complexe fermé de villas. Pour répondre aux logiques de rentabilité, il apparaîtrait, d'après l'intermédiaire rencontré, que même s'il y a moins de maisons construites (plus grandes avec de plus grands jardins), il est plus intéressant de proposer un complexe de luxe, associé à des prestations adéquates à un prix élevé plutôt qu'un ensemble résidentiel pour classes moyenne et inférieure avec plus de maisons mais vendues moins chères. L'idée de proposer un logement

pour les populations déjà présentes sur le terrain (qu'elles soient légales ou informelles, propriétaires ou occupants squatteurs) n'est pas envisagée. En février 2012, l'expansion des implantations sur ce terrain est manifeste, alors qu'elle est restée relativement concentrée aux marges du quartier formalisé. Et c'est justement quand la croissance cumulative des populations et de leurs actions dépasse un point tolérable que la répression devient attendue (Bayat, 2013).

Le quartier connaît une organisation spatiale forte selon les types d'occupation du foncier et des activités. On observe une répartition nette entre le quartier formel administrativement délimité, et les différentes phases d'arrivée de nouveaux résidents. De plus, les surfaces habitées sont très variables permettant de constater de fortes inégalités (appuyées par le type de bâti). Cela contribue à analyser les inégalités du cadre de vie (qualité environnementale entre autres), en lien avec l'accessibilité aux services urbains et au marché de l'emploi.

La morphologie du bâti en matériaux plus ou moins solides et permanents est associée aux différentes formes d'occupation du foncier. Cela témoigne des différents gradients d'informalité mais aussi de vulnérabilité d'accès au sol. Elle témoigne aussi de l'ancienneté de l'arrivée dans le quartier et de l'organisation spatiale selon les besoins du travail.

Les différentes situations d'informalités vécues par les ramasseurs de déchets s'associent au stigmate lié à leur activité (usage du *grobak* – grosse brouette en bois – ou d'une hotte portée sur le dos). Certains sont critiqués du fait de leur « attirail » qui leur donnerait une apparence de pauvres alors qu'ils ne le seraient pas (comme me l'expliquait la responsable du programme de réduction de la pauvreté à Bekasi).

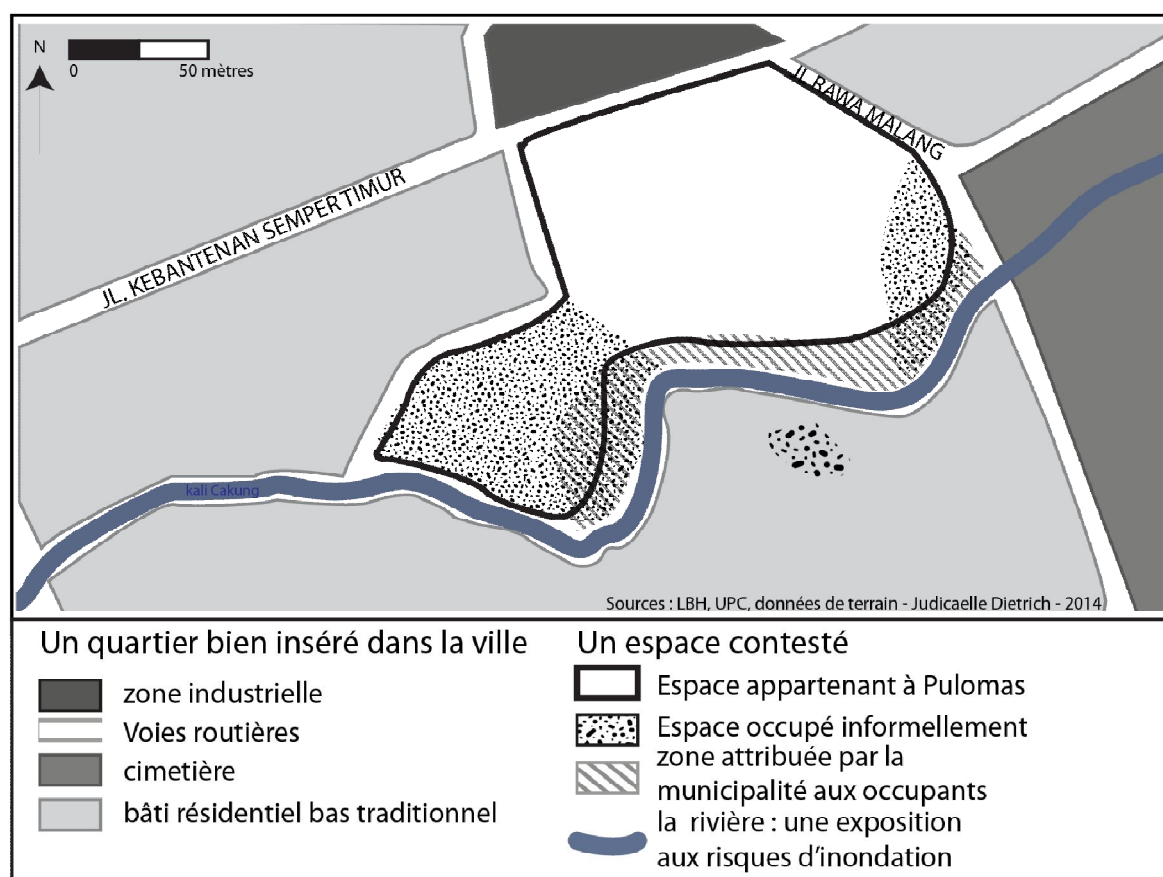
La connexion et les interactions avec le monde considéré comme formel sont multiples et dépassent la simple proximité du lieu avec un *kampung* reconnu et l'imbrication des activités et des services réciproques. Deux lieux témoignent de la reconnaissance de la précarité d'une part importante de cette population de Bintara et de la prise en compte des *pemulung* dans la société urbaine : la construction du MCK ainsi que la création d'une école alternative *Sekolah kami* à destination des enfants de *pemulung*.

Un espace en contrepoint : le cas de Budidharma

La comparaison de deux études de cas de quartiers (à Budidharma – Jakarta Nord – à l'intérieur de la municipalité de Jakarta et à sa frontière, à Bintara – Bekasi) s'est avérée pertinente du fait de la proximité des situations observées et vécues : la vulnérabilité des quartiers au risque d'inondation et surtout l'imminence d'une éviction des populations qui les occupent conduit à identifier les dynamiques de l'urbanisation ainsi que les modalités de la gestion et de la production de la ville. L'évolution rapide des fonctions et usages de l'espace urbain peut, par l'analyse de ces deux quartiers, être appréhendée. On met ainsi en lumière les

implications des jeux d'acteurs et la cristallisation en certains lieux de l'expression de leurs intérêts divergents. Les différentes interrelations qui émergent mettent en lumière les rapports de domination et de pouvoir en place. La concurrence pour l'espace peut dès lors produire l'éviction d'une partie de la population qui ne posséderait pas les critères requis pour faire accepter sa présence ou la capacité de mobilisation collective pour faire entendre sa voix.

Ce second espace est complémentaire du cas de Bintara. Découvert dans le cadre d'une discussion avec un membre de l'ONG locale *Urban Poor Consortium*, ce quartier est un des lieux témoignant des formes de mobilisation possibles de la société civile et des résidents pour lutter contre une éviction qui seront analysées dans la dernière partie de ce travail. Pour ce cas, les recherches et actions menées par UPC et LBH localement sont la principale source d'informations complétée par quelques entretiens avec les résidents. Si la situation foncière est plus claire, c'est l'usage futur de cette zone qui reste obscur.



Carte 16 : Occupation de l'espace à Budidharma, espace et populations vulnérables
(Sources : LBH, UPC, Terrain Dietrich, 2011)

Ces cas d'étude montrent comment les enjeux marchands guident les restructurations du tissu urbain. Ceux-ci se confrontent aux ancrages territoriaux construits par des populations présentes sur les espaces convoités mais très vulnérables. La question de la mobilisation des citoyens repose sur la défense de leurs intérêts – individuels ou collectifs – et leurs différentes

capacités de réponse depuis la résistance à la transformation urbaine au déplacement vers d'autres espaces de vie. Une constante semble pourtant persister : la précarité et l'instabilité résidentielle de ces populations.

Le tableau ci-dessous présente les grandes lignes des situations de chacun des quartiers.

	Budidharma	Bintara
Localisation	Municipalité de Jakarta Nord	Municipalité de Bekasi (ville voisine à l'est de Jakarta), quartier à la frontière avec la capitale.
Superficie	4, 23 ha	Environ 5 ha
Situation du sol	Appartient à PULO MAS ²¹⁸ depuis 1972.	Statut foncier encore ambigu et processus d'appropriation par la compagnie en cours.
Durée de la présence de la population qui occupe le terrain	Depuis plus de 25 ans	Plusieurs situations combinées : - Depuis plus de 20 ans : occupation reconnue comme formelle (girik, certificat de vente), maisons permanentes. - Depuis moins de 3 ans : occupation informelle du terrain qui appartiendrait à l'entreprise en échange d'un paiement trimestriel à un intermédiaire au statut officiel ambigu. - Depuis juillet 2012, nouvelle vague d'arrivées ; occupation informelle.
Type d'occupation du terrain	Informelle, occupation d'un terrain qui ne leur appartient pas, sans dédommager le propriétaire	
Occupants	76 familles	Une quinzaine de familles formelles + 300 familles informelles
Usage officiel d'après le plan d'occupation du sol	Industriel, variation des projets	Résidentiel de très haut standing.
Situation légale de la population	Possèdent la carte d'identité et de résidence de Jakarta	Les familles formelles possèdent le KTP de Bekasi, la majeure partie des nouveaux arrivants informels n'ont que celui de leur village d'origine (la majorité vient de Karawang, le district à l'est de la ville).
Activité de la population	Travail formel, notamment dans les usines voisines et en tant que commerçants.	Travail formel, service à la personne dans les quartiers résidentiels planifiés de plus haut standing (lessive, ménage) <i>Pemulung</i> (ramasseurs, collecteurs de déchets informels)

*Tableau 5 : Présentation comparée des quartiers de Bintara et de Budidharma
(Source : LBH et UPC, Dietrich données de terrain)*

²¹⁸ À l'origine, cette entreprise est une *sous holding* du gouvernement de Jakarta DKI en charge du développement immobilier créée dans les années 1960. C'est désormais une société privée qui s'est spécialisée dans l'aménagement de zones résidentielles de haut standing.

Au nom du statut d'informel des populations (dans le cas de Bintara) ou d'occupation illégale d'un terrain (à Bintara et à Budidharma), l'expulsion de l'espace convoité reste une solution assumée par les gouvernements locaux et entreprises propriétaires.

❖ Les logements sociaux collectifs : une approche complémentaire

La concentration dans des espaces « modernes » de la pauvreté

La question des logements sociaux doit être présentée dans le cadre de l'étude des espaces de la pauvreté. Ces lieux ne faisaient pas partie des espaces sélectionnés au départ de ma démarche d'enquête. Mais leur intégration s'est avérée nécessaire, en contrepoint des analyses effectuées dans les quartiers d'enquête afin d'identifier la situation spécifique des populations qui y résident par rapport aux autres espaces. Cependant, ces espaces n'ont pas fait l'objet d'une enquête ethnographique. L'enjeu était plutôt de mettre en perspective les discours et représentations des différentes personnes rencontrées sur le terrain vis-à-vis de ces lieux spécifiques, que ce soit des populations vivant dans des espaces en situation de pauvreté que des membres des groupes stratégiques intervenant dans la gestion de la pauvreté.

Le questionnement de ce type d'espace est à mettre en perspective avec les représentations occidentales. La concentration dans des tours et des barres de la pauvreté est lié à une conception historique que ce serait le « logement des pauvres ». La diffusion de ce modèle implique aujourd'hui qu'une part importante des concepteurs urbains, aménageurs et urbanistes identifie ce type d'espace comme le « bon » logement des pauvres... quitte à ce que le glissement soit facile vers la détermination du logement du « bon pauvre ». Les logements sociaux, considérés comme pauvres²¹⁹ du fait de la politique qui les initie, produisent une concentration de personnes dites pauvres dans un endroit restreint. La rupture produite dans les formes urbaines, la délimitation de ces espaces par des murs et barrières en plus des représentations associées sont autant d'éléments qui contribuent à la fragmentation urbaine et à la stigmatisation des populations y vivant. Cet espace produit d'une assistance ponctuelle implique des effets de lieu à mettre en évidence.

Le cas des *rumah susun* de Senen s'est imposé du fait de la proximité avec la zone informelle le long du chemin de fer et des interactions potentielles à identifier (projections, perceptions réciproque de la pauvreté et des pauvres, ...). Quelques entretiens complémentaires ont été effectués à Bidaracina et à Bekasi, où il n'y a qu'un seul bâtiment qui s'insère dans une

²¹⁹ Leur niveau de pauvreté sera aussi interrogé dans la troisième partie de ce travail, en fonction des critères pour pouvoir accéder à ces logements.

politique d'aide au logement et vise exclusivement les femmes seules avec un ou deux enfants maximum.

Au-delà de la présentation du contexte de la création de ces bâtiments, l'interprétation des données et des entretiens sera surtout destinée à comprendre les différenciations faites entre les pauvres, selon leur lieu de résidence (ou le type de résidence), selon le type d'aide dont ils ont pu bénéficier et d'identifier ce qui permet ou non de qualifier ces espaces de « pauvres ». Enfin, l'objectif est d'essayer de comprendre le très faible nombre de ces espaces dans la métropole alors que cette politique apparaît comme la plus promue dans les discours des fonctionnaires municipaux et d'une partie des bailleurs et ONG internationales.

Senen : le relogement suite à une éviction

Construits suite à un incendie²²⁰ majeur en 1991, les premiers logements ont été accessibles aux résidents à partir de 1994 (d'autres ont été mis à disposition seulement deux ans après). La localisation de ces six barres, nécessitant la libération de terrains fonciers dans une zone centrale particulièrement dense s'explique par cet incendie particulièrement destructeur d'un quartier résidentiel dégradé et précaire (les récits mettent en avant la taudification du quartier principalement avec des matériaux non permanents (*gubuk gubuk*)).

Sur les quatre hectares partis en fumée, 1,2 compose l'ensemble résidentiel de 578 logements. Les unités du rez-de-chaussée et du premier étage sont consacrées aux activités professionnelles et aux services de proximité : il y a un centre de santé (*posyandu*) dans le bloc 3, deux jardins d'enfants, une école maternelle pour l'après midi et deux écoles (dans le bloc 2) qui accueillent 200 élèves.

Ce sont des appartements composés de trois pièces (une principale, une cuisine et une salle de bain) de trois mètres sur 7, soit 21 mètres carrés par logement, au confort « moderne » c'est-à-dire desservis par l'eau et l'électricité que les résidents payent selon leur consommation. Il y a entre 18 et 36 unités par étage selon les blocs qui sont eux même divisé en huit unités de voisinages (un ou deux RT par bloc). Tous les logements étaient destinés aux victimes de l'incendie, qui ont pu recevoir une aide de l'État : un terrain de 50 mètres carrés était évalué à 9 millions de roupies ; les propriétaires n'avaient donc « qu'à déboursier 500 000 roupies de plus pour acquérir un logement au dernier étage » (d'après le responsable du RW, novembre 2011). Le responsable local indique que tous les résidents possèdent le KTP de Jakarta, que les logements sont tous occupés et que seuls 20% ne sont plus habités par les occupants

²²⁰ Plusieurs résidents indiquent avoir subi deux ou trois incendies avant de pouvoir profiter de ce relogement.

d'origine²²¹. Une part importante serait des vendeurs ambulants autour du *Pasar Senen* (un important marché qui s'est un peu réduit depuis la création du centre commercial Atrium (Tadié, 2002). Chaque ménage doit verser 20 000 roupies par mois pour le ramassage des déchets, la sécurité, l'électricité et le nettoyage des parties communes. La surveillance du parking est financée par ceux qui possèdent un véhicule, principalement des motos (1000 roupies par jour), les quelques voitures appartiennent aux Chinois me dit-on, qui vivent là mais plus souvent qui ont une maison un peu plus loin et garent leur voiture là pour qu'elle soit surveillée (200 000 roupies par mois).

En 2011, quarante familles disposaient de la *Gakin* (carte de famille pauvre) mais cinq à six SKTM sont demandées chaque mois. La distribution du *Raskin* (aide alimentaire de riz) est faite tous les mois : 25 000 roupies pour 10 kg pour par ménage (le RW me précise que le prix du gouvernement est à 17 500 roupies mais qu'il doit dépenser 7 500 roupies pour la répartition et l'emploi d'un journalier pour la distribution).

Un des problèmes qui est apparu récurrent dans les discours est la fiabilité des services fondamentaux (eau et électricité). Cela explique l'importance de la description fournie par le chef de quartier lors de notre entretien (entré dans les détails de voltage (450 Watts mais demande d'augmenter à 1300 Watts, de pression de l'eau)... Mais cela s'est vu confirmé dans les propos des résidents qui pâtissent régulièrement des coupures d'eau, notamment dans les étages supérieurs, du fait des problèmes de pression. En effet, si les résidents ne contribuent pas aux frais communs, les responsables ne peuvent plus financer l'électricité pour la pompe à eau (une fois, l'eau a été coupée pendant cinq jours, et monter l'eau quotidiennement dans les étages a laissé de très mauvais souvenirs !). De plus, la conception de basse qualité montre aujourd'hui ses limites (certains résidents me montrent les fuites et les signes de moisissures dans leur logement... « *mais au moins, il n'y a pas d'inondation ici* » me rappelle un propriétaire en riant !). La très grande majorité des appartements dispose de l'air conditionné car l'air circule difficilement et l'atmosphère est rapidement lourde.

Les logements sociaux de Bidaracina

Construits aussi en 1994, ces sept bâtiments collectifs de 4 étages (RW 16 divisé en 14 RT) sur un hectare ont été financés par le gouvernement municipal pour le relogement de personnes vivant le long de la rivière Ciliwung principalement et pour quelques familles de *Kampung Melayu* (projet d'agrandir le canal pour limiter les risques d'inondation). Avec 28 unités par étage, cet ensemble est composé de 688 appartements, aussi sous le modèle du *Rusunami* (*milik* indiquant l'accès à la propriété des logements avec la somme de 12 à

²²¹ Cette information a été contredite par la responsable du RT7 qui indiqua que la moitié des résidents seraient en location (or l'accès premier à ces logements se fait via la propriété).

16 millions de roupies selon l'étage, au moment de la création de l'ensemble résidentiel). La location d'un logement en 2012 s'élève à 700 000 roupies par mois, ce qui est présenté comme relativement cher, du fait de la localisation stratégique. 40 % des résidents sont là depuis l'ouverture de cet ensemble résidentiel.

❖ ***Panti sosial Kedoya : le lieu de l'enfermement de la pauvreté***

La mise à l'écart des « indésirables »

Le dernier lieu présente le centre social situé à l'ouest de Jakarta. Il y a trois autres établissements publics dans l'agglomération ayant la même vocation à Cipayung et à Cikarang, les autres structures semblables sont privées (maisons de soins pour personnes âgées, asiles, ...). La création de ces institutions remonte aux années 1970, sachant que l'établissement de Kedoya est un des plus grands et des plus anciens, il date probablement de cette période.

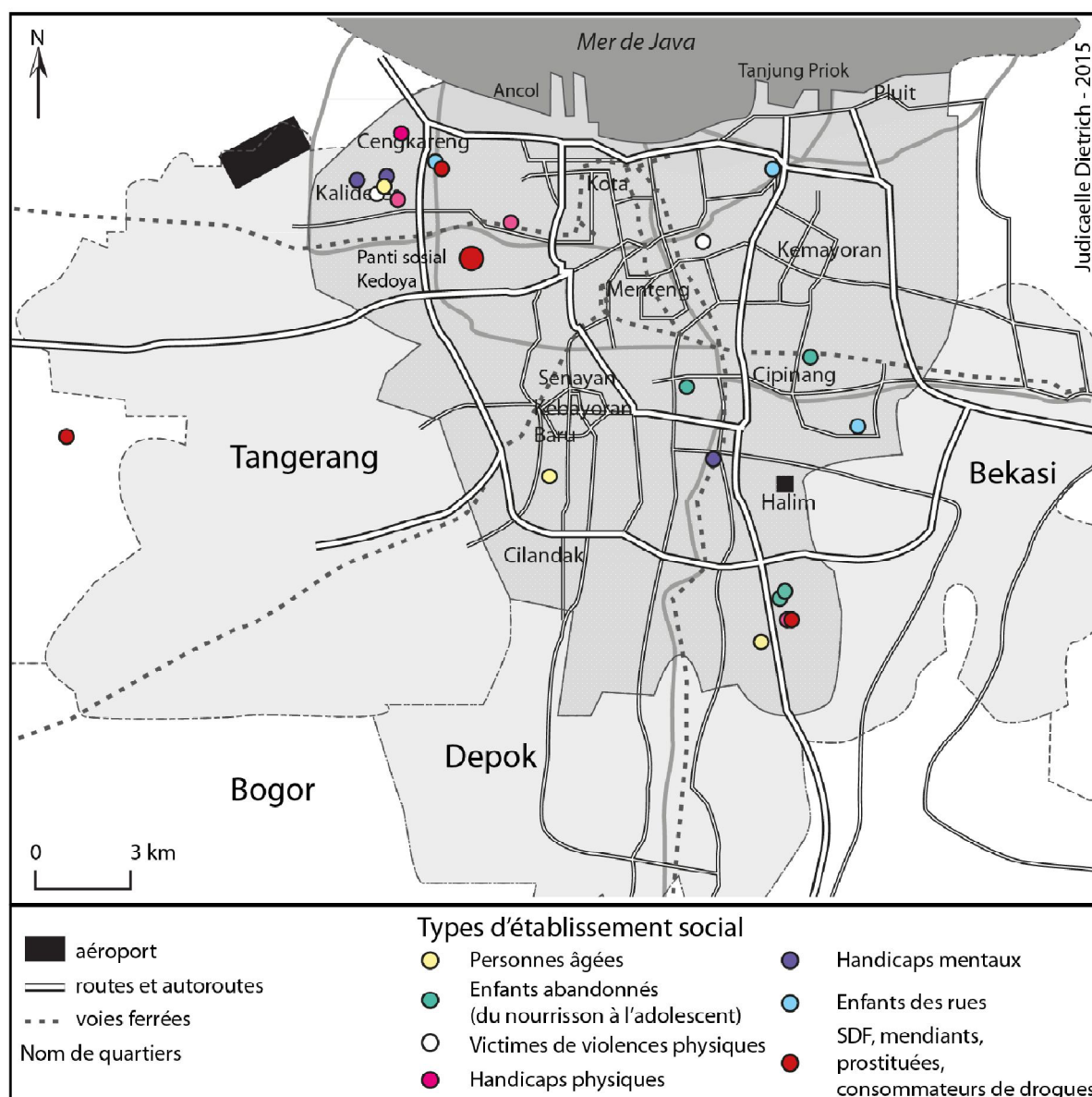
La carte ci-après permet de présenter la répartition de ces établissements dans l'agglomération et leur destination, car ils n'accueillent pas tous les mêmes catégories de population.

Il y a vingt-sept établissements sociaux sous la responsabilité du département des affaires sociales recensés. En pratique, plusieurs regroupent différentes catégories de populations, identifiées comme « compatibles »²²² : huit établissements sont destinés à accueillir les enfants abandonnés (depuis les nourrissons jusqu'aux adolescents), dont trois sont spécialisés pour les « enfants des rues » (*anak jalanan*), cinq pour les personnes âgées abandonnées, deux pour les handicapés physiques, un pour les aveugles et quatre pour les handicapés mentaux (hiérarchisés selon le degré de la maladie « *psikotik* ») ; un établissement accueille les utilisateurs de drogues et le dernier est destiné aux victimes de violences (le seul situé dans le centre de Jakarta). Celui pour les femmes prostituées et sans domicile est confondu avec celui de notre étude. Un seul n'est pas représenté, il est situé à l'extrême ouest de l'agglomération aux limites du *kabupaten* de Tangerang, destiné aux mendiants et errants.

En termes de localisation, ces institutions sont principalement situées aux périphéries de la ville de Jakarta DKI. L'extrême Nord Ouest (neuf établissements) et l'extrême Sud Est (quatre établissements) de la municipalité en regroupent la très large majorité. Le seul dans le périmètre de Jakarta Centre (Pusat) est destiné à des populations tout à fait « acceptables » (celles victimes de violences) alors que les populations moins « désirables » (enfants des rues,

²²² Ainsi, l'établissement pour adolescents abandonnés accueille aussi des enfants, celui destiné aux prostituées est le même que pour les mendiants et sans domicile (celui de Kedoya notamment), et les « enfants des rues » sont aussi rassemblés avec des mendiants et sans domicile.

handicapés mentaux, sans domiciles, prostituées, consommateurs de drogues) sont concentrées aux frontières et au-delà, à Tangerang.



Carte 17 : Répartition des établissements sociaux gérés par le département des Affaires sociales (Depsos) (Source : Depsos, en ligne)

Ce lieu se veut être une institution pour « réveiller les capacités des êtres humains » afin de permettre aux « PMKS des rues de rentrer dans une vie décente et normalisée » (ou normée). Cela s'appuie sur l'idée d'un patronage social qui permettrait aux personnes incarcérées de retrouver une motivation et une confiance en elles-mêmes afin de se réadapter aux institutions sociales. L'idée de « réhabilitation à la vie normale » a été répétée à trois reprises par le responsable de l'établissement (entretien de novembre 2011) sachant que son objectif est de pouvoir renvoyer les individus dans leur famille. Les missions de cette institution sont les mêmes depuis 1993.

Planche de photographies 7 : Le centre social de Kedoya



La salle de formation, avec la banderole rappelant la loi interdisant certains comportements dans la ville



La camionnette bleue, véhicule associé aux arrestations que les personnes cibles cherchent à éviter



Vision et Mission

III 'CUT NYAK I	
NO	KLASIFIKASI
1	Gelandangan
2	Pengemis
3	Pemulung
4	Punk / Pensamen
5	JOKI
6	Asongan
7	K. Amal
8	wanita
9	waria
10	BALITA

Affichage des personnes arrêtées, par catégorie

JADUAL ACARA KEGI			
HARI/TGL	JAM	ACARA KEGIATAN	
1 AHAD			
2 SENIN	10 ⁰⁰	Bimbingan Sosial	
3 SELASA	14 ⁰⁰	Bimbingan Mental Spiritual	
4 RABU	10 ⁰⁰	BIMBINGAN SOSIAL	
5 KAMIS	08 ⁰⁰ 08 ³⁰	BIMBINGAN FISIK BIMBINGAN KESEHATAN	
6 JUM'AT	08 ³⁰	KERJA BAKTI	
7 SABTU		Makan	

Le programme de formation... assez léger, une heure par jour : social, spirituel, physique, individualisé, et travaux communs le vendredi



Le bureau d'un fonctionnaire de l'institution
Couvert de KTP de personnes arrêtées



L'espace commun
désert puisque les personnes sont enfermées : il n'est utilisé que pour les exercices sportifs, une fois par semaine
Les bâtiments du centre sont au second plan, à l'étage des chambres ou des cellules (inaccessibles)

La première étape à l'arrivée des individus « razziés »²²³ sur la voie publique est leur « identification » : il s'agit de les assigner à une des catégories suivantes : *Gelandangan* (clochard ou SDF), *pengemis* (mendiant), *pemulung* (que l'on pourrait traduire par glaneur : ce sont des ramasseurs de déchets qui les trient et les revendent), *punk/pengamen* (punk/chanteurs de rue), *joki* (personnes que l'on paye pour qu'elles s'installent dans les voitures utilisées par moins de trois personnes aux heures de pointe dans le centre-ville²²⁴), *asongan* (vendeur ambulant), *Kota Amal* (demandeurs de charité), *wanita* (femme)²²⁵, *waria* (homme-femme), *Balita* (enfant de moins de 5 ans). Les documents présentés sur place ajoutent d'autres catégories : *jompo* (une personne âgée), *Penyandang cacat* (personnes handicapées), *cacat* (invalidité) [sans que la différence entre ces deux catégories ne soit explicitée], *kusta* (personnes ayant attrapé la lèpre).

Cette politique de « razzia » est fondée sur une loi nationale de 1980 signée par le Général Suharto : *Peraturan Pemerintah No. 31 Tahun 1980 tentang Penanggulangan Gelandangan dan Pengemis* (Loi n°31 de prévention des sans domicile fixe et des mendiants (la traduction littérale dirait « lutter contre ») traduite dans l'annexe 8). Les « razzias » sont une des mesures répressives stipulées dans l'article 9 de cette loi. Ce texte officiel formule aussi les obligations du département des affaires sociales, c'est-à-dire construire et assumer l'entretien des établissements et assurer les soins envers les personnes arrêtées.

Le responsable indique que sur la dizaine de personnes amenées chaque jour, environ huit doivent d'abord aller à l'hôpital, car il y a beaucoup de « personnes âgées et de fous » (« *jompo dan gila* »). Chaque individu est aussi photographié afin d'identifier les « récidivistes ». Les personnes qui sont envoyées dans cet établissement possèdent un KTP de Jakarta car les non-résidents seraient renvoyés dans leur région de domicile officielle.

²²³ Le terme de « *razzia* » est utilisé en indonésien par les fonctionnaires municipaux du département de la population. Cette pratique consiste à attraper des personnes dans la rue qui ne seraient pas conformités avec la loi (ou plutôt la norme) du fait de leur statut d'« informelles ».

²²⁴ C'est un emploi informel pour les périodes de covoiturage obligatoire, le matin (de 7h à 10h) et le soir (de 16h30 à 19h), pour entrer et circuler dans un périmètre réduit de l'hypercentre de Jakarta). Un panneau qui annonce le début de la zone dite « *three in one* » : trois personnes dans une voiture (à l'exception des taxis et des véhicules possédant une plaque diplomatique ou gouvernementale).

²²⁵ Il semble étonnant que le simple fait d'être une femme puisse être condamnable. Cela ferait probablement référence à des prostituées.

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Aout	Sept
<i>Wanita</i> (femmes)	25	13	45	16	33	24	33	10	23
<i>Waria</i> (transsexuel.le.s- travesti.e.s)	12	9	7	6	14	4	6	5	4
<i>Jompo</i> (personnes âgées)	43	44	50	35	35	22	41	42	6
<i>Terlantar</i> (orphelins)	11	5	15	12	17	14	7	12	9
<i>Penyandang cacat</i> (handicapés)	1								
<i>Cacat</i> (invalides)									
<i>Kusta</i> (lépreux)					1				
<i>Joki</i> (covoitureur informel)	60	26	39	47	35	1	136	59	10
<i>Lain</i> (autre)	41	24	47	22	40	28	55	49	35
Non renseigné	312	237	237	294	387	189	452	489	294
Total	505	358	487	432	561	282	730	666	381

Tableau 6 : Individus « razzisés » selon leur catégorie en 2011²²⁶

En 2009, 8 283 personnes ont passé un minimum de dix jours à l'intérieur de ces murs, 6 474 en 2010, et 4 402 personnes entre les mois de janvier et de septembre 2011.

Ces données semblent assez faibles par rapport à l'effectif des populations qui seraient potentiellement concernées dans la ville, et le nombre de centres pour ces personnes « déviantes » est aussi restreint. Il n'empêche que cela contribue à maintenir une situation de menace permanente pour les populations exerçant ces activités ou marquées par quelques stigmates de la pauvreté.

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill	Aout	Sept
<i>Services sociaux</i>	52	106	107	76	105	96	104	121	48
<i>Police</i>	5	6	6	4	2	13	3	2	6
<i>Autre</i>	0	2	0	5	6	2	3	2	2
Non renseigné	448	244	374	318	448	171	620	541	437
TOTAL	505	358	487	432	561	282	730	666	381

Tableau 7 : Nombre d'arrestations par service en 2011

²²⁶ Les données rassemblées sur place sont lacunaires puisque seules les données en fond blanc ont été recueillies sur place. J'ai ajouté la ligne grisée, déduite à partir du nombre total de personnes par mois dans l'établissement mais qui n'apparaissent pas dans les données des « razzias ». Cette différence ne m'a pas été justifiée. Il peut s'agir en partie de personnes déjà présentes (puisque l'incarcération peut durer jusqu'à deux mois).

Si la majeure partie des individus est emmenée dans ce lieu dans les véhicules de département des affaires sociales (*Dinsos*, la camionnette bleue), la police peut aussi opérer en ce sens (Satpol PP) ainsi que des particuliers. Ils affirment ne pas avoir de quota à respecter ; en attendant, entre quinze et vingt personnes sont amenées quotidiennement dans l'établissement dont très large majorité par des biais non identifiés.

Déviances et systèmes de domination

Il faut souligner la signification d'un traitement semblable de toutes les personnes assignées dans ces catégories. Toute forme de déviance est visée, ou plutôt toute personne en dehors d'une norme portée par le système dominant semble pouvoir être incluse dans ces cases : femmes, personnes handicapées, sexualités non hétéronormées, mais aussi toutes les personnes malades et âgées. Se cumulent donc dans ce lieu toutes les dominations portées par le patriarcat, l'hétéronormativité, le validisme, En plus des rapports de dominations liées aux inégalités de richesse.

Le responsable pointe aussi (ce qui est visible dans les données qu'il me transmet) qu'il y aurait plus de « cas » autour du mois de jeûne. En 2011, le ramadan se déroulait tout au long du mois d'août, et sans identifier explicitement un lien de cause à effet, le nombre de personnes entrées dans le centre est deux fois plus élevé pendant les mois de juillet et d'août que les autres mois de l'année. Ce peut être parce que de nombreuses personnes ont besoin de gagner plus d'argent dans cette période de l'année et qu'il leur est donc nécessaire de faire appel à d'autres sources de revenus, plus ponctuelles. Et de fait, cette institution sociale témoigne que la pauvreté et les stratégies de survie associées à cette situation sont assimilées à une « déviance ».

CONCLUSION

La catégorisation des espaces est liée tant à leur production, au processus de leur construction qu'aux représentations qui y sont associées. Ce qui importe, dans cette approche questionnant le traitement de la pauvreté et des espaces pauvres dans la métropole de Jakarta, c'est justement de voir en quoi cette catégorisation engage des actes et des dispositifs (Tissot, 2011). Ainsi, le découpage d'espaces et leur dénomination viennent asseoir, conforter, consolider des hiérarchies sociales (et spatiales), résumant une vision des problèmes sociaux, consacrant des manières de faire urbanistiques.

Ainsi, certains lieux portent alors le poids de la stigmatisation sociale et ces catégories tendent à homogénéiser un groupe et un lieu.

Parallèlement, ce chapitre a permis de revenir sur les critères d'appréhension de la pauvreté par l'espace. Il s'agit ainsi de penser systématiquement, la question de la concentration de la pauvreté dans un lieu par rapport à d'autres ou alors sa dispersion (et ce que cela implique dans les perceptions et dans les actions menées à ce titre) mais aussi sa situation dans l'ensemble urbain : dans quelle mesure cela peut être un effet aggravant favorisant la ségrégation spatiale et induisant des risques de discrimination ou est-ce que cela peut permettre l'émergence de politiques urbaines ? Ces politiques doivent alors être évaluées afin d'en identifier les conséquences associées : les quartiers de la « politique de la ville » comme réponse à la pauvreté sont un modèle de logements sociaux collectifs qui a été importé, mais sont-ils toujours des « logements de pauvres » ?

Au-delà de catégories abstraites, les différents types d'espaces identifiés montrent la diversité des espaces résidentiels associés à la pauvreté, mais aussi des groupes sociaux et enfin des attitudes politiques à leur endroit.

CHAPITRE 4 : PAUVRES ET PRODUCTION DE LA VILLE

« L'internationalisation accentue et différencie les régimes de visibilité de certaines populations dans l'organisation de l'espace, notamment dans les secteurs d'habitat les moins valorisés et sur les marchés du travail. Quand certains secteurs urbains se donnent à voir et sont ainsi liftés, améliorés, d'autres démolis, tandis que d'autres encore sont occultés, davantage mis à l'écart, des populations sont privées d'accès au centre par des dispositifs coercitifs. Se pose alors la question de l'incorporation, de la justification et de la mobilisation dans l'action, de la revendication de ces légitimités différenciées qui participent à la redéfinition de ces nouvelles grammaires de l'honneur et du déshonneur ».

Deboulet, Roulleau-Berger, Berry-Chikhaoui, 2007, p. 7

INTRODUCTION.....

De nombreux travaux ont montré et continuent à montrer les implications spatiales de la diffusion « globale » de l'idéologie néolibérale mais aussi des pratiques, en particulier sur la transformation des villes. La construction de nouveaux lieux, la multiplication des fractures dans la ville néolibérale, l'émergence de nouvelles modalités de relations, en particulier la diffusion des rapports marchands sont des signes des restructurations urbaines en place, à Jakarta comme ailleurs. Catherine Sélimanovski (2008) affirme ainsi que l'inscription dans des espaces urbains de cette idéologie produit des « effets de lieu » (Bourdieu, 1993) qu'il s'agit de mettre en évidence.

Ces nouvelles manières de faire la ville, de la produire peuvent dès lors s'observer à de multiples niveaux, depuis la création de quartiers d'entre soi à l'exigence de posséder (pour la ville) quelques formes standardisées mais identifiables (je pense en particulier aux « tours

icones » de Sklair (2006) dans une *skyline* ou les parcs à thèmes), mais aussi dans le traitement de la pauvreté.

La notion de production de la ville implique une réflexion portant sur le rôle des actions qui créent la ville et ses espaces dans leur diversité et l'enjeu est de l'analyser au prisme du traitement de la pauvreté qui est fait par cette production de la ville, et de la place des pauvres pensée et conçue ou qui leur est ou non laissée.

Ainsi, on peut se demander dans quelle mesure le traitement de la pauvreté dans les espaces urbains contribue à la mise en œuvre de la néolibéralisation des politiques urbaines et à la diffusion de représentations et de relations favorisant la reproduction et l'imposition de rapports de domination. On a vu déjà la construction de quartiers spécifiques liés à la présence de la pauvreté dans la métropole de Jakarta. Il s'agit ici de travailler sur la place de la pauvreté dans cette nouvelle ville ou plutôt cette nouvelle idéologie de ville et d'interroger la manière dont sont menées les opérations et programmes de lutte contre la pauvreté et de gestion des populations pauvres en prenant en compte toutes les implications du contexte de la production de la ville, où l'exigence de lisibilité des paysages urbains se fait principalement au service de l'accumulation et de la concentration des capitaux. Ce questionnement est ancré dans un positionnement éthique et critique notamment sur les modes d'aménagement et sur la manière de gérer les populations considérées comme pauvres.

En quoi la néolibéralisation des politiques urbaines à Jakarta est-elle la mise en œuvre d'un discours dominant qui promeut une gestion plus *entrepreneuriale* (Harvey, 1989) de la ville touchant en particulier le traitement des pauvres et de la pauvreté, notamment par l'individualisation. Plus généralement, la réflexion permettra d'interroger le lien entre politiques publiques urbaines néolibérales et production d'inégalités sociales et spatiales.

Le questionnement visant la production de la ville à Jakarta porte tant sur les groupes stratégiques dans leur diversité que sur les systèmes, sur l'urbanisme, les régulations, les opérations ponctuelles et les politiques d'ensemble notamment en lien avec le traitement de la pauvreté et des pauvres. Il s'agit donc de travailler sur « l'ensemble des techniques mises en œuvre pour organiser [Jakarta] afin d'en optimiser le fonctionnement et de l'adapter aux besoins de ses habitants », de tous ses habitants, en particulier des plus défavorisés. Ces choix politiques et les outils pour les réaliser ne procèdent pas de « l'action d'un seul acteur, mais d'une multiplicité d'organisations de nature et de perspectives différentes²²⁷ », (Boino, 2009, p. 12) qui

²²⁷ « Impliquant institutions publiques mais aussi privées, cette pluralité organisationnelle se double d'une pluralité de dispositifs de coopération. L'urbanisme ne se structure pas en un seul système d'acteurs mais en une multiplicité de scènes ayant des fonctions sensiblement distinctes et regroupant une combinaison d'acteurs et d'organisations relativement spécifique. Les acteurs de la planification ne sont pas ceux qui portent les opérations d'aménagement, et d'une opération d'aménagement à l'autre comme d'une procédure de planification à l'autre (...), ils peuvent également substantiellement varier. » (Boino, 2009, p. 12).

agissent pas seulement en leur nom et pour leurs propres intérêts mais aussi qui affirment (ou prétendent) agir pour le compte d'autrui (tous les citoyens ou certains groupes spécifiquement définis). La production de la ville n'est pas une simple action organisée mais repose sur des « *processus sociaux diffus et omniprésents par lesquels sont canalisés et régulés les rapports entre acteurs interdépendants dans un champ d'action donné* » (Friedberg, 1993 p. 164) dont les valeurs et les modalités de mises en œuvre ont des conséquences concrètes. L'acte public de l'aménagement contribue à mettre au jour des rapports sociaux et des points de vue notamment par le biais des procédures de concertation mises en place et par l'identification des acteurs influençant les perceptions de chacun (associations, médias, ...). C'est donc un moyen de questionner la gouvernementalité (Foucault, 2004) de la ville par sa production au travers du rôle de la puissance publique, des autres catégories d'acteurs et de leurs interactions (coercition, régulation, collaboration, ...). En effet, dans le contexte de Jakarta, la fabrique de la ville ne peut être prise en compte que par le seul rôle des politiques publiques. Human Right Watch (2006) identifie que 70% des constructions résidentielles à Jakarta (et 80% dans toute l'Indonésie – on peut donc estimer dans cette fourchette aussi la proportion dans toute l'aire métropolitaine) sont auto-construites. Ce taux important, en plus de témoigner du manque profond de production de logements (sociaux, abordables, habitables, ...) et des lacunes de prise en charge de cette question par le secteur public, souligne la nécessité d'intégrer une diversité d'acteurs contribuant à la production de la ville.

Par ailleurs, afin de porter l'attention spécifiquement sur le rôle et sur la prise en compte des populations considérées comme pauvres, je m'appuierai notamment sur la grille de lecture de la justice. En effet, cette entrée permet de concentrer les analyses sur les conséquences en termes d'usages, de pratiques et de droits des personnes les plus défavorisées.

La réponse est déjà trouvée : les villes n'ont pas attendu le processus de néolibéralisation pour être injustes. Comme le soulignent Don Mitchell (1997) ou encore Marianne Morange et Sylvie Fol (2014), la production de l'exclusion et l'accentuation des inégalités s'ancrent sur des pratiques de long terme (exclusion durant le Moyen âge, criminalisation des pauvres au XIX^{ème} siècle, ...), mais la néolibéralisation²²⁸ aurait engendré une prolifération de dispositifs réglementaires et législatifs destinés à attirer et fixer le capital. L'intersection dans la ville contemporaine du capitalisme et de la néolibéralisation est un élément supplémentaire qui explique la persistance de la pauvreté urbaine dans des sociétés qui pourtant s'affichent comme démocratiques et républicaines (à la différence des régimes coloniaux et dictatoriaux).

²²⁸ Le terme de néolibéralisation sera défini et contextualisé dans le développement. On peut dès à présent retenir qu'il s'agit de l'extension de la logique du marché à toute la conception et à la gestion de la ville.

Après avoir présenté la place laissée ou attribuée aux populations considérées comme pauvres dans la ville, la deuxième partie du chapitre reviendra sur plus spécifiquement sur la néolibéralisation du traitement de la pauvreté et sur l'analyse que l'on peut en faire au prisme des principes portés par la notion de justice spatiale.

La reprise de ce concept hérité des travaux d'Henri Lefebvre (1968, 1974) fait appel à un travail critique portant sur les formes d'organisation de l'espace et les rapports sociaux qu'elles traduisent (Brennetot, 2010) : l'analyse de la structuration de l'espace urbain d'une ville métropole par la grille de la justice spatiale aborde la composition interne des lieux, la distance qui les sépare et les pratiques spatiales relatives. L'entrée par les politiques urbaines permet de travailler sur les objectifs, sur la(es) population(s) bénéficiaire(s) des discours et des actions en intégrant l'intentionnalité et sur la responsabilité des acteurs face à des situations et des relations sociales inégalitaires (Brennetot, 2010).

4.1. Les pauvres dans la ville

La présentation des profils de pauvreté et de sa répartition a fait apparaître certains types d'espaces liés à ce phénomène et à la manière de les appréhender par les différents groupes stratégiques. Le début de ce quatrième chapitre porte plus particulièrement sur la position des personnes considérées comme pauvres dans la ville ou plutôt la place qui leur est laissée par la ville. En effet, l'organisation spatiale de la métropole, liées aux formes urbaines et aux actions volontaires entreprises pour sa gestion témoigne du traitement fait de la pauvreté et des pauvres. Au-delà des discours et affichages, la production de la ville met en œuvre des aides ou des obstacles pour l'intégration des pauvres dans la ville et dans la société urbaine.

Dans un contexte global où l'image projetée de la ville est considéré comme un facteur central dans la place que celle-ci possède au cœur de l'archipel mégapolitain mondial et notamment dans les réseaux économiques et financiers, l'attention envers les paysages que Jakarta propose est centrale pour comprendre les orientations des politiques publiques. C'est en tout cas ce qu'affirment Isabelle Berry-Chikhaoui, Agnès Deboulet, Laurence Roulleau-Berger et Jean-François Pérouse :

« L'internationalisation accentue et différencie les régimes de visibilité de certaines populations dans l'organisation de l'espace, notamment dans les secteurs d'habitat les moins valorisés et sur les marchés du travail. Quand certains secteurs urbains se donnent à voir et sont ainsi liftés, améliorés, d'autres démolis, tandis que d'autres encore sont occultés, davantage mis à l'écart, des populations sont privées d'accès au centre par des dispositifs coercitifs. Se pose alors la question de l'incorporation, de la justification et de la mobilisation dans l'action, de la revendication de ces légitimités différenciées qui participent à la redéfinition de ces nouvelles grammaires de l'honneur et du déshonneur ».

Berry-Chikhaoui et alii, 2007., p. 10

Cette citation permet d'insister sur l'importance de l'enjeu de la visibilité et de la lisibilité dans les métropoles : ce que la ville donne à voir contribue à sa lisibilité à l'international comme espace favorable pour accueillir des sources de financement, capable d'initier des formes de développement et de croissance, ou comme espace soumis à des difficultés de gestion et associé à différents problèmes comme la pauvreté.

L'aménagement et sa planification observables notamment via le schéma directeur de la ville et de l'aire métropolitaine sont une source d'information pour identifier les paysages à valoriser ou à créer ainsi que ceux à éradiquer. Au-delà de la présentation de ces choix

urbanistiques, il m'importe surtout de comprendre les conséquences pour les populations et les quartiers considérés comme pauvres face à cette quête de paysages urbains lisibles. Il s'agit aussi de revenir sur les discours qui légitiment l'action publique en identifiant la(les) norme(s) vers la(les)quelle(s) les acteurs participant à la production de la ville veulent se diriger : une ville moderne et compétitive dont la pauvreté est réduite efficacement grâce à des politiques ancrées dans l'espace urbain.

À l'échelle mondiale, le poids des grandes villes s'est affirmé dans les relations et les échanges, correspondant tant à une échelle d'action pertinente qu'à des lieux privilégiés favorisant l'accumulation du capital. Les conséquences sont observables dans les évolutions des formes urbaines (liées entre autres au rôle de l'image de la ville dans les représentations des acteurs) et dans les spécificités de la société dite urbaine. Ces restructurations seraient ainsi issues des processus de néolibéralisation et de métropolisation touchant les politiques urbaines dans leurs méthodes et pratiques.

Les données les plus récentes montrent une nouvelle augmentation du phénomène à Jakarta (DKI) entre 2013 et 2014 : de 371 700 personnes sous le seuil national de pauvreté soit 3,72 %, les statistiques sont passées à 412 790 pauvres soit 4,09 %, BPS, cité par *Kompas*, 7 avril 2014. Pourtant, plus qu'une réduction de la pauvreté ou du nombre de pauvres, il semble que ce sont bien les paysages de la pauvreté ou la pauvreté dans le paysage urbain qui soient visés par les politiques urbaines. Comment donc contraindre les pauvres et la pauvreté dans l'espace urbain et selon quelles modalités ? Telle est la question que l'on peut se poser ici en identifiant les implications en termes d'inscription spatiale pour les personnes concernées.

4.1.1. Une ville contre les pauvres

❖ Des contraintes pour une inscription spatiale des pauvres dans la métropole

Si l'urbanisme et l'aménagement visent toujours dans les discours à améliorer une situation imparfaite, il n'empêche que les conséquences dépendent non seulement des idéologies qui les portent et justifient les actions mises en œuvre, mais aussi des détournements et dysfonctionnements. Ces éléments ne contribuent que rarement à produire une ville plus juste assurant à chacun et chacune de bénéficier au maximum de ses avantages. Bien au contraire, ils peuvent créer des espaces urbains hostiles à la pauvreté. Ce paragraphe cherche ainsi à comprendre les formes et modalités de l'aménagement dans la métropole de Jakarta. Il porte plus spécifiquement sur ses effets qui tendent à limiter les pratiques et usages des populations considérées comme pauvres ou auxquelles est assigné un stigmate de pauvreté dans

l'espace urbain, contraignant non seulement leur mode de vie mais aux leurs capacités à répondre à leurs besoins et à se réaliser.

Pratiques et représentations de la ville

Présentés dans le chapitre précédent, mais aussi dans le retour historique sur la formation de la ville (Chapitre 2), les espaces de la pauvreté n'existent pas « en soi ». Ce sont des espaces produits, sur le temps long de la ville, liés aux interactions nécessaires entre les différents groupes sociaux. Globalement, la différenciation entre les espaces urbains résulte de la concentration en des lieux différents de personnes et groupes en fonction de leurs niveaux socio-économiques. Sans revenir sur tous ces éléments, il faut voir que les effets de lieu sont liés notamment à l'assimilation entre les personnes et les lieux qu'ils occupent. Le rôle des représentations est donc central pour comprendre la place laissée ou attribuée aux populations pauvres. Les discours montrent les représentations négatives à l'endroit de ceux qui vivent dans des quartiers assimilés ou associés à la pauvreté. À ce sujet, Christian Topalov souligne que *« l'histoire des mots ne recouvre jamais l'histoire des objets. Il faut prendre en compte le temps de la production, de l'administration, puis celui de la réparation : quand les critiques dominent, le mot prend souvent une connotation péjorative, assimilé à une erreur urbanistique. À travers le parcours d'un terme, on peut ainsi observer les tensions qui habitent ses usages, leur chronologie montrant le balancement entre valorisation et dévalorisation. De fait, la langue administrante a une visée organisatrice »* (Topalov, 2002). Et Jérôme Tadié (2006) soulignait dans sa thèse qu'aux résidents des *kampung* était associé le terme péjoratif de *kampung* (que l'on peut traduire par « plouc ») soulignant une urbanité différenciée, entre héritage rural marqué et classe sociale inférieure.

Les deux chapitres précédents montrent que la présence des pauvres est réelle dans l'espace métropolitain, statistiquement mais aussi géographiquement, car certains lieux sont clairement identifiés, localisés du fait des caractéristiques économiques des populations pauvres mais aussi des formes urbaines spécifiques. Mais la structure urbaine et son organisation spatiale font apparaître plusieurs facteurs contraignants qui influencent les pratiques selon le type d'espace²²⁹. On peut tout d'abord souligner des usages différenciés à l'intérieur des

²²⁹ La rue et la notion d'espace public ne sont pas mon objet de recherche ni ma spécialité. En revanche certains éléments décrits par Luki Budiarto (2013) permettent d'appuyer cette réflexion qui suit les cadres théoriques élaborés dans les travaux de Marie Gibert. Sur le cas de Ho Chi Minh Ville, cette géographe interroge les « régimes de publicité » (expression proposée par Lynn Staeheli et Don Mitchell (2008)) de la rue dans cette ville sud-est asiatique. L'idée est d'identifier le caractère public d'un lieu plus en fonction des pratiques que des réglementations en prenant en compte la tension entre le régime de propriété juridique, le régime des normes sociales et communautaires— soit « l'ensemble des pratiques potentielles et socialement acceptables en un lieu, quel que soit par ailleurs son statut juridique —, et enfin le régime de légitimation politique, qui fait référence à la capacité d'un lieu à porter et accueillir les revendications des citoyens dans leur diversité » (Gibert, 2014, p. 2).

kampung et des quartiers pauvres par rapport aux espaces objets de l'attention de l'aménagement urbain.

	Devant le domicile espaces semi-privés	Axes secondaires / Principaux à l'échelle du quartier	Voies de communications principales et autoroutes
4h30-6h	Calme la majorité dort. Quelques collecteurs partent. Départ silencieux à la prière	Passages ponctuels mais espaces globalement déserts.	Passages rapides de véhicules
6-8h	Effervescence : retour de la prière, cuisine, préparation des enfants pour le départ à l'école, passages de vendeurs ambulants (surtout alimentaire pour le petit déjeuner)	Beaucoup de passage, travailleurs qui partent et qui arrivent selon les activités, dans les zones périphériques, des <i>becak</i> circulent	Embouteillages, ventes ambulantes auprès des véhicules
8-11	Ambiance plus calme mais beaucoup de monde dans les quartiers : activités ménagères, discussions entre voisins	Vente ambulante pour les besoins quotidiens (légumes, eau (en gallons ou en bidons), ...) : ouverture des <i>toko</i> (petites boutiques de détail) et des <i>warung</i>	Forte circulation (surtout s'il pleut)
11-14	Personnes mangent devant leur logement. Aller retour à la prière	Passages dans les <i>warung</i> pour les repas	Creux autour de midi, sinon la circulation reste dense
14-16	Calme, activités ménagères ou plus personnelles (masque du visage, épouillage...), sieste	Ventes ambulantes, surtout passage des artisans spécialisés (couture, cordonnerie)	Circulation, vente ambulante lorsque cela est possible
16-18	Effervescence, les enfants réinvestissent les lieux de passage, jeux, Puis toilette et repas du soir	Effervescence, beaucoup de passage avec le retour des enfants et des travailleur.se.s, les commerces sont actifs	Embouteillages
18-21	Calme après le retour de la prière, la tombée de la nuit fait rentrer les personnes dans les espaces plus intimes, quelques discussions entre voisins (surtout des hommes jeunes)	Activité en baisse après le retour des travailleur.se.s Seules quelques lumières restent	Embouteillages puis baisse importante de l'intensité de la circulation

Tableau 8 : Observation des rythmes quotidiens selon les types d'espace

D'autres évoquent la notion d'espace « semi-public » non pas du fait de leur propriété ou d'une gouvernance urbaine privée mise en place comme dans les centres commerciaux et *malls*, mais plutôt en termes d'espace vécu et perçu et des formes d'appropriations possibles de certains espaces.

Entre les voies de circulation principales et l'intérieur des quartiers étudiés (Kampung Kojan, Pangkalan Bambu ou encore Margahayu), il faut souligner des différences d'usages majeures qui ne sont pas simplement liées aux choix individuels et collectifs. Concrètement, les axes principaux de *Daan Mogot* (pour le premier) ou de la *Jalan Kartini* (perpendiculaire de l'autoroute) à Bekasi ont une fonction principalement dédiée à la circulation motorisée et cette priorité entrave les autres usages de la rue comme espace public et la présence d'autres utilisateurs. Si ces lieux sont des voies de passage importantes à l'échelle de la métropole (tout en se situant à la périphérie), ils ne sont pas centraux en termes de vie publique mais témoignent de l'importance de la valeur d'échange de la ville (Lefebvre, 1991). En revanche, les voies secondaires qui traversent les quartiers cités connaissent d'intenses mélanges d'activités domestiques et économiques, publiques et privées, dont la densité est liée au nombre nettement plus important de personnes qui les pratiquent ; ces voies secondaires sont dominées par des activités publiques, mobiles et marchandes (il faut souligner ici le rôle des transports locaux plus ou moins formels, ainsi que toutes les formes de commerce ambulant mais aussi des véhicules individuels qui cohabitent plus ou moins facilement avec les autres activités).

Luki Budiarto a mis en évidence ces différenciations hiérarchiques en s'appuyant sur la description de l'avenue centrale qu'est la Jalan Thamrin longée par la plupart des gratte-ciel de la ville, dont les trottoirs sont vides (ou plutôt vidés) de toute activité à l'échelle de la rue et surtout des piétons alors que Mas-Mansyur, couverte d'étals et de stands, de vendeurs ambulants et d'artisans attirent les passants et ralentissent la circulation des véhicules motorisés. Deux pratiques de la rue sont ici mises en perspective et témoignent de la valeur donnée à ces espaces « publics », entre l'image de la modernité (verticalité et fluidité, avec des cours et parking clôturés, la multiplication des grilles qui contribuent à ne pas permettre de se sentir à l'aise et de favoriser des usages mixtes du trottoir et de la chaussée) et la valeur d'usage (au sens lefébvrien) qui permet une diversité d'activités, commerciales, mais aussi sociales, domestiques dans une partie de la rue (cuisine, discussion, jeux d'enfants) selon la fonction que l'on attribue à ces lieux (Budiarto, 2003).

Parallèlement, les observations réalisées à l'intérieur de ces quartiers ont révélé d'autres usages à l'intérieur des quartiers : l'observation au quotidien des rythmes et espaces de vie dans ces quartiers d'enquête a fait apparaître certains espaces intermédiaires, dont le statut est plus ambigu. Si formellement ils ne peuvent être qualifiés d'espaces « privés », car ce sont de petites allées ou des cours, ces espaces sont des sortes de passages et de chemins d'accès à un ou plusieurs domiciles. Dans les faits, ils sont plutôt utilisés comme des espaces communs partagés par un petit nombre de ménages, surtout occupés par des femmes et des enfants en journée. Ces lieux intermédiaires « semi-publics » ou plutôt « semi-privés » d'ailleurs sont les espaces où a été

réalisée la majeure partie des entretiens auprès des populations²³⁰. Ce sont des zones d'activités plutôt statiques principalement liées aux besoins quotidiens des foyers (lessive, cuisine, ...).

Ces quelques éléments descriptifs ne sont pas étonnants dans le contexte de la métropole de Jakarta et surtout dans les zones résidentielles traditionnelles et populaires que sont ces *kampung* en particulier. Ce qui m'importe en revanche c'est de comprendre pourquoi et comment se créent ces pratiques différenciées de l'espace à l'échelle d'un quartier considéré comme pauvre et comment sont traités ces espaces par les actions entreprises au nom de la réduction de la pauvreté.

De la matérialité des frontières en ville

Les formes d'appropriation de l'espace observables à partir des pratiques semblent être liées aux questions de visibilité/invisibilité et de valeur de l'espace urbain. Les pratiques domestiques recensées dans le tableau ne peuvent s'effectuer en général que dans la mesure où une forte proximité sociale (en plus de géographique) lie les gens entre eux et permet donc des formes de socialité réservées, en particulier dans les zones les plus précaires en termes d'accès aux services fondamentaux (eau, toilettes) comme à Bintara ou dans le chemin de fer à côté de Senen qui impliquent de devoir exposer son propre corps à la vue de tous les voisins. Ainsi les choix de discrétion sont opérés en s'abritant selon les aménités du lieu (un mur, un arbre, ...). Au-delà, la lessive (exposant vêtements et sous-vêtements de tous les membres du foyer), le ménage et la cuisine sont aussi des activités domestiques qui se concentrent ainsi dans ces endroits intermédiaires et privatifs lorsqu'ils sont accessibles. Les activités marchandes en revanche nécessitent une certaine exposition et sont ainsi plus concentrées vers les axes de communications plus importants, les zones de passage et de rencontre. Ce qui interpelle cependant est la très faible présence des personnes sur les grands axes de circulation.

À l'exception de certains points stratégiques liés à un besoin ponctuel (un embouteillage donnant l'occasion de vendre à la fenêtre des voitures des journaux, mouchoirs et verres d'eau, ou encore l'entrée aux heures de pointe dans la zone réservée aux voitures occupées par plus de trois personnes faisant se concentrer sous les panneaux les *joki*), ces avenues et autoroutes ne permettent pas un usage de ces espaces comme des espaces publics en termes de pratiques. La fermeture des espaces longeant ces voies, par des clôtures, des grilles, leur accès exclusivement permis par les parcs de stationnement ou par les « dépose-minute » rendent ces trottoirs

²³⁰Ainsi, on qualifie par exemple d'« espace privatif » un espace réservé à un usage individuel, sans lui appartenir, comme les latrines publiques ou communes, et les « espaces collectifs » « semi-publics » désignent ceux réservés à un usage de voisinage d'un groupe, sans que cela ne corresponde à des notions juridiques précises. (Merlin et Choay, 2000) : ce sont des lieux « *qui n'ont de réalité que par les usages qu'ils accueillent, qui ne semblent pas devoir bénéficier d'une reconnaissance officielle, institutionnelle, étant donné leur statut juridique inexistant* » (Flamand, non daté, p. 2).

(pourtant existants et dans l'ensemble plus praticables qu'ailleurs) assez hostiles à toute présence prolongée. En effet, l'absence d'ombre dans ces lieux bétonnés et d'interactions possibles entre les bâtiments et la chaussée ne favorise pas l'émergence d'un lieu facilitant rencontres et échanges ou toute forme d'installation plus longue. Seul le mouvement semble permis. Mais des zones entières restent inaccessibles aux piétons, en particulier pour les personnes chargées ou se déplaçant avec des véhicules à roulettes (commerçants ambulants notamment).



Photographie 9 : Des joki indiquant leur disponibilité en levant la main avant l'entrée dans la zone centrale, symbolisée par le panneau vert

On peut donc souligner à partir de ces quelques remarques une réelle maîtrise des codes et des différents « niveaux d'espaces publics » par ces citadins, notamment liée à la prise de conscience de certaines limites spatiales, d'une frontière qui émerge dans l'espace urbain.

Ces frontières ne sont pas simplement liées à des représentations mais s'appuient sur une matérialité réelle qui contribue à limiter l'accessibilité d'espaces publics aux citadins considérés comme pauvres. Sans parler d'exclusion dont le terme a été critiqué plus haut, on peut relever des choix urbanistiques aggravant la relégation sociale et économique d'une partie de la population.

L'interdiction du commerce ambulant est formalisée par le panneau « interdiction des *kaki lima* » sur les murs même d'un centre commercial « moderne ». La photographie montre sur la droite les modalités d'accès à ce lieu réservées aux véhicules motorisés. La personne au premier plan avec son sac de courses attend de pouvoir monter dans un véhicule (que ce soit dans véhicule individuel ou plus probablement à un transport collectif comme les minibus (*angkot*)).



Photographies 10 : Restrictions d'usages des espaces « publics »

À gauche : Des trottoirs cassés et non réguliers au-dessus des égouts

À droite : Interdiction des kaki lima devant une sortie de station du TransJakarta et d'un centre commercial (Pasar Grosir Cililitan, Jakarta Est)

*Traduction du texte : Zone interdite au commerce des marchands ambulants et colporteurs
Règlement local de DKI, sur l'ordre public N°8, 2007*

« Toute personne ou entité contrevenant à l'interdiction de vendre dans un lieu extérieur sera exposée à 10 à 60 jours d'emprisonnement et 100 000 à 20 millions de roupies d'amende »

Cette interdiction témoigne du refus officiel d'une cohabitation entre plusieurs types de commerce et renforce la relégation de certaines activités (des personnes qui les exercent ainsi de ceux qui en dépendent) liées à leur informalité précédemment présentée. Ces stratégies de relégation spatiale s'observent de différentes manières dans l'espace urbain et ne s'appuient pas seulement sur des interdictions explicitement indiquées.

Des grilles et des murs

En effet, en parcourant la métropole, on peut constater une multiplication des grilles enserrant trottoirs et petits espaces verts²³¹. Le rôle des politiques publiques urbaines est ici central dans la conception de ces espaces. L'objectif de ces grilles (Planche de photographies 8)

²³¹ En plus des barrières d'entrée dans les quartiers résidentiels et des règlements spécifiques (tenues vestimentaires ou types d'activités) dans les espaces semi-publics (centres commerciaux).

est notamment d'empêcher l'installation même temporaire des citadins « indésirables » et de leurs activités, en particulier les activités associées à l'idée d'informalité en les repoussant aux limites de ces espaces grillagés, sur la route, hostile aux piétons. La réduction de l'espace disponible est donc sensible.



Photographies 11 : Restrictions d'accès aux espaces publics touchant squares et petits espaces verts (trottoirs, rond-point) par des grilles d'un mètre de haut

Plusieurs formes matérialisent ces frontières et multiplient les contraintes imposées à une population défavorisée. Les grilles et les murs formalisent une fragmentation urbaine et systématisent une séparation entre les urbains. L'utilisation abondante de ces stratégies urbanistiques fait fortement évoluer le paysage urbain de la métropole alors que depuis longtemps, les discours et récits descriptifs insistent sur l'enchevêtrement d'espaces aux niveaux socio-économiques très différents et leur très forte proximité.

Ces séparations matérielles jouent un rôle important dans la limitation de l'appropriation de l'espace urbain par de nombreuses personnes enquêtées et sont une difficulté quotidienne supplémentaire : l'expérience du mur s'est régulièrement invitée dans les conversations, notamment dans la zone du chemin de fer de Senen, et ce par différents interlocuteurs.

○ **Vivre le mur au quotidien**

Le mur et les grilles qui séparent la zone du chemin de fer des rues que sont la Jalan Dahlia et la Jalan Tanah Tinggi 1 ont été érigés par la compagnie gestionnaire des voies ferrées (la PJKA). L'enfermement de la zone dédiée au rail se justifie aisément pour protéger les espaces alentours et sécuriser le matériel et le réseau (entretien auprès du responsable PJKA à la gare de Senen, confirmé par le responsable de l'entretien des réseaux à la gare centrale de Kota). La grille

verte en métal le long de la Jalan Tanah Tinggi 1 a été construite en juin 2012. La mur de ciment est à certains endroits surélevé par des barbelés afin qu'il ne soit pas escaladé.

Ce cloisonnement délimite clairement la propriété de la compagnie où toute autre activité est formellement interdite (on peut observer de nombreux panneaux qui affichent l'interdiction de toute construction et activité sur le périmètre). Cependant, on doit constater que la réalité est plus complexe puisque cette zone de rail est en partie occupée de manière extrêmement précaire par plusieurs centaines de personnes. Il n'est pas pertinent de proposer un chiffre précis car à chaque retour sur ce terrain, les emplacements et le nombre d'abris avait évolué, variant d'une dizaine de tentes (trente à quarante personnes), voire presque plus rien lors des évictions à presque une centaine (deux cents individus).

La planche de photographies suivante met en évidence les barrières et les usages des lieux qui s'élaborent.

Avant tout cette limite matériellement sensible dans cette zone indique une différence de mode d'occupation de l'espace car entre les murs, quasiment aucune construction en matériau semi permanent n'est possible. Seules deux structures plus importantes, d'une dizaine de mètres carrés, appuyées sur le mur ouest, ont pu être relevées. Tous les abris sont constitués de bâches, de toiles tirées ou de *grobak* (charrettes en bois utilisées pour le ramassage des déchets sous lesquelles certains parvenaient à créer un couchage) (photographies 5 et 6 de la planche). L'absence totale (évidemment) d'accès à l'eau et à l'électricité par des réseaux formels implique une dépendance envers d'autres sources d'énergie pour la cuisson et la lumière (bois de feu et bougie) et de quelques points d'eau (concrètement des tuyaux qui permettent aux enfants de se doucher). Les adultes indiquent devoir « faire de plus longs trajets » afin de se rendre dans les douches informelles de l'autre côté du mur. Mais la plupart se contente d'un seau d'eau en s'abritant derrière un tissu ou en gardant un paréo sur le dos (quatrième photo, les mères se douchent avec les enfants tout en restant couvertes). De même, beaucoup d'entre eux ne se rendent pas dans les latrines mais utilisent un seau ou un sac plastique afin de ne pas avoir à se déplacer et à payer. Un point d'eau principal connecté au travers du mur de ciment est utilisé par toutes les personnes occupant l'intérieur des voies ferrées

Pour les ménages et individus vivant dans cette partie, l'érection du mur a contribué à les différencier par rapport aux autres occupants du lieu. La frontière a été formellement marquée : quatre femmes ont signalé leur stigmatisation à partir de ce moment-là. De plus, les distances au quotidien ont été allongées car seuls quelques passages (il n'y a qu'une seule ouverture dans le mur en plus des passages à niveaux) permettent la circulation. Chaque activité (ramassage des déchets, lessive, courses, ...) est rallongée par les détours à faire. C'est notamment Ibu Sana (dont des extraits d'entretiens sont retranscrits ci-après), une femme âgée qui a insisté sur ces contraintes accumulées lorsqu'elle énumérait ses trajets quotidiens.

Planche de photographies 8 : Grilles et murs dans le quartier du chemin de fer de Senen



Érection des grilles le long des voies de chemin de fer et déguerpissement de l'intérieur du périmètre



Une femme escalade le mur en s'aidant des fils électriques



Enfants et mères se lavant contre le mur d'enceinte du chemin de fer



Un abri de fortune appuyé sur le mur bétonné et entre les rails, un grobak



Des grobak utilisés en journée pour la collecte des déchets et servant de couchette la nuit (sous la bâche bleue)

Ibu Sana : extraits d'entretiens d'une des habitantes du quartier

Nous voyant marcher sous la pluie, elle nous invite chez elle.



L'« intérieur » de l'abri sous la bâche : la vaisselle est disposée sur le charriot

C'est une petite femme en robe avec un bonnet sur les cheveux, qui semble bien âgée. Son abri consiste en une bâche bleue, 2 *grobak* et un banc, situé entre les 2 voies de chemin de fer ; on remarque un seau d'eau de pluie, des tas déchets triés alignés, un amas de bois au sec, 1 bougie entamée aux deux tiers, un seau avec des habits mouillés (déjà lavés ?), beaucoup de mouche et de la vaisselle sale

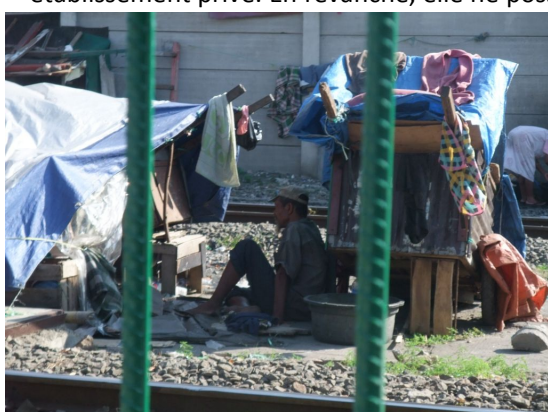
Origine :

Son mari vient de Semarang (Java centre), elle est Sundanaise, de Cikampek. Née au *kampung* en 1955, elle ne parle pas sundanais. Jeune elle est partie à Tanjung Priok [le port] avec ses parents. Les inondations y étaient récurrentes (du fait de la proximité de la mer). Elle vit désormais ici, dans son *grobak* et affirme avoir subi plusieurs évictions.

Famille :

Elle a une enfant de 18 ans : craignant « les mauvais garçons » du coin, souvent alcoolisés, elle lui a loué une petite chambre à Dahlia [dans la rue voisine, c'est en fait, un matelas posé au deuxième étage des constructions semi-permanentes] pour 150 000 rp/mois. [Le sujet revient régulièrement au cours de la discussion ; elle semble très inquiète de son devenir, de sa sécurité]. Sa fille a fini le collège : un jour alors qu'elle chantait à un feu rouge, un employé de SCTV [une chaîne de télévision] l'a repérée pour un casting. Cela a permis de payer ces années d'études : Ibu Sana se dit très reconnaissante de cette opportunité, car sans cette aide, elle n'aurait jamais pu envoyer sa fille dans un établissement privé. En revanche, elle ne possède pas le certificat de fin d'études (alors que l'examen est validé) car il faut déboursier 300 000 Rp pour l'obtenir. Si sa fille a fini l'école depuis 5 ans, elle n'a toujours pas ce document qui prouverait ses bons résultats [l'absence de preuve du diplôme peut poser problème pour un recrutement].

Au moment de notre entretien, son mari venait juste de sortir de l'hôpital. Il a des problèmes de respiration (asthme). Une personne l'a aidée pour suivre la procédure de l'hôpital (enregistrement, chambre, etc.) car elle ne comprenait pas les démarches. L'hospitalisation a coûté 3 millions de roupies (250€) [reste à payer malgré l'aide pour les pauvres dont ils étaient bénéficiaires]. Aujourd'hui, son époux ne peut plus travailler du fait de sa maladie (il était *pemulung* comme elle).



L'extérieur de l'abri (à gauche) et son mari adossé sur son *grobak*. Une bâche peut être tirée entre les deux.

Au quotidien, elle affirme n'avoir qu'un seul soutien : Ibu Ronny [la femme qui gère l'ONG interkultur] « c'est comme une sœur pour moi »

[Six mois plus tard, lors d'un nouveau séjour sur le terrain, j'ai appris que son mari était décédé].



Un des employeurs : le service de lessive à proximité, dans les ruelles des constructions semi-permanentes



Le tas de bois pour la journée, afin de faire bouillir l'eau à boire et cuire le riz



Ibu Sana partie s'approvisionner en eau

Rythme quotidien et revenus :

Lever vers 5H, pour attendre si on l'appelle pour travailler : lessive et vaisselle, pour 25 000 Rp/semaine. L'employeur ne respecte pas toujours le paiement et donne le salaire en plusieurs fois (17000 puis 5000). « *C'est comme ci le boss donnait un salaire à crédit !* » Retour vers 9H du matin à la maison. Puis elle peut se rendre au point de pesée où elle vend le plastique qu'elle collecte (au carrefour où passe le *mikrolet*) : le prix a baissé, passé de 7000Rp/kg à 5000. Il faut donc ramasser plus pour obtenir les 10 000 Rp par jour dont elle a besoin. S'il en faut plus, elle se rend jusqu'à Senen [la gare] 3 fois par jour. Elle parvient au mieux à toucher 16000 Rp en glanant toute la journée.

Les besoins au quotidien :

La cuisson se fait au bois : 0,5litre/jour pour 2. Elle se dit fatiguée de devoir rassembler tout cela. Le coût de l'eau s'élève à 1000Rp pour 10 litres (un seau d'eau de puits (*sumur*) qu'elle paye à une connaissance). Parfois un étranger [comme moi, elle me désigne du doigt] lui donne quelque chose comme un parapluie (mais il est cassé maintenant). Le plus souvent ce sont des personnes venues avec Ronny [le fondateur d'Interkultur et des circuits touristiques dans le quartier]. Ce dernier lui donne ponctuellement du riz ou l'emmène afin d'acheter ce dont elle a besoin. [elle montre le sachet à usage unique de protection contre les moustiques acheté dans les *toko*].

Son statut :

« KTP Priok » : elle a cousu une petite poche dans sa robe pour l'avoir tout le temps sur elle. Même s'il ne correspond plus à son adresse, il indique Jakarta, évitant ainsi une arrestation par la voiture bleue.

Son passé :

Elle déclare ne pas avoir été une bonne fille, fuyant l'école, la maison... Sa mère l'appelait alors : « mauvaise fille » (alors qu'elle refusait d'aller à l'école) ; elle répète l'expression plusieurs fois... Elle évoque même le fait d'avoir eu recours à la prostitution quand elle était plus jeune.

Elle a eu un premier mari et trois enfants avec lui : « *ils vivent dans une vraie belle maison aujourd'hui, à côté de Sarinah* ». Mais son mari buvait donc elle ne sentait pas bien. Elle a donc divorcé et gardé de bons contacts avec ses enfants jusqu'à ce qu'elle trouve son nouveau

mari avec qui elle a eu une fille : les enfants se sont sentis abandonnés et restent depuis en colère contre elle. Ils ne la considèrent plus comme leur mère maintenant.

Perception personnelle de sa situation :

Même si elle pouvait vivre dans de bonnes conditions elle a préféré vivre avec son nouveau mari à côté du train. Elle l'accepte – « *c'est un juste retour des choses* ». Elle déclare avoir été méchante avec sa mère, et ses enfants lui en veulent. Maintenant, elle ne veut plus abandonner personne, elle est vieille et accepte la situation... elle affirme que c'est son « karma »... son destin.

En revanche, d'après les propos recueillis, les parties en béton sont plus faciles à vivre car « cela nous fait déjà un mur pour s'appuyer » précise Ibu Tani (femme d'une trentaine d'années vivant avec son mari et ses deux enfants, sa belle-mère est morte une nuit frappée à la tête par le passage d'un train deux jours après notre entretien). Une autre femme indique que les barreaux lui donnent l'impression d'être en prison, et que les murs c'est plus discret. Mais en effet, les dernières installations de la PJKA favorisent les grilles : en accord avec les habitants légaux alentours, la compagnie a opté pour des grilles en métal vertes et dorées, pointues, pour empêcher que les personnes ne passent au-dessus. La fin de leur installation a été l'occasion d'une éviction majeure de toutes les installations à l'intérieur de ce périmètre.

L'érection de grilles correspond aussi aux volontés exprimées par certains riverains comme l'ancien chef de quartier qui déclarait en juillet 2012 :

« C'est affreux ce mur [de béton de 2,5 mètres de haut, juste devant sa maison] qui nous coupe le vent, du coup, il fait chaud dans la maison et en plus on ne voit rien derrière. La grille là-bas, c'est bien mieux, car le mur, ça leur (les occupants de la zone des rails) donne l'impression qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent et vivre comme ça là (il secoue la main comme pour secouer de la saleté), alors qu'avec la grille, je pourrai leur dire ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas faire. ».

Cette personne vivant à proximité de la zone d'habitat informel est un Jakartanaï d'origine (il m'a souligné son lieu de naissance dans la ville à deux reprises), un *Betawi* (voir chapitres 2 et 5), de la classe moyenne (il possède une maison en dur où vit aussi la famille de son fils). Par son statut socio-économique, il impose un rapport de domination de classe sur la population pauvre informelle en ordonnant qui peut s'installer où, et indiquant ce qu'ils ont le droit de faire ou non, ... À cela s'ajoute un rapport de pouvoir car il est celui qui redistribue l'électricité dans les logements voisins et possède des latrines payantes (il souligne sa générosité en montrant la famille – sa nièce – qui vit juste en face de chez lui à qui il fait profiter aussi de ces installations toujours moyennant finance). Il exploite aussi son capital symbolique en tant que « bon croyant » et membre actif de la mosquée, donc comme modèle de vie à suivre. La grille lui permet de contribuer à l'instauration de son contrôle social.

L'aménagement de l'espace urbain par les réglementations et les matériaux est donc un des éléments qui participent à poser des contraintes dans les activités quotidiennes des populations précaires. La relégation de leurs principales activités et les limitations de la mobilité en ville sont autant d'éléments qui montrent la production d'une ville contre les pauvres. Mais tous ces éléments témoignent d'une prise en compte de leur présence en ville quitte à tenter de la réguler. L'inscription spatiale de la pauvreté et des pauvres visée par les pancartes ou contrainte par les grilles et les murs est à appréhender aussi à l'échelle de quartiers et d'espaces plus vastes.

Une inscription spatiale contrainte dans des milieux contraints

Le cas des logements sociaux est des plus significatifs même si d'autres situations pourront aussi être évoquées. Les trois quarts des entretiens réalisés dans ces espaces spécifiques de la pauvreté témoignent de la contrainte liée à l'arrivée dans ces bâtiments résidentiels collectifs. Dans les Rumah Susun de Senen, la responsable de voisinage du RT 7 (étages 2 et 3 du bloc) m'indique à ce sujet : *« on est là parce qu'on n'a pas le choix : il y a des personnes qui disent que les Rumah Susun c'est pour les plus riches, mais on n'est pas si heureux. Notamment ceux qui louent tout en haut, s'ils pouvaient partir, ils le feraient »*, et tous sauf trois personnes m'ont dit que dans l'ensemble ils préféreraient « leur maison d'avant »... mais ils sont lucides sur la situation : *« de toute façon elle n'existe plus »* me dit tristement une femme d'une cinquantaine d'année.

Ce qui apparaît surtout, c'est l'importance des contraintes liées à ce type de logement qu'ils n'ont pas choisi. Une femme en location dans un appartement décrit son cadre de vie : *« ici c'est tout petit, et on a rien le droit de faire ! Du coup, je n'ai même pas le droit de mettre du carrelage au sol, et ça reste comme ça, en ciment ! »*.

La responsable du RT7 dit qu' *« évidemment, vivre dans ces logements a beaucoup d'intérêt pour les personnes qui avant vivaient dans des kampung dégradés, sans douche, avec seulement des latrines collectives (MCK), alors que là, tout le monde a des sanitaires, c'est plus sain. »* Plusieurs récits reviennent sur la situation antérieure du quartier d'où ils ont été déguerpis. La dégradation de ces quartiers est ancienne, certains remontent aux années cinquante et une amélioration des conditions de vie est très sensible depuis le déménagement dans les logements sociaux : *« c'est plus propre ! D'accord y a moins d'espace mais c'est mieux organisé et au moins on a un lieu pour se réunir lors des événements, ou pour faire le marché »* (femme dans le RT4). *« Mais, les logements ne font que 21 mètres carrés, donc c'est bien pour un couple, éventuellement avec un enfant, mais dès qu'il y en a deux, cela devient beaucoup plus difficile »* (responsable du RT7). Le problème de la taille des logements est une véritable contrainte qui empêche certaines activités au domicile. Une famille vivant sur la zone des rails du chemin de fer a ses activités fondées sur la collecte et le recyclage des déchets. La femme me dit : *« on a bien essayé d'aller ailleurs, mais avec la proximité des voisins, c'était impossible ! On nous a poussés dehors ! »*

Ce relogement dans les ensembles collectifs s'appuie sur une politique plus globale : la province de Jakarta dans le programme de planification urbaine indique qu'il faut privilégier pour les nouvelles constructions la verticalisation. C'est pourquoi ces immeubles collectifs deviennent une des premières réponses au manque d'habitations décentes.

Ils sont, dans l'ensemble, localisés aux périphéries de la ville (Carte 18). C'est une contrainte supplémentaire pour les personnes qui se retrouvent obligées d'aller vivre dans un

lieu éloigné de leur cadre quotidien, et qui voient leur tissu social et relationnel se rompre. Pourtant, plusieurs arguments justifient ce choix : la nécessité de disposer d'espaces vacants pour ces constructions est incontournable et reste limité dans le contexte dense de la ville centre ; il faut prendre aussi en compte le fait de pouvoir faire intervenir des promoteurs privés pour construire des ensembles simples et peu coûteux ; un autre intérêt, souligné en particulier par le département provincial de l'habitat, est que cette forme urbaine permet de prendre « moins de place » dans une ville saturée, soumise à une pression démographique et foncière extrêmement forte. On peut ainsi rassembler une population aux revenus semblables (au-dessus du salaire minimum mais considérés comme pauvres), légalement installée à Jakarta, dans un espace délimité, encadré où l'on reproduit l'organisation administrative d'un quartier (avec un chef de voisinage et un chef de quartier élus).

En termes morphologiques, la rupture avec les espaces alentours est forte et matériellement marquée par des enceintes murées et des barrières qui contribuent à maîtriser les entrées et sorties de chacun. Sans qu'aucune justification ne soit nécessaire, la surveillance des allées et venues est aisée et appuie un fort contrôle social. Cet aspect est fortement ressenti à l'intérieur des espaces communs dans les immeubles où les pratiques existantes dans les anciens quartiers des résidents ne peuvent être reproduites. En effet, dans les deux ensembles de logements sociaux (à Senen et à Bidaracina), les activités économiques sur le seuil des logements et dans les couloirs des étages sont officiellement interdits dans les règlements de ces lieux. Et plusieurs remarques ont été faites à ce sujet, indiquant l'interdiction de laisser des affaires dans les couloirs.



*Photographies 12 : Les couloirs des logements sociaux : des appropriations différenciées.
a et b : des espaces investis dans les immeubles des logements sociaux de Senen (couloirs)
c : les couloirs du bâtiment de Bekasi sans occupation manifeste*

On relève dans ces photographies des pratiques d'appropriation des espaces communs très variées selon les normes des lieux négociées par les habitants. À Senen, le fond des couloirs est utilisé afin d'agrandir l'espace privé des logements : armoires, sièges et bancs témoignent d'un usage quotidien. On peut aussi noter une grille métallique qui peut fermer entièrement la zone. Dans les espaces de « centralité », de croisements entre les couloirs et à proximité des escaliers, des tables et sièges permettent de s'installer afin de discuter entre voisins. Cela témoigne de nombreux écarts aux normes établies et d'une pression relative sur ces questions selon la personne qui fait appliquer ces règles. Les moments de nettoyage des espaces communs (*gotong royong*, une fois par mois le plus souvent) sont l'occasion de rappeler la règle à chacun et de faire rentrer dans les appartements tout ce qui aurait dû y rester.

Par ailleurs, la visite des logements sociaux de Bekasi en journée a révélé dans ce cas-là un respect beaucoup plus poussé de ces règles puisque ces formes d'occupation n'apparaissent pas. À l'exception de quelques paires sandales (dénommées tongs) et une chaise, aucun jouet ou vêtement n'était apparent dans les couloirs de l'immeuble. Cette différence de pratique est ce qui semble étonnant par rapport aux autres observations menées dans ces types de lieux.

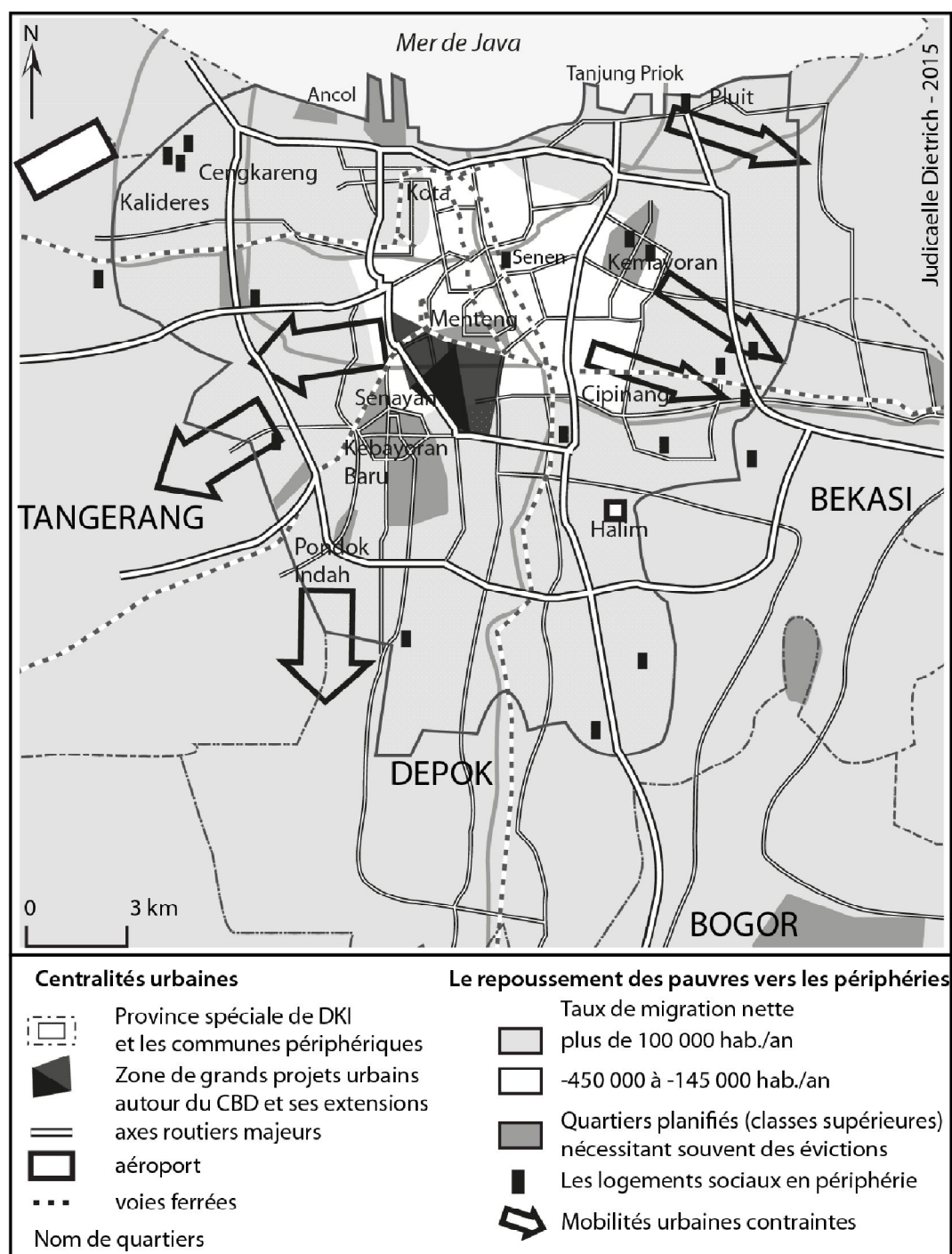
❖ De la relégation spatiale des urbains pauvres

Repousser les espaces de la pauvreté

Ces contraintes de localisation à plusieurs échelles sont à prendre en compte aussi dans une temporalité plus longue. Si les ensembles de logements sociaux sont principalement construits aux périphéries de la ville (tout comme les projets de constructions à venir), ce ne sont pas les seuls espaces de la pauvreté à être concernés par cette relégation ou au moins par ce sentiment de repoussement des résidents populaires au-delà des espaces centraux voire des frontières de la province de Jakarta. Il faut d'ailleurs souligner cette pratique constante à l'échelle globale de localiser en périphérie les logements sociaux, dans la plupart des villes. Ainsi, Jakarta ne fait pas du tout exception à la règle et les organisations spatiales générales peuvent aussi être observées dans ce contexte.

Plusieurs politiques appliquées à Jakarta, aujourd'hui constitutives des formes et de l'organisation spatiale de la ville et de la métropole, ont contribué à ce sentiment de relégation alors qu'elles ont souvent été menées au nom de la réduction de la pauvreté²³².

²³² Une discussion informelle avec une chercheuse française spécialiste du Cambodge après un séminaire m'a interpellée. À propos de la gestion de la pauvreté à Jakarta, Valérie Cerlc me parle du KIP, en demandant les enjeux de « *ce programme d'éviction de masse* » à Jakarta. Ainsi, le *Kampung Improvement Program* – le principal programme urbain d'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires et dégradés depuis l'Indépendance – a été rapidement analysé comme un programme d'éviction. Cela montre



Carte 18 : Le refoulement des pauvres vers les périphéries

On peut penser à la succession des politiques visant l'amélioration des quartiers dégradés, depuis le *Kampung Improvement Program* jusqu'au PNPM actuel. Alors que cette politique urbaine cherchait officiellement à agir concrètement pour augmenter l'accès aux services fondamentaux, la conséquence directe a été l'éviction de quartiers entiers sous couvert

les conséquences directes des opérations menées localement et la distance entre l'objectif affiché et les conséquences sociales des réalisations.

d'une opération de réduction de la pauvreté, à tel point que c'est l'objet retenu de cette politique. De même, les grands projets urbains autour des autoroutes urbaines et de la *jalan Thamrin* décrits dans le deuxième chapitre de ce travail ont nécessité la suppression de quartiers entiers (dans un contexte où le relogement était loin d'être systématique). Ce ressenti est appuyé par deux rencontres à Jakarta. Tout d'abord, la chercheuse Risa Permanadeli, alors que je lui présentais mon projet de recherche, m'a invitée à travailler sur la perception de l'espace des populations à Jakarta. Pour expliciter son propos, elle esquisse une sorte de carte mentale de Jakarta, ou plutôt de l'histoire de l'aménagement de la ville. Ce croquis reprenant quelques opérations urbaines majeures comme l'aménagement des quartiers résidentiels Kebayoran Baru (au sud du centre-ville) et Kemayoran (à l'est, sur les terrains de l'ancien aéroport) insistait par le biais de flèches vers le sud et vers l'est, les mouvements de départ des résidents antérieurs vers les zones périphériques. Elle me montrait ainsi le départ subi par les *Betawi*. De même, lors d'un entretien avec un membre de l'ONG LBH au sujet de leur contestation du schéma directeur Jakarta 2030, Edi a lui aussi identifié ce mouvement de repoussement des résidents urbains toujours plus loin du centre, et il m'interpellait notamment sur le risque, d'après lui, que les nouveaux projets du *masterplan* accentuent encore ce phénomène.

Ces éléments corroborent l'analyse de Micheal Cernea (1995) qui met en évidence la multiplication des facteurs renforçant la vulnérabilité des personnes affectées par les grands projets urbains. Ce dernier propose une liste des « risques d'appauvrissement » fondamentaux liés au déplacement contraint : perte de terre, d'emploi, du domicile, marginalisation, augmentation de la morbidité et de la mortalité, insécurité alimentaire, perte d'accès aux ressources de la communauté, désagrégation de la communauté.

Ces propos ont été confirmés par le travail d'enquête.

Fragilisation de l'ancrage spatial des pauvres et vulnérabilité résidentielle

○ **Mobilités résidentielles contraintes**

Parmi tous les entretiens réalisés auprès des personnes (quatre-vingt dix) résidant dans les espaces de pauvreté que sont les quartiers informels et les logements sociaux, soixante-trois ont subi une éviction et quarante, plusieurs. Dans les deux ensembles de logements sociaux à Senen et Bidaracina, la plupart des personnes rencontrées ont subi un déplacement. Ce constat est lié à la nature même de cet espace : le relogement est la justification de la construction de ces immeubles et le critère d'entrée pour les personnes pouvant résider dans ces lieux. Évidemment, depuis leur création, un certain renouvellement fait que tous ne sont pas concernés par ce moment dans leur parcours résidentiel.

La récurrence des évictions et départs contraints de leurs domiciles apparaît nettement.

Encadré 9 : La notion de « déguerpissement » : questions de vocabulaire

Cet encadré reprend brièvement les travaux récents au sujet des déplacements forcés dans les espaces urbains et les réflexions menées autour des termes à employer portées notamment par Amandine Spire et Julie Blot (notice de définition dans l'Encyclopédie en ligne *Hypergéô* (2013), introduction du numéro 22 de la revue *Espace Politique* consacré à la question (2013), thèse de doctorat (non publiée) de Julie Blot (2013)).

Si le terme est traditionnellement utilisé dans le contexte africain, Julie Blot revendique son usage dans d'autres contextes (comme en Asie) afin de souligner, dans l'expulsion contrainte d'un lieu d'un groupe d'individus, la violence et brutalité. La forte connotation péjorative du mot est liée notamment à son héritage colonial et alimentée par ses réutilisations après les Indépendances dans les procédures d'expropriations menées par les administrations. Il serait aussi réservé au contexte urbain à la différence du terme d'« éviction » qui peut concerner des contextes plus variés, en particulier ruraux, et qualifier aussi les accaparements de terres. S'ajoute en particulier, dans l'idée de déguerpissement, la destruction du logement associée par exemple aux « nettoyages » de bidonvilles.

Le problème reste la question de la légitimité ou non d'imposer un départ non voulu à des populations dans la mesure où elles occupent un terrain qui potentiellement ne leur appartient pas de manière formelle. La question de l'informalité systémique déjà présentée dans le contexte indonésien touche de nombreuses autres situations. Il s'avère en effet que la légalité d'une tenure peut être aisément remise en question du fait de la diversité des formes d'appropriation de l'espace et de la difficulté de régulariser une occupation. C'est pourquoi cette entrée ne peut être pertinente et que le terme peut être utilisé dans tout cas de foncier à la tenure contestée (Blot et Spire, 2013). L'intérêt de l'usage de ce terme est donc de le différencier d'une procédure d'expropriation (visant des propriétaires possédant un titre reconnu, justifiée (pour des raisons d'utilité publique) et compensée à la juste valeur du bien). C'est bien la question de l'encadrement par des textes officiels qui permet de différencier l'expropriation du déguerpissement : *« Même si les indemnités peuvent être contestées et parfois renégociées, en principe, l'arbitraire n'a pas sa place dans les démarches d'expropriation. Ce qui distingue le déguerpissement (...) c'est justement l'absence de règle : les évictions sont menées au « coup par coup » dans un flou juridique. »* (Blot, 2013, p. 211).

Il s'agit enfin par ce terme de pointer la non prise en compte de la situation de millions d'urbains à l'échelle mondiale qui ne sont pas considérés comme « déplacés » ou comme « réfugiés » malgré la contrainte de leur départ. Identifiés comme des occupants illégaux, des squatteurs, les « déguerpis » (puisqu'il faut les qualifier ainsi) ne peuvent bénéficier de droits associés à leur statut (inexistant) tels que des secours d'urgence, une obligation de relogement dans des conditions dignes, une indemnisation juste précèdent le départ.

*Planche de photographies 9 :
Éviction en juillet 2011 dans la zone du chemin de fer de Senen*



Dietrich 2011

La zone de la voie ferrée avant l'éviction. Les espaces disponibles permettent d'entasser et de trier les déchets collectés ; au second plan, on distingue les abris sur les côtés, le long des murs, mais aussi entre les rails.

Le bulldozer à l'arrière plan a comme mission de nettoyer la zone.

Les personnes ramassent tout autour leurs affaires ou quelques biens utilisables. C'est aussi un moyen de collecter des déchets qui étaient restés dans le périmètre.



Dietrich 2011



Dietrich 2011

Avancée du bulldozer au fond. Il reste beaucoup d'affaires entassées, qui ont été repoussées sur les tas de déchets



Dietrich 2011

Les rues adjacentes au moment de l'éviction : les occupants ont déplacé leurs affaires dans les *grobak* (charriot en bois), afin que tout ne soit pas détruit par le bulldozer. Certains parviennent à louer une pièce afin d'y rassembler leurs biens.



Dietrich 2011

Après l'éviction des personnes et le passage du bulldozer, les dernières affaires sont brûlées afin de « nettoyer » la zone à l'intérieur des voies ferrées.

La zone centrale de la voie ferrée, « nettoyée », fait office de terrain de foot pour les enfants.

Sur les bas côtés sont entassées des affaires, bâches et autres matériaux. Le long du mur de ciment, les abris ont été laissés.

On remarque que les trains circulent déjà.



Dietrich 2011

Dans les logements sociaux de Senen, le chef de quartier (RW) fait une synthèse : « *ici [dans ce bâtiment précisément] on est là parce qu'il y a eu un incendie, mais on n'est pas les seuls : Ma voisine, une femme, est arrivée en 1996 parce qu'il y a eu des évictions autour de la rivière Ciliwung, en 1998, en 1995 beaucoup et en 1997. Mais là-bas, il y a une politique d'espace vert et de prévention des inondations, ce qui fait qu'il faut les reloger ailleurs.* » À ma question : « *Pourquoi y-a-t-il toujours beaucoup de gens le long de la rivière?* » La réponse est : « *Parce qu'on ne peut pas les reloger... il n'y a pas assez de place, ici comme ailleurs.* »

Ces déplacements forcés et violents du fait des facteurs qui les ont initiés (que ce soit lié à un danger imminent comme un incendie ou une inondation ou par une volonté extérieure qui fait intervenir des forces de l'ordre, ...) contribuent fortement à fragiliser la volonté et les capacités d'inscription spatiale dans un lieu des personnes concernées.

C'est ce que j'ai pu observer aussi dans les quartiers informels le long du chemin de fer ou à Bintara (Bekasi) même si les contextes locaux sont différents.

Tout d'abord, le long du chemin de fer, j'ai pu comptabiliser sept opérations de « déblayage » des voies ferrées entre fin 2010 et l'été 2013. Au moins tous les six mois, la compagnie des réseaux ferrés commande une opération dite de « nettoyage » avec des agents de police ou des militaires et un bulldozer pour repousser les occupants au-delà des grilles... Ces derniers attendent le temps de l'opération (dont ils sont désormais avertis²³³). Après quelques jours le plus souvent, ils se réinstallent, s'ils ne se sont pas relogés eux-mêmes ailleurs. L'absence de solution proposée en termes de relogement au moment du déguerpissement ne permet évidemment pas de répondre au problème de fond, celui d'un accès à un logement pour des personnes précarisées. Mais ces opérations empêchent un ancrage trop fort des populations et limitent le développement de structures bâties plus solides. Cela explique que les cabanes en agglomérés sont si rares sur cet espace et que la plupart des abris sont surtout des toiles et des bâches à tirer.

Le quartier de Bintara, d'autre part, a fait l'objet de plusieurs vagues d'arrivées liées aux déguerpissements. Projets urbains plus ou moins importants (que ce soit l'aménagement résidentiel de l'ancien aéroport de Kemayoran ou la construction d'un centre commercial) et occupations illégales de terrains se mélangent dans les récits de vie, mais les trajectoires individuelles sont fortement rythmées par les évictions. Cet extrait d'entretien témoigne des méthodes employées dans ces cas-là :

²³³ Cette information est à nuancer. Dans la plupart des cas relatés, la date n'est jamais précisément connue ; les personnes s'appuient sur les « on dit » et les rumeurs, « d'après quelqu'un qui aurait vu la lettre », ou « le chef de quartier voisin a dit que... »

Un chauffeur de taxi d'une trentaine d'années, marié depuis dix ans, deux enfants.

Il s'est installé dans la zone informelle de Bintara en février 2012. Arrivé à Jakarta à onze ans, il vient de Cirebon (Municipalité de la province de Java ouest à la limite avec Java centre) où ses parents sont paysans journaliers (ils ne possèdent pas de terre). Depuis 1991, il était marchand. En 2008, il y avait eu une première éviction dans son quartier de résidence (Cipinang, Jakarta Est), mais il n'a pas été touché (seuls l'ont été les personnes et les bâtiments visibles depuis la rue). Mais, la famille a subi deux évictions en moins de six mois (octobre 2011 avec un incendie en février 2012). Cette dernière opération de déguerpissement a déclenché la volonté de trouver un autre lieu de vie. En effet, la justification de l'éviction (indiquée dans une lettre qu'il n'a pas vue mais dont on lui a parlé) est la construction d'un centre commercial important (type mall) avec un *Carrefour*, un autre *Ambassador* et un concessionnaire Astra Honda. Il me raconte l'incendie le 21 octobre 2011 : « *J'avais un KTP de Jakarta, mais il a été brûlé... à cause d'un feu de bougie ont-ils-dit, tu parles ! c'était un soir, après 19h, ma femme ne travaillait pas : elle était femme au foyer car on avait assez d'argent*). *Lors de l'incendie, elle était à la maison et préparait les choses que j'allais vendre ensuite en regardant la télé... puis tout a brûlé. Ils nous ont donné 10 millions en dédommagement. Ce n'est pas assez pour construire une vraie maison, ça aurait dû être plus. Mais là, même pas !* » Ils se sont réinstallés sur place, mais quand une seconde lettre a annoncé de nouveau que tous les occupants devaient quitter le périmètre, ils sont partis « *pour pas que ça recommence* ».

La violence symbolique déjà liée à la perte du domicile et au départ contraint de son lieu de vie est parfois cumulée à la violence d'un incendie ou d'un bulldozer qui détruit le logement sur son passage, sans parler nécessairement des violences physiques directement subies parfois dans ces circonstances.

Les mobilités résidentielles contraintes, avec ou sans compensations, sont « un mécanisme comme un autre » utilisé par le secteur public et le secteur privé pour la libération des terrains et appuyé par le gouvernement municipal afin de permettre le développement urbain. C'est effectivement à cause de ces pratiques récurrentes et réitérées depuis l'Indépendance que de nombreux résidents urbains ne sont pas en mesure de prouver leurs droits. Ainsi, entre 2001 et 2005 ont été recensés 86 cas d'éviction de communautés pauvres, touchant plus de 75 000 personnes, principalement dans la zone Nord de la ville. En 2006, 146 cas ont été relevés (Institut for Ecosoc Rights, *pressure letter to Cancel the Honoris Causa Award for Jakarta Governor Sutiyoso*, 2007).

Une des conséquences de ce faible ancrage spatial c'est la non possibilité ou le choix par les résidents de ne pas investir dans le lieu de vie. Cet argument est souvent utilisé par certaines ONG ou par le gouvernement municipal pour montrer que ces urbains ne « tiennent » pas à la ville, au sens où ils s'en soucieraient peu. Leur faible attention à cet espace ne les pousserait pas à entretenir leur lieu et leur environnement de résidence, ce qui participerait fortement aux pollutions et à l'accumulation des déchets dans la ville, dans des décharges plus ou moins sauvages, ainsi que dans les caniveaux et voies d'eau. Ils sont par ces propos rendus responsables de la mauvaise gestion des déchets dans la métropole et des problèmes de

fonctionnement de la capitale alors que le manque d'accès et la réelle pénurie des services urbains dans ces domaines sont une réalité (Texier, 2009). Un autre indicateur de ce faible ancrage spatial c'est le fait de ne pas ou ne plus bâtir en dur les logements auto-construits. C'est un signe majeur et qui contribue notamment aux vulnérabilités de ces lieux (aux incendies ou aux inondations). Les derniers arrivés à Bintara suite à l'éviction de Cipinang (environ trente ménages) n'ont utilisé qu'une base en parpaings et ont construit le reste des murs en contreplaqué, en bambou tressé et à l'aide de bâches.



Photographie 13 : Maisons en construction à Bintara par le groupe de ménages venus de Cipinang

○ **Subir la vulnérabilité**

Ces différents risques participent à la fragilité de l'ancrage spatial et contribuent à délégitimer l'appartenance urbaine de ces citoyens. Sans que cela soit mon objet de recherche, le récit d'inondations des quartiers s'est avéré extrêmement fréquent. Les différents lieux d'enquête n'étaient en effet pas exposés aux inondations que l'on peut qualifier de récurrentes comme le long de la côte Nord ou d'importantes voies d'eau (notamment la rivière Ciliwung). En revanche, plusieurs petits canaux ou plutôt caniveaux traversent la plupart de ces lieux, puisque la plupart des égouts de la métropole sont à ciel ouvert. Pauline Texier a par ailleurs montré la permanence de la vulnérabilité pour les quartiers informels en lien avec un ensemble de dysfonctionnements de gestion du risque, l'augmentation des zones imperméabilisées, et la faible prise en compte de ces quartiers implantés en zones illégales.

Subir un tel événement, en plus du danger de l'eau et des risques sanitaires consécutifs, a d'autres conséquences lourdes sur l'intégration des populations précaires dans la ville :

Une femme résidant à Pangkalan Bambu (Bekasi Jati) relate l'inondation de 2006 :
 « Je n'étais pas là, il n'y avait que mon fils aîné qui était là, c'était en 2006... et on a
 « tout » perdu... Tout ? demandai-je ? ah oui tout ! tout !, (semua répétait-elle) : les
 lettres, les certificats... mon fils, il ne savait pas où c'était... en même temps, il ne savait
 pas à quel point c'était très important ! (...) L'eau est montée à deux mètres, jusque-là
 haut ! et après, ils ont construit le mur... maintenant, on est piégés et enfermés en
 plus ! » juste devant sa maison, une étroite ruelle la sépare d'un haut mur en béton
 surmonté de barbelés. De l'autre côté se trouve le supermarché Lotte Mart.

Ces risques justifient la nécessité des opérations de relogement : les Incendies pour les logements sociaux de Senen, et les inondations pour la majeure partie des résidents des immeubles de Bidaracina. Et ces catastrophes sont aussi l'occasion de justifier une éviction et un déplacement des populations concernées. Le responsable du RT6 à Bidaracina souligne l'absence de discussion quant au projet de relogement et d'éviction. En effet, « sous Pak Harto, il n'était pas question de contester, même si le projet ne s'est jamais réalisé » rappelle-t-il. En revanche, d'après lui, « ce n'est pas plus mal d'être là car on subissait des inondations à chaque pluie » alors qu'il vivait le long de la Ciliwung. Cependant il faut noter que deux années se sont passées entre l'éviction des ménages et leur relogement. Ces pratiques, laissant plusieurs centaines de familles dans de longues périodes de forte incertitude, au prétexte de réduire leur précarisation, sont, là encore, un moyen de fragiliser l'ancrage urbain des populations considérées comme pauvres. Pendant deux ans, de nombreuses personnes ont pu renoncer à attendre ou ont dû chercher un autre moyen de se loger en s'écartant un peu plus de leur lieu de résidence.

La précarité produite par une forte instabilité résidentielle et foncière et par les différents aléas plus ou moins naturels sont autant d'éléments qui contribuent à la vulnérabilité résidentielle des personnes pauvres dans la métropole.

❖ S'exposer au risque de la visibilité

La présence visible dans la ville de personnes considérées comme pauvres, en lien avec l'activité de certain.e.s, peut être un des facteurs de fragilisation de leur ancrage spatial. En effet, plusieurs des activités, ressources et métiers de personnes en situation de précarité et/ou d'informalité nécessitent un positionnement dans l'espace urbain visible. On peut penser notamment aux *joki*, aux vendeurs de rue et aux conducteurs de transports assimilés informels par exemple. Le problème qui se pose à ces personnes est la nécessité de posséder un attribut ou une place dans l'espace urbain pour signifier leur fonction alors que cette indication, stigmaté assigné, peut être utilisée contre eux : dans la mesure où leur activité et ou leur présence fait l'objet d'une lutte par les pouvoirs publics, présenter le signe de leur activité informelle et/ou illégale ou des caractéristiques de pauvreté les expose à une répression. Amende, arrestation,

voire « razzia », la menace des forces de l'ordre et du contrôle social est très forte dans l'espace urbain et en particulier dans certains lieux centraux où ils ne correspondent pas à l'image de richesse et de modernité que les gouvernants veulent donner à voir. Surtout que ceux qui travaillent dans ces activités ont besoin de se rendre dans les lieux où la demande est forte. En effet, les interactions sont fortes et nécessaires entre le « secteur formel » et le secteur « informel » : par exemple, les kaki lima ne peuvent pas être fortement éloignés des centres commerciaux « modernes » car la majeure partie des employés « formels » des boutiques va s'approvisionner auprès de ce petit commerce alimentaire, n'ayant pas un salaire permettant de s'alimenter à l'intérieur du centre commercial. De même, les transporteurs informels vont avoir besoin de se positionner là où les piétons en déplacement vont avoir besoin d'eux, dans les espaces où l'on marche peu comme sur les grandes avenues du CBD (Jalan Thamrin). La vendeuse ambulante de *jamu* souligne qu'elle se doit de porter un *batik* afin de montrer son origine javanaise et son respect des traditions de Java Centre pour concevoir ses potions (Mercy Corps, 2008).

Trois fonctionnaires ont ainsi au cours d'un entretien cité explicitement les *pemulung* de ne pas être « adaptables à la vie urbaine ». « Ils mettent leur attirail montrant qu'ils sont pauvres alors que beaucoup ne le sont pas dans leur village » me déclare ainsi une fonctionnaire de la municipalité de Bekasi, au département des affaires sociales. Une employée active de l'ONG *Habitat for Humanity* me soulignait aussi « la saleté de certains pauvres » qui d'après elle, ne méritaient donc pas l'aide de son organisation.

Cette question de la visibilité de la pauvreté de certains individus a des conséquences sur le vécu de la ville par ces derniers. En effet, la peur, déjà évoquée, des rafles par la camionnette bleue du département des affaires sociales, et leurs conséquences, est ressentie par celles et ceux qui se sentent exposés à ces pratiques répressives. Ces personnes témoignent de leur inquiétude, angoisse ou choix en cherchant à éviter certains lieux de la ville. Ibu Sana, pour se sécuriser lors de ses trajets quotidiens a expliqué (cf. entretien) avoir cousu une poche dans sa tenue afin d'y glisser son KTP et l'avoir en permanence sur elle, au cas où la camionnette bleue passerait. Emmenée à deux reprises dans le centre social, elle ne veut pas du tout y retourner « c'est la prison » m'a-t-elle déclaré, « mais heureusement, on les voit de loin ! ». Une autre femme *pemulung* relatait la difficulté de ramasser les déchets dans les petites rues : « on est plus nombreux, et aller près des espaces publics comme à Atrium[le mall] ou la gare de Senen, c'est trop risqué » : elle ne veut plus repasser par là. Ces politiques induisent donc des pratiques d'évitement par les populations pauvres et contribuent à invisibiliser leur présence dans les espaces les plus surveillés.

L'aménagement urbain à toutes les échelles, depuis la construction de grands ensembles de logements sociaux à l'instauration de toutes formes d'interdictions (grilles, panneaux et

formes de répression contre certaines présences ou certaines activités) contribue à marginaliser spatialement les plus défavorisé.e.s, à appuyer des différenciations entre les urbains et à fragiliser l'inscription spatiale de certain.e.s dans la ville.

Cette fragilisation de leur ancrage spatial s'exprime et se constate à plusieurs niveaux. Les aménagements urbains témoignent d'un objectif réel que la pauvreté prenne moins d'espace dans la ville en termes de superficie, avec des modalités de fermeture des espaces pratiqués et associés à l'idée de pauvreté ; dans les pratiques, les mobilités contraintes et déplacements récurrents ne permettent pas une appropriation profonde de l'espace, de leur espace de résidence mais aussi des espaces communs ; dans les représentations, l'espace urbain vécu par des populations défavorisées apparaît désormais comme un danger plus que comme une ressource.

Sans que la pauvreté ne disparaisse en tant que telle, ces situations contribuent à son invisibilisation dans la ville.

4.1.2. Invisibilisation de la pauvreté et des pauvres

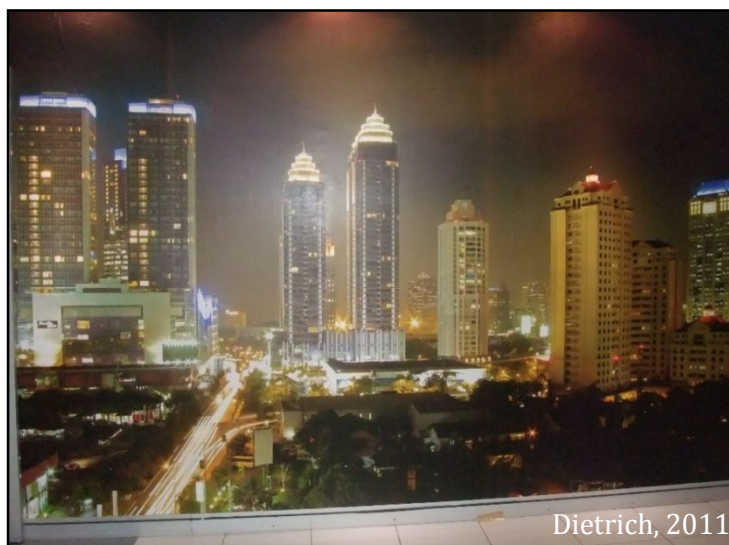
Dans le souci de rendre les paysages métropolitains lisibles, alors que quelques types d'espaces s'avèrent favorables à l'accumulation du capital, masquer certaines pratiques ou certaines activités dites « de pauvres » dans ces lieux stratégiques est une démarche organisée par l'aménagement urbain.

La production de formes de ville et de types d'aménagements, depuis le moindre espace vert aux ensembles de buildings et tours présentés à la fin du chapitre 2 semble et est souvent présentée comme voulue et planifiée par les fonctionnaires de l'agence d'aménagement de Jakarta (Silver, 2008). C'est ce dont témoigne la planche de photographies commentées suivante portant sur la conception de Jakarta 2030. A l'échelle de la province spéciale – la taille de la maquette (qui s'étend sur deux salles complètes au premier étage du bâtiment des bureaux du département de l'aménagement et de la planification local) montre l'attention portée à cette image future de la ville – on peut observer l'idée de Jakarta qu'ont les fonctionnaires aménageurs et le traitement différencié des espaces urbains et des populations qui les occupent ou qui y résident. Ce paragraphe va chercher à justifier cette affirmation.

Tout d'abord cette forme de développement urbain apparaît comme fortement influencée par les modèles occidentaux. Certains auteurs (notamment Croteau, 2011) la qualifient de « parasitique », dans la mesure où elle semble exclure les pauvres, en suivant les paradigmes du développement du Nord au lieu de préconiser un modèle de développement plus approprié aux situations présentes dans ces villes. L'insertion dans la mondialisation de plus en plus prégnante demande aux différents échelons gouvernementaux de déployer des efforts pour attirer des capitaux étrangers. Ces orientations et politiques urbaines ont un impact sur la restructuration spatiale Jakarta et en particulier sur les quartiers défavorisés. Il s'agit ainsi de débarrasser le paysage de la capitale des éléments dérangeants que pourrait par exemple constituer l'image de pauvreté associée à la visibilité des bidonvilles, ou à l'impression d'un manque de stabilité économique si un hôtel ou une tour de logement de luxe étaient entourés de quartiers informels, considérés comme des taudis (Dupont, 2007). On s'intéresse donc plus aux perceptions du promoteur ou de l'investisseur étranger potentiel qu'aux besoins des résidents habituels de la ville. Marcuse et Van Kempen (2000) qualifient de « nouvel ordre spatial » l'impact de la globalisation sur la structure urbaine interne.

Il s'agit ici de revenir sur les différentes formes d'invisibilisation de la pauvreté dans la métropole en lien ou par les actions visant sa réduction, en insistant spécifiquement sur le processus de mise en invisibilité de certains espaces et d'une partie de la population et sur la production donc d'une ville n'ayant pas comme problème à résoudre le phénomène de pauvreté.

*Planche de photographies 10 :
La galerie du plan d'aménagement ou la mise en scène de Jakarta*



Les deux affiches, sont des photographies du Central Business District qui accueillent les visiteurs à l'entrée de la Galerie, au premier étage du bâtiment de l'agence de planification de la municipalité. Ce lieu présente sous forme d'exposition l'histoire de l'aménagement de Jakarta. En maquette (troisième photographie), dans deux salles entières, la ville de Jakarta en 2030 est présentée en 3D, en fonction des décisions du *masterplan*.



Les affiches du CBD et de la *skyline*, exposant la verticalité, ne sont pas sans rappeler un grand nombre d'images d'autres CBD dans le monde... mais localisable grâce à la « tour icône » de la ville en forme de stylo plume.



Le symbole est fort, montrant la domination de l'homme sur l'espace urbain, la puissance de l'architecture urbaine s'élevant dans le ciel, dynamique le long d'une grande avenue, fluide et éclairée (Jalan Thamrin), mais aussi l'abondance de l'électricité évoquant la modernité de la ville. En contrepoint, un premier plan obscur où apparaissent à peine les quartiers bas traditionnels.

Ces affiches, clairement mises en valeur (2,5 mètres de hauteur sur 4 de large environ) donnent à voir ce que les fonctionnaires aménageurs veulent montrer de leur ville, et ce qu'ils veulent en faire. C'est la valorisation des lieux emblématiques du pouvoir, en particulier économique, qui est ici mise en scène.

❖ Invisibilisation dans le traitement de la pauvreté :

Visibilité d'une forme de pauvreté invisible dans les actions

Lors de l'étude des documents rassemblés auprès des acteurs dans le cadre des entretiens et rencontres, plusieurs paradoxes sont apparus.

Tout d'abord, s'il y a une image de la pauvreté visée c'est-à-dire mise en avant pour justifier la nécessité d'une intervention extérieure, il s'agit le plus souvent des implantations spontanées dites « informelles », en particulier le long des voies d'eau. On retrouve ici une représentation de la pauvreté et de la vulnérabilité caractéristique dans la métropole de Jakarta. Ce « type d'espace » correspond par exemple aux visites de sites à Bekasi où sept opérations sur les dix présentées ce jour-là (le 18 juin 2012) dans le cadre de PNPM visaient des voies d'eau (canalisation, relèvement des murets en cas de crue, ...). Les parcours « touristiques » dans les quartiers pauvres organisés par l'ONG Interkultur (*Jakarta hidden tour*) s'effectuent dans trois quarts des cas dans ces zones informelles inondables. De même, quatre couvertures sur les huit *Urban Bulletin* de Mercy Corps sont des photographies de constructions informelles dans ces quartiers. Et beaucoup d'illustrations des rapports internes et présentations des actions s'appuient aussi sur cette représentation de la pauvreté.

Pourtant, du fait du statut informel de ces espaces et de leur non constructibilité, aucune opération ne peut véritablement être mise en œuvre dans ces lieux à l'exception de l'éviction. Il n'est pas question ici de dire qu'il ne serait pas nécessaire de sécuriser des ensembles résidentiels face aux inondations, bien au contraire. Ces actions d'ailleurs ne profitent pas seulement aux « pauvres » identifiés mais à tout l'environnement et concourent à la gestion des inondations dans toute la métropole. En effet, la menace des inondations est véritablement prise au sérieux, mais dans les lieux d'étude potentiellement vulnérables à ce risque, il s'avère que les zones informelles, les implantations résidentielles non conformes au plan d'occupation des sols et les constructions semi ou non permanentes ne sont pas incluses dans ces dispositifs. Leur reconnaissance impliquerait de sécuriser des zones qui, dans le plan d'occupation des sols, ne devraient pas être utilisées à cette fin. Ces zones de berges doivent en effet permettre la régulation de ce risque, le règlement d'occupation des sols imposant un retrait de toutes les constructions à plus de neuf mètres de toute voie d'eau.

Il s'avère que c'est une image assez évidente de la pauvreté, manifeste et indéniable, dans la ville témoignant de la précarité extrême de certaines populations urbaines et, pour les acteurs qui s'appuient sur celle-ci, c'est le moyen de montrer qu'ils cherchent à toucher la pauvreté intense, « absolue », afin d'ancrer leur démarche dans la résolution des objectifs du Millénaire. L'image de la pauvreté informelle domine principalement dans les ONG telles que Mercy Corps, UPC et autres ONG de défense des pauvres, en particulier Sanggar Ciliwung et Interkultur, mais

la première, en tant qu'ONG internationale (et tout en utilisant ces images), ne peut pas intervenir dans ces quartiers. Toutes ses opérations doivent être avalisées par les instances gouvernementales qui interdisent des aides permettant la sécurisation ou le renforcement de ces espaces informels et constructions illégales (*bangunan liar*).

Les programmes de réduction de la pauvreté invisibilisent la pauvreté

Les interventions dans le cadre des politiques publiques peuvent aussi contribuer à masquer la pauvreté sans nécessairement la réduire. En effet, afin de présenter leurs actions, sites internet, rapports et compte rendus ne montrent pas (ou rarement) les conditions de vie initiales. Si quelques descriptions justifient leur rôle, les photographies cherchent plus à mettre en avant leurs actions, c'est-à-dire leurs employés et agents « en action » dans les moments de socialisation et de visite de site. Ceux qui sont alors pris en photographie sont les responsables locaux et les porteurs/acteurs du programme mais pas la population-cible. Ainsi, il s'agit plus de valoriser leurs programmes de socialisation témoignant du respect des « bonnes pratiques » et de la recherche d'une « bonne gouvernance », en lien avec les exigences internationales (quoique leur mise en œuvre pose souvent question, voir à la fin du chapitre). De plus, lors de ces réunions publiques d'information (et parfois d'échanges), les plus pauvres sont rarement présents (par manque de disponibilité et de temps en pleine journée) et ce sont le plus souvent les personnes les plus aisées du quartier visé qui peuvent y participer. Plus rarement, les sites et documents de communication sur les actions menées présentent le résultat (par exemple un MCK tout neuf).

Par ailleurs, l'aménagement de la ville contribue aussi à masquer certains « espaces de la pauvreté ». La photographie suivante (14) montre les logements sociaux en arrière-plan. Cet ensemble d'immeubles collectifs (Kebun Kacang) a été édifié dans les années 1990 au cœur de la ville, à proximité de l'artère principale de la ville. Progressivement les grandes tours en construction s'alignent tout au long de cette voie majeure du triangle d'or afin d'accueillir sièges sociaux, ambassades, centres commerciaux et appartements de très haut standing. La production de ces espaces de modernité masque cet ensemble urbain comme forme urbaine de la pauvreté à la vue des passants.

L'attention est donc particulièrement portée sur la pauvreté visible dans le paysage urbain, qui pourrait nuire à l'opération promotionnelle mise en œuvre. Le principal programme de réduction de la pauvreté (PNPM) vise les infrastructures (projet exclusif dans l'aire métropolitaine) et 80 % des réalisations dans ce cadre sont la réhabilitation des routes, donc d'espaces publics visibles.



*Photographie 14 : Masquer les logements sociaux à la vue des passants, Jalan Thamrin.
Les tours en construction longent l'avenue et feront disparaître du paysage
les bâtiments au second plan*

En lien avec ces actions visant le paysage urbain, les espaces verts (un des éléments reconnus permettant d'améliorer un certain niveau de qualité de vie dans les zones urbaines) sont devenus un nouvel enjeu affirmé dans le programme de planification. Le discours généralisé du développement durable se diffuse rapidement et au sein de nombreux cercles, tant politiques, qu'économiques mais aussi dans la société civile. La promotion de l'environnement comme moyen d'améliorer les conditions de vie, sanitaires mais aussi sociales, a un écho très favorable localement. En effet, Jakarta est une ville congestionnée, polluée et soumise à des risques environnementaux majeurs (inondations, affaissement du sol, diminution trop rapide de la nappe phréatique, ...). De même, le manque réel d'espaces verts et publics limite d'autant plus la cohésion sociale et les lieux de rencontre entre les groupes sociaux. Les entretiens auprès des fonctionnaires municipaux mais aussi d'urbanistes ou associations en lien avec l'aménagement urbain de Jakarta mettent au cœur de leur discours la volonté de ré-environnementaliser Jakarta par la réintroduction d'espaces verts à hauteur de 30% de la superficie de la province. « Go

green » est d'ailleurs le deuxième volet de la doctrine du schéma directeur²³⁴. Ce principe fait donc consensus. Il est largement récupéré par l'État qui se doit de répondre à une demande sociale pressante, sans vraiment savoir d'ailleurs comment ses agents vont pouvoir y parvenir. Ainsi, les groupes stratégiques qui militent pour le droit à la participation de la population dans les décisions d'aménagements sont les premiers à réclamer aussi la production d'espaces verts (publics et privés).

La mise en maquette du projet de Jakarta en 2030 apporte des informations importantes sur ce verdissement de Jakarta : des blocs entiers de bâtis résidentiels ont disparu, remplacés par des espaces verts. Que ce soit dans les rapports, dans le schéma directeur ou suite à mon questionnement lors des entretiens auprès d'acteurs concernés, jamais la méthode pour faire changer les fonctions de ces espaces n'a été précisée.

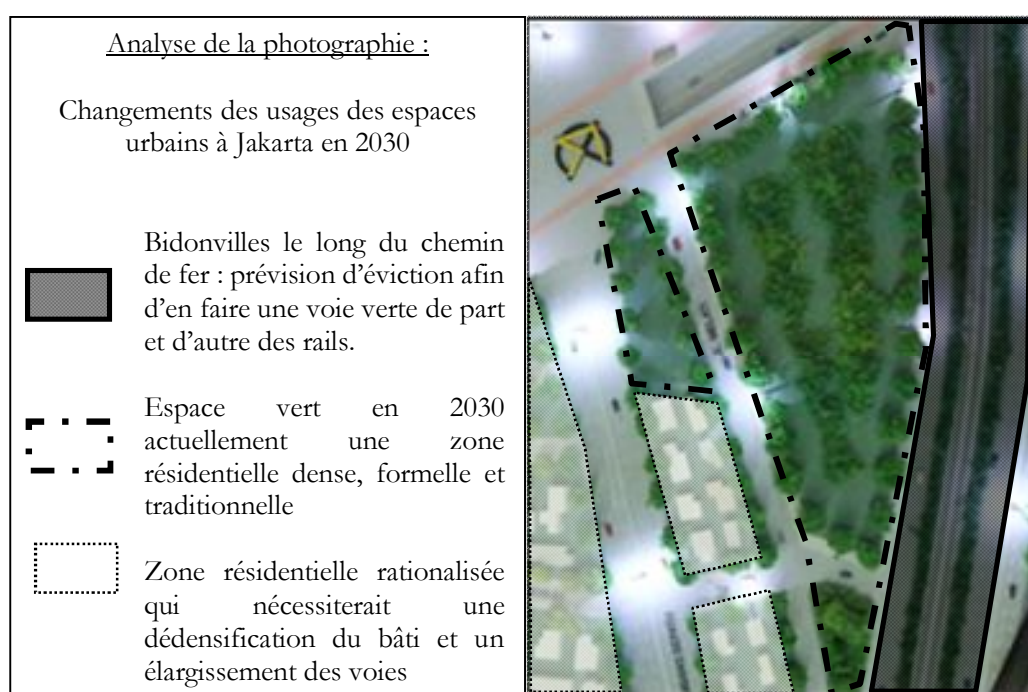


Figure 8 : Changements des usages des espaces urbains à Jakarta en 2030
Analyse de la photographie de la maquette dans la galerie officielle :
(J. Dietrich, juillet 2011).

À côté de la gare de Senen, le quartier le long du chemin de fer est donc promis à son verdissement. La zone est actuellement un *kampung* au bâti dégradé (qualifié de *kumuh*), marqué par les activités informelles... sur le chemin de fer et tout au long se situe une des zones d'étude dont la précarité et la pauvreté ont déjà été évoqués.

²³⁴ Actuellement, dans le plan d'occupation du sol de la municipalité, il n'y aurait que 9 % de la surface de la ville en espaces verts.

De nombreux villages urbains ou *kampung* sont ainsi perçus comme des « verrues » dans le paysage urbain moderne de Jakarta, marqués par des signes de stigmatisation que peuvent être l'informalité et l'insalubrité.

Au nom des enjeux d'image participant à la promotion d'une ville compétitive, plusieurs stratégies sont mises en place pour faire en sorte que Jakarta ne donne pas à voir les signes d'une pauvreté urbaine persistante. La mise en invisibilité d'une partie de la population défavorisée dans l'espace urbain passe donc par la transformation des paysages urbains et par l'éloignement des populations identifiées comme pauvres des quartiers centraux.

❖ L'enfermement des personnes considérées comme pauvres

Présenté dans la typologie des espaces de la pauvreté, l'établissement social, sa raison d'être et son fonctionnement, témoignent d'une criminalisation de certaines activités ou personnes associées au phénomène de pauvreté. En particulier, il s'agit de viser des aspects visibles de cette pauvreté afin de les retirer de l'espace public. Ainsi, le responsable de l'établissement indique explicitement lors de notre entretien que les personnes qu'il « accueille » peuvent être ce qu'elles sont, mais qu'elles n'ont pas le droit de l'être dans la rue.

Peraturan daerah nomor 8 tahun 2007 tentang ketertiban umum

39: setiap orang atau badan dilarang meminta bantuan atau sumbangan yang dilakukan sendiri-sendiri dan/atau bersama-sama di jalan, pasar, kendaraan umum, lingkungan pemukiman, rumah sakit, sekolah dan kantor

40: setiap orang atau badan dilarang:

- a. menjadi pengemis, pengamen, pedagang asongan dan pengelap mobil*
- b. menyuruh orang lain untuk menjadi pengemis, pengamen, pedagang asongan dan pengelap mobil*
- c. membeli kepada pedagang asongan atau memberikan sejumlah uang atau barang kepada pengemis pengamen, pedagang asongan dan pengelap mobil*

(kurungan min. 10 hari maks 60 hari, denda min Rp. 100 000 - maks 20 000 000)

Traduction du texte:

Réglementation locale n° 8 de 2007 sur l'ordre public

39: il est interdit à toute personne ou entité de demander de l'aide ou des dons que ce soit individuellement et / ou en groupe (en association) sur la route, le marché, dans les transports publics, les quartiers (zones résidentielles), les hôpitaux, les écoles et les bureaux

40: il est interdit à toute personne ou entité de :

- a. devenir mendiant, amuseur de rue, vendeur de rue et laveur de voiture
- b. trouver quelqu'un d'autre pour devenir mendiant, amuseur de rue, vendeur de rue et laveur de voiture
- c. acheter aux vendeurs de rue ou de donner une somme d'argent ou un bien matériel à une mendiant, amuseur de rue, vendeur de rue et laveur de voiture

(Confinement de 10 jours (minimum) à 60 jours (maximum). Amende de 100 000 roupies à 20 millions maximum).

Dans la salle de formation (sur la planche de photographies consacrée à cet espace, Chapitre 3), est imprimée, sur la banderole, la loi qui justifie l'existence de ce lieu.

Il apparaît donc par cette loi que les stratégies de réponses à la pauvreté (que peuvent être la mendicité ou les échanges commerçants informels (*joki*, chanteurs de rue)) seraient des éléments de trouble à l'ordre public, justifiant une arrestation et un enfermement des « coupables » identifiés.

Ces méthodes contribuent à masquer la pauvreté sans en combattre les racines et limitent les capacités d'urbains moins favorisés pour répondre à leurs besoins et sortir si possible de leur condition de « pauvres ». La métropole de Jakarta est riche : les statistiques appuient cette affirmation (début du chapitre 3). Il semble donc que les groupes et acteurs dominants cherchent à faire en sorte que tous les éléments constituant l'espace métropolitain et la société urbaine participent aussi à diffuser cette image de ville non pauvre. Mais ces pratiques induisent ou sont initiées par une conception réductrice pour ne pas dire exclusive de la ville et de la citoyenneté.

4.1.3. Une vision exclusive de l'urbanité

L'organisation et l'aménagement d'espaces urbains qui contraignent les populations les plus défavorisées et les stratégies d'invisibilisation des stigmates associés à ce phénomène témoignent de la nécessité d'appréhender la pauvreté comme un rapport social. En effet, plus que d'être ou ne pas être pauvre, l'enjeu porte plus sur qui va être considéré comme pauvre ou non par le reste de la société urbaine et par certaines structures officielles et de ce que cela va impliquer pour cette personne. Se mettent donc en place des critères permettant la différenciation entre les personnes acceptables dans leur situation de pauvreté, faisant émerger une figure du « bon » pauvre²³⁵ qui ne remet pas en question le système en place et l'« Autre » pauvre associé au « marginal » ou au « déviant » qui contribuerait ou serait capable de contester et déstabiliser l'ordre public. Ce personnage ou cette figure est identifiée par son comportement ou plutôt son image qui témoignerait de son écart par rapport à la norme et donc de sa potentielle inadaptabilité à la société et à l'environnement urbains.

²³⁵ Il faut ajouter à cette figure, celle d'une forme de pauvreté « intégrée », au cœur des quartiers riches, totalement acceptable du fait de son utilité pour les bénéficiaires : il s'agit en particulier des personnel.le.s domestiques, qui, pour une part importante, résidant à l'intérieur de la maison des employeurs, ne sont que très peu visibles dans l'espace urbain.

❖ De la modernité de la cidadinité

L'affirmation portée par les groupes stratégiques dans leur diversité (gouvernements, ONG locales et internationales, ou encore bailleurs) de vouloir faire de la métropole de Jakarta une cité « moderne » habitée par une société « moderne » ou une « *population urbaine dynamique et civilisée* » (d'après une employée de l'ONG *Habitat for humanity* me présentant la mission de sa structure) témoigne de l'importance de leurs conceptions et cadres de pensée pour comprendre les objectifs des actions qu'ils mènent.

Pauvreté et dysfonctionnements urbains

Ainsi, en plus de l'attention nécessaire à porter sur leurs réalisations et sur les méthodes pour y parvenir, il est particulièrement instructif de se pencher sur leurs discours, marqueurs de certaines de leurs représentations et de leurs préoccupations. Dans les thématiques systématiques que je cherchais à aborder avec les personnes participant à la gestion de la pauvreté dans la métropole²³⁶, la perception du milieu urbain et de la pauvreté était prégnante. À la question portant sur les principaux problèmes vécus à Jakarta, toutes les personnes rencontrées ont répondu les embouteillages²³⁷ (*macet*) ; en réponse à cette question, seules deux personnes hors ONG (la responsable du programme GPOBA à PALYJA et la responsable de communication à l'UNICEF ont indiqué la pauvreté). À Bekasi, le premier problème cité par les agents municipaux est la migration. La justification de cette réponse pour dix personnes (parmi les 45 institutions sondées) est liée aux pratiques d'une partie de la population qui ne respecte pas les normes et les comportements « modernes ». Ce sont principalement les agents municipaux qui identifient cette raison. Sont ainsi visés explicitement par les gouvernements locaux ceux qui empiètent sur la chaussée et nuisent à la fluidité du trafic (collecteurs de déchets, marchands ambulants et *kaki lima* (étant donné l'état de la majorité des trottoirs, il est souvent difficile d'y faire rouler une carriole, un *grobak* ou un vélo, ...) ainsi que les transports traditionnels ou assimilés informels lents (comme les *becak* ou *bajaj*) et les minibus aux arrêts intempestifs. Ces éléments expliquent notamment l'interdiction totale des véhicules non motorisés (*becak*) à l'intérieur de DKI et du centre-ville (pour les *bajaj*). Une autre forme d'invisibilisation touche là aussi les activités et capacités de mobilités des populations les moins aisées.

²³⁶ Source : entretiens enregistrés effectués entre juillet 2011 et janvier 2013. Comme ces entretiens étaient ouverts, il n'y avait pas de réponses anticipées et pas de restrictions en nombre de réponses.

²³⁷ Chacun prenant le soin de justifier sa réponse, en voici quelques-unes : le nombre de voitures supérieur au nombre d'habitants à DKI (10 millions pour neuf millions d'habitants déclare l'employé de *US Aid*, la responsable de la mission GPOBA à PALYJA me cite un article récent du journal déclarant que 180 voitures et 900 motos sont immatriculées par jour à Jakarta ; d'autres citent le chiffre de 350 motos supplémentaires par jour ;

Ce lien opéré par les représentations et les analyses des agents en charge de la pauvreté et de la gestion urbaine entre pauvreté et dysfonctionnements urbains sous couvert de la notion de modernité (des éléments déjà utilisés sous le régime colonial) permet de penser une citadinité exclusive appuyée par les représentations dominantes que les pauvres de la métropole seraient en grande majorité des migrants récents issus du monde rural.

❖ Une citoyenneté excluante

Ce rapport exclusif à la citoyenneté et à la citadinité dans l'aire métropolitaine de Jakarta s'appuie sur la production de statuts différenciés parmi la population. Ainsi, certains individus, du fait de leur informalité ou de certains stigmates associés à leurs pratiques, leur lieu de vie ou leur activité sont assignés à un statut dévalorisé dans la société au sens large et conduisant à des formes très concrètes d'inégalités et de discrimination dans le contexte d'interactions sociales.

Le permis de résider

La régulation historique des migrations vers la capitale dans un contexte autoritaire (sous l'ère coloniale ou le mandat du Général Suharto) a initié une conception réductrice de la citoyenneté réinvestie dans le contexte actuel au nom d'une justice spatiale pour les Jakartanais.

L'« opération Justice » (*Operasi Yustisi*) organisée par la municipalité est fondée sur la loi locale de 2004 sur l'enregistrement de la population. L'objectif est de lutter contre l'augmentation massive des migrants dans la capitale, car cet essor pourrait avoir un impact indésirable sur Jakarta, provoquant des problèmes sociaux majeurs comme le chômage et la pauvreté (d'après le texte de loi évoqué ici). En pratique, cela consiste à mettre en œuvre des opérations de vérification visant les populations n'étant pas enregistrées officiellement dans la capitale afin de les renvoyer dans leur ville d'origine. Le justificatif est l'adresse de résidence indiquée sur le KTP (la carte d'identité). L'objectif de ce programme est de réduire les problèmes de la ville dus à l'urbanisation (sans que cela semble réellement efficace) et notamment la prétendue trop forte pression démographique qui implique une saturation des espaces urbanisés en termes de logements et de circulation.

Suite à l'analyse des données du service d'enregistrement de la population (département de la population), il apparaît à la municipalité que la période où la population augmente le plus est juste après la fin du ramadan. C'est donc le moment choisi pour réaliser plus d'opérations de vérification. En approfondissant²³⁸, la situation est plus complexe : sur 2,6 millions d'individus qui rentrent dans leur village d'origine pour les fêtes, 200 000 restent sur place et 2,8 millions reviennent à Jakarta ; donc 400 000 nouveaux arrivants accompagnent ces migrations vers

²³⁸ Ces données ont été fournies à l'oral par département de la population de la municipalité de Jakarta.

Jakarta. Certes il y a une augmentation, mais certains en profitent pour ne pas revenir alors que c'est l'occasion pour d'autres de suivre leurs proches.

Au bureau du sous-district de Margajaya (Kelurahan à Bekasi), un fonctionnaire me présente sa mission : « Ici, on relève toutes les personnes du kelurahan, tout le monde doit être enregistré. Si on constate un délit lié à la carte d'identité, un vol ou deux KTP pour la même personne, ils auront une amende. On a beaucoup de migrants ici (pendatang) et ça, c'est un poids pour nous, notamment ceux sans éducation ou sans compétence. Si on en trouve un avec un travail informel, on le renvoie au kampung ».

Pourtant, plusieurs agents municipaux m'ont affirmé sans problème ne pas posséder de KTP lié à leur résidence quotidienne. En effet, Jakarta est présentée comme une ville ouverte (au sens où la politique de la « ville close » est aujourd'hui terminée) mais les entretiens font apparaître un certain nombre de critères pour rendre la migration faisable et légitime : les agents qui ne sont pas nés à Jakarta ou dans l'aire métropolitaine justifient la pertinence de leur présence par leurs compétences (plus élevées que les *Betawi* m'ont souligné trois d'entre eux, car ils (eux) « doivent lutter plus pour se faire une place » (deux fonctionnaires de Ministère des Travaux Publics à Jakarta) et sont plus éduqués (c'est-à-dire ont un niveau d'étude plus élevé, d'après un fonctionnaire de la municipalité de Bekasi au département de la planification). L'autojustification de leur présence témoigne bien des conceptions dominantes qui estiment que pour être « acceptable » dans la métropole, il faut être diplômé, avoir des compétences, et, dans l'ensemble faire partie de la classe moyenne (avoir un capital de départ qui permet une installation aisée dans la métropole).

Cette « sélection » fondée sur la classe est appuyée par des pratiques discriminatoires et illégales basées sur le niveau économique de la personne qui contribuent à reproduire ces inégalités entre les individus. Alors que l'obtention du KTP est sensée être gratuite, les rétributions complémentaires pour « assurer un service rapide » et efficace, pour « dédommager l'effort » du fonctionnaire²³⁹ sont quasiment systématiques et deviennent de véritables obstacles pour les personnes qui n'ont pas les moyens de payer ou les moyens de contester ces demandes par convention ou par méconnaissance. La complexité de la bureaucratie et ses irrégularités institutionnalisées rendent le suivi de la procédure difficile pour des personnes déjà défavorisées.

²³⁹ Les exemples et anecdotes sont nombreux, mais je pense en particulier à une enseignante-chercheuse de l'Université Atma Jaya avec qui je discutais informellement et qui me raconte à cette occasion ses déboires face à la bureaucratie du bureau de district dont elle dépend. Elle m'explique ainsi qu'elle a refusé de payer un supplément pour son nouveau KTP : « Je sais que c'est gratuit, ils savent que je le sais, mais du coup, ils m'obligent à revenir la semaine prochaine parce que soi-disant ils ne peuvent pas finir le dossier maintenant ! Du coup, je vais être obligée d'y retourner ! Alors moi je peux, je me débrouillerai, mais pour beaucoup, c'est perdre une journée de travail, et puis on n'est jamais sûr que ce sera bien fait la prochaine fois ! (...) et puis je refuse de contribuer à tout ça, c'est de la corruption ! ».

En cas de non possession de KTP ou d'un KTP qui ne correspond pas au lieu de résidence, les personnes sont considérées comme informelles et encourrent une peine d'amende de 5 millions de roupies (presque 500 euros) et trois mois de prison. De plus, le gouvernement a alors le droit de saisir les biens de ces individus, de se les approprier s'ils sont sous hypothèque, et confisque le KTP lié à l'ancienne résidence. S'ensuivent donc de lourdes démarches administratives auprès de l'ancien sous district pour pouvoir récupérer ce document essentiel auprès du tribunal local. On m'a par ailleurs signalé que comme les individus envoyés au tribunal sont trop nombreux, la réponse alternative est de les envoyer dans une des centres sociaux déjà présentés (comme celui de Kedoya) sans arrêt de la Cour.

La légitimité de cette politique et de ses dérives m'a été aussi justifiée par le non-respect des règles de ces migrants : « il y en a plein qui fraudent, ils ont deux KTP : *« regarde, moi j'en ai qu'un alors c'est contre ces gens-là qu'il faut lutter ! »* » (affirme la responsable du programme de GPOBA à PALYJA).

La production de discriminations territoriales

Autour de ces questions de citoyenneté se greffent ainsi plusieurs pratiques illégales qui participent au sentiment et à la production d'injustices. La citoyenneté officielle et reconnue (via la carte de résidence) permet, au-delà d'une légitimité, d'obtenir des droits. La production de la différenciation entre les urbains par leur statut organise ainsi la relégation d'une partie de la population tant de la vie politique (vote et élections des chefs de voisinage et de quartier) que des systèmes institutionnels d'aides sociales (aide alimentaire, école et soins médicaux gratuits). Ceux donc qui ne possèdent pas ce document indiquant la ville de Jakarta ou de Bekasi (et le sous-district) comme lieu de résidence sont les plus vulnérables à ces contrôles et évictions. C'est de fait une action limitant les capacités d'intégration dans l'espace formel d'une partie des urbains. Sans KTP en règle, on ne peut accéder à un travail formel, ni aux aides sociales²⁴⁰ ou au vote local. On observe ainsi une construction sociale et culturelle de la différence entre Jakartanais et migrants par l'administration, reprise par un grand nombre d'organismes d'aide. Ces relations inégalitaires participent à la reproduction de la pauvreté dans la ville en maintenant les dominés dans une position de relégation et en leur refusant la qualification de citoyens.

La résidence légale, représentée par la possession de la carte KTP permet d'avoir un « droit à la ville », droit au sens de valeur d'usage définie par Henri Lefebvre. C'est bien finalement l'accès à l'espace urbain qui est en jeu, la possibilité de circuler mais aussi de manière plus concrète, avoir accès aux services urbains et à la sécurité de sa présence. Pour pouvoir

²⁴⁰ Programme alimentaire *Raskin*, carte de pauvreté ou certificat d'incapacité afin de ne pas payer les frais médicaux et de scolarité...

bénéficier des programmes d'extension du réseau d'eau, ou d'aide à un assainissement individuel, le KTP est incontournable. C'est un des critères de sélection des bénéficiaires systématiquement indiqués dans les procédures par les réalisateurs des projets et les ONG (sachant qu'il faut aussi posséder le logement et la parcelle de manière légale)²⁴¹.

Cette politique témoigne donc d'une conception exclusive de la ville et de la citoyenneté impliquant que les populations touchées par ce stigmate de pauvreté et d'informalité peuvent être touchées par une perte de statut et de multiples formes de discrimination.

Cette « justice » mise en œuvre par les pouvoirs locaux s'appuient sur les stigmates de la pauvreté et mettent en œuvre des discriminations territoriales. Une fonctionnaire du département de la population à la municipalité de Bekasi m'explique la mise en œuvre (été 2012) : *« il y a deux types d'endroit où l'on fait des opérations de contrôle : dans les espaces publics et en faisant du porte à porte. Dans les espaces publics, c'est principalement dans les lieux centraux de la ville, près des malls ; mais le plus efficace c'est de cibler les quartiers où il y a beaucoup de locataires : les locataires c'est les migrants (...) et les Betawi, ce sont des propriétaires »* ... une affirmation qui est revenue plusieurs fois tant dans les entretiens auprès des populations des quartiers étudiés que de ceux auprès des agents des groupes stratégiques.

Cette forme spécifique d'éviction met en œuvre une certaine violence, depuis la menace de l'enfermement au départ contraint jusqu'à son lieu de résidence officiel. La fonctionnaire justifie cette démarche : *« ce qu'on veut c'est faire un électrochoc à tous ces migrants, comme ça il le font une fois, mais pas deux... le but c'est qu'ils ne recommencent pas et qu'ils fassent les démarches pour avoir le droit d'être avec nous »*. Ce ne serait donc pas tant une forme d'égoïsme territorial mais plutôt un outil répressif pour faire respecter la loi, d'après elle.

Du lieu indigne à la population indigne (Fijalkow, 2013)

L'informel, le déviant, le migrant,... toutes ces images associées à la pauvreté se déclinent au travers des entretiens et des réglementations mises en œuvre dans la municipalité pour faire apparaître finalement une figure de l'« indésirable ». Activités et statuts sont des éléments à charge pour les personnes en situation de pauvreté notamment en fonction de leur lieu de vie ou de leur lieu de présence (d'activité ou d'apparition). Ces éléments témoignent de la nécessité de prendre l'espace pas seulement comme récepteur d'inégalités sociales existantes mais aussi comme vecteur d'inégalités, de vulnérabilité et d'oppression (Bouillon, Choplin, Schmoll, Zeneidi, 2015). Les rapports de domination en œuvre s'appuient sur la production de différenciation entre les individus distinguant les indésirables du reste de la société urbaine.

²⁴¹ La complexité du système foncier déjà présentée rend cette deuxième condition particulièrement difficile à remplir. Ainsi, le capital spatial est bien au cœur de l'intégration citoyenne et citadine dans la métropole.

L'affichage de lutte contre la pauvreté est donc un des éléments contribuant à ces catégorisations ségrégatives entre les populations « dignes » de vivre dans la métropole et de bénéficier de ses avantages et services des « autres », indignes d'être en ville, voire indignes d'être considérés comme des citoyens à part entière. En contrepoint émerge alors l'image du « bon pauvre » (qui sera déclinée tout au long de ce chapitre) acceptable.

Extrait de l'entretien au *Kelurahan* de Margajaya (Bekasi) au sujet des aides pour les populations pauvres. Ce passage fait suite à la citation plus haut indiquant la lourdeur pour les fonctionnaires du sous-district de la gestion des migrants.

« Ça a un impact car ils demandent beaucoup de SKTM²⁴² car beaucoup ne sont pas enregistrés et sont malades : on a donc un problème moral et de responsabilité sur nos épaules : si on ne donne pas de lettre, ils ne pourront pas se soigner. Mais pour Bekasi, il y a une perte de 7 milliards de roupies car on donne trop de SKTM. Voilà ce qui m'est arrivé : un homme est venu pour me demander cette lettre : « Regarde je suis malade ! » me dit-il en me montrant sa main, son bras, mais il ne ressemblait pas à quelqu'un de pauvre, ... alors au début, j'ai dit non, mais en fait, il avait un cancer dans le cou, et le traitement est très cher, donc on a donné la lettre au final. L'année dernière, on a donc donné un SKTM à 156 personnes. Une fois, Pak Lurah (le chef du sous-district) a été appelé par la municipalité : il a été accusé de ne pas être assez sélectif dans son choix de « bons pauvres » qui peuvent avoir la SKTM ou non. Mais nous, on a un problème avec leurs critères. Normalement c'est BPS qui dit : il faut coir avec leurs 14 ou 18 critères. C'est impossible pour nous [« pusing », ça en donne mal au crâne !] mais on va voir dans leur maison, accompagné du RT et d'un employé du kelurahan, et on voit : s'ils n'ont pas de revenus réguliers ou un logement insalubre (sans aération, avec le sol en terre). Sinon, normalement si t'as la carte Gakin, il n'y a pas besoin de la lettre.

Des figures se construisent donc à partir d'un rapport négatif à l'identité et à la citoyenneté. Les populations dominées font l'expérience d'une vulnérabilité liée en grande partie à un statut juridique spécifique limitant leurs droits.

On observe ainsi un appui des inégalités sociales et spatiales liées à l'accès aux services urbains ou au statut d'informalité d'un individu par les règlements et orientations des politiques urbaines. Le maintien organisé dans la précarité d'une partie de la population permet la reproduction de rapports sociaux inégalitaires entre les urbains (entre les migrants et les urbains anciennement installés en ville).

Effets de lieu et rapport à l'espace

La place et le traitement des pauvres en ville se comprennent, dans le contexte de l'aire métropolitaine de Jakarta, par la production de groupes de populations définis comme « indésirables » et la production en parallèle d'un discours de stigmatisation (sur leur prétendue inadaptabilité, opportunisme, violence, déviance, etc...). Leur gestion parfois ambiguë passe notamment par la mobilisation à contresens de l'idée de « justice » pour défendre les intérêts

²⁴² *Surat keterangan tidak mampu* : certificat d'incapacité (à financer ou assumer une dépense nécessaire).

des « locaux », des « citadins » ou des « riches » où les citadins pâtiraient de la présence de quartiers informels et de leurs habitants. Le mythe de l'« invasion » est également largement mobilisé. Les mises à l'écart s'accompagnent donc de constructions symboliques et idéologiques de dénigrement de ceux que l'on exclut ou exploite utilisant des ressorts habituels déjà mis en œuvre pendant la période coloniale. Ces politiques sociales exclusives appuyées sur l'espace peuvent dès lors être qualifiées d'injustes puisqu'elles ne visent pas l'équité entre les individus.

La mise en place de la marginalisation d'une partie de la population et de ses activités s'ancre dans l'espace urbain. Plus encore, son aménagement apparaît comme levier de la domination organisant les rapports sociaux, contrôlant les déplacements et participant aux stratégies de relégation. La notion d'effets de lieu est ici pertinente pour dépasser les effets de contexte et de situation. Les populations dominées ou défavorisées dans leurs rapports sociaux le sont aussi dans leurs rapports à l'espace (Sélimanovki, 2009).

En effet, la non protection de leur place dans la ville, voire leur fragilité et la fragilisation de leur inscription spatiale produites par une menace d'expulsion permanente maintient ces populations dans une « sorte de situation d'instabilité chronique ne sachant jamais s'ils vont pouvoir demeurer » (Bouillon, Choplin, Schmoll, Zeneidi, 2015, p. 271). Les mobilités contraintes par ces menaces, le risque régulier de se voir renvoyé au *kampung*, ou au moins en dehors de la ville, et les discriminations au quotidien en termes de droits et de pratiques des services urbains (telles que les contraintes pour l'accès à l'éducation des enfants, la nécessité probable de devoir payer ponctuellement des services pour permettre une présence plus longue dans le lieu à des privés ou à des agents de la municipalité, payer plus cher un service normal comme une démarche administrative et ne pas bénéficier des aides individuelles pour les pauvres) sont autant d'éléments qui permettent de faire apparaître « la violence de ces vies qui sont toujours sujettes à rupture, déplacement forcé, expulsion spatiale et légale » (*Op. Cit.*, p. 271).

Ainsi se pose la question de la mise en œuvre d'une justice spatiale dans ce contexte où l'on peut observer comment l'espace est mobilisé dans et par le traitement de la pauvreté.

4.2. La néolibéralisation du traitement de la pauvreté comme injustice spatiale

Pour comprendre la lutte contre la pauvreté et le traitement des populations pauvres dans et par la société, le rôle des institutions publiques est essentiel : leurs actions, le rôle performatif de leurs décisions et de leurs définition produisent des différenciations, les orientations prises au nom du développement, ... De fait, le contexte actuel de Jakarta et de l'Indonésie est hérité de décennies d'État fort dépassant les différents régimes en place, les *revolusi* (1945-1949), *reformasi* (1998) et coup d'État (1966). Les adaptations locales des prescriptions internationales sur la tenue de l'économie ou les méthodes à suivre pour la réduction de la pauvreté montrent comment l'État indonésien, en tant que puissance émergente, a su proposer des conceptions voisines mais alternatives. C'est pour décrire ces situations particulières que Antoine Fleury et Myriam Houssay-Holzschuch parlent de système à « économie mixte » afin d'illustrer ce modèle d'États qui ont « *su en partie s'émanciper des règles libérales du consensus de Washington après que ces dernières aient fait leur travail minimal d'institution de l'argent privé, des règles du marché et de sape des régimes corporatistes* » (Piveteau et Rougier, 2010, p. 8). On peut dès à présent souligner que ces évolutions ont souvent été initiées, appuyées et/ou organisées par le pouvoir politique. Le désengagement de l'État promu comme chemin de développement par les institutions internationales est loin d'être systématique. En effet, en Malaisie, Elsa Lafaye de Lachaux parle d'un nouveau modèle de « développement souverain » où l'État porte un rôle premier dans ces évolutions. L'Indonésie suit aussi cette stratégie que Vincent Béal qualifie de néolibéralisation (2012).

Ce processus qualifie les nouvelles approches des politiques urbaines et un mode de gouvernance en expansion à l'échelle mondiale. Ces dynamiques de restructurations politique et économique (Brenner and Theodore, 2002) contribuent à produire de nouveaux espaces et modes de relations à l'espace urbain, et influencent aussi le traitement de la pauvreté en ville. Cette diffusion des principes du marché à différentes sphères des actions publiques ne peut par essence favoriser la réduction des inégalités et cela pose particulièrement problème dans le domaine de la réduction de la pauvreté, qui viserait en théorie une amélioration des conditions d'existence des plus défavorisés et ainsi une plus grande équité entre les individus. C'est pourquoi questionner ce processus au prisme de la notion de justice peut permettre d'identifier les implications des évolutions en cours à Jabodetabek pour les populations pauvres.

Après un cadrage conceptuel des notions complexes appuyant cette réflexion, je présenterai donc les opérations réalisées au nom de la réduction de la pauvreté dans la métropole Jakarta afin de les analyser dans une démarche critique, en identifiant les impacts de cette mutation ou de cette nouvelle forme de capitalisme qui s'enracine à l'échelle de la métropole.

4.2.1. Penser la « Justice spatiale »²⁴³ en ville

Partir de ce postulat peut sembler catégorique, imposant une lecture biaisée de l'organisation spatiale de la métropole. Pourtant ce parti-pris ne m'apparaît pas abusif car si par hasard une ville juste existait, son modèle permettrait de repenser nombre de situation. Ainsi, quand ville juste, il y a, c'est plus souvent une évocation utopique, la volonté de tendre vers un idéal que l'on voudrait meilleur. Sans reprendre toute l'histoire urbaine de Jakarta, la ville, ses étapes de construction et son organisation sont profondément marquée par l'ancrage spatial d'inégalités mais aussi d'injustices et de rapports sociaux de domination particulièrement forts.

❖ De la définition à l'élaboration de critères d'évaluation

Une perspective critique

En m'appuyant sur les discours, les objectifs et les modalités de réalisation des projets de lutte contre la pauvreté, ma démarche sera d'identifier la production des rapports sociaux et les formes d'organisation de l'espace qui en découlent et leur conformité à certains critères de justice (Brennetot, 2010). Le principe que l'aménagement public urbain doit intégrer l'intérêt général dans les choix des actions à réaliser est communément admis désormais dans la littérature des *urban studies* (Klosterman, 2003 ; Marcuse, 2009 ; Fainstein, 2009). C'est en tout cas l'objectif affiché du schéma directeur de Jakarta puisqu'il porte comme slogan (en anglais) placardé à travers toute la ville en 2010 et 2011 « *planning for all* ». Cet intérêt général est

²⁴³ Ces remarques s'insèrent dans une réflexion plus longue initiée depuis mes travaux de maîtrise (2006) et de master (2009). Mon approche du terrain et mes recherches sont profondément marquées par ce questionnement élaboré dans le temps et dont les étapes ont notamment été formalisées par plusieurs articles : un « carnet de terrain » publié dans *Carnets de géographes* (Dietrich, 2012) porte plus spécifiquement sur ma posture et les représentations associées à mon statut de femme étudiante blanche à Jakarta, l'article dans la revue *Urbia* (Dietrich, 2013) est tourné vers l'analyse de l'aménagement et de la planification urbaine et celui dans *Justice spatiale spatial justice* (2014) traite plus de la gestion de la pauvreté à Jakarta.

souvent associé à l'idée de justice dans la mesure où il bénéficierait au plus grand nombre ou si ce n'est pas le cas, la justice serait portée par des actions correctrices face à une situation identifiée comme injuste et qui contribueraient donc à la modifier : toute action visant la réduction de la pauvreté est profondément inscrite dans ce modèle. C'est donc un positionnement éthique qui porte ces analyses afin d'identifier les implications d'une action : à qui elle profite et pourquoi, quels sont les rapports sociaux qu'elle entraîne et comment sont-ils mis en œuvre ?

Encadré 10 : Justice et positionnement du chercheur.e :

Le concept même de justice et son usage analytique pose le problème de statut de la recherche et du rôle du chercheur.e face/dans/par rapport à son sujet. Pourtant, tout en étant consciente que l'emploi de ce terme implique un jugement, il me semble nécessaire de l'intégrer à ce travail tout en en identifiant les implications. La séparation du « savant et du politique » (Weber, 1919) est un principe important afin de contextualiser toute production d'informations et de les situer dans une démarche spécifique. Ainsi, le plus souvent, on peut faire apparaître deux temps ou deux types de projets séparant l'identification des inégalités de l'action visant une plus grande justice (Raoulx, 2006). Il n'empêche que, comme le rappellent Vincent Veschambre (2010) et Benoît Raoulx (2006), tout chercheur peut aussi se positionner et affirmer son statut de « citoyen, sensible aux inégalités sociales [... voulant] restituer la recherche vers les populations rencontrées, [et la diffuser] vers les autres citoyens » (Raoulx, 2006, p. 150). En effet, l'objectivation des inégalités, bien qu'importante, ne permet pas de faire changer la situation et il s'agit alors de les dénoncer afin de favoriser ou d'initier leur réduction (Baudelle, 2006). Il y a là donc une articulation forte entre le scientifique et le politique. Dans un cadre de pensée promouvant la justice, la révélation des inégalités s'apparente à un jugement et à une dénonciation « pour ceux qui les interprètent comme inacceptables dans leur système de valeur » (Veschambre, 2010, p. 265), ou par rapport à « *une situation idéale (située ou non historiquement, idéalisée ou non) ou [par] rapport à une situation de départ déjà injuste et qui s'aggraverait* » (Morange, Fol, 2014). Sans résoudre le problème d'inégalités potentiellement injustes, le chercheur peut ainsi « *« contribuer à lutter » contre les injustices et donc à promouvoir la justice, en informant les populations enquêtées, en produisant des expertises pour les responsables politiques, c'est-à-dire en fournissant des arguments pour dénoncer et des évaluations pour intervenir* » (Veschambre, 2010, p. 266).

Approcher cette notion de justice au prisme de l'espace pose la question en termes d'organisation de l'espace et de rôle des différents acteurs dans la conception et la production d'espaces urbains. Ainsi, plusieurs éléments sont à prendre en compte pour pouvoir qualifier de « juste » et de « juste spatialement » une politique d'aménagement urbain, en particulier qui vise le plus grand nombre et les plus démunis dans le cadre de la réduction de la pauvreté. En m'appuyant sur les écrits de Susan S. Fainstein, j'évaluerai ces politiques selon ses trois « piliers de la justice en ville » (Fainstein, 2009, p. 73) – égalité matérielle, diversité et démocratie – en m'assurant que les plus faibles en bénéficient davantage. La prise de compte de la démocratie participative, dont elle identifie les limites du fonctionnement, permet cependant d'intégrer la

pluralité des voix des urbains dans le processus de décision. Elle précise aussi que les résultats des politiques d'aménagement sont le véritable enjeu, évaluable en fonction de la mise en œuvre d'une plus grande égalité. L'entrée de la « justice spatiale » pour analyser les politiques urbaines est ainsi un moyen de ne plus centrer le questionnement exclusivement sur les objectifs affichés des acteurs mais d'interroger la distance éventuelle entre ces objectifs et la réalité observée sur le terrain. Les difficultés de mise en pratique, les superpositions entre les différents niveaux d'actions voire contradictions, les modalités d'élaboration et de réalisation d'un projet sont autant d'éléments à prendre en compte dans l'analyse d'une opération visant la réduction de la pauvreté en plus de l'intentionnalité des acteurs (exposée et réelle).

Cette approche et l'emploi de cette notion induisent un travail critique portant sur les formes d'organisation de l'espace et les rapports sociaux qu'elles entraînent. En est issue la démarche du chercheur.e identifiant ce qui produit ces rapports sociaux, qu'il estime conforme à ses critères d'évaluation de la justice ou qui s'en détournent (Brennetot, 2010).

Ce questionnement se pose dans le contexte métropolitain de Jakarta car les mutations du capitalisme et la mise en œuvre des politiques de réduction de la pauvreté s'articulent en particulier à cette échelle. Il s'agit d'en identifier les facteurs et les implications.

Un contexte métropolitain : questions d'échelle et gouvernance

Le rôle accru de la province spéciale de Jakarta et l'entraînement de toute la métropole se comprend par une action conjointe locale et internationale. L'évolution du rôle de la ville témoigne de choix étatiques successifs depuis le milieu des années soixante appuyant la recomposition des pouvoirs pour favoriser l'accumulation du capital à l'échelle mondiale (Harvey, 1989) et promouvoir une nouvelle échelle de gouvernance.

Brièvement, on peut rappeler quelques étapes qui montrent l'affirmation du rôle de Jakarta en interaction avec l'entrée de nouveaux acteurs qui prennent part à la production de la ville en général et à la gestion de la pauvreté en particulier.

Suite à la crise politique et économique de 1965-1966, le gouvernement central et municipal (dirigé par Ali Sadikin) opèrent un choix stratégique afin d'attirer les investissements extérieurs grâce au travail salarié à bas coût. Ainsi, entre 1967 et 1971, Jakarta a gagné 63% des investissements étrangers dans le secteur industriel, représentant environ la moitié de ce type d'investissement en Indonésie. La ville s'impose alors comme le niveau de prise de décision en lien direct avec l'État et les autres acteurs tels que les investisseurs et entreprises. Tout en restant dans un contexte autoritaire, les chercheurs relèvent le « tournant néo-libéral » à partir de la fin des années 1980 (Kusno, 2010). C'est la décennie durant laquelle le recours aux investisseurs privés se généralise dans l'aménagement urbain. S'ajoutent enfin les processus de décentralisation au cours de la dernière décennie qui ont permis aux autorités de la ville de

renforcer les liens économiques de Jakarta à l'ère de la mondialisation. C'est pour qualifier ces évolutions que Neil Brenner et Nikolas Theodore (2002) parlent de « l'urbanisation du néolibéralisme » (« *the urbanization of neoliberalism* », utilisé comme titre du numéro spécial de la revue *Antipode*).

Les enjeux de gouvernance liée à l'intégration de nouveaux acteurs sont à interroger autant que l'évolution du statut de l'espace métropolitain, partie prenante de ce processus, alors qu'aucune institution n'est responsable de cette entité spatiale (Sevin et Tai Chee, 2013). La requalification de l'espace et la transformation de sa valeur se traduisent par des discours sur l'espace notamment en fonction de leur degré de modernité (Permanadeli et Tadié, 2014). Les entretiens effectués auprès des différents groupes stratégiques font ressortir des transformations de l'organisation spatiale qui ont un impact direct sur la perception qu'ont les populations de leur espace de vie et sur sa valeur.

Ainsi, le concept de néolibéralisation permet de qualifier l'insertion des rapports marchands dans les politiques publiques (Béal, 2010), en prenant en compte les dynamiques qui portent cette évolution. À la différence du libéralisme, la néolibéralisation n'implique pas le désengagement de l'État ou une forme de « laisser faire », bien au contraire. Ce concept permet de montrer l'utilisation de celui-ci dans la stratégie de diffusion des mécanismes marchands (Tickell and Peck, 2003, p. 166) et de compétitivité tout en en identifiant les spécificités et adaptations locales. Insérée dans un processus de « réétalonnage scalaire » (Brenner 1999, 2004), l'action publique est pensée et mise en œuvre à l'échelon urbain. En effet, les gouvernements urbains ont porté une attitude proactive vis-à-vis du développement économique en se rapprochant du secteur privé et en adoptant un comportement entrepreneurial notamment favorisant la prise de risque (Rousseau, 2014).

Par la notion de néolibéralisation, les *urban studies* font émerger une volonté nouvelle d'analyser les transformations du capitalisme en identifiant tant son échelle privilégiée que ses applications dans les politiques urbaines. L'idée est de montrer l'aspect processuel de la diffusion des préceptes néolibéraux dans la société, et en particulier son accélération récente liée aux restructurations des États et à la production de politiques urbaines spécifiques. On insiste alors sur les négociations des régulations héritées, politiques et institutionnelles, avec le développement de projets clairement ancrés dans une perspective néolibérale du marché engendrant dès lors de nouvelles normes (Brenner et Theodore, 2002).

Encadré 11 : La néolibéralisation : définition et ancrage scientifique

Cette thématique de recherche et analyse des faits urbains s'insère dans une filiation de travaux anglophones des *Urban Studies*, un champ académique critique dominé par le courant néo-marxiste. La néolibéralisation comme catégorie d'analyse est en effet le moyen de qualifier les mutations récentes du capitalisme marqué par l'idéologie néolibérale et la restructuration des États, observable en particulier dans la production et dans le contenu des politiques urbaines (Béal, 2010). Cette notion permettrait notamment d'identifier une nouvelle manière de mobiliser certains territoires – les métropoles – comme point d'accumulation dans un contexte de développement (spatial) inégal (Brenner et Theodore, 2002). Ainsi la polarisation sociale et territoriale, réinvestissant le rapport centre/périphérie, associée au processus de néolibéralisation, irait à l'encontre des formes de justice redistributive (Morange et Fol, 2014).

L'intérêt de cette catégorie d'analyse est de pouvoir qualifier précisément un processus plutôt que de cantonner des opérations au respect ou non de doctrines idéologiques (portées par le terme de néolibéralisme) mais aussi de sortir de la conception néoclassique de « laisser-faire ». En effet, « le rôle de l'État comme responsable de la fixation des règles du jeu économique » (Magnan de Bornier, 2013), est central pour la mise en œuvre d'une « politique du marché dont l'action implique la société dans son ensemble ». Marianne Morange et Sylvie Fol (2014) résume cette opération ainsi : « *l'État redéfinit ses modalités d'action en se mettant au service du marché (phase dite de « roll out »), notamment afin d'ouvrir au marché les domaines de la vie sociale qui lui échappaient. On assiste à l'invention de nouvelles pratiques de gouvernance durant ce moment de « destruction créatrice » (un emprunt à Schumpeter et à Harvey, 2006 et 2007) »*. En revanche, la diffusion spatiale à l'échelle mondiale de ces pratiques n'implique pas la reproduction systématique et identique de méthodes mais montrent l'adaptation à des contextes locaux spécifiques dans un environnement néolibéral globalisé (Brenner et Theodore, 2002)²⁴⁴.

Plusieurs thématiques ou objets permettent d'appréhender ce processus. Il s'agit principalement des pratiques entrepreneuriales opérées dans et par les politiques urbaines, notamment dans les services urbains (Harvey, 1989 principalement avec l'analyse du système du partenariat public-privé, Graham et Marvin, 2001 ; Swyngedouw, 2009), la régénération urbaine, les grands projets urbains (Swyngedouw et al., 2002), en particulier le secteur des transports. Pour les villes dites « des Suds », l'attention est principalement portée sur la privatisation et types de coopération entre les secteurs public et privé (Jaglin, 2011) participant à la production de la marginalité dans la ville (Florin et al., 2014).

❖ Justice et néolibéralisation en ville : quelles articulations ?

L'enjeu de cette partie porte donc sur l'utilisation de la notion de justice – et de justice spatiale – pour évaluer et analyser le processus de néolibéralisation des politiques publiques en général et des actions visant la réduction de la pauvreté en particulier. En effet, si l'analyse des modes de gouvernance pose la question des inégalités spatiales dans l'espace urbain, cette grille de lecture permet de voir en quoi les politiques publiques urbaines peuvent contribuer à dénoncer ces inégalités voire leur mutation en injustices.

²⁴⁴« *An understanding of actually existing neoliberalism must therefore explore the path dependent, contextually specific interactions between inherited regulatory landscapes and emergent neoliberal, market-oriented restructuring projects at a broad range of geographical scales* » (Brenner et Theodore, 2002).

Du rôle de l'État

Ces évolutions des politiques urbaines, d'abord mises en évidence dans les pays occidentaux, ont largement pénétré les autres villes du monde, tout en s'insérant dans les pratiques de l'aide internationale liée à la lutte contre la pauvreté. À ce sujet, Sheppard et Leitner (2010) évoquent l'élaboration d'un « consensus post-Washington », qui, en réponse aux crises financières et à la contestation croissante du néolibéralisme par les sociétés civiles et même par les États, a substitué un discours sur la gouvernance et la réduction de la pauvreté au discours sur la nécessité des ajustements structurels (Morange et Fol, 2014). Pourtant, plusieurs outils y sont directement liés tel que l'essor du rôle des partenaires privés dans ces politiques urbaines (formes de privatisation). Les villes sont donc au cœur de cette nouvelle gouvernance locale construisant, favorisant les conditions de réalisation de pratiques néolibérales, en particulier via l'affirmation des acteurs économiques dans la production des espaces urbains qui œuvrent en partenariat de plus en plus étroit avec le secteur public (principe du partenariat public-privé), ou par la remise en cause voire le démantèlement des agences publiques de fourniture de services urbains et l'adhésion au modèle de l'entrepreneuriat. À cet égard, les propos de l'ancien gouverneur de Jakarta aujourd'hui président de la République Indonésienne sont instructifs : il compare explicitement sa gestion politique à celle de son entreprise, assimilant les citoyens à des employés au service de l'entreprise qui s'ils ne sont pas capables de s'adapter n'auront qu'à accepter leur marginalisation : « *s'ils ne suivent pas, ils n'ont qu'à descendre du train* » déclare-t-il lors d'une interview en 2014.

Une approche dynamique

La notion de néolibéralisation permet aussi d'insister sur le processus, en perpétuelle recomposition en fonction des interactions en jeu dans la gouvernance locale et des différentes étapes permettant la diffusion des rapports marchands mais aussi des tensions et contradictions qui rendent aussi difficile la lecture de ce phénomène. De plus, la mise en œuvre de cet « agenda » dépasse les différentes formes de régimes, dans le monde mais aussi en Indonésie, traversée par plusieurs systèmes politiques sans que le néolibéralisme ne soit remis en cause :

« Le néolibéralisme prospérerait autant en régime démocratique, qu'autoritaire, ou semi-autoritaire (voir Ong, 2006 et son travail sur le caractère « exceptionnel » du néolibéralisme dans les régimes autoritaires d'Asie, loin de ce qu'elle appelle le royaume du « néolibéralisme avec un grand N »). Les grandes villes des pays émergents, soumises à une compétition économique globale et qui ont adopté des agendas entrepreneuriaux. Ce glissement paradigmatique permet de repenser le rôle des pays du Sud, notamment émergents, dans la mondialisation, si l'on accepte que la néolibéralisation n'est pas une simple prescription disciplinaire

émanant des agences internationales et s'imposant au pays du Sud qui en seraient des récepteurs passifs. » (Morange et Fol, 2014)

Dans ce nouveau contexte dominant, qui fixe les cadres et objectifs des politiques urbaines, on peut s'interroger sur l'intégration des enjeux de réduction de la pauvreté, pourtant fil rouge des discours des bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales et gouvernements nationaux, restant par ailleurs acquis aux principes de la néolibéralisation. L'intérêt de l'usage de cette notion est qu'il permet d'aborder l'influence des transformations du capitalisme sur l'évolution des formes de gouvernement des villes (Harvey, 1989), impliquant de nouveaux rapports de force et de nouvelles formes de stratification sociale qui se recomposent dans l'espace urbain.

Ce travail se comprend dans la filiation d'une analyse critique de la ville et des politiques en œuvre afin de mettre en évidence les modalités de traitement de la pauvreté à Jakarta et les conséquences sur la place des pauvres dans la ville et les rapports sociaux qui y sont liés. L'interprétation des conséquences de la néolibéralisation est donc ambiguë en termes de justice.

4.2.2. Néolibéralisation des politiques urbaines de réduction de la pauvreté à Jakarta

Suite à ce cadrage théorique, ce deuxième point va chercher à montrer en quoi les politiques de réduction de la pauvreté sont touchées par le processus de néolibéralisation et les conséquences de cette évolution en termes d'inégalités certes mais aussi de justice ou d'injustice pour les populations les plus défavorisées. A partir de l'histoire récente des politiques urbaines et de leur mise en œuvre à Jakarta, il s'agit d'identifier les principes idéologiques portés par les choix stratégiques opérés en prenant en compte la diversité des acteurs en jeu dans la gouvernance de l'aire métropolitaine.

❖ Vers une nouvelle gouvernance pour les questions urbaines

Le processus de néolibéralisation a connu plusieurs étapes permettant progressivement de s'imposer comme réponse pertinente pour les politiques de gestion de la pauvreté (à défaut

de viser sa réduction). Les évolutions et rapports de force à l'échelle internationale contribuent notamment à faire évoluer les pratiques mises en œuvre en Indonésie.

Le développement urbain de la capitale est notamment appuyé par des financements étrangers, en particulier les grands projets s'égrainant le long de la Jalan Thamrin (*Hôtel Indonesia* et d'autres structures de tourisme international, le stade ou encore l'échangeur autoroutier²⁴⁵). Après une approche gestionnaire dans les années soixante, l'essor des concurrences pour bénéficier des aides et prêts afin d'appuyer la croissance et le développement du pays pousse à adopter des pratiques plus « entrepreneuriales » qui font alors consensus dans le monde capitaliste (décennies soixante-dix et quatre-vingts). Ainsi, le développement accéléré connu par l'Indonésie et la ville de Jakarta sont appuyés par le déblocage des aides internationales (après le départ de Sukarno). La Banque mondiale a d'ailleurs très tôt salué les efforts du régime de Suharto en le considérant comme un de ses « meilleurs élèves » (Bakker, 2007) car il respectait les principes de cette institution financière ayant comme fonction de réduire la pauvreté dans le monde.

À l'échelle urbaine, apparaissent également de nouveaux modes de gouvernance qui semblent plus efficaces pour la mise en place de stratégies de compétitivité : l'introduction de la participation du secteur privé dans les services publics est explicitement autorisée depuis le milieu des années quatre-vingts, en réponse à l'inefficacité opérationnelle des services publics et au manque de capital pour l'investissement dans les infrastructures. La municipalité connaît alors une expérience considérée comme positive de la privatisation dans les transports avec notamment la réalisation d'autoroutes à péage dans l'agglomération. La multiplication des acteurs publics comme privés intervenant dans la construction et l'organisation de la ville est un élément essentiel de la gouvernance urbaine. Le régime de Suharto, tout en développant les agences nationales encourageait l'entrepreneuriat pour soutenir une forte croissance économique.

❖ L'aide au développement aux prises avec les mécanismes marchands

Les programmes de réduction de la pauvreté, en particulier ceux financés par l'aide étrangère ou internationale sont un des biais de diffusion des rapports marchands dans les politiques urbaines. Au-delà du triptyque théorique du consensus de Washington, des réalisations concrètes permettent de voir l'implication des actions visant la réduction de la pauvreté dans la gouvernance urbaine et dans le quotidien des populations urbaines.

²⁴⁵ Respectivement par des fonds japonais, russes et états-uniens.

L'intérêt d'une nouvelle gouvernance pour les services urbains

L'acceptation de ce principe se fonde sur l'idée que la participation des compagnies étrangères générant des investissements étrangers permettrait la mise à disposition de plus de financements pour l'accessibilité des services dans les grandes villes et la réallocation du capital domestique dans les zones éloignées (Bakker, 2003). C'est la mise en œuvre de la théorie du ruissellement (« *trickle down effect* ») qui défend l'idée que les bénéfices de la croissance (une fois qu'elle a permis une accumulation suffisante) pourraient être redistribués vers les populations les plus faibles. Ces cadres théoriques portent notamment l'action politique de Sadikin qui estimait que les investissements dans la capitale et les profits tirés de l'exploitation des ressources naturelles permettraient de financer le *Kampung Improvement Program* : la croissance économique rapide de Jakarta serait le moyen d'améliorer les conditions d'existences des pauvres. Mais c'est surtout au cours de la décennie 1980 que les investisseurs étrangers ont été partie prenante des projets d'aménagement urbain.

C'est le moment où le KIP a été remplacé par une nouvelle version, maintenant les mêmes objectifs tout en cherchant à intégrer d'autres acteurs que l'État : le C.I.P. (*Community Infrastructure Program*), soutenu par la Banque mondiale et la Banque Asiatique de Développement, visait explicitement la prise en compte des actions des ONG et d'investisseurs privés. Affiché comme un progrès, on peut toutefois se demander si, au-delà des sigles, il ne s'agit pas d'une manière détournée d'entériner un désengagement de l'État et des organismes officiels (Sevin, Tai Chee, 2013, p. 20).

Tout en affirmant une réorientation profonde des principes de la Banque mondiale, Giraut (2009) met en évidence que la stratégie de la compétitivité (qui permettrait des transferts et effets redistributifs) n'est en fait qu'une reformulation de ces principes néolibéraux concentrant les attentions (et les financements) dans les centres plus que dans les périphéries (détaillé dans le premier chapitre). Il n'empêche que dans un contexte hérité de la colonisation, l'importance des inégalités territoriales et de la ségrégation a produit un accès aux services de base très disparate, absolument pas généralisé : un décalage territorial qu'il s'agit de combler. Cette conception est donc l'entrée et la justification privilégiées des aides mises en place dans le cadre du traitement de la pauvreté.

Ce système d'insertion du secteur privé est promu comme solution à la crise des services urbains dans beaucoup de métropoles en développement, notamment dans la gestion de l'eau (amélioration des performances de la gestion de la ressource, réduction de l'endettement public et rattrapage du retard d'investissements afin d'accroître le taux de desserte et de généraliser à terme l'accès à l'eau potable)

De la privatisation de services publics fondamentaux²⁴⁶

○ Une exigence internationale

Les Objectifs du Millénaire pour le développement ayant comme fin la réduction de l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015 ont confirmé l'importance de l'accès à l'eau potable (objectif 7, cible 10). Dans ce cadre, la Banque mondiale s'est engagée à soutenir les opérations d'amélioration de l'urbanisation et des infrastructures dans les villes en développement en se détachant parfois des politiques d'orthodoxie monétaire. En effet, cette institution a accordé parfois des allocations d'investissements lourds pour la prise en charge de la « santé de base, la réhabilitation et l'extension de l'approvisionnement en eau potable » au lieu de préconiser la réduction drastique des dépenses publiques. Dans tous les cas, les institutions évoquées ici sont issues de la volonté des pays du Nord, principalement la zone européenne et nord-américaine. Elles intègrent et mettent en œuvre des principes et modèles occidentaux qui correspondent à leurs cadres de pensée et de compréhension du monde. Ainsi, leurs actions ont souvent connu des échecs du fait du placage de solutions sur des contextes locaux non-adaptés.

La question de l'eau est au centre des préoccupations de la communauté internationale. Les conférences et les forums mondiaux²⁴⁷ consacrés à l'eau se succèdent, signe d'une certaine inquiétude des États et des opinions publiques et de la difficulté d'appliquer leurs décisions et mesures. Malgré une ressource en quantité suffisante, certains pays ne parviennent pas à satisfaire la population locale –notamment ceux confrontés à une croissance démographique élevée accompagnée d'une forte urbanisation et d'une pauvreté persistante : à la différence des villes européennes, où presque tous les habitants disposent de l'eau courante à domicile, les villes des pays en développement se caractérisent par un faible taux de connexion de leur population au réseau de distribution (Jaglin, 2001) et une pluralité de modes d'approvisionnement. Malgré de multiples programmes d'actions, mis en place parfois sur le long terme, les politiques diverses ne sont pas parvenues à réduire les difficultés, bien au contraire : en 1990, 244 millions de personnes étaient encore dépourvues d'alimentation en eau dans les villes des pays en développement, soit environ 30 millions de plus qu'en 1980 (Evans, 1992). Face à ce constat d'échec, des formes d'ajustement ou d'adaptation des services d'eau au

²⁴⁶ Ce passage est appuyé sur mon travail de recherche de master en géographie. Il s'inscrit dans le cadre d'un stage de trois mois dans la filiale locale de Suez *Environnement*, PALYJA (PT PAM Lyonnaise Jaya). Les données proviennent de l'entreprise et d'un travail de terrain comprenant observation, enquêtes auprès de la population et entretiens avec les acteurs. Les interprétations de ces données (Dietrich, 2015) ont été approfondies et détaillées dans le numéro 6 de la revue en ligne bilingue *Justice spatiale* consacré à « Ville, néolibéralisation et justice ».

²⁴⁷ Conférence Internationale sur l'Eau et l'Environnement de Paris en 1998, 2^{ème} Forum Mondial de l'Eau de La Haye en 2000, Conférence Internationale de Bonn en 2001, Sommet de Johannesburg en 2003, 3^{ème} Forum Mondial de l'Eau de Tokyo en 2003, Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie » 2005-2015, ouverte le 22 mars 2005, Journée mondiale de l'eau.

niveau de la solvabilité des ménages sont apparues progressivement dans les villes. Il est désormais moins question d'installer l'eau courante dans la demeure de chacun que d'améliorer l'accès à l'eau potable des populations à faible revenu. La notion d'accès englobe à la fois l'approvisionnement par raccordement et les autres modes de desserte, que ce soit des bornes fontaines, points d'eau améliorés, disponibles à moins de 250 mètres du domicile. Ces changements d'orientation dans les politiques publiques s'accompagnent d'une reconnaissance progressive voire d'une légalisation du secteur informel. On assiste alors à une cohabitation des services publics d'eau avec un réseau illégal de plus en plus intégré aux dispositifs normés à travers la contractualisation.

○ **Une réponse pertinente aux problèmes d'une métropole en pénurie ?**

Dans l'évolution des pensées pour atteindre les *Millenium Development Goals* pour l'eau et l'assainissement²⁴⁸, les autorités locales sont poussées à prendre en main ce problème fondamental par différents modèles de gestion (y compris le partenariat public-privé pourtant objet de beaucoup de critiques). L'Asie et l'Indonésie n'échappent pas à ces problématiques : à Jakarta, la capitale, la question de l'eau est cruciale et représente un enjeu essentiel de l'urbanisation.

L'échelle urbaine²⁴⁹ privilégiée pour la gestion du service de l'eau permet la mise en relation de plusieurs types d'acteurs, dont le partenariat public privé (PPP) est une nouvelle

²⁴⁸ La plupart des agences gouvernementales et internationales dans le monde se sont engagées dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. La Déclaration du Millénaire, adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 18 Septembre 2000, comprend la résolution de réduire de moitié d'ici à 2015 « la proportion de personnes qui sont incapables d'atteindre ou de s'offrir de l'eau potable » (page 5). Le plan d'application convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, le 26Août-4Septembre2002, a réaffirmé l'importance de l'objectif portant sur la question de l'eau et en a fait une cible prioritaire.

²⁴⁹ Comme dans de nombreux pays, la compétence pour la gestion de l'approvisionnement et de la distribution en eau de la population relève de la municipalité. PAM Jaya était jusqu'en 1998 la seule société gestionnaire de la production et de la distribution de l'eau dans la municipalité. C'est une compagnie publique sous la tutelle du gouvernement de Jakarta. La province de Java ouest (et de Banten pour Tangerang) en revanche est responsable de l'approvisionnement en eau des autres zones urbanisées de l'agglomération. La fragmentation institutionnelle dans la région introduit alors une plus grande complexité dans la gestion de l'eau. Parallèlement, le Ministère des Mines du gouvernement national a la responsabilité de la régulation des puits forés. Le chômage déguisé induisant un surplus de fonctionnaires non réellement actifs dans les instances municipales et la corruption intrinsèque au système accentue encore l'inefficacité de ces structures et parfois aussi leur injustice.

Un des autres problèmes est la superposition des échelles d'action, d'autorités administratives aux compétences diverses et leur manque de coordination.

forme d'alliance identifiée comme adaptée d'après les préceptes globaux. Durant la majeure partie du XX^{ème} siècle, les services urbains dépendaient de monopoles publics²⁵⁰.

À Jakarta est identifiée une situation très critique en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le manque d'infrastructures exclut une large partie de la population d'un accès fiable à ces services fondamentaux²⁵¹. Ces inégalités spatiales mais aussi sociales sont prégnantes et la pression démographique ne permet pas de ralentir ce phénomène, voire accentue encore les difficultés que connaît la majeure partie de la population urbaine (Texier, 2009) avec des conséquences graves pour la santé des habitants, variables cependant selon les quartiers et les niveaux de revenus. En effet, après l'héritage du réseau hollandais réservé aux Européens, l'extension progressive des infrastructures s'est faite prioritairement au bénéfice des quartiers aisés – et plus précisément des employés municipaux et responsables de la compagnie municipale de l'eau – reproduisant et perpétuant les inégalités socio-économiques ancrées dans l'espace urbain (UNDP, 2006) et ce, sous le prétexte d'assurer le paiement du service par les bénéficiaires et des difficultés techniques pour ajouter un réseau dans des quartiers déjà très denses. Ainsi, Jakarta se caractérise par un faible taux de raccordement par rapport aux autres grandes villes asiatiques (Bakker, 2007) où l'on peut identifier une continuité dans les logiques inégalitaires.

Ce retard accumulé dans le raccordement des citoyens au réseau s'explique d'abord par un manque réel d'investissement. Le gouvernement indonésien dépense moins de 0,5% de son Produit Intérieur Brut pour les infrastructures urbaines²⁵². Ce déficit est fortement aggravé par l'héritage du sous-investissement « délibéré » des années soixante et soixante-dix (Bakker, 2007). Ce choix politique est lié à l'analyse de Sadikin (gouverneur de Jakarta de 1966 à 1977) de ne pas encourager les migrations vers Jakarta en améliorant les conditions de vie dans les quartiers de migrants (que ce soit des *kampung* pauvres ou des quartiers informels). De plus, les services primaires et notamment l'assainissement étaient considérés comme relevant du domaine privé (Cowherd, 2002), devant ainsi être gérés à l'échelle du ménage.

Les faibles investissements de la puissance publique n'ont évidemment pas permis de réduire les inégalités d'accès à l'eau, participant ainsi au maintien d'une partie de la population dans la précarité (Crane, 1994). En 1998, au moment de la mise en place des concessions, le taux

²⁵⁰ En Indonésie, ces compagnies municipales sont dénommées PDAM, traduit en « entreprise locale gouvernementale pour l'eau potable » et font partie de l'association des sociétés de gestion de l'eau d'Indonésie dite PERPAMSI qui rassemble plus de 300 PDAM.

²⁵¹ D'après l'estimation officielle en 2004, plus de la moitié des citoyens serait connectée (56% selon Corps régulateur de Jakarta) : Bakker précise que ce chiffre est probablement trop « généreux » (Bakker, 2007).

²⁵² La Banque mondiale estime que les pays développés investissent en moyenne 4% de leur PIB par an pour les infrastructures dans les années 1990. L'Indonésie est donc bien en dessous de cette moyenne (Mergos, 2005).

de couverture du réseau était de 33,9%. Face à cette crise vécue aussi dans d'autres mégapoles, les gouvernements des pays du sud et les agences internationales d'aide au développement ont émis le vœu dès 1980 de fournir de l'eau potable à tous les habitants des villes à la fin de la Décennie Internationale de l'eau potable et de l'Assainissement (1980-1990). Pour atteindre cet objectif, les États se sont engagés dans des politiques sociales de raccordement des populations à faibles revenus, dans des programmes d'extension des réseaux d'eau et dans la mise en place de tarifications subventionnées. Dès 1975, le gouvernement de Jakarta s'était lancé dans un vaste programme pour la distribution de l'eau vers les quartiers défavorisés qui n'avaient pas fait l'objet de travaux d'extension du réseau (Bakker *et al.*, 2006). La Banque mondiale et le Ministère des Travaux Publics indonésien ont financé l'installation de bornes fontaines publiques pour 120 000 personnes. Pour les plus éloignés du réseau, des camions citernes ont été mis en place en plus des puits. Les subventions à la connexion domestique constituent le programme le plus coûteux, selon la localisation du réseau, la pression et la qualité de l'eau. Parallèlement, un grand nombre de latrines publiques dites MCK gérées par des acteurs privés ont été créées. Ces installations sont très développées dans les quartiers pauvres et les bidonvilles.

Malgré ces efforts, en 1994, la Banque mondiale constate une situation dramatique à Jakarta dans le domaine de l'accès à l'eau associée à de grands problèmes environnementaux : cette année-là, seuls 25% des résidents de la ville de Jakarta ont leur logement connecté au réseau municipal de distribution et les eaux polluées et souillées se déversent directement dans des fosses septiques peu fonctionnelles, les rivières et canaux locaux (Bakker, 2003). Jakarta fait d'ailleurs face à une situation particulière voire paradoxale du fait de son site très sensible aux inondations, donc au défi de gérer de l'eau en excès à certains moments. Jakarta est en effet parcourue par treize rivières et est exposée aux marées du fait de son site bas et de l'affaissement du sol lié entre autres aux ponctions excessives dans la nappe phréatique. Les inondations sont de plus en plus intenses, comme le rappelle Pauline Texier (2011) : alors que la ressource apparaît comme abondante dans cette zone tropicale, on observe une véritable pénurie de l'accès au service sécurisé. C'est pourquoi la Banque mondiale propose à la fin de la décennie 1990 une nouvelle approche pour répondre à l'inefficacité opérationnelle des services publics et au manque de capital pour l'investissement dans les infrastructures.

○ **La privatisation du service de l'eau à Jakarta : modalités**

En Indonésie, ce principe est accepté depuis le milieu des années 1990, afin de permettre les investissements étrangers dans les grandes villes et allouer le capital domestique dans les zones éloignées (Bakker, 2003). L'objectif affiché est ainsi la mise en œuvre d'une plus grande justice spatiale à l'échelle nationale mais aussi la réponse à la crise des services urbains. La

municipalité connaît déjà une expérience positive de la privatisation dans les transports grâce à la réalisation d'autoroutes à péage durant la même décennie. Afin de favoriser le développement de la ville dans ce sens, la Banque mondiale lance en 1997, en accord avec le gouvernement indonésien et avec la compagnie municipale, un appel d'offre international pour la gestion de la production et de la distribution d'eau à Jakarta. Ce marché attire l'attention des grandes compagnies spécialisées : une grande capitale, disposant d'un grand marché avec une classe moyenne en augmentation et un très faible taux d'accès au service en réseau, est une véritable opportunité. En 1998, les contrats de concession sont alloués à deux des plus grandes entreprises de service d'eau au monde pour 25 ans, et renégociés rapidement du fait de la crise asiatique : Thames Water International²⁵³ pour l'Est de la ville et Lyonnaise des eaux²⁵⁴ pour l'Ouest, la séparation se faisant par la rivière Ciliwung.

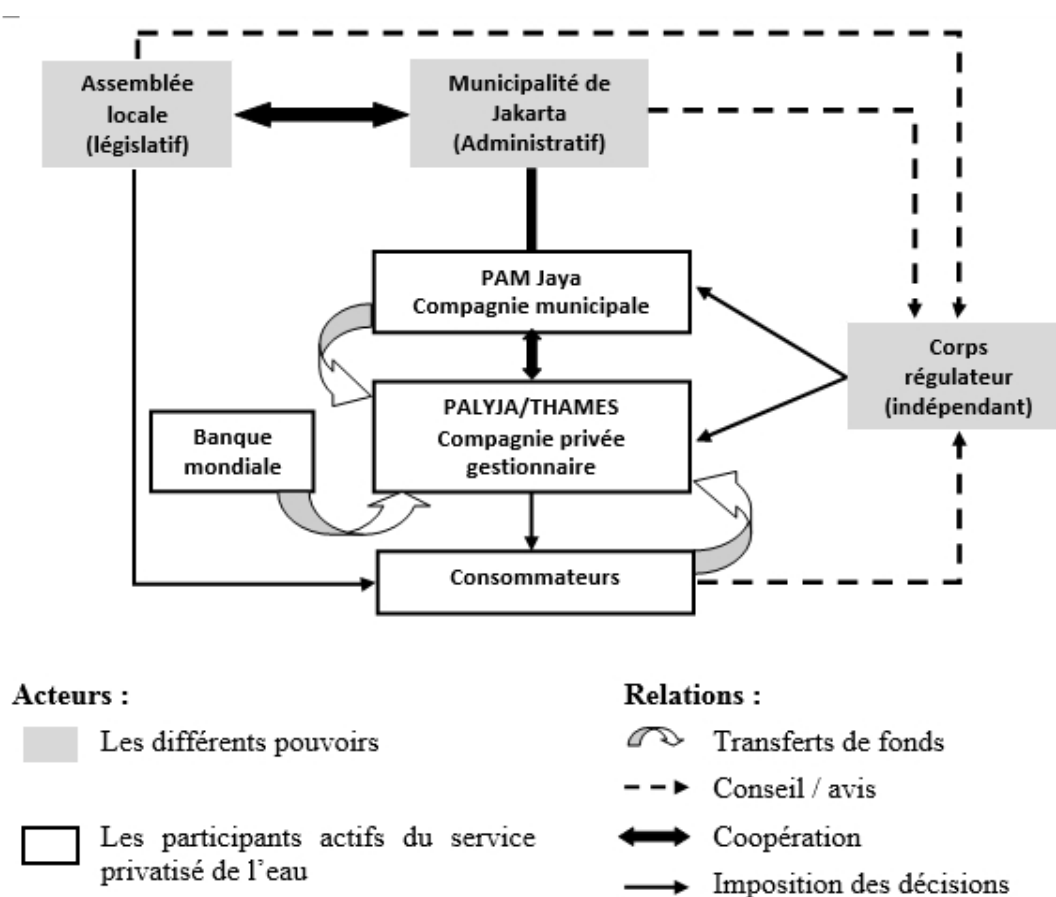


Figure 9 : Relations et répartition des pouvoirs dans le contrat de concession de Jakarta
(Source : enquêtes à Palyja, avril-juin 2006, Réalisation J. Dietrich)

²⁵³ L'entreprise britannique s'est progressivement désengagée et a revendu l'intégralité de ses parts en 2007 à des structures indonésiennes.

²⁵⁴ La compagnie française, aujourd'hui SUEZ Environnement menait à la fin des années 1990 une véritable politique d'expansion internationale : Buenos-Aires, Manille, Casablanca, etc.

L'intervention du secteur privé a été contractualisée par un Partenariat Public – Privé suivant le modèle « à la française » promu par le bailleur international : les deux compagnies gestionnaires prennent en charge l'amélioration des infrastructures et assurent la qualité de l'eau distribuée. La municipalité garde un droit de regard et de décision dans tous les nouveaux projets comme l'adduction de nouveaux quartiers ou la politique tarifaire et la propriété du réseau. Ainsi, la privatisation n'est pas totale, mais les compagnies gèrent les concessions au nom de la compagnie municipale. C'est le système le plus répandu pour ces contrats avec le secteur privé (Mergos, 2005). C'est le moyen affiché de favoriser l'entrée de capital frais d'acteurs privés par ces nouveaux modes de contractualisation (De Castro, 2011) mais cet apport promis est loin d'être systématique. En effet, Suez demande, depuis, des investissements par la municipalité pour étendre spatialement le réseau, n'estimant pas que ces dépenses doivent lui incomber²⁵⁵. Un corps régulateur indépendant assure la transparence des relations et décisions prises par les différents acteurs et contrôle le respect des pouvoirs de chacun. Son rôle est plus souvent consultatif en pratique, mais la diversité et la quantité des acteurs en présence participent à la complexité de la prise de décision.

- **Des implications critiquables :
essor des inégalités ou production d'injustices ?**

La privatisation et la commercialisation de services relevant du bien public, répondant à certains besoins vitaux, posent la question de la nécessaire rentabilité que se doit de chercher une entreprise ancrée dans le système capitaliste alors même que ce bien public n'est pas garanti pour tous. Cela est d'autant plus problématique quand ces services sont insuffisants pour assurer le bien-être des citoyens, donc la sécurité en matière sociale et sanitaire de toute la ville. Max Rousseau (2014) dénonce ainsi la nature des coalitions qui gouvernent désormais les villes et leurs services, appuyant un développement urbain à des fins spéculatives. De plus, cette nouvelle configuration institutionnelle où la répartition des pouvoirs diffère des agencements traditionnels de gouvernement contribue à l'émergence d'une gouvernance élitiste dont la légitimité peut poser problème (Drozd, 2014). On observe en effet dans ce cas la création d'organes parapublics sans contrôle démocratique pour la mise en œuvre de ces projets concernant éminemment les citoyens de la métropole. Ces modes de gestion associés à ce modèle de gouvernance produisent en effet des coalitions d'acteurs publics et semi publics, des groupes fermés avec discours opaque sur l'avancée du projet dont la population est souvent exclue. Je pense notamment aux rapports que l'on m'a transmis sur les réalisations d'extensions de

²⁵⁵ L'ancien président de la filiale m'expliquait alors pour justifier sa requête, lors d'une conversation informelle, que les grandes villes comme Paris ont bien mis la main au portefeuille quand il a fallu connecter tous les ménages à l'eau courante, en m'évoquant les grands travaux d'Haussmann dans la capitale française.

réseaux financées par la Banque mondiale et réalisé par PALYJA en particulier dans le quartier de Warung Gantung (GPOBA) : ces documents témoignent de prises de décision d'« en haut » où les populations ne sont convoquées que pour fêter la fin de l'opération. Le simple affichage d'un développement participatif est manifeste dans ces rapports qui rappellent qu'une ONG est chargée de cela²⁵⁶, sans que jamais il n'y ait d'évolution du projet en retour... leur simple citation a d'ailleurs totalement disparu du sixième (et dernier) rapport.

Ces choix d'aménagement opérés aussi dans le domaine des transports doivent aussi être interrogés : la création de modes de transports payants pour désengorger les voies de communication saturées de la capitale a des implications bien critiquables. En effet, rendre ces infrastructures payantes (et parfois à un tarif très élevé) montre que cette démarche n'est pas mise en œuvre au nom de l'équité sociale et spatiale, bien au contraire. La population bénéficiaire identifiée est celle qui dispose d'une voiture et des moyens de payer quotidiennement et à plusieurs reprises les péages. Les transports en commun qui empruntent ces voies payantes sont légèrement plus chers pour les passagers. Et les personnes qui ne peuvent supporter ce coût sont réduites à rester dans les embouteillages en cas de déplacement ou invitées à limiter ces derniers afin de rester dans leur quartier de résidence. La limitation de la mobilité des plus défavorisés dans la ville en est donc une conséquence directe. On observe ici l'intégration progressive de normes mondiales par un État qui met en œuvre de manière volontaire un agenda international et non plus national, afin d'affirmer son émergence dans le marché mondial (Sassen, 2009), et ce, à partir des métropoles. La cession, voire la dénationalisation au profit de grands groupes internationaux est donc permise par la création de statuts juridiques spécifiques comme la concession faite pour le service de l'eau.

De la diffusion des mécanismes marchands par l'aide au développement

○ **Principes libéraux et quête de justice**

La privatisation des services urbains met en œuvre des « principes économiques libéraux qui commandent la modernisation marchande des services en réseaux » (Bakker, 2003). Ce choix, marqué par la pression des bailleurs, permet, d'après leurs convictions macro-économiques, d'améliorer leur fonctionnement et répond à la volonté des pouvoirs publics désireux d'investissements extérieurs mis à leur disposition. Ce moyen de financement, prôné notamment par la Banque mondiale, correspond à l'idéologie néolibérale cherchant à réduire le processus inflationniste (baisse du déficit de l'État et l'échelonnement de la dette) par la libéralisation et la stabilisation des économies. La répartition du financement de ce partenariat

²⁵⁶ « *MerryCorps, NGO active in urban poverty, is PALYJA's partner for bringing community based organization (CBO) skills, key factor of success in this type of project.* » (page deux, introduction du « Quarterly Progress Report N°1 » pour le *Global Partnership for Output-based Aid – GPOBA*).

public-privé est ainsi pertinente à analyser afin de comprendre les implications de ces choix politico-économiques : les compagnies sont rétribuées par la municipalité au mètre cube produit, à un tarif fixe recouvrant le coût moyen de production et de distribution de l'eau propre. Étant donné l'état du réseau, il n'est pour le moment pas envisagé de desservir toute la population en eau potable. La municipalité, par une politique de tarification subventionnée et croisée, permet l'allègement des coûts pour les ménages modestes. Seraient donc mises en place les conditions pour assurer une accessibilité économique possible pour les plus défavorisés.

Catégorie de consommateur	Description	Tarifs appliqués au 15 janvier 2007 par m ³ consommé en Roupies ²⁵⁷			Évolution du nombre de connexions à Jakarta Ouest depuis le début de la concession		
		< 10m ³	11 à 20 m ³	>20m ³	1998	2009	Taux d'augmentation
Client social	Bornes fontaines, orphelinat, établissement de culte, établissement social	1 050	1 050	1 050	1 992	3 514	+76 %
Particuliers à bas revenus	Hôpital public, maison ou appartement très simple (moins de 28,8m ²)	1 050	1 050	1 575	9 585	82 269	+758%
Classe moyenne	Maison ou appartement simples (entre 28,8 et 70m ²), citernes et camions	3 550	4 700	5 500	64 029	126 863	+ 98 %
Classe supérieure	Maison ou appartement de plus de 70 m ² , petites boutiques, artisans	4 900	6 000	7 450	53 950	80 218	+ 49 %
Petites entreprises	Appartement luxueux, bureaux, restaurants, Armée, établissements scolaires	6 825	8 150	9 800	48 610	86 426	+ 78 %
Grands comptes	Hôtels, usines, banques, condominium, centres commerciaux, entrepôts, industries, station-service	12 550	12 550	12 550	23 501	33 166	+41 %

Tableau 9 : Tarification en janvier 2007 et évolution des connexions différenciées selon le type de consommateur : en grisé, les tarifs supérieurs au coût de revient (Données PALYJA, Réalisation J. DIETRICH)

En effet, jusqu'à la fin des années 1970 et 1980 (voire un peu après dans le secteur de l'eau), il y avait consensus sur le fait qu'en l'absence de contrôle public, les entreprises privées allaient pratiquer des prix trop élevés tout en desservant insuffisamment la population, occultant ainsi les enjeux de santé publique. Pourtant, dès les années 1990, les partisans de la participation du secteur privé ont lancé des critiques régulières relevant les défaillances des monopoles publics et valorisant une alternative néolibérale. La littérature pro-privé (Mergos, 2005) soutenait que les services publics auraient tendance à être inefficaces, en sureffectif,

²⁵⁷ Le coût de revient du mètre cube distribué après traitement par la compagnie s'élève à 7500 Roupies. Le taux d'échange de la roupie indonésienne est en 2012 de 12 000 Roupies pour 1 € ou de 8500 Roupies = 1 USD.

probablement corrompus et manipulés par les politiciens (ayant des objectifs de court terme), et qui donc ne répondraient pas aux exigences des consommateurs (comme les propos recueillis durant les entretiens et discussions informelles auprès de Suez Environnement entre avril et juin 2006 me l'ont affirmé) notamment dans les milieux défavorisés. C'est à partir de cette décennie surtout que les priorités des institutions financières internationales ont fait évoluer leurs fondamentaux, partant de la Banque mondiale pour toucher les agences d'aide au développement et les pays développés déjà acquis à la dérégulation, la libéralisation et la privatisation. C'est la mise en place du consensus de Washington et de l'évidence historique de l'efficacité de la privatisation. Dès lors, à partir de ces nouvelles analyses portant sur les échecs des services publics urbains, qui sont issues des acteurs privés mais soutenues par une partie de la littérature académique, la néolibéralisation des politiques urbaines a été présentée comme la « panacée » (McGranahan, Satterthwaite, 2006). L'efficacité économique réclamée dans une compagnie privée serait le moyen d'assurer une meilleure qualité de service (Mergos, 2005), telle est la « bonne gouvernance » devenue la *doxa* des organismes internationaux. De plus, le PPP (en tant qu'arrangement institutionnel) est un contrat qui maintient le pouvoir des gouvernements locaux dans les projets tout en permettant l'attraction de financements extérieurs (Bouinot, 1987). L'État ne s'est donc pas retiré en tant que tel, mais on observe une réorientation de l'intervention de l'« État national providence et keynésien » vers l'« État post-national compétitif et schumpetérien » (Jessop, 1993, cité par Béal, 2010) dont l'objectif est moins la redistribution sociale et spatiale que la recherche de compétitivité des territoires.

71% des consommateurs payent un prix inférieur au coût de revient (PALYJA, 2010). Les revenus issus des tarifs élevés ne couvrent pas la totalité des coûts de cette subvention. C'est la municipalité qui doit supporter la différence. Les pouvoirs publics ont donc tendance à s'endetter auprès des compagnies privées. Comme dans de nombreux cas, c'est là encore le public qui porte les risques (financiers liés à l'endettement) et les compagnies privées qui peuvent tirer des bénéfices (Rousseau, 2014). En effet, le PPP est une opération spéculative (Harvey, 1989). Cette reconfiguration de la puissance publique s'exprime alors dans la ville en portant davantage l'attention sur l'amélioration de l'image de la ville que sur celle des conditions de vie des habitants. Ainsi, Harvey dénonce le détournement des politiques urbaines de la mise en œuvre d'une justice sociale et spatiale au profit de la quête de la compétitivité.

Cela explique leurs réticences à appuyer l'extension du réseau et des connexions vers les quartiers pauvres qui ne payent qu'un sixième du coût de revient. Dans la pratique, les instances municipales renoncent à assurer et à soutenir des politiques de justice sociale et spatiale faisant pression régulièrement sur les compagnies privées²⁵⁸ pour limiter l'augmentation de connexions

²⁵⁸ Source : enquêtes de terrain (2006).

vers les ménages les moins aisés. C'est donc l'abandon progressif des politiques de redistribution et de fourniture d'aide directe au profit d'une approche qui laisse une plus grande part aux mécanismes de marché dans l'allocation des ressources et des services (Rousseau, 2014). En contrepoint, la compagnie privée met en avant comme outil de communication et justification de sa présence le plus fort taux d'augmentation des connexions pour le groupe de consommateurs à bas revenus... ce qui n'est finalement pas si difficile car le nombre de connexions en 1998 était particulièrement faible (environ cinq fois moins que pour les consommateurs à revenus moyens et élevés). C'est ce que David Harvey présente comme une évolution vers l'entrepreneurialisme (1989). L'objectif n'est pas nécessairement l'amélioration des conditions de vie mais le renforcement du rôle de la ville comme moyen d'accumuler du capital.

Ces éléments permettent d'identifier une partie des objectifs des projets de développement mis en place depuis les années 1980 appliqués à la politique de l'eau et à sa gestion à Jakarta et porté au nom de la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés. Mais la privatisation du système de distribution municipal par une multinationale d'origine européenne, ses modalités d'application et ses conséquences vont clairement à l'encontre d'une plus grande justice.

○ **« Payer les aides » ou l'introduction d'un rapport marchand dans le processus de sélection des bénéficiaires**

À cet aspect très lié à l'intervention du secteur privé dans la gestion urbaine, on peut ajouter une conception spécifique des conditions nécessaires pour bénéficier de l'aide de certaines ONG. La « volonté et la capacité de payer » (*"ability to pay"* et *"willingness to pay"*, présentés comme les deux piliers de l'aide de certaines ONG) sont des conditions identifiées comme essentielles par certains acteurs de la réduction de la pauvreté. C'est ce que l'on peut observer dans le *kampung* de Warung Gantung évoqué plus tôt. Dans la sélection des quartiers pouvant profiter de l'aide de Mercy Corps (suite à l'extension du réseau d'eau, il s'agissait d'améliorer l'accès à un assainissement sécurisé), l'évocation de la volonté d'une participation financière est explicite :

« Site selection was based on technical and social criteria developed by the PUSH team. Technical criteria included aspects such as population density and state of existing toilet facilities, while the Social criteria include support from local leaders and community willingness to engage and contribute²⁵⁹. It was also selected through consultation with the municipal, provincial and national government. The

²⁵⁹ C'est moi qui souligne.

sites were typically urban slums and highly populated ».(Rapport final du programme PUSH, décembre 2010, p. 4).

Ces aides sont directement liées dans leurs financements par l'idéologie néolibérale du fait de l'origine de leurs ressources ou de l'origine de leurs projets de développement : USAid, subventions par les firmes multinationales ou par des fondations privées,...). Ainsi, deux ONG internationales, enquêtées à Jakarta, défendent l'idée que pour une appropriation réelle par les populations cibles de l'aide apportée (que ce soit un assainissement ou une fosse septique, une connexion au réseau d'eau ou la rénovation du logement...), il est impératif que celles-ci aient la volonté et la capacité de payer cet investissement. La mise en position de demandeur des populations témoigne de l'évolution des actions de traitement de la pauvreté, sous forme de guichet, les maintenant dans une position d'infériorité. On voit ici le passage d'une politique plus globale à des interventions individualisées et soumises à une capacité de financement, donc à la possession nécessaire d'un capital par la personne « aidée ». Grâce à la mise en place de micro-crédits ou à leurs économies, les demandeurs doivent pouvoir financer au moins une partie de ce qu'apportent les acteurs de la réduction de la pauvreté. Ces actions sont pourtant clairement mises en œuvre dans l'intention de créer une plus grande justice mais les plus démunis, sans capital économique, sont par conséquent exclus de ces plans d'action pour la dite lutte contre la pauvreté. Plus encore que la simple capacité à participer financièrement pour bénéficier des programmes d'aide, les documents de travail internes révèlent la nécessité des « pauvres » *d'affirmer leur volonté d'être aidés* et de payer pour l'installation qui sera mise en place. À travers ces programmes, c'est bien la transmission et l'intégration des nouvelles normes néolibérales à la population urbaine cible qui est réalisée par le biais des ONG.

Les principes néolibéraux dans l'aide au développement restent dominants dans les pratiques à Jakarta. De plus, la diffusion de la monétarisation des échanges et la valorisation de la propriété privée apparaissent comme des modalités d'application des politiques de réduction de la pauvreté dans ce contexte.

Marianne Morange et Sylvie Fol (2014) résument dans le numéro de *Justice spatiale* qu'elles ont dirigé les phases du processus de néolibéralisation et ce que cela implique dans la formulation et l'affichage de justice des politiques urbaines :

« La néolibéralisation s'accompagne en effet souvent d'une reformulation des discours sur la justice car même dans les projets les plus agressifs, les objectifs de justice sociale et spatiale sont rarement occultés brutalement. Les conséquences sociales des phases de proto-néolibéralisation ou de roll back (les ajustements structurels au Sud) sont en outre souvent suivies de phases de roll out durant lesquelles les politiques publiques tentent de corriger les conséquences de la période

précédente en matière sociale, notamment en introduisant plus de participation et de la justice procédurale. Dans les cas où la séquence roll back - roll out n'est pas opérante, l'adaptation du néolibéralisme aux exigences locales de justice peut être la condition de sa diffusion première. La recherche de justice sociale (de justice distributive en particulier) est ainsi au cœur d'une politique qui s'inscrit pourtant pleinement dans une perspective néolibérale. »

Ce court extrait met en évidence le fait que les actions menées au nom de la lutte contre la pauvreté ne sortent pas de conceptions idéologiques particulièrement fortes permettant de promouvoir et de diffuser des rapports marchands à toutes les sphères de la société.

○ **Vers une gouvernance locale néolibéralisée des services implantés par l'aide**

Enfin, la conception de la faisabilité du projet est pensée dès le départ dans un système capitaliste permettant des rapports marchands entre les individus du quartier. Ainsi, le rôle de l'ONG était de mettre en place les conditions favorables pour l'émergence d'un « business local de l'assainissement » appuyé sur une chaîne de valeur, dont le service est évidemment payant. Une question est donc explicitement posée : comment faire en sorte donc que les familles insèrent dans leur budget ces dépenses (alors qu'aucun ménage – en particulier à bas revenu – n'a jamais eu en priorité la gestion de ses eaux usées) ?

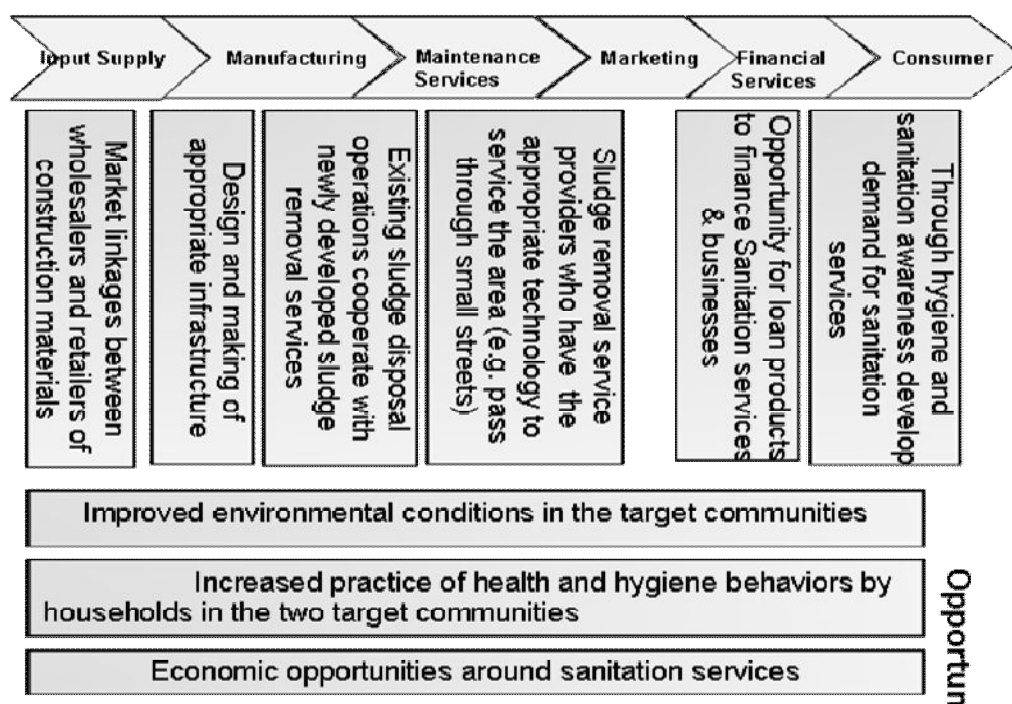


Figure 10 : La chaîne de valeur de l'assainissement (sanitation value chain) :
Source : Mercy Corps, Rapport final du programme PUSH, 2010.

L'élaboration de cette chaîne de valeur est portée par l'instauration d'une gouvernance locale associant un ensemble d'acteurs, principalement privés en contact avec le gouvernement local du district *Kelurahan* Kalideres : une coopérative de prêts pour financer les installations ; un entrepreneur local pour les services en bâtiment et en maintenance ; un service de vidange. Le gouvernement local est sensé fournir le cadre institutionnel pour favoriser ces interactions entre ces agents privés (« *provide policy support* ») et faire en sorte que ces éléments puissent « être intégrés dans les programmes gouvernementaux en cours » (je cite à partir du texte en anglais). Ainsi, c'est bien les instances publiques qui doivent s'adapter et non l'inverse. Tout en affirmant que ces actions seraient au bénéfice de l'espace local en employant notamment des travailleurs locaux, il faut souligner que l'entreprise a choisi de promouvoir des entreprises moyennes et grandes (qui donc ne sont pas localisées dans le quartier « car les locaux ne sont pas nécessairement qualifiés »).

Le vocabulaire de cette chaîne de valeur ancre profondément ce projet dans sa rentabilité : depuis le *marketing* aux services financiers (impliquant une dépendance économique directe des populations concernées au système capitaliste) en passant par l'objectif final de consommation. Ces logiques témoignent de cette exigence entrepreneuriale qui semble devoir apparaître à tous les niveaux de la société urbaine désormais.

4.2.3. Promotion de l'entrepreneuriat et appréhension de la société urbaine

Ces analyses « renvoient à la montée en puissance de la figure de l'individu entrepreneur de lui-même, mise en avant aussi bien dans les travaux néo-marxistes que dans l'approche de Foucault, décrivant un sujet néolibéral « qui se construit en évaluant à tout moment ses compétences pour les améliorer et les augmenter, en faisant de sa vie elle-même une mise à l'épreuve permanente de son capital humain » (Paltrinieri, 2013). Dans le domaine de la lutte contre l'exclusion sociale, les politiques de *Workfare* (Peck, 2001) qui se sont développées dans de nombreux pays à partir des années 1990 rendent bien compte de cette logique. On passe d'une conception de la solidarité comme construction collective garantie par des droits à une interprétation contractuelle et conditionnelle, selon une logique de contrepartie et de responsabilisation individuelle (Castel et Duvoux, 2013) » (Morange et Fol, 2014).

Ces conceptions ont d'importantes répercussions sur la manière d'appréhender la pauvreté et les personnes pauvres valorisant, en fonction des capacités entrepreneuriales. C'est une des entrées permettant de faire émerger une figure du « bon pauvre néolibéral ».

❖ La valorisation du « pauvre entrepreneur »

Les acteurs de la néolibéralisation identifiés précédemment participent aussi à l'émergence de nouvelles conceptions des « pauvres », comme le montrent les documents et ouvrages de communication de certaines ONG travaillant à Jakarta. En effet, on voit apparaître la volonté de ne pas analyser la pauvreté comme un phénomène de masse, conséquence d'un système inégalitaire (du fait de sa persistance), mais plutôt comme un élément ponctuel issu de parcours de vie individuels et dont la sortie, en actionnant quelques leviers, pourrait finalement assez facilement se faire.

C'est ce que montre *Nineteen* (2008), l'ouvrage précédemment évoqué, se concentre sur l'image typique du travailleur pauvre et de l'informalité dans les perceptions occidentales, et en particulier des ONG internationales. Leur présence dans l'espace urbain et les espaces publics participe d'une image pittoresque de cette ville (orientale ou du sud, selon) et de ses activités, et permet un discours paternaliste et misérabiliste, par lequel l'ONG cherche à toucher la sensibilité du donateur occidental (public clairement visé étant donné le format et le coût de l'ouvrage).

Mais les auteurs cherchent aussi à faire apparaître l'image du bon pauvre, tant esthétiquement que socialement valorisable : travailleur, doté d'un esprit d'entrepreneuriat – une compétence remarquable d'après les critères néolibéraux – mais aussi indépendant et ingénieux (grâce au développement de son activité correspondant à la demande des urbains), qui, grâce à son travail harassant (horaires, pénibilité de l'activité notamment du fait du poids de ses produits à vendre quotidiennement), répond aux besoins de sa famille, et enfin adaptable et flexible comme le montre ces expressions : « *the most resilient entrepreneurs* », « *their successes are attributable to classic business strengths, such as good management skills* », « *the degree of energy, resourcefulness and entrepreneurship demonstrated by these nineteen street vendors is remarkable, (...) this book serves as testament to their ingenuity and resolve* ».

Pour chacun des personnages présentés, une description précise de leurs revenus montre la rentabilité de leur travail (avec des recettes parfois à plus de 300 000 roupies par jour) tout en indiquant une moyenne correspondant systématiquement à un dollar par jour, le seuil monétaire incontournable de la pauvreté²⁶⁰.

²⁶⁰ Cela témoigne évidemment de l'irrégularité de leurs ressources liées à un travail précaire.

La flexibilité de l'emploi de ces entrepreneurs est valorisée, montrant leur capacité d'adaptation aux besoins et à la demande urbaine. Depuis l'analyse des racines du phénomène de pauvreté, ce prisme néolibéral est opérant ; ces ONG sont une base de référence et de justification des choix des politiques urbaines menées par le gouvernement municipal. La réponse ne peut donc être que dans les mêmes termes, favorisant le crédit, la monétarisation des relations sociales, mettant au cœur de l'analyse la nécessaire possession d'un capital.

❖ **L'empowerment : nécessaire émancipation versus culture managériale**

Pouvoir d'agir

L'emploi de ce terme anglophone s'est aujourd'hui largement diffusé dans la littérature évoquant les populations dominées (ou minorités) ; on pense en particulier à de vastes ensembles comme « les femmes », « les pauvres », les « minorités ethniques ou sociales » (Paturel, 2013) : il s'agit d'identifier par ce terme l'accès ou la prise de pouvoir de populations ou catégories de populations défavorisées individuellement et/ou collectivement pour leur autonomisation et responsabilisation.

Ce concept s'est imposé dans la rhétorique des stratégies d'aide au développement, en particulier dans les pays dits « du Sud » ou « émergents » indiquant le transfert de la prise de décision dans les organisations locales ou des communautés visées par une opération. Cette démarche technique s'est vue popularisée par sa systématisation dans les entreprises de la Banque mondiale pour la réduction de la pauvreté :

*"Empowerment is the process of increasing the capacity of individuals or groups to make choice and to transform those choices into desired actions and outcomes. Central to this process are actions which both build individual and collective assets, and improve the efficiency and fairness of the organizational and institutional context which govern the use of these assets. (...) Empowerment is the expansion of assets and capabilities of poor people to participate in, negotiate with, influence, control, and hold accountable institutions that affect their lives"*²⁶¹.
(Banque mondiale, 2002, p. 11)

La définition du bailleur peut être traduite ainsi : « l'*empowerment* est le processus d'augmentation des capacités des individus ou des groupes à choisir puis transformer ces choix

²⁶¹<http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/486312-1095094954594/draft2.pdf>

en actions désirées et en résultats. Ce qui est central dans ce processus, ce sont les actions qui construisent des capitaux (au sens d'atout) individuels comme collectifs et qui améliorent l'efficacité et la justice du contexte organisationnel et institutionnel qui gouverne l'emploi de ces capitaux. (...) *L'empowerment* c'est l'extension des capitaux et des capacités des pauvres à participer, négocier, influencer, contrôler et être considérés comme responsables par les institutions qui touchent à leur vie ».

Il y a deux éléments à prendre en compte dans ce terme : il s'agit d'un processus et d'un état : *l'empowerment* désigne le processus par lequel chacun acquiert la capacité à exercer un pouvoir mais aussi l'état qui désigne cette capacité.

L'institution internationale a ainsi justifié l'orientation de ses financements de projets en s'appuyant sur l'approche des capacités d'Amartya Sen (ensemble des « modes de fonctionnement » accessible à une personne (qu'elle exerce ou non) pour être et agir afin de sortir d'une vision monétaire de la pauvreté et par extension d'opérations visant simplement à combler ce manque. En effet, ces pratiques contribuaient à victimiser les populations déjà opprimées (dans leurs difficultés et en les traitant comme des personnes dépourvues de compétences) (Rappaport, 1987).

L'objectif est de permettre, à différentes échelles, la restauration du « rapport à l'action des personnes en situation de précarité » (Paturel, 2013). L'attention n'est plus focalisée sur les manques ou les besoins mais sur les forces, habiletés et droits utilisés et acquis via la participation, la compétence, l'estime de soi et la conscience critique.

À Jakarta, la mise en œuvre de ces principes est portée par le programme cadre national de réduction de la pauvreté. Le PNPM²⁶² *mandiri*, que l'on peut traduire en « mouvement d'indépendance pour la réduction de la pauvreté et le développement durable » est une action gouvernementale soutenue par les principaux bailleurs mondiaux (et la Banque mondiale avant tout) qui vise en substance la réduction de la pauvreté à travers le concept d'*empowerment*, c'est-à-dire l'autonomisation des communautés locales et des autres acteurs du développement, incluant le gouvernement et société civile locaux « *fondée sur des valeurs nobles et des principes universels* » (Site internet PNPM, consulté le 05/07/2012). L'idée est d'intégrer les limites des différentes actions précédemment entreprises restées très sectorisées et qui omettaient la multidimensionnalité de la pauvreté. L'objectif est de favoriser l'autonomisation de la communauté visée en créant les structures limitant les possibilités de retomber dans le cycle de la pauvreté.

²⁶² *Program Nasional Pemberdayaan Masyarakat*.

Quel usage à Jakarta ?

Le programme général s'oriente en trois principaux axes : l'amélioration des infrastructures, le développement du microcrédit et l'aide sociale sachant que le gouvernement municipal a décidé, pour le cas de Jakarta (et ce principe a été repris par les villes de l'agglomération métropolitaine comme Bekasi), que l'action et l'attribution des fonds seraient uniquement consacrées aux infrastructures, à créer ou améliorer. L'échelle locale est privilégiée, au travers d'une action zonale visant des quartiers précis (sélectionnés selon les statistiques officielles). À partir d'une socialisation du quartier avec des intervenants non-gouvernementaux (animateurs indépendants), les habitants doivent cartographier les potentiels de leur quartier. Sont ainsi proposées les méthodes que l'on peut considérer comme justes, qui impliquent la population concernée grâce à sa participation. En effet, les valeurs fondant les principes de mise en œuvre du programme respectant la « bonne gouvernance » sont la démocratie, la participation, la transparence et la décentralisation (Site internet PNPM, consulté le 20/02/2013).

Les échanges et discussions entre les membres de ce qui considéré comme la « communauté » (c'est-à-dire l'échelon du quartier, le *RW*) doivent permettre d'identifier les lieux ou les personnes qui auraient besoin de l'aide proposée par l'instance en charge ou par le programme.

De même, les opérations d'accessibilité aux services fondamentaux mettent en avant leur mise en œuvre sur la base de la participation de la communauté (cf. GPOBA plus haut ou le programme PUSH, mais aussi le projet d'un compteur commun d'eau à tout une communauté²⁶³) grâce aux volontaires locaux qui feraient les intermédiaires avec les employés des ONG.

L'interprétation de la mise en œuvre du programme national est développée dans la troisième partie de ce travail afin d'interroger les conséquences locales des méthodes de cette action, impliquant des approches communautaires et un *empowerment*.

De plus, afin d'éviter tout conflit, les responsables des quartiers en accord avec les animateurs (*fasilitator*) ont systématiquement interdit toute aide allant directement à une famille ou une personne : les investissements ont donc été directement orientés vers les espaces et équipements publics, dont on a vu plus haut qu'ils profitent principalement aux populations plus aisées.

Ainsi, à Jakarta, si l'*empowerment* est avant tout pensé à l'échelle d'une communauté plutôt que des individus, il semble que cela soit plus un outil de gestion de la population qu'un

²⁶³ Le projet de mettre en place un seul compteur à tout un groupe (*mastermeter*) est porté depuis longtemps par l'entreprise PALYJA comme une solution pertinente pour faciliter l'extension de réseau tout en assurant leur rétribution. Ce serait une forme de privatisation communautaire compatible avec une certaine intégration sociale (Jaglin, 2005 ; Jaglin et Zérah, 2010).

moyen opératoire de réduire la pauvreté (en tout cas, pas utilisé ni considéré comme tel dans les pratiques).

Au risque d'une gestion managériale de la pauvreté

Si ce concept porte des éléments essentiels allant à l'encontre de tout paternalisme et misérabilisme, son emploi dans certaines conditions contribue à euphémiser la pauvreté comme un enjeu politique. En effet, si le plus souvent le terme n'est pas traduit par « pouvoir d'agir », c'est que son usage témoigne d'autres implications liées au traitement de la pauvreté.

La diffusion de la culture managériale dans tous les domaines de la société et son pendant, l'individualisation peut produire deux types de conséquences quant à l'analyse des facteurs de la pauvreté.

○ « Manager » la pauvreté

Tout d'abord, Paturel (2013) identifie que l'individualisation pensée comme moyen d'émancipation des personnes auquel on attribue une dimension universelle pousse à systématiser certaines procédures et dispositifs de gestion qui cadrent ensuite toutes les méthodologies d'intervention. C'est alors le moyen de diffuser des « pratiques d'ingénierie » dans tous les groupes ou toutes les communautés cibles des actions généralisant la culture managériale de ces actions de réduction de la pauvreté. Ainsi, pour bénéficier d'un financement d'un bailleur international désormais (Banque mondiale, PNUD mais aussi souvent maintenant les fondations privées), l'affichage de la participation est requise. Au-delà, c'est le moyen d'évaluer la pertinence et l'impact des programmes sociaux dont un des indicateurs quantifiables est l'approche participative²⁶⁴. C'est bien ce que l'on constate dans la mise en œuvre du PNPM aussi.

L'usage du terme de « manager » plutôt que de gérer est un choix : je cherche par ce biais à insister sur le rôle de la diffusion de ces pratiques par des instances internationales (bailleurs, entreprises, experts, ...) qui s'entend à l'échelle mondiale et dont les pratiques sont mises en place localement. La production de ces outils génériques qui se déclinent de programmes (comme le PNPM) en évaluations (recherches de SMERU par exemple) ou encore par les actions témoigne de la circulation globale de ces méthodologies, théoriquement pertinentes, dont les principes sont essentiels dans la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes mais dont les applications sont détournées pour permettre une gestion de ces populations au profit du bon fonctionnement de la ville. C'est le moyen de rendre acceptable ces situations de précarités.

²⁶⁴ Paturel (2013) ou encore Le Bosse (2003) qualifient ces généralisations par les méthodologies « en kit » afin de dénoncer leur standardisation, leur homogénéisation et surtout leur naturalisation aux dépens de la prise en compte de la dimension humaine du projet : « *la sémantique se colore de subjectivation et laisse penser qu'il pourrait s'agir d'empowerment ou de pouvoir d'agir* ».

En réalité, les résultats issus de ces opérations dites participatives montrent que les facilitateurs et intermédiaires parviennent à mettre en œuvre un programme qui dicte déjà ses axes et ses modalités, tout en donnant l'idée qu'il émerge des populations locales. Cette méthode permet donc plutôt de faire accepter cette action extérieure aux populations.

○ **Vers une individualisation de la pauvreté**

Le deuxième point soulevé par Paturel est l'individualisation des rapports sociaux et surtout de l'appréhension du phénomène de pauvreté dans la société urbaine.

Si les populations pauvres ne peuvent s'appuyer sur les programmes de lutte contre la pauvreté, elles dépendent principalement des aides sociales ponctuelles ou non auxquelles ont accès les résidents officiels de la ville. Ces aides contribuent à identifier explicitement une personne comme pauvre, en particulier la carte « *gakin* » (*keluarga miskin* – soit littéralement « famille pauvre »). à plusieurs reprises, les personnes qui la détiennent ont souligné leur honte de posséder cette carte alors qu'elle permet notamment d'avoir accès à des soins médicaux gratuits. Une femme (45 ans) rencontrée sur le terrain de Margahayu (Bekasi) a ainsi expliqué que si la première fois, elle s'en est servi pour son mari, elle choisit désormais de ne plus la montrer car à cause de cette carte, elle ne bénéficie pas du même traitement à l'hôpital.

De plus, dans l'ouvrage de Mercy Corps, l'individualisation se fait aussi au travers des récits des personnages mis en avant : les « pauvres » et « vendeurs ambulants » ne sont pas une conséquence d'un système inégalitaire mais sont présentés comme des visages, dix-neuf histoires singulières. Le livre de deux cents pages est pourtant très peu loquace : moins d'un tiers est consacré au récit de ces personnes et les pages sont principalement couvertes de photographies. Mais l'enjeu n'est pas là. Si le texte est court, il porte principalement sur les vies de ces personnes en insistant sur les accidents qu'elles ont dû affronter : divorce, départ du père ou du mari, la retraite non prise en charge, l'absence de formation, ...

Ce choix porté par le discours de ce document pousse à penser la pauvreté comme la conséquence d'un parcours personnel plus ou moins chanceux ou alors que la personne qui a subi ces événements n'était pas en mesure d'y répondre. Cela revient sur la question des capacités ou du pouvoir d'agir non pas face à un système producteur d'inégalité mais face à une trajectoire de vie où « personne ne serait responsable ». Ceux qui ne peuvent, en raison d'un déficit personnel, des singularités de leur trajectoire biographique et/ou de leur position dans la structure sociale, participer de manière active à la production continue de la vie collective, se voient alors fortement fragilisés.

En contrepoint, c'est bien leur résilience qui est mise en valeur. L'utilisation du vocabulaire du risque (« *mitigation* » ou « *resilience* ») témoigne là aussi d'un des moyens d'appréhension de la pauvreté qui permet parallèlement de favoriser son acceptation et de

mettre en valeur l'adaptabilité des populations défavorisées. Ces discours dominants contribuent aussi à l'individualisation de la gestion de la pauvreté, et à sa perception comme un accident de la vie et un parcours individuel. La contrepartie est évidemment d'éviter par ce biais tout questionnement politique qui pense le maintien de la pauvreté lié à un système qui n'est profondément pas à leur avantage. La diffusion de ces discours et de ces représentations impose alors un contexte sociétal d'incertitude et de report de responsabilité sur les individus. Ce qui est en jeu c'est leur propre capacité à répondre à la pauvreté ou pas, selon leur compétence, ou leur capacité à s'y adapter en acceptant ses contraintes. Cela participe à la production d'un univers de vulnérabilité.

Ces pratiques discursives, par l'individualisation de ces récits, favorisent enfin la désolidarisation d'un groupe pour n'en faire que des trajectoires personnelles.

Ainsi la participation des individus à la production de la société apparaît comme reposer sur leurs propres épaules. Ce « report de charge » implique l'obligation de s'identifier comme responsable dans le processus d'exclusion ou d'intégration dans la société, élément d'autant plus difficile quand les institutions intermédiaires en charge de la lutte contre la pauvreté sont mouvantes et abordent la question dans une culture managériale.

L'individualisation de ce phénomène social qu'est la pauvreté met aussi de côté l'idée que les individus (et les groupes d'ailleurs) sont « inégalement positionnés dans ce contexte social d'incertitude, pas seulement en conséquence de [leurs] choix mais avant tout parce que nous sommes inégalement protégés » (Soulet, 2005, p. 29) : on revient au fait que chacun ne dispose pas des mêmes ressources et que cela joue forcément sur les capacités à exercer un pouvoir dans ce contexte de vulnérabilité. C'est ce que synthétise ce court extrait de Soulet reliant vulnérabilité et inégalités :

« À trop mettre l'accent sur la diversité et la pluralité des parcours biographiques des individus, à trop insister sur l'électivité des choix de vie, le risque est grand en effet d'euphémiser les facteurs sociaux qui pèsent sur ces parcours biographiques et ces orientations électives au point d'en structurer les conditions de possibilité. Le danger d'un recours aveugle à la vulnérabilité comme forme de lecture des situations sociales problématiques serait en effet de sous-estimer les limites à la disposition de soi et de ramener les problèmes relevant du système social à des considérations strictement individuelles en leur ôtant leur dimension politique »

Soulet, 2005, p. 29.

CONCLUSION

La pauvreté dans la métropole de Jakarta est gérée par une gouvernance permettant l'implication d'un complexe de forces mobilisées pour organiser l'espace urbain (Harvey, 1989 traduit 2014). La diversité des agents sociaux qui apparaît dans ce chapitre participe à la transition économique et politique du système urbain, que certains, notamment dans la littérature néo-marxiste, identifient comme responsable d'une dualisation accrue de la société, renforçant les inégalités.

À la concentration des différents types de pauvres dans des espaces spécifiques s'ajoute la production d'effets de lieux qui, associés aux effets de classes, accentuent les inégalités sociales (Sélimanovski, 2009). Cette concentration serait donc un facteur aggravant à la domination sociale. L'action publique est d'ailleurs participante de ces processus en organisant la limitation de l'accès à l'espace urbain à certains urbains.

L'aménagement de l'espace urbain et évidemment ceux qui contribuent à sa production mettent en évidence une organisation de l'espace indiquant la position, la place des pauvres dans la ville, en particulier leur visibilité dans ce contexte d'essor de la valeur des espaces urbains en lien avec la compétitivité nécessaire de la métropole. Ainsi, la production de l'espace urbain comme « actions situées d'agents sociaux dotés de ressources propres, mus par des aspirations spécifiques, qui élaborent des stratégies » (Giroud, Van Criekingen, 2015p. 137) témoigne d'orientations stratégiques qui ont plus tendance à produire de l'exclusion que permettre l'émergence d'une métropole plus juste.

La confrontation de ces discours et politiques présentées tant dans les textes qu'au cours des entretiens réalisés avec les observations et constatations sur le terrain remettent véritablement en cause l'idée d'un traitement spatialement juste de la pauvreté. On se situe ici dans des cas où l'humanitaire et la répression cohabitent avec la politique de prise en charge de certains groupes sociaux.

Des choix effectués à la mise en œuvre des politiques, il semble qu'il soit difficile de parler d'éradication de la pauvreté ni simplement de sa réduction mais plutôt de stratégies d'*invisibilisation* dans l'espace urbain qui doivent répondre aux exigences du processus de métropolisation. Ce serait donc une forme de détournement des objectifs affichés dans le traitement de la pauvreté à Jakarta. Et c'est finalement l'entrée par la notion de justice spatiale qui permet de mettre au jour le rôle de l'espace dans le traitement de la pauvreté : déplacements sous contraintes, réduction des interstices et restrictions d'accès aux espaces publics et aux

espaces communs... on peut observer dans la métropole de Jakarta le renforcement des inégalités de statut lié au morcellement social d'une ville néolibérale dont les conséquences spatiales et politiques (renforcement de la ségrégation et des égoïsmes locaux) se font au détriment de l'émergence de véritables politiques métropolitaines (Harvey, 1989 ; Rousseau, 2014).

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

La deuxième partie de ce travail cherche à interroger le traitement de la pauvreté par les différents groupes stratégiques, depuis leur définition, leur répartition mais aussi leurs représentations en allant jusqu'aux actions réalisées au nom de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie de chacun (donc du développement). Ces deux chapitres permettent notamment de préciser les rôles de chacun dans cette gestion de la pauvreté en insistant sur la montée en puissance d'institutions et d'autres acteurs que l'État (évidemment central dans la production et la réalisation de politiques publiques).

L'enjeu de ce passage en particulier est notamment de montrer en quoi et comment l'espace est à la fois expression, révélateur et vecteur des inégalités et des rapports sociaux de domination. En effet, le traitement de la pauvreté se matérialise par des modalités spatiales concrètes et différentes stratégies permettant la mise à l'écart, à différents niveaux, d'une partie de la population. Cette mise à l'écart ne se limite pas à la relégation voire au confinement dans des espaces précis, mais s'incarne aussi dans la surveillance ou la vulnérabilité des populations considérées comme pauvres dans les espaces urbains de la métropole. Ainsi, on passe de politiques de traitement de la pauvreté à des formes de « gestion des indésirables » (Bouillon, Choplin, Schmoll, Zeneidi, 2015) par l'espace alors utilisé pour exclure, soumettre et contrôler.

Ce traitement de la pauvreté donc justifie le rappel des inégalités et discriminations produites durant la colonisation car le réinvestissement des représentations à l'endroit les populations dominées et l'usage de l'espace pour mettre en œuvre une différenciation de traitement et de statuts montre en quoi la généralisation de l'exclusion est une production politique.

Cette partie entre dans la question de la pauvreté par les structures, le système et leurs modalités de mise en œuvre par les rapports de domination. On observe ainsi que la création d'un régime d'oppression dépasse le cadre autoritaire ou démocratique de l'État et s'insère dans une idéologie néolibérale. Face à ces structures, il s'agit maintenant d'observer les situations concrètes et quotidiennes des populations marginalisées en interrogeant, à une autre échelle, les tactiques individuelles qui s'insèrent dans les relations interpersonnelles et les rapports de pouvoir.

TROISIÈME PARTIE

VIVRE EN VILLE

SOUS CONTRAINTES

*« Vivre, c'est passer d'un espace à un autre
en essayant le plus possible de ne pas se cogner »*

George PEREC, Espèces d'espaces, 2000, p. 16

Chapitre 5 : La modernisation conservatrice

Chapitre 6 : Négocier la ville en tant que « pauvre »

INTRODUCTION À LA TROISIÈME PARTIE

« In this book, I seekless to reinvent Jakarta than to continue in the vein of understanding how residents make a life in the midst of things, how they navigate confluences and contradictions ». Abdoumalik Simone, 2014, p. 16.

L'approche adoptée pour appréhender la pauvreté se centre sur ce phénomène comme rapport social. Étant nécessairement empreint d'inégalités (puisque si on est pauvre, on l'est en fonction d'un niveau de vie moyen mais surtout en fonction d'autres personnes et groupes plus aisés), il s'agit d'identifier la nature du lien social qui met en relation les différents membres de la société urbaine.

L'essor des inégalités, l'accentuation dans les paysages urbains de la manifestation de l'indigence et de l'abondance extrêmes sont tels que les analyses poussent à parler d'« exclusion ». Pourtant c'est bien le contraste, le contact, les interactions entre les individus et les espaces qui permettent de qualifier cette situation d'inégale. Ainsi, le fait de penser et de comprendre la pauvreté comme un rapport social implique obligatoirement de prendre en compte l'intégration des pauvres dans l'ensemble de la société urbaine témoignant des interdépendances de fait entre les différents groupes, celles-ci ne reposant pas nécessairement – pour ne pas dire jamais – sur une forme d'équité²⁶⁵.

Dans un contexte sociopolitique mondial tendu marqué par l'émergence de nombreuses formes de mouvements de contestation face à un ordre établi identifié comme injuste et portant des volontés de réappropriation de territoires (pas seulement urbains d'ailleurs), on observe la multiplication des recherches académiques et des appels militants à la contestation. Cette « exigence », portée par des groupes sociaux appartenant aux classes dominantes dans l'ensemble, est liée à l'affirmation que toute action, depuis les pratiques quotidiennes à l'événement ponctuel organisé et à la mise en publicité d'une lutte ou d'une revendication contribuerait à témoigner de la modernisation des sociétés urbaines. Reste le problème des lieux

²⁶⁵ L'esclavage, construit sur l'asservissement d'une partie de la population à l'autre tout comme le système colonial sont les exemples fondamentaux d'une intégration par un « lien social vertical » (Bret, 2008, p. 185) fondée sur l'injustice.

où aucune forme de mobilisation citoyenne ne semble apparaître, ce qui légitime la reproduction des systèmes sociaux et la perpétuation des inégalités²⁶⁶.

Qu'en est-il donc pour des populations en situation de pauvreté de vivre dans cet espace métropolitain de Jakarta ? La ville comme espace restreint et comme espace régulé par des politiques (qu'elles soient ouvertes, affichées ou informelles) apparaît comme un lieu de contraintes variées pour des populations au capital limité, qu'elles soient spatiales, émises par les politiques urbaines, ou sociales dans une société où se multiplient les formes de contrôle informels et les rapports de pouvoir.

La partie précédente portait sur le rôle de la pauvreté dans la production de la ville et d'espaces urbains. La dernière partie de restitution de ce travail de recherche vise à identifier les rapports sociaux à l'échelle des lieux et quartiers considérés comme pauvres en s'interrogeant sur le rôle de ces rapports sur les pratiques spatiales des personnes y vivant : au nom de la pauvreté sont mises en place des politiques de gestion, de traitement, de réduction de ce phénomène dans ces lieux identifiés et leurs modalités d'application témoignent des positions sociales produites, reproduites ou recomposées par ces projets de développement.

Tout en contribuant à la modernisation de la ville, des formes urbaines, des structures économiques, on mettra en avant que les actions menées pour la réduction de la pauvreté ne vont pas nécessairement dans le sens d'une plus grande équité sociale, mais favorisent un maintien de rapports sociaux inégalitaires voire de situations de dominations et de contrôle social (Bret, 2008). C'est pour soutenir cette démonstration que l'on s'appuiera sur le concept de « modernisation conservatrice ».

Enfin, il s'agira, à partir de l'identification des rapports sociaux en place dans la métropole de mettre en évidence les compétences des populations précarisées, dominées dans cet espace injuste qu'est la ville²⁶⁷. Le dernier chapitre cherche donc à répondre à la question suivante : En quoi les recompositions de l'espace urbain liée à l'émergence de l'agglomération de Jakarta comme métropole produisent-elles des situations d'insécurité, voire de fragilisation des

²⁶⁶ Ces réflexions sont nées de la confrontation avec la discordance entre les situations observées sur le terrain, en particulier localement la non-mobilisation face à une situation manifestement injuste (c'est-à-dire poussant à l'exclusion ou à la précarisation de populations déjà fragilisées) d'avec un questionnement récurrent posé dans les manifestations scientifiques auxquelles j'ai pu participer durant mes travaux de doctorat appelant à une nécessaire « résistance » des citoyens.

²⁶⁷ Une telle affirmation peut apparaître problématique en l'état, mais il est désormais prouvé que cet objet géographique n'a pas comme fonction ni modalité de création d'être « juste » car elle est fondamentalement pensée pour la concentration en un espace restreint de pouvoirs, d'activités, de populations. Jakarta se situe au nœud de différents processus se conjuguant : *historiquement*, par les pratiques de ségrégation organisant les espaces urbains ; *structurellement* par le système capitaliste néolibéral – ceux-ci imposant une oppression et une exploitation des populations dominées – ; et *conjoncturellement* dans une ville en processus de mondialisation.

positions sociales des habitants affectés ? Cette interrogation invite à s'intéresser aux citoyens « ordinaires » et au « prolétariat informel » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) comme acteurs de la ville sous tension, en identifiant leurs marges de manœuvre dans ce contexte. De la soumission à la contestation en passant par les différentes formes de négociation, l'enjeu est ici d'identifier les réponses possibles des citoyens dans ce contexte conflictuel. Face à un projet urbain, les formes et niveaux de mobilisation citoyenne varient (quand il y en a) et montrent la diversité des modes de régulation de ces conflictualités urbaines, entre la canalisation, la domination ou la négation de certains groupes urbains. Ce sont donc les modes de gouvernance de la ville et leur rôle dans la fabrique de cette dernière qui sont au cœur de cette étude.

CHAPITRE 5 : LA MODERNISATION CONSERVATRICE

« La main droite répressive et gestionnaire des flux de populations indésirables mobilise elle-même la main gauche soignante et humanitaire, piégeant par avance les élans de compassion, trop aveuglants pour laisser voir dans quel contexte ils se déploient » (Agier, 2009, p. 31)

INTRODUCTION.....

Le propos de ce chapitre porte sur les ambiguïtés des politiques et actions contre la pauvreté mises en œuvre dans la métropole de Jakarta. La question soulevée par la citation de Michel Agier pose le problème des liens entre les politiques répressives ou normalisatrices des gouvernements présentées dans le chapitre 4, les aides aux populations considérées comme pauvres et la manière dont elles sont mises en œuvre. L'objectif est ainsi de voir comment les populations en situation de pauvreté sont alors aux prises avec des logiques de domination hétérogènes notamment lorsque humanitaire et répression cohabitent dans leur prise en charge.

L'ensemble se pense dans un contexte généralisé de mondialisation et de métropolisation (les deux étant intrinsèquement liés (Le Goix, 2005)) qui se concrétise à différentes échelles et dans tous les domaines de la pauvreté, depuis les principes et les normes à respecter aux acteurs intervenant dans la gestion du phénomène. Ces processus qui impliquent des recompositions sociales et spatiales fortes dans l'aire métropolitaine de Jabodetabek sont profondément ancrés dans les efforts de développement et de modernisation indonésiens.

Les opérations de réduction de la pauvreté dans la métropole de Jakarta s'inscrivent dans des démarches et pratiques renouvelées, marquées par le processus de démocratisation du

pays. Si l'héritage autoritaire²⁶⁸ n'a pu que laisser des traces profondes dans les rapports sociaux et la production d'espaces urbains (cf. les chapitres 2 et 4), il s'agit ici de mettre en évidence les conséquences de la néolibéralisation du traitement de la pauvreté pour les populations considérées comme pauvres en prenant en compte la diversification des acteurs concernés par cette question. L'État et ses différentes instances et à différentes échelles, ne sont pas les seuls acteurs. La globalisation de la métropole est aussi appuyée par la montée en puissance d'autres intervenants, groupes stratégiques, institutions, bénévoles, associations ou encore ONG dont le rôle et les positions sociales et morales sont ambivalents dans cette « gestion des pauvres ».

Après une présentation des concepts et outils pour penser les rapports sociaux dans leur complexité, dans l'espace et dans le temps en identifiant les recompositions liées aux processus en cours dans la métropole, le chapitre sera consacré à quelques études de cas afin de mettre en évidence d'abord le rôle des programmes de traitement de la pauvreté dans la persistance des rapports de domination ainsi que les représentations qui les appuient, profondément liées à l'appréhension des espaces urbains. Ensuite, le propos s'attachera plus précisément aux tensions et concurrences pour la captation des aides par les populations, en lien avec le rôle de l'espace dans les processus de légitimation de traitements différenciés des individus et dans les modalités de la mondialisation observables dans la gestion de la pauvreté.

²⁶⁸ Au-delà de l'ère Suharto, la « démocratie guidée » de Soekarno et le régime colonial sont autant de moments marquants qui ont contribué à la mise en place de cadres sociaux structurants et de représentations appuyant la recomposition des rapports sociaux de domination.

5.1. Espace et rapports sociaux de domination

La première partie de ce chapitre est surtout définitionnelle. Son objectif est de cadrer les termes qui vont être utilisés et développés dans le raisonnement, mais aussi d'en pointer la genèse et les implications. À partir de ces quelques définitions conceptuelles, l'enjeu est de montrer en quoi l'espace peut être structuré par les rapports sociaux en particulier mis en œuvre dans le cadre du traitement de la pauvreté dans la métropole de Jakarta.

Après la définition des termes et catégorisations pour désigner les rapports sociaux, deux points seront développés pour en aborder les conséquences : la modernisation conservatrice et l'apport de l'approche intersectionnelle afin d'intégrer dans l'analyse la diversité des rapports sociaux de domination en œuvre dans la société urbaine. La définition préalable de ces deux éléments permettra de soutenir le déroulement de la démonstration de ce chapitre et de développer les observations menées à Jakarta.

❖ Des rapports sociaux : usage des catégories

La définition des rapports sociaux et des termes catégorisants qui vont être employés méritent un arrêt afin de cadrer la réflexion. S'il faut dans un premier temps les séparer afin de pouvoir en proposer une analyse, ce travail ne cherche aucunement à segmenter les différents rapports sociaux en œuvre à Jakarta. Ainsi, à partir de l'« activité humaine concrète », l'objectif est de retranscrire les observations empiriques du terrain liées aux opérations de traitement de la pauvreté. La structuration de l'espace, son appréhension voire même son usage par la gestion de la pauvreté témoignent et appuient la production de rapports sociaux divers et articulés entre eux.

Des rapports sociaux de classe

Les rapports sociaux et leur articulation peuvent s'appréhender notamment à partir de leur conflictualité (Kergoat, 2012)²⁶⁹. C'est pour les aborder sous cet angle²⁷⁰ qu'Irène Pereira

²⁶⁹ La sociologue insiste particulièrement sur les rapports sociaux de domination hiérarchiques et les rapports sociaux d'oppression culturelle : « *le rapport social, lui, continue à opérer et à s'exprimer sous ses trois formes canoniques : exploitation, domination, oppression (que l'on pourrait illustrer par le différentiel de salaires, plafond de verre et violences)* » (Kergoat, 2012, p. 128).

(2015) affirme qu'« un rapport social peut être défini comme un conflit qui construit une division de la société en classes sociales dont l'une se trouve alors dans une situation de supériorité par rapport à l'autre » (Pereira, 2015, p. 112). Ainsi, une classe sociale impose un rapport de pouvoir sur une autre, ou plutôt est en mesure d'exercer une contrainte.

« Le rapport social peut être assimilé à une tension qui traverse la société ; cette tension se cristallise peu à peu en enjeux autour desquels, pour produire de la société, pour la reproduire ou “pour inventer de nouvelles façons de penser et d'agir”, les êtres humains sont en confrontation permanente. Ce sont des enjeux qui sont constitutifs des groupes sociaux. Ces derniers ne sont pas donnés au départ, ils se créent autour de ces enjeux par la dynamique des groupes sociaux » (Kergoat, 2005, p. 95).

Cette approche se fonde notamment sur une analyse des rapports sociaux liés au travail, y compris ceux produits par les opérations de réduction de la pauvreté.

Les rapports sociaux de domination sont ainsi pensés comme des rapports inégalitaires sur une base économique principalement, qui fondent des groupes sociaux antagonistes et en conflit, et qui peuvent prendre des formes spatiales diversifiées, dont le rapport Centre-périphérie²⁷¹ en est un exemple.

De la production par le système capitaliste de ces rapports de domination découlent des inégalités structurelles en termes de répartition des richesses certes, mais aussi des formes d'oppression par le biais de la dévalorisation symbolique, des contraintes et difficultés d'accès à des ressources fondamentales et à certains espaces (lieux, logement, espaces desservis par des services de base), une place dévalorisée et menacée dans la ville, etc. Ces différents éléments structurent les différentes classes, au sens de toute division sociale reposant sur une base matérielle d'exploitation économique

Rapports de sexe, rapports de genre

Le genre constitue les éléments d'un rapport de domination construisant une différenciation hiérarchique entre hommes et femmes. L'approche par le genre et l'imbrication

²⁷⁰ Évidemment, cela n'empêche pas que des groupes sociaux qui ne sont pas en conflit puissent avoir des rapports sociaux entre eux. La compréhension de la société au travers de la notion de classe pousse à penser les relations entre ces groupes en fonction de leurs position dans le rapport de domination induisant des rapports de force et de conflit.

²⁷¹ Le rapport centre-périphérie ne produit pas nécessairement un antagonisme social mais doit être pris en considération comme un rapport qui structure l'opposition entre des groupes sociaux tout en prenant des configurations spatiales variées (on peut penser notamment aux oppositions binaires citadins/ruraux, personnes dites du « Nord »/du « Sud », ...) parmi d'autres, plus diverses : la hiérarchisation sociale de l'espace ne se réduit pas à une seule forme spatiale.

de rapports de domination permet de complexifier certaines hypothèses de la géographie critique (on peut penser notamment aux travaux de Rose (1993) et Massey (1994), et aux synthèses en français réalisées par Chivallon (2001), Barthe et Hancock (2005) et Blidon (2009)).

La prise en compte de ce rapport social cherche à mettre en évidence en quoi le patriarcat, comme système, produit des rapports sociaux construits par l'exploitation du travail (on parle ici de travail dans une acception élargie prenant en compte, en plus d'un emploi éventuel, les tâches ménagères, le soin et l'éducation des enfants, mais aussi toute activité qui s'accomplit dans des entreprises dites familiales (petits commerces le plus souvent dans le contexte où nous nous situons)) et s'inscrit ainsi profondément en interaction avec le capitalisme. Les assignations à certaines activités, responsabilités et fonctions dans la société et dans l'espace urbain sont aussi permises et/ou mises en œuvre par le traitement de la pauvreté.

« Race » et rapports racisés

La notion de « race » et surtout ses conséquences dans la division sociale, certes problématique, est souvent occultée dans le contexte français républicain égalitariste, alors qu'elle est fortement utilisée dans les espaces anglophones, académiques ou non, pour désigner l'inégalité des rapports sociaux ancrée dans les représentations assignées à une « Autre ». Les « races » n'ont pas de fondement biologique mais existent socialement et produisent des effets sociaux propres. Afin d'insister sur cette réalité et de prendre en compte ces rapports en tant que produits de constructions sociales, on peut se fonder sur l'emploi de la notion de racisation (et de l'adjectif racisé) :

« La “race”, la “couleur”, la “nation”, la “religion”, la “laïcité”, la “langue”, la “région”, la “culture”, les “migrations”, les rapports “Nord/Sud”, “l’Occident/l’Orient”, ... se côtoient, se traduisent et se répondent, se touchent, se génèrent, se recouvrent, se déplacent, s’affrontent et se sédimentent et offrent des définitions toujours mouvantes des frontières entre “Nous” et “Eux”. » (Dorlin, 2009, p. 15)

Cette affirmation montre que la notion de « race » ne se réduit pas nécessairement à « une » couleur de peau, mais à l'invocation de quantité d'autres représentations structurantes (religion, culture, ...)²⁷² pour désigner un, ou plutôt des « Autres » et justifier un traitement spécifique, des discriminations (parfois naturalisées) et l'aliénation des populations racisées, assignées à une identité dévalorisée par les dominants (Dorlin, 2009 ; Clerval *et al*, 2015).

²⁷² Il ne s'agit pas ici d'assimiler des caractères culturels à la notion de « race » mais de souligner que certains groupes sociaux s'appuient sur certains éléments « culturels » ou « religieux » afin de contourner l'évocation de la « race » dans la justification d'un traitement différencié des individus dans la société.

Institutionnalisés par le régime colonial, ces rapports de domination fondés sur la « race » se recomposent au profit de groupes dominants. Le terme « racisé » vient du concept de racisation et permet de mettre en évidence :

« les processus historiques et sociaux qui ont engendré la partition de l'espèce humaine en groupes soi-disant socio-biologiques [...]. En ce sens, une personne racisée est l'objet d'un processus de catégorisation et de différenciation en fonction de caractéristiques somato-psychologiques héréditaires socialement instituées comme naturelles. Les groupes racisés sont pris dans un rapport social asymétrique, placés en position subordonnée. » (Falquet et al., 2006)

❖ La modernisation conservatrice : genèse et définition

La démonstration de ce chapitre s'appuie sur la notion de modernisation conservatrice. La genèse de cette notion est liée notamment aux analyses sociologiques des rapports sociaux de domination dans les espaces latino-américains. Celle-ci cherche à mettre en évidence la recherche ou la production d'une modernisation économique, notamment des cadres et systèmes économiques tout en limitant les recompositions sociales qui pourraient y être liées ou plutôt en assurant la reproduction de rapports sociaux inégalitaires.

Afin de clarifier son usage, un bref rappel de l'émergence de cette notion et de ce qu'elle cherche à désigner apparaît nécessaire car elle sera appliquée dans un tout autre contexte :

Dans son contexte d'élaboration au Brésil, la modernisation conservatrice permet de montrer comment le développement du salariat des ouvriers agricoles²⁷³ employés dans les grandes propriétés insérées dans les filières agro-alimentaires nationales et internationales en lien avec l'urbanisation et la mondialisation des échanges. Ces évolutions servent la croissance économique et sont soumises aux exigences de flexibilité et de compétitivité liées à l'affirmation du contexte néolibéral. En contrepoint, le maintien de situations de précarité des plus pauvres tant dans leur emploi (journaliers, dépendants des périodes exigeantes en main d'œuvre, alors que la mécanisation et l'industrialisation des pratiques agricoles réduisent encore les possibilités d'emploi) que dans leur logement (ils font partie des personnes qui, expulsées de

²⁷³ On parle de « *Boias frias* » : ceux qui mangent froid le midi, emportant un casse-croute pour la journée de travail éloignée de leur lieu de résidence.

leurs terres, se concentrent dans les *favelas* et bidonvilles des villes brésiliennes, surtout petites et moyennes qui ont des liens directs avec la campagne). On observe donc dans ce cas la recomposition des mécanismes et dispositifs de la domination sociale (Quéré, 2008), permettant la concentration des capitaux aux mains de quelques-uns (terres, outils de production, pouvoirs, ...) et la dépossession des plus démunis, concurrents entre eux et intégrés certes mais dans des rapports de domination.

Après avoir mis en évidence l'évolution des modalités de production de la ville dans le chapitre 4 en lien avec les idéologies et principes qui portent les politiques urbaines, il s'agit ici de comprendre leurs conséquences dans la (re)production de rapports sociaux pour les populations considérées comme pauvres²⁷⁴.

❖ L'« intersectionnalité » : de l'articulation des dominations

La prise en compte des rapports sociaux de domination nécessite de penser leur diversité et leur complexité. Pour renouveler cette approche dans le traitement de la pauvreté, il faut dépasser les catégorisations de classe, d'âge, de sexe, de « *race* », qui tendent à homogénéiser les groupes sociaux. La notion d'« *intersectionnalité* »²⁷⁵ (Crenshaw 2005) propose de penser l'entrecroisement des caractéristiques sociales, en montrant la co-construction des relations de pouvoir à la base des inégalités. D'origine anglo-saxonne et forgée par le courant du *black-feminism*, l'approche se focalise sur la construction des identités multiples, conséquentes des formes plurielles de domination (de classe, d'âge, de race, de sexe, etc.).

Cependant, souvent, les interprétations en termes d'intersectionnalité sont rejetées au motif qu'elles fragmentent l'analyse du social et contribuent au relativisme (Kergoat 2012) des théories macro-sociales. À partir de cette notion fondatrice, plusieurs termes ont émergé afin de qualifier cette co-construction des dominations : on peut noter en particulier la coextensivité²⁷⁶

²⁷⁴ L'espace est un des moyens pour appréhender les modalités de mise en œuvre des rapports sociaux, en identifiant la rétroaction du spatial sur le social.

²⁷⁵ Cette approche doit être utilisée avec prudence afin de ne pas en dévoyer la portée liée au contexte d'émergence de l'afroféminisme. La notion permet de poser sur le fond la question de l'articulation des rapports sociaux de classe, de *race* et de sexe et de pointer la diversité des combinaisons possibles entre différentes dominations et la capacité de dominants à exploiter ces différentes dominations à leur profit.

²⁷⁶ « *En se déployant, les rapports sociaux de classe, de genre, de "race" se reproduisent et se co-produisent mutuellement* » (Kergoat, 2011, p. 11). Ce qui veut dire qu'un rapport social ne peut être compris réellement que si on l'analyse en tenant compte des autres rapports sociaux : ainsi, le rapport social de classe lié au système capitaliste tient parce qu'il existe aussi un rapport social de sexe, et inversement.

ou la co-substantialité²⁷⁷... l'enjeu de ce sujet n'est pas de débattre de implications de chacun de ces termes, mais ces réflexions offrent surtout une clef de lecture et d'analyse des pratiques de dominants envers les dominés dans le cadre des politiques de traitement de la pauvreté. Ces dernières peuvent être instrumentalisées et utilisées pour soutenir des rapports de domination existants. Ceux-ci peuvent même être mis au service de la promotion des actions et contribuer ainsi à leur perpétuation.

Ces rappels théoriques vont permettre de mettre en évidence les relations entre espaces et rapports sociaux, en montrant que l'espace en est tout à la fois expression, révélateur, vecteur, et enjeu. À partir des opérations de réduction de la pauvreté, les répartitions spatiales, assignations à un espace, et formes de traitements différenciés des lieux ou des personnes selon le type d'espace sont autant d'éléments qui témoignent de l'inégalité des rapports sociaux en général mais surtout des rapports de domination et de pouvoir dans la métropole de Jakarta.

²⁷⁷ Les rapports sociaux « *forment un nœud qui ne peut être séquenté au niveau des pratiques sociales dans une perspective de sociologie analytique* » (Kergoat, 2011, p. 11). Cela signifie que les différents rapports sociaux ne sont pas séparés dans la réalité et qu'ils ne sont distingués que pour en permettre l'analyse sociologique.

5.2. Lutter contre la pauvreté sans lutter contre les rapports sociaux de domination

Que ce soient les politiques urbaines, gérées par la municipalité, les actions d'aides des ONG, ou encore le rôle des acteurs privés de plus en plus en charge des services urbains, c'est bien la notion même de pauvreté qui apparaît redéfinie à partir de nouveaux principes et de nouvelles normes. Leur néolibéralisation en lien avec les mutations du capitalisme, mise en évidence dans le chapitre 4, induit sur la manière de produire et de mettre en œuvre les politiques urbaines (Béal, 2010) visant les populations et les espaces considérés comme pauvres.

Pour les réaliser et les transmettre, c'est tout un discours qui change et qui permet de justifier la nouvelle doctrine. Dans ce cadre et comme il a été dit plus haut (cf. Chapitre 4), on observe à Jakarta une évolution de l'analyse de la pauvreté comme phénomène individuel qui ne serait ni un lien ni une conséquence du système dans son ensemble. Pour en sortir, on promeut de nouvelles stratégies en valorisant l'individu, l'entrepreneuriat et son insertion dans les applications du capitalisme dans la ville. De plus, la mise en œuvre de ce processus est ancrée dans des choix de gouvernance incluant gouvernements ou pouvoirs publics, mais aussi société civile et secteur privé. Cela induit des différenciations entre les groupes urbains selon leur statut ou leur niveau social, jouant tant sur leur accès à la ville que sur les bénéfices des politiques d'aides au développement. Même si l'enjeu affiché est social et doit viser la réduction des inégalités, la néolibéralisation des politiques publiques urbaines est désormais marquée par des logiques de marché qui, du fait de leur fondement néolibéral et d'accumulation, participent à la reproduction des inégalités et à l'accentuation de l'injustice dans la ville.

Dans un contexte qui met en avant une lutte systématique contre la pauvreté à l'échelle mondiale (Objectifs du Millénaire) avec des structures qui appuient, qui financent et qui aident à penser les meilleurs moyens pour y parvenir, ... après des décennies de politiques publiques, d'actions d'agences internationales et de financement et d'opérations concrètes par des ONG, est-il pertinent de penser en termes d'« échec » ou de « réussite » en constatant le maintien, en paysage et en quantité de personnes touchées, de la pauvreté dans la métropole de Jakarta ? Ainsi, le questionnement ne porte pas exclusivement sur le résultat recherché ouvertement par la gestion de la pauvreté en termes quantitatifs mais aussi sur les moyens mis en œuvre dans la ville contemporaine et les implications qualitatives des opérations menées « contre » la pauvreté : la « lutte contre la pauvreté » peut-elle être véritablement efficace et juste, à toutes les échelles d'appréhension du phénomène, sans remettre en question la production, la recomposition et l'utilisation de rapports sociaux inégalitaires ?

5.2.1. Projets de développement et rapports sociaux de domination

La lutte contre la pauvreté est réalisée par le biais de projets spécifiques, d'actions, visant un lieu en particulier. À l'échelle locale, les groupes sociaux dans leur diversité concernés par le périmètre du projet et leurs rapports sociaux sont autant d'éléments à prendre en compte pour identifier les implications de ce(s) projet(s) et leur rôle dans la réduction des inégalités. Je pars en effet du postulat que ce combat a comme visée fondamentale de réduire les inégalités entre les individus notamment par l'amélioration des conditions de vie des plus démunis. Les inégalités, produites par les rapports sociaux de domination en sont aussi des révélateurs et des outils mettant en œuvre ces relations dissymétriques (mais existantes... on ne se situe pas ici dans un processus d'exclusion). L'espace en est un des moyens d'appréhension mais aussi un levier, un vecteur... une position variée et variable dans ces processus à souligner.

Après avoir mis en évidence les principes idéologiques qui portent les programmes d'aménagement et de réduction de la pauvreté (chapitre 4), il s'agit ici d'en voir les conséquences en analysant les modalités et les résultats au prisme de la « justice en ville » (à partir des trois piliers de Susan Fainstein, 2009, p. 73) et de l'équité. Ainsi, le critère fondamental reste l'assurance que les plus faibles bénéficient davantage de ces projets : les résultats des actions comme enjeu sont évaluables en fonction de l'instauration d'une plus grande égalité. Cette entrée permet d'aborder les enjeux de cohabitation dans la ville et ses changements rapides en luttant contre la simplification des causalités expliquant les inégalités et la division sociale de la ville dans le cadre de la métropolisation (Le Goix et Humain-Lamourre 2006).

L'articulation des échelles est à intégrer dans la réflexion : entre ville-centre (province municipale), aire urbaine (Jabodetabek) et gouvernement national dans un processus de globalisation, chacune de ces échelles de gouvernement a des objectifs différents dont la confrontation prend forme dans l'espace urbain et dans les actions locales de traitement de la pauvreté. C'est à ce titre qu'Amartya Sen (2009) insiste sur la prise en compte des enjeux à toutes les échelles, qu'un élément identifié comme positif localement (pour des raisons de contexte) ne suffit pas nécessairement à la mise en œuvre de la justice globalement et de prétendre au titre de norme politique prioritaire : en s'appuyant sur un propos de Martin Luther King « *l'injustice, où qu'elle soit, est une menace pour la justice, où qu'elle soit* » (2009, p. 477), Sen défend l'idée que toute politique doit contribuer à la lutte contre les injustices dans le monde (« *il ne peut y avoir d'équité régionale sans équité globale* » traduit Arnaud Brennetot (2010).

❖ Des programmes d'aide sélectifs : captations et détournements

La présentation factuelle des opérations menées pour la réduction de la pauvreté est développée dans le troisième chapitre, et quelques éléments sur les principes de ces projets (PNPM, GPOBA, PUSH, ...) ²⁷⁸ sont détaillés dans le quatrième chapitre. Dans cette dernière partie, l'analyse des modalités de mise en œuvre des différents projets permettra de questionner leur rôle dans la réduction ou non des inégalités sociales et spatiales et leur degré de prise en compte des rapports sociaux de domination.

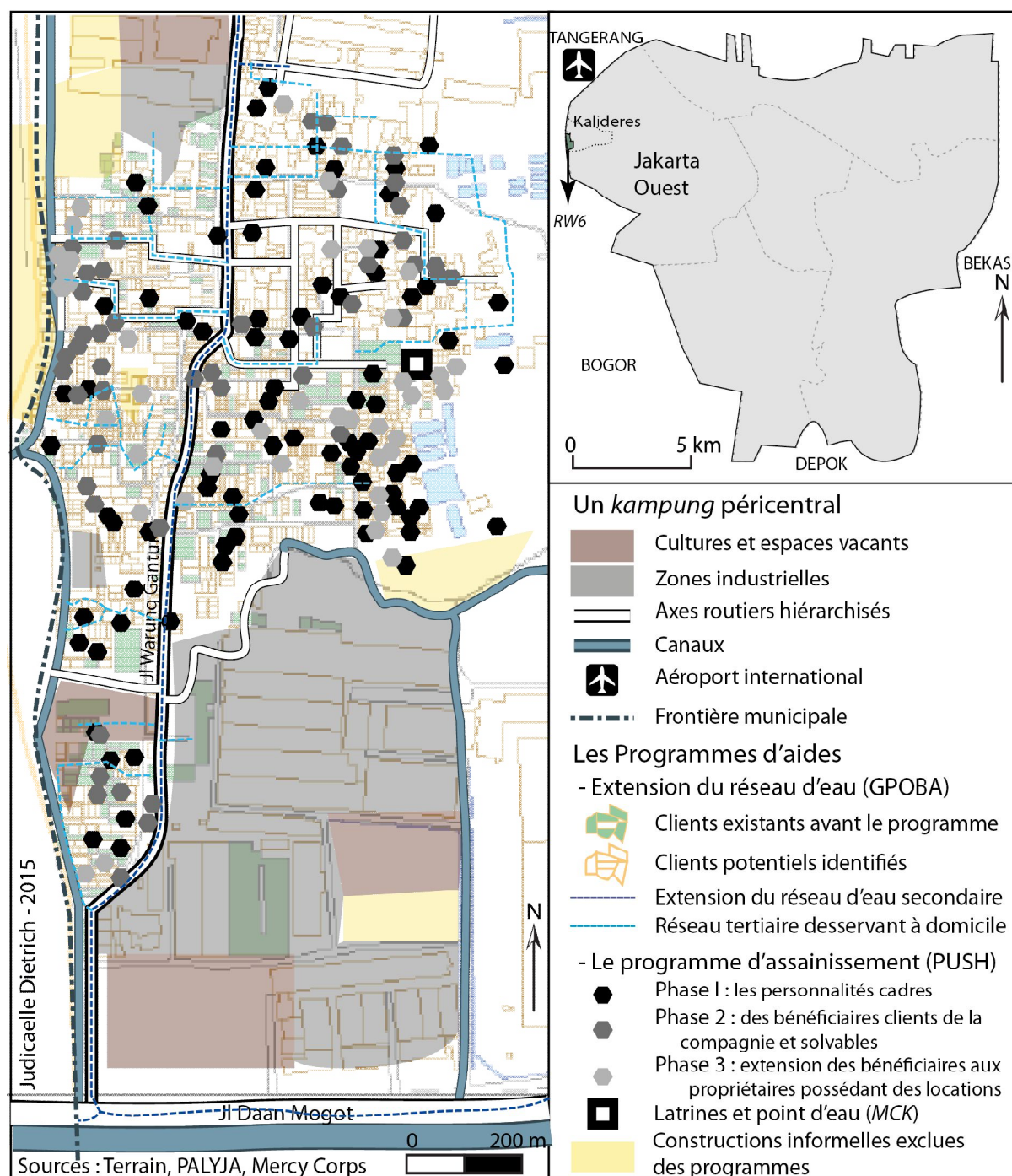
Kampung Kojan, des réalisations incomplètes, inégales voire injustes ?

Les projets d'amélioration des conditions de vie dans ce quartier situé au nord-ouest de Jakarta ont fait l'objet de plusieurs comptes-rendus entre les groupes stratégiques concernés et d'observations sur le terrain afin d'en dessiner, dans ce chapitre, les implications. En suivant chronologiquement les opérations réalisées, on mettra au jour les choix effectués dans la sélection des bénéficiaires et les conséquences à plusieurs échelles à travers une grille de lecture éthique.

Une fois le constat du sous-équipement du quartier pour l'eau ²⁷⁹ (carte 19) et pour l'assainissement effectué, l'objectif des différents programmes est de favoriser une accessibilité plus forte à l'eau propre, par le réseau officiel, et à une technologie de traitement individuel des eaux usées dans un quartier périphérique de Jakarta DKI financé dans le cadre de la réduction de la pauvreté. Les documents collectés sur ces opérations tout comme les observations effectuées sur le terrain montrent que toute la population du quartier n'a pu bénéficier des programmes : à la fin du GPOBA, en mai 2010, les 6 276 mètres de réseaux créés ont permis de connecter 563 ménages (sur les 1 780 évalués au départ, un chiffre revu à la baisse : la population cible du quartier est de 1 074 ménages soit 5 971 habitants) au réseau d'adduction en eau propre. Cela ne recouvre donc que 32% de la population du quartier ciblé.

²⁷⁸ Le propos porte ici en particulier sur les opérations concrètes mises en œuvre par des groupes stratégiques en charge de la gestion de la pauvreté, ainsi, seule une partie des terrains d'enquête est concernée : les espaces dits de l'« assistance » selon leur situation : il s'agit donc principalement du *kampung* Kojan à Kalideres (Jakarta ouest) et Margahayu à Bekasi qui ont pu bénéficier de plusieurs opérations (Banque mondiale, Fondations, PNPM, ...) et quand cela s'avère pertinent, la situation spécifique des logements sociaux sera évoquée en tant que politique urbaine.

²⁷⁹ La carte permet de mettre en évidence le faible nombre de consommateurs déjà connectés au réseau d'eau municipal par rapport à l'ensemble du quartier avant le début du projet (en vert clair) : une quarantaine sur les 1 780 ménages soit environ 2% des logements.



Carte 19 : Les programmes d'aide à Warung Gantung (Kampung Kojan) :
Sélections de bénéficiaires et exclusions des plus précaires

La création de fosses septiques individuelles devait dans un premier temps ne toucher les consommateurs de PALYJA, et même si les travaux ont pu inclure d'autres ménages, la priorité a toujours été donnée aux détenteurs d'un compte PAM (du réseau municipal) qui représentent 60% de la deuxième phase de travaux (visant 64 foyers). C'est seulement pour la dernière phase et, d'après un entretien effectué à PALYJA « pour avoir assez de bénéficiaires »,

que les non consommateurs de l'eau de la compagnie gestionnaire (dont 29 ménages sont locataires) ont été plus aisément intégrés dans le programme. Ainsi, 43 des 55 bénéficiaires de fosses septiques ne sont pas connectés au réseau d'eau dans la troisième phase qui visait une plus grande démocratisation du système.

L'implantation sélective de ces programmes d'aides s'appuie sur des critères du statut de l'espace occupé et du type d'accès à l'espace. Il s'agit ici de prendre en compte les questions foncières (occupation légale ou non, statut de la propriété formalisé ou pas) ainsi que les formes d'accès au logement (propriétaire ou locataire).

En effet, les bénéficiaires des connexions doivent pouvoir faire preuve de leur occupation légale de leur logement. La question du nombre potentiel de bénéficiaires de l'adduction au réseau d'eau témoigne de l'exclusion d'une partie des résidents du quartier. Il s'agit en fait des personnes vivant dans des logements informels (les *bangunan liar* ou constructions illégales) que le gouvernement de Jakarta interdit de connecter. Les quelque 1 700 ménages sont une estimation réalisée à partir d'images satellites mais l'étude de terrain menée par une ONG à la demande de la compagnie municipale a corrigé cette donnée afin de ne prendre en compte que les résidents considérés comme légaux, étant bien consciente des règles officielles formulées par DKI. De plus, même si presque la moitié des résidents du quartier a le statut de locataire (un des indices de pauvreté pour l'ONG établissant le profil de la communauté) seuls les propriétaires ont pu jouir du programme. Cela se constate aussi avec le second programme pour l'assainissement car quelques locataires sélectionnés pour l'implantation de fosses septiques (29 sur les 219 unités) ne sont pas des clients de PALYJA. Plus précisément, les opérations d'assainissement individuelles ont été mises en place chez les propriétaires qui louent un certain nombre de chambres à des personnes seules ou à des familles.

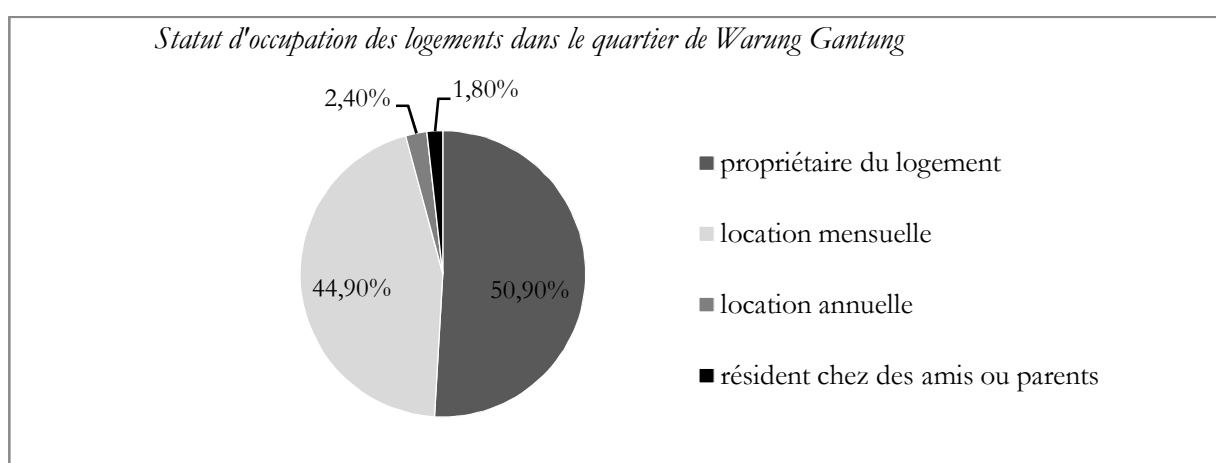


Figure 11 : Types d'occupation des logements du quartier de Warung Gantung - Kampung Kojan (Données de Mercy Corps, Survey avant le programme GPOBA en 2008)

Les 29 logements en location qui font partie de l'opération concernent 380 personnes (152 ménages), et 13 lieux bénéficiaires regroupent 277 personnes : il s'agit donc de grosses structures de locations, rassemblant de 11 à 30 personnes qui partagent un seul sanitaire (seuls deux propriétaires ont fait installer deux cabinets de toilettes, pour leurs 10 et 23 chambres à partager respectivement entre 20 et 60 locataires). Même si l'accès à l'assainissement est facilité, cela reste des conditions très contraintes et un sous-équipement manifeste.



Photographies 15 : Les logements en location à Warung Gantung. (Dietrich, 2011)

- a. Chambres en location dans un bâtiment semi-permanent à deux étages ;*
- b. Long bâtiment d'un seul niveau où sont alignés les chambres, chaque porte est une unité louée ;*
- c. Latrines rajoutées ensuite au bout du bâtiment, sous un toit en tôle.*

Ainsi, la notion de capital spatial est essentielle pour comprendre la distribution inégale d'une aide qui pourtant est sensée viser les « pauvres » donc les populations en situation de fragilité par rapport au reste de la population urbaine. Les deux programmes successifs du quartier ne visent que les personnes et ménages qui ont un accès sécurisé au foncier et au logement, amélioré par les travaux réalisés dans ce cadre, donc favorisant la plus value de ces résidences.

À cela s'ajoute le choix dans le programme d'assainissement de faire profiter gratuitement du projet certaines personnalités du quartier. La première phase du programme PUSH vise exclusivement les « cadres du quartier » : les bénéficiaires ne sont pas énumérés dans le document tableur de synthèse (annexe 4). Le don des fosses septiques est à destination des chefs de quartiers et de voisinage ainsi qu'aux personnes de confiance (*tokoh*) qui « encadrent la communauté » (entretien avec un employé Mercy Corps). Ce choix est justifié lors des entretiens au nom du principe de réalité : pour montrer l'exemple à suivre, le « bon » modèle de vie, l'ONG avec les financements internationaux (bailleurs et fondations) attribue les bénéfices de l'aide gratuitement, afin de profiter du capital social et symbolique de ces personnes à l'échelle de la communauté. Les entretiens réalisés sur place montrent par ailleurs que ces individus sont déjà

en position dominante dans le quartier, ce que l'on peut constater à partir de leur statut ou fonction. L'importance donnée à la religion et à ses hiérarchies dans la société indonésienne est alors confortée puisque la majorité des bénéficiaires sont, au-delà des chefs de voisinage et de quartiers, les personnes *Hadj* ou les responsables de la mosquée. Ils sont instruits et disposent d'un capital économique certain (capacité de financement du voyage à La Mecque, à plusieurs reprises parfois ou pour un ou plusieurs membres de la famille), en plus de leur prestige social, ce qui permet à l'ONG internationale d'appuyer la légitimité de son action. Dépassant les seules fonctions administratives et officielles de certains, les *tokoh* – personnalités de confiance non officielles mais reconnues comme telles par la communauté locale – jouissent aussi de ces « privilèges ». L'épouse du chef de quartier est souvent responsable des associations de femmes et/ou du centre local de santé et de planning familial, montrant encore leur implication au profit du quartier. Pour les habitants, leur relation personnelle avec ces responsables est essentielle car en dépendent leurs avantages et aides. Les imiter est un moyen supplémentaire de reconnaissance : c'est ainsi qu'est « justifiée » la distribution inégale des aides. De tels choix de mise en œuvre peuvent aussi s'expliquer par l'exigence de succès des réalisations des ONG.



Photographie 16 : Maison et véhicules de la famille de l'imam, bénéficiaire du programme et tokoh de la communauté

L'attribution de l'aide subventionnée (dans le cadre du projet de l'ONG) est aussi sélective en fonction des capacités économiques des résidents : si l'opération est estimée en moyenne à 10 ou 11 millions de roupies (soit 800 euros environ) (entretien auprès d'une des responsables du projet à Mercy Corps), l'ONG demande une participation de 2 millions de roupies (environ 160 euros) à chacun, le reste étant assumé par le financeur (*Suez Foundation*) pendant le temps du programme... Une somme dans tous les cas bien trop élevée pour des populations « pauvres », quel que soit le seuil choisi. Cela tient aussi aux méthodes de l'ONG puisque seuls ceux qui ont les moyens de financer l'installation (via un prêt de microcrédit si besoin, cf. chapitre 4) peuvent profiter de l'opération. En effet, tous ceux qui ont fait partie des

phases 2 et 3 du programme PUSH, doivent être capables de financer les travaux, car « la capacité à payer est une des clés de l'appropriation du projet par les communautés »²⁸⁰.

On observe donc des formes de différenciation entre les urbains à partir de leur statut dans la mise en œuvre des aides qui ne sont finalement pas destinées aux populations les plus pauvres : ces choix ne permettent donc pas de réduire les inégalités entre eux.

Ainsi, il semble que la domination économique et sociale s'impose comme mode de régulation des politiques de traitement de la pauvreté à l'intérieur des quartiers ciblés. Les critères de sélection évincent de fait certaines populations du quartier et le mode d'attribution des aides accentue localement les inégalités, isolant les zones de constructions dites illégales, les locataires en grande partie, et les personnes ayant de trop faibles revenus... autant de critères qui pourtant témoignent d'une situation de pauvreté. L'accentuation des inégalités existantes dans le quartier en fonction du capital social et économique des individus est alors inévitable.

Construction de latrines communes et « générosité » foncière

Pour toucher les populations en dehors des critères de sélection, qui n'ont pas de toilettes privées, ou dont le propriétaire ne cherche pas à améliorer les conditions de l'assainissement, le programme PUSH a aussi implanté des latrines communes avec une zone pour la lessive dont l'évacuation des eaux usées suit le même procédé technique respectant l'environnement à Warung Gantung dont le nombre estimé d'utilisateurs est de 40 ménages ; à Margahayu, l'ONG Mercy Corps a aussi réalisé deux MCK²⁸¹ ; à Bintara dans le quartier formel, c'est le programme national PNPM qui finance la construction de cet équipement.

La question qui se pose est le choix du lieu de cet équipement nécessaire au quotidien, en questionnant les facteurs de localisation et les modalités de la transaction, puisque cet espace fait l'objet d'un usage payant²⁸². Dans un contexte contraint par de fortes densités du bâti, il faut bien penser que le choix d'un endroit d'une surface suffisante est particulièrement restreint. Cependant, la récurrence du procédé doit être soulignée.

²⁸⁰ Extrait d'entretien auprès d'un agent de l'ONG, juillet 2011.

²⁸¹ Le MCK est l'abréviation du lieu rassemblant trois fonctions : *Mandi* – la douche –, *Cuci* – la lessive – et *Kakus* – les toilettes. Ce terme traditionnel n'implique pas nécessairement un équipement de qualité, c'est pourquoi l'ONG cherche à les implanter en intégrant un traitement des eaux usées avant leur rejet vers les canaux et égouts urbains.

²⁸² La somme dépend de l'usage réalisé et se paye à chaque fois. Seulement très rarement, et plutôt dans le cas de latrines communes à un ensemble de chambres en location, l'utilisation des sanitaires et points d'eau peut faire l'objet d'un « abonnement mensuel » en plus du loyer.



Photographies 17 : Les latrines communes – MCK – à Warung Gantung pour la douche (mandi) les toilettes (BAB) et la lessive



Photographies 18 : Les latrines communes – MCK – à Margahayu



Photographies 19 : Le MCK de Bintara, en construction (juillet 2012) et finalisé (juin 2013)

Dans les trois quartiers étudiés, le terrain où a été construit le MCK appartient à un résident du quartier. Les agents sur le terrain présentent la situation de la manière suivante : le terrain a été « cédé » au bénéfice de la communauté grâce à la générosité de telle personne²⁸³ ; celle-ci explique en effet qu'elle n'en avait pas l'usage et pas de besoin immédiat puisqu'elle possède déjà une maison avec le confort moderne ; dans deux cas (à Warung Gantung et à Margahayu), la nécessité d'une action envers les « pauvres » est présentée comme impérative, une sorte d'exigence morale pour la personne « à ne pas les laisser dans cette situation » (je cite la propriétaire du terrain à Bintara – en chemise à carreaux sur la photographie 19 a).

En pratique, si en effet est reconnue la nécessité de rendre accessible des points d'eau et des sanitaires dans une zone « pauvre », la localisation de ces équipements n'est pas toujours la plus proche des populations qui en auraient l'usage. À Warung Gantung (carte 19), les latrines sont strictement à l'opposé de la zone où est rassemblée la majeure partie des « constructions illégales » le long de la voie d'eau et au minimum à 300 mètres des zones informelles les plus proches. De même à Bintara, l'édification du MCK s'est faite à la frontière du quartier formel, les collecteurs de déchets les plus proches se trouvent à 500 mètres et au-delà. Les distances sont bien trop importantes pour un usage (pluri) quotidien et les populations sans accès sécurisé à l'assainissement de ces quartiers avouent ne pas avoir ou prendre le temps de se rendre jusque là-bas.

À cela s'ajoute (encore) le paiement systématique pour des populations aux revenus faibles : au gré des conversations, nombre d'entre eux soulignent qu'« au moins, le canal c'est gratuit ! ». C'est ici que se joue un élément important qui remet en question l'idée d'un « don » ou d'une « générosité » pure du propriétaire. Non seulement le donateur ou la donatrice du lieu est fortement mis.e en valeur comme un pilier bienveillant de la communauté, loué.e régulièrement par les agents extérieurs (notamment lors de l'inauguration du lieu), ce qui permet à cette personne de bénéficier d'opinions favorables parmi la « communauté », mais en plus, le propriétaire reste responsable du lieu construit et récupère l'argent des usagers pour les frais de fonctionnement (électricité notamment). Ainsi le propriétaire bénéficie de la construction gratuite d'un équipement dont il a la charge certes, mais aussi dont il peut aussi tirer un revenu. Sous couvert d'un discours paternaliste et de bienveillance « pour les pauvres », il y a bien des enjeux d'enrichissement (de personnes disposant déjà d'un capital économique et foncier certain) et de production d'inégalités à l'intérieur de la population d'un quartier dans le cadre de projet visant la réduction de la pauvreté²⁸⁴.

²⁸³ On a systématiquement pris soin de me présenter le propriétaire foncier en le remerciant pour son geste.

²⁸⁴ Il faut certes penser, dans la construction du projet, à assurer les coûts de gestion dans la durée de l'équipement en s'insérant dans le modèle promu par l'ONG qui ne cherche pas à faire bénéficier de

Enfin, à l'encontre des principes de mise en œuvre conseillés dans les projets de développement actuels dans le monde, l'ONG, maître d'œuvre des latrines, exclut la possibilité que les habitants participent aux travaux (auto-construction pour alléger les frais de main d'œuvre, et en théorie pour augmenter l'appropriation du projet par les populations ciblées) pour « ne pas remettre en question les équilibres dans la communauté »²⁸⁵. Le programme PNPM fait appel aux équipes associées aux projets d'amélioration des équipements à l'échelle de toute la municipalité (le responsable porte une veste bleue sur la photographie 19 a).

Ainsi, les rapports inégalitaires existants, loin d'être remis en cause, sont exploités par des structures issues de groupes dominants de la société urbaine (ONG, fonctionnaires) qui, par leur action dans un quartier, contribuent à les accentuer.

Modernisation par le développement : quelles conséquences pour les exclu.e.s ?

L'idée du développement est profondément ancrée dans le modèle positiviste et associée à l'idée du progrès. Ce modèle téléologique, s'appuie sur les discours de la modernisation de la société et de ses structures. Ces conceptions du développement valorisent la réalisation du bien-être collectif et du progrès par le soutien à la croissance des richesses. « *Dans cette perspective, la lutte contre les inégalités n'a pas pour vocation de corriger des injustices portant atteintes aux libertés fondamentales, à la démocratie ou aux droits de l'homme, mais bien de permettre à chaque territoire d'avoir la croissance économique la plus élevée possible pour améliorer les conditions de vie de sa population, souvent elle-même en phase de croissance.* » (Brennetot, 2011, p. 118). C'est ici la présentation d'une analyse utilitariste pour qui la justice ne peut se réaliser sans croissance ni « progrès » (Brennetot, 2011).

Pourtant, tous ceux qui ne peuvent accéder légalement à un logement ou à un terrain dépendent toujours de ces modes alternatifs d'approvisionnement, puisqu'ils sont exclus des programmes d'aide sociale ou d'amélioration des infrastructures (telles que l'extension ou l'amélioration du réseau d'eau). Ils sont donc contraints de perpétuer ces pratiques considérées comme « non modernes »²⁸⁶ et stigmatisées par les slogans des ONG.

Dans le même temps, les tarifs des vendeurs d'eau ambulants, pour ceux qui en dépendent toujours, augmentent. En effet, du fait de la connexion progressive au réseau d'eau de certains logements, ils perdent une partie de leur clientèle. Certains changent d'activité, ce qui nécessite alors de faire venir le service de plus loin, ce qui est, là encore, plus coûteux. Cet engrenage touche ainsi directement les dépenses des populations informelles ou pauvres qui

services gratuitement. En revanche, appuyer l'enrichissement potentiel de personnes déjà aisées pose question.

²⁸⁵ Propos d'un agent de l'ONG Mercy Corps à Margayahu, novembre 2011

²⁸⁶ Source : enquêtes de terrain à Kalideres, Jakarta Ouest, juillet 2011.

n'ont pu bénéficier du projet de développement, c'est-à-dire les personnes et ménages déjà les plus fragilisés, qui voient dès lors leur accès à cette ressource vitale devenir plus difficile économiquement.

Les logements sociaux sont-ils des logements de « pauvres » ?

Les deux ensembles de logements sociaux de Senen et de Bidaracina comme des quartiers considérés comme pauvres afin de comprendre le rôle de cet aménagement et sa place dans les politiques de gestion de la pauvreté et leur capacité à réduire celle-ci dans la ville. Or on l'a vu, le relogement dans ces espaces résidentiels est plus lié à la diminution des risques (à l'égard desquels évidemment les populations fragiles sont les plus vulnérables) qu'à la réduction de la pauvreté en tant que telle. En effet, les conditions d'accès au logement impliquaient des capacités économiques certaines (pour emprunter en complément du dédommagement dans le processus d'acquisition du logement).

Sans proposer une analyse exhaustive des individus et du niveau social de la population vivant dans ces ensembles collectifs²⁸⁷, quelques épisodes rencontrés sur le terrain m'apparaissent pertinents à relever dans la production de rapports de domination sur la base économique et la production de fragmentations spatiales à l'échelle de ce lieu.

Tout d'abord la hiérarchisation verticale des ménages selon leur capacité d'investissement segmentent les populations de manière manifeste : le prix des logements à l'achat dépend de l'étage (dans les logements de Senen, les prix s'échelonnaient à leur ouverture de 12,5 millions de roupies au deuxième étage, 11,5 au troisième, 10,5 au quatrième, 9,5 au cinquième et dernier étage). L'achat d'un logement en 2009, donc 15 ans plus tard, s'est élevé à 23 millions de roupies (cash, 27 millions si le paiement s'était fait en trois fois), et un appartement au deuxième étage vaut désormais 30 millions. Ainsi, les logements obtenus par une aide de l'État donnent droit à une propriété pleine et entière et à un droit de cession ou de location, puisque le certificat peut être transmis au nouveau propriétaire : c'est donc un moyen de créer un capital foncier pour les propriétaires. La location s'élève en 2012 à 5 millions de roupies par an (soit 400 euros environ) au troisième étage (un prix qui aurait donc fortement augmenté en trois ans puisque le prix de 3 millions pour l'année 2009 m'a été avancé).

L'acquisition formelle d'un capital foncier est un des éléments d'explication du départ rapide de 20% des résidents d'origine, dans les trois premières années. Ce mouvement est bien plus fort à Bidaracina où les logements sont aussi nettement plus chers : seuls 40% des premiers occupants sont encore présents. Reste que les trajectoires résidentielles des personnes qui sont parties ne sont pas reconstructibles par les entretiens puisque les enquêtés sont les individus

²⁸⁷ Parce que ce travail mérite une étude complète en soi et que cela n'était pas l'objet des entretiens réalisés sur place.

qui sont actuellement présents dans le lieu. En outre, ces théories de l'« opportunisme » des populations considérées comme pauvres est un discours principalement porté par des fonctionnaires municipaux qui poussent à ne plus investir pour créer ces ensembles de logements sociaux (un salarié du département du logement de DKI et un autre de l'aménagement et de la planification). C'est aussi cette justification qui a été mise en avant à Bekasi pour expliquer pourquoi il n'y a qu'un ensemble résidentiel de ce type dans la ville, dont les logements sont en location, et qui d'ailleurs, vise une population très précise de femme cheffe de ménage avec enfants.

Par ailleurs, des propos recueillis dans un autre lieu d'enquête (dans les zones informelles autour du chemin de fer de la gare de Senen) évoquent un passage par ces structures résidentielles dans leur trajectoire et cela a permis de mettre en évidence les facteurs de départ du lieu pour des populations en situation de précarité.

Tout d'abord l'endettement lié au processus d'acquisition s'est avéré, pour 3 personnes, impossible à assumer : on peut rappeler à ce sujet que le dédommagement de l'État pour aider au départ du quartier de Senen dépendait de la surface « acquise » par le ménage à ce moment-là et dont les personnes pouvaient prouver le périmètre. Ainsi, une surface de 50 mètres carrés était évaluée à 9 millions de roupies... mais posséder une telle surface dans la zone de Senen, extrêmement dense, est bien rare pour des personnes « pauvres ». Ainsi, de quinze ménages enquêtés – et bien d'autres occupants des lieux – restent toujours endettés auprès de l'agence du logement presque 20 ans plus tard, notamment du fait des intérêts à rembourser. D'autres donc ont dû « choisir » (ou ont été contraints par la pression de l'endettement) de partir de leur logement et de chercher un autre lieu de vie moins coûteux. Une de ces trois personnes a souligné que son départ n'était pas seulement lié à l'endettement mais aussi à leur activité de collecteurs trieurs de déchets que les voisins n'appréciaient pas. Le rejet des voisins et la pression des responsables de voisinage et de quartier sont la principale raison de leur départ :

« on aurait pu continuer à payer, mais pour rester avec ces gens-là ?... donc on a fini par partir et au moins maintenant, on ne paye plus, et c'est plus facile de travailler car là, on a la place et pas d'escaliers » (femme rencontrée sur la zone de chemin de fer à Senen).

Ce bref extrait témoigne du rejet de certaines activités à l'intérieur de ces ensembles résidentiels, ou plutôt de certaines personnes dont les activités sont clairement stigmatisées et assignées au phénomène de pauvreté. Ainsi sont repoussés certains stigmates de l'informalité et de la pauvreté afin que le lieu n'en ait pas l'image. Les règlements mis en place par les responsables locaux participent aussi à cette production de normes via l'interdiction de cuisiner

à l'extérieur du logement²⁸⁸ et de mettre en place des petits commerces de détail ou de vente à emporter dans les couloirs des bâtiments.

Enfin deux situations permettent de mettre en évidence certains arrangements possibles en lien avec les capacités économiques des ménages : une responsable de RT à Senen possédait deux logements côte à côte, au premier étage : l'achat de deux logements voisins pour un même ménage est théoriquement impossible, mais elle a ouvertement indiqué que son lien privilégié avec la personne qui attribuait les logements lui a permis d'en payer deux (il semble que cela n'ait pas été un don : elle²⁸⁹ aurait payé les deux logements et le responsable aurait masqué le fait qu'ils appartiennent à un même ménage... sans préciser l'éventuelle contrepartie pour l'opération). La capacité d'acheter deux logements de la sorte, à l'étage le plus cher indique le capital économique certain de ce ménage, et son réseau social a pu conforter ce capital. On peut ici s'interroger sur la « pauvreté » réelle de cette personne dont les capitaux économique, foncier et social se conjuguent. Le deuxième cas à évoquer est la capacité de certains à mettre en œuvre des stratégies afin de bénéficier de ce programme de relogement. Ainsi la trajectoire résidentielle d'une personne ne montrait pas d'implantation ancienne dans le quartier de Senen : celle-ci explique en effet que sa sœur, qui y vivait, lui a parlé du projet de relogement avant que les listes de bénéficiaires soient faites. Ainsi, elle et sa famille, ont déménagé chez sa sœur qui vivait depuis longtemps à Senen, dans le périmètre délimité pour l'éviction et le relogement. Ils ont donc pu revendiquer deux logements puisqu'ils constituaient deux ménages séparés : le réseau familial mis en évidence par le parcours résidentiel est ici central dans le processus d'acquisition d'un capital foncier.

Sans que ces cas puissent être généralisables, ce sont des situations ponctuelles qui restent révélatrices de détournements possibles du fait des réseaux sociaux et de certaines pratiques de clientélismes liées au capital économique de certains individus considérés comme pauvres puisque bénéficiaires des politiques dont ils sont les cibles.

²⁸⁸ La boîte de cuisson dans les ruelles est un des signes identifiés de la pauvreté car cela indique qu'il n'y a pas assez de place dans les logements pour une cuisine...

²⁸⁹ Elle affirme lors de l'entretien qu'il est impossible de vivre dans aussi petit donc qu'il lui a fallu trouver une solution acceptable, puisque sa maison allait être détruite.

❖ Inégalités de genre

Dans les structures locales, les femmes assignées aux fonctions du « care »²⁹⁰ et les hommes au pouvoir décisionnaire

Dans la très large majorité des cas, les responsables des unités de quartier et de voisinage sont des hommes. C'est seulement dans le cas du quartier de Margahayu que l'ancienne responsable du RW s'est avéré être une femme (qui tout en ayant toujours un rôle dans le quartier) n'avait plus de fonction administrative formelle.

Les opérations de socialisation pour faire connaître, proposer, et faire accepter un projet sont présentées comme des structures participatives (dont la mise en œuvre sera détaillée dans le chapitre 6). En se concentrant sur les personnes « invitées » à débattre du projet GPOBA à Warung Gantung, il faut relever la présence exclusive d'hommes. C'est auprès de ces personnes, en tant que décideurs locaux, que les agents de l'ONG font une opération de communication (partage de repas). L'absence totale des femmes dans cette première phase du projet témoigne de leur faible rôle décisionnel, acté par l'ONG alors qu'elles sont identifiées comme des groupes cibles pour diffuser des « bons comportements » et sont recrutées comme « volontaires » localement. La démarche participative aurait pu initier un échange plus global avec la population.



*Photographies 20 : La socialisation du programme GPOBA par Mercy Corps
Photographies prises par un des agents de l'ONG avec son téléphone, lors de la présentation*

La répartition spatiale des corps sexués, ou simplement l'éviction des femmes des lieux de décision du quartier témoigne des rapports de domination de sexe en œuvre. La dimension

²⁹⁰ La notion de « care » comme catégorie d'activité au prisme de la sociologie du travail est apparue aux États-Unis au début des années 1980 sous la plume de la psychologue Carol Gilligan (1982), une première base des travaux suivants qui ont contribué à la définition de ce terme... qui reste très vaste. Il s'agit de qualifier les métiers et activités liées au « souci des autres » : un ensemble d'activités à la limite du ménager, du sanitaire, du social et de l'éducatif (Cresson et Gadrey, 2004) qui implique une prise en charge matérielle, économique et psychologique (Letablier, 2001). Cela regroupe donc tout travail réalisé au service des besoins des autres (Molinier, 2004), les proches comme les personnes éloignées, les personnes « dépendantes » ou « autonomes » (Molinier, 2009).

patriarcale de la société est ainsi actée par les pratiques de l'ONG en lien aussi avec le rôle décisionnaire et/ou d'influence de certains cadres de la communauté, religieux entre autres.

En revanche, leur place n'est pas occultée mais est presque exclusivement cantonnée aux fonctions dite du « *care* », et concentrée en deux types de lieu : le poste de santé local (*posyandu*) et l'espace domestique. Elles doivent prendre en charge tout ce qui relève, dans l'encadrement de la communauté, du soin des membres. Ainsi on peut relever les quelques fonctions « cadres » exclusivement assumées par des femmes : la responsabilité du poste de santé principalement dévoué au suivi des femmes enceintes, mères et enfants en bas âge, ainsi qu'à la diffusion de la contraception, en lien avec les exigences nationales, les groupes de cuisine (utilisés comme moyen de diffusion de bonnes pratiques alimentaires équilibrées), les « volontaires » des ONG qui sont en fait des intermédiaires locales chargées de diffuser localement l'intérêt du projet à appliquer. Lors de leur présentation dans le quartier, elles soulignent, elles-mêmes ou la personne qui permet la rencontre, leurs « qualités » pour assumer ces fonctions. Trois des cinq personnes interrogées justifient de leurs compétences en tant que mère au foyer, les deux autres ont un travail salarié toujours en lien avec ce type de services puisque l'une est travailleuse domestique (à Bekasi Jati) et la seconde est sage-femme (à Warung Gantung).

Fonctions des femmes pauvres dans les discours et pratiques des acteurs internationalisés

À ces méthodes assumées et justifiées par les acteurs en charge des projets de développement s'ajoute la « valorisation » de formes de précarité des femmes de manière plus globale, notamment dans le discours d'ONG internationales. C'est ici la reproduction du système patriarcal, déjà bien ancré dans les structures traditionnelles, par les acteurs qui déclarent pourtant intervenir pour la modernisation des individus et ménages et dont on a vu qu'ils participent à la (re)production des inégalités de genre dans les quartiers de leurs actions. C'est notamment le propos porté dans l'ouvrage *Nineteen* (Kortschak, 2008), production d'une ONG « active » et reconnue auprès des fonctionnaires municipaux à différents échelons et surtout auprès des bailleurs internationaux. Ce texte déjà évoqué plus haut (chapitre 4) relate l'histoire de dix-neuf vendeurs ambulants (l'image typique du travailleur pauvre et de l'informalité dans les perceptions occidentales, et en particulier des ONG internationales). Au travers de ces récits de vie individuels transparait l'idéologie de l'ONG et les valeurs qu'elle défend :

“ Almost all of the women selling *jamu* have kids.
Selling *jamu* gives women the flexibility they need
to look after their husbands and children.”

Photographie 21 : Extrait de la première double page de l'ouvrage *Nineteen*

Sur une double page en fond noir, une seule citation relevée en blanc, à la deuxième page met en évidence ce qui semble être l'intérêt premier du métier de vente de *jamu*²⁹¹.

Est ainsi mise en avant, dans ce discours occidental, la souplesse de ce métier informel et peu rémunérateur pour les femmes, afin de libérer du temps pour leurs enfants et leur mari, tout en répondant aux normes capitalistes de la diffusion des rapports marchands : il faut souligner l'emploi du terme de « flexibilité », issu du lexique économique pour penser les questions de travail et d'emploi. L'enjeu ou l'intérêt de leur travail n'est d'ailleurs jamais évoqué dans ces opérations sauf le travail précaire leur permettant, du fait de sa flexibilité, de s'occuper de leur mari et enfants²⁹² et de tirer un maigre revenu. Sont ainsi reproduites des inégalités entre hommes et femmes et « avalisées » par les acteurs en charge de la réduction de la pauvreté.

Ce simple texte n'est qu'un des témoins de ces conceptions structurantes du rôle des femmes dans la société. Associées aux fonctions de soin et aux tâches domestiques, elles sont les seules visées par les opérations de sensibilisation pour la nutrition (accès aux protéines via des recettes de *tempeh*) et pour la santé et l'hygiène des enfants (surtout pour les moins de 5 ans). Les ONG et programmes de lutte contre la pauvreté n'intègrent que le rôle des femmes en tant que mères pour les questions alimentaires et le contrôle des naissances²⁹³.

Les différents programmes de réduction de la pauvreté évoqués ici visent la modernisation sociale et économique des populations résidant à Jakarta et dans la métropole. Cette modernisation se lit notamment sur l'équipement et le logement comme lieu central de vie. En revanche, on observe que les élites locales parviennent à participer à cette modernisation, à l'initier et à l'orienter dans les termes qui lui correspondent afin de consolider leur domination sociale. Cette approche critique montre comment la construction de groupes dominants/dominés et leurs interactions participe à la perpétuation de rapports sociaux inégaux dans l'espace urbain. C'est en cela que l'on peut parler d'une « modernisation

²⁹¹ Le *jamu* est une boisson traditionnelle à base de décoctions de plantes, permettant d'entretenir la vitalité, de préserver la beauté féminine voire de soigner plusieurs maladies. Traduction de la phrase : « presque toutes les femmes qui vendent du *jamu* ont des enfants. Vendre du *jamu* donne aux femmes la flexibilité dont elles ont besoin pour s'occuper de leur mari et de leurs enfants ».

²⁹² L'école ne prenant les enfants en charge que trois heures par jour, il est toujours difficile qu'elle puisse avoir un travail formel à temps plein qui permettrait de participer plus au budget du ménage et peut être sortir de la pauvreté.

²⁹³ Si les normes de genre, d'origine américaine, font aujourd'hui « partie de la panoplie » des ONG à l'échelle mondiale, cette question semble posée plus comme figure imposée que comme le moyen de lutter contre la pauvreté des femmes. Cette thématique apparaît plus comme une nouvelle norme à respecter sachant que la plupart des projets financés introduisent un chapitre *gender* exigé par les bailleurs (Hours, 2003).

conservatrice »²⁹⁴ afin de souligner comment ces évolutions perçues comme des améliorations peuvent être conservatrices du point de vue social. L'espace est à ce niveau un révélateur, un moyen d'appréhender ces rapports inégaux tout comme il peut s'avérer être un enjeu, un capital. Plus encore, les actions liées au traitement de la pauvreté reproduisent et s'appuient sur des rapports sociaux de domination en place permettant la perpétuation de relations dissymétriques et des inégalités. Les politiques locales, revendiquant une efficacité ciblée locale et un principe de réalité dans leur mise en œuvre ne cherchent finalement pas à lutter contre des rapports de dominations plus généraux, globaux, systémiques, dont la réitération pose des enjeux éthiques.

La production de ces rapports de domination jouent aussi sur les comportements et pratiques perpétuant des rapports de classe et de « race » en lien avec les hiérarchies sociales et spatiales inscrites dans les rapports de domination Nord/Sud.

²⁹⁴ Cette expression, utilisée entre autres par des sociologues dans l'étude du monde rural latino-américain, fait référence à l'amélioration globale des techniques et des revenus mais cette évolution ne se réalise pas dans l'intérêt des plus pauvres, voire les exclut.

5.2.2. Reproduction de hiérarchies au nom de la modernisation de la ville et de la société urbaine

Les rapports de domination s'expriment aussi dans les représentations et dans les perceptions des pratiques et usages des « Autres » par celles et ceux qui produisent les normes. Ainsi, les discours associés aux opérations de traitement de la pauvreté et les justifiant ainsi que les projections sur les espaces de la ville qui dérogent à une image de modernité participent de ces rapports asymétriques. La production d'une altérité profondément liée aux images de la pauvreté est un moyen de reproduire les inégalités en place. Cela se fait en s'appuyant sur l'espace : au final, il ne s'agit plus de dire qui est pauvre afin de mettre en œuvre une aide adaptée, mais plutôt de déterminer qui peut être considéré comme urbain ou pas et comment faire pour que ces « pauvres » évoluent comme des « urbains modernes » ou ne soient plus à l'intérieur de l'espace urbain.

❖ Représentations de l'archaïsme et rapport à l'espace

La contribution récente de Jérôme Tadié et de Risa Permanadeli à la revue *Papers and Social Representations* (2014) permet de mettre en évidence la quête de modernité et son opposé l'archaïsme à évincer des espaces et des pratiques dans la métropole. En travaillant sur l'évolution des modèles résidentiels dans la période post-coloniale, les deux auteur.e.s mettent au jour les modalités de l'aménagement urbain dans la métropole et le rôle des nouveaux espaces résidentiels dans la production de représentations, de rapports sociaux inégaux et d'un imaginaire de modernité excluant les quartiers résidentiels urbains majoritaires que sont les *kampung*, comme lieux de pauvreté et d'archaïsme. Au-delà du seul bâti, la production de la stigmatisation s'impose aussi aux personnes, à leurs pratiques et comportements, à leurs activités, ... autant de stigmates qui associent la pauvreté à la non-urbanité dans une métropole qui cherche à tout prix à rompre avec son image répandue de « grand village » (Silver, 2008).

Modernité et urbanité

Tout d'abord, le concept de « modernité » porte les choix d'aménagement de la ville depuis la colonisation (Chapitre 2). Il est réinvesti par Sukarno après l'Indépendance et les décideurs successeurs et peut se lire au travers des choix urbanistiques opérés : favoriser le trafic motorisé (avenues, échangeur autoroutier) ; promouvoir l'internationalisation de Jakarta (hôtels pour étrangers, Jeux asiatiques, hauts buildings, ...) ; aujourd'hui la quête de modernité est principalement portée par les nouvelles zones résidentielles et les opérations immobilières

qui y sont associées (les *complex* ou *real estate*). J. Tadié et R. Permanadeli (2014) démontrent ainsi que les différentes phases de grandes opérations urbaines et de modernisation de la ville (ou de certains quartiers plutôt) s'appuient principalement sur la suppression de *kampung* et de bidonvilles en instaurant systématiquement un rapport de supériorité des nouveaux quartiers par rapport aux zones résidentielles de la majorité (Menteng au XIX^{ème} siècle, Kebayoran Baru à la fin des années quarante, Cempakah Putih et PuloMas au début des années soixante ou encore Pondok Indah à partir des années soixante-dix) étant assimilés à des modèles d'urbanité et à des positions sociales supérieures (successivement colons, militaires et fonctionnaires de hauts rangs, citadins économiquement aisés, diplômés et marqués par la culture urbaine états-unienne) que l'on peut nommer classes.

Le processus de suppression des bidonvilles et de certains *kampung* associé au réaménagement urbain est directement lié au changement des cadres de propriété. La spéculation suit la croissance économique qui apporte aux élites urbaines la capacité financière d'investir dans le foncier (Fauveaud, 2013). Le contrôle de l'espace par les spéculateurs fait monter les prix : les surfaces où les bas revenus pourraient avoir un accès sécurisé à l'espace sont réduites. L'accès au logement se fait alors par l'expansion des bidonvilles existants (Silver, 2008). La spéculation foncière touche aussi les opportunités résidentielles des classes moyennes en les évinçant du centre vers le marché suburbain participant ainsi à l'étalement urbain. Toutes ces recompositions de l'espace urbain initient donc d'importantes mobilités sous contraintes produisant un nouveau groupe urbain : des populations flottantes, migrantes et faiblement stabilisées (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

Derrière ces éléments, une forme de continuité historique doit être soulignée notamment dans les rapports sociaux de domination. Si les formes d'organisation de l'espace urbain et résidentiel évoluent, la pérennité de l'« imaginaire de modernité » appuie la recomposition des inégalités sociales : les appropriations spatiales asymétriques et la stigmatisation des populations qui ne peuvent accéder à ce mode de vie témoigne des nouvelles modalités de la domination dans la ville et accentuent la perception de fracture entre les citadins.

Pauvreté et archaïsme : la non-modernité des pauvres

En plus de la stigmatisation de types d'espaces identifiés comme pauvres et non urbains du fait de leur organisation, des modalités de constructions spontanées ou avec des matériaux « non-permanents », les comportements du quotidien liés à la précarité de la situation des populations vivant dans des espaces non desservis par le confort moderne sont pointés comme des signes de pratiques archaïques et ou assimilées à « ce qu'ils font au *kampung* ».

À ce niveau se joue une stigmatisation de pratiques non choisies mais liées aux difficultés d'accès à des équipements sains et accessibles économiquement²⁹⁵. Ainsi, lors de la pré-enquête à Warung Gantung où a été mené le programme pour l'assainissement et l'hygiène (PUSH), différents critères de salubrité ont été sélectionnés afin d'évaluer les comportements de la population locale : sur les 1074 ménages identifiés « 7% pratiquent encore la défécation à l'air libre, seulement 10-20% des ménages lavent leurs main avec du savon après la défécation : seulement 28 à 39% des ménages lavent leurs mains avec du savon avant et après le repas » (Mercy Corps, p. 18, traduction de l'anglais). Si la proportion de personnes concernées semble bien faible, cette question apparaît comme centrale dans les objectifs de l'ONG : il faut relever une lourde insistance au cours des discussions sur cette pratique dite de l'« OD »²⁹⁶... expression répétée à 12 reprises en 15 minutes lors du second entretien mené à Mercy Corps avec une de leurs agents. L'identification de l'association de ces pratiques à un archaïsme se situe notamment dans l'emploi du mot « encore » (*still*) qui insiste sur quelque chose du passé qui devrait être révolu aujourd'hui. Ainsi l'ONG met en place une campagne de changement des comportements basé sur trois piliers : l'accès (évidemment, on ne peut changer des comportements si des structures alternatives ne sont pas disponibles), mais aussi « augmenter la conscientisation des gens » (les agent.e.s. insistent sur leur rôle d'éclaireur.e.s et d'éducateur.rice.s) et la « pression sociale » (« *social pressure* », l'expression est écrite sur l'*urban bulletin* de l'ONG, 2010, p. 17, en plus d'être évoquée à l'oral comme « le moyen le plus efficace » (entretien avec Heni)). On peut relever ici que la stigmatisation de ces pratiques est un outil central de l'ONG pour atteindre ses objectifs.

Sans contester l'importance de l'accès à l'hygiène, à l'assainissement, pour améliorer les conditions de vie et la situation sanitaire des populations en situation de pauvreté, il m'apparaît problématique que ce soit leur comportement en tant que tel qui soit explicitement visé dans les discours, en insistant par l'emploi de ce terme spécifiquement sur la pratique, au lieu de viser la pénurie d'équipement et l'absence de toilettes gratuites, que ce soit dans les espaces semi-privés à l'intérieur des *kampung* et des zones informelles ou dans les espaces publics et semi-publics : les seules toilettes en accès libre se situent finalement dans les centres commerciaux de haut standing où la sécurité veille et filtre les entrées : dans le cas du centre commercial Atrium (dont le public cible est plutôt la classe moyenne), à proximité de la gare de Senen, des enfants du

²⁹⁵ En effet, l'utilisation de toilettes publiques peut s'élever à la somme de 270 000 Roupies par mois (entre 20 et 25 euros).

²⁹⁶ Le terme complet d'*open defecation* soit la défécation à ciel ouvert n'a jamais été prononcé au cours de nos rencontres sauf quand je l'ai demandé explicitement : les agents de l'ONG utilisent les initiales, comme s'il y avait une forme de gêne à parler ouvertement de cette question. La signification des initiales a du faire l'objet d'une question explicite de ma part (n'étant pas spécialiste de la question et laissant ouvert toutes les réponses possibles à la question portant sur leurs actions liées à la réduction de la pauvreté) car je ne comprenais pas de quoi il retournait.

quartier informel accompagnaient un groupe de touristes occidentaux. Trois enfants sur les cinq, qui à ce moment-là ne portaient pas de chaussures, se sont vu interdire l'accès au *mall* (en tout cas sous ce prétexte s'il en fallait un). D'ailleurs, les projets portés par l'ONG ne proposent aucunement d'installation de latrines et de points d'eau gratuits.

Dans l'explication donnée à ces comportements stigmatisés, les trois agent.e.s de l'ONG mettent en évidence le fait qu'« au *kampung* », cette pratique est très répandue, en admettant d'office tout d'abord que les personnes sont migrantes et, de plus, qu'elles viennent d'un milieu rural et non d'une zone urbaine. On passe ainsi de la non-modernité des pauvres à leur non-urbanité.

Ces éléments se conjuguent avec la stigmatisation d'activités alternatives qui se maintiennent dans ces espaces. On observe, au-delà des comportements sociaux, l'intégration de nouveaux principes permettant de qualifier quelqu'un ou un groupe de « moderne » ou non. Ainsi, les vendeurs ambulants, en particulier d'eau, ne sont pas considérés comme porteurs de progrès (voire iraient à l'encontre de l'expansion des grandes firmes multinationales, cf. chapitre 4), donc ne sont pas aidés ni envisagés comme des vecteurs opératoires dans les opérations visant une plus grande accessibilité de la précieuse ressource qu'est l'eau (notamment pour l'hygiène), alors que la coexistence de systèmes alternatifs et d'un modèle centralisé est reconnue comme répondant à des économies politiques complémentaires et concurrentes (Swyngedouw, 2010).

Le processus de stigmatisation (développé plus longuement dans le chapitre 3) est un des éléments sur lequel s'appuie la domination, puisqu'il participe à la construction de catégories, afin de différencier et d'inférioriser les personnes stigmatisées par rapport aux autres. Celles-ci sont donc discréditées dans leur urbanité. De plus, même si moins de 7% de la population aurait recours à des pratiques identifiées comme archaïques, ou une minorité ferait appel aux services de porteurs d'eau, « le discrédit contamine tous ceux qui partagent les mêmes caractéristiques »²⁹⁷ (Réa et Tripier, 2010, p. 60) et notamment qui résident dans le même type d'espace urbain (identifié comme espace de pauvreté). L'infériorisation sociale s'appuie aussi sur l'infantilisation des populations considérées comme pauvres par les acteurs en charge de la réduction de la pauvreté.

Une infantilisation des populations pauvres

L'analyse des discours recueillis au gré des rencontres et des entretiens est essentielle pour comprendre les représentations à l'endroit des populations pauvres d'une part mais aussi de la compréhension qu'ont les acteurs de leur rôle et de leur mission liées à la réduction de la

²⁹⁷ L'efficacité de du discrédit généralisé à tout un groupe de personnes repose sur la propriété du stigmatisme (Goffman, 1975) qu'est la contamination.

pauvreté : les membres des gouvernements et des ONG affirment clairement leur volonté de faire de la ville de Jakarta une cité « moderne » où il faut « éduquer » les populations pauvres dans le but de les faire devenir « modernes » et donc de « bons » urbains.

Le terme « éduquer » (au sens de former ces personnes dans le but de les faire devenir « modernes ») est revenu dans plus de la moitié des entretiens des agents des ONG, qu'elles soient locales ou internationales. Parmi les populations « cibles », celles et ceux qui ont intériorisé les enseignements des agents de terrain sont estampillés « bons urbains » ou plutôt « bons élèves »... et la segmentation à l'intérieur de ces groupes sociaux (liée à la pression sociale évoquée plus haut) se fait à l'aide de marqueurs spatiaux : la méthode choisie pour mettre en évidence les bonnes pratiques à suivre en termes de comportements quotidiens et de gestes d'hygiène est de marquer les « maisons saines » (observé notamment à Margahayu et à Warung Gantung : au sticker ou à la peinture au pochoir est indiqué, sur le mur de la porte d'entrée, « *rumah sehat* » en bleu ou en vert... Évidemment toutes les maisons sans accès à l'eau ne peuvent être « labellisées » ; à Warung Gantung, les maisons non-équipées de fosses septiques avec un bio-filtre liées à l'opération menée entre autre par l'ONG occidentale Mercy Corps ne possèdent pas les critères édictés par cette dernière non plus. Dans les autres éléments d'évaluation, il ne s'agit pas seulement d'équipement avec point d'eau, douche et sanitaire, mais aussi sont pris en compte les comportements en particulier le lavage systématique des mains.

La production de cette différenciation entre les bonnes pratiques et les autres est un élément important de stigmatisation à l'intérieur d'une « communauté ». Les comportements des individus visés par les programmes d'aides sont ainsi évalués selon leur degré de modernité, en fonction de normes établies par des structures internationales, des acteurs internationaux. Cette méthode de « bons points » utilisée pour l'« éducation » des populations considérées comme pauvres est un des éléments qui montrent que le traitement de la pauvreté s'appuie sur un rapport de domination fort entre celui qui est censé aider et celui qui est censé être aidé : le second est mis en position d'infériorité, tel un enfant par rapport à un adulte, qui doit prouver au dominant comment il suit ses recommandations.

L'infantilisation est d'autant plus forte que, parmi les personnes qui ont recours à la défécation en plein air, la très large majorité se trouve être des enfants de moins de 5 ans. Ainsi la généralisation de la pratique à des ménages entiers en les associant à un usage surtout répandu chez les jeunes enfants (plus de 53% des enfants de moins de 5 ans n'utilisent pas de latrines régulièrement dans les quartiers ciblés du programme) est un élément supplémentaire de dépréciation des populations considérées comme pauvres.

Ainsi, l'imposition de ces normes comportementales par des groupes dominants porteurs d'idéologies et de principes occidentaux reproduit des rapports de domination Nord-Sud et des rapports de classe au nom de la modernisation. En effet, la conception qui cloisonne le

monde, les lieux et les personnes en fonction de leur intégration ou non dans la modernité a des implications politiques fortes, au sens premier de gestion de la cité. La notion de modernité est utilisée comme outil pour hiérarchiser les lieux entre eux : selon leur définition comme modernes (tels les nouveaux espaces résidentiels présentés par Jérôme Tadié et Risa Permanadeli (2014)) ou comme non-modernes, les seconds sont dès lors considérés comme des sites qui nécessitent un développement (celui-ci conduisant à la modernité). À partir de là, Jennifer Robinson (2006) démontre que cette classification binaire est un moyen de justifier une vaste gamme d'interventions potentielles à destination de ces lieux et des personnes qui y résident. En effet, cette manière de saisir les différents espaces de la métropole aboutit à l'idée qu'il y aurait des espaces occupés par des groupes sociaux incapables individuellement ou collectivement de trouver des réponses à leur situation. C'est donc cette entrée fondamentale qui se trouve au cœur des opérations de traitement de la pauvreté et qui légitime le rôle et la présence de groupes stratégiques, qui, dans leur diversité, auraient les moyens, par une intervention exogène, de « moderniser » ces personnes. C'est à ce niveau que se joue leur infantilisation. La dévalorisation de leurs pratiques et le fonctionnement en « bons points » des ONG produit un rapport paternaliste envers les individus identifiés comme insuffisamment modernes ou développés.

Ainsi, s'il y a en effet modernisation portée par des améliorations (l'enjeu n'est aucunement de nier l'importance de l'accès à l'eau et à l'assainissement fiable et sain) parfois techniques (sur l'installation de fosses adaptés à des espaces urbains très denses), sanitaires et sociales (développement de l'hygiène), celle-ci ne se fait pas à l'avantage des plus pauvres mais bien par leur stigmatisation et par leur oppression. C'est donc bien le conservatisme de ces méthodes qui est en question, contribuant à la reproduction de l'injustice (Bret, 2008) à l'intérieur de la société urbaine et à l'accentuation des formes de fragmentation entre les espaces et lieux considérés comme pauvres et les autres.

❖ Une urbanité coupable de pauvreté

L'infantilisation sous couvert de justification de pratiques paternalistes des groupes stratégiques dominants (ONG, gouvernements, bailleurs internationaux, en plus de toute une part de la population urbaine) contribue au sentiment de délégitimation des populations pauvres. Ce processus lié à tous les autres moyens de repousser la pauvreté en dehors des frontières de la métropole permet d'appuyer l'auto dénigrement et l'impression pour ces personnes de ne pouvoir revendiquer des droits... un droit à la ville. Les rapports sociaux de domination appuyés sur les inégalités économiques, d'accès au confort moderne et entre les classes (au sens large), contribuent aux représentations des personnes qui ne se sentent pas

appartenir à cette urbanité, trop coûteuse (posséder une automobile pour accéder à la mobilité nécessaire dans cette ville, accès individualisé à l'eau, ...). Cela se joue sur une quantité de domaines, tels que l'interdiction des *kaki-lima* (marchands ambulants) des *becak* (cyclo-pousse), autant d'activités visées par les pouvoirs publics. Ces derniers se soucient peu des mobilisations contre l'interdiction de ces transports utiles au quotidien. Une mobilisation peut être portée sur la place publique par des ONG qui, même si elles se revendiquent comme défenseur des droits des pauvres (Urban Poor Consortium par exemple) captent les voix (ou les voies) de contestation des populations opprimées (cet élément est plus développé dans le chapitre 6).

Parallèlement, les populations informelles ne sont pas un enjeu pour le gouvernement local. Puisqu'elles occupent illégalement un terrain qui ne leur appartient pas, elles seront expulsées. La justification de leur expulsion porte notamment sur leur inaptitude au mode de vie urbain : du fait de leur marginalisation systématique de toute structure officielle, ces populations sont contraintes de recourir à des stratégies informelles, notamment pour l'accès au sol, à l'emploi, au crédit ou à d'autres services spécifiques indissociables de la vie moderne. Ainsi, elles sont rapidement et facilement accusées d'être inadaptables à la vie urbaine moderne. En effet, la modernité est coûteuse et requiert la capacité de se conformer à un ensemble d'éléments que les plus vulnérables ne peuvent assumer. Ce sont donc les conditions de la société urbaines qui les poussent à chercher un mode de vie hors de la modernité, individualisé, se pliant à des rapports de pouvoir forts notamment pour leurs activités d'emploi (Bayat 2013).

La délégitimation de la voix des pauvres est aussi accentuée par le non-respect de la parole des élus (Romain Bertrand (2010) relate comment, malgré la promesse du parti PDI-P²⁹⁸ de lever l'interdiction des *becak* en échange de votes favorables, l'annulation de cette loi n'a jamais été faite officiellement par le Conseil municipal de Jakarta). S'il en restait encore, tout sentiment d'appartenance à cette communauté citadine est régulièrement contesté par les déguerpissements : c'est ici une dépossession de leur rapport à l'espace urbain d'où les victimes sont exclues.

²⁹⁸ Le Parti démocratique indonésien-Combat (PDI-P) est la formation politique de Megawati Sukarnoputri, qui fut chef de l'État de 2001 à 2004, du président actuel Joko Widodo ainsi que du gouverneur de Jakarta DKI Ahok (qui a succédé à Jokowi une fois élu à la tête du pays).

5.3. Des rapports de domination recomposés dans une métropole ordinaire

L'évolution d'une ville du fait de sa métropolisation implique des changements rapides tant dans ses espaces que dans la société urbaine (chapitre 2). Si des paysages témoignent de lieux de résidence distincts selon les populations²⁹⁹, et notamment en fonction de leur niveau de vie/de richesse, la métropolisation implique aussi la multiplication de centralités (emplois, équipements, ...) qui deviennent des lieux de rencontre, ou tout simplement de mise en contact. C'est bien ici la confrontation entre différentes échelles liée au fonctionnement métropolitain qui fait apparaître, en lien avec les recompositions sociales dans Jabodetabek, de nouveaux rapports sociaux selon les espaces de vie et de référence des populations. Il s'agit donc de prendre en compte ici les espaces dont les individus se revendiquent (représentations, échelle de référence) intrinsèquement liés à la mondialisation et la lutte des places qui en découle, au sens de positions qui permettent de « maximiser son capital économique et relationnel » (Lussault, 2009, p. 16).

La prise de valeur de certains espaces en lien avec les mécanismes néolibéraux, le rôle de l'image projetée de certains lieux, et la menace de voir sa place contestée, ... tous ces éléments sont des points de tension dans la métropole entre les groupes sociaux. L'identité à laquelle ils se rattachent s'appuie aussi parfois sur un rapport à l'espace et sur la signification qu'ils lui attribuent. Le sens que donnent différents groupes sociaux à l'espace dont ils se revendiquent, universel ou très localisé, montre en quoi les rapports de domination font espace dans la ville métropolisée et mondialisée.

Ainsi, au-delà des formes urbaines, le changement de la composition sociale de la capitale implique une recomposition des rapports sociaux dont l'espace est un des enjeux, révélateur et récepteur des évolutions des rapports de domination dans la ville en lien avec la lutte contre la pauvreté.

²⁹⁹ Ce propos doit être nuancé d'office car l'ancienneté des inégalités de richesse et de statut dans la société de Batavia et de Jakarta, avec la colonisation mais aussi avec la concentration dans la ville d'Indonésiens et d'étrangers aisés (que ce soit des noblesses ou l'émergence de cadres intellectuels, de bourgeoisie marchande, etc.) a toujours favorisé l'emploi de personnels domestiques à résidence. La co-présence (puisqu'il me semble difficile de parler de co-habitation étant donné l'importance des disparités) de populations dans ces espaces restreints existe toujours aujourd'hui (et mérite des travaux complets consacrés à ce sujet) et maintient une proximité extrêmement forte entre des niveaux de richesse différents, mais dans un cadre de domination fort, même si l'État indonésien, poussé par de nombreuses associations, tente de réguler ce système et de mettre en place des droits pour les employés domestiques.

5.3.1. De la mondialisation du traitement de la pauvreté à la recomposition des rapports Nord/Sud

Dès le premier chapitre de ce travail a été mis en évidence l'aspect mondialisé de la pauvreté. Depuis ses définitions jusqu'à sa lutte comme exigence globale, ce rapport social implique des acteurs « du monde », universels et universalisés. En contrepoint, c'est à l'échelle locale que s'appréhende la persistance de la pauvreté et que sont mises en place des actions visant la réduction globale du phénomène.

En lien avec la stigmatisation de la pauvreté présentée plus haut, les manières de « traiter les pauvres » par des conceptions et des pratiques paternalistes, l'aide internationalisée est souvent dénoncée comme un néocolonialisme qui contribuerait à maintenir des pays entiers dans une situation de domination. L'objectif de ce passage est de voir en quoi la gestion de la pauvreté témoigne de la métropolisation de Jakarta donc des recompositions sociales et des rapports sociaux. Il s'agit de questionner les implications de l'introduction de l'échelle internationale ou globale dans certains quartiers pauvres de la métropole afin d'aller à l'encontre de l'idée que seules quelques points « modernes », du *CBD* et des lieux de résidence d'expatriés seraient la seule forme de mondialisation de la métropole.

Que l'on parle des acteurs – en particulier les groupes stratégiques internationaux aux individus membres des « classes globales » (Sassen, 2010) – ou des normes des politiques de lutte contre la pauvreté – notamment par la normalisation des valeurs à l'échelle globale appuyée entre autres sur les droits de l'homme universels – la pauvreté associée à certains espaces produit une confrontation des échelles en certains lieux précis et met ainsi en évidence la recomposition de rapports de domination Nord/Sud, de l'Occident envers le reste du monde en lien avec le processus de mondialisation.

Il ne s'agit pas ici de nier les implications d'autres phases de la mondialisation, qui a commencé à impulser ses mécanismes anciennement à Jakarta, notamment du fait de la colonisation, mais justement de voir en quoi la mondialisation s'est recomposée tout en permettant la réitération de rapports inégalitaires.

❖ La « classe globale » face à la pauvreté

Prenant acte des flux d'idées et de capitaux à l'échelle globale et en ayant pleinement conscience des mobilités internationalisées des populations issues des anciennes métropoles coloniales, aussi parce que certaines d'entre elles ont eu les moyens et ont participé à ces différentes mobilités, la pauvreté devient une des thématiques de contact entre personnes

pauvres et personnes « de l'Occident » qui, selon leurs moyens (compétences, ressources économiques, ...) contribuent à certaines actions de réduction de la pauvreté dans la métropole.

À partir de plusieurs situations rencontrées sur le terrain, moments ponctuels ou des organisations plus systématiques, il s'agit de montrer en quoi cette question de « classe globale », de rapports racisés et de relations nord/sud s'est imposée comme grille d'analyse des rapports de domination associés au traitement de la pauvreté.

Une chercheuse occidentale en position de domination

Ma propre situation en tant que jeune chercheuse occidentale à Jakarta est un élément important qu'il a fallu gérer et appréhender pour comprendre tant les projections que j'envoie que les représentations sur ma position, un biais central dans l'enquête et dans les relations créées sur place, et une ressource pour entrer dans certains lieux et aborder quelques sujets.

Lors d'une rencontre organisée par un tiers avec une députée en campagne. L'objectif était de questionner une responsable sur le rôle du Parlement provincial (DPRD) dans les politiques votées et les grandes orientations et/ou priorités. On se situe moins d'un mois avant le premier tour des élections pour la province spéciale. Avec une heure de retard, Rany arrive et je lui présente mes thématiques de recherche dans la ville et l'objectif de l'entretien. Intéressée, elle revendique le fait d'être très ancrée sur le terrain et de prendre très à cœur la situation d'un quartier de sa circonscription qu'elle présente comme « pauvre ». Il se situe à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau de l'aéroport international, au Nord Ouest de la province (DKI), à Cengkareng. Afin de me montrer « vraiment ce que c'est que la pauvreté » et de voir les actions qu'elle mène, elle m'invite donc quelques jours plus tard à me rendre là-bas avec elle pour qu'elle me présente ses réalisations ; elle me pousse par la même occasion à aller y faire des enquêtes et veut surtout « *aller donner à manger aux pauvres du quartier* » (une opération courante durant la période du jeûne du Ramadan). [...] Trois jours après [le 23 juillet 2012], j'attends au point de rendez-vous, à l'entrée d'un très grand *mall* du Nord de Jakarta à 16h, accessible par le réseau de Bus et site propre (le *TransJakarta*). Trois quart d'heures plus tard arrivent son « *staff* » (quatre jeunes militants du Parti Gerindra en chemise à carreaux (dans les couleurs de la campagne), et leur responsable (en chemise blanche) m'annonce l'absence de la députée « qui a une réunion imprévue » mais qu'elle m'invite tout de même à me rendre dans son quartier avec eux. Elle m'appelle sur le téléphone de celui qui apparaît être son chef de campagne et s'excuse [...] Nous prenons donc le 4x4, la route est assez longue puisque nous arrivons sur le lieu à 18h. Nous sommes attendus par un groupe important d'hommes et de quelques femmes, un abri est installé avec un sol sur pilotis recouvert de nattes, des banderoles « Gerindra »³⁰⁰ pour les élections pendent le long des piliers ; deux petites nattes sont aussi au sol. Les hommes présents me sont présentés au fur et à mesure, le chef du quartier et du voisinage, le propriétaire en face où ont été fait les plats, l'imam, ... pas de « pauvres », en tout cas, je ne vois aucune organisation qui permettrait une distribution de repas. Il faut attendre l'heure de la rupture du jeûne donc une télévision est allumée afin de donner le signal. Je fais quelques photographies, en attendant, aussi pour ne pas m'installer et laisser l'événement se faire. Ensuite, le chef de campagne prend la parole afin de présenter le « moment ». On m'invite à m'asseoir : je m'installe à proximité, au pied de l'abri... il n'y a

³⁰⁰ Le *Gerindra* est le nom condensé du Parti pour le Mouvement de la Grande Indonésie (*Partai Gerakan Indonesia Raya*).

que des hommes sous l'abri, les femmes sont assises sur les nattes étendues au sol. (Il me semble impossible de ne pas m'asseoir à leur niveau). Il remercie les personnes présentes pour leur accueil et excuse la députée, débordée de travail. Il explique qu'elle a « envoyé sa meilleure amie [je ne l'ai rencontrée qu'une seule fois], miss Judi pour la représenter [...] son amie de France qui travaille sur ... sur ... »... Il apparaît bien embêté de devoir présenter ma thématique de recherche sur la pauvreté dans la ville... je lui souffle que je travaille sur l'urbanisation, il me sourit, et reprend ce que je lui ai dit. Puis il rappelle les engagements de Rany, ... (toujours aucune trace d'une distribution de repas) et il invite l'imam à réciter la prière. Les assiettes sont disposées au centre de l'abri et on m'invite de nouveau à prendre place sous l'abri et à me servir. Je reste sur le côté ; la rupture du jeûne commence ; je vais m'asseoir par terre avec les autres femmes,... le chef de campagne, après avoir insisté pour me faire venir sous l'abri finit par venir s'asseoir au même niveau que moi.



*Photographies 22 : Rupture du Jeûne dans la circonscription d'une députée (Jakarta Nord)
Opération de campagne pour sa réélection au Parlement local de Jakarta*

Cette anecdote permet de poser plusieurs points. Là encore il s'agit de montrer que les opérations de communication en lien avec un affichage de gestion de la pauvreté n'impliquent que les personnes-cadres d'un quartier considéré comme pauvre. Le bienfaiteur (dans ce cas la bienfaitrice) est ainsi mis en valeur et sa promotion est assurée par l'événement et par les personnes qui vont diffuser l'idée de son rôle majeur. L'autre élément a été l'usage de ma position de chercheuse et d'occidentale³⁰¹ : à partir de la manière dont j'ai été perçue et accueillie, ma place aurait été avec les hommes en tant qu'invitée et non parmi les femmes, à côté mais séparées. Alors que je suis une femme, ma position d'occidentale impliquait une place différente des autres indonésiennes, marquant mon statut de dominante. Et cela permettait de « compenser » l'absence de la personne attendue tout en marquant le moment et soulignant le réseau social du personnage de la députée, qui serait en lien avec des « classes globales »... sauf que la thématique de ma recherche risquait d'être mal perçue par les personnes qui nous

³⁰¹ Par ma personne, je représente un grand nombre de différences non négligeables dans les relations qui se tissent entre le chercheur et la population étudiée même dans sa diversité. L'altérité prime dans l'échange. C'est un fait que dans le modèle scientifique positiviste on a tendance à vouloir nier ou à ne pas vouloir voir. Ayant été marquée par ce type d'approche, l'idée d'un point de vue objectif dans la recherche pousse à la négation ou à l'omission du rôle de la personne du chercheur ou de sa subjectivité (Renganathan, 2009). Or la reconnaissance de ce rôle est primordiale pour intégrer la nature située de cette recherche (Pillow 2003).

accueillaient (manifestement pas pauvres) : si l'objectif était d'avoir un repas de soutien politique, il ne fallait pas que les participants puissent croire que ce soit une distribution de charité de la députée qui ne verrait dans ce quartier que des pauvres à aider.

La mise en relation de chercheur.e.s occidenta.les.ux sur la pauvreté est évidemment un des principaux marqueurs de la mondialisation de la question et de son traitement dans la ville. Ces capacités développées par des membres de la classe globale contribuent à faire évoluer la situation de pauvreté d'un quartier tout en le maintenant comme un lieu considéré comme pauvre.

Drainer des compétences et valoriser un lieu

La concrétisation de réseaux sociaux à l'échelle internationale entre membres de la classe globale se concentre en certains lieux de la métropole. Au-delà des bureaux des grandes instances globalisées, certains points semblent privilégiés, témoignant de la capacité de certaines personnes à appuyer leur démarche contre la pauvreté avec l'intervention de personnes extérieures, voire étrangères, et d'en tirer des bénéfices.

Certains lieux sont ainsi privilégiés dans la métropole dans la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté. On l'a vu avec la zone de Warung Gantung (Jakarta Ouest) où la succession des opérations permet une forte amélioration des conditions de vie pour une partie des résidents, ce qui a été notamment possible par la volonté de quelques personnes expatriées à PALYJA (Suez) de faire de ce quartier spécifiquement un espace type (voire vitrine) de l'amélioration par l'accès à l'eau et à l'assainissement.

On peut penser aussi au quartier d'action de l'ONG Ciliwung Merdeka à Bukit Duri. Le responsable de cette structure, Romo Sandiawan, est parvenu à développer des réseaux internationaux afin d'améliorer les conditions de vie dans cet espace vulnérable aux inondations et aux déguerpissements. Ainsi, depuis la recherche action menée par Pauline Texier dans le quartier (Texier, 2011), de nombreux chercheur.e.s et volontaires sont venus aider ce quartier (masterants, doctorants, militants, membres d'ONG internationales ou des observateurs de méthodes participatives). Un des principaux enjeux pour Romo Sandi est d'éviter une éviction générale des résidents dans d'énormes tours³⁰² et de proposer un modèle de logement alternatif *in situ*. La publicité de sa lutte et le grand nombre de personnes issues de la classe globale est une véritable opportunité pour déclencher des aides et des soutiens dans sa mobilisation et notamment a permis d'attirer l'attention du nouveau Président Jokowi. Ainsi, mobiliser la classe globale dans ces situations locales est un moyen de protéger ce lieu de toute menace d'éviction,

³⁰² Le projet présenté par le département de l'aménagement de Jakarta DKI est de construire une énorme barre en travers, au-dessus de la rivière Ciliwung avec des piliers de part et d'autres sur les rives. Si cela semble déjà une prouesse technique dont la possibilité reste contestable, l'appropriation par les populations locales et concernées est totalement occultée.

notamment du fait que ce quartier, déjà observé et connecté, pourrait faire émerger une véritable contestation de l'action publique. Si certains ont qualifié Bukit Duri d'« autoroute de la recherche », le quartier est aussi devenu « intouchable ».

Dans les deux cas, Warung Gantung et Bukit Duri, la succession des opérations facilite les prochaines à venir. En effet, la population résidente a pris l'habitude de ces interventions, s'est avérée réceptive aux différentes méthodes mises en œuvre, et capable d'intérioriser un discours normalisé à l'échelle globale. Ainsi émergent des espaces de l'assistance où la population a identifié la possibilité et l'opportunité de se mettre dans cette interrelation Nord/Sud et qui parvient à tirer parti des projets mis en œuvre tout en se mettant en position d'espace considéré comme pauvre et méritant une aide.

Dans le contexte de Jakarta, certaines ONG et associations d'aide aux populations considérées comme pauvres et de réalisation des projets de développement semblent s'opposer aux politiques qui arrêtent, poursuivent, enferment et expulsent les « informels ». Parallèlement, ces groupes stratégiques participent aussi à la construction d'un discours appuyant les représentations de l'altérité et cherchent à rappeler ces populations à un certain ordre social, un ordre urbain (urbanisé et/ou moderne) vers lequel il faut tendre.

La spatialisation des inégalités à l'échelle mondiale est associée à une compréhension polarisée du monde entre les « Autres » et « nous » ; si c'est deux catégories sont toujours très difficilement définissables par des contours précis, on a vu en quoi cette question est liée aussi au développement et à la modernité (Robinson, 2006). Or cette partition spatiale peut se comprendre à des échelles plus fine qu'une division de pays sur un planisphère, car elle appuie des rapports sociaux qui se posent aussi à l'échelle de tout individu, mais surtout à l'échelle des métropoles où se croisent, se rencontrent parfois et se côtoient différents groupes sociaux, des classes, qui portent cette partition du monde dans leurs actions et leurs représentations.

Le tourisme de la pauvreté : une visite rentable de quartiers précaires

Dans le souci de profiter aussi de ces interrelations entre populations pauvres locales et classes globales, mobiles, au capital social et économique important, un militant pour les droits des pauvres a monté sa propre ONG avec son épouse : Interkultur, pour mettre en commun des cultures. Son objectif est clairement de tirer parti des mobilités internationales constitutives de la métropolisation de la capitale indonésienne afin d'aider les populations de quelques quartiers du « Jakarta caché ». Il a donc créé le *Jakarta hidden Tour*, dans plusieurs quartiers de la ville, et entre autres dans le bidonville du chemin de fer de Senen. Ce procédé rappelle d'autres visites de bidonvilles indiens ou *favelas* de Rio qui posent comme ailleurs des questions éthiques fondamentales.

Lors de la première rencontre avec Ronny, il insiste sur deux éléments principaux : tout d'abord, il accumule les preuves de son appartenance à la « classe globale », parlant l'anglais, le néerlandais, le français et ayant probablement des notions d'autres langues européennes, et relate ses voyages en Europe, les villes où il est passé etc. L'autre point est l'accusation véhémement envers le gouvernement indonésien qui le harcèlerait du fait de son action auprès des instances internationales et de la mauvaise image qu'il donnerait de la ville. Localement, lui et son épouse sont apparemment très bien accueillis, notamment du fait de l'aide qu'ils apportent à certaines personnes des quartiers lors de leurs visites. Si parfois il y a eu des soupçons d'évangélisation (puisque'ils sont protestants) notamment du fait des bibles et des ressources de l'école informelle qu'ils ont créé fournies par une église, leur discours est très mesuré et ne prône aucune conversion³⁰³. En revanche, plusieurs éléments soulignent le fait que leur approche, même si elle a le mérite d'exister et se fait sans doute de manière très sincère, reproduit des rapports de domination lourd appuyant des rapports Nord/Sud clairement empreint de néocolonialisme.

Tout d'abord, le couple ne vit pas dans les quartiers qu'ils font visiter et n'ont pas d'autres revenus. Ainsi le prix de la visite, qui s'élève à 500 000 roupies par personne (45 euros), leur permet –d'après eux – de faire vivre l'ONG (la connexion internet et le site de l'ONG m'ont été cités en frais lourds) d'après eux, sans bénéfice personnel ; la moitié serait reversée « aux pauvres »³⁰⁴. La moyenne de 95 personnes par mois permet tout de même de dégager 45,5 millions de roupies soit environ 3800 euros.

Par ailleurs, sa démarche, qu'il lie à sa charité chrétienne, est assimilée aussi à son rôle en tant que « passeur » entre Occidentaux (dont il indique systématiquement le pays d'origine) et Indonésiens. Venant de Manado, il explique en effet la proximité historique de son ethnie avec l'ancienne autorité coloniale néerlandaise pour deux raisons : d'abord, alors qu'ils auraient été assez peu islamisés, les catholiques auraient plus aisément été convertis au protestantisme du colonisateur d'une part : le lien religieux aurait créé une relation privilégiée entre les colonisateurs et les colonisés de cette région. L'autre facteur serait la spécificité de la couleur de peau de son ethnie en Indonésie, plus claire, plus blanche, qui aurait permis aussi plus de mélanges avec les Européens. Le réinvestissement de ce passé colonial comme crédit de son action interroge forcément dans un contexte où il cherche à utiliser les nouvelles formes de la mondialisation comme le tourisme.

³⁰³ À Bintara, la volonté d'évangélisation est bien plus agressive dans l'école d'une américaine qui vit dans le quartier.

³⁰⁴ Ils déclarent faire du microcrédit pour les personnes qui ont un projet, payent un médecin à proximité, afin que les gens malades puissent s'y rendre quand ils en ont besoin, financent la scolarité de certains enfants méritants en plus d'opération de distribution de chaussures, de matériels d'école, etc.

En tant qu'occidentale présente sur le terrain, mon positionnement a dû aussi être clarifié, car rapidement, il a insisté pour que « mon livre mette en avant son action », a cherché à me mettre en garde si je venais seule dans le quartier et a voulu m'orienter vers certaines personnes en qui il avait confiance. Parallèlement, sans dire que j'ai pu sortir des rapports Nord/Sud liés à ma propre identité et en tentant de prendre en compte ma position éminemment dominante dans cet espace, j'ai tenté de ne pas être associée à ces moments de visite touristique et à ces échanges de services rémunérés. Ainsi, cela m'a permis d'observer le rituel de ces « tours » et de montrer aussi aux personnes locales avec lesquelles je travaillais quotidiennement que je n'étais pas simplement de passage un après-midi³⁰⁵.

L'arrivée du couple avec des touristes est souvent annoncée de loin car un groupe d'enfants se met souvent à crier pour les accueillir. Un par un, ils vont saluer les visiteurs en disant « bonjour » en anglais, et font le salut traditionnel respectueux en Indonésie (c'est-à-dire qu'ils prennent la main de l'adulte et posent leur front dessus). Pendant que les touristes prennent quelques photos avec les enfants et du lieu, l'autre conjoint du couple va acheter des beignets ou des fruits pour leur groupe auprès des vendeurs locaux, puis s'isole et distribue 1 000 roupie par enfant qui court après eux. Les sourires et les échanges divers sont de mise. Beaucoup d'expatriés découvrent en effet une partie de la réalité de la pauvreté à Jakarta et débloquent des fonds ou essayent de soutenir certaines actions (sorties pour les enfants, dons alimentaires pour la fin du ramadan, ...) de l'ONG.

Finalement, les personnes bénéficiant de leur aide sont en fait les personnes qui entrent explicitement dans la mise en scène, acceptant tout sourire de montrer leur situation à des étrangers (leur pièce de vie, leur abri, ...) qui sont en fait souvent les mêmes, et les enfants qui en tirent aussi leur parti. En revanche, les personnes plus discrètes sont invisibilisées. Enfin, le discours de Aneke (l'épouse de Ronny P.) est très critique envers ces populations « qu'il est très difficile d'éduquer » et qui seraient totalement perdues sans elle. Leur approche très paternaliste de la situation accentue les rapports de domination en mettant les populations du quartier en situation de devoir demander leur aide.

³⁰⁵ Si, éthiquement, cette méthode de mise en tourisme de la pauvreté me gêne personnellement, je ne voulais pas empêcher ce couple de faire ce qui leur semblait important, car cela permet en effet de faire rentrer des sommes conséquentes dans le quartier. Afin de ne pas être associée à une touriste de plus, et pour m'insérer dans le quartier, j'ai alors choisi de m'investir dans l'école informelle que ce couple a créé – concrètement, il s'agit d'une pièce de 5 mètres carrés... donc les cours se font en extérieur. Cela me permettait d'apporter une partie de ce qui correspond à ce que je suis comme enseignante, d'assurer une présence quotidienne dans le quartier et quand cela s'est avéré nécessaire, de mettre en contact certaines personnes avec des structures plus importantes : par exemple contacter l'ONG Hellen Keller pour un enfant qui avait besoin de lunettes.

On observe dans ce cas des pratiques qui s'affichent contre la pauvreté mais qui perpétuent une vision très misérabiliste de la pauvreté et des pauvres qui ne peuvent s'en sortir sans les bienfaiteurs et sans les quelques sous du touriste étranger.

❖ **Recompositions des rapports Nord/Sud**

En prenant en compte différentes manières d'appréhender l'espace et la pauvreté, en termes de pratiques (tourisme), de concentration d'attention en un lieu (espace aidé), ou par l'analyse des positions des individus lors d'un événement particulier, on observe que les rapports Nord/Sud restent prégnants dans l'appréhension du phénomène et la manière de le traiter. Par ailleurs, les normes internationales clairement issues des principes et points de vue occidentaux sont diffusées par le biais d'ONG et de membres de la « classe globale » qui s'associent et se revendiquent de ses principes pour défendre les droits des pauvres.

« Si les ONG véhiculent bien des modèles alternatifs, comme dans le passé, elles jouent aussi un rôle pédagogique central dans la diffusion des normes et valeurs occidentales dans les autres sociétés. A ce titre, elles ont à voir avec l'altérité[...]. Elles vantent encore, pour certaines, la dignité locale, mais pour la plupart elles agissent au nom d'une société civile mondiale virtuelle, dont elles tirent leur mandat tout aussi virtuel. » B. Hours, 2003, p. 13

Cette citation de Bernard Hours synthétise non seulement les rapports de domination en place dans cette relation entre aides et aidés (« pédagogique ») lié au paternalisme précédemment évoqué, mais aussi la spatialisation de ces rapports inégalitaires profondément ancrés dans des relations asymétriques Nord-Occident/Sud (ONG comme pôle de diffusion vers les périphéries) et le mythe d'une universalité sous couvert d'occidentalisation. Ce privilège de production de normes dans tous les domaines sociaux est porté par des populations blanches³⁰⁶ ou occidentales, par des personnes qui se revendiquent de principes universels, globaux et globalisés émis en et par l'Occident...

L'autre élément lié à la reproduction des rapports Nord/Sud est la généralisation que cela implique dans la compréhension de la métropole de Jakarta. C'est la perpétuation d'un

³⁰⁶ « Le "blanc" désigne plutôt le fait de jouir de ce que l'on pourrait appeler une certaine « transparence sociale ». Cette transparence sociale suppose que l'on n'a pas à endosser de marque infâmante, quelle qu'elle soit (couleur, voile, accent, patronyme...), et qui donne en effet le privilège d'être socialement interpellé comme une personne, plutôt que comme un individu métonymique constamment ramené à un prétendu groupe, une entité, altérisé, minorisé. » Dorlin, 2009, p. 13.

mode colonial/impérial qui partitionne les villes entre celles qui sont modernes et celles qui seraient en besoin de développement (Robinson, 2006).

Il ne s'agit pas de dire si Jakarta se situe dans une partie ou une autre... là n'est pas la question bien au contraire. Dans ce lieu où se concentrent une diversité de populations, l'enjeu pour comprendre la perpétuation de rapports sociaux de domination est la perception des uns par rapport aux autres, le traitement des uns par rapport aux autres, ancré dans des représentations qui, elles, sont bien souvent binaires. En tant que personnes (représentant et actant pour les groupes stratégiques) la justification de leur action se pense par l'explication de comment devrait être le monde (ou la situation) d'après leurs représentations, les idées portées. De plus, la manière de traiter les populations considérées comme pauvres, infantilisées, par des comportements paternalistes (même s'ils sont sincères et de bonne foi) contribuent d'une part à la production d'une altérité insoluble, et d'autre part à la mise en œuvre localement des rapports Nord/Sud : ceux qui se revendiquant porteurs des idées et principes du Nord, du développement, de la modernité, imposent localement aux « Autres » les pratiques, comportements, usages, types d'espaces qu'ils devraient avoir, en tant qu'urbains, en tant que migrants, en tant que pauvres, en tant que femmes, etc. « *Les multiples aspects que revêt ce contrôle des places et des mouvements imposés [...] sous-tendent une hiérarchie sociale et spatiale inscrite notamment dans des rapports de domination Nord/Sud* » (Guenebeaud, 2015, p. 295) qui traversent les politiques de réduction de la pauvreté actuelles

5.3.2. La « lutte des places »

La³⁰⁷ prise en compte des rapports de domination dans le traitement de la pauvreté est ancrée dans la compréhension de la dimension spatiale de la société à toutes les échelles. Il s'agit par-là de comprendre la régulation politique (au sens de gestion de la cité) qui organise pouvoirs, activités et populations mais aussi les mécaniques des corps et des tensions qu'elle révèle entre la position sociale d'un individu, les normes d'usages de l'espace et l'emplacement choisi ou subi. Le contexte de pression voire de conflit, que Michel Lussault qualifie de « régime pseudo-libéral des places » (2009, p. 139), est lié à la multiplication des concurrences individuelles et des groupes qui cherchent à légitimer leur « place » et à l'essor des règles et procédures visant à contrôler, voir interdire, le déplacement des individus.

³⁰⁷ D'après le titre de l'ouvrage de Michel Lussault, 2009.

❖ L'« ethnicisation » du rapport à l'espace

Depuis les pratiques de l'espace, la légitimité plus grande liée à l'ancienneté d'une occupation, et des revendications associés à quelques formes d'« *égoïsme territorial* » (Davezies, 2015), la compréhension fragmentée de la population urbaine par les assignations ethniques est un moyen complémentaire de justifier des rapports de domination ou au moins un traitement différencié des individus et groupes selon leur appartenance « ethnique »³⁰⁸.

Se mêlent ici quantités de préjugés et d'essentialisations dont les fondements sont éminemment contestables. Mais la mise en avant d'une différenciation profonde entre les gens de Jakarta, les *Betawi*, et les « autres », portée sur la place publique par la politisation de groupes institués a de réelles implications dans les représentations et dans la manière d'appréhender l'espace. S'il est nécessaire de revenir sur une délimitation de l'identité *betawi*, il faut rappeler que le fait de s'identifier comme « *asli* » (d'ici) au cours des enquêtes, cela peut évoquer simplement des gens nés à Jakarta (mais pas nécessairement les parents), ou des affiliations beaucoup plus anciennes. De plus, si la frontière est nettement marquée entre Jakarta et Tangerang (dans cette ville de la banlieue Ouest, les personnes s'identifient comme des gens de Banten, le nom de la province), à Bekasi, les « locaux » se disent *betawi*.

Cet attachement étroit au territoire *betawi* est apparu au cours des entretiens, notamment par des locutions explicitant formellement l'opposition entre « eux » (*mereka*) et « nous » (*kita*, les *betawi*) participant à la production d'une alterité. La référence à l'espace est d'ailleurs récurrente. Ainsi, une femme âgée de Bekasi Jati affirmait :

« On n'est des gens d'ici, c'est notre terre [tempat kita], ce n'est pas n'importe où ! »

L'enjeu en géographie posé par cette identité *betawi* revendiquée est la mise en avant de l'autochtonie qui donneraient des droits spécifiques (ou plutôt amoindrirait les droits des « autres », tous les allochtones évidemment en large majorité dans une ville qui a connu une croissance rapide) en plus de dénoncer une situation estimée comme « injuste » : la pauvreté des membres de cette ethnie.

³⁰⁸ À plusieurs reprises, il m'a été conté qu'avoir des voisins « *batak* » était difficile car (en plus de boire de l'alcool... parce qu'ils sont chrétiens) les densités sont moindres d'où ils viennent par rapport à Java donc ils parlent fort et sont donc très « envahissants » alors qu'à Java, les densités sont telles qu'on a pas besoin de crier pour se parler entre voisins...

Encadré 12 : Identité et ethnie *betawi* : définitions ambiguës et ancrage Jakartanais

À partir des travaux de Romain Bertrand (2008, 2010), cet encadré présente brièvement l'histoire du groupe social qui s'identifie *betawi* ou plutôt l'histoire de cette idée afin de questionner l'ethnicité de cette identité revendiquée.

Les *orang Betawi*, d'après le recensement de 2005 appuyé sur l'auto-désignation « ethnique », représenteraient 27,6 % des habitants de Jakarta (une donnée indicative mais à prendre avec prudence). Les membres de ce groupe se définissent comme les descendants des primo-occupants de Jacatra (avant même donc l'arrivée des Hollandais), donc comme les seules personnes qui seraient historiquement originaires de Jakarta (*asal*³⁰⁹, au sens d'origine, géographique et généalogique). L'historien ne manque pas de souligner la très grande difficulté pour vérifier cette information, dont les évocations dans les sources (elles-mêmes peu abondantes) apparaissent en pointillé. Étymologiquement, le terme malais désigne la capitale coloniale Batavia (le lieu) et non une population spécifique. Cette catégorie dans les recensements coloniaux n'apparaît qu'en 1893.

L'objectif ici n'est pas de retracer toute la trajectoire historique de cette identité, mais de mettre en évidence les implications de l'apparition d'une « cause *betawi* » depuis les années 1970 et son évolution récente, depuis la fin des années 1990 avec la constitution d'institutions ethnicisées tel que le Forum l'union *betawi* (*Forum Betawi Rempug*, FBR)³¹⁰ afin de faire reconnaître les « droits des Betawi ».

La politisation récente de la question est notamment liée au gouverneur Fauzi Bowo³¹¹ (élections de 2007) qui s'est, pour la première fois, présenté comme garant des intérêts de la communauté *betawi*, issu lui-même d'une riche famille qui s'identifie à ce groupe. Il fait pression pour que soit reconnu le « privilège ethnique ». Il faut aussi souligner l'alliance avec des groupes musulmans conservateurs, en mettant en avant leur « héritage malais » (religieux et linguistique).

L'identification de la pauvreté de tout ce groupe social est évidemment contestable mais quelques proximités sont à relever. Romain Bertrand rappelle que, au XIX^e siècle, « la « culture *betawi* » se distingue finalement très peu de celle des quartiers miséreux pluri-ethniques de Batavia », populaire mais « originelle », avec un faible niveau d'éducation³¹² :

³⁰⁹ Cette notion « d'origine » a longtemps été occultée par la volonté de Soekarno de former l'unité indonésienne, tout comme la religion, la race, les nations ou l'ethnie (*sukubangsa* peut être traduit littéralement par « nations ethniques » et évoque plus l'ethnie que la nationalité), afin d'aller à l'encontre de toute forme de régionalisme et d'indépendantisme, l'Ordre Nouveau a favorisé la réification des identités « ethniques » (diviser pour mieux régner) de plus en plus politisées aujourd'hui, à l'ère de la *Reformasi*. Le symbole en est la mise en scène de la diversité ethnique indonésienne à Taman Mini, le parc d'attraction créé par la femme du Général Suharto dans le sud-est de Jakarta où chaque type de maison selon les îles, les régions et les ethnies est reconstitué.

³¹⁰ Qui porte aussi le nom de *Forum kesaudaraan Betawi* (FKB) soit forum de la solidarité *Betawi*.

³¹¹ Depuis plusieurs années, il est le secrétaire général du Groupe consultatif de la communauté *betawi* (Bamus) : une plateforme d'organisations financièrement soutenue par la municipalité et qui compte le FBR dans ses rangs. L'enjeu politique du scrutin d'août 2007 a ainsi été énoncé en termes de loyauté « ethnique ».

³¹² D'après l'analyse grammaticale de B. Anderson, le *betawi* serait plutôt un argot urbain, beaucoup moins local : il évoque un « parler de migrants » nourri par les vagues successives de nouveaux arrivants dans la capitale (soundanais, javanais, Bugis, balinaï, Minangkabau, chinois, etc. et aussi quelques traces de néerlandais).

La « culture betawi » n'est donc peut-être que le nom d'emprunt récent d'une culture populaire urbaine coloniale, dont les principaux topoi se sont cristallisés dans les dernières décennies du xix^e siècle au prisme du regard infâmant que portait sur elle la bourgeoisie métisse et européenne. La géographie de l'ethnonyme correspond aujourd'hui encore à celle du déclassement social : les orang Betawi sont majoritaires dans les quartiers les plus pauvres de Djakarta, en particulier dans certains districts de Tanjung Priok, à Tanah Abang et le long des berges de la Ciliwung. (Bertrand, 2008, p. 187, d'après Shahab et Budiati (2000))

Cette spécificité des *Betawi*, comme des personnes peu formées est revenue à plusieurs reprises au cours des entretiens, tant auprès des populations des quartiers d'enquête qu'auprès de certains membres de groupes stratégiques. Cette affiliation est un des arguments pour expliquer des situations (ou plutôt de naturaliser des rapports sociaux) et de justifier des facteurs d'inégalités mais aussi un type de rapport à l'espace.

D'abord³¹³, l'ancienneté (de fait) de leur présence dans un quartier donne des possibilités d'accumulation d'un capital foncier sur lequel s'appuieraient les *betawi* pour vivre et dégager des revenus (notamment par la location de chambres à des personnes identifiées comme migrantes). Ce comportement de « rentier » des *Betawi* les pousserait plus à investir dans le foncier que dans l'éducation et la formation (dont l'absence de diplômes ou à un moindre niveau en serait le témoin) et les motiveraient moins à se battre sur le marché du travail. En tout cas, c'est la position présentée tant par des migrants que par des « locaux » affirmant que les personnes en migration, portées par un projet et une nécessité de réussir, auraient plus de volonté et d'investissement dans le travail et envahiraient les postes disponibles, à tous les niveaux de qualification ; en contrepoint, c'est la « fainéantise » des *Betawi* qui est pointée, ou la quête de la facilité. De plus, ce projet de carrière appuyé par des études supérieures valide des compétences spécifiques nécessaires dans la métropole : c'est ce que revendique une des fonctionnaires du département de l'aménagement de la municipalité de Bekasi estimant qu'« *il n'y a pas les compétences ici* » et que c'est pour cela qu'elle (javanaise, ayant fait ses études à Bandung) a été recrutée. En contrepoint, les migrant.e.s sont parfois associé.e.s à des personnes qui ne sont que de passage, faiblement attaché.e.s à leur lieu de résidence puisqu'ils rentrent systématiquement au *kampung* pour les fêtes (à la fin du ramadan, le quartier est vide !) : ils s'enrichissent à la capitale, où ils n'investissent pas (puisque'ils louent), thésaurisent en renvoient

³¹³ Le paragraphe retranscrit des interprétations de situations locales élaborées par les enquêté.e.s. Il s'agit donc de les prendre comme telles, témoignant de ressentis et de représentations évidemment dépendantes de la position sociale dans laquelle se trouvent les personnes. Sans avoir un traitement systématique de ces informations, leur récurrence dans différents quartiers témoigne, si ce n'est pas d'une réalité concrète, de perceptions importantes qui contribuent à comprendre les rapports sociaux en place à Jakarta.

l'argent à l'extérieur, où ils possèderaient une belle et grande maison ! Jakarta serait donc volée car la redistribution des richesses ne se feraient pas à l'intérieur de la métropole.

On peut relever ici l'importance de préjugés mixés à quelques éléments concrets appuyés sur la propre expérience de chacun : victimes de la migration ou fainéants, propriétaires³¹⁴ et locataires, la stigmatisation est réciproque témoignant d'une volonté de légitimation qui ne s'appuie pas sur les mêmes critères afin de contester la présence ou le pouvoir de l'« Autre ». En associant ces rapports sociaux et relationnels à l'idée d'« ethnie » (qu'importe son existence réelle, légitime ou pas), ces discours imposent une vision fixiste de la société métropolitaine et binarisée.

Ainsi, à partir du fort sentiment d'être brimé et d'impression que leur pauvreté est due aux modifications récentes de la composition sociale de la métropole en plus d'une histoire marquée par leur soumission, aux colons et à l'élite javanaise, la politisation du discours *betawi* s'affirme en se dirigeant explicitement contre les migrants qui seraient responsables de leur déclassement :

« Fils et filles [de la communauté betawi], notre responsabilité collective est d'instaurer la paix, la tranquillité et la beauté dans le pays Betawi, qui est devenu la capitale de l'Indonésie. Pardonnez les offenses d'autrui, être toujours conciliant et n'être jamais méprisant, favoriser le consensus : telles sont les caractéristiques des Betawi. Mais à compter d'aujourd'hui, il nous faut nous lever et unifier le peuple Betawi afin de résister aux migrants, qui sont grossiers, arrogants, égoïstes, méprisants, et qui ne respectent ni n'apprécient le peuple autochtone Betawi. Nous avons eu bien assez de péchés et de barbarie : chaque goutte de sang betawi doit se payer d'un océan de sang. [...] Si nous ne nous attelons pas à faire changer les choses, nos enfants seront maintenus dans le silence, tout comme nous l'avons nous-mêmes été. Mais si nous luttons, si nous mettons à bas ce système, alors peut-être réaliserons-nous dans l'avenir notre vision des Betawi devenus les jawara [champions] de leurs propres quartiers ! »³¹⁵

Romain Bertrand (2010) qualifie de véritablement « xénophobe »³¹⁶ ce discours à l'encontre des migrant.e.s. La stigmatisation de ces derniers est appuyée par l'affirmation d'un

³¹⁴ Les propriétaires ne sont pas nécessairement des gens « riches » mais il est mis en valeur ici une différenciation dans le niveau de précarité, en fonction du capital des individus.

³¹⁵ Pamphlet du FBR de 2002, cité en traduction anglaise dans D. Brown & I. Wilson, *Ethnicized Violence: The Betawi Brotherhood Forum in Jakarta*, Murdoch University, Asia research Center, 2007, p. 19, traduction en français de Romain Bertrand, 2008, p. 190.

³¹⁶ « *Orang betawi penduduk asli atau pendatang* », *Kompas*, 28 août 1999.

discours conservateur musulman dénonçant leurs « mœurs arriérés » (là encore l'archaïsme est réactivé : les migrant.e.s seraient « mal » ou « pas encore » islamisé.e.s.). Les revendications territoriales³¹⁷ portent principalement sur une « préférence » dans l'allocation de terrains, un allègement des taxes commerciales, et le soutien à la création de salles de sports³¹⁸ et maisons de la culture. Si cela s'est manifesté tragiquement contre des « étrangers » comme étaient perçus les Sino-indonésiens³¹⁹ lors de la crise de 1998, la stigmatisation de l'« Autre » vise aussi fortement les vagabonds (*gelandangan*). L'autonomie régionale liée au processus de décentralisation peut aussi attiser ces différenciations et contribue à expliquer la politisation de ces revendications.

En pratique, sur le terrain, le contrôle de l'espace local ne peut se comprendre seulement en termes « ethniques », qui évidemment est lié à la position économique (en particulier à leur capital foncier) des individus : les propriétaires qui possèdent des chambres en location (Warung Gantung, Bintara, Margahayu) ou qui revendent l'accès à quelques services fondamentaux (Senen, voir le chapitre 4) mettent en place un rapport de domination économique, et le rapport « ethnique » s'y conjugue sans être exclusif.

Le rapport de force est notamment appuyé par les coalitions possibles entre personnes qui se revendiquent *Betawi*. Ainsi, une javanaise ayant épousé un *Betawi* à Bekasi Jati souligne d'abord le fort égo des membres de cette ethnie : « Ils pensent qu'ils sont toujours les propriétaires légitimes de la terre et veulent tout contrôler » déclare-t-elle, et elle appuie sa remarque en expliquant que, pendant les élections locales (des chefs de quartier et de voisinage), les *betawi* préfèrent systématiquement voter pour le candidat de la même ethnie, qu'importe ses projets.

Ainsi, à Margahayu, le chef de quartier (RW) et l'ancienne personne détenant ce mandat (aujourd'hui RT, représentés sur la carte 13) sont les deux principaux pourvoyeurs de logements en location. La seconde dispose à la perpendiculaire de sa maison de cinq portes (terme utilisé pour chaque chambre) louées à 400 000 roupies par mois (soit deux millions en revenu mensuel) et de huit autres, un peu plus loin, à 250 000 roupies. Cela équivaut au triple du salaire minimum.

³¹⁷ Le secrétaire général de la Fondation pour les *betawi* (*Yayasan Warga Betawi*), K.H. Zaenudin, par ailleurs prédicateur renommé et ancien président du Parti de l'étoile-Reformasi (PBR, parti islamiste), déclarait par exemple : « *il est temps pour les betawi de devenir les rois de leur propre ville* », *Beritajakarta.com*, 4 avril 2007.

³¹⁸ Principalement autour des arts martiaux dont la plupart seraient affiliées à des réseaux de crime organisé.

³¹⁹ Les populations chinoises ont de manière récurrente subi des discriminations et des attaques physiques. L'histoire de la ville de Jakarta est marquée par plusieurs épisodes de massacres visant les Chinois, notamment suite à la crise de 1965, sans compter toutes les réglementations limitant les droits des non-Indonésiens, en particulier portant sur les activités commerciales dans lesquelles seraient fortement impliqués ce groupe national.

Enfin, l'affiliation à la communauté *Betawi* plus institutionnalisée peut s'avérer être une véritable ressource. Dans le quartier de Bintara, une dizaine de maisons en dur ont été construites au cours de l'année 2013 (à partir du mois d'avril), au sud du périmètre du projet. Pour deux d'entre elles (où un entretien a pu être réalisé pendant le temps de l'enquête), les occupants ont affirmé que c'est par le FBR que leur installation a pu être réalisée, après leur éviction de Prumpung (Jakarta Est). On peut donc noter ici qu'au-delà d'une simple représentation communautaire et/ou politique, le forum et les liens ethnicisés peuvent s'avérer être des ressources en termes de réseau social facilitant l'accès à un logement.



Photographies 23 a b et c : Nouvelles maisons en construction au sud de Bintara

L'apparition de ces logements s'est faite sur la zone du projet résidentiel alors que celui-ci n'est pas encore lancé. Ces maisons ne sont pas intégrées au complexe planifié, puisque l'entreprise demande un dédommagement de 600 000 roupies par mois. Les occupants, locataires (doivent payer 800 000 et 1 000 000 de roupies par mois), affirment ne pas maîtriser les conditions de construction de ces maisons mais revendiquent leur affiliation au FBR qui est leur intermédiaire principal. La situation foncière reste ambiguë car l'entreprise aurait autorisé une présence pour dix ans et les maisons sont construites avec autorisation de construction mais sans posséder le terrain (*tanah garap*).

Ainsi, l'appartenance au réseau communautaire ethnicisé apparaît donc comme un capital social, c'est-à-dire un réseau plus étendu de relations sociales, qui donne accès à des ressources. Une des familles rencontrées dans ces maisons permanentes semble pourtant « pauvre », en tout cas l'activité de ses membres (mendiants et chanteurs de rue) laisse penser que ce ne sont pas des personnes dans l'aisance (de fait, ils sont quinze à vivre dans le même logement, avec des liens familiaux (générations issues de frères et sœurs)). Mais l'insertion dans leur réseau et leur coopération à plusieurs permet de maximiser les bénéfices matériels possibles. C'est à ce titre que Mona Fawaz (2008) montre en quoi les réseaux sociaux sont des canaux essentiels pour l'accès au logement.

❖ Entrer dans la ville... et à son service

La dimension spatiale des rapports de pouvoir : l'accès au logement sous conditions

Si pour une partie certains rapports de domination sont ethnicisés, la majeure partie est appuyée sur le capital foncier, ou plutôt sur la légitimité foncière liée à l'ancienneté. Ce rapport à l'espace qui donne de la valeur à la première personne arrivée ou la plus anciennement reconnue se retrouve à toutes les échelles : à l'échelle de la métropole où l'on distingue les personnes qui sont nées à Jakarta et les « autres », migrant.e.s ; à l'échelle d'un quartier où les premiers arrivants parviennent à mettre en place un réseau au service de leur pouvoir. Il s'agit ici de voir qu'au-delà de « rapports de domination » (qualifiant des relations sociales produites par des systèmes tels que le patriarcat ou le capitalisme, et s'appuyant sur des structures : sexe, race, classe, ...) la gestion locale de quartiers « pauvres » s'appuie notamment sur des « rapports de pouvoir ». Cette expression permet de désigner le pouvoir d'une personne ou de quelques individus sur un groupe de personnes fondé sur des relations interpersonnelles.

En effet, l'accès à la ville au sens large, c'est-à-dire au logement, au marché du travail, à un terrain reste éminemment conditionné à la « bienveillance » d'un puissant : une aide ou une faveur dont une personne bénéficie et dont elle en est ensuite redevable sous diverses formes. À l'échelle locale, les relations interpersonnelles témoignent souvent de formes de clientélisme.

La revendication de l'ancienneté dans la maîtrise du sol est récurrente et apparaît comme une légitimation du pouvoir d'une personne sur les autres. C'est dans les faits ce qui explique l'organisation spatiale des collecteurs de déchets à Bintara, dont l'arrivée dans l'espace métropolitain est directement liée à leur réseau social.

Ce groupe de personnes vient exclusivement de Karawang, c'est-à-dire le département (*kabupaten*) voisin, à l'est de celui de Bekasi. Cette migration de proximité – puisque le trajet ne représente qu'une heure et demie à trois heures, selon le mode de transport adopté (moto ou bus) – s'ancre dans des réseaux fortement spatialisés et des trajectoires récurrentes témoignant de la perception de la métropole comme un passage pour permettre une ascension sociale ou simplement répondre aux besoins pendant une période, en lien avec un moment de vie. Les activités au *kampung* sont exclusivement concentrées dans le secteur primaire (agriculture, pêche, et revente parfois, dans le cas des poissons).

L'organisation des collecteurs de déchets apparaît très hiérarchisée. Un patron (*bos*) gère une dizaine de familles ou d'employés. Le travail d'enquête montre que les premières installations remontent à 2006, de manière très ponctuelle mais se sont surtout développées à partir de 2010. Le premier installé construit un abri et commence son activité ; rapidement après, il cherche à faire venir quelques voisins, qu'il accueille dans « son logement » en

agrandissant la construction. Le parcours migratoire est donc très encadré puisque les employés et le patron sont issus du même village dans la plupart des cas.

Une *pemulung* de Karawang synthétise son métier :

« Ici on vend des déchets qu'on nettoie d'abord, on pèse, et le boss envoie, y a un autre boss au dessus à qui il revend ensuite. Seulement après, le tout va à la fabrique [Usine de recyclage]. Si je pouvais vendre directement à la fabrique, je pourrais vendre plus cher mais il faut avoir de l'investissement (*modal*), en plus de tout l'argent nécessaire pour manger pendant un mois. Du coup, après une semaine de collecte, on envoie au boss et on a l'argent pour manger la semaine d'après. Le jour de pesée, c'est tous les 10 jours. Mon boss vend surtout des verres d'eau Aqua, environ 75 kg. On [tous ses employés] doit ramener 50 kg minimum. Il a 5 anak buah [employés], en gros on ramène 1h kg par jour par personne mais y a aussi d'autres déchets, 7 ou 8 catégories chacun. On peut revendre plus cher si on a nettoyé les plastics, sinon, c'est moins. Y a jusque 12 sortes de plastiques différents. »

La femme d'un patron liste ses frais liés à son statut :

« On est neuf à vivre ici : on paye 80 000 Rp pour l'électricité à la personne de devant qui tient le warung, et 130 000 Rp par mois pour l'espace dont 50 000 pour Pak Ginul [l'intermédiaire de l'entreprise].

Il faut environ 800 000 Rp pour construire sa propre chambre et jusque 2,6 millions pour devenir boss. À cela il faut ajouter les frais au quotidien : l'argent pour manger (*uang makan*) : 10 000 par repas, 30 000 par jour, que l'on met en dette, donc entre 200 et 300 000 par semaine selon le nombre d'enfants ; Si quelqu'un est malade, on peut faire crédit aussi ; Si un employé veut changer de boss, le nouveau boss doit rembourser la dette à l'ancien, et se fera rembourser par son nouvel employé. »

Une autre *pemulung* indique sa dépendance longue auprès du boss : il m'a dit « il me faudra 10 ans pour le rembourser, alors je ne peux pas partir ! »

Si certains présentent le logement comme « gratuit », il est en fait payé par les employés qui ramènent les kilos de plastiques, cartons et métaux triés. Pour s'intégrer dans cette organisation, il faut donc accepter un rapport de pouvoir très fort qui limite les choix : le patron local, qui avance l'argent nécessaire à la nourriture hebdomadaire, s'arrange (cela a été explicitement présenté comme cela) pour que ses employés soient toujours endettés auprès de lui, afin de les maintenir dans la dépendance. Il est en charge d'assurer l'accès au sol pour ses employés, qu'il doit payer à l'autorité (privée et informelle).

La photographie suivante montre la diversité des catégories de déchets triés. Ainsi, il y a un gros travail de tri avant de pouvoir déposer les déchets et les faire peser (chaque catégorie ayant un prix spécifique).

Bos Dawang

79 ³	NASO	20 x 3100	= 62000
	hdg	77 x 3700	= 284900
	PK	29 x 3000	= 87000
	Ench	21 x 3000	= 63000
	Hem	21 x 900	= 18900
23 ²	Imple	21 x 800	= 16800
	MN	32 x 2800	= 92800
	REKRE	4 x 300	= 1200
	klas	73 x 6800	= 313600
	JU	5 x 4500	= 22500
	W	3 x 5000	= 15000
	TALI	77 x 300	= 23100
	HU	6 x 3500	= 21000
39 ³	PR	26 x 1800	= 46800
	Alor	1 x 700	= 700
	Korun	4 x 1500	= 6000
	APS	1 x 1200	= 1200
	Komr	17 x 3200	= 54400
	Kabung	47 x 3100	= 145700
	PS	6 x 4800	= 28800
	KL	12 x 800	= 9600
70 ⁴	APS	66 x 2000	= 132000
4 ⁴	Korun	40 x 1800	= 72000
	KL	66 x 1000	= 66000
	Korun	3 x 1500	= 4500
	WU	9 x 1000	= 9000
228 ¹⁰	PR	210 x 1400	= 294000
	KSM	23 x 1800	= 41400
179 ¹⁹	BUREA	160 x 900	= 144000
			<u>2069400</u>
			2327800
			<u>258400</u>

Dietrich, 2012

Photographie 24 : : Facture du Bos Dawang :

Selon le type de déchets, le poids collecté (en kilogrammes) et le prix de la matière (en roupies), il calcule la somme totale qu'il doit payer à ses employés et son bénéfice à la revente

Le rôle des réseaux dans la production et le maintien de logements « informels » est identifié depuis le début des années 1970 avec les travaux de John Turner (Turner et Fitcher, 1972). On observe en effet, dans le cas de Bintara que les implantations entre 2010 et 2013 semblent être la structure la plus efficace et adaptée à l'utilisateur pour l'accès à un logement pour des urbains à maigre revenus, en opposition au logement public qui ne répond que peu à leurs besoins économiques, sociaux et culturels, tout en organisant un rapport de pouvoir extrêmement fort appuyé sur l'endettement individuel auprès de celui qui dispose d'un petit capital (on voit sur la photographie que le boss manipule une somme de plus de 2 millions de roupies par jour de pesée).

De plus, des rapports hiérarchisés extrêmement forts se mettent en place car l'organisation du travail maintient un endettement permanent des employés³²⁰, en échange du

³²⁰ Le terme même d'employé en indonésien me semble lourd de signification : *anak buah* est l'expression utilisée : *anak* voulant dire enfant, et *buah*, le fruit. Il s'agit probablement de projections d'une occidentale

toit et du repas (ou de l'argent pour manger selon... on parle de *uang makan* – indemnités de repas – en dette auprès de l'employeur. De plus, si le ou la collecteur a besoin d'un outil ou d'un charriot (*grobak*), il faut aussi le louer au « boss ». Pour sortir de ce système, l'endettement est aussi nécessaire, d'abord pour la construction d'un abri et pour assumer les frais de vie sur place :

Le nouveau tenancier du *warung* à l'entrée affirme devoir payer 150 000 par mois à l'entreprise (c'est plus cher car il a une activité économique) et il devrait déboursier 150 000 roupies par jour pour rembourser le crédit qu'il a pris afin de mettre fin à la dette contractée auprès de son ancien « boss » et acheter le *warung*. Il déclare alors : « En plus, c'est la saison des pluies, les gens sortent moins, actuellement, je ne peux payer que 50 000 par jour, donc c'est un problème, mais je ne peux pas payer 150... tuez moi tout de suite ! pourquoi me mettre autant de pression ! »

On peut donc constater que les hiérarchies sociales dans lesquelles sont encastrés ces réseaux (hommes/femmes, jeunes/vieux, membres d'une même famille ou d'un même groupement géographique (village)) influencent les opportunités de marché. L'insertion dans la ville est bien moins « spontanée » qu'elle n'y paraît : les implantations informelles ne sont pas anarchiques mais révèlent une organisation appuyée sur ces réseaux sociaux³²¹. Ces derniers établissent des rapports de pouvoirs qui, du fait de leur « administration » localisée et de leur réponse à un fort besoin de gestion des déchets, sont profondément intégrés à la métropole³²².

La production de classes précaires au service d'une métropole ordinaire

Dans les espaces dits informels comme à Bintara, on observe une diversité de petits emplois de service urbains, de services à la personne, et de commerces, qui répondent directement aux besoins immédiats de l'espace urbain et de ses habitants. Si les collecteurs de déchets sont nettement majoritaires, beaucoup d'autres métiers existent localement, depuis le chauffeur de taxi ou de cyclopousse (*becak*) aux activités de services pour répondre aux besoins locaux. On peut penser notamment aux petites structures de ventes, alimentaires et du quotidien, en plus des services de petite restauration. Toutes ces activités participent donc directement au fonctionnement de la ville palliant les limites des instances publiques à les prendre en charge.

sur la situation mais l'emploi de cette expression m'apparaît comme un élément supplémentaire marquant le rapport de pouvoir. Plus qu'employé c'est peut-être le mot de « subordonné » qui pourrait qualifier plus précisément la position sociale de ces personnes. D'ailleurs le terme même d'« employé » dit que la personne concernée est instrumentalisée par l'employeur.

³²¹ Smith (1982) identifie des réseaux de logement comme des réseaux sociaux qui rassemblent un groupe d'acteurs et d'institutions qui échangent des ressources visant la production de logement : les ressources (terre, matériaux de construction), la nature des liens établis (réciprocité) et les acteurs.

³²² Les organisations locales et « informelles » sont développées plus précisément dans le chapitre 6.

On peut aussi noter que, si elles travaillent à l'extérieur du domicile, certaines femmes résidant dans les maisons permanentes sont employées dans les complexes résidentiels aisés voisins (au sud, de l'autre côté de *la Jalan kalimalang*) pour faire des travaux de lessive et exceptionnellement de cuisine. Ce ne sont pas des domestiques à résidence mais elles participent donc aux services à la personne à proximité.

La différence des activités selon l'appartenance au groupe social des résidents reconnus ou des occupants considérés comme informels permet de pointer aussi l'acceptation variée de ces populations par le reste des urbains. Si quelques un.e.s. peuvent entrer dans leurs domiciles, d'autres restent aux limites des complexes résidentiels et doivent négocier avec les gardiens pour accéder aux poubelles et récupérer des déchets à valoriser ensuite. Si la gestion des déchets contribue évidemment à la gestion de la ville, celle-ci est « réservée » aux classes les plus précaires, invisibilisées et en dehors des politiques de lutte contre la pauvreté.

C'est pour qualifier ce nouveau groupe social dans les métropoles que Saskia Sassen³²³ évoque les « classes globales précaires » en parlant notamment des migrants internationaux illégaux dans les villes globales (Sassen, 2009). Sans qu'ils soient étrangers, on observe à Jakarta, la présence de groupes aux caractéristiques semblables : des migrants du reste du pays se sont installés dans la métropole, le plus souvent sans autorisation, informels ou clandestins. La présence et le maintien de cette classe dans la ville globale s'expliquent par la forte demande en main d'œuvre moins chère. Ces migrants sont prêts à faire pression sur leur qualité de vie afin de proposer leur force de travail à un coût moindre, en particulier du fait de leur situation économiquement et légalement précaire. Leur précarité est forte au regard de la pression des instances formelles à l'échelle des municipalités (chapitre 4) mais aussi à l'échelle locale. D'après Aika Kurusawa (2009), la fonction principale de la gouvernance locale assurée par les chefs de quartier et de voisinage est la mobilisation des populations pour soutenir le gouvernement notamment dans le « processus d'exclusion des personnes indésirables », (p. 66, texte en anglais traduit) au-delà de ce qui est statué dans la loi. Ainsi, ces personnages administratifs ont le moyen d'exercer un pouvoir fort sur les résidents notamment par le biais de la rétention ou de retard dans les lettres de recommandations indispensables à toute requête administrative.

³²³ Saskia Sassen cherche notamment à expliquer en quoi l'informalité dans la ville et dans la métropolisation est nécessaire du fait de l'évolution de la Division Internationale du Travail dans ces espaces spécifiques de la mondialisation. L'idée ici, sans prétendre que Jakarta aurait les mêmes caractéristiques des « villes globales » de New York ou de Londres, cette approche peut être déclinée à une autre échelle, ou à un moindre degré : Cette analyse des « classes globales » est pertinente pour comprendre les recompositions sociales des métropoles et les raisons du maintien de situations individuelles et collectives, de personnes et de quartiers précaires, dans un contexte où l'argent et les capacités ne manquent pas.

Si certaines activités sont nécessaires, voire indispensables et légitimes d'après de nombreux auteurs³²⁴, la stigmatisation et l'exclusion des (ou par les) politiques urbaines témoignent d'un traitement ségrégatif de la population qui s'appuie sur la précarisation de certains groupes sociaux.

Pour conclure, l'idée d'une dualisation sociale dans les métropole est à nuancer, car on observe plutôt une segmentation de la société et des groupes sociaux à tous les niveaux et notamment à l'intérieur du vaste ensemble de populations « considérées comme pauvres ». S'il y a des luttes, ou au moins des concurrences pour les places dans l'espace urbain, les ressources individuelles et de certains collectifs apparaissent centrales pour pouvoir tirer parti des positions et des aides associées à la lutte contre la pauvreté.

Évidemment, l'analyse proposée ici a un biais fondamental : les personnes rencontrées et dont la parole a pu être recueillie sont celles qui sont, qui vivent, qui n'ont pas eu les moyens ou n'ont pas voulu sortir de ces espaces de la pauvreté. Pour une part majeure, les populations qui restent dans ces zones informelles sont celles qui n'ont pas réussi à en sortir et qui n'ont souvent pas ou que peu de capacités à se projeter dans l'avenir. Leur quotidien fondé sur la survie ne permet pas la contestation ne se sentant pas légitimes à revendiquer le moindre droit. C'est là un des enjeux fondamentaux de la pauvreté : l'acceptation et l'intégration de la domination et de leur situation de précarité sans conscience de leur place dans la société urbaine. Pour d'autres, rester peut être le moyen de tirer parti des inégalités donc de bénéficier d'une position supérieure afin de profiter d'avantages certains. Ainsi, entre espace subi et espace choisi, le lieu de vie ne suffit pas pour qualifier la pauvreté d'un individu et encore moins sa position sociale par rapport aux autres.

³²⁴ Gérard Verna précise que les activités informelles ont un versant socialement important : ces actions et formes d'emploi illégales bénéficieraient d'une certaine légitimité auprès de la population dans son ensemble, notamment du fait de leur utilité mais aussi parce qu'il est parfois très difficile de satisfaire les exigences légales pour des raisons matérielles, à cause d'une bureaucratie écrasante qui multiplie les obstacles, et/ou pour des raisons financières (on peut penser aussi à la corruption systémique des fonctionnaires en place). Le « manque » d'éducation en moyenne et surtout hérité des décennies précédentes d'une partie de la population limite aussi la compréhension de lois complexes.

CONCLUSION

Depuis l'Indépendance, les régimes successifs se sont employés à assurer la modernisation du pays et de Jakarta en suivant le modèle du développement. La modernisation des structures économiques et sociales via la néolibéralisation des formes de gouvernance sont permises par la mise en œuvre de politiques urbaines ayant véritablement cette visée.

Cependant, le travail de terrain permet de mettre en évidence le fait que les modalités de l'action contre la pauvreté, depuis les pratiques aux représentations, ne sont pas nécessairement réalisés de manière équitable : une partie de la population du fait de son statut juridique, ou de leur manque de ressources économiques, c'est-à-dire tout ce qui serait lié à un « capital » économique, social ou spatial ne peut profiter réellement des bénéfices de l'action liée à la réduction de la pauvreté dans la métropole.

Plus encore, la reformulation de représentations permettant la reproduction d'inégalités et de rapports de domination dans leur diversité accentue encore l'oppression des plus faibles. Les discours défendant la modernisation sociale et économique sont aussi portés par des acteurs globalisés qui, du fait de leur position, sont producteurs de normes³²⁵ : c'est ainsi le moyen d'institutionnaliser par le traitement de la pauvreté la réitération des rapports sociaux inégaux, à différentes échelles. Cela contribue donc à maintenir une partie de la population considérée comme pauvre « à une certaine place, à la fois physique, sociale, genrée et racisée » (Guenebeaud, 2015, p. 291).

Développement certes, inégal oui comme l'a montré déjà largement la littérature (Amin 1973 ; Bret, 2000) (un développement uniforme serait utopique) mais finalement injuste puisque l'équité dans la redistribution des biens n'est pas réalisée dans le but de tirer les plus pauvres vers le haut. C'est pour qualifier ce phénomène que le concept de « modernisation conservatrice » apparaît pertinent. Cet oxymore a l'intérêt de souligner comment une modernisation technique et économique peut être conservatrice du point de vue social. Les élites anciennes parviennent à en capter les bénéfices afin de consolider leur domination sociale.

Les images de modernité de la métropole passent par d'importantes restructurations urbaines (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) initiées par un consensus technopolitique (Swyngedouw, 2011) et privé, mais aussi par la construction de représentations associant la pauvreté à une non-urbanité. La fabrique de la ville se comprend

³²⁵ « Toutes les étapes analysées montrent que les ONG ne sont pas susceptibles d'être abordées de façon angélique ou idéaliste. Ce sont des entreprises de moralité et de normes économiques, éducatives, sanitaires, environnementales. Elles jouent avec ou contre les États et les instances multilatérales, au coup par coup. Elles ne disposent pas des moyens d'une alternative radicale et sont donc convoquées pour gérer le monde selon les normes occidentales globales. Acteurs idéologiques de premier plan, selon la notion de G. Althabe, les ONG sont au cœur du processus de globalisation, pour le pire, comme pour le meilleur. » Hours, 2003, p. 20.

alors dans une situation de tension voire de conflit, dont les implications sociales politiques et économiques sont particulièrement sensibles dans ces espaces subalternes.

C'est ainsi la construction, sous couvert de la notion de modernisation, d'un contexte d'injustice³²⁶ qui entretient la persistance de la pauvreté malgré des décennies d'action contre la pauvreté. Une réalité incontournable si cette « lutte » ne remet pas en question les rapports inégalitaires, voire contribuent à les appuyer, les recomposer pour leur acceptation dans la ville contemporaine. Échec ou réussite des programmes ? il semble finalement que la question ne soit pas pertinente : cela permet de disposer dans la ville de « réserves » de masse, de réserves foncières disponibles, de réserves de personnes et de main d'œuvre à bas coût capable de faire pression sur son niveau de vie, ... une véritable opportunité voire une nécessité du fait des besoins émergeant dans une métropole en mondialisation.

³²⁶ Bernard Bret (2000) qualifie ce processus de « modernisation de l'injustice ».

CHAPITRE 6 : NÉGOCIER LA VILLE

EN TANT QUE « PAUVRE »

« S'inscrire dans l'informalité, c'est se faire caméléon, se fondre dans le territoire, s'y nicher, s'y réfugier, s'y cacher, s'y enfouir. (...). Les compétences exigées sont celles d'une parfaite connaissance des lieux et des réseaux : ce sont des compétences de guetteur, d'explorateur et d'inventeur (...). Ne faire qu'un avec son territoire, mais aussi savoir s'en déprendre, voilà le maître mot »

Liane Mozère, *Travail au noir, informalité : liberté ou sujétion ?* Paris, L'Harmattan, 2000, p. 50.

INTRODUCTION.....

Avoir un toit dans le périmètre de l'aire métropolitaine signifie-t-il avoir une place dans la ville ? La question posée ici s'ancre dans la manière d'appréhender la notion d'espace, un problème que la langue anglaise permet de poser plus explicitement : *space* or *place* ? Avoir un espace est-ce réellement disposer d'une place à Jakarta ? Cette dualité est centrale pour comprendre le maintien de la présence de population pourtant contestée et réprimée par des politiques et actions multiples.

Depuis le début de ce travail, il a été montré comment la position sociale et spatiale des populations considérées comme pauvres est fragilisée. Il semble ainsi que, parfois, on puisse parler de contestation de la présence des pauvres dans la ville. Cette entité spatiale, perçue comme un « champ des possibles », comme idée ou comme cadre matériel, ne permet pas un même accès à tous les citoyens, encore moins à tous les citoyens « pauvres ». Dans un contexte métropolitain tendu, il s'agit ici de comprendre comment se négocie la place des pauvres dans la ville, dans le temps et dans l'espace afin de mettre en évidence les modalités de perpétuation de la pauvreté.

Ici se pose la question de l'articulation des échelles entre trajectoire de la métropole et trajectoire de micro-espaces dans la ville et les tensions qui en découlent, touchant directement

les résidents. Le croisement entre trajectoires de lieux et d'habitants apparaît alors comme un nœud mettant au jour conflits, tensions et modalités de négociation.

On entendra par négociation un processus dynamique impliquant plusieurs parties en conflit (actif ou latent) du fait d'intérêts divergents (Rojot, 1994). La régulation pour permettre un accord est qualifiée de négociation, mais peut impliquer une distribution de pouvoirs inégale pour la résolution du conflit (Renaud, 2005). En revanche, la notion de contestation implique le passage à un conflit ouvert et à une mobilisation plus radicale de certains acteurs, notamment celle qui s'exprime dans l'espace public.

L'emploi du verbe dans le titre de ce chapitre invite surtout à porter l'attention sur la position de populations considérées comme pauvres et leur « pouvoir d'agir » dans ce contexte. L'enjeu est de mettre en évidence les conditions qui permettent l'action des individus et groupes « infériorisés », les capacités des populations à gérer ces situations tendues afin de comprendre les modalités de leur présence alors que celle-ci irait apparemment à l'encontre des projets ou idées du devenir de la ville.

La réflexion proposée ici s'ancre dans le contexte académique et scientifique dans lequel je m'inscris. Les présentations de mes résultats à différentes étapes de cette recherche, les débats et la littérature, ont fait apparaître une sorte d'« exigence de la contestation » : les populations, dans la situation inégalitaire voire injuste où elles se trouvent, ne pourraient qu'exprimer des formes de « résistances » qu'il fallait mettre au jour. Ce questionnement récurrent sur la « contestation » que je n'avais pas posé comme hypothèse de départ et qui n'était pas apparu explicitement sur le terrain m'a poussée à interroger spécifiquement les modalités de négociations des populations considérées comme pauvres, plus ou moins apparents et tenter de répondre à une question que – par ailleurs – on ne m'a jamais posée : se mobiliser oui, mais pour quoi ?

Si le problème est posé en termes de « négociation », c'est pour éviter le terme de « réponse » qui n'impliquerait qu'une réaction à une action extérieure et qui pourrait atténuer l'idée des capacités des personnes, dans leur quotidien, à agir dans ce contexte contraint. Il s'agit donc dans ce chapitre d'identifier la vaste gamme de formes d'action des populations en situation de pauvreté depuis les « petits arrangements silencieux du quotidien » (Bayat, 2013) aux tentatives de contestation plus ouverte, en montrant les choix et les tactiques (de Certeau, 1980) des personnes à considérer comme *compétentes*.

Après une présentation des outils conceptuels pour appréhender les rapports sociaux qui apparaissent dans la fabrique de la ville, ce chapitre final reviendra sur les modalités de l'action des citoyens enquêtés en fonction de leur légitimité et de leurs intérêts à agir (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

6.1. Penser le quotidien des « pauvres » dans le contexte métropolitain de Jabodetabek

La ville de Jakarta et ses quartiers sont confrontés à la diversité des usages. La pression foncière forte met en exergue les concurrences quant à l'accès et à l'utilisation de l'espace urbain. Les formes d'appropriation sont cependant multiples et dépendent de biais selon les besoins de chacun, et, entre échange et valeur, selon la fonction attribuée aux espaces par les populations urbaines dans leur diversité.

Ainsi, au-delà des partitions formelles, de la propriété stricte d'un lieu et des zonages d'activités et d'occupation du sol, une multiplicité d'usages et de pratiques témoignent d'autres modes d'appropriation et de fonctionnement qui participent cependant de la fabrique et du (des) gouvernement(s) de la ville. Ces usages non prévus, détournements ou hybridations montrent en quoi la ville n'est pas le simple produit d'un aménagement voulu³²⁷. L'attention aux formes de coproduction permet de mettre en évidence la multiplicité des acteurs et le rôle des « citoyens ordinaires » dans la ville pour laquelle il faut dépasser alors les questions de légalité ou de formalité. La multiplicité des acteurs et des usages peut aussi augmenter les possibilités de conflits ou de revendications contradictoires ou concurrentes qui participent à la mise sous tension du cadre urbain.

6.1.1. L'ordinaire et le politique

Dans quelle mesure les pratiques ordinaires et quotidiennes des populations urbaines en général, et des populations considérées comme pauvres en particulier participent-elles au(x) gouvernement(s) de la ville, même si ces actions s'expriment en dehors des cadres institutionnels ? Pour répondre à cette question, le propos s'appuiera sur la notion d'« informalité politique ». Après avoir défini et justifié l'emploi de cette notion associée à cet adjectif, il s'agira de mettre en évidence les rapports de pouvoirs en jeu dans ces relations urbaines et leur rôle dans la fabrique et dans la gestion de la ville.

³²⁷ Certains écrits tendent à montrer en effet que Jakarta, ses formes et son organisation ne seraient « que » le produit des différentes phases d'aménagement et de planification. On peut penser notamment à l'ouvrage de Christopher Silver, (2008) qui montre comment les étapes successives de planification ont été productrices de formes et de *pattern*.

❖ Redéfinir l'informel

Principes généraux

Les précédentes évocations du terme d'informalité³²⁸ se sont plutôt concentrées sur le statut assez factuel de « ce qui ne rentre pas dans la norme ou dans la loi » et s'appliquaient à des aspects concrets permettant d'évaluer précisément cette conformité à la norme ou à la loi : le commerce, le type de construction et d'occupation du sol, le droit de résider ou non à un endroit... en fonction de critères administratifs établis. Ainsi, on peut qualifier d'informel l'ensemble des activités ou des pratiques qui s'exercent hors des règles, de manière choisie ou subie (Bennafla, 2014).

Par ailleurs, on a montré, dans le contexte de Jakarta, la difficulté de pouvoir se situer véritablement dans ces cadres, ce qui implique la nécessité de prendre en compte la diversité des types d'informalité, mais aussi que cette situation peut apparaître plus comme la norme que comme un fait marginal. Ce n'est donc pas toujours illégal mais plus encore, la nécessité sociale de ces activités, situations ou statuts peut rendre l'informalité légitime. Deux éléments m'apparaissent essentiels pour cadrer la réflexion :

Tout d'abord, l'informalité est produite par les agents de l'État et ne peut donc se comprendre sans prendre en compte non seulement les interactions avec ce qui est considéré comme formel, mais aussi en acceptant l'idée d'un continuum³²⁹ entre formalité et informalité du fait des multiples formes d'infiltration et d'interaction entre ces deux pôles. En effet, l'emploi de ruses ou d'astuces et les formes d'arrangement réalisées avec les représentants des administrations sont au cœur des relations entre les individus et les instances publiques dont ils relèvent tout en maintenant une apparente légalité (Blundo, Olivier de Sardan, 2007).

Le deuxième point est l'ancrage urbain de cette notion et plus précisément dans les villes du dites du Sud. Son application par Milton Santos (1975) en a fait une caractéristique du paysage économique urbain ensuite investi par les questions d'habitat notamment. C'est plus récemment que ce terme a été introduit pour qualifier les marges de villes occidentales et désormais est utilisé pour des thématiques multiples telles que les migrations, les squats (Bouillon, 2011) et campements (Aguilera, 2015), ou différents trafics de produits illicites.

³²⁸ Le concept d'informel est né dans les études économiques pour désigner les revenus urbains produits non issus de l'emploi formel qu'il soit public ou privé (Hart, 1971). Ce terme devenu générique en particulier dans les villes dites du « Sud » a été rapidement critiqué du fait de son aspect flou, polysémique et fourre-tout (Lautier, 2004). L'informel désigne donc un éventail large d'activités en dehors des cadres réglementaires établis.

³²⁹ « L'informalité se développe dans un continuum qui va d'irrégularités plus ou moins grandes jusqu'à la radicale illégalité, mais les deux registres sont toujours intimement liés, et l'économie formelle contient toujours des poches d'informalité, ne serait-ce que dans les multiples formes de la corruption » (Fontaine et Weber, 2011, p. 16).

Il s'agit donc ici d'essayer de saisir toutes les formes de contournement de la législation en interrogeant les réactions des autorités depuis la tolérance à l'éradication en passant par la légalisation (Bennafla, 2014).

L'informalité comme gouvernement de la ville

Le problème de cette notion est qu'elle est souvent appliquée de manière essentialiste (Tribillon 2015), un critère désignant une population, un lieu, ou une activité qui n'a vocation qu'à être irrégulière, *de facto*, ou qui ne peut que passer vers la formalisation (c'est sous cette forme que la notion est utilisée dans le chapitre 3 notamment). L'informel et sa production par les normes (qu'elles soient sociales ou urbanistiques) ne sont là que pour exclure à un moment donné, alors qu'aucun individu ou aucune construction ne peut totalement s'y conformer. Mais ce terme peut être aussi pensé comme un outil : la catégorie d'informel pousse à questionner les marges et la marginalité (chapitre 3) dans lesquelles peuvent s'inscrire toutes les personnes concernées, riches ou pauvres, urbains ou ruraux, qui recourent à des rapports sociaux ou des liens sociaux alternatifs de ceux initiés par les normes.

Le terme d'informalité peut prendre alors une autre portée, un autre usage afin de qualifier toutes les formes alternatives, « à l'envers » de rapports sociaux qui participent à la production de la ville et de la société urbaine. Cela ancre ainsi chaque situation observée, décrite, étudiée, dans une interrelation, située par rapport au reste de la ville au lieu de désigner de fait une situation figée.

C'est sous cette application que l'on peut utiliser la notion d'« informalité politique ». Ces réflexions sont appuyées sur les travaux produits par les membres de l'équipe du programme de recherche « Inverses »³³⁰. Ainsi, il s'agit de travailler sur les arrangements, les contournements et les « formes alternatives de régulation opérant en deçà et au-delà du cadre étatique » (Meagher, 2010) ou les « normes pratiques » (Olivier de Sardan, 2008). L'application de ce concept porte alors non plus sur les statuts mais sur les « systèmes hybrides de régulation politique » (Raeymaeckers, 2009). Ainsi, l'informel permet aussi d'aborder les réseaux interpersonnels, pratiques et tactiques qui contribuent au gouvernement de la ville ainsi que sur toutes les « activités de débrouille socialement légitimes et requérant des compétences

³³⁰ L'espace accordé aux débats et échanges lors des séminaires organisés par ce programme de recherche a permis de mettre en évidence la richesse de cette approche de l'informalité et la diversité de ses formes et de ses modalités d'appréhension. www.inverses.org Les séminaires ont permis de questionner plus explicitement la diversité des cas et des formes d'informalités dans la ville, dans les villes, et donc de s'interroger sur les modalités de cette notion : études de cas précises localisées et contextualisées, depuis des espaces de « soupapes » (Franck Dorso) aux « normes pratiques » de J.-P. Olivier de Sardan, en passant par les représentations de l'informel par rapport à la modernité (Musset). On peut ainsi mettre en évidence la diversité des contextes et régimes politiques (plus ou moins autoritaires) quelle que soit leur localisation, et ce constant besoin de qualifier toutes ces formes de relations et de production de la ville, ces rapports de pouvoirs « à côté », « a-légaux » mais existants et producteurs de ville.

spécifiques : audace, savoir-circuler, flexibilité, capacité d'adaptation... » (Bennafla, 2014, p. 1343).

Dans la ville, ces régulations informelles contribuent à l'appréhension des modalités de négociation qui sont loin d'être exceptionnelles, mais qui apparaissent plutôt comme des processus quotidiens participant à la gestion et à la gouvernance de la ville. Si certains cherchent à identifier dans l'informalité des formes d'oppositions et de résistances aux oppressions (qu'elles soient étatiques ou privées) permettant aux individus d'agir en dehors de ces rapports normés (De Soto, 1994 ; MacGaffey, 1991), la multiplicité des interactions et de leurs applications à tous les niveaux et échelons de la vie urbaine témoigne de l'ordinaire de l'informalité ancré dans le quotidien des individus et ménages.

Informalité et rapports de pouvoir

La compréhension de la société urbaine et des stratégies des populations dites « pauvres » ne se réduit pas à la mise en évidence des rapports de dominations qui structurent les actions visant la réduction de la pauvreté. En effet, la prise en compte du quotidien dans l'administration et la gestion de la ville nécessite de prendre en compte d'autres formes de relations, interpersonnelles, qui ne sont pas nécessairement produites par les systèmes que sont le patriarcat, le capitalisme ou le racisme. Ainsi, j'utilise l'expression de « rapports de pouvoir » afin de parler des inégalités de relations entre une personne ou quelques individus sur d'autres (individus ou collectifs) afin de mettre en évidence la relation asymétrique entre des acteurs sociaux et la production de réseaux qui permettent la perpétuation de ces fonctionnements ou de cette « gouvernementalité » (d'après le registre foucaldien).

Les « logiques informelles de gouvernement »³³¹ (inverses) incluent donc les autorités mais aussi une très forte diversité d'acteurs qui, par la mise en application de leur pouvoir, produisent des règles propres³³². Ces éléments sont d'autant plus importants que les populations enquêtées ne constituent pas des groupes sociaux clairement établis du fait de leur statut. Les populations considérées comme pauvres ne possèdent pas d'institutions formelles qui permettraient une émergence voire une coordination de structure cohérente et/ou représentative. C'est ce que souligne Asef Bayat (2013) en pointant le fait que les personnes sans emploi ou à l'activité dite « informelle », ou encore les migrants sont « structurellement atomisés » à la différence de groupes d'étudiants ou de travailleurs qui peuvent être identifiables

³³¹ Les réalités sont multiples, depuis le clientélisme à l'utilisation des relations familiales en passant par les formes de corruption. Il s'agit d'intégrer ici les chevauchements, complicités et intérêts réciproques entre tous les acteurs participant à la fabrique de la ville y compris, les agents de l'État, dépositaires de la norme et de la loi, et des acteurs engagés dans des trafics illicites, informels ou illégaux. Il faut donc reconsidérer l'opposition conventionnelle entre l'État et l'informel.

³³² Une « *grammaire dont l'agencement répond aux stratégies et aux intérêts de ceux qui en commandent l'application* » (Fischer et Spire, 2009, p. 14).

via les écoles, les associations, les syndicats ou les usines. Ces groupes en fluctuation rappellent les « populations flottantes » des villes internationales (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007), des « citoyens ordinaires » dont la présence dans la ville fait l'objet d'une lutte constante ou alors de négociations permanentes permettant l'émergence de véritables « territoires urbains » (au sens strict d'appropriation de l'espace).

❖ Des appropriations sous conditions

Comment expliquer la permanence de situations clairement identifiées comme « informelles » par le gouvernement local, voire « illégales », et ce parfois depuis plusieurs décennies ? En effet, les « *bangunan liar* » ou constructions illégales m'ont été désignées par les autorités du *kelurahan* à *Warung Gantung* (Kalideres, Jakarta Ouest). De même, aucun responsable administratif, politique, ou technique (de la sécurité ou de la compagnie gestionnaire des réseaux ferrés PJKA) n'a nié la présence de constructions et d'implantations informelles le long du chemin de fer au Sud de la gare de Senen, alors que la politique officielle semble être une dénégaration totale de la question en occultant ces personnes des recensements et des données statistiques.

Le simple fait d'existence et de perpétuation d'espaces, de quartiers, d'habitations, et de personnes en dehors des cadres légaux ne peut être ignoré par les pouvoirs en place. La situation de pauvreté des populations concernées contribue à l'existence de ces espaces et à la compréhension de choix – parfois possibles mais souvent sous contraintes – entre les modes d'action des occupants et le traitement proposé par les acteurs au pouvoir³³³.

La présentation dans ce paragraphe de quelques cas rencontrés sur le terrain permettra ensuite d'identifier les modes d'action, de mobilisation et de négociation des populations « pauvres » développés dans la suite du chapitre.

³³³ Si, comme on l'a déjà montré, l'informel est souvent associé dans les représentations à des stigmates de pauvreté, et peut contribuer aux stratégies de survie des populations mises en situation de précarité, il faut rappeler que « l'informalité n'est ni un phénomène propre aux Suds, ni l'apanage des pauvres » comme tient à le rappeler Karine Bennafla (2015) : « *Pourtant, l'informalité n'est pas assimilable à la pauvreté : s'il existe des activités informelles de subsistance ou de survie, d'autres sont très lucratives et les exemples de richesse ou de réussite entrepreneuriale transnationale abondent, à l'exemple des Mama Benz. De même, l'habitat informel dans les pays en développement n'est pas une caractéristique des pauvres : il concerne au premier chef les classes moyennes, sans épargner les élites des gated communities, notamment pour l'accès au foncier. (...) les pratiques et les activités informelles affectent toutes les sociétés et s'exercent dans des lieux et des espaces déclinés à toutes échelles* ».

Informel et organisation de l'espace

Que nous dit l'espace du rôle de l'informel dans la gestion de la ville ? Trois études de cas illustreront les interactions entre réseaux sociaux et organisation de l'espace, y compris dans un contexte où l'informalité domine.



*Photographies 25 : Trois quartiers informels dans la métropole de Jakarta :
une occupation du sol non régulée ?
a. Bintara (Bekasi) ; b. Senayan (Jakarta Centre) ; c. Budidharma (Jakarta Nord)*

La première image se situe dans le quartier de Bintara (Bekasi). Les constructions informelles se concentrent aux périphéries du « terrain de foot » (j'emploie ce terme car le terrain possède des cages de buts, et est ainsi désigné par les personnes du quartier) et n'envahissent absolument pas ce vaste espace plat (il y a deux terrains de ce type dans le

périmètre). La seconde photographie a été prise à Senayan, la partie sud du « Triangle d'or » (ou *Central Business District*) : au pied des tours d'appartements à très haut standing et de bureaux, le long de la *Jalan Sudirman*, une des principales avenues de la ville et juste en face du *mall Ratu Plaza*, un ensemble de constructions précaires est confiné dans un coin, juste au près du mur qui les sépare des tours. La dernière image est le quartier de Budidharma (Jakarta Nord) dont les implantations sont aussi concentrées aux périphéries d'un terrain vague.

La concentration des habitations face à une vaste surface libre interpelle quant à ce qui conditionne l'installation des constructions précaires dans la métropole. Celle-ci est régulée et non totalement anarchique comme la notion d'informel a tendance parfois à le laisser croire (ou plutôt comme certains acteurs contribuent à diffuser cette représentation de l'informel). Les pratiques et usages des populations présentes organisent en réalité l'occupation et le fonctionnement de ces quartiers.



*Photographie 26 : Les rues du quartier de Bintara
Malgré des constructions précaires et apparemment spontanées, une organisation presque orthogonale apparaît permettant la circulation de véhicules (camions)*

À Bintara, les constructions spontanées en matériaux précaires (bois aggloméré, bambou tressé, bâches, ...) sont très alignées et laissent apparaître des ruelles, voire des rues. Malgré la

très forte densité des logements (une dizaine de familles vit dans chaque rangée perpendiculaire au terrain vague), les voies sont suffisamment larges pour laisser passer des voitures et petits camions afin de faciliter l'écoulement des « productions » (les déchets triés et compactés vers des centres de recyclages ou des usines), et assurer donc le bon fonctionnement d'une partie de l'économie locale.

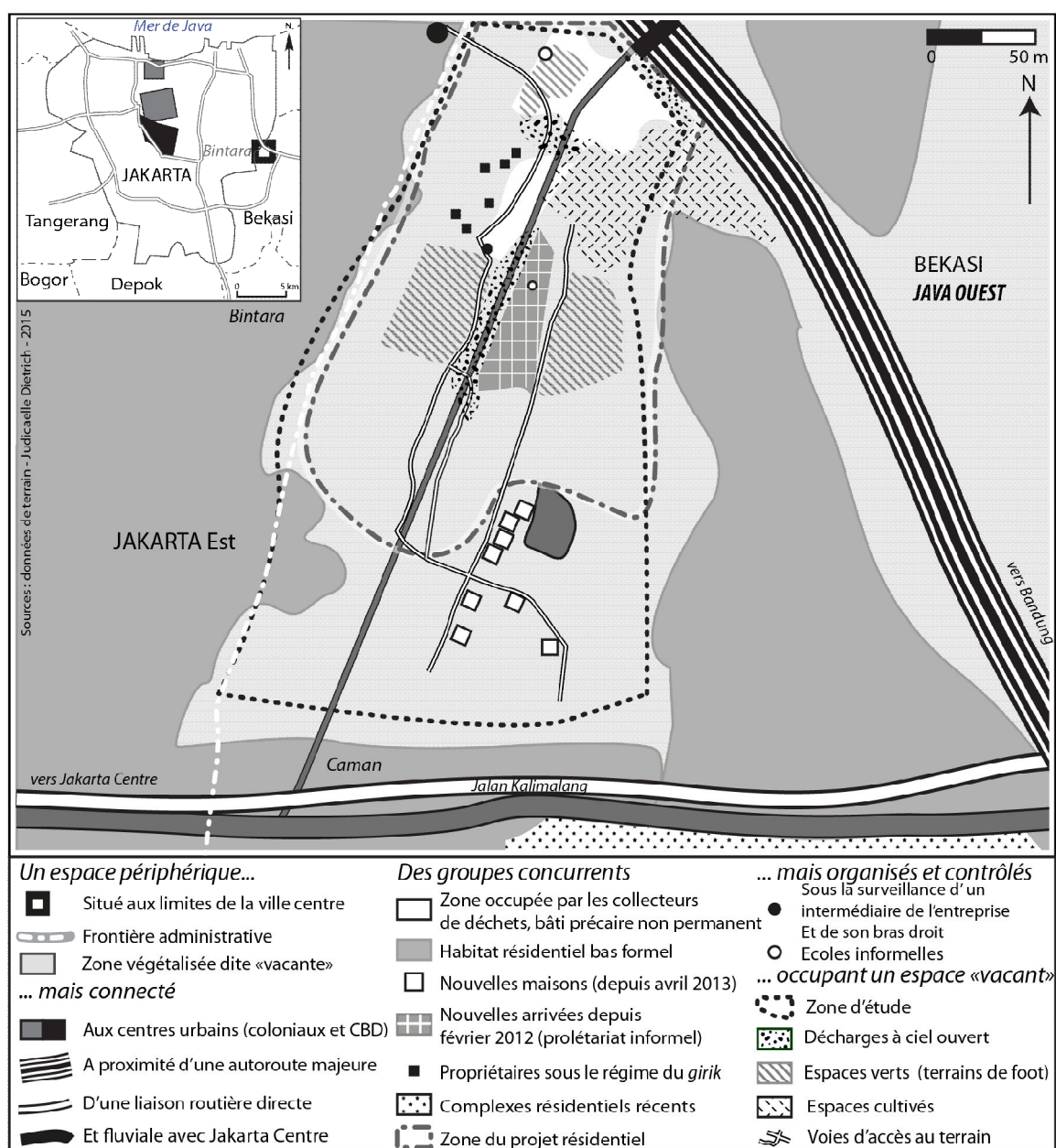
D'ailleurs, une personne, souvent à l'entrée de cet espace informel, représente l'imposition d'un pouvoir régulateur qui va organiser cet espace et déterminer ses appropriations. À Senayan, deux gardiens de sécurité en uniforme surveillent jour et nuit le terrain, représentant l'autorité de la compagnie propriétaire (une entreprise coréenne en attente d'autorisation pour construire de nouvelles tours). À Bintara, Pak Anas, un relais de l'intermédiaire de l'entreprise possède un petit magasin (*toko*). Il se situe à l'entrée du quartier, à quelques mètres du grand terrain de football et de la *mushollah*. Sa position stratégique permet de surveiller toutes les allées et venues³³⁴. Il est présenté comme la personne de référence du quartier, le *tokoh*. Parfois traduit par « homme de confiance », il semble s'imposer comme chef informel du quartier vers lequel les populations peuvent/doivent se retourner.



Photographie 27 : Le toko de Pak Anas, l'antenne de l'intermédiaire de l'entreprise

La répartition des différents groupes sociaux qui occupent ce terrain met en évidence une réelle organisation interne de l'espace.

³³⁴ Il a donc repéré, le premier jour de mon entrée sur ce terrain, l'arrivée d'une nouvelle personne et m'a interpellée deux jours plus tard en me proposant à boire afin de cerner les enjeux de ma présence.



Carte 20 : Types de construction et étapes d'implantation à Bintara (Terrain Dietrich 2012)

En passant sur les constructions anciennes des années 1980 et 1990, le périmètre de Bintara a connu une augmentation rapide de ses résidents à partir de 2010 environ. C'est la date charnière identifiée dans les entretiens marquant l'arrivée des collecteurs de déchets de Karawang. En trois années, environ trois cents familles se sont installées dans des zones clairement délimitées. La localisation proposée sur la carte est liée aux observations effectuées sur le terrain et aux entretiens. Les types de bâti que l'on voit dans les photographies un peu plus haut concernent les logements construits par certains ramasseurs de déchets qui ont agrandi leur toit afin d'accueillir leurs employés. La répartition en allées est ainsi clairement identifiable : un patron (dit « *bos* ») par allée avec cinq à dix personnes sous son autorité.

Une autre zone se distingue nettement des constructions précédentes, car même si son implantation est clairement d'origine informelle, ses formes et sa localisation n'ont aucun rapport.

Jeune femme évangéliste : « J'ai pu acheter 50m² pour 2,5 millions de roupies, mais il n'est pas permis de faire tout en dur, seulement la moitié, pour être du semi permanent. Je paye l'électricité et l'eau moi-même : on discute directement avec Pak Anas qui dit qui a l'électricité et qui peut nous connecter. »



Photographies 28 : Les implantations du groupe venu de Kampung Baru - Cipinang

Suite à leur éviction d'une zone pour la construction d'un *mall*, contre rémunération, plusieurs ménages se sont installés dans une zone de Bintara en février 2012 : les logements sont nettement plus grands, auto-construits (ou à l'aide d'un ouvrier payé par les occupants) ; ils sont concentrés de l'autre côté du petit canal et ne dépendent pas de l'activité de collecte de déchets. Les bases des murs sont en parpaings ; chaque maison a la même surface et on peut voir sur la seconde photographie la délimitation d'une prochaine habitation ; là encore, tout est aligné ; les maisons sont toutes orientées dans le même sens avec une petite avancée ; le haut des murs est en bambou tressé ; les constructions apparaissent plus soignées, plus grandes (un peu moins de vingt mètres-carrés). La terminologie indonésienne qualifie ce bâti de *semi-permanent* (le précédent étant *non-permanent*). En juillet 2012, une quinzaine de maisons était construite, trois en construction. En mai 2013, il y en avait 22.

Les signes d'« améliorations » de la vie quotidienne

Certes, les personnes rencontrées appartenant à ces groupes sociaux différents sont bien conscientes de la situation précaire dans laquelle elles se trouvent. Cependant, au-delà des logements, d'autres signes témoignent d'une installation assez durable. Il faut souligner l'accès à quelques services (même de manière informelle) comme l'électricité, la présence de petits commerces de vente au détail, des lieux de culte et des structures qui permettent la scolarisation

des enfants : en plus des écoles officielles assez difficiles d'accès (du fait de l'absence de KTP), une école associative a été créée pour les enfants des collecteurs de déchets (*Sekolah kami* – « notre école ») par un médecin. Elle ne suit pas le programme national mais cherche à apporter aux enfants quelques compétences fondamentales pour faciliter leur insertion sur le marché du travail, et se concentre donc, en plus de l'apprentissage de la lecture, à des travaux manuels (transformation en biens vendables des matières recyclées). À cette structure s'ajoute une école plus informelle tenue par une évangéliste protestante américaine (installée depuis février 2012) appuyée par une église de Jakarta Est. Cette dernière est financée par des dons américains et se trouve dans le groupe de personnes venant de *Kampung Baru*, Cipinang. Des formes d'appropriation existent donc même si cette zone n'est pas clairement régulée par les autorités publics. Ainsi, d'autres pouvoirs entrent en jeu témoignant d'une forme de gouvernamentalité qui organise l'utilisation de ce lieu.

6.1.2. Une ville contestée : des lieux et des habitants au croisement des trajectoires

La précarité des installations et implantations dans les zones d'étude ainsi que le fait de devoir évoluer en dehors des cadres officiels et banalisés implique la nécessité de recourir à d'autres pratiques pour accéder aux fonctions, services et aménités de la ville. Par ailleurs, les populations en situation de pauvreté subissent parallèlement les désagréments de leur faible capital économique. De plus, un des facteurs d'entrée dans la pauvreté est la faiblesse des liens sociaux qui témoignent d'un capital social peu important. Ces deux éléments posent des contraintes supplémentaires dans un contexte où l'informalité est érigée en « norme pratique ».

Mais, la présence dans les quartiers étudiés, de populations, depuis plusieurs années voire décennies, montre les capacités de ces dernières à maintenir leur implantation, même précaire, sur le long terme, tout en s'insérant dans un contexte urbain et métropolitain tendu, marqué par l'essor des conflits d'usage pour un foncier contesté. Comment les populations fragilisées parviennent-elles à faire face à une menace d'éviction constante ou réitérée régulièrement ?

❖ Appréhender des trajectoires multi-scalaires

Les tensions et les conflits d'usages vécus par les populations en situation précaire peuvent s'appréhender par la notion de trajectoires, en particulier par leur croisement.

Les apports de la notion de trajectoire

Le terme en géographie est d'abord utilisé pour penser le phénomène migratoire. Mais cette notion, fondée sur des observations matérielles, désigne le parcours d'un point A à un point B d'une personne et peut aussi être employée pour évoquer la succession des positions sociales occupées formellement (lisible à partir des métiers par exemple). La trajectoire peut aussi qualifier un « tracé de vie » (individuel, familial ou collectif) marqué par des volontés et des éléments conjoncturels, politiques et économiques³³⁵, parfois subjectif, relaté dans les entretiens.

Si ces conceptions s'entendent principalement dans la géographie des migrations (impliquant une durée et une distance, avec dépassement de frontière potentiel), il s'agit ici plutôt de questionner les mobilités dues aux déplacements contraints dans la métropole en les croisant avec les questions de mobilité sociale et économique. Un des facteurs de migration principaux se situe dans la volonté de se rendre dans un ailleurs pour améliorer ses conditions de vie, en termes économiques certes, mais aussi en termes de sécurité, et on peut penser dans notre cas aux migrations venant du monde rural vers Jakarta. Nombre des mobilités urbaines ne sont pas initiées par les populations, mais subies. Les trajectoires spatiales correspondent alors à des trajectoires sociales non désirées et parfois régressives.

Comme on l'a vu dans la seconde partie de ce travail, la multiplication des mobilités dans la ville peut contribuer à fragiliser l'inscription spatiale d'une partie de la population. La notion de trajectoire permet d'insister sur le rôle du rapport à l'espace des individus, de la pratique d'un territoire, qui peut changer dans le temps (Faret, 2003).

Parallèlement, retracer la trajectoire urbaine et sociale des lieux étudiés, afin de les situer dans le cycle urbain, met en évidence les modes d'actions qui les poussent au changement et de les resituer dans la trajectoire de la métropole et de ses dynamiques. La question de la temporalité est donc centrale depuis celle de la ville et de la métropole à celle de l'individu.

³³⁵ « Ainsi, le concept de trajectoire permet de mettre en exergue l'aspect tout à la fois spatial et social de la migration sans oublier le référentiel dans lequel le mouvement s'effectue c'est-à-dire les cadres politiques. » (Jolivet, 2007, p. 1).

Trajectoires et vulnérabilités résidentielles

Cette analyse s'appuie sur le récit biographique³³⁶ d'une partie des enquêtés.e.s. Celui-ci retrace le parcours de la vie d'un individu dans ses rapports avec les autres membres de sa famille et les contraintes imposées par son environnement social et résidentiel. Les différentes étapes du cycle de vie de toute personne peuvent correspondre au temps individuel (arrivée à la ville, union, enfant, ...), à la vie professionnelle (Grab, 1999) mais aussi à des éléments de contexte plus généraux : « *L'analyse biographique part du postulat qu'un individu parcourt, tout au long de sa vie, de nombreuses étapes de nature différente et sa position à un instant donné dépend de sa trajectoire antérieure, des informations qu'il a pu acquérir dans son passé, des contraintes du milieu et de son libre arbitre* » (Courgeau, Lelièvre, 1996, p. 645).

Les approches transversale et longitudinale démontrent les évolutions de certains quartiers et la situation de leurs habitants et illustrent les parcours sociaux de progression ou de régression. Celles-ci doivent intégrer plusieurs temporalités : le temps long de l'évolution de la ville, le temps moyen des trajectoires de vie des individus et le temps court d'un événement et des pratiques spatiales quotidiennes (Chabrol, 2013).

Le croisement d'une approche transversale³³⁷ et longitudinale permet de mettre en relation les évolutions de certains quartiers avec le reste de la ville et de lire la vulnérabilité des personnes dans le temps et dans l'espace de la métropole. L'évolution des quartiers et les stratégies résidentielles individuelles contribuent à comprendre les parcours sociaux, les dynamiques de vulnérabilisation ou d'ascension sociale et c'est le moyen d'étudier les objets spatialisés, des quartiers sous tension au cœur de dynamiques urbaines. Ainsi, cette étude doit se faire à plusieurs niveaux (à plusieurs échelles et à plusieurs temporalités : le temps long de l'évolution de la ville, le temps moyen des trajectoires de vie des individus et le temps court d'un événement et des pratiques spatiales quotidiennes (Chabrol, 2013). Si la trajectoire sociale des individus peut être en partie déterminée par leur trajectoire spatiale, la seconde témoigne au moins de l'évolution de la première et dévoile les cadres de pouvoir dans une métropole sous tension.

³³⁶ « *L'influence de l'anthropologie et de la sociologie est fondamentale dans cette réflexion sur l'introduction du temps dans le recueil d'événements individuels. (...) Deux temporalités différentes sont [...] considérées : celle de l'individu (et de son entourage) et celle de la société. (...) Le temps des sociétés ou des individus est donc multidimensionnel. Il est aussi périodisable. Cette position épistémologique implique selon M. Lussault de « réinvestir la notion d'historicité [qui] peut être considérée comme le caractère historique de toute chose – acception élémentaire du terme – et comme le processus résultant des complexes modalités de l'intervention du temps dans l'organisation, le fonctionnement et l'évolution des sociétés* » (Lussault, 2003 : 900). *L'historicité de tout objet est irréversible : c'est le fruit d'un état irrémédiablement daté du fonctionnement du système, qui correspond à un état précis de l'organisation de la société, elle-même en permanente évolution.* » (Chabrol, 2013, p. 56 et 57).

³³⁷ L'analyse transversale se concentre sur un moment déterminé (Bonvelet, Brun, 2002) afin de décrire une situation résidentielle (localisation, statut d'occupation du logement, etc.) par rapport aux structures dans lesquelles vivent les individus (évolution de l'immobilier, prix du foncier, ...) (Chabrol, 2013).

❖ **Conflits et changements d'usage comme indicateur de lieux sous tension**

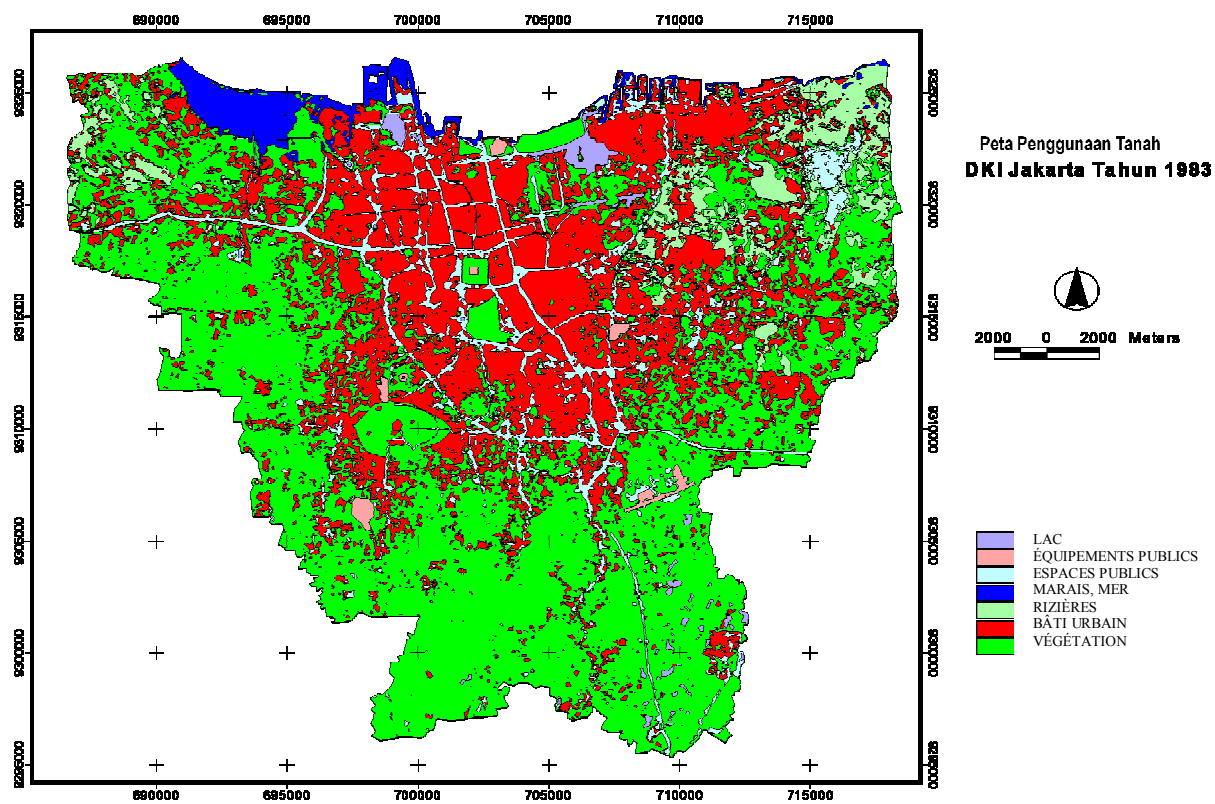
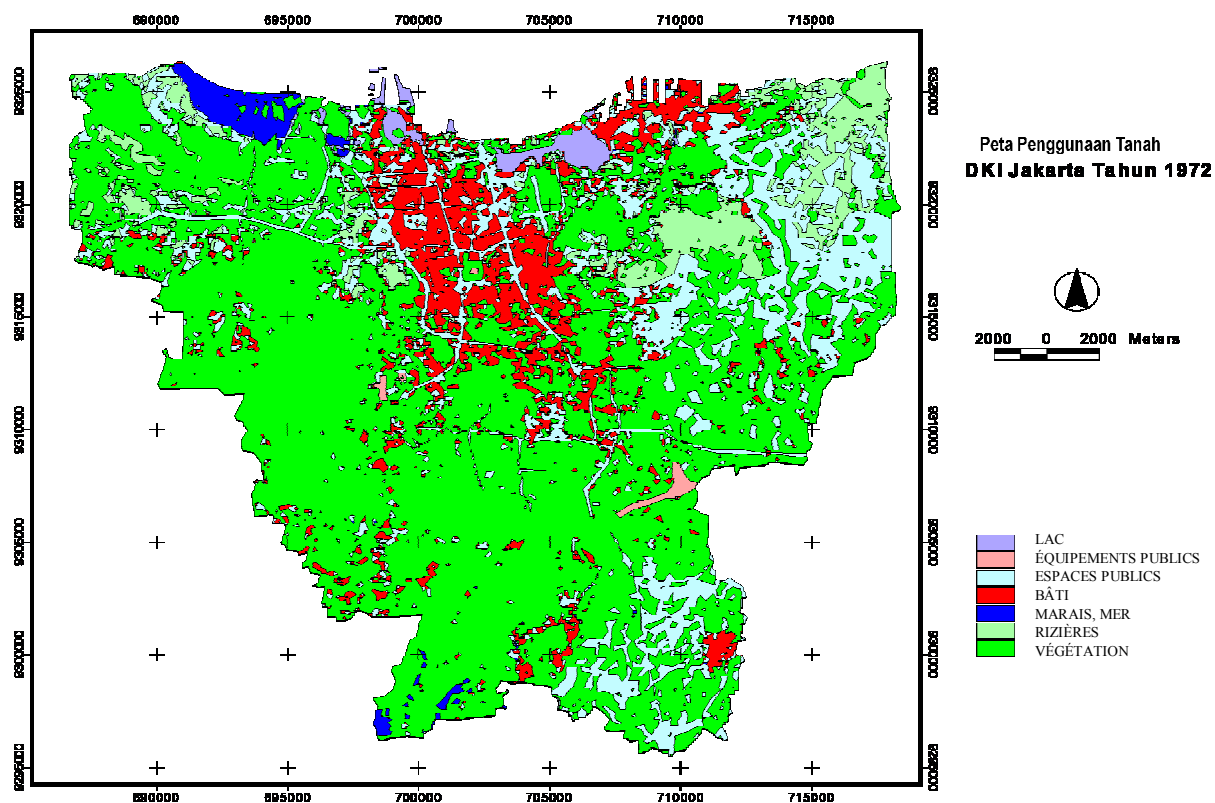
Les espaces étudiés dans ce travail sont l'objet de tensions liées aux évolutions métropolitaines. La pression foncière à Jakarta se manifeste notamment par la densification du bâti et par la concentration de population dans la ville centre. Les cartes ci-dessous montrent bien comment les zones bâties se sont rapidement étendues et densifiées en une trentaine d'années, jusqu'à recouvrir quasiment toute la surface de la capitale. La réduction des espaces végétalisés et des espaces publics ne laisse plus que les rues et avenues jouer cette fonction. Par ailleurs, la recomposition des fonctions métropolitaines contribue à la mise sous tension des espaces urbains notamment du fait de l'internationalisation de Jakarta. Ainsi, l'évolution de l'occupation du sol, des formes résidentielles et des usages urbains sont autant de témoins des évolutions des rapports de forces et des tensions potentielles qui s'appliquent aux dépens des plus défavorisés sous couvert d'exigence de modernité.

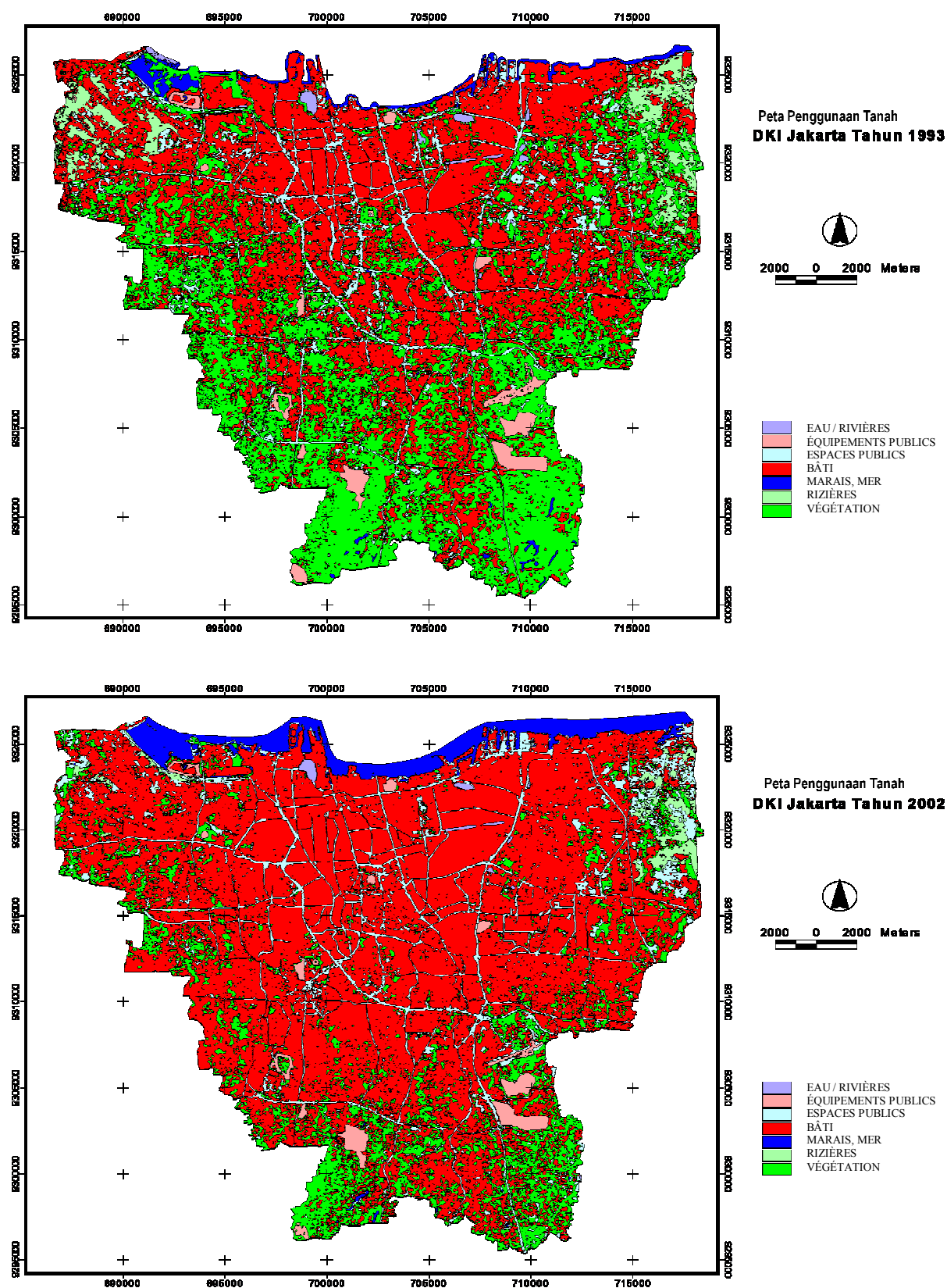
C'est en retraçant le parcours résidentiel de personnes enquêtées, l'histoire des quartiers à partir du recueil de la parole des habitants et le changement urbain au travers de la bibliographie que ces tensions ont pu être mises au jour.

Trajectoire de la métropole et changements d'usage

Un objet aussi complexe que la ville contemporaine ne peut qu'être marqué et façonné par des recompositions et des restructurations spatiales liées aux transformations très rapides de la société : l'évolution du bâti, des formes et configurations urbaines (souvent dans des temporalités multiples, plus longues ou décalées) interagit avec l'échelle des comportements individuels, et les articulations « entre la dynamique rapide de la conjoncture et la dynamique lente des structures » (Lepetit, Pumain, 1993, p. V) sont le nœud pour l'étude du changement urbain, dans ses dimensions physiques et sociales et les tensions qui en découlent.

Les enquêtes sur le terrain révèlent que plusieurs quartiers se trouvaient spécifiquement dans un « moment de changement ». En particulier, les récits recueillis à Bintara montrent en quoi les parcours résidentiels, les arrivées successives dans le quartier, et le projet d'aménagement de cet espace sont profondément liés à certaines phases du développement urbain de Jakarta.





Carte 21 : La pression foncière dans la capitale : Évolution décennale de l'occupation du sol dans la province spéciale de Jakarta (DKI) de 1972 à 2002 (Source : Ministère des travaux publics)

Les différentes situations ici décrites confirment les choix résidentiels qui ont groupé les habitants dans ce même lieu (liés au contexte historique et économique). La mobilité résidentielle peut être subie à plusieurs reprises au cours de leur vie, de manière plus ou moins violente (évictions). Se croisent ainsi dans le quartier de Bintara des préférences individuelles qui ne « *se coulent pas mécaniquement dans les cadres définis par les acteurs politiques et macro-économiques* » (Segaud *et al.*, p. 70), voire peuvent évoluer en question de société du fait des différents usages possibles ou qui pourraient se heurter dans cet espace. La mobilité s'accompagne, dans ces cas, d'un franchissement de frontière administrative.

est intéressante car on observe différentes échelles de temps pour comprendre l'arrivée des populations dans ce lieu, pas nécessairement lié à des migrations durables.

○ **Planification de Jakarta et déplacement de personnes de la classe moyenne et inférieure vers la périphérie de la capitale**

Les personnes qui se qualifient de « premiers arrivants » (c'est-à-dire autres que les personnes nées dans le voisinage, à Bekasi même, mais qui mettent en avant leur longue appropriation du lieu), se sont installées dans les années quatre-vingt. L'arrivée d'une dizaine de ménages de Jakarta fait suite à l'éviction organisée lors du réaménagement de l'aéroport de Kemayoran. L'ancien aéroport proche du centre-ville (à l'est) a été fermé pour ouvrir une structure plus importante au-delà des limites de la province (au nord-ouest) en 1985, correspondant mieux à l'émergence de Jakarta dans la mondialisation et à l'augmentation prévue du trafic international aérien. Les anciennes pistes sont devenues des grandes avenues et les espaces alentours ont été aménagés en résidentiel « moderne » (aujourd'hui il y a plusieurs gratte-ciel mais aussi des logements sociaux, accaparés à l'époque par la classe moyenne émergente qui subissait une forte pénurie de logement, qui n'ont donc pas profité aux populations pauvres). Ces ménages, ayant été dédommagés, se sont installés à Bintara (Bekasi) à ce moment-là.

Le récit d'un fonctionnaire retraité du ministère de l'agriculture relate ce changement de lieu de vie :

« Je suis ici depuis 25 ans, mais je suis arrivé à Jakarta il y a 60 ans. J'avais six mois, en 1952. Je viens de Java centre. Je suis depuis 1987 à Bekasi, je travaillais à Ragunan au département de l'agriculture. Avant, quand on est arrivé, c'étaient des rizières, très fertiles, une irrigation petite mais efficace. [...] Mes parents, ils sont à Kemayoran Serdang, depuis 1952 : un des plus vieux *kampung*, car il existait déjà quand les Hollandais étaient là. Et c'était encore de la forêt, jusque 1965 : là, en 1964, c'est le début de la construction (planifiée) autour de Kemayoran, avec l'arrivée de Ali Sadikin. C'est surtout après Sadikin que les constructions ont beaucoup augmenté, car lui contrôlait fermement. Après que l'on s'est mariés, avec ma femme, on a loué quelque chose à Kemayoran, pendant 5 ans. On a déménagé ici en 1987. Quand on a acheté le terrain, il n'y avait pas

encore l'électricité. c'était encore très sauvage (de la forêt). Ce n'est arrivé que dans les années 1990. Mais les parents de mon épouse sont toujours à Kemayoran, c'est bien loin !

Ma femme vient de Java Tengah (centre), mais elle est née à Jakarta. Elle a fait l'école SMP et SMA à Jakarta. On a 3 enfants, et 2 petits enfants. Nos enfants, ils louent là-haut (zone du RT formel) : Deux sont femmes au foyer et le garçon commence à travailler après avoir été étudiant. Il travaille à Mega financial (Bank mega) et sa femme à XL (service de téléphone). C'est leur enfant qui est là [il montre un petit garçon de quatre ans qui joue sur la terrasse], ma femme s'en occupe puisque sa mère travaille. »

Si le départ de Kemayoran est associé à une dislocation contrainte de son tissu familial à l'époque, ce personnage montre comment il s'est implanté avec les générations suivantes dans le quartier. Il précise notamment ensuite que sa femme est très engagée dans la gestion du poste de santé (*posyandu*). On peut aussi relever que l'arrivée à Bekasi lui a permis d'accéder à la propriété (régime du *girik*).

○ Le remplacement d'un bidonville par un centre commercial « moderne »

Plus récemment, en février 2012, la construction d'un centre commercial à Cipinang a provoqué l'éviction d'une centaine de familles dont une trentaine s'est installée à Bintara :



Photographie 29 : Le mall de Cipinang en fin de travaux.

« Je suis là depuis 2 mois, on vient de Cipinang. On a été déguerpi (*digusur*), alors que ça faisait un an que j'étais installée là bas à Kampung Baru. C'était en Octobre, on a reçu la lettre d'éviction (*surat pengusuran*) de l'entreprise qui possède le sol : « merci d'être restés là mais s'il vous plait il va falloir partir », mais ils n'ont pas dit quand. [...] En février 2012, ils ont encore envoyé une lettre, du coup, j'ai déménagé ici, tous ceux dans cette rue ici viennent de *kampung baru*, mais tout le monde n'est pas parti de là bas en même temps que nous.

Dans cette rue, c'est un bidonville (*lapak lapak*) ; les gens de Cipinang viennent tous de Cirebon, les autres sont là depuis trois ans et viennent de Sunda. Il y a 30 familles qui viennent de l'éviction de Cipinang. [Je lui demande alors comment elle a trouvé l'endroit] Je cherchais un terrain et je n'en avais pas, et ceux qui possédaient le terrain (ils habitent en Allemagne m'ont-ils dit, c'est Pak Anas, le *tokoh* [homme de confiance ou chef informel du quartier] qui m'a dit que la PT était basée en Allemagne). (...) [j'insiste, comment avez-vous su qu'il y avait une possibilité ici ?] La première information est venue d'un de mes voisins qui a déménagé ici un peu avant moi.

○ La contestation d'une installation ancienne : le cas de Budidharma

Un autre cas peut appuyer l'essor des tensions pour l'usage du sol à Jakarta, en lien avec la trajectoire de la métropole. Dans le périmètre de Budidharma (Jakarta Nord), 76 ménages sont exposés à une expulsion car l'entreprise propriétaire souhaite utiliser cette « zone vacante ». Le terrain appartient à une des plus grandes compagnies indonésiennes de promoteurs (Pulo Mas) depuis 1972. Ils ont laissé les familles s'installer dans la durée tant que l'utilisation de cet espace n'était pas nécessaire à l'entreprise puisque la majorité des ménages est implantée depuis plus de 25 années. Les populations sont donc profondément inscrites dans ce lieu avec leur réseau social et économique et possèdent la carte d'identité et de résidence de Jakarta. Ils sont donc reconnus comme citoyens officiels de la province spéciale (même si l'occupation du terrain est reconnue comme illégale). Ils n'ont subi aucune éviction depuis leur installation.

En revanche, c'est l'usage futur du terrain qui est flou. À la première demande de réquisition, l'entreprise a affirmé devoir élargir la rivière, puis le projet s'est transformé pour la création de logements collectifs. La cible commerciale des futurs appartements n'était pas connue mais Pulo Mas est spécialisé dans le résidentiel de très haut standing. À présent, l'usage officiel serait la création d'un entrepôt. Il semblerait que l'utilisation de ce terrain ait varié au gré des sensibilités et des besoins de la ville de Jakarta afin de faire accepter la réquisition du terrain donc l'éviction des populations occupantes. De plus, la réorientation des usages permet d'éviter la présentation de ce terrain comme zone résidentielle, qui participerait à la justification de la présence d'habitations.

Trajectoire d'un quartier et émergence d'un territoire approprié... temporaire

Le cumul de plusieurs trajectoires d'habitants en lien avec les réseaux personnels et leur tissu social fait émerger des groupes de populations différentes qui cohabitent dans un même lieu. Le cas du quartier de Bintara est particulièrement intéressant car malgré des trajectoires multiples, avec des temporalités variées, à des moments de vie différents, il apparaît aujourd'hui comme un espace peuplé d'environ 400 familles dont l'inscription spatiale témoigne d'une organisation sociale et économique ainsi que de formes d'appropriation de l'espace. On peut

donc s'interroger sur la trajectoire même de ce lieu dont l'évolution marque sa position désormais stratégique dans le contexte métropolitain.

La reconstitution des processus de décision et la superposition des trajectoires d'habitants font de cet espace un lieu complexe dont on peut questionner l'attractivité, ou au moins les avantages ou les conditions qu'il présente qui permettent de telles installations.

L'émergence de la fonction résidentielle de ce quartier semble associée à sa localisation : le lieu est situé entre l'autoroute Jakarta-Bandung et la rue Kalimalang (le long du canal d'approvisionnement en eau du même nom) qui rejoint Cawang (Jakarta Est) à Bekasi.

L'arrivée des « premiers résidents » à la fin des années 1980 coïncide avec la construction de l'autoroute : le projet, financé par un prêt de la Banque mondiale a été initié en août 1981 (85 millions de dollars). En 1988, l'autoroute a été ouverte, permettant de confirmer et d'approfondir le « corridor » entre Jakarta et Bandung et appuyant l'urbanisation de l'aire métropolitaine³³⁸. Cela permet donc une connexion directe pour les anciens habitants de la province spéciale s'installant à Bekasi (le fonctionnaire du ministère de l'agriculture précise qu'un bus de ramassage lui permettait de se rendre quotidiennement à son travail).

L'importance de cet axe est confirmée par la construction en cours d'une autoroute aérienne dont on observe les pylônes et certaines portions de l'autre côté du canal, lorsque l'on emprunte la Jalan Kalimalang.



Photographies 30 : L'autoroute aérienne en cours de construction

³³⁸ En effet, Christopher Silver (2008) montre comment l'extension des autoroutes a permis la suburbanisation rapide dans l'aire métropolitaine, une opération complémentaire des programmes massifs de logements subventionnés pendant l'ère Suharto. BPN (l'agence foncière) a d'ailleurs distribué allègrement des permis de construire sur plus de 80 000 hectares de terres aux marges de Jakarta entre 1985 et 1999 appuyant l'étalement urbain.

Par ailleurs, le trajet d'accès de ce quartier depuis la rue principale de Kalimalang apporte d'autres éléments. Après avoir traversé la zone résidentielle et commerciale, on arrive rapidement dans un espace végétalisé, quelques maisons éparses mais surtout, de vastes (relativement étant donné que l'on se situe en zone urbaine) champs et des plantations de bananiers. Il semble que les bananiers soient un des moyens adoptés par l'entreprise pour contenir les constructions sur ce vaste terrain vacant. Cet espace dissimulé à la vue n'apparaît qu'après dix minutes de marche. En contrebas de l'autoroute, dont on remarque le péage sur la photographie du centre, l'espace habité est invisible.



*Photographies 31 : Un quartier masqué par les cultures en zones urbaines :
de gauche à droite : plantations de palmiers, le péage de l'autoroute caché derrière les plantations,
un champ et la décharge, des productions agricoles locales*

Cette invisibilité favorise l'installation discrète d'habitants sans provoquer de réaction. Des zones de décharge pour les détritiques non collectés et des espaces proches des abris pour les ramasseurs sont implantés dans ce lieu disponible. Ceux-ci peuvent trier, laver et compacter les déchets récupérés sur les voies publiques et auprès de certains ensembles résidentiels.

Une forme de distance s'impose d'avec le quartier « formel » qui se trouve plus en hauteur. La dénivellation importante, le canal, et les terrains de football contribuent à une organisation de l'espace nette et à une différenciation entre les groupes sociaux et les types d'occupation du sol. Ces sortes de frontières claires permettent dès lors des appropriations différenciées de l'espace et limitent les concurrences entre ces groupes.

Au sud de ce quartier, de l'autre côté du canal, trois zones résidentielles « modernes » (des complexes) ont été construites depuis dix ans. En effet, les espaces moins densément occupés ou vacants correspondent à la demande en foncier et à la vocation que se donne la municipalité de Bekasi au travers de sa planification. Tant dans les entretiens auprès des fonctionnaires locaux que dans le schéma directeur, la fonction résidentielle de Bekasi est mise en avant. C'est un choix assumé présenté, par une des membres du département de l'aménagement de Bekasi Kota, comme stratégique étant donné la pénurie de logements à Jakarta et comme une sorte de « répartition fonctionnelle dans la métropole » (entretien avec

Marlina Lucianawati (*City planning division*), juillet 2012). En effet, c'est bien les villes de la périphérie de Jakarta qui connaissent le taux de croissance le plus important³³⁹, alors que le solde migratoire de Jakarta Centre est désormais négatif.

L'histoire du quartier s'insère profondément dans la trajectoire métropolitaine et les appropriations qui en sont faites ne sont présentées que comme temporaires face au projet de l'entreprise propriétaire. En effet, construire un complexe résidentiel de maisons individuelles sur le périmètre du quartier « informel » correspond totalement aux volontés et orientations planificatrices de la municipalité de Bekasi. Si différentes trajectoires d'habitants ont mené à ce quartier, il semble que l'évolution prévue du quartier les expose à un déguerpissement. Sa situation stratégique, proche de Jakarta et des axes majeurs de communication, dans le contexte d'affirmation de l'espace métropolitain fait évoluer la trajectoire du lieu, d'un espace à priori peu identifié et périphérique, : celui-ci devient une zone sous tension, objet de multiples intérêts divergents.

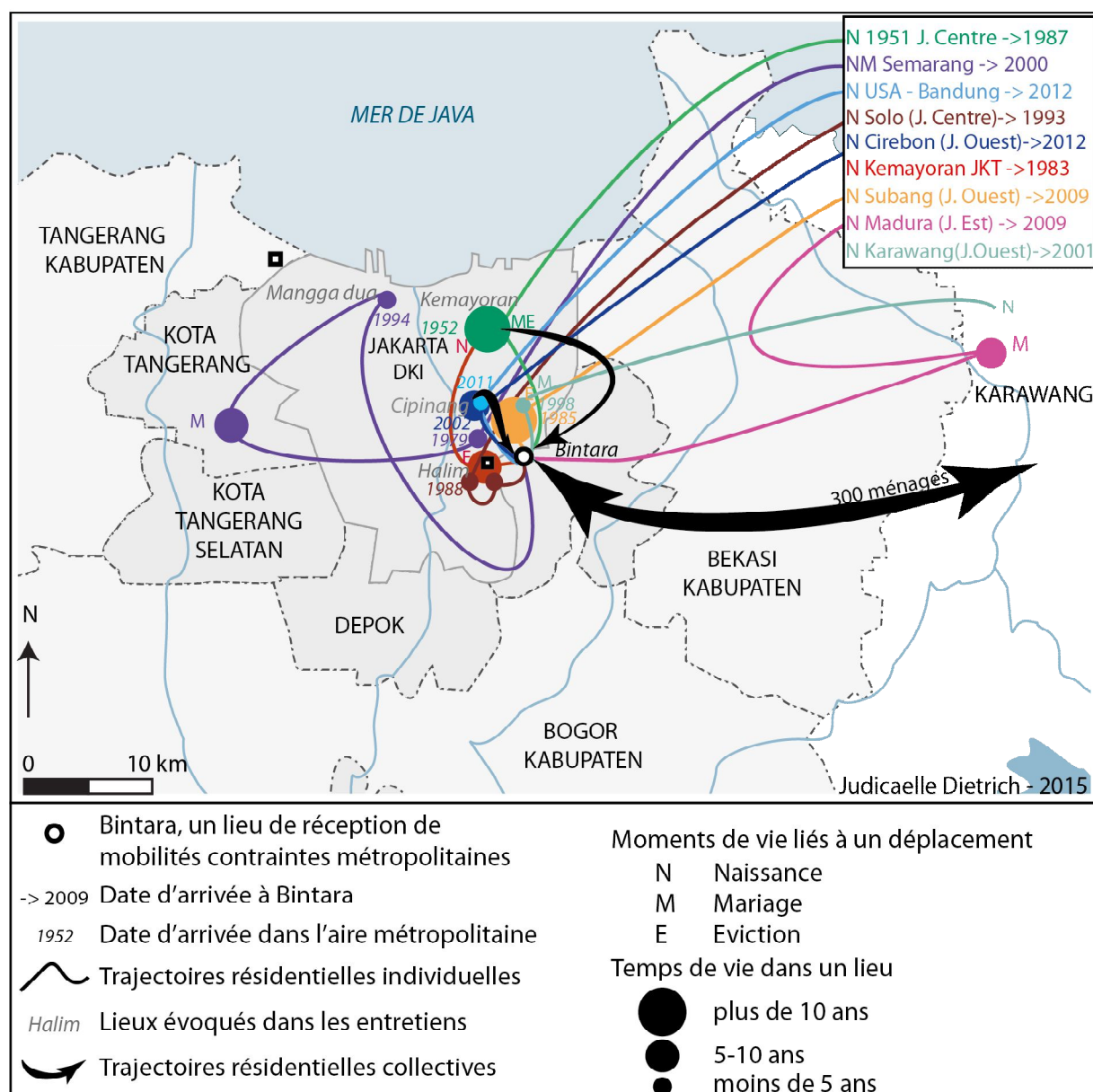
Trajectoires résidentielles : une éviction progressive de la métropole

Apparaît dans ces différentes situations l'éloignement progressif de populations défavorisées, voire même des « citoyens ordinaires » des espaces centraux et de la capitale au profit de la création d'espaces urbains modernes. C'est bien au croisement des trajectoires, de la métropole, des quartiers et des habitants que peut apparaître cette conséquence de l'augmentation des tensions métropolitaines.

L'aménagement d'un quartier lié à la construction du nouvel aéroport et à la destruction de l'ancien, ou pour la construction d'un centre commercial participe de la modernisation de la ville. Les trajectoires résidentielles individuelles des populations du quartier de Bintara sont profondément liées au changement urbain et à ses justifications (analysées dans le chapitre précédent).

La cartographie des parcours résidentiels croisée avec leur temporalité démontre l'éviction progressive de Jakarta d'une partie de la population et/ou la limitation d'un accès durable à la métropole.

³³⁹ La ville de Bekasi connaît un taux de croissance de 3,44 % par an, nettement au-dessus de la moyenne nationale (1,49% entre 2000 et 2010) et du taux de croissance urbaine (à 3,33 % sur la décennie), ce qui est rare pour des villes déjà millionnaires. Le même constat peut être réalisé à Tangerang (3,20 %) et Depok (4,25 %, le taux le plus élevé mais c'est la ville la plus petite de l'aire métropolitaine). (Données de BPS du recensement de 2010).



Carte 22 : Trajectoires résidentielles de quelques résidents de Bintara, Entre réception des mobilités métropolitaines contraintes et refoulement depuis la ville centre

Les trajectoires résidentielles et les formes d'appropriation de l'espace témoignent des choix possibles et de leur degré de contrainte tout au long d'une vie. On peut synthétiser ces éléments à partir de cette figure qui montre en quoi des parcours individuels et familiaux, qui reposent sur différents facteurs et des stratégies (de l'individu, du ménage, du groupe) en fonction de leurs ressources (économiques, mais aussi sociales, en termes de réseaux), et insérés dans un tissu relationnel serré peuvent se cumuler voire se concurrencer quand ils se confrontent dans un même lieu. Pour mettre en évidence les tensions métropolitaines en jeu localement, la figure chronologique croise les trajectoires des habitants avec celle du lieu.

La lecture de cette figure peut apparaître difficile, mais voila un exemple de parcours qui est retranscrit sur la carte, en violet, et sur la figure chronologique (quatrième cas) ; quelques informations complémentaires sont indiquées entre crochets :

La femme est née à Semarang, en 1962, une grande ville javanaise où elle s'est mariée à 17 ans [mariage organisé par ses parents : elle ne s'entendait pas avec son mari donc trois mois après elle le quitte et s'enfuit à Jakarta]. Elle arrive à Jatinegara où elle va rencontrer son second mari [un Betawi de Tangerang, elle aura six enfants avec lui]. Elle s'installe alors avec lui dans son quartier d'origine à Tangerang (à l'ouest de Jakarta). Il est décédé lorsqu'elle avait 31 ans. Elle est donc rentrée à Jakarta, à Mangga dua qu'elle connaissait déjà bien. Elle y rencontre son troisième mari, onze ans plus jeune qu'elle [elle aura deux enfants avec lui]. Ils y avaient un logement, mais pas assez d'argent pour payer régulièrement [« à la chute de Suharto, beaucoup d'entreprises ont fermé et tout était au ralenti, donc on n'avait plus les moyens »]. Le propriétaire les a donc obligé à partir, et ils sont ainsi arrivés à Bintara [« c'est plus sécurisé ici, car en Jakarta il y a des razzias »].

[Elle vit dans une maison faite avec des nattes de bambou tressé. À 21 heures, son mari (conducteur de taxi moto – *ojek* – l'emmene au marché pour ses courses. Elle se lève à trois heures du matin afin de préparer à manger. Elle vend ensuite ses préparations pour le petit déjeuner (tofu, bananes frites, ...). Elle a choisi de monter son *warung* car elle se dit fatiguée des « razzia » : « à Jakarta, le revenu est plus régulier mais c'est trop risqué, il faut avoir assez d'argent pour investir et s'il y a une razzia, on perd tout ! »]

La carte ci-dessus permet de montrer le cumul de trajectoires individuelles et le difficile ancrage à l'intérieur de la ville centre. En effet, malgré des présences de longue durée à Jakarta, les épisodes de vie ne permettent pas un maintien dans la ville.

Les zones de Halim (aéroport militaire) et de Kemayoran (ancien aéroport de Jakarta) ont été fortement touchées par des évictions, tout comme le quartier de Kampung Baru à Cipinang. Cela a provoqué des déplacements collectifs : plusieurs ménages se sont installés ensemble dans le quartier de Bintara : une vingtaine vient de Kemayoran dans les années 1980 ont acheté une parcelle de terrain sous le régime du *girik* et une cinquantaine s'est installée plus récemment, entre mars et mai 2012. Dans ce dernier cas, l'installation s'est négociée de manière informelle avec un intermédiaire (*calo*) de l'entreprise propriétaire du terrain : il a lui-même délimité les lopins. Les ménages venant de Karawang ont une implantation locale bien différente. Si celle-ci est manifeste du fait du nombre important de personnes concernées, la proximité du village d'origine dans le district voisin de Bekasi permet d'importants allers-retours (souligné par la double flèche) et une rotation forte des résidents à Bintara.

Depuis 1996, la zone de Bintara fait l'objet d'un projet de complexe résidentiel dit « *real estate* ». La menace d'expulsion porte sur tous les occupants malgré des formes d'appropriation foncière très différentes. Face à ces concurrences, les possibilités et modalités de réponse des populations diffèrent : la figure montre comment des parcours individuels et familiaux et des stratégies proportionnelles aux ressources peuvent s'influencer mutuellement quand ils se confrontent dans un même lieu.

6.2. Se mobiliser ou négocier ?

La réflexion porte ici sur l'influence des pratiques individuelles sur les lieux et sur la construction de la ville. Cette démarche part du postulat que tout résident, habitant ou citoyen, qu'importe son statut dans la ville « en est toujours d'une façon ou d'une autre aussi l'acteur » (Kleinschmager, 2006, p. 137).

Il est désormais admis qu'on ne peut limiter l'emploi de la notion d'« acteurs de la ville » aux décideurs politiques ou aux professionnels de l'aménagement. La question porte en revanche sur la manière dont les « citoyens ordinaires » des sociétés urbaines et en particulier les personnes les plus démunies y contribuent (Pinson, 2000) et comment leur action peut être appréhendée voire identifiée comme déterminante dans la production de l'espace urbain. À ce sujet, Hadrien Dubucs affirme : « *Un premier levier de participation à la construction de la ville consiste en la mobilisation collective d'habitants conquérant une légitimité et une audience suffisante pour être partie prenante du débat politique qui préside à un aménagement* (Castells, 1973) » (Dubucs, 2009, p. 48). Comment donc des citoyens ordinaires, au capital social, politique et économique particulièrement fragile peuvent se mobiliser pour des enjeux véritablement pris en compte dans le processus décisionnel ? Comment se module leur capacité d'action dans un contexte de contraintes fortes

D'autres éléments sont à considérer dans la construction de la légitimité et de l'appartenance urbaine de ces populations. Il s'agit notamment des pratiques « ordinaires » et « quotidiennes » (Bayat, 2013) qui témoignent de la diversité des formes d'appropriation et de participation à la ville, à la société urbaine et à leur fonctionnement, voire même à revendiquer certains droits sur un espace.

En contrepoint, ces questionnements interrogent la notion de « résistance » et sa pertinence dans le cadre métropolitain de Jakarta : dans quelle mesure des populations en situation de pauvreté, en particulier les plus fragiles, peuvent-elles résister à une organisation sociale oppressante ou à une opération spatiale d'exclusion ? Dans un contexte où les rapports de forces ne sont pas à l'avantage des populations défavorisées, comment se mobiliser efficacement pour être reconnu, faire prendre en compte ses besoins, ses droits, ou simplement sa présence ? Des pratiques diverses quotidiennes, des tactiques et des stratégies sont des formes de contestation et de résistance possibles, même si cette notion doit être utilisée avec discernement.

6.2.1. Mobilisation collective *versus* contestation

Entre la gestion du quotidien dans la précarité et la nécessaire lutte pour perpétuer un lieu de résidence, la mobilisation nécessite de passer au-delà des exigences de la survie et des temporalités de l'immédiat afin de faire émerger une action collective en mesure d'être audible par les décideurs. Comment ce passage des réponses individuelles à une organisation collective peut-il se faire ? Parallèlement, tous les projets au nom de la lutte contre la pauvreté, dans le cadre des programmes territorialisés, qu'ils soient portés par les politiques publiques ou par des structures privatisées, globales ou non, insistent sur la nécessité que les opérations sur le terrain soient systématiquement appuyées ou à l'initiative de mobilisations collectives et d'organisations participatives. Les intérêts de la majorité des personnes respectant la démocratie doivent être entendus en intégrant les voix des personnes les moins audibles en général. Mais cette démarche peut aussi limiter certaines revendications individuelles, voire et contenir toute forme de contestation.

❖ Les modalités de l'action collective à Jakarta

Les actions de réduction de la pauvreté s'appuient sur la mobilisation des populations concernées pour installer ces programmes et opérations.

« Mobiliser une participation »

Même si cela peut sembler une évidence, toute action liée à la lutte contre la pauvreté ou pour la défense des droits des personnes en situation de pauvreté se doit d'être justifiée. Son acceptabilité est un critère déterminant pour la réalisation d'une action à cette fin et chaque programme présente un volet de justification démontrant en quoi leur démarche est impérative³⁴⁰. Comme cela a été présenté dans le premier chapitre, les opérations sont liées aux manières d'appréhender le phénomène par le manque, selon cette approche quantitativiste de la pauvreté. Il s'agit donc de légitimer toutes les opérations au nom d'un « mieux » à apporter aux populations considérées comme pauvres : un « mieux » dans leurs conditions de vie (en termes d'accès aux services), dans les besoins fondamentaux auxquels il faut répondre. En revanche, la prise en compte de leur situation sociale peut se lire dans la démarche systématique de création d'une société civile³⁴¹, en favorisant l'organisation de groupes et de « communautés » pour la

³⁴⁰ La situation précaire d'une part importante de la population et les manques criants de certains services ou équipements ne sont absolument pas remis en question ici.

³⁴¹ Il reste d'ailleurs paradoxal de penser que la société civile pourrait être créée ad hoc, plus encore par l'intervention exogène d'un programme dans un territoire local.

faire vivre et contribuer ainsi à la démocratisation de la société indonésienne. Le programme national pour la réduction de la pauvreté (PNPM *mandiri*) est évidemment une pierre angulaire de cette démarche ; les autres opérations observées (menées par les ONG ou dans le cadre des programmes financés par les bailleurs (internationaux ou les fondations privées) insistent sur la « base communautaire » de leur projet de développement.

Le titre du paragraphe peut apparaître comme un pléonasme : la « mobilisation » et la « participation » sont souvent utilisées comme synonymes ou corrélats. Mais il s'agit ici de montrer comment la participation a été imposée comme « bonne pratique », mobilisée par les acteurs en charge de la gestion de la pauvreté : les bénéficiaires doivent dès lors adhérer à ces organisations collectives qui en sont issues au risque de voir les porteurs du projet passer leur chemin. Alors que la participation ou la mobilisation collective semble montrer une démarche « d'en bas », portée par les populations concernées... on voit bien ici que cette démarche est souvent initiée par les encadrants de la gestion de la pauvreté.

Dans un ouvrage présentant plusieurs projets participatifs (*Grounding knowledge*, 2014) d'Asie du Sud-est, et en particulier à Jakarta, les auteurs pointent que la mobilisation est première dans ce type d'approche. Mais c'est bien les agents des ONG qui initient la démarche : (étape un : « *mobilizing people* » (p. 60) ; « *trying to mobilize interest on the ground* » (p.59). Dans les quartiers étudiés qui font l'objet de programmes de développement (Warung Gantung à Kalideres, Budidharma (Jakarta Nord) ou Margahayu à Bekasi notamment) l'installation d'instances communautaires est une condition préalable à toute réalisation. Cet aspect est explicitement formulé dans les rapports opérationnels des travaux d'adduction d'eau puis d'installation de fosses septiques à Warung Gantung, tout comme dans le fonctionnement du programme national (PNPM). Le maître d'œuvre, employé de PALYJA a exposé lors de son entretien les modalités de choix du quartier et l'usage de la participation comme outil d'évaluation de la « motivation » des habitants pour bénéficier du programme. En reprenant chronologiquement les opérations réalisées dans ce quartier, on peut observer une véritable gradation dans l'« exigence de participation ».

Comme évoqué dans le chapitre 4, les « *community based organization* » liées au programme GPOBA d'extension du réseau de distribution d'eau vers certains quartiers par PALYJA semblent n'être que façade et n'ont au départ que peu d'interactions avec la concrétisation du programme (qui cependant se doit d'en avoir le label). C'est pour les projets ultérieurs que la participation est devenue de plus en plus visible. En effet, si l'entreprise n'a pas véritablement besoin de se faire connaître, l'ONG qui intervient sur le terrain et qui a comme mission de « socialiser » doit parvenir à se faire identifier par les membres du quartier. Sachant que cette première opération a été l'occasion d'initier d'autres programmes liés aux comportements (alimentation, hygiène, ... cf. chapitre 5), l'ONG s'est donc appuyée sur son

équipe locale de « volontaires » afin d'animer la « campagne de communication » des différents projets. Sans revenir sur les implications de certaines pratiques paternalistes vues dans le chapitre précédent, la communication des projets joue aussi sur une forme de compétition entre les citoyens afin de sélectionner « les meilleurs » et d'initier des effets de mimétismes (depuis l'entraînement à la menace de stigmatisation).

Ces pratiques s'organisent différemment selon les communautés. Elles ont comme objectif, d'après le maître d'œuvre, d'identifier les personnes qui ont « vraiment envie » de bénéficier de ce projet. L'enjeu de la participation est alors d'apporter une sorte d'assurance de réussite du programme, lié à la volonté individuelle de la personne et à son appropriation d'un nouvel équipement ou d'une nouvelle pratique. Le principe de réalité est alors convoqué comme justification : il est indispensable pour ces différentes structures (entreprises, ONG) de faire réussir leur projet afin de justifier des financements obtenus et de la nécessaire poursuite de leur « mission ». C'est donc pour évaluer cette « motivation » que le maître d'œuvre a suggéré l'organisation de compétitions sportives entre deux communautés pour identifier quel groupe était le plus investi (pas nécessairement sur les « vainqueurs » mais sur le nombre de participants). Cette approche quantitative de la participation peut apparaître éloignée des concepts de démocratisation qui appuient cette démarche à l'origine, ou en tout cas bien superficielle par rapport aux enjeux politiques affichés au départ.



Photographies 32 : Participation des citoyens dans des quartiers aidés : la compétition sportive comme modalité d'appropriation des opérations initiées par des organismes extérieurs.
À gauche, photographie de compétitions sportives organisées à Warung Gantung (Mercy Corps)
À droite, compétition de tire à la corde à Bukit Duri (Grounding Knowledge, 2014)

Cette participation des habitants est systématiquement captée par des photographies afin de justifier de sa réalité et surtout de l'investissement réel des habitants. La seule image du groupe et de l'adhésion manifeste de tous ses membres (photographie avec les doigts levés).

PERENCANAAN RUANG PARTISIPATIF

Penentuan Zoning/perwilayahan, Lokasi, Penataan Persil & Tata Letak Bangunan



PERUMUSAN KESEPAKATAN BERSAMA

Figure 13 : Cartographie participative à Budidharma : Capture d'une diapositive de la présentation des actions de LBH et UPC pour la défense des droits des occupants du quartier

Cette mise en image souligne la cohésion du groupe et donne corps à cette « communauté », souvent intrinsèquement liée au projet initié de l'extérieur. Il reste cependant toujours difficile de faire la part entre le sentiment réel d'appartenance à un groupe local et l'émulation liée à un événement ponctuel organisé spécifiquement à cette fin.

On peut relever aussi que cette démarche de primer ou d'avaliser la qualité de projets en fonction de l'investissement des populations locales (au travers de la participation) se retrouve aussi à une échelle macro-régionale voire mondiale où sont mis en avant les projets communautaires comme critère de réussite des projets de développement. Ainsi, la publication récente d'un rapport par un regroupement d'instances internationales met en valeur certains cas « modèles » de projets participatifs de développement qui seront à reproduire³⁴² (Lipietz, Newton, 2014). Le cas du quartier de Bukit Duri est ici détaillé face à la menace d'éviction liée à l'exposition au risque d'inondation (Texier, 2009), l'organisation communautaire avec l'appui d'acteurs internationaux cherche à proposer des solutions de relogement *in situ* correspondant aux pratiques des habitants (notamment en fonction de leurs activités) ; l'idée est donc de tenter

³⁴² L'ouvrage est édité par trois principales structures : *Development Planning Unit* (DPU), *Community Architects Network* (CAN) et *Asian Coalition for Housing Rights*. Il recense quatre cas exemplaires en Asie du Sud-est de projets participatifs (*community-driven*).

d'éviter le relogement dans des hauts immeubles collectifs et l'éclatement de la communauté. La valorisation de cette organisation à l'échelle internationale via cette publication permet de faire connaître un projet architectural organisé autour de la « maison communautaire » du quartier³⁴³. Cette longue pratique de coopération collective du lieu liée à l'ancienneté de l'ONG locale et à la succession de projets participatifs (gestion et recyclage des déchets, toilettes flottantes ...) témoigne de la prise d'habitude des populations du quartier à penser collectivement les projets.

« Faire communauté » : les implications de cette exigence de participation

Les opérations modèles contribuent à faire évoluer les pratiques (la conception *top-down* est beaucoup moins mise en avant) et à homogénéiser les méthodes d'intervention. Elles sont évoquées comme référence au cours des entretiens menés avec les acteurs participant à la gestion de la pauvreté. L'aval d'une organisation communautaire garantit la prise en compte de l'intérêt général et limite certaines pratiques « égoïstes » (Klosterman, 2003, p. 93).

○ **Une méthode alternative pour une plus grande démocratie ?**

Les projets de développement s'ancrent profondément dans une démarche de plus grande justice envers les populations les plus défavorisées. La participation en tant que pratique de l'aménagement et de gestion des actions visant la réduction de la pauvreté s'impose comme l'assurance de permettre un débat démocratique et de limiter le pouvoir des groupes sociaux plus puissants dans le processus décisionnel³⁴⁴. Cette méthode est à l'écoute des groupes sociaux dominés et rompt directement avec les prises de décisions technocratiques (Mill, 1951). En revanche Susan S. Fainstein souligne l'importance d'un contexte socio-économique favorisant les conditions mêmes de l'égalité (Nussbaum, 2000 ; Fainstein, 2009) et l'expression libre de chacun.e pendant le débat et la délibération. La participation à la prise de décision réduit les inégalités inhérentes au contexte urbain, condition d'une démocratie et d'une justice des résultats obtenus (Fainstein, 2009).

Les membres de la communauté doivent être identifiés. Ainsi, à Budidharma, des habitants informels sont au cœur de la participation au mouvement contre leur éviction. Par

³⁴³ Actuellement, il s'agit du siège de l'ONG où se déroulent des activités organisées par les volontaires pour les résidents du quartier. Le projet ainsi réalisé donnerait une fonction plus centrale à ce lieu tout en le distinguant du bureau administratif des unités de voisinage (RT) et de quartier (RW) locales.

³⁴⁴ « L'origine de ces réflexions est la déception face aux dérives autoritaires du socialisme tel qu'il a effectivement existé, conduisant à s'intéresser aux processus démocratiques justes au moins autant, voire plus, qu'aux résultats égalitaires. Ce recentrage du débat sur les processus de prise de décision est aussi une réaction à l'émergence dans le monde entier de mouvements sociaux démocratiques et repose sur l'idée selon laquelle, dans une démocratie, le point de vue de chaque individu a la même valeur et que chaque individu devrait se voir offrir les mêmes possibilités de convaincre les autres » (Fainstein, 2009, p. 1).

contre, certaines populations aux limites des quartiers ciblés par les politiques publiques sont totalement exclues des processus décisionnels (exemple Warung Gantung, Kalideres : les populations en marge ne sont pas pensées dans les besoins, et ne sont aucunement la cible des opérations d'amélioration des équipements et services dans le quartier).

La participation ne signifie donc pas toujours l'implication de tout.e.s. Ainsi, à Bintara (Bekasi), le chef du quartier (RW) formel a clairement délimité sa zone de compétence en indiquant que les migrants récents n'appartiennent pas au quartier (ni à Bekasi d'ailleurs) et que la seule chose qui le concerne est leurs interactions avec les membres de sa « communauté » (*masyarakat*). La conscience de cette différence est intégrée par les populations considérées comme informelles. Un collecteur de déchet formulait ainsi clairement lors d'un entretien que la communauté « ne va pas jusqu'à eux » (*tidak sampai sini*) et marquait clairement le sentiment de distance entre les groupes.

○ Le besoin d'un intermédiaire et le nouveau rôle pivot des ONG

La délimitation de la « communauté » ne suffit pas pour permettre le débat démocratique. Systématiquement, l'intervention d'un tiers est identifiée comme nécessaire afin d'assurer la « bonne » manière de participer.



*Photographies 33 : La cartographie participative à Budidharma et à Bukit Duri
(Sources : LBH 2011 ; Grounding knowledge, 2014)*

En effet, les études académiques ainsi que les rapports des ONG mettent en valeur le rôle de l'« intermédiaire », capable de prendre la mesure des compétences individuelles, des idées, et d'un savoir autre (Forester, 1999; Healey, 1997; Innes, 1995; Hoch, 2007) : « *l'aménageur-urbaniste doit être (...) un médiateur à la recherche d'un consensus, et pour ce faire il doit être capable d'accepter la diversité des savoirs, des modes d'expression (histoires individuelles, art, etc.)* »

et des vérités ». (Fainstein, 2009). Le terme employé à Jakarta est « *fasilitator* » : que ce soit pour la mise en œuvre du programme national avec l'intervention des agents des bailleurs internationaux (Banque mondiale et UNPD) ou dans les actions d'ONG locales (LBH, UPC, Ciliwung Merdeka), l'intermédiaire facilitateur doit permettre la création de la communauté et son expression tangible à partir de documents (planification, cartographie) : on retrouve ici les photographies qui montrent comment réaliser des cartes participatives, pour la création de nouveaux espaces résidentiels. C'est un jalon présenté comme essentiel pour sortir de la possible « *tyrannie de la majorité* » (Mill, 1951) et pour faire naître de nouvelles manières de faire et de penser l'aménagement urbain.

Ainsi, on observe l'émergence d'un nouveau rôle des ONG dans ces projets de développement. Si celles-ci ne sont plus censées être initiatrices (impliquant une organisation descendante et autoritaire des opérations), leurs agent.e.s deviennent animateur.rice.s de ces organisations communautaires (gardant ainsi un rôle incontournable dans les politiques de réduction de la pauvreté).

○ Mobiliser des principes

D'après les agent.e.s. des ONG rencontré.e.s (LBH et UPC par exemple), la justification de l'intervention de tiers pour organiser la mobilisation s'ancre dans la volonté de sortir des rapports de pouvoirs potentiellement existants dans la communauté, mais surtout dans la nécessité de porter une voix qui sera entendue auprès des instances décisionnelles. En effet, la défense des droits des populations pauvres s'incarne dans des principes « universels » de démocratie et de justice (Chapitre 1) qui sont reconnus à l'échelle mondiale. Si la participation répond à « comment se mobiliser ? » dans des « bonnes pratiques », il faut aussi répondre à la question du « pourquoi ? » : réparer des inégalités ou lutter contre une situation identifiée comme injuste sont les fondements affichés des interventions des ONG. De plus, l'appel à ces principes globaux inscrits dans les principes fondamentaux de la République indonésienne (le préambule de la Constitution est une référence systématique de Uli, membre active de PBHI quand elle va défendre un cas au *Komnasham*).

Ainsi, la mobilisation par la participation montre une communauté coordonnée et unifiée (qui apparaît comme telle du moins) dont l'expression est formulée au travers d'un intermédiaire qui produit un discours normé (normalisé) audible par les pouvoirs publics. Il s'agit donc bien d'un enjeu de communication essentiel pour comprendre la gestion des quartiers précaires et informels via l'utilisation d'un vocabulaire en vigueur et de méthodologies reconnues comme porteuses de démocratie.

Mise en pratique de la participation ou la diversité sociale impensée

○ La quête du consensus

À ce niveau, le champ lexical employé indique le véritable enjeu de la participation et de l'appui de la communauté par un intermédiaire formé aux normes internationales. La planification participative à Bukit Duri (*Grounding Knowledge*, 2014) a comme objectif de créer un « consensus » pour un design de logements abordables et légaux. Qu'importe finalement le type d'acteur qui porte le projet de développement, le programme national ou les actions « privées » mises en œuvre par les ONG portent systématiquement un volet pour la création d'une organisation « de la base » (*community based organisation*) qui serait alors capable de transcrire la volonté de l'ensemble des membres de la « communauté » concernée. Le but est explicitement de lutter « contre les profits individuels » (Chef de RW, Kramat, où est mis en place le PNPM).

À Budidharma, deux organisations soutiennent les habitants dans leur demande de relogement sur place à l'entreprise : une organisation d'aide juridique (LBH *Lembaga Bantuan Hukum*) et une spécialiste du traitement des pauvres urbains (UPC – *Urban Poor Consortium*). Ces deux ONG sont très actives face aux évictions et maîtrisent les rouages d'une administration assez opaque. Les associations doivent alors chercher à adopter la meilleure stratégie, entre la radicalisation de l'action des habitants affectés et le souci de s'imposer comme interlocutrices privilégiées des pouvoirs publics et de l'entreprise : elles développent tout un arsenal de moyens destinés à manifester son désir de participation dans le cadre d'une concertation améliorée (recours gracieux auprès de *Komnasham*, manifestations, organisation de journées avec la population pour témoigner de leur bonne volonté)³⁴⁵. Elles cherchent à mettre en place des bonnes pratiques de l'aménagement urbain afin de légitimer leur action en insistant sur la démarche : socialisation, participation des habitants, réunions publiques ...

Cette quête du consensus cherche à lutter contre toutes les stratégies individuelles qui nuiraient à la cohérence de la communauté et de sa démarche. Ainsi, Edy (membre de LBH) s'agaçait auprès de moi du choix d'un des habitants du quartier de Budidharma qui avait préféré ne pas attendre la fin des négociations et qui a revendu son logement informel pour en acquérir un autre un peu plus loin, dans les espaces formels. Le consensus est parallèlement un moyen de

³⁴⁵ Au cours du projet urbain, les deux ONG font valoir un pouvoir de contre-expertise sur la réflexion et le diagnostic, un pouvoir de contre-proposition sur le choix des politiques publiques, un pouvoir de pression au niveau de la décision, un pouvoir de contrôle (ou de suivi) sur la réalisation. C'est en ayant la possibilité d'exercer ce contre-pouvoir à chaque phase du processus (ce qui inclut la possibilité matérielle, c'est-à-dire la disposition d'un local pour se réunir, travailler et entreposer les outils et documents de travail, d'un permanent pour assurer les tâches courantes et de sources de financement indépendantes pour pouvoir fonctionner et réaliser le travail de contre-proposition et de contre-expertise) que les ONG contribuent à une concertation véritable.

contrecarrer toute revendication de contestation et de montrer que toute décision a été prise collectivement afin de répondre à l'impératif démocratique. C'est pourquoi, les réponses individuelles sont délégitimées au nom d'un processus identifié comme « plus juste » et de principes idéologiques « supérieurs » moins aux prises avec les besoins individuels... or c'est pourtant ce qui va pousser à la mobilisation de chacun le plus souvent : le risque concret de perdre son logement dans un futur proche est bien plus sensible pour des populations en situation de précarité que des principes idéologiques portés par les groupes internationalisés. Dans la mesure où les populations concernées sont en situation de pauvreté, la « communauté » est-elle la seule réponse ou plutôt le passage obligé pour répondre à des besoins privés à priori insatisfaits qui sont de véritables enjeux de survie pour les individus ?

Les contestations potentielles sont ainsi maintenues localement dans la communauté et « managées » par l'intermédiaire. Les dissensions sont dès lors remplacées par des compromis heureux et un idéal communautaire dégagé de tout individualisme ou de rapports de pouvoir préexistants dans un groupe³⁴⁶. La participation apparaît alors comme une garantie de « bonne gouvernance ». Devenue prégnante dans les discours et recommandations internationales et en particulier autour des questions liées au droit au logement, cette méthodologie serait garante d'une démocratisation de la société (Banque mondiale, au sujet du programme PNPM) et d'une planification au bénéfice de l'intérêt général voire « de tous » (*planning for all*, slogan du schéma directeur de Jakarta 2030) notamment « grâce » aux compétences de l'intermédiaire (aménageur, militant, animateur de projets) (Fainstein, 2009).

La participation pensée et mise en œuvre par des ONG s'organise dans des espaces « invités » posés comme condition par les instances publiques et internationales : il semble ainsi que la délégation à l'ONG de ce pouvoir faite par les bailleurs financeurs et maîtres d'œuvre permet notamment de faire taire les voies dissidentes. Ainsi, la participation va à l'encontre des espaces « inventés » de revendication.

○ Qui peut se mobiliser ?

La participation réelle des « citoyens ordinaires » reste très relative, soumise aux contingences du quotidien et dépend du type de projet et des conséquences attendues par chacun.e. Les habitants doivent se sentir suffisamment concernés pour engager leur participation. Leur position sociale et leur condition économique entrent aussi en jeu. Les

³⁴⁶ Nussbaum affirme que le bon déroulement du débat démocratique repose sur « l'idée d'une communauté de personnes égales entre elles, qui ne seraient intimidées par aucune autorité et aucun pouvoir, et qui ne connaîtraient ni l'envie ni la peur liées à leur position dans la hiérarchie sociale » (« *the idea of a community of equals, unintimidated by power or authority, and unaffected by envy or fear inspired by awareness of their place in a social hierarchy* ») (2000, p. 135), ce qui va à l'encontre de la « réalité structurelle de l'inégalité et des hiérarchies de pouvoir » (Fainstein, 2009).

opérations de socialisation et de diffusion de l'information nécessitent le plus souvent de faire appel à des femmes au foyer ou à des personnes disponibles, donc potentiellement pas les individus les plus précaires. On retrouve souvent les mêmes personnes dans les moments d'échanges sur les projets engagés.

Si ponctuellement des images, des photographies semblent témoigner que « toute la communauté » est incluse dans la démarche (photographies 32 et 33), l'observation sur le terrain nécessite de nuancer ce propos.

Des oppositions internes ne peuvent être occultées, comme dans le projet de développement de Margahayu à Bekasi. En effet, l'ancienne responsable du RW est manifestement opposée au nouveau chef de quartier élu. Cependant, c'est par son intervention et ses relations personnelles que le Ministère des travaux publics est intervenu via le programme PNPM pour rénover les ruelles du quartier et que la création de deux latrines publiques avec l'ONG Mercy Corps a pu être financée (par AusAid). L'intervention de l'ONG sur les enjeux d'assainissement a été complétée par des communications sur les thématiques de l'hygiène et de l'alimentation. À partir de groupes de cuisine, uniquement composés de femmes, l'ONG a appuyé la diffusion de bonnes pratiques alimentaires (comme l'utilisation du *tempeh* – pâte de soja fermentée – pour les protéines). Concrètement, toutes ces activités se sont organisées autour de l'ancienne chef du quartier qui rassemble autour de sa maison une partie des femmes de la communauté (dix à quinze lors de la réunion de cuisine hebdomadaire). Elle a d'ailleurs regretté lors de notre entretien que les proches du chef de quartier soient récalcitrants à tout ce qu'elle apporte à la communauté. Cette personne s'est ainsi imposée comme contact et interface entre la communauté et les agents des groupes stratégiques, comme celle qui aide le quartier sans lien avec un rôle administratif local. Ainsi, sa position d'intermédiaire volontaire pour les pouvoirs publics et l'ONG contribue à imposer localement un contre-pouvoir et à diffuser l'aura de cette personne comme bonne citoyenne, investie, qu'il faut prendre en exemple (à deux reprises, l'ONG l'a explicitement prise en modèle face aux autres citoyens présents, une reconnaissance extérieure qui appuie son influence).

❖ Détournements des pratiques de participation

La notion même de participation peut se comprendre à des degrés différents lorsque l'on analyse son application sur le terrain. Dès 1969, la notion est déclinée en plusieurs niveaux selon le rôle des citoyens accordé dans un projet : c'est l'échelle de participation de Sherry R. Arstein (retranscrite dans l'annexe 10) qui permet d'analyser la place des citoyens dans la prise de décision.

La participation limitée à l'information (sélective)

En s'appuyant simplement sur la manière d'organiser la participation citoyenne, sous le nom de « socialisation » le plus souvent, on constate que les objectifs de cette démarche restent tout en bas de l'échelle de la participation, c'est-à-dire se concentrent surtout sur l'information et la consultation pour les « citoyens ordinaires ».

○ *Planning for all ?*

Les politiques « pour tous » liées à la planification de la ville de Jakarta ont été, dans l'ensemble, élaborées dans les bureaux du département de l'aménagement. Décisions administratives et technocratiques, les évolutions prévues pour les deux prochaines décennies ne sont pas issues des demandes des citoyens. Le processus du schéma directeur reste profondément pensé de manière descendante et hiérarchisée (*top down*). Des associations et organisations non gouvernementales ont critiqué ce manque de participation démocratique dans le choix de la ville à produire (RUJAK, 2011). Du fait de ces réclamations, des moments de socialisation ont été réalisés mais seulement une fois la majeure partie des décisions prises, après la rédaction du document cadre et général à l'échelle de la ville (le RTRW), et notamment, après l'ouverture de la galerie qui présente Jakarta en 2030 sous forme d'une (très grande) maquette.



Photographie 34 : La socialisation de politiques publiques urbaines

Si la démarche est affichée comme participative, l'organisation des personnes place l'auditoire en situation de réception

- a. Programme de planification du logement et des zones résidentielles (RP4D)*
- b. Planification spatiale de Jakarta 2030 : une participation limitée à l'information*

Ces deux photographies montrent la disposition de la salle où ont lieu ces types de rencontres portant sur l'organisation de l'espace urbain à Jakarta en termes fonctionnels. Que ce soit pour la planification du schéma directeur ou pour les programmes de logements, la démarche semble se réduire à une communication centrée sur la diffusion de l'information. La

salle ne favorise pas une discussion, un échange et un équilibre de toutes les paroles : la position de quelques personnes sur une estrade ou derrière une table « officielle » présentant un projet à l'assemblée place l'auditoire (pour ne pas dire le « public ») dans une situation de réception, passive : la communication est unilatérale, l'interaction inexistante. Les conditions d'une démarche dite « participative » ne sont pas réunies.

La participation des citoyens n'a été pensée que dans un deuxième temps, pour la planification locale (RDTR, *Rencana Detail Tata Ruang* – planification détaillée de l'occupation des sols, pour chaque district (*kecamatan*) au 1-5000^{ème}). Elle n'a donc été que secondaire dans la conception d'un « aménagement pour tous » et à une échelle très locale, soumise aux choix macro. L'observation de la mise en œuvre de cette politique dite « participative » de planification urbaine a été menée pendant mes enquêtes de terrain : la réunion pour un *kecamatan* n'a lieu qu'une seule fois, dans la journée, en semaine, sur les heures de travail, sans affiche pour mobiliser les populations (ou simplement les inviter). Durant ces réunions de « socialisation », les fonctionnaires présentent les enjeux et les (maigres) choix possibles pour l'aménagement futur du quartier. Un retour (avis, choix et propositions) est demandé aux personnes présentes en une semaine ... il n'y a pas de seconde réunion. Même si elles sont en théorie ouvertes, seules les personnes cadres³⁴⁷ des quartiers et des échelons supérieurs y participent. En pratique, ces réunions ne sont pas organisées pour favoriser les échanges : elles sont très formelles, ne permettant pas à des extérieurs de s'exprimer librement face à une table d'officiels...-Lors des deux réunions auxquelles j'ai pu assister, seule la dernière demi-heure a été accordée au débat, et les principaux retours portaient principalement sur des erreurs formelles des plans proposés (nom de rue, usage actuel du sol).

L'écart est grand entre le discours théorique et les réalisations concrètes et ces pratiques ne permettent pas de contourner les biais d'une politique en faveur des groupes sociaux les plus puissants.

Cette diffusion très parsemée d'informations et la maigre consultation montrent que la coopération des citoyens est réduite au minimum, voire est détournée en non-participation tout en donnant l'illusion d'une implication dans le processus décisionnel. Ainsi, à la différence de l'approche participative dont les défenseurs affirment que c'est le seul moyen de recueillir les voix de groupes dominés, l'objectif réel semble bien plus de diffuser une décision déjà prise afin de la rendre acceptable.

³⁴⁷ Chef de l'unité de voisinage, chef de quartier et chef de sous district accompagnés des responsables de la société civile et religieuse.

- **La participation dans le Programme national de réduction de la pauvreté (PNPM *mandiri*)**

Le chapitre 4 montre comment le PNPM favorise un *empowerment* de la communauté, notamment par le biais de la participation de tous ses membres. L'observation de la mise en œuvre du programme sur le terrain fait apparaître plusieurs éléments contradictoires par rapport aux principes du *community development* présentés dans le premier chapitre³⁴⁸. Si les structures et cadres de discussion ont été mis en place effectivement par le programme, leur survie à ce dernier semble peu probable. Appuyer l'*empowerment* par le PNPM dans la ville avait comme objectif de favoriser les conditions d'existence d'une démocratie locale, de permettre la prise de décision impliquant directement les citoyens. Le but est évidemment de faire prendre conscience des capacités d'agir et de décider des conséquences réelles dans la ville. Par ailleurs, du fait de l'essence même de ce programme et de son financement, l'affichage d'opérations communautaires est incontournable et non soumis à contestation (tant par les habitants que par les bailleurs).

Avec la participation de tous les membres du quartier, l'objectif est d'en définir la pauvreté et de cartographier (*social-mapping*) les lieux et besoins qui nécessitent une aide. Cette démarche de participation citoyenne devrait intégrer les groupes défavorisés au moins au même niveau que les autres groupes sociaux dans le processus de décision (Mill, 1951). En pratique, les entretiens auprès des responsables montrent que ce sont eux qui ont pris les décisions : « *je veux que les opérations de développement se voient, comme cela, tout le monde dans le quartier pourra constater les améliorations, et puis c'est aussi ce que demande le kelurahan* » me souligne le chef de quartier du RW1 de Kramat. Ce détournement s'approche manifestement de ce que Arstein qualifie de manipulation de la participation.

Par ailleurs, si les cartes produites localement ciblent les facteurs de pauvreté et les personnes qui y sont les plus exposées, elles n'ont jamais été retrouvées, malgré une présence de plusieurs mois et une recherche active : les cartes réalisées à Kramat, à Kalideres ou à Margahayu qui auraient pu permettre de confronter les demandes avec les réalisations effectuées, ont disparu du bureau du quartier et ne sont pas non plus au centre des animateurs/facilitateurs du projet. Ils se renvoient réciproquement la responsabilité de qui est sensé garder ce document (la logique voudrait qu'elle soit au plus près des concernés, donc dans le quartier). Un habitant *lambda* n'aurait pas pu accéder à ces informations, ce qui constitue une entrave à la participation.

³⁴⁸ Ces remarques sont appuyées sur les observations réalisées dans le RW1 de Kramat, dans le quartier à l'ouest de la voie ferrée au sud de la gare de Senen, dans le Kampung Kojan de Warung Gantung (Kalideres) et à Margahayu. À partir des réalisations opérées dans le cadre du PNPM, des entretiens et des recherches (rapports, documents) ont été menées pour identifier les étapes du programme et reconstituer les choix et facteurs de décisions.

- **L'exclusion totale des processus décisionnels,
un élément du déguerpissement**

Dans les cas étudiés de quartiers et de populations promises à une éviction certaine (chemin de fer de Senen et Bintara-Bekasi), la question n'est pas d'identifier les modalités de participation... il n'y en a pas. Ces populations n'étant pas ciblées par le projet, aucune forme de consultation n'est mise en place.

En outre, on peut relever des dysfonctionnements dans les procédures d'information des populations contrairement à ce qu'affirme de l'employé du *Komnasham* qui déclare qu'aucune éviction forcée ne peut être constatée à Jakarta. Les récits des personnes ayant subi des déplacements contraints de leur lieu de résidence ont souvent rappelé le flou de l'information dont ils disposaient à l'époque. Si les mises en demeure demandant leur départ ont été évoquées dans les entretiens, tant à Senen qu'à Bintara, la date précise n'est jamais connue. En effet, à Bekasi, quatre personnes déguerpies de Cipinang étaient absentes au moment de la première éviction (et de l'incendie qui a suivi) en octobre 2011. De même, lors de l'intervention des militaires sur le chemin de fer de Senen, les habitants étaient informés de la période du déguerpissement (toujours le mois du ramadan) mais en ignoraient la date précise jusqu'au matin fatidique.

Cette absence de communication et le flou entretenu autour des informations liées à l'éviction est un élément de violence supplémentaire, contribuant au traumatisme du déguerpissement, et accentuant le sentiment de très forte vulnérabilité et précarité des populations exposées. C'est donc un moyen de plus de faire sentir à ces populations pauvres qu'elles n'appartiennent pas à la communauté citadine en n'en possédant pas les droits fondamentaux.

La représentativité de la participation

Enfin se pose la question de savoir qui peut participer aux programmes de gestion de la pauvreté dans la métropole. La disjonction entre les principes de la participation et les pratiques peut être évaluée à partir de la circulation de l'information et les modalités de consultation.

On a remarqué que l'imposition de structures intermédiaires entre les communautés et les instances décisionnelles est récurrente. L'information de la base est lissée afin de transmettre des éléments cohérents aux structures en charge. Ainsi, à Budidharma (Jakarta-Nord), les stratégies individuelles sont critiquées, voire dénoncées, par les ONG intermédiaires luttant pour le maintien des populations sur leur lieu de résidence : un employé de LBH a lui-même démarché la personne pour lui interdire (en vain) de vendre son logement et de quitter la « communauté ».

Par ailleurs, les personnes invitées à la participation ne sont pas les mêmes selon le type d'implication demandé et les enjeux du processus décisionnel. Pour mettre en évidence une « communauté » dynamique et investie, les images valorisent les populations jeunes et mixtes. En revanche, si la participation implique un rôle de décision, dans une démarche de conciliation (Arstein, 1969), la prise en compte de l'avis de quelques habitants, admis dans les organes de décision, donc qui peuvent avoir une influence sur la réalisation des projets, il faut relever que la diversité des participants est moindre.



*Photographies 35 : La socialisation à Warung Gantung, (source : PALYJA)
Présentation et organisation de la mise en œuvre du programme d'extension du réseau d'eau,
des informations et des décisions réservées à une minorité de la communauté ciblée*

Les photographies réalisées (prises par le téléphone d'un des agents de l'entreprise) lors de l'opération de socialisation du programme GPOBA dans le Kampung Kojan de Warung Gantung (Kalideres) donnent à voir les personnes incluses dans la démarche. Deux agents (en *batik* bleu) de la compagnie sont présents, recueillent des informations et les demandes locales après avoir présenté le projet aux cadres du quartier. On peut ici s'interroger sur la représentativité des participants : en effet, la diffusion de l'information est réservée à une petite dizaine de personnes et non à toute la communauté et peu de leurs avis sont pris en compte dans le cadre de la conciliation. De plus, la présence exclusive d'hommes limite évidemment la représentativité réelle de la communauté.

La « coopération symbolique » (Arstein 1969) ne tolère l'inclusion des citoyens que pour la réception d'une information, et parfois l'expression de leur avis sur un projet, sans aucune assurance que ce dernier sera pris en compte. Leur place dans le processus décisionnel est ainsi extrêmement restreinte voire inexistante... Par ailleurs, les stratégies de diffusion de l'information, partielle et fragmentée, montrent souvent que l'intervention politique (au sens premier de gestion de la cité) n'est que thérapeutique, et manipule les citoyens « *en leur donnant l'illusion qu'ils sont impliqués dans le processus* » (Arstein, 1969, p. 218). Cette participation illusoire est un des témoins de la faible prise en compte des citoyens ordinaires comme producteurs de la ville et comme citoyens légitimes.

6.2.2. Fabriquer sa légitimité et fabrique de la ville

La prise en compte des citoyens « pauvres » dans les programmes de gestion de la pauvreté à Jakarta n'est pas systématique. Depuis leur intégration dans des opérations d'amélioration des conditions de vie à leur déguerpissement, une palette assez vaste de situations et d'actions pousse à identifier les facteurs de la diversité des interventions possibles à l'endroit des populations fragilisées d'une part, et à mettre en évidence les conditions qui rendent possible leur mobilisation d'autre part, pour défendre leurs voix et leurs droits. En effet, « être pauvre », ou être assimilé « pauvre » ne suffit pas pour pouvoir bénéficier des soutiens et programmes existants. Pour avoir accès à une forme d'assistance, il faut pouvoir justifier de son statut de pauvre et légitimer ainsi l'aide éventuelle.

❖ Une ville de papier(s)

La fabrique de la ville ne se réduit pas seulement au bâti qui matérialise une présence d'activités, de personnes ou d'un type d'occupation du sol. La reconnaissance n'est pas validée par un paysage, mais doit l'être aussi par les instances publiques et une formalisation administrative.

Du rôle des plans d'occupation des sols et de la planification

Durant les entretiens auprès de fonctionnaires municipaux du département de l'aménagement urbain (*Dinas Tata Ruang/Kota*), à Bekasi ou à Jakarta, j'ai systématiquement demandé quels étaient les fonctions et le type d'occupation du sol des quartiers d'étude. Si la réponse correspondait à l'usage pour les logements sociaux et pour les *kampung* de Warung Gantung, de Margahayu et Bekasi Jati, elle divergeait pour les zones d'occupation informelle. Les terrains de Bintara et de Budidharma sont explicitement qualifiés d'espaces vacants malgré la présence manifeste de population et de constructions. La zone du chemin de fer ne les concerne pas puisqu'elle relève de l'entreprise gestionnaire des voies (PJKA) et, de part et d'autre de cette zone, ce sont des voies de circulation. La différence entre la réalité et les indications sur les plans d'occupation des sols est un des éléments de non prise en compte de situations d'informalité et de population dans des situations précaires. Pour la zone du chemin de fer, deux fonctionnaires (département des affaires sociales et département de l'occupation des sols) ont clairement défendu l'idée que la situation ne relève pas de leur juridiction... une réponse dont s'est agacé un des responsables de la gare de Senen qui estime pour sa part que le départ des populations est conditionné à leur prise en charge par le Dinsos (département des affaires sociales). L'ONG

Interkultur va dans le même sens que l'employé de PJKA et dénonce l'inaction des services du logement liée à des prétextes fallacieux.

La discordance entre les usages, réel et celui enregistré, est un des arguments avancés par les services municipaux pour retirer le problème de leur champ de compétences. Avoir une reconnaissance bureaucratique administrative est donc central pour bénéficier d'une attention ou simplement de droits éventuels. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une ville produite par le papier, par les papiers et documents issus des services officiels.

Fabriquer une urbanité de papier

C'est pourquoi les personnes qui sentent leur présence en ville menacée cherchent à faire reconnaître leur occupation par l'administration afin d'être incluses dans la « communauté citadine » de leur municipalité. L'illégalité d'une situation personnelle contribue à un profond sentiment de déclassement :

« Être illégalisé, c'est ne pas avoir de papiers, dans un contexte où l'identité de papier est devenu un des modes essentiels de l'existence du sujet juridique, ou seulement dans son rapport à l'État mais aussi pour l'ensemble des transactions qui forment la trame de sa vie quotidienne » (Chamayou, 2010, p. 196).

À Bekasi, un propriétaire sous le régime du *girik* (fonctionnaire au Ministère de l'agriculture) a insisté sur la possession de ce document qu'il a par ailleurs fait viser aussi à son arrondissement (*kelurahan*)³⁴⁹. La formalisation par le titrement foncier est comme on l'a vu particulièrement difficile dans le contexte indonésien. En revanche, le moindre document semble pouvoir être utilisé (évidemment à un degré varié de légalité) pour légitimer une présence et surtout la longévité de cette présence. Ainsi, toujours à Bintara, depuis février 2013, l'entreprise qui revendique la propriété du terrain délivre des quittances de loyer (officiellement pour se dédommager de l'occupation informelle). Les récépissés laissés par l'entreprise sont des documents que Ibu Ani (la titulaire) a affirmé garder précieusement. L'authentification et la validité de ces documents dépend de l'achat d'un timbre officiel (un « *materai* ») que tou.te.s n'ont pas eu les moyens de payer)³⁵⁰.

³⁴⁹ Mais il n'a pas encore le certificat formel... la procédure est en cours mais c'est long.

³⁵⁰ Le coût s'élève à 6 000 roupies pour le récépissé et 12 000 pour le faire viser avec le *materai*. « *Tout ce qui est visé par un materai, c'est légal !* » affirme-t-elle.



Photographies 36 a et b : Quittances de loyer à Bintara : 20 000 Roupies pour 10 m²

La formalisation du document semble légitimer l'occupation ou au moins garantir sa reconnaissance, investissement coûteux par rapport au prix du « loyer ». Cette résidente justifie sa démarche triplement : ce document constitue une preuve de paiement, lui évite qu'on lui réclame deux fois le même loyer et établit sa présence dans le temps. Cette quittance n'existe que depuis février 2013 et n'est pas rétroactive, mais serait un « *moyen de faire une négociation* » d'après elle, afin d'obtenir éventuellement un dédommagement en cas d'éviction.

On observe ainsi que ces espaces sont des lieux de négociations où les gens font avec l'État, dans l'État, comme l'État, et qu'ils tentent surtout de ne pas être totalement en dehors. Cette quête de l'enregistrement est une demande citadine de reconnaissance, comme un droit à la ville (Lefebvre, 1968). L'enjeu, en revanche, porte sur la possibilité d'utiliser cet enregistrement et la crainte d'être repéré comme détenteur de titres fonciers non régularisés ou de papiers d'identité illégaux, ce qui constitue un risque de fragiliser la position acquise. Ainsi, de nombreuses personnes refusent une aide disponible de peur d'être exposées ou d'être recensées comme « à expulser ».

Une citoyenneté vaporeuse ?³⁵¹

L'organisation administrative participe aussi de la production de cette ville de papier. La multiplication des recensements, des autorisations et moyens d'accéder à une reconnaissance (ne serait-ce que partielle) sont des éléments qui contribuent à valider une urbanité par des papiers. Ainsi, chaque opération liée au programme de réduction de la pauvreté s'ouvre par un recensement des personnes pauvres et la création de bases de données. La question se pose alors, pour les populations en situation de précarité ou d'informalité, de savoir qui a accès à ces données produites et quel en sera l'usage. C'est ici un élément témoin de la bureaucratisation de ces villes pas totalement formelles ou formalisées. Le processus de normalisation et de formalisation, très probablement sélectif, met en péril potentiel l'avenir urbain des personnes que les autorités n'ont pas nécessairement envie de *faire entrer* dans la ville.

³⁵¹ Le titre ici cherche à insister sur une citoyenneté qui peut « partir en fumée ».

Cette production de papier concerne aussi l'identité même des individus. Les papiers d'identité associés au lieu de résidence ont une véritable valeur pour les citoyens, et leur perte, leur disparition (notamment dans les moments critiques comme les inondations ou les incendies) produisent une fragilisation forte des populations les plus précaires. Ainsi, prendre une *place* dans la ville ne se limite pas seulement à avoir (ou à bénéficier) d'un petit morceau de l'espace urbain utilisé comme logement. La citoyenneté ne se réduit pas seulement à une présence à l'intérieur d'un périmètre identifié comme urbain dont les frontières se confondent avec l'agglomération métropolitaine de Jabodetabek et donc à une expérience de vie à l'intérieur de la ville. La reconnaissance des autres (urbains) et de l'administration est centrale pour construire une ville. Au-delà d'une critique de la bureaucratie qui reste le fondement de tout État et dont le fonctionnement garantit les droits de chacun.e, il s'agit de questionner les modalités d'être *dans* la ville.

Les conséquences pour le traitement des citoyens sont réelles, comme peut le faire apparaître la comparaison entre les occupants dits informels des terrains de Budidharma et de Bintara. Alors que l'expulsion de Bintara est présentée comme incontournable par l'entreprise et ses intermédiaires locaux (malgré le paiement des quittances de loyer), les résidents de Budidharma sont parvenus à mettre en place une négociation avec l'entreprise propriétaire et le gouvernement de Jakarta-DKI. En effet, ceux-ci possèdent un avantage certain : la possession de la carte de résidence sur Jakarta. C'est pourquoi le gouvernement municipal ne peut les ignorer, en tant que membres de la communauté de Jakarta. De plus, comme la présence sur le terrain de Pulo Mas³⁵² est effective et reconnue depuis une longue durée (environ 25 ans), leur présence n'est pas contestable.

❖ Légitimer son urbanité

En plus de se sentir « pauvres », la reconnaissance de ces populations est aussi liée au regard des autres urbains.

L'ancienneté comme légitimité

La mobilisation organisée par les deux ONG à Budidharma est possible parce que les résidents légaux de Jakarta présents depuis plus de 25 ans sur la zone, ressentent une véritable

³⁵² D'ailleurs, s'ils s'étaient installés sur un terrain appartenant à l'État ou à la municipalité, ces derniers n'auraient pas eu le droit de demander leur éviction. C'est parce qu'ils sont sur un espace privé qu'une négociation a pu et dû être envisagée avec les différents acteurs. De plus, Pulo Mas étant historiquement une sous-holding de la municipalité pour la construction de logement, ce terrain au départ pouvait être considéré comme détenu par les autorités municipales. La privatisation de la compagnie modifie ces règles de reconnaissance obligatoire, mais explique aussi la nécessité de faire intervenir les pouvoirs publics sur ce cas.

légitimité à négocier leur maintien sur place. Ce cas montre en quoi la présence anciennement identifiée des populations est un argument de poids utilisé par les deux ONG en charge de leur défense auprès des autres acteurs. Administrativement, la reconnaissance d'une installation sur un terrain ne peut se faire qu'après avoir fait preuve d'une présence permanente durant vingt ans si l'espace est public (municipal ou national) et constructible (donc pas le long des voies d'eau ou de chemins de fer). Au fil des entretiens, les personnes qui cherchent à légitimer leur présence dans la ville même si elles occupent un terrain de manière informelle revendiquent leur ancienneté dans la ville. Ainsi, à Senen, la quasi totalité des personnes avec lesquelles a pu être mené un entretien vivent à Jakarta depuis plus de quinze ans (deux sont arrivées entre 2005 et 2007) et dix familles avant 1975. Leur longue présence dans la ville, liée à leur trajectoire personnelle et résidentielle montre une véritable implantation locale, notamment associée à la naissance *in situ* de leur(s) enfant(s).

Dans les *kampung* formels de Warung Gantung et de Margahayu, c'est la revendication de l'ethnicité Betawi qui est mise en avant. Ainsi, sur ces deux quartiers, trente-deux personnes sur les soixante-dix-neuf rencontrées sont nées à Jakarta et s'identifie à l'ethnie locale (environ un quart)³⁵³. L'ethnisation du rapport à l'espace peut être un des éléments pour légitimer une présence qui ne peut être remise en question. La différenciation entre les migrants et les personnes nées à Jakarta dont les parents sont aussi de Jakarta est récurrente dans les entretiens, mise en exergue pour justifier un rapport à l'espace différent entre les populations migrantes et les autres, des disparités dans les niveaux de richesse (ou de pauvreté) et de types de capitaux (chapitre 5). Enfin, des réseaux politico-ethniquisant contribuent à exacerber les différences entre *betawi* et les autres. Ainsi, à Bintara, les constructions récentes, à partir de février 2013 aux périphéries du quartier de Caman, sont dues à l'intervention du FBR³⁵⁴ (*Forum Betawi Rempug* – le forum de la fraternité *betawi*), qui a appuyé l'arrivée de familles *betawi* dans ces nouveaux logements.

³⁵³ 20 personnes sur les 47 enquêtées à Warung Gantung, et un quart des 32 enquêtés à Bekasi.

Il ne s'agit pas ici d'évaluer la pertinence de l'argument « ethnie », mais bien de voir si des personnes y recourent. En effet, on a montré dans le chapitre 2 que l'ethnie *Betawi* est une construction liée à la revendication d'une urbanité des populations nées à Batavia (puis Jakarta) autant qu'à l'imposition d'une identité face au colonisateur européen. Celle-ci a été progressivement remodelée pour marquer la différence d'avec les migrants ruraux arrivant dans la capitale.

³⁵⁴ Créée en 2001, cette structure de la société civile veut défendre « le sort et l'avenir de son peuple structurellement et culturellement aliénés et marginalisés dans son propre territoire » (extrait du blog du FBR, consulté le 06 juillet 2015), c'est-à-dire défendre les droits de cette communauté de Jakarta, Bogor, Depok, Tangerang et Bekasi. Cette organisation s'appuie sur la coopération mutuelle, la solidarité et l'unité afin de lutter pour les droits et les aspirations des citoyens *betawi*.

Rendre un déguerpissement impossible grâce à une citoyenneté utile et visible

L'appropriation des espaces par les citoyens est un élément important de légitimation de sa présence. La légitimité et l'acceptation sociales des activités constituent des critères supplémentaires favorisant la tolérance envers des situations manifestement informelles. Ainsi, le ramassage des déchets, la vente ambulante ou la gestion de la circulation automobile sont autant d'occupations qui participent au bon fonctionnement de la ville. Le terme d'« informels » reste donc pertinent pour qualifier ces petits métiers de la métropole, afin de les distinguer explicitement des transactions illicites et criminelles (Bennafla, 2014). L'utilité reconnue de ces fonctions par une part importante de la population urbaine et locale font que ces métiers sont perçus comme légitimes, comme moyen de gagner sa vie (Botte, 2004), à la différence des activités criminelles.

À cela s'ajoutent les pratiques ordinaires des lieux, qui contribuent à en construire une image, notamment par la visibilité de « *citadins porteurs plus ou moins volontairement d'une signification symbolique et sociale* » (Dubucs, 2009, p. 48). La mise en visibilité implique la construction d'images par les autres citoyens à partir de cette présence. Ainsi, le quartier de Bintara était clairement « découpé » par les résidents du quartier formel entre la zone des « *pemukong* », les nouveaux arrivants (de Cipinang) et les premiers migrants (venus de Kemayoran). De plus, l'appropriation forte et manifeste d'un lieu liée au cumul de comportements individuels produit « des effets d'ensemble sur la qualification et sur les éventuels processus de transformation des espaces urbains qu'ils occupent ou qu'ils fréquentent » (Grafmeyer, 2005, p. 99). Ainsi, à Bintara s'observe une appropriation de cet espace en transition par les populations, par le biais de bâtis, de services, d'infrastructures, et cette installation dans la durée peut alors rendre impossible tout déguerpissement au bulldozer.

La reconnaissance d'une légitimité par les autres citoyens est indispensable dans les représentations que se font les individus d'eux-mêmes, en particulier pour les personnes en situation de précarité. Mais surtout, l'intériorisation de sa propre légitimité à vivre, travailler, ou résider dans un lieu est une condition première : c'est la remise en question de cet acquis qui est identifiée comme déterminante pour qu'une personne décide d'entrer en mobilisation (Bayat, 2013).

De plus, dans le cadre de la démocratisation du pays – essentielle dans une démarche de modernisation, voire d'affirmation de la modernité de l'Indonésie et de son émergence (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007) – le gouvernement a créé un comité national des droits qui contrôle officiellement le bon déroulement des appropriations de tout espace contesté. Dans le respect des « bonnes pratiques » édictées par les organismes internationaux, le *Komnasham* défend et assure l'interdiction de toute éviction forcée. Le comité n'empêche pas les évictions, mais assure l'absence de spoliations (normalement par des compensations ou même

un relogement – si l’installation des populations est légitime – et par le respect des délais via des courriers et annonces officielles). Sur ces principes et d’après la rencontre effectuée avec un responsable du comité, il n’y a plus d’évictions « forcées » à Jakarta³⁵⁵. En revanche, il faut souligner que l’action du comité est soumise à sa sollicitation par les populations concernées. Cette démarche réclame donc tout d’abord la connaissance de cette possibilité, une conscience de ses droits à en bénéficier, et une capacité certaine à publiciser la situation.

Les entretiens effectués auprès des populations informelles dans les quartiers étudiés mettent en évidence leur fort sentiment de précarité. En effet, les personnes rencontrées sont bien conscientes de leur illégalité : leur non-droit de présence et d’occupation du terrain, rappelé régulièrement par les intermédiaires de l’entreprise à Bintara par exemple, est profondément intériorisé et elles ne montrent donc aucune volonté de se mobiliser pour cela. De plus, en l’absence de légitimité reconnue et perçue, la prise de contact avec des services administratifs apparaît comme beaucoup plus risquée, et la plupart préfère simplement ne pas se faire connaître. L’appel aux autorités n’est possible que par ceux qui estiment avoir une certaine légitimité à faire valoir.

Si la mobilisation n’est pas envisageable et que les pouvoirs publics ne sont pas identifiés comme ceux qui vont pouvoir contribuer à améliorer les conditions d’existence (bien au contraire) ou qui pourraient défendre leurs droits, les populations en situation de précarité mettent en place d’autres tactiques alternatives qui semblent mieux correspondre aux exigences du quotidien.

6.2.3. « Petits arrangements entre amis »

Dans le contexte tendu métropolitain et l’essor des concurrences pour l’usage de l’espace, les conflits pourraient se multiplier dans l’aire de Jabodetabek. Malgré ces motifs, les quartiers étudiés n’ont pas fait l’objet de contestation ouverte, même dans les moments de remise en question de la présence des résidents. Ainsi, si l’action collective peut s’organiser, notamment face à une menace réelle des conditions et des modes de vie des populations « pauvres », d’autres formes d’action sont à mettre en évidence, en lien avec le pouvoir d’agir de ces citoyens précaires et de leurs tactiques.

³⁵⁵ Reste que leur définition d’« éviction forcée » est très restrictive : elle n’est pas forcée s’il y a dédommagement, et la présence des populations sur le lieu doit être possible (donc pas dans des zones inconstructibles notamment du fait des risques environnementaux... ce qui pourtant concerne une large part des constructions dites informelles).

❖ *Quiet encroachments* : le quotidien comme lutte

L'occupation d'un espace vacant, son appropriation et l'aménagement (même précaire) de son espace de vie, notamment avec quelques services de base est un processus dont les bénéfices s'acquièrent progressivement, sur le long terme. En effet, la création de quartiers entiers et la concentration dans des espaces restreints de centaines de familles sont rarement planifiées dans le contexte urbain de Jakarta. Cependant, l'observation à un moment précis témoigne de quantités d'aménités qui sont nécessaires à la survie de ces populations et à la pérennité de leur installation. Ainsi, comment comprendre cette absence apparente de mobilisation et parallèlement l'évolution rapide des conditions de vie et de services ainsi que la longue durée des installations malgré une présence contestée par les propriétaires ou les pouvoirs publics.

Négocier et payer : le coût de la pauvreté

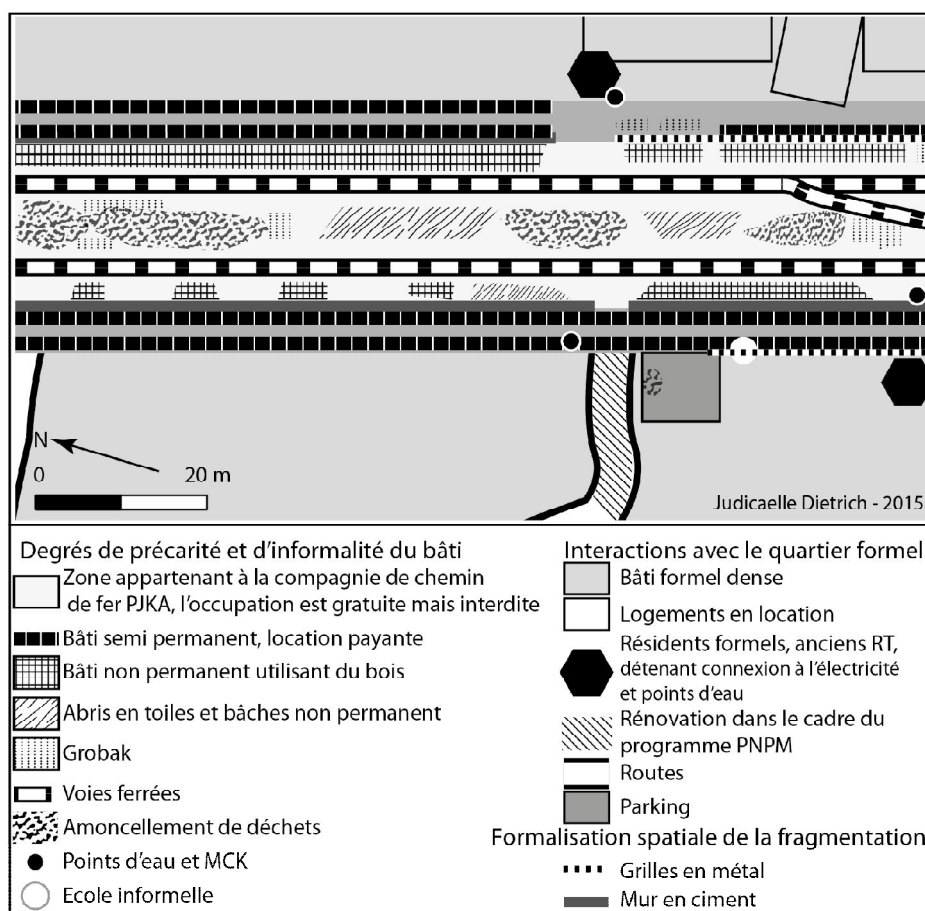
Certes, la situation d'une administration corrompue à différents échelons de l'État est un élément possible d'explication. Cependant, ce n'est pas celui qui est intervenu dans la compréhension des situations rencontrées sur le terrain, et il s'agit donc de saisir comment une présence se maintient sur le long terme, dans des zones telles que le long des voies de chemin de fer ou des terrains privés apparaissant comme disponibles, dans des espaces connectés aux centralités métropolitaines, alors que la pression foncière est particulièrement forte.

Si la corruption des services publics ne semble pas première³⁵⁶, il n'empêche que l'argument économique reste central. Et même si cette réalité a déjà été montrée de nombreuses fois, il est essentiel de rappeler que la situation de pauvreté a un coût et que les « choix » individuels ou collectifs des populations dites pauvres (de localisation, d'implantation, de type d'accès aux services urbains, ...) ne sont pas nécessairement les moins chers ou gratuits³⁵⁷ : aucun lieu de résidence observé dans les zones d'étude ne peut être considéré comme gratuit, en particulier les zones informelles (à l'exception de la partie du chemin de fer à l'intérieur des murs) . Toutes les autres personnes interviewées payent un loyer ou sont propriétaires de leur logement.

³⁵⁶ Il s'agit ici d'évoquer la situation de quartiers entiers et de voir quelles sont les conditions « favorables » aux occupations considérées comme informelles de certains espaces urbains. A l'échelle des individus, la corruption quasi systémique pour l'obtention d'un document ou pour une démarche administrative quelconque est récurrente. On a pu le voir notamment autour de l'accessibilité de la carte d'identité (KTP).

³⁵⁷ Les exemples à ce sujet sont nombreux et déjà prouvés par de multiples travaux : la non-adduction au réseau d'eau propre implique une dépendance envers des systèmes alternatifs dont le service (porteur d'eau) est nettement plus coûteux. De plus, le fait de ne pouvoir acheter que des petites quantités (par place ou par moyens disponibles au quotidien) pour toutes les consommations de base (verre d'eau, anti-moustique, nourriture, ...) augmente fortement le coût de la vie.

Ainsi, à Senen, dans les rues longeant la voie ferrée, les loyers mensuels varient de 100 000 à 300 000 roupies selon la surface du logement sur la Jalan Dahlia, le moins cher correspondant à un abri en étage avec un matelas une place. Si le sol en tant que tel ne fait pas l'objet de transaction, (puisque c'est une rue), le paiement des loyers se fait à la personne qui a construit (ou fait construire) le logement. Aucune des personnes sur ces périmètres n'a construit elle-même le logement. La cuisson se fait en extérieur principalement avec des bouteilles de gaz ou de pétrole, et pour une dizaine de personnes, avec du bois. Les sanitaires (douches et toilettes) sont payants aussi ; le long des voies ferrées, la plupart des individus utilisent un seau personnel ou des sacs plastiques afin de ne pas devoir payer quotidiennement (il y a deux points principaux pour les sanitaires qui dépendent de propriétaires voisins immédiats, cf. chapitre 5). L'accès à l'eau est un des postes de dépenses récurrents bien sûr (35 000 roupies en moyenne par mois) ; sur les onze personnes interviewées vivant sur la propriété de PJKA, seules deux sont connectées à l'électricité, localisées le long du mur de ciment (ouest), les autres utilisent une bougie pour les soirées. L'alimentation électrique est une des connexions les plus lisibles avec les habitations formelles et les départs de fils pour desservir les logements voisins attestent d'une fourniture illicite d'électricité (allant de 15 000 à 40 000 roupies par mois).



Dans les autres quartiers, qui sont à proximité de voies d'eau, les « toilettes hélicoptères » s'égrènent au-dessus des canaux car les latrines collectives sont payantes (500 ou 1000 roupies selon l'usage, plus les frais pour la lessive et la douche).



Photographies 37 : Toilettes hélicoptères

a. à Bintara (sur le kali)

b. à Marhayayu (devant chaque maison, une avancée en bambou fait office de toilettes.

Prise de vue : arrivée en bac)

À Bintara, l'occupation informelle du périmètre appartenant à l'entreprise fait désormais officiellement l'objet d'une transaction. En effet, les quittances proportionnelles à la surface des logements sont apparues. Avant février 2013, l'intermédiaire de l'entreprise (Pak Ginul) prélevait au nom de cet employeur une taxe trimestrielle. Pour les constructions des *pemulung* ainsi que les constructions des personnes venant de Cipinang, les résidents devaient ainsi déboursier 50 000 roupies par mois (environ 4 euros)³⁵⁸. L'instauration de cette taxe est liée aux premières implantations de *pemulung* venus de Karawang. La situation est opaque : Pak Ginul affirmait lors de notre entretien en 2012 que son rôle n'était que temporaire, en attendant que la situation foncière se clarifie en lien avec le statut de cette entreprise en faillite ou en cours de rachat. De fait, le début des prélèvements de cette taxe coïncide avec la faillite de l'entreprise et le moment où elle a cessé de lui verser un salaire. Pourtant, ce dernier présentait cette taxe comme un dédommagement contre l'acceptation de leur présence, une forme d'installation négociée, tout en leur assurant qu'ils n'auront droit à aucune indemnité compensatoire le jour où il leur demandera de partir. Il formulait aussi les règles de construction des logements, qui ne pouvaient utiliser des matériaux permanents (ou seulement sur la partie basse). Ainsi, il est probable que l'argent récolté durant ces trois années ne remontait pas jusqu'à l'entreprise. Un

³⁵⁸ 4 euros multipliés par le nombre de familles (300), lui assurent une rente mensuelle de 1200€ euros.

an plus tard, alors que l'entreprise avait mis en place les quittances de loyer avec récépissé, le bras droit de Pak Ginul ne résidait plus dans le quartier.

En pratique, tous les occupants ne paient pas (en monnaie sonnante et trébuchante) leur occupation : le paiement est délégué à ceux qui exercent un pouvoir local plus fort. En effet, les collecteurs de déchets organisés sous différents patrons « *bos* » n'ont pas à gérer cet arrangement, c'est à l'employeur d'assurer leur accès au sol en payant justement une somme à l'autorité (l'intermédiaire, puis l'entreprise). Ce droit d'occupation non reconnu officiellement est donc l'objet de transactions avec le propriétaire.

On observe donc que la présence des populations est négociée économiquement dans des arrangements qui ne sont pas systématiquement insérés dans les réseaux formels.

Pratiques ordinaires et empiètements silencieux

C'est pour qualifier ces formes d'arrangements qu'Asef Bayat (1997 ; 2013) s'appuie sur la notion de « *quiet encroachments* » : des empiètements ou débordements silencieux au quotidien dont l'accumulation contribue à produire la ville et à construire des formes d'urbanités. S'impose alors l'importance des pratiques des « citoyens ordinaires » en dehors des cadres habituels où l'on pense les rapports de force. En effet, les activités et pratiques ne sont pas nécessairement des actes politiquement conscientisés voulant imposer une ville ou une société alternative. Ces logiques sont plutôt liées à la volonté de vivre et de survivre dans la dignité. Ces deux éléments, d'après Asef Bayat sont les justifications fondamentales et morales de ces actions discrètes. Le recours à ce répertoire silencieux d'actions individuelles plutôt qu'à des demandes de protestation collective est lié au faible sentiment de légitimité identifié plus haut et au manque de mécanismes institutionnels qui pourraient résoudre les problèmes. De plus, les efforts des groupes subalternes sont avant tout concentrés sur l'urgence initiale de répondre à leurs besoins quand il s'agit rapidement de changer d'emploi, de lieu, de réseau social et économique.

À la différence des groupes d'étudiants ou de travailleurs, les sans-emploi (chômeurs, travailleur.se.s dans le secteur informel et dans les services domestiques donc avec des rapports beaucoup plus individualisés), les migrants ou encore les vendeurs de rue sont des groupes en fluctuation ; ces personnes continuent à se penser comme des individus atomisés qui opèrent hors des institutions formelles. Alors que 300 ménages vivant ensemble, cela peut apparaître comme une force réelle dans les rapports de force liés à l'avenir du quartier de Bintara, le manque de capacités institutionnelles pour exercer une pression et de pouvoir organisationnel de perturbation ne fait émerger aucun collectif structuré. Il s'agit principalement dans leur actions au quotidien, pour ces personnes en situation de précarité, d'éviter les mises en visibilité et les opérations de publicité. Les personnes cherchent davantage à jouer sur la « structure des

opportunités » disponibles, en fonction des positions sociales des différents acteurs afin d'obtenir des résultats immédiats.

Le récit d'un patron de collecteurs de déchets est instructif à ce sujet : son expérience et son ancienneté dans le quartier (il est au courant de tout) lui permettent d'optimiser ses relations sociales et surtout les paiements à effectuer (il précise que c'est important d'être le premier pour avoir son mot à dire). Lors du passage de la taxe informelle de l'intermédiaire aux quittances de l'entreprise, plusieurs personnes se sont trouvées en hésitation, ne sachant pas auprès de qui il fallait désormais s'acquitter des frais d'occupation. Ainsi, raconte-t-il, l'évangéliste sur place voulant s'installer dans le quartier n'a pas demandé au bon intermédiaire (*calo*)... elle a perdu des millions car la personne s'est enfuie avec son argent ! Si elle lui avait demandé, il l'aurait orienté correctement pour construire sa maison et son école (c'est-à-dire qu'elle a fait construire une maison voisine de la sienne pour les enseignements afin que ces derniers n'aient plus lieu chez elle). Elle a donc dû payer deux fois son autorisation, car l'entreprise par le biais de son intermédiaire a imposé une régularisation. Il indique alors « elle n'avait qu'à demander, moi, je le savais qu'il ne fallait pas faire comme cela, mais chacun se débrouille (...) J'aurais pu la conseiller mais elle ne devait pas faire les choses dans son coin ».

Le sentiment de précarité des personnes et des installations urbaines reste fort. Il s'agit donc pour les citadins « ordinaires » de mettre en place des tactiques dont les bénéfices se ressentent rapidement, en fonction des opportunités afin de pérenniser leur présence dans la ville et leurs aménités gagnées (terres, abris, eau courante, électricité, routes). Ainsi Bayat parle de mobilisations d'une autre forme sans schéma prédéfini³⁵⁹ pas nécessairement initiée ou portée par des leaders extérieurs, des organisations sociales éparses et des lieux capables de faire émerger des modes de vie potentiellement plus autonomes (création de rue, de magasins, de mosquées) et des réseaux communautaires (Bayat, 2013).

❖ **L'« exception fait la règle » (Fawaz, 2015) dans l'urbanisme de la métropole**

Le titre de ce paragraphe reprend une analyse de Mona Fawaz sur l'évolution de la ville de Beyrouth et les distorsions des constructions par rapport à la planification. Cet aspect contribue à nuancer la production de cette ville de papier, sachant, en effet, que les précédents textes planificateurs de Jakarta n'ont jamais été appliqués ni respectés. Alors que dans le paragraphe précédent, le rôle de l'État semble ne pas entrer en compte, on peut voir ici qu'il apparaît comme un acteur central dans les modalités de négociations et de gestion de la pauvreté.

³⁵⁹ Ces organisations et mobilisations sans formes, libres, peuvent alors être qualifiées d'« informelles » comme ne s'appuyant pas sur des structures normées plus facilement identifiables. C'est pour qualifier ces tactiques que certains auteurs s'appuient sur la notion de résistance (on peut penser notamment à James Scott présentant les formes quotidiennes de la résistance des paysans dans les montagnes vietnamiennes (1985)).

L'informalité comme mode de négociation

La production de l'informalité est avant tout liée aux réglementations officielles issues des pouvoirs publics. Les choix émis par les responsables d'un traitement différencié entre les populations, selon leur statut et leur assimilation à l'informalité, ont des conséquences profondes dans la gestion de la pauvreté.

Dans les quartiers où un programme d'aide est mis en place, on a déjà mis en évidence le fait que les populations et lieux dit informels sont exclus des opérations³⁶⁰. Cette différenciation va plus loin et agit aussi à l'intérieur de la société urbaine dans les quartiers :

- **Un critère de différenciation entre les urbains validé par les pratiques des services de l'État**

À Bintara, s'opère une fracture entre les résidents formels, habitant le quartier depuis longtemps, possédant la carte de résidence et les autres. Les premiers travaillent comme fonctionnaires ou employés dans des entreprises, les femmes se font souvent embaucher dans les complexes résidentiels de haut standing à proximité (au sud de la Jalan Kalimalang) pour des travaux de service à la personne (ménage, lessive) ou sont des femmes au foyer ; elles jouent un rôle important dans les solidarités intergénérationnelles en prenant en charge la garde des petits-enfants par exemple. Les seconds n'ont pas accès à ces emplois et s'insèrent dans les réseaux informels de collecte de déchets. Alors que ces deux groupes sont issus de la migration vers la ville, des rapports inégaux se mettent en place en fonction de leur ancienneté dans le quartier et de leurs revenus ; ils ne bénéficient alors pas des mêmes droits. De plus, en ce qui concerne l'opération d'aménagement en cours à Bintara, les groupes de populations dites informelles ne sont pas un enjeu pour le gouvernement local. Ils seront expulsés puisqu'ils occupent illégalement un terrain qui ne leur appartient pas. L'important pour l'entreprise (du fait du statut reconnu par les autorités publiques) est de négocier la cession des quelques parcelles des résidents officiels qui possèdent le *girik*. Ainsi, alors que la vaste majorité va subir un déguerpissement, une dizaine de familles pourra profiter d'un dédommagement financier, lié à la perte de leur bien.

En revanche, on a vu que ce système de propriété n'est officiellement plus aux normes. Les instances étatiques (l'agence nationale du foncier – BPN) assument une large tolérance quant à ce régime spécifique hérité. Ces quelques familles bénéficient de cet arrangement « informel » et ont pu tirer parti du flou lié à la perpétuation de ces pratiques foncières. Ceux qui

³⁶⁰ Comme on peut le voir à Warung Gantung : les constructions informelles se bénéficient pas de l'extension du réseau d'eau et de la construction des fosses septiques ; de même à Senen, les populations dans le périmètre non constructible de la voie ferrée et des routes qui la longent ne sont pas incluses dans la mise en œuvre du PNPM.

ont acheté un terrain dans les années quatre-vingts n'ont pas fait changer officiellement l'usage du sol (passé d'agricole à résidentiel, un aspect non prévu par le système du *girik*), ils payent une taxe foncière beaucoup moins chère que celle prévue pour le résidentiel en zone urbaine... les propriétaires en sont bien conscients et se réjouissent de cet avantage : le fonctionnaire retraité indique ne payer que 40 000 roupies par an de taxe foncière pour un terrain de 200 mètres carrés (maison incluse). Cette somme est bien moindre que celle acquittée par les autres occupants du terrain à l'intermédiaire informel puis à l'entreprise (200 000 roupies passé à 240 000 par an pour 10 mètres carrés). Il n'a pas non plus à payer ce « loyer » à l'entreprise. Il explique en effet que ce faible coût est lié à la valeur foncière de son terrain, calculée sur la base des terres agricoles et non pour le résidentiel constructible. De fait, l'entreprise qui veut racheter son terrain (afin d'y construire une maison de 150m², en accord avec le plan d'occupation des sols de Bekasi) s'appuie sur cet argument pour dédommager ce propriétaire et lui propose 10 millions de roupies : cette estimation est basée sur la valeur administrative reconnue. Le propriétaire refuse cet accord, arguant qu'avec cette somme il ne pourra pas racheter une maison à proximité et que son terrain est stratégique, par sa localisation ; il en veut six fois plus soit 300 000 Roupies du mètre carré :

« Je veux rester ici car, vue la carte du projet de l'entreprise, la place de ma maison est stratégique : ils veulent y mettre une maison de type 150 m², ça doit valoir bien plus que ce qu'ils veulent me donner : pas assez cher !! car là, il y a la porte du péage, on sera donc juste derrière la *toll* (autoroute payante). En plus, je ne veux pas vendre. Ils n'ont qu'à construire tout autour, on pourra quand même passer. »

La situation foncière ambiguë et non clarifiée par les services étatiques est ainsi un des éléments de la négociation utilisée contre les petits propriétaires locaux, au profit de l'entreprise.

Il ne s'agit pas ici de parler d'« actes illégaux » réalisés par ces propriétaires, mais plutôt des petits dépassements de la légalité dont ils ont pu tirer les bénéfices pendant plusieurs décennies. Ces pratiques sont justifiées par des raisons morales et aucunement par une lutte politique et collective des droits. C'est un ensemble de moyens visant à améliorer les conditions du quotidien, très ordinaire, tant qu'aucune autorité ne cherche à s'y confronter. Cependant, la volonté d'acquisition de cet espace par une entreprise et son changement d'usage pour du résidentiel de haut standing implique un départ de tous les occupants. Cette menace directe sur leurs acquis fait prendre conscience aux habitants (en particulier aux propriétaires *girik*) de la valeur de leurs actions et biens cumulés ainsi que de l'évolution de la situation urbaine (de la trajectoire métropolitaine) depuis leur installation il y a presque trente ans. Si les implications des pratiques de l'État sont manifestes ici, cet acteur n'entre pas directement dans les négociations. Et les autres occupants du terrain ne sont pas considérés comme relevant de la

responsabilité des services municipaux et leur déguerpissement sans compensation économique est la seule option envisagée.

○ **L'État partie prenante des négociations**

La comparaison des modalités de négociations et des acteurs y participant entre le quartier de Bintara et celui de Budidharma met en évidence encore une différence de traitement et de considération entre les populations étudiées dans les deux quartiers. Dans le second lieu, les habitants, détenteurs de la carte d'identité de Jakarta et légitimés par plus de 25 années de présence reconnue sur un terrain assimilé comme appartenant aux pouvoirs publics (au moins pendant un temps) contestent collectivement leur éviction et la négociation se met en place directement avec les services de l'État.

Face à la menace d'un départ, les populations dont la présence avait été tolérée jusqu'alors cherchent à faire reconnaître officiellement leur présence et à la faire accepter formellement. Afin de lutter contre la remise en cause de leurs acquis (grâce à plusieurs années de petits arrangements), les résidents ont fait appel à des ONG reconnues et rompues à ce type de négociation. Ainsi, leur cas a pu être défendu devant les fonctionnaires du Komnasham : l'État apparaît donc dans ce cas comme arbitre et partie prenante des négociations au sujet du terrain utilisé.

Production de l'informalité et de la vulnérabilité par les instances publiques

À Budidharma, le principe d'une co-présence entre les occupants et l'entrepôt a été accepté par l'entreprise sous pression du gouvernement local. En effet, la mobilisation des habitants appuyés par les ONG et leur intégration officielle à la communauté citadine oblige les instances étatiques à ne pas occulter leur situation. Il s'agit ensuite de décider comment le partage du terrain peut être réalisé.

Pulo Mas a posé la condition de ne pas perdre une surface trop importante du terrain. Les ONG, suite à la réalisation de différents scénarii élaborés avec la participation des habitants, ont proposé au gouvernement local quatre solutions de relogement et de partage du terrain.

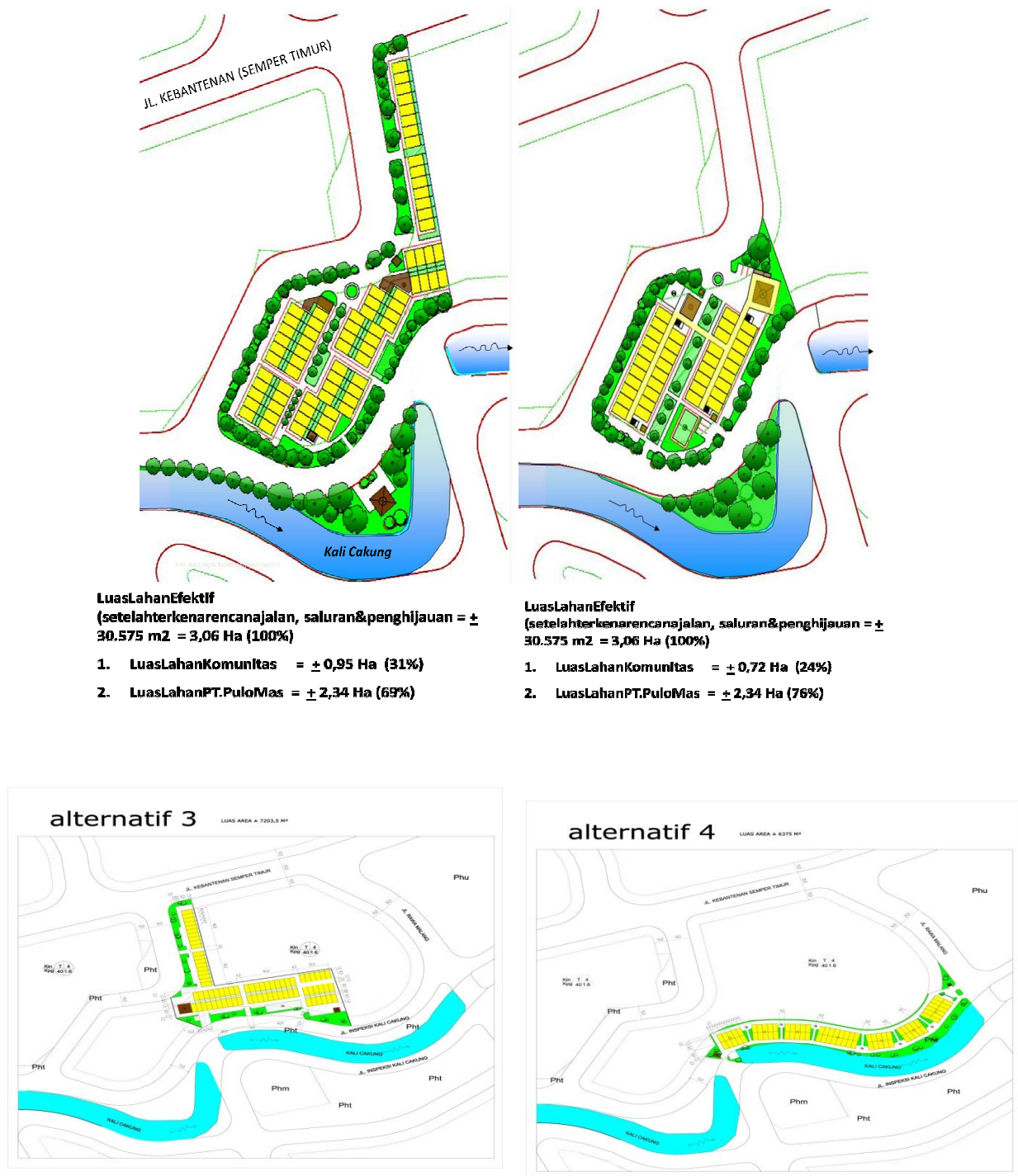
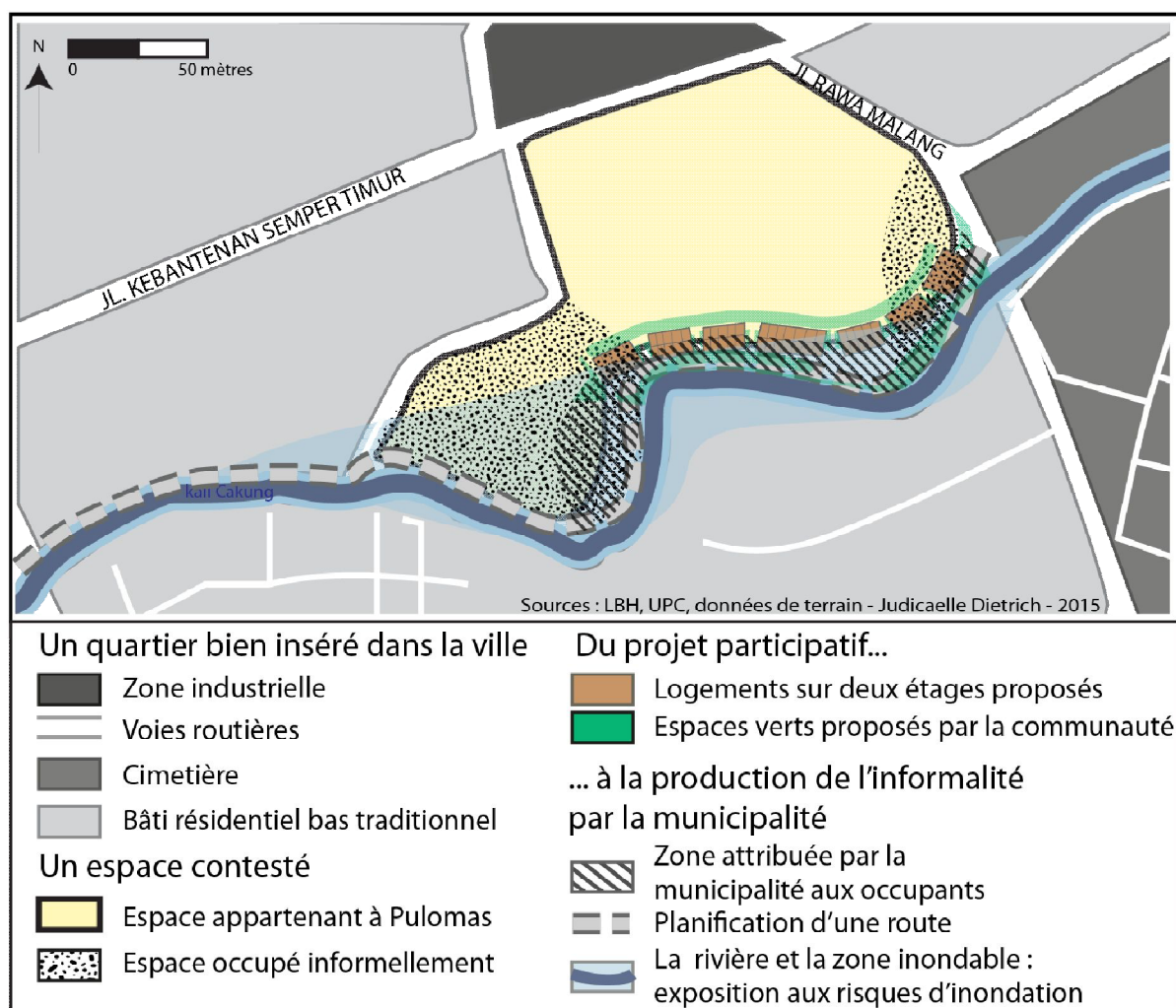


Figure 14 : Propositions de relogement sur le terrain de PuloMas pour les résidents de Budidharma
sources : LBH, 2011

Le gouvernement a opté pour la quatrième proposition, c'est-à-dire la reconstruction des logements rasés par le projet aux limites du périmètre, dont une partie sur les bords de la rivière (en repoussant de quelques mètres les constructions du projet initial).



Carte 24 : La production de la vulnérabilité et de l'informalité par l'État dans un espace à l'appropriation contestée

Le gouvernement impose ainsi une solution précaire puisque la zone attribuée aux populations est, à terme, prévue pour devenir une route d'après les documents de planification. De plus, la loi impose un retrait de neuf mètres du bâti par rapport à la rivière pour éviter les inondations. C'est donc le gouvernement qui enfreint les règles d'urbanisme qu'il prescrit officiellement et installe les populations dans une zone inconstructible. Les résidents, bien que citoyens de Jakarta, se voient donc interdire la pérennisation de leur présence et maintenus dans l'informalité voire l'illégalité... sans compter leur exposition organisée à un risque récurrent.

L'État joue un rôle contradictoire dans les rapports de forces liés à la négociation : la loi et les pratiques des services municipaux créent ce qui est considéré comme illégal ou informel. C'est à ce titre que Mona Fawaz (2015) pointe l'arbitraire de la loi et la capacité de l'Etat « à ne pas voir, accepter, corrompre ou tolérer »... Depuis le découpage de terrains par la production de zonages et la production de l'illégal par la loi, l'État contribue à des irrégularités jusqu'à ce que

les exceptions fassent norme. La « tolérance » par l'État d'individus ou de situations est un véritable enjeu car elle produit des citoyens de seconde zone dont la vulnérabilité est augmentée dans un contexte urbain et foncier sous tension.

Ainsi, on peut voir que les cadres de négociation empêchent une planification homogène et mettent en cause fortement la validité des documents d'urbanisme émis comme cadres directeurs de l'occupation des sols. Ces pratiques de tolérance augmentent les risques de déplacements des populations urbaines et fragilisent le sentiment de légitimité des citoyens. Différents groupes sont ainsi soumis à une injonction à la mobilité, voire à un détachement de leurs liens économiques et sociaux favorisant leur vulnérabilisation. Les brouillages des modes d'inscriptions économiques et sociales liés aux imbrications des économies non monétaires, non marchandes, informelles avec les marchés du travail et du logement dans la ville en transformation participent à un amoindrissement du sentiment de légitimité de ces populations et produisent ainsi un processus de désaffiliation urbaine (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007).

6.3. L'impossible contestation

Entre le rôle de l'État dans la délégitimation des mobilisations et la quête du consensus gérée par les intervenants intermédiaires dans les négociations (ONG, facilitateurs, ...), la contestation des populations « pauvres » face aux changements urbains apparaît invisible voire impossible. Cette réflexion s'appuie sur le postulat que le caractère international des « villes en mondialisation » (les *Worlding Cities* de Roy et Ong, 2011) renforce les tensions et les dominations dans la société urbaine.

Dans ce contexte, on a pu voir que la *place* des populations considérées comme pauvres dans la métropole de Jakarta est remise en question, en permanence négociée avec les différents pouvoirs intervenant dans la production de la ville. Alors que les groupes sociaux urbains apparaissent de plus en plus segmentés, les modes informels de gouvernement de la ville et l'imposition de rapports de pouvoirs contribuent à limiter les possibilités de contestation ouverte pour les individus et groupes exposés à ces changements.

Le concept de rapports de pouvoir met en évidence le rôle des relations interpersonnelles dans ces processus de fragilisation des positions de populations précaires et de perte de conscience des inégalités de classes dans ces rapports sociaux, en particulier dans les modalités de gestion de la pauvreté.

Le recours à des tactiques et à des « compétences précaires » (Bouillon, 2007) élaborées par les populations invite à penser à un essor de l'individualisme, appuyé par l'individualisation de la gestion des pauvres et de leur place dans la ville. Pour comprendre ces stratégies et la difficulté d'émergence des contestations, Erik Swyngedouw (2010) pointe la recomposition des pouvoirs, en particulier des instances publiques, voire de l'État, en lien avec l'affirmation de nouveaux acteurs, privés et ONG, qui influent ainsi plus sur les intérêts à agir des populations que sur leur pouvoir d'agir.

6.3.1. Recomposition des cadres politiques de la ville

Il s'agit d'identifier les conditions politiques en place dans la métropole, au sens premier de gestion de la cité.

Encadré 13 : Un héritage autoritaire de l'implantation des RT/RW

La naissance des RT et des RW date de l'occupation japonaise (1942-1945) afin de gérer et de contrôler la population de Java et s'est perpétuée ensuite, même avant 1966. Toute la population devait en effet participer à l'effort de guerre (Jawa Gunseikanbu, 1944, p. 50). À l'époque, il s'agissait plutôt d'un système d'organisations communautaires assez autonomes, qui a été ensuite généralisé à l'échelle nationale. La formalisation sous la supervision du nouveau gouvernement indonésien a été mise en place sous le mandat du Général Suharto qui identifia l'importance de ce niveau local pour maintenir une stabilité politique et contrôler étroitement les populations.

Les chefs de ces deux échelons sont élus par les membres autorisés de la communauté ; ces organisations peuvent tenir des réunions et discuter des enjeux locaux entre eux. Cet outil de l'ère Suharto permettait de surveiller toutes les entrées et sorties du quartier, maintenait la pression à être identifié comme un bon citoyen en fonction des orientations et priorités nationales (on peut penser notamment à l'organisation du planning familial et la politique de contrôle des naissances : « un enfant c'est bien, deux c'est suffisant ! »). Alors que ces fonctions administratives sont profondément marquées par le caractère autoritaire, elles ont perduré après 1998 et la restauration de la démocratie (*Reformasi*).

Aucune loi nationale ne couvrait ces instances locales avant 1983³⁶¹, et leur existence ne s'appuyait que sur des règlements locaux guidés par le gouvernement national. C'est à l'initiative du gouverneur de Jakarta Ali Sadikin, en décembre 1966³⁶², que les *Rukun Kampung* – RK – ont été transformés en une unité plus petite nommée *Rukun Warga* – RW, une structure plus fine afin de réformer ces associations de quartier et de les purger de toute influence communiste. Parallèlement, les instructions officielles imposent que le chef de RT ne soit aucunement affilié à une organisation politique ou une idéologie, tout en affirmant leur rôle dans le maintien de la stabilité politique après le coup d'État (1965). Dans les grandes villes, et en particulier à Jakarta, le rôle des RT/RW est aussi de prévenir l'afflux de personnes venant du monde rural, en particulier tant que le gouvernement avait déclaré DKI comme une « ville close ». (Kurasawa, 2013). C'est aussi à cette échelle que sont organisés les groupes de femmes et leurs missions spécifiques (en particulier PKK, en lien avec les politiques de contrôle des naissances et de réduction de la mortalité infantile), l'association de jeunes (*Karang Taruna*) ou les rencontres de lecture et de chant du Coran.

Deux orientations principales portent les analyses de ces structures administratives (Hataya, 1999) : la première identifie que c'est à cette échelle que se construisent les aides informelles pour les pauvres que le gouvernement ne parvient pas à fournir (*life strategy oriented*), la seconde défend que c'est le moyen de mettre en œuvre des projets de développement initiés par le haut (*development strategy oriented*)... Cette dernière catégorie domine pendant l'Ordre Nouveau. Aujourd'hui, il semble qu'un mélange entre ces deux pôles s'opère dans l'aire métropolitaine.

³⁶¹ Si la loi de 1983 a été abolie en 1999, très peu de districts (*kabupaten*) ont supprimé ces deux échelons locaux. Deux changements institutionnels sont à relever à Jakarta DKI : la création d'un conseil à l'échelle de l'arrondissement (*dewan kelurahan*) en 2001 où chaque RW doit y envoyer un représentant proposé par les RT, élu par les membres du RW. Si la justification de ce conseil est de faire un meilleur lien entre les résidents et le gouvernement municipal, les effets sont très peu perçus par la population. À cela s'ajoutent des fonds attribués aux RT et RW par le gouvernement de Jakarta pour les coûts de réunion et de gestion des bureaux (sans que cela soit considéré comme un salaire).

³⁶² *Surat Keputusan Gubernur Kepala Daerah Khusus Ibu-Kota Jakarta*, décembre 1966

❖ Le mythe d'une démocratie locale

La structure politique et administrative dans la République indonésienne est marquée par une superposition d'échelons auxquels les citoyens peuvent se référer. Depuis l'unité de voisinage à la province (puis à l'État), les résidents urbains vivent dans une accumulation de sept niveaux administratifs.

Dans les entretiens auprès des populations cependant, seuls les trois plus bas échelons ont été cités par les enquêtés en plus de leur municipalité (dans le cas de Bekasi) ou de la province (dans le cas de Jakarta) : il s'agit des RT (*Rukun tetangga* – unité de voisinage), RW (*Rukun Warga* – unité de quartier) et des *kelurahan* (que l'on peut traduire par le terme d'« arrondissement »). Les échelons supérieurs que sont les *kecamatan* (sous-districts) n'ont jamais été évoqués, ni les *kota* à Jakarta (la province spéciale de la capitale est en effet divisée en cinq municipalités³⁶³).

Des organisations locales en recomposition ?

Sans débattre de leur pertinence, il s'agit ici d'interroger le rôle de ces structures dans la vie quotidienne à l'échelle des quartiers et l'influence que ces instances ont dans la gestion de la pauvreté et dans les pratiques des populations concernées. Le développement des RT/RW et leur imposition dans la vie quotidienne a été un véritable moyen de contrôle et de mobilisation des masses durant le régime autoritaire, mais il garde aujourd'hui une façade démocratique liée au mode d'élection (alors que les échelons supérieurs des *kelurahan* et des *kecamatan* sont des fonctionnaires nommés) par les populations locales, ce qui contribue à expliquer leur maintien après la chute de Suharto. Ainsi, le contexte de démocratisation de l'État indonésien ne remet pas en cause l'héritage de ces niveaux locaux de gestion de la population.

Ces structures maintiennent l'image d'un processus démocratique dans les prises de décisions (*bottom-up*) en faisant remonter aux échelons supérieurs les demandes des populations. Plus concrètement dans les quartiers étudiés, les chefs de quartier et de voisinage rencontrés en entretien nuancent fortement leur rôle et leur influence. Les principales missions relevées sont la distribution de l'aide alimentaire (*Raskin*) et la rédaction des lettres de recommandation demandées par les résidents. Cela contribue à leur identification par les citoyens ordinaires comme un moyen d'améliorer le quotidien, assurant sécurité (taxe mensuelle prélevée pour payer les gardes et services de sécurité) et la diffusion des aides urgentes.

³⁶³ Récemment (fin mai 2015), le gouverneur Ahok de Jakarta DKI exposait l'idée de simplifier ce mille-feuilles (pour reprendre une expression du contexte français) en supprimant justement ces deux échelons, estimant que leur redondance et leur accumulation contribuaient à l'inefficacité des instances administratives et à multiplier les risques de corruption (*Kompas*, mai 2015).

Par ailleurs, la mobilisation du RT ou du RW (comme on l'observe à Warung Gantung, à Margahayu ou à Kramat) est une condition essentielle pour l'obtention des aides liées à la réduction de la pauvreté comme le PNPM : ces responsables doivent être en mesure de coordonner ou de faire remonter certaines demandes de la communauté afin qu'une aide soit acceptée.

Cependant, ces processus *bottom-up* restent minoritaires. Les thématiques abordées lors des réunions des RT/RW sont principalement consacrées à la diffusion des informations ou des directives gouvernementales (annexe 11). Cette organisation descendante, quasiment exclusive sous Suharto, est moins prégnante aujourd'hui tout en restant majoritaire. Les RT et RW ont un véritable rôle d'appuyer le développement d'une « bonne citoyenneté »³⁶⁴ pieuse, maîtrisant les naissances et contribuent à la normalisation des comportements (gestion des personnes considérées comme « déviantes »³⁶⁵, Helmrich, 2013).

Quelle démocratie pour les pauvres ?

Le problème reste toujours celle des bénéficiaires réels ou plutôt de qui peut participer à ces structures locales. Les observations menées à Margahayu et à Warung Gantung montrent que les participants les plus actifs sont propriétaires dans le RT ; les élus apparaissent comme des ménages relativement aisés (*Hadj* parfois, propriétaires de plus grandes maisons, donateurs vers la communauté, ...). Pourtant, ces structures auraient vocation à répondre aux besoins des plus pauvres, moins inscrits dans les réseaux, qui auraient besoin de plus d'informations sur les aides possibles. Cependant, Kurasawa (2013) souligne que les nouveaux arrivants dans les quartiers sont les plus ignorants des procédures d'accès aux aides et sont ceux qui auraient besoin de recourir aux lettres de leurs responsables de quartier et de voisinage, sont en fait les plus éloignés de ces structures : trois personnes rencontrées ont ainsi raconté qu'elles avaient accès au *Raskin* parce qu'un membre de leur famille était RT ou RW ; à Margahayu, deux femmes affirmaient ne pas oser demander une lettre au RW car elles étaient trop proches de l'ancienne élue ; un chef de RT assumait avoir fait des lettres de recommandation pour que son frère n'ait

³⁶⁴ Les élus RT ou RW doivent remplir plusieurs conditions, d'après la loi de 1983 : croire en Dieu ; respecter le *Pancasila* et la Constitution de 1945 ; respecter l'État et le gouvernement ; se comporter correctement en étant sincère, juste, intelligent, et avoir de l'autorité ; n'avoir jamais été impliqué directement ou indirectement dans des activités contre l'idéologie du *Pancasila* ou l'unité de la République indonésienne (sont clairement visés ici les communistes et membres de mouvements interdits ou indépendantistes) ; ne pas être interdit de vote ou d'élection par la Justice ; être sain d'esprit et de corps ; savoir lire et écrire en caractères latins ; avoir vécu dans le quartier au moins 6 mois (d'après la traduction de l'article de Kurasawa, 2013). Si la loi a été abolie en 1999, ces statuts restent valables pour l'élection des chefs de quartier et de voisinage.

³⁶⁵ Ce film documentaire de Leonard Retel Helmrich (2013) relate la prise en charge par un chef de voisinage d'une personne considérée comme perturbée mentalement (*orang gila*) afin de l'emmener dans un asile à Bekasi.

pas à payer les frais de scolarité de ses enfants. De l'autre côté, en plus des personnes informelles qui savent qu'elles ne peuvent pas en profiter, treize personnes ont explicitement souligné l'absence de clarté quant à la distribution du riz subventionné (notamment à Warung Gantung et à Margahayu).

Ainsi, de nombreuses pratiques ponctuelles contribuent à maintenir l'idée que ces structures locales sont très liées au réseau familial proche des responsables, où plusieurs membres de la famille sont installés. Celles-ci améliorent le quotidien de certains (comme un dépassement silencieux de la légalité) mais restent très inégalement accessibles ou distribuées.

En revanche, à Bekasi Jati et à Bintara, plusieurs habitants ont souligné l'engagement des *ibu PKK*³⁶⁶ auprès des « autres ». En effet, le retraité du ministère de l'agriculture propriétaire indiquait que sa femme (Kader PKK) avait un gros travail « à cause des *pemulung* » et que ces populations alourdissaient son fardeau quotidien³⁶⁷. À Bekasi Jati, la responsable de la section PKK du RT5 se présente comme une amie du chef de voisinage : ils essayent ensemble d'obtenir plus d'aides et notamment des financements pour pouvoir distribuer des aliments aux femmes venant faire suivre leur enfant au poste de santé. La distribution d'un petit sachet de riz, de *bubur* (sorte de porridge) ou de lait en échange de la pesée ou des campagnes de vaccination attire les plus démunies régulièrement.

❖ Dilution des responsabilités

La disparité des pratiques selon les lieux ne contribue pas à la clarté des missions ni à l'assurance de pouvoir bénéficier d'un soutien local pour les personnes en situation de pauvreté. En effet, dans les deux quartiers de Warung Gantung et de Margahayu, les populations considérées comme informelles ne sont pas comprises dans la communauté et sont explicitement exclues de toutes les formes d'aides possibles.

De plus, la structure pyramidale limite la quantité d'informations qui remonte aux échelons supérieurs. Ainsi, tout en donnant l'illusion d'une organisation démocratique, les voix dissonantes sont étouffées, et il reste difficile de porter des réclamations au-delà sans passer par les responsables locaux qui vont appuyer ou non une demande.

³⁶⁶ Au départ, c'est un mouvement national pour la promotion du bien-être du ménage, dirigé par la femme du ministre des affaires intérieures. Chaque RT a une branche PKK, le plus souvent dirigé par la femme du chef de RT. C'est globalement perçu comme la section des femmes du RT, alors que les réunions du RT sont plutôt occupées par des hommes.

³⁶⁷ Il me déclare ainsi lors de notre entretien : « Pour ma femme, les migrants c'est fatigant à gérer car elle participe activement au posyandu. Mais ils changent tout le temps donc c'est difficile de faire la liste des bébés et de les suivre, surtout qu'ils en font plein ! ce n'est vraiment pas évident ».

Ainsi, à Bintara, une des personnes déguerpies de Cipinang est allée demander au chef du RW l'autorisation de s'installer sur une zone vacante. Elle a alors voulu se renseigner sur les moyens possibles de connexion à l'électricité. Cette dernière s'est vu opposer une fin de non recevoir, alors qu'elle constatait déjà les constructions des collecteurs de déchets bien étendue sur la zone. C'est le bras droit de l'intermédiaire qui lui a indiqué que le RW n'avait pas à donner son avis et qu'il fallait demander l'autorisation à l'intermédiaire de l'entreprise. De l'autre côté, l'adjoint du RW a affirmé explicitement que « *ces personnes ne relèvent pas de sa responsabilité* » et que sa seule mission est de s'assurer qu'ils ne bénéficient pas des aides censées aller à ses concitoyens.

Comme on l'a vu, les groupes dits « informels » ne peuvent légitimement pas accéder à ces représentants administratifs et se trouvent dans la difficulté d'identifier une personne responsable auprès de qui se plaindre. Pour ces personnes, l'acteur étatique est loin d'être le premier référent, bien au contraire. S'ajoute aussi la question de l'accès à l'information ; l'accès aux acteurs privés dans le quartier de Bintara est très sélectif : alors que les propriétaires *girik* ont des contacts avec des employés de la compagnie dans le cadre de la négociation, les autres occupants informels et les patrons des réseaux de collecteurs de déchets rencontrent des employés une fois par mois pour le paiement des loyers. Cependant, aucun *pemulung* n'a été en mesure de me donner le nom de l'entreprise qui cherche à aménager la zone.

Ces pratiques administratives croisées dans des relations interpersonnelles font apparaître une gouvernance urbaine complexe. C'est pour désigner ce phénomène qu'Erik Swyngedouw (2011) utilise le concept de ville « post-politique » : entre la diversité des acteurs en charge du lieu et la superposition des compétences, il reste très compliqué pour des personnes qui vivent déjà dans un quotidien précaire de lire et de dénoncer les irrégularités dont ils peuvent pâtir. Dans un moment de tension, comme le risque d'une éviction et la nécessité de faire appel à une aide ponctuelle pour les personnes qui n'ont pas les moyens d'y faire face, les difficultés d'appréhension des échelles et d'identification des responsables limitent les capacités de mobilisation des personnes fragilisées.

❖ Concurrence des temps :

Temps de la ville *versus* temps des urbains

En plus des hiérarchies administratives et des rapports de pouvoir en place dans le lieu, il faut prendre en compte la question des temporalités. Cette tension entre ville et citadins ordinaires est notamment liée à la non concordance entre le temps de la ville et le temps des urbains. Elle concerne aussi le moment de la mobilisation et de la non mobilisation.

La production de la ville et le changement urbain sont des phénomènes qui se conçoivent et se comprennent sur le temps long. Depuis la conception d'une ville, ou plutôt d'un projet urbain à sa réalisation, plusieurs années (parfois des décennies) peuvent s'écouler. Ainsi, dans le cas de Bintara, le projet de complexe résidentiel est ancien puisqu'il est imaginé alors que la propriétaire était encore Tutut, son père, le Général Suharto, était encore au pouvoir. Depuis quinze ou vingt ans, la construction d'un quartier résidentiel à cet endroit est envisagée, or les négociations pour le départ des propriétaires *girik* n'ont commencé qu'au début de 2012. L'installation des groupes de *pemulung* a toujours été présentée comme temporaire, l'intermédiaire insistant pour que les constructions ne soient pas « en dur » et précisant toujours que le paiement du loyer ne valait pas comme autorisation mais bien comme dédommagement pour cette occupation temporaire. Depuis la mise en place des quittances, l'entreprise s'assure un revenu régulier en attendant que le projet puisse se réaliser. Ainsi, on peut voir dans ce cas que l'implantation informelle de population n'est pas nécessairement perçue comme un obstacle au projet. Ce même processus peut s'observer à Budidharma : les personnes se sont installées depuis plus de 25 ans et c'est seulement depuis 2010 que Pulo Mas a demandé de récupérer le périmètre.

Par ailleurs, cette occupation tolérée garantit un contrôle sur le lieu et la maîtrise de son usage, notamment par le biais de réseaux non officiels. Les implantations informelles même nombreuses ont peu d'incidences sur la structure du lieu. Elles restent légères, sans fondations donc ne modifient pas le sol en profondeur. Parallèlement, celles-ci, comme on l'a vu plus haut, sont régulées et les expansions sont en fait très contenues dans les périphéries. Enfin, l'intériorisation de la non-légitimité de leur présence tend à diminuer les possibilités de contestation.

Ces espaces « en vacance » sont autant d'interstices qui montrent que la temporalité d'une ville se pense sur un temps beaucoup plus long que le quotidien des populations urbaines. En particulier les groupes aux trajectoires résidentielles marquant une forte mobilité n'affirment pas chercher une inscription spatiale forte en un lieu donné et cherchent plutôt à répondre à leurs besoins immédiats. Ainsi, les trente ménages de Cipinang n'ont cherché à se déplacer et à s'installer à Bintara qu'une fois l'éviction programmée et certaine (puisqu'une première « opération de nettoyage » avait eu lieu précédemment).

Ainsi, l'acceptation de l'occupation d'un terrain ne perturbe pas nécessairement les plans d'usages futurs pour les concepteurs des projets ; et de même les populations ont parfois du mal à identifier la réelle menace d'une éviction prochaine si la date n'est pas clairement connue.

Ces enjeux de temporalité se posent aussi dans les possibilités de recours juridiques. Les démarches de reconnaissance sont particulièrement longues. Le propriétaire *girik* à Bintara n'a lancé la procédure de formalisation de sa propriété foncière que quand le projet résidentiel de

l'entreprise a commencé à se concrétiser (notamment via la mise en place des taxes et loyers). Les délais nécessaires pour des recours judiciaires nécessitent souvent une forte anticipation et c'est pourquoi une mobilisation trop tardive risque d'échouer. Ces disjonctions en matière d'appréhension de l'imminence du conflit urbain limitent là encore les possibilités de contestation des populations plus fragilisées.

Tous ces éléments, temporalités et responsabilités, sont autant de facteurs qui contribuent à la « dépolitisation » des luttes urbaines. En effet, l'entrée en mobilisation nécessite de savoir contre qui ou pourquoi il faut lutter. Et dans un contexte où le quotidien lui-même nécessite efforts et négociations permanentes, où les responsabilités sont peu lisibles et où la connaissance de ses propres droits est très limitée, les possibilités d'entrée en contestation sont réduites. Ces impossibles contestations sont liées au contexte urbain dont les espaces sont touchés par de nouveaux modes de gouvernance (Swyngedouw, 2010), peu transparents et aux rouages complexes (comme le montre la situation foncière de Jakarta), « *dans lesquels les responsabilités sont diluées* » (Choplin, 2014). La diversification et la multiplication des acteurs opérant dans la ville, à des échelles variées, produisent un « régime de gouvernance » favorisant les impératifs d'une économie de marché néolibéralisée et mondialisée (Swyngedouw, 2010). Les populations urbaines, surtout les plus fragilisées, sont dès lors soumises à une « gestion technocratique et techniciste » dont les pratiques diffèrent des codes démocratiques. La recherche du consensus entre les groupes stratégiques devient l'horizon d'attente. Les fonctionnements de ces réseaux entre le privé, la société civile et les acteurs étatiques inhibent toute forme de contestation (Choplin, 2014) issue des populations urbaines qui ne possèdent pas les mêmes ressources idéologiques, économiques et culturelles.

6.3.2. La « segmentation des intérêts à agir »

❖ Individualisme des pauvres ou individualisation du traitement de la pauvreté ?

On a relevé que les mobilisations observées dans les quartiers étudiés se situent dans les lieux exposés à un conflit d'occupation du sol. Les quartiers de Budidharma et de Bintara sont des espaces en transition où se conjuguent plusieurs situations foncières et concurrences

d'usage, dans un contexte où les droits de propriété et d'usage peuvent faire l'objet d'interprétations variées selon les intérêts. La menace portée aux acquis de ces populations, en particulier sur leur installation de longue durée dans un lieu semble être le point de départ d'une mobilisation, ou plutôt d'une contestation de leur départ. Ainsi, la mobilisation (qu'elle soit collective dans le quartier de Budidharma ou individuelle dans le quartier de Bintara) et l'engagement dans la contestation s'expliquent par la remise en question de leur mode de vie (pourtant resté en dehors de la légalité et marqué par la négation de leur inscription spatiale). Ce qui est en jeu pour ces personnes engagées, c'est leur position dans l'espace urbain, contestée par des pouvoirs économiques urbains (au-delà de leur résidence, il faut penser aussi à la question de leur emploi et de leur réseau social).

Les revendications des populations portent alors explicitement sur la reconnaissance de leur *place* dans la ville et leur légitimité à la tenir, du fait de leur ancienneté, leur appartenance à la communauté citadine et, pour une part, sur la possession de titres fonciers ou de justificatifs qui témoignent de leur place dans le marché du logement. Ainsi, que ce soit les quittances de loyer ou les certificats de propriété (*girik*) en plus de tous les documents attestant d'une présence ancienne sur le lieu, les papiers cherchent à justifier d'une appropriation (à des degrés de légitimité divers) et à faire transformer cette occupation en droit foncier complet, en un titre incontestable par les autres pouvoirs urbains qui auraient des vues sur leur espace. La formulation de leurs revendications en ces termes économiques et fonciers tend à montrer que les luttes urbaines seraient bien moins politisées que veulent le faire apparaître certains groupes stratégiques militants et seraient plus liées « à une montée en force de l'individualisme » (Choplin, 2014, p. 12) qu'il s'agit d'analyser.

Tactiques ou stratégies : des réponses et des citadins

Ainsi, même si à Budidharma on a pu constater la mise en place d'une action collective coordonnée par des ONG de défense des droits, la demande des personnes est le maintien de leur logement dans le quartier à tout prix.

C'est pourquoi un des résidents qui a eu l'opportunité de déménager afin de sécuriser sa position à proximité a choisi de vendre son logement informel : il tente ainsi d'éviter l'éviction possible et cherche un moyen de limiter sa précarité. Il s'adapte aux circonstances du moment afin de chercher à transformer la situation sous un revers favorable au moment où celle-ci apparaît comme négative. Le problème qui se pose pour l'ONG qui défend l'ensemble de la communauté est que le nouveau résident ne pourra bénéficier de l'arrangement en négociation puisqu'il ne peut justifier d'une présence ancienne. En effet, les autres résidents de Budidharma se sont organisés pour faire reconnaître leur droit de propriété du lieu, du fait de leur ancienneté et de la possibilité d'identifier cet espace comme appartenant à l'État (avant la

privatisation de l'entreprise, celle-ci était en charge de la construction des logements portée par les politiques urbaines du gouvernement). La revendication de la propriété dans le périmètre de Budidharma est ainsi pensée comme une situation de droit applicable, l'occupation d'un espace appartenant à l'État pendant plus de 25 ans donnant droit à une reconnaissance légale. Le lieu est l'objectif de leur revendication à terme alors que le premier citoyen cherche une réponse rapide avant que l'éviction ait pu avoir lieu et que son logement soit détruit (il ne pourrait donc pas le revendre). On peut relever ici en fait la différence des réponses des citoyens selon leur propre perception de leur situation dans l'espace urbain et leur objectif que l'on peut catégoriser d'après les définitions de Michel de Certeau (1990) en « tactiques » ou en « stratégies »³⁶⁸ :

« Les stratégies misent sur la résistance que l'établissement d'un lieu offre à l'usure du temps ; les tactiques misent sur une habile utilisation du temps, des occasions qu'il présente et aussi des jeux qu'il introduit dans les fondations d'un pouvoir. » (De Certeau, 1990, p. 62).

La pluralité des réponses face à une situation semblable est liée à la diversité des individus et de leurs représentations. Au-delà d'une réponse uniforme, voire d'une contestation exigée dans les discours académiques et militants, il faut prendre en compte la particularité de chaque parcours de vie, qui ne peut pas toujours être généralisé et se fondre dans un collectif.

Dans le quartier de Bintara, un des propriétaires sous le régime du *girik* en négociation serrée avec l'entreprise en charge du projet résidentiel mettait en avant son rôle dans l'organisation de réunions collectives avec les autres propriétaires du même statut que lui. Lors d'un de nos entretiens, il indique avoir découvert (par ouï-dire) qu'une de ses voisines était prête à accepter l'accord de l'entreprise à un prix bien inférieur à celui qu'il estime juste. Celle-ci, en plus de sa maison, possède et met en location six chambres et des sanitaires communs. Elle parvient donc, malgré son âge avancé (67 ans), à accumuler un capital suffisant pour sa fin de vie (entretien réalisé avec elle en juillet 2012). De plus, étant désormais seule, son projet serait d'aller vivre chez son fils installé dans le *kampung* voisin : l'argent de la compensation lui permettrait d'avoir un petit pécule, sachant qu'elle n'a pas besoin de racheter un logement dans le voisinage, et elle pourrait garder là-bas sa petite fille. Ainsi, du fait du moment de vie dans lequel elle se trouve et un niveau économique suffisant, cette personne ne ressent pas le besoin de poursuivre des négociations avec l'entreprise... (elle craint aussi que les autres propriétaires

³⁶⁸ « Les stratégies sont (...) des actions qui, grâce au postulat d'un lieu de pouvoir (la propriété d'un propre), élaborent des lieux théoriques (systèmes et discours totalisants) capables d'articuler un ensemble de lieux physiques où les forces sont réparties. Elles combinent ces trois types de lieu, et visent à les maîtriser les uns par les autres. Elles privilégient donc les rapports de lieu. Du moins s'efforcent-elles d'y ramener des relations temporelles par l'attribution analytique d'une place propre à chaque élément particulier et par l'organisation combinatoire des mouvements spécifiques à des unités ou à des ensembles d'unités. »

décident de passer par la justice, que cela prenne encore beaucoup de temps sans aucune garantie de bénéfice pour elle). En revanche, le porteur de la contestation (fonctionnaire retraité), s'il est prêt à déménager à proximité (éventuellement car il souligne son attachement à sa maison où il vit depuis 1987), refuse de s'éloigner du quartier où réside son fils, et la somme proposée par l'entreprise est nettement insuffisante pour lui permettre de racheter une autre maison dans le quartier formel. Pour lui, la lutte coordonnée des différents propriétaires est le seul moyen de maintenir un rapport de force avec l'entreprise et la défection de ses voisins représente une véritable menace pour sa position sociale et spatiale.

On peut aussi rappeler la dénonciation récurrente par les fonctionnaires municipaux des départs des personnes et ménages relogés dans les logements sociaux : dès leur installation dans leur nouveau lieu de résidence, des ménages revendraient rapidement leur bien afin de retourner dans le bidonville et récupérer ainsi l'argent de la transaction (l'intérêt financier immédiat l'emporterait sur la pérennisation du logement à long terme). Si ce type de pratiques a été relaté au département du logement et à celui de la planification de Jakarta DKI, la situation ne s'est pas présentée dans les lieux étudiés.

Ces comportements semblent profondément liés aux enjeux de la propriété foncière et à l'essor de l'individualisme. Ils correspondent aux théories libérales portées notamment par Hernando de Soto (2006) qui défend l'idée que la formalisation des métiers et des occupations foncières identifiées comme informelles serait le moyen de dégager un capital important pour les populations pauvres et valoriser ainsi leurs capacités entrepreneuriales (Chapitre 4). Cependant, l'adoption d'attitudes portées par les intérêts individuels accentue la fragmentation de groupes urbains et limite fortement toute cohésion face à une lutte commune. En effet, les modalités des négociations en cours se concentrent sur les parcelles de chacun.

La non mobilisation des plus précaires

Reste à comprendre la non mobilisation des quelque 300 familles « informelles » à Bintara ou encore des personnes vivant sur le long des voies de chemin de fer de Senen dont on a déjà montré le très faible sentiment de légitimité à occuper ces zones urbaines.

Les ménages insérés dans les réseaux de collecte de déchets peuvent apparaître comme un groupe cohérent aux activités et aux intérêts communs. Cependant, leur installation récente dans le quartier (moins de trois ans au moment de l'enquête) et leur lien fort avec leur village d'origine dans le district (*kabupaten*) voisin de Karawang (aller-retour deux fois par an pour la plupart, voire pour certains une fois par mois) permettent de nuancer leur forte inscription spatiale. De plus, les entretiens menés auprès de ce groupe n'ont pas fait apparaître de volonté

de s'implanter durablement dans la métropole³⁶⁹. Le projet portant leur trajectoire résidentielle est plus lié l'intérêt de venir un moment dans la métropole afin d'accumuler un peu d'argent et de rentrer ensuite, plutôt qu'un véritable exode rural. Par ailleurs, l'inscription spatiale peu profonde peut aussi se comprendre du fait de leurs conditions de vie. En effet, le quotidien est loin de remplir les critères de confort minimum : les abris en construction permanente sont situés à proximité de décharges sauvages à ciel ouvert, dont des parties sont brûlées quotidiennement afin de réduire leur emprise spatiale : les odeurs de combustion (du caoutchouc particulièrement) et de décomposition sont permanentes ; l'accès à l'eau est très compliqué et l'assainissement repose sur des « toilettes-hélicoptère » au-dessus du canal. Ces conditions particulièrement difficiles au quotidien ne poussent pas au besoin de « se battre » pour s'y maintenir. Enfin, l'organisation socio-économique autour du patron, voire même la dépendance, fragmente fortement ce « groupe social ». C'est au « *bos* » d'assurer la pérennité de l'installation et de négocier la présence avec les différents pouvoirs.

Par ailleurs, il faut prendre en compte aussi le risque que peut représenter une mobilisation plus affirmée face aux pouvoirs du lieu. Une mobilisation plus ouverte nécessiterait plus de disponibilité en temps et en argent, deux éléments qu'ils n'ont pas puisque la plupart est endettée auprès de leur responsable ; enfin, les quelques autres mobilisations audibles pour revendiquer un droit d'occupation d'un terrain montrent que celles-ci sont portées par des acteurs bénéficiant d'un capital social ou culturel reconnu dans l'espace public, et notamment sont appuyées par des ONG locales reconnues. Or aucun des arguments usuellement porté par ces ONG ne peut être appliqué dans leur situation.

En outre, une partie de ces groupes précaires voit régulièrement toute forme d'inscription spatiale sapée par les déguerpissements successifs subis : les personnes venant de Cipinang et celles vivant le long du chemin de fer de Senen montrent une certaine fatalité face à ces opérations d'éviction menées dans la ville. Sans remettre en question de traumatisme profond que peut représenter la destruction de son logement en plus des conséquences sociales et matérielles, les personnes ayant vécu plusieurs évictions ont montré leurs capacités à mobiliser des ressources pour se déplacer et recréer un logement ou un abri ailleurs. À Senen, les personnes s'organisent afin de déplacer leurs affaires le temps de l'opération quitte à se réinstaller après : certains choisissent même de louer pendant un mois un logement dans les espaces périphériques afin de protéger leurs affaires et attendre le « nettoyage ». Le chauffeur de

³⁶⁹ En effet, sur les trente trois personnes rencontrées (mais seules vingt-deux sont concernées par la question, en ôtant les populations formelles et les *Betawi*), huit hommes soulignent que leur famille est restée au *kampung* et qu'ils comptent la rejoindre ; deux femmes ayant des enfants en bas âge ont raconté être rentrées là bas pour l'accouchement et les premiers mois de vie des enfants ; trois couples ont choisi de laisser leurs enfants à des membres de leur famille afin de ne pas les changer d'école (ce qui montre qu'ils ne projettent pas de s'installer durablement ailleurs).

taxi installé à Cipinang depuis six mois a simplement répondu qu'il s'adapterait si un départ s'avérait nécessaire « en allant chercher plus loin ».

Ces éléments liés aux rapports sociaux et à la production d'un sentiment de délégitimation contribuent à limiter l'entrée en contestation et maintiennent une partie de la population dans une forte précarité face aux changements urbains.

Une individualisation du traitement des pauvres

Les modalités de l'action et les enjeux des négociations semblent témoigner d'un essor de l'individualisme (Choplin, 2014). Ce serait un des signes de la dépolitisation des populations urbaines. Cependant, plus que la montée de l'individualisme directement liée à la question de la propriété foncière, ce serait plutôt une stratégie d'individualisation des situations sociales mise en œuvre par les acteurs urbains dominants sapant toute prise de conscience de groupe.

En effet, après avoir constaté les facteurs limitant l'implication des citoyens (retard et faible transmission de l'information, insertion dans des rapports de pouvoir qui délèguent à un tiers les négociations, que ce soit un intermédiaire informel, un petit patron local ou une ONG), l'entreprise de Bintara met en œuvre une stratégie d'individualisation du processus de négociation afin de limiter toute émergence d'un collectif coordonné. Ces liens directs entre l'entreprise privée et des individus isolés établissent un rapport de pouvoir déséquilibré à leur avantage dans la négociation, tout en laissant les instances publiques en dehors. Ainsi, l'entreprise a pris des rendez-vous individuels avec les différents propriétaires afin de ne pas avoir à négocier avec un groupe. Cette procédure apporte l'avantage de pouvoir négocier les sommes de dédommagement en évitant toute concertation entre les habitants.

Pour les autres occupants informels (collecteurs de déchets, arrivants de Cipinang, ...) la mise en place du système de quittances peut aussi contribuer à une segmentation de ce groupe. L'entreprise présente cette démarche comme un dédommagement et souligne l'aspect temporaire de cette installation. De même l'intermédiaire informel de l'entreprise rappelait systématiquement l'absence de droit des occupants sur le lieu et le fait que leur départ serait obligatoire le jour où il le déciderait, sans aucune autre forme de compensation possible. L'acceptation de l'occupation était ainsi présentée comme un service qu'il leur rendait (... qui lui rapportait tout de même environ 1200€ par mois !). Cette officialisation pourrait être perçue comme un premier pas vers le titrement foncier du lieu, dont les bénéficiaires pourraient revendiquer une ancienneté, mais on a vu que ces pratiques tendent à favoriser un repli sur ses propres intérêts (David Harvey parle de « *landlordism* » (1985, p. 45) afin de désigner l'adoption d'attitudes de petits propriétaires). Cette pratique accentue l'individualisation progressive de la gestion de cet espace par l'entreprise avec chacun des occupants (fragmentés entre ceux qui ont les moyens de faire valider le document et les autres via un timbre).

De plus, les propriétaires *girik*, afin de mettre en avant la légitimité de leur propriété et donc de leurs revendications, ne veulent aucunement être associés à des formes d'occupations dites informelles du lieu et maintiennent une différenciation entre les « autres », migrants, *pemulung*, informels et eux, en insistant sur leur ancienneté, leurs droits liés à la carte de résidence et donc leur urbanité. C'est donc bien aussi une stratégie de leur part de ne pas favoriser une lutte coordonnée avec les autres occupants du périmètre.

Agir pour quoi, pour qui et à quel prix ?

Au total, il apparaît clairement que les niveaux de vulnérabilité changent selon le groupe auquel les personnes se rattachent.

Alors que les plus précaires semblent facilement identifiables (les ramasseurs de déchets vivant sous l'autorité d'un patron auprès duquel ils sont endettés, dans des conditions de vie particulièrement difficiles), ils ne seraient pas nécessairement ceux dont le quotidien serait le plus perturbé par un départ de leur quartier. Les récits de vie de ces individus montrent une mobilité forte entre la ville et leur village (dont la proximité est réelle, malgré le coût du transport) et ne montrent pas de volonté d'installation à long terme – en tout cas dans leur situation actuelle de dépendance et de domination.

Les dernières personnes arrivées à Bintara ont connu plusieurs évictions et s'attendent à un départ imminent. Comme précédemment, un des voisins ira prospecter pour repérer un terrain où une nouvelle présence serait acceptable ou négociable, ce qui permettra à une partie de se réinstaller. Ces mobilités sont toujours contraintes et les possibilités de réinstallation semblent toujours se réduire puisque leurs trajectoires résidentielles montrent un éloignement progressif du centre de Jakarta. Par ailleurs, leur situation d'informalité étant reconnue, eux-mêmes témoignent de l'intégration de leur non droit à négocier : une trop grande mise en visibilité de leur présence pourrait les fragiliser (cela inciterait les pouvoirs publics à prendre part explicitement à la négociation alors que leur ligne est de ne jamais favoriser une extension des droits à des populations informelles, afin d'empêcher tout appel d'air depuis le monde rural).

Les seules personnes qui entrent dans la contestation sont les personnes qui, au-delà de leur sentiment (et de leurs preuves concrètes) de légitimité, ont le plus à perdre : la rupture spatiale pourrait entraîner une dislocation de leur tissu social. Cette négociation entre l'entreprise et la dizaine de propriétaires maintient le *statu quo* : c'est cette incertitude qui permet d'empêcher le déguerpissement des populations informelles autour. Pourtant, on ne constate aucune coopération entre les deux communautés. L'informalité est ainsi intégrée dans les pratiques comme un levier de l'aménagement, un moyen de négocier. On relève ici l'importance de la segmentation de la société urbaine produite. La majorité est bien consciente

que leur départ est inéluctable à terme, mais l'enjeu de la négociation porte sur l'importance du dédommagement.

❖ Des « compétences précaires »

La compétence porte sur la « *capacité à juger, à se représenter mais aussi à agir juste, c'est-à-dire au bon moment dans un registre compréhensible pour un public à convaincre et des autorités à influencer* » (Berry-Chikhaoui et al., 2007, p. 19) et sur les progrès qui peuvent être produits par l'action. Les citoyens participent activement à la production de la ville. Leurs tactiques et stratégies démontrent qu'ils sont compétents³⁷⁰, c'est-à-dire qu'ils sont véritablement capables de prendre part aux transformations urbaines, voire de refuser certains changements qui risqueraient de modifier trop fortement leurs conditions de vie. Menés au départ par la force de la nécessité, ils ont concrétisé leur présence « *calmement, individuellement et graduellement* » (Bayat, 2013) qu'ils veulent désormais défendre.

Des organisations collectives à l'échelle locale

On peut relever d'ailleurs une multiplicité d'organisations locales informelles qui nuancent les processus d'individualisation. À Bintara, les arrivants de Cipinang ont montré leur réactivité collective pour trouver un autre lieu de vie après leur éviction. Durant la période de l'enquête, trois nouvelles maisons ont été construites rapidement par des habitants regroupés. Cette solidarité entre voisins depuis le lieu de départ jusqu'au lieu d'arrivée est une véritable ressource qui permet de relativiser les conséquences d'un nouveau déménagement s'il s'avérait nécessaire. On voit dans ce cas, tout comme dans celui des collecteurs de déchets l'importance des structures sociales en réseau pour comprendre les trajectoires résidentielles. Les mobilités urbaines se comprennent aussi par les déplacements en groupe et par l'insertion dans des réseaux familiaux, de voisinage ou de village qui font partie des facteurs du changement urbain.

On peut penser aussi aux systèmes informels de crédit et d'épargne qui infléchissent l'individualisation des rapports sociaux. Dans tous les terrains étudiés, que ce soit dans les *kampung*, les bidonvilles ou les logements sociaux, on a pu relever l'existence d'un système de loterie et d'épargne. Organisé à l'échelle locale (le RT ou simplement quelques ménages), cette organisation tenue par des associations de femmes génère une épargne commune : c'est le *arisan*. Des habitantes volontaires décident de déposer mensuellement chacune une somme ; chaque mois, une participante est tirée au sort et récolte la totalité des sommes déposées. Les gagnantes sont retirées de la liste des bénéficiaires mais doivent continuer à donner de l'argent

³⁷⁰ Ils sont « *capables d'infléchir le cours des choses en refusant de se couler strictement dans les propositions qui leur sont faites et de modifier les univers de sens prescrits* » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007, p. 10).

jusqu'à la fin du tour (hebdomadaire ou mensuel). Ainsi, chaque membre gagne une fois. L'intérêt est qu'avec une petite contribution régulière, on peut à un moment recevoir une somme substantielle suffisante pour acheter quelque chose de coûteux : c'est grâce à cette aide qu'une femme de Senen a pu payer les frais médicaux de son mari en fin de vie, qu'une autre a pu payer le montant nécessaire à l'émission du certificat des examens de son enfant. Cette épargne volontaire est certes contraignante (pour des personnes qui n'y sont pas habituées) mais garantit un capital disponible à un moment donné pour celles qui ne parviendraient pas, seules, à rassembler de telles sommes.

Des compétences qui ne remettent pas en cause les rapports de pouvoir en place

Les restructurations urbaines, leurs discours et pratiques participent à la reformulation du vieux paradigme de la modernisation dont les conséquences touchent directement les citadins. Ces derniers subissent une segmentation accrue limitant toute conscience de classe qui légitimerait des actions collectives. Ainsi, la principale réponse pour vivre ou survivre dans ce contexte urbain est l'apprentissage des petits agencements et le développement de « *compétences précaires* » (Bouillon, 2007, p. 189).

Les occupants d'un même lieu n'ont ainsi pas du tout les mêmes intérêts à agir et adoptent des comportements différents face au changement urbain et aux rapports de pouvoir imposés. Les populations informelles sont manifestement dominées à différents niveaux et n'ont pas les moyens de sécuriser leur territoire en dehors de l'espace de domination : ils n'ont pas le pouvoir de (ou en tout cas ne perçoivent pas de légitimité à) garder ou maintenir leurs acquis. Leur présence est perçue comme une victoire éphémère, nécessairement incomplète, et contestable aisément par l'ordre établi. Ils font donc appel à des tactiques comme pratiques quotidiennes, des agencements qui n'ont pas vocation à remettre en question les rapports de pouvoir en place. Les individus en situation de vulnérabilité face à un changement urbain tentent de développer des actions et des négociations à l'échelle individuelle et collective pour résister à la marginalisation ou à la domination dans des parcours de plus en plus diversifiés et individualisés.

Entre la production de l'individualisation des rapports sociaux et la diffusion de récits et d'analyses sur la pauvreté associant ce phénomène à des parcours de vie individuels, les capacités d'agir des populations vulnérables sont souvent mises en valeur pour montrer leur résilience. Mais la diversité des petits agencements du quotidien, ne portant en effet pas tant une politique de contestation mais une réparation dans une situation de précarité – une lutte pour un bénéfice immédiat à travers une action individuelle et directe (Bayat, 2013) ne permet aucunement de remettre en cause les inégalités profondes voire structurelles de l'espace

métropolitain. La « *dissymétrie des pouvoirs agissant sur la ville* » (Houssay-Holzschuch, 2007) nuance fortement l'efficacité de ces compétences précaires des citoyens pauvres.

Ainsi apparaît une véritable « *segmentation des intérêts à agir* » (Berry-Chikhaoui, Deboulet, Roulleau-Berger, 2007, p. 10). bien plus complexe qu'une simple dualisation de la société dans le contexte capitaliste. Les structures sociales en place et les réglementations font intégrer à la partie de la population la plus vulnérable leur marginalisation par leur délégitimation à réclamer des droits. Ces formes d'injustices urbaines produisent en effet des lésions identitaires fragmentant la population entre qui peut se mobiliser et qui va subir.

CONCLUSION

Jakarta connaît comme la plupart des métropoles du monde des restructurations urbaines guidées par des options marchandes qui se confrontent aux ancrages territoriaux de populations vulnérables. Les conflits issus de ces situations de tension peuvent être apaisés par une gestion urbaine démocratique de surface, un élément essentiel pour une ville qui fait appel au paradigme de la modernisation pour justifier ses grands projets.

Dans ce contexte sous pression, les urbains qui éprouvent des difficultés à vivre, travailler et agir dans le cadre officiel du marché (économie modernisante, contrats, bureaucratie, ...), mettent en place des arrangements sociaux et économiques, des alternatives informelles, individuelles ou ancrées dans leurs réseaux afin d'améliorer leur quotidien (Bayat, 2013). Par ces pratiques, les populations ne défont pas directement les effets de la globalisation dans les villes. En revanche, elles sont en permanence incluses dans des négociations constantes avec la globalisation pour maintenir un niveau d'autonomie dans tout espace qui reste non ou moins affecté. Ces arrangements du quotidien et ces négociations peuvent faire émerger quelques changements dans les structures urbaines et les politiques publiques comme on l'observe à Budidharma, mais ils ne peuvent provoquer de larges transformations politiques, et ces populations, dans leur vaste majorité, ne cherchent absolument pas à initier de vastes contestations.

En outre, la mise en œuvre de la démocratie dans la métropole, que ce soit pour l'aménagement urbain ou dans le cadre des programmes de gestion de la pauvreté met en priorité la recherche du consensus. De ce fait, les groupes stratégiques orientent les revendications sur des problèmes particuliers, individualisés (tels que le niveau de dédommagement), ôtant toute résistance possible à la mise en œuvre d'un projet urbain excluant. De plus, pour qu'une forme de contestation se mette en place, il apparaît que celle-ci doit être prise en charge par des personnes ou institutions que l'on peut qualifier de dominantes, membres de la classe globale des élites salariées (identifiée par Saskia Sassen). Leur proximité (sociale, culturelle, voire économique) avec les autres groupes stratégiques doit être reconnue dans les nouvelles formes de gouvernance urbaine pour contester des décisions, notamment les évictions. Seuls les agents des ONG apparaissent en mesure de porter cette voix. Sont alors reproduits des rapports de domination, avec des pratiques *top down* et la captation du pouvoir de contestation par un groupe dominant.

Face aux pressions du quotidien et aux stratégies de délégitimation, la conscience de citoyenneté et d'appartenance à la communauté citadine s'étiolle fortement parmi les populations les plus précaires. C'est pourquoi se mettent en place nombre de réponses à

l'échelle individuelle, non institutionnelles car ces dernières risqueraient une exposition trop forte et fragiliseraient encore plus leurs positions.

Certains laissent penser que la fatalité ou la résignation serait la seule réponse. Cette démobilisation ou non mobilisation serait plutôt le témoin de l'incapacité de ces groupes « pauvres » à faire entendre leur voix du fait de leur place marginalisée dans la société urbaine « *qui ne leur réserve qu'un statut de citoyen-citoyen de second rang* » (Choplin, 2014).

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Cette dernière partie de restitution du travail de thèse cherche à mettre en évidence les implications du traitement et de la conception de la pauvreté dans la métropole de Jakarta pour les personnes identifiées comme concernées. L'enjeu, à cette échelle, est de faire apparaître le rôle des agents du quotidien (Roy, 2011) de la ville de Jakarta en interaction avec les membres des groupes stratégiques. C'est par l'analyse des relations entre tous ces acteurs que peuvent apparaître les rapports de domination et de pouvoir en place et l'émergence de modes de gouvernements plus variés à l'échelle locale tout en étant aux prises avec la mondialisation.

Ainsi, les ONG ne sont pas seulement des acteurs idéologiques, encore moins des porteurs de contestation. Elles apparaissent plutôt comme le crédit à apporter pour les financements et comme pourvoyeuses d'alibis démocratiques d'une société civile consensuelle rêvée.

Il s'agit donc bien de la question de la citoyenneté et de la cidadinité des populations pauvres, alors même que les représentations dominantes ont tendance à ne pas vouloir associer pauvreté et urbanité. Le traitement différencié des citoyens est en fait le témoin de la fabrique d'une citoyenneté à plusieurs vitesses favorisant la précarisation d'une partie au service du reste de la communauté citadine. Si le slogan des « villes sans bidonvilles » a une portée globale, il ne semble aucunement pertinent pour comprendre les réalités métropolitaines.

En contrepoint, les « pauvres » sont *dans* la ville. L'intérêt est, par ces études localisées, de comprendre les modalités de négociations possibles dans un espace de contraintes en montrant la diversité des pouvoirs en place. La géographie permet ainsi de travailler la dimension spatiale de ces rapports sociaux qui parviennent à créer dans la métropole des « espaces de la pauvreté » très différents.

Conclusion générale

« Savez-vous comment s'appelle notre service ?

– Oui, bien sûr !, répondis-je au fonctionnaire avec qui j'étais en entretien, *Dinas Tata Ruang* [service de la Planification spatiale].

– Ah oui !... mais non, chez nous ici, on appelle cela *Dinas Tata Uang* [service de Planification de l'argent] ! » (*Rires.*)

Ce court extrait d'entretien relate un échange avec un fonctionnaire municipal du service de Planification de Jakarta DKI. Il fait partie de l'équipe qui met en carte le projet d'aménagement urbain de Jakarta 2030. Le jeu de mots qu'il me fait découvrir là (entre les termes indonésiens de *ruang* et *uang* – « espace » et « argent ») montre que les agents de l'État ont conscience, d'une part, des orientations politiques prises pour le développement de la ville et, d'autre part, de celle du rôle de l'espace dans le processus d'accumulation. La notion d'espace comme valeur d'échange est ici synthétisée, et l'organisation de l'espace urbain, actuelle et prévue, témoigne des priorités gouvernementales, dont les mises en œuvre contribuent à diffuser les mécanismes marchands dans les politiques urbaines.

Ces évolutions, marquées par le processus de néolibéralisation et l'essor des pouvoirs à l'échelon de la ville, sont les signes de dynamiques urbaines contemporaines, qui touchent l'aire urbaine de Jakarta mais aussi la majeure partie des métropoles dans le monde. C'est dans ce contexte que cette recherche sur la pauvreté dans la métropole s'est inscrite.

Le propos s'est attaché à montrer en quoi la pauvreté et ses modalités de définition, de compréhension et de traitement sont profondément liées à une construction ancrée dans les processus de métropolisation et de mondialisation. Ce travail confirme aussi l'intérêt d'une démarche géographique pour questionner la et les places des « pauvres » dans la communauté citadine, en lien avec les évolutions urbaines d'une métropole contemporaine. Ainsi, au-delà des conséquences sur les formes et l'organisation de l'espace, la réflexion porte sur les rapports sociaux en œuvre dans ce contexte de multiplication des groupes stratégiques concernés et de segmentation accrue de la société urbaine.

Pour une géographie renouvelée de la pauvreté

Ce travail de thèse souhaite contribuer, au prisme d'une étude localisée et contextualisée, à appréhender le phénomène de pauvreté en géographie. En effet, si les questions de positions sociales ont principalement été appréhendées par les études sociologiques, et la pauvreté dans les villes « des Suds » dans le champ circonscrit de la géographie du développement, la mobilisation d'outils et méthodes d'autres courants permet de mettre en lumière ce qui se joue entre places sociales et places dans la ville, dans un contexte urbain marqué par les processus de métropolisation et de mondialisation.

La dimension critique de ce travail, empruntée à la géographie sociale, éclaire l'importance des rapports sociaux en œuvre dans la gestion du phénomène, depuis leur production, liée aux systèmes politiques et économiques à différents moments de l'histoire urbaine, à leurs recompositions, imbriquées dans les modalités d'intervention de réduction de la pauvreté. Sans nier les bénéfices potentiels de certaines politiques urbaines et actions humanitaires réalisées à Jakarta – principalement centrées sur les infrastructures et équipements –, cette étude permet de montrer les limites des procédés utilisés, qui ne questionnent ni les inégalités ni les rapports de domination préexistants à l'échelle locale. Cette grille de lecture ainsi appliquée à la géographie urbaine pointe l'incapacité d'une large part des groupes stratégiques à s'extraire des normes idéologiques dominantes, et, notamment, la diffusion par ceux-ci des principes marchands et managériaux de la néolibéralisation.

La mise en œuvre, par l'observation et les entretiens, d'une géographie urbaine locale ancre l'analyse dans le quotidien des populations concernées. L'objectif était en effet de sortir de l'idée de la pauvreté comme état ou situation uniforme en un lieu. La démarche de cette recherche est donc résolument qualitative, afin de rendre compte de l'extrême diversité des situations individuelles et collectives, et des rapports de pouvoir en jeu dans la gestion de la pauvreté.

Plus précisément, l'approche géographique a un véritable rôle dans la compréhension de la pauvreté métropolitaine. La typologie élaborée des espaces de la pauvreté montre la combinaison des critères morphologiques, économiques, conjoncturels ou sociaux, qui s'articulent avec le traitement de la pauvreté. Sortant des catégories prédéfinies de quartiers et, par extension, des personnes qui y résident, l'analyse croisée de plusieurs types d'espaces avec le traitement des entretiens réalisés permet de saisir les rapports entre représentations, interventions et morphologie urbaine.

Les études de cas localisées de ce travail présentent en outre des situations à différents moments du changement urbain, dévoilant une mise sous tension des espaces urbains et des citoyens, en lien avec le processus de métropolisation. Selon les projets urbains et les modalités d'insertion des quartiers dans les politiques d'aménagement, les populations sont inégalement

touchées par les restructurations urbaines en cours. L'approche géographique prend alors tout son sens, notamment pour appréhender ces tensions en lien avec l'articulation des échelles, et met en évidence une vulnérabilité différenciée des populations pauvres.

La notion de trajectoire s'est avérée pertinente pour valoriser cet aspect dynamique, et s'applique avec justesse pour qualifier le parcours biographique des individus aussi bien que pour appréhender la situation de lieux habités dans le contexte métropolitain. L'articulation de méthodes longitudinales avec une analyse transversale dessine les jeux d'influence pesant sur la mobilité sortante et entrante des habitants dans les lieux de référence, qu'elle soit contrainte ou non. Les variables de composition et de peuplement du bâti permettent de reconstituer les histoires respectives des contextes d'habitation et des individus qui les occupent pour un temps. L'approche par les lieux fait alors apparaître les populations restées dans la place, tout au long de leur cheminement de vie, comme acteurs déterminés à voir leur environnement se transformer ou à maîtriser les bénéfices des évolutions urbaines, ou comme captifs de secteurs qu'elles ne peuvent quitter.

La métropole au risque de la modernité

On a pu saisir l'ambiguïté de la ville (ou de certains quartiers) dans les trajectoires individuelles et collectives : entre la « ville opportunité » ou la « ville trappe à pauvreté », toute une gamme de situations éclaire les choix relatifs et les contraintes qui touchent les individus par rapport aux lieux qu'ils investissent. Entrent aussi en compte toutes les représentations associées à cet objet géographique comme passage obligé dans un processus d'ascension sociale. Cette réflexion mériterait d'être prolongée, notamment dans les lieux visés par les programmes d'amélioration des infrastructures et du bâti, pour identifier si des processus contemporains tels que la gentrification — pourtant fortement liés au phénomène de désindustrialisation de certaines villes — pourraient s'avérer applicables au cas de Jakarta.

À plusieurs étapes de l'histoire urbaine de Jakarta, le concept de « modernisation » dirige les orientations des politiques visant la société, les formes urbaines, les pratiques et comportements, les rapports sociaux dans la capitale indonésienne. Cela justifie finalement la production d'espaces urbains et de politiques urbaines, en particulier associée à la pauvreté. Ces volontés de modernisation produisent des normes et idéaux à atteindre, c'est-à-dire nombre de représentations durables sur ce qui est considéré comme moderne — et donc acceptable dans cet espace qu'est la ville (*kota*) — et sur ce qui ne l'est pas. La production de ces différenciations peut toucher des activités, mais aussi des images ou paysages urbains spécifiques, ou encore des individus... Parmi une diversité de politiques, une permanence doit être soulignée : l'assimilation à de l'archaïsme ou de la déviance de ce qui est assigné aux couches de populations dominées.

La contextualisation historique de Jakarta a souligné cette permanence dépassant la succession des régimes et les recompositions des représentations de la pauvreté au gré des critères de « modernité ». La mise en valeur du statut de métropole de l'agglomération de Jabodetabek est un des éléments centraux contribuant à la recomposition des espaces urbains, et ancre la question du devenir de la ville à travers son paysage et les signes morphologiques de sa modernité.

À ce sujet, il a été particulièrement utile de revenir sur la visibilité possible, affirmée ou non, négociée, des personnes considérées comme pauvres et des espaces ou activités qui leur sont associés. La visibilité négociée de ces populations, selon leur statut, leur activité, leurs ressources, met en évidence les tactiques de ces dernières dans leurs pratiques au quotidien. Parallèlement, cette entrée est aussi privilégiée par les pouvoirs publics pour leurs interventions. Ceux-ci gèrent autorisations et règlements pouvant limiter les usages des lieux, ou concentrent leurs actions sur les formes visibles de la pauvreté en ville, que ce soit à l'échelle des individus, en pointant les stigmates de la pauvreté, ou à l'échelle de la ville, en préférant l'équipement des espaces plus centraux, depuis les centralités métropolitaines jusqu'aux centralités internes des quartiers (la rénovation des rues à l'intérieur d'un *kampung* visant prioritairement les axes permettant la circulation de véhicules « modernes »).

Entre représentations intellectuelles et images à diffuser plus largement, la place de la pauvreté dans la ville est présentée comme illégitime par les différents groupes stratégiques : illégitime car n'ayant plus lieu d'être du fait des ressources et de la richesse de la ville, illégitime car ne correspondant pas aux critères identifiés comme urbains et modernes. Cette production de l'altérité induit, en plus de pratiques spatiales spécifiques des populations qui en sont l'objet, des sentiments différenciés d'appartenance à la ville et/ou à la communauté citadine.

Pauvreté et altérité

La lutte contre la pauvreté est désormais l'affichage principal des orientations du « développement », et son traitement fait intervenir une diversité de groupes stratégiques. L'analyse des acteurs, en particulier ceux membres de la « classe globale », depuis leur positionnement jusqu'aux actions mises en œuvre localement, a permis de montrer en quoi la gestion de la pauvreté est une des composantes de la mondialisation qui prend forme dans la métropole. Loin d'être un processus récent, les recompositions de l'espace métropolitain ont marqué l'histoire de la ville, en interaction avec les différentes phases de la globalisation capitaliste — depuis le système colonial jusqu'à la diffusion de pratiques néolibérales dans les régimes contemporains. Grâce au recueil des discours des différents intervenants, discours croisés avec les opérations observées localement, cette recherche constate à quel point les

acteurs et groupes stratégiques participant à la gestion de la pauvreté restent dépendants, en termes de financements mais aussi intellectuellement, de ces idéologies dominantes capables de fournir non seulement des définitions de la pauvreté, mais aussi des modes d'interventions profondément influencés par le système auquel ils appartiennent.

Au-delà, l'étude des actions mises en œuvre au nom de la réduction de la pauvreté, menées tant par les politiques publiques que par les ONG, montre leur rôle dans la reformulation de rapports de domination. Pour faire apparaître ces implications, j'ai mobilisé des approches qui raisonnent en termes d'« intersectionnalité », afin de comprendre les rapports de domination que les projets de développement mettent en jeu. Ces rapports peuvent relever de la classe, du genre, et, ponctuellement, de la « race », selon les acteurs et les idées défendues, lorsque la référence « occidentale » ou « du Nord » suffit pour légitimer des choix ou des pratiques. Cet aspect est manifeste et explicite pendant la colonisation.

La production de l'altérité s'articule et se conjugue donc à plusieurs niveaux, en s'appuyant sur l'affirmation de catégories dont l'énonciation suffit pour classer la population, et pour différencier et hiérarchiser les droits de chacun.e en fonction de son groupe d'appartenance (ou groupe auquel il/elle est assigné.e). Cette production de l'altérité s'entend au niveau des interactions sociales quotidiennes, des représentations sociales, mais aussi des institutions. Dans l'espace urbain, cela se traduit par des processus de ségrégation urbaine³⁷¹. Si le régime colonial a laissé des traces, on a pu relever des logiques de différenciations ultérieures, notamment en fonction des espaces de résidence et des types d'occupation de l'espace (*kampung*, locations, quartiers « informels »), en lien avec la notion de capital spatial. Ces différenciations jouent même dans l'attribution des aides des différents organismes et sur la légitimité à pouvoir en bénéficier ou non. S'ajoutent parallèlement les procédures d'enfermement des plus « indésirables » produisant des espaces de contraintes fortes. Ces lieux identifiés de manière exploratoire mériteraient une étude plus poussée interrogeant les parcours individuels qui mènent à ces institutions et les trajectoires, une fois les personnes sorties.

Tous ces éléments soulignent l'aspect conservateur des processus de modernisation, conservatisme permettant, si ce n'est la reproduction, du moins la reformulation d'une altérité au profit des personnes qui détiennent un certain pouvoir. En ce sens, le concept de « modernisation conservatrice » insiste sur le maintien de rapports de domination qui dépassent les types d'acteurs concernés et les idéologies justifiant les opérations.

³⁷¹ Sous le régime colonial, la ségrégation s'impose notamment comme dernier rempart face au déclassement des « petits Blancs » en concurrence directe avec des groupes sociaux aisés non européens.

C'est pourquoi, même si évidemment d'autres critères entrent en jeu, la pauvreté est profondément imbriquée dans la production de l'« Autre » comme catégorie : *« À travers ces catégories d'altérisation se renforce un clivage entre un « eux » et un « nous ». La production de ces catégories entretient en retour la légitimité des pouvoirs en place, souvent celui de l'État. Ces frontières sociales, hiérarchies et exclusions se traduisent par ailleurs concrètement dans l'espace. Ce dernier est donc toujours intéressant à lire dans ses interactions avec les autres dimensions de la domination »* (Bouillon, Choplin, Schmoll, Zeineidi, 2015, p. 270).

Ces réflexions sont nourries par la mobilisation des apports postmodernes de la géographie culturelle. Les enjeux des catégories et la déconstruction de celles-ci aident à comprendre les aspects structurels et conjoncturels de la production des définitions, et de ce que cela implique dans la manière de penser la ville, la métropole et les politiques à y mener d'une part, et la fragmentation sociale d'autre part. Plus encore, ce travail méthodologique met en évidence la difficulté de catégoriser des personnes selon leur mode d'insertion dans la ville, malgré l'ambition performative des définitions de la pauvreté — d'où les questionnements récurrents quant à la situation des travailleur.se.s domestiques (les PRT — *Perkerja Rumah Tangga*) dans la ville. Si leur situation de « pauvres » est souvent contestée, du fait — en théorie — qu'ils (et elles surtout) bénéficient d'un toit, d'un salaire régulier et de nourriture, l'importance des rapports de pouvoirs en jeu témoigne des tensions entre proximité spatiale et distance sociale. Il pourrait être opportun d'approfondir cette analyse au prisme des pratiques spatiales urbaines de ces femmes à la visibilité extrêmement réduite dans la ville, à la lumière des études féministes intersectionnelles, afin de pouvoir appréhender la combinaison des rapports sociaux en œuvre.

Au-delà de la production de l'altérité, qui laisserait penser à une dualisation accentuée de la société urbaine, cette recherche tente de faire reconnaître la diversité des citoyens ordinaires dans la métropole, inégalement touchés ou visés par les politiques urbaines, et la vaste gamme de situations urbaines et de formes d'appropriation dans un contexte sous tension.

Si des situations d'inégalité sont réelles, les observations menées sur le terrain ont mis au jour des contextes locaux d'une grande précarité et des politiques urbaines manifestement détournées de leur vocation de lutte contre la pauvreté. L'absence — apparente ou réelle — de mobilisation est alors directement questionnée en lien avec la notion de citoyenneté et pointe les conditions nécessaires à une contestation. L'exigence de résistance des citoyens est alors nuancée en fonction des intérêts à agir de chacun. C'est pourquoi il s'avère nécessaire de questionner le volet politique de la pauvreté

La pauvreté, une condition politique

Pauvreté, altérité, domination, ou encore inégalité et injustice... Tous ces termes ne sont certes pas équivalents, mais leur combinaison me permet de comprendre la place des individus considérés comme pauvres dans la métropole de Jakarta. En appuyant le raisonnement sur les pratiques, les représentations et les formes d'interventions liées à la pauvreté dans la ville, l'approche adoptée dans ce travail ne vise pas seulement à constater un état de pauvreté, à un moment donné, d'une partie de la population, mais cherche à voir comment est compris le phénomène, et, par conséquent, les justifications et orientations des actions visant sa réduction. La question de la responsabilité est ainsi posée : est-ce l'organisation sociale, la position spatiale ou les défaillances individuelles qui expliqueraient la pauvreté ? La réponse ne peut être univoque. Plus encore, le « choix » entre ces options est profondément politique (au sens premier de gestion de la cité) puisqu'il impute une responsabilité différente, soit des individus, soit du système dont ils dépendent. Cela influe alors directement sur les modalités des actions visant à réduire la pauvreté dans la ville.

L'objectif de ce travail a été de montrer la complexité des rapports en jeu, et l'absence de causalités binaires ou directes entre des groupes identifiés comme dominants et d'autres comme dominés. La multiplication des strates dans la société métropolitaine est réelle, mais cette diversité indéniable des catégories de population ne doit pas masquer des inégalités structurelles fortes, appuyées sur des rapports de domination. Celles-ci sont appréhendées notamment par les sentiments d'appartenance ou de non-appartenance à la communauté citadine, et de légitimité à occuper un morceau d'espace urbain. C'est pour en comprendre les interactions et modes de gouvernement qui en découlent que le rôle des représentations a été évoqué de manière récurrente. La segmentation des intérêts à agir dans le contexte métropolitain témoigne de ces tensions entre parcours, besoins individuels et la nécessité d'une organisation collective pour faire entendre et reconnaître une voix.

Ces exigences concurrentes sont les signes de ce qui se joue entre la position sociale et spatiale des personnes en situation de pauvreté et les processus de fragilisation, invisibilisation et disqualification mis en œuvre par les politiques urbaines... autant d'éléments constituant les outils de la domination. Ainsi, le rapport social lié à la pauvreté — qu'il soit s'inscrive dans le système colonial ou dans le système capitaliste contemporain — induit des pratiques individuelles de survie et pousse notamment à accepter des rapports sociaux de domination et de pouvoir - soit en s'y insérant, soit en les subissant – conduisant à une position de dépendance.

Tout en proposant ici une étude localisée et contextualisée des pauvretés à Jakarta et Bekasi, les résultats obtenus montrent à quel point les modalités de traitement de ce phénomène et les rapports sociaux qui y sont associés sont profondément inscrits dans des processus plus généraux, conduits par la mondialisation et les formes contemporaines de la métropolisation. Spécifiquement, la diffusion de la pensée et des pratiques néo-libérales influe sur les politiques urbaines. Ce travail expose les recompositions dans les jeux d'acteurs, voire leur collusion, n'allant pas dans le sens d'une plus grande équité. Les réflexions menées, tout en pointant les caractéristiques locales, posent la question du rôle de ces processus dans la persistance de la pauvreté à l'échelle mondiale et en particulier dans les métropoles. Plus qu'une singularité, la métropole de Jakarta peut dès lors être considérée comme une déclinaison de la métropole ordinaire.

Lexique, sigles et abréviations

ADB	<i>Asian Development Bank</i> Banque asiatique de développement	Digusur :	déguepir
<i>Anak buah</i>	employé	<i>Dinas Tata Ruang</i>	Service de planification spatiale
<i>Anak jalanan</i>	enfants des rues	Dinsos :	<i>Dinas SOSial</i> Département des affaires sociales
<i>Anak payung</i>	enfants-parapluie	DKI	<i>Daerah Khusus Ibu kota</i> Province spéciale de la capitale
APBD	<i>Anggaran Pendapatan dan Belanja Daerah</i> Budget de la collectivité locale	DPRD	<i>Dewan Perwakilan Rakyat Daerah</i> : conseil législatif de la province
APBN	<i>Anggaran Pendapatan dan Belanja Negara</i> budget de l'État	DPU	<i>Development Planning Unit</i>
ASEAN	<i>Association of Southeast Asian Nations</i> Association des nations de l'Asie du Sud-Est	EMR	<i>Extended Metropolitan Region</i>
<i>Asli</i> :	d'origine, d'ici	ESO	Espaces et Sociétés
<i>Asongan</i> :	vendeur ambulant,	FBR	<i>Forum Betawi Rempug</i> Forum de la Fraternité <i>Betawi</i>
<i>Balita</i> :	enfant de moins de 5 ans.	FMI :	Fonds Monétaire International
<i>Bangunan liar</i> :	constructions illégales	<i>Gadogado</i>	Salade de légumes mélangés
Bajai	transport motorisé à trois roues	<i>Gakin</i> :	Acronyme de <i>Keluarga Miskin</i> -famille pauvre : carte de famille pauvre donnant accès aux aides sociales
BAPPEDA	<i>BAdan Perencanaan dan PEmbangunan DAerah</i> Bureau provincial (DKI) de planification et de développement	Gang	ruelle à l'intérieur des <i>kampung</i>
BAPPENAS	<i>BAdan Perencanaan dan PEmbangunan NASional</i> : Bureau national de planification et de développement	<i>Garapan</i>	Occupations de terres quasi légales sous l'occupation hollandaise, devenues terres d'état en 1958
<i>Becak</i> :	cyclo-pousse (interdit à Jakarta)	GaWC	Globalization and World Cities
<i>Betawi</i> :	ethnie de Jakarta	<i>Gelandangan</i> :	vagabonds
BIT :	Bureau International du Travail	<i>Gerindra</i> : <i>Partai Gerakan Indonesia Raya</i> :	Parti pour le Mouvement de la Grande Indonésie
BKKBN	<i>Badan Kependudukan dan Keluarga Berencana Nasional</i> : Agence nationale de la population et de la planification de la famille	<i>Gila</i> :	fou
BLT	<i>Bantuan Langsung Tunai</i> . Allocation directe et inconditionnelle visant les populations exposées à une crise ponctuelle	<i>Girik</i> :	Droit de propriété coutumiers
BOS	<i>Bantuan Operasional Sekolah</i> : soutien aux frais de scolarisation	<i>Gotongroyong</i> :	Travaux communautaires de nettoyage des espaces communs
BPN	<i>Badan Pertanahan Nasional</i> : Agence foncière nationale	GPOBA	<i>Global Partnership for Output-based Aid</i>
BSM	<i>Bantuan Siswa Miskin</i> Aide pour les étudiants pauvres	<i>Grobak</i> :	grosse brouette en bois / chariot
<i>Bubur</i> :	porridge	<i>Gubukgubuk</i> :	cabanes en matériau non permanent
<i>Bupati</i> :	Responsable des <i>Kabupaten</i>	<i>Hadj</i> :	Personne ayant effectué le pèlerinage à La Mecque
C.I.P. :	<i>Community Infrastructure Program</i>	HGB	<i>Hak Guna</i> : <i>Bangunan</i> Droit de construction
<i>Cacat</i> :	Handicap	HGU	<i>Hak Guna Usaha</i> : Droit de cultiver
CAN	<i>Community Architects Network</i>	HIPC	<i>Heavily Indebted Poor Countries</i> Pays pauvres fortement endettés
CBD	<i>Central Business District</i>	HM	<i>Hak Milik</i> : Droit de propriété
CBO	<i>Community Based Organization</i>	HP	<i>Hak Pakai</i> : Droit d'usage
		HPL	<i>Hak Pengelolaan</i> : Droit de gestion
		<i>Hydrant</i> :	Particulier connecté au réseau d'approvisionnement officiel en eau PAM, et revendant son eau, soit aux particuliers directement, soit à des revendeurs ambulants.

<i>Ibu PKK</i>	<i>Ibu Pemberdayaan dan Kesejahteraan Keluarga</i> : femme en charge des travaux sociaux dans le RT, en particulier le <i>posyandu</i> , l'éducation et les travaux communautaires	<i>Kusta</i> :	personnes ayant attrapé la lèpre
IDE	Investissement Direct Etranger	<i>Lapak lapak</i> :	baraqués (semi-non permanent)
IDH	Indice de développement humain	LBH	<i>Lembaga Bantuan Hukum</i> : aide juridique
IDT	<i>Inpres Desa Tertinggal</i> Programme pour les villages délaissés	LSMS	<i>Living Standards Measurement Study</i>
Inalco	Institut national de langues et civilisations orientales	<i>Masyarakat</i>	communauté
IRD	Institut de Recherche pour le Développement	MBR	<i>Masyarakat berpenghasilan rendah</i> communauté à faibles revenus
IsDB	<i>Islamic Development Bank</i>	MCK	<i>Mandi Cuci kakus</i> : laver, nettoyer, déféquer : latrines publiques le plus souvent payantes
<i>Jalan</i> :	rue	MDGs	<i>Millenium Development Goals</i>
JAMKESMAS	: <i>Jaminan Kesehatan masyarakat</i> : assurance santé publique pour les pauvres et bas revenus	<i>Membersih</i> :	nettoyer
<i>Jamu</i> :	boisson traditionnelle à base de décoctions de plantes en vente ambulante par des femmes	<i>Mushollah</i> :	salle de prière
JMUR	<i>Jakarta Megan UrbanRegion</i>	NKRI	<i>Negara Kesatuan Republik Indonesia</i> République d'Indonésie unitaire
<i>Joki</i> :	personnes payées pour les périodes de covoiturage obligatoire dans l'hypercentre de Jakarta: trois personnes dans une voiture.	NTB :	<i>Nusa Tenggara Barat</i>
<i>Jompo</i> :	personnes âgées	NTT,	<i>Nusa Tenggara Timur</i>
<i>Kabupaten</i> :	district, équivalent d'un département	<i>Ojek</i>	Moyen de transport en taxi moto
<i>Kaki-lima</i> :	« 5 pieds » : marchands ambulants (à deux pieds) poussant une charrette (à trois pieds)	OMD :	Objectifs de Développement pour le Millénaire
<i>Kampung deret</i> / <i>Permukiman Kumuh Melalui Penataan Kampung</i> :	aide à l'amélioration des logements dans les quartiers d'habitat pauvre :	ONG	Organisation non gouvernementale
<i>Kampung</i> :	quartier urbain	<i>Open Defecation</i>	Défécation à ciel ouvert (OD)
<i>Kampungsan</i> :	« plouc »	<i>Otonomi daerah</i>	autonomie régionale
<i>Kartukeluarga</i>	carte de famille	P2KP	<i>Program Penanggulangan Kemiskinan di Perkotaan</i> Programme de prévention de la pauvreté en ville
<i>Kecamatan</i> :	sous district	PALYJA :	PAM Lyonnaise Jaya, filiale de Suez de traitement et de distribution de l'eau pour Jakarta Ouest
<i>Keluarga Sejahtera</i>	bien-être du ménage	PAM	<i>Perum Air Minum</i> entreprise publique de gestion de l'eau potable
<i>Kelurahan</i>	arrondissement	<i>Panti social</i> :	établissement social
KIP :	<i>Kampung Improvement Program</i>	PAS :	Politiques d'Ajustement Structurel
<i>Komnasham</i> :	<i>Komisi Nasional Hak Asasi Manusia</i> : comité national des droits humains	PBHI	<i>Perhimpunan Bantuan Hukum dan Hak Asasi Manusia Indonesia</i> : Association d'aide juridique pour les droits humains en Indonésie
<i>Kota (kotamadya)</i>	municipalité en terme administratif	PBR :	Parti de l'étoile-Reformasi, parti islamiste
<i>Kota Amal</i> :	demandeurs de charité	PDI	Parti démocratique indonésien-Combat
<i>Krupuk</i>	chips indonésiennes à la crevette	PDMDKE	<i>Program Pemberdayaan Daerah Dalam Mengatasi Dampak Krisis Ekonomi</i> programme de développement local pour remédier à l'impact de la crise économique
KTP	<i>Kartu Tenda Penduduk</i> : carte d'identité	<i>Pemda</i> :	gouvernement local
<i>Kumuh</i>	habitat dégradé	<i>Pemukiman informal</i>	constructions informelles
		<i>Pemulung</i> :	Ramasseurs de déchets qui les trient et les revendent

<i>Pendatang</i> :	Migrants	<i>Rusunawa</i> :	(<i>seWA</i>) logements sociaux collectifs auxquels on accède par la location
<i>Pengamen</i> :	chanteurs de rue	<i>Sambal ulek</i>	Sauce pimentée
<i>Pengemis</i>	mendiant	<i>Sejahtera</i> :	bien-être / prospère
PHBS	<i>Perilaku Hidup Bersih dan Sehat</i> comportements propres et sains	<i>Sekolah kami</i>	école alternative
PIB	Produit Intérieur Brut	SMERU	<i>Social Monitoring and Early Response Unit</i>
PKH	<i>Program Keluarga Harapan</i> : allocation conditionnelle et régulière (selon les revenus)	SMI :	Micro-crédit pour les entrepreneurs
PMKS	<i>Penyandang Masalah Kesejahteraan Sosial</i> : personnes ayant des problèmes de bien-être social	SPKD	<i>Strategi Penanggulangan Kemiskinan Daerah</i> Stratégie de réduction de la pauvreté à l'échelle locale
PNPM <i>mandiri</i>	<i>Program Nasional Pemberdayaan Masyarakat Mandiri</i> Programme national pour l'autonomisation communautaire	SRP	Stratégie de Réduction de la pauvreté
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement	<i>Sukubangsa</i> :	ethnie
PODES <i>Potensi Desa</i>		<i>Surat keterangan tidak mampu</i>	certificat d'incapacité (pour une famille dans le besoin)
<i>Posyandu</i>	centre de santé	<i>Surat pengusuran</i>	Lettre d'éviction
<i>Posyandu</i> :	centre de santé local	<i>Tempeh</i> :	pate fermentée de soja
PPP :	Partenariat Public Privé	TNP2K	<i>Tim Nasional Percepatan Penanggulangan Kemiskinan</i> : équipe nationale pour l'accélération de la réduction de la pauvreté.
<i>Pra-Sejahtera</i> :	pré-prospère	<i>Toko</i>	petite boutique de vente au détail
PRB	Produit Régional Brut	<i>Tokoh</i>	personnalités de confiance informelles
PRONA <i>Proyek Operasi Nasional Agraria</i>	projet foncier national	<i>Uang makan</i>	argent pour manger
PRT	<i>Pekerja Rumah Tangga</i> Travailleur.se. domestique	TPA	<i>Tempat Penampungan Akhir</i> lieu de stockage final des déchets
<i>Psikotik</i> :	handicapés mentaux	TPS	<i>Tempat penumpang sementara</i> décharge temporaire dans le <i>Kelurahan</i>
PU	<i>Pekerjaan Umum</i> Ministère des Travaux Publics	UMR	<i>Upah Minimum Regional</i> Salaire minimum
<i>Puskesmas</i> :	<i>Pusat Kesehatan Masyarakat</i> Clinique locale	UNESCO	<i>United Nation Educational, Scientific and Cultural Organization</i>
RADK	<i>Rencana Aksi Daerah Kemiskinan</i> Plan d'action régional pour la pauvreté.	UNICEF	<i>United Nations Children's Fund</i>
<i>Raskin</i>	<i>beRASmisKIN</i> aide alimentaire de riz	UNPDF	<i>United Nations Partnership For Development Framework</i>
RPJMN	Plan national de développement à moyen terme	UPC :	<i>Urban Poor Consortium</i>
RTH	<i>Ruang Terbuka Hijau</i> ceinture verte (zone devant rester vierge de constructions ou réservées aux loisirs et parcs urbains)	UPC	<i>Urban Poor Consortium</i>
RTRW	<i>Rencana Tata Ruang Wilayah</i> : Plan d'aménagement de l'espace	UUPA	<i>Undang-Undang Pokok Agraria</i> loi agraire fondamentale
<i>Rukun Tetangga</i>	RT : Unité de voisinage (plus petite division administrative)	VOC	<i>Vereenigde Oost-Indische Compagnie</i> Compagnie des Indes Orientales
<i>Rukun Warga</i>	RW : Unité de Quartier (un RW comprend plusieurs RT)	<i>Wanita</i> :	femme
<i>Rumah susun</i> :	logements sociaux collectifs	<i>Waria</i> :	substantif réunissant <i>wanita</i> (femme) et <i>pria</i> (homme) : hommes-femmes travestis et non cis-genre.
<i>Rusunami</i> :	(<i>MIlik</i>) logements sociaux collectifs auxquels on accède par la propriété	<i>Wartel</i> :	points de vente de téléphonie
		<i>Warung</i> :	petite restauration, vente alimentaire
		<i>Yayasan</i>	Nom indonésien pour une ONG
		<i>Zakat</i> :	charité musulmane

ANNEXES

Annexe 1
Tableau des acteurs rencontrés

Type de structure	Nom de l'institution	Types d'acteurs	Échelle d'intervention	Personnes rencontrées et fonction dans l'organisme	Contexte entretien : durée, ambiance, Connexions avec autres instances
Bailleurs	Banque mondiale	Organisme international : financement et conseil	- Auprès du gouvernement central - Action à l'échelle du <i>kelurahan</i>	Parwoto Tjondro Sugianto <i>Responsable du programme PNPM</i>	Enregistré. 1 heure dans une salle de réunion des locaux de la Banque
				Evi Ehermiharsi <i>Équipe du PNPM</i>	2 heures, petite salle de travail
	UNDP	Organisme international : financement et conseil Rôle de contrôle sur PNPM	- Auprès du gouvernement central - Politiques spécifiques régionalisées dans 7 zones clef (provinces défavorisées) -	Ms. Budiati Prasetiamartati (Dias) <i>Manager du programme de décentralisation et de la gouvernance locale</i>	Prise de contact et m'a redirigé vers d'autres interlocuteurs
				Taru J. Wisnu <i>Chef de projet dans l'unité pour la réduction de la pauvreté</i>	Enregistré Dans son bureau
				Sharief Natanagara <i>Program Officer within the Poverty Reduction Unit</i>	Dans son bureau Entretien puis discussion ouverte
	UNESCO	Organisme international : financement et conseil	- Auprès du gouvernement central	Charaf Ahmimed <i>Chef du département des sciences humaines et sociales</i>	Dans son bureau Discussion ouverte

	UNICEF	Organisme international : financement, études et conseil	Pas à Jakarta Îles périphériques Auprès du gouvernement central	Niloufar Pourzand <i>Responsable du groupe des politiques sociales et de protection</i> François Brikke <i>Responsable eau hygiène et assainissement</i> Bheta Andhika Arsyad <i>Agent de gestion</i>	La responsable de la communication a ensuite présenté d'autres agents dans leurs bureaux qui ont des interventions sectorisées A fourni une liste de contacts avec qui l'agence fonctionne régulièrement (SMERU, autres agences des Nations unies, Banque mondiale et Banque asiatique de développement, ACF, Oxfam)
	USAid	Organisme américain Financements de projets humanitaires	- auprès d'ONG internationales principalement - échelles selon les projets, évocation notamment des projets dans les espaces ruraux	Stephen Menard <i>Chargé de projet</i> John Packer <i>Gestion de programmes</i>	Dans l'ambassade des Etats-Unis. Impossible d'apporter le moindre objet électronique (téléphone ou enregistreur) Évocation à plusieurs reprises de l'ONG Mercy Corps
ONG	Mercy Corps	ONG internationale de fondation britannique Mise en œuvre de projets de développement	- Jakarta, et extension récente à l'aire métropolitaine (vers Bekasi) - Projets localisés à l'échelle d'un RW - autres projets en Indonésien	Omar Saracho <i>Conseiller pour le développement urbain et le climat</i>	plusieurs entretiens + présence dans les locaux + accompagnement dans leurs missions sur le terrain À Jakarta À Bekasi Connexion avec les bailleurs internationaux (AUSAie, USAid) et privés (PALYJA) sous-traite des investigations à des laboratoires universitaire (UI)
				Doddy Suparta <i>Équipe contrôle qualité des infrastructures</i> Responsable technique du programme PUSH	
				Dewi Saparini <i>Community mobilization Officer</i> Présentation et visite sur le terrain du projet PUSH	
				Erlyn Présentation des projets à Bekasi	

	LBH <i>Lembaga Bantuan Hukum</i>	ONG aide juridique	- auprès du gouvernement local - auprès de Komnasham	Restaria Hutabarat	plusieurs entretiens+ présence dans les locaux + accompagnement dans leurs missions sur le terrain Travaille avec UPC, PBHI et Kontras
				Edy Gurning	
	Kontras	ONG indonésienne de défense des droits, disparus et victimes de violence	- auprès du gouvernement - selon les cas à défendre	Indri Chris Biantoro <i>Division des droits humains Conseil juridique</i>	RDV sur dans les locaux de l'ONG Travaille avec UPC, PBHI ou LBH dans les thématiques de victimes physiques de violences
	Habitat for Humanity	ONG internationale		Adee Flora Matulandi <i>Agent de relations inter-religieuses</i>	Rencontre dans le bus RDV informel (refus de se voir dans le lieu de travail) dans un café
				Melva Simangunsong <i>Programme de formation</i>	Contact obtenu par sa collègue, rencontre dans une petite salle de réunion dans les locaux de l'ONG
	UPC Urban Poor Consortium	ONG défense des droits	Jakarta et autres grandes villes du pays ; cas locaux à défendre devant les autorités compétentes	Edi Volontaire	Entretien sur un de leurs lieux d'intervention (plus de locaux à Jakarta) + accompagnement dans leurs missions sur le terrain
	Interkultur	ONG locale	Jakarta, quelques quartiers	Ronny Poluan	plusieurs entretiens+ présence dans les locaux + accompagnement dans leurs missions sur le terrain
				Aneke Poluan	
	Orsos	ONG locale	Jakarta Indonésie	Ny Hj Santiyo <i>Responsable de l'ONG</i>	À son domicile Connexions politiques avec des membres du gouvernement

	KDM : établissement éducatif qui accueille les enfants pauvres à Bekasi	Association	Local Soutien ponctuel des services sociaux	Benyamin Lumy	Dans l'école, visite et discussion ouverte
	PBHI : 3	ONG locale Aide juridique	Jakarta	Uliarta Pangaribuan Militante pour les droits des femmes et pour la défense des personnels domestiques, <i>Aide juridique</i>	plusieurs entretiens, deux enregistrés et plusieurs rencontres informelles + présence dans les locaux + accompagnement dans leurs missions sur le terrain
				Pittor Parlindungan <i>Aide juridique</i>	
				Hendrik <i>Responsable de l'ONG</i>	
Programmes nationaux en cours	PNPM	Organisation de la participation de la communauté	Mise en œuvre à l'échelle du RW, dans tout Jakarta	Korkot Coordinateur du programme urbain	Entretien dans leur base de formation (une maison) Deux intervenants
Instituts de recherche,	Ecosoc rights	Institut de Recherche		Sri Palupi Directrice du centre de recherche	Rencontre et entretien dans les locaux
				Rinto Chercheur	
	RUJAK	Institut de Recherche	Jakarta	Marco et Elsa	Première rencontre dans une maison, discussion informelle, siège de l'Institut qui a rapidement déménagé dans des locaux de bureaux, le long de la Jl Thamrin
				Dian Tri Irawaty Co-porteur de la coalition contre Jakarta 2030 (pour plus de participation)	

Consultants participants à l'élaboration et au diagnostic de projets dans le cadre de la lutte contre la pauvreté	Universitas Indonesia	Université	—	Rudy P. Tambunan <i>Aménageur</i> <i>Expert en aménagement urbain, géographie et environnement</i>	Un des rédacteurs du diagnostic de Jakarta comme base de travail pour le plan d'aménagement Jakarta 2030. Référent auprès de différents services municipaux de Jakarta (Planification, logement, ...)
				Triarko Nurlambang Directeur du Centre de recherche en géographie appliquée (Département de géographie de UI)	Spécialiste des questions de logements pour les classes moyennes en milieu urbain
				Cholifah Bahaudin Enseignant au département de géographie	A donné des contacts avec ses ancien.nes élèves en poste dans les services municipaux de Jakarta (en particulier à BAPPEDA et Dinas Tata Ruang)
	Universitas Tarumanagara	Université	Études sur Jakarta	Suryono Herlambang Chef du département d'aménagement urbain et de <i>real estate</i>	Entretien dans son bureau
	SMERU	Institut de Recherche	National (Surtout Solo à ce moment là)	Prio Qiqi	Entretien dans une petite salle de réunion. Recherches selon les financements
	Atma Jaya : 3	Université	—	Rafaella Dwianto M Martin Suria	Rencontre, discussion ouverte avec 3 chercheur.e.s portés sur les études urbaines par l'intermédiaire de Franciska Asmin
	Consultant	Juriste, questions foncières		Pak Herman	Rencontre en périphérie d'une journée de conférence, entretien dans un bar de l'hotel accueillant la conférence Donne contact de Dinsos et ADB

Acteurs publics - échelle nationale	BAPPENAS	Fonctionnaire	National	Vivi Yulaswati <i>Programme de réduction de la pauvreté PNPM</i>	Géographe formée à UI, contact donné par un de ses anciens professeurs
	TNP2K : équipe pour l'accélération de la réduction de la pauvreté	Sous l'autorité du Vice Président organisme national (évaluation et plan d'action)	Nationale (recensement)	Siti Nurfitriah Farah Dewi <i>Fonctionnaire au TNP2K</i>	Rencontre dans les locaux, entretiens de présentation du programme. Collecte des données sur tableur pour toute la métropole Jabodetabek
	République de l'Indonésie	conseiller direct du Président	National	Dillon <i>Conseiller du Président indonésien sur la réduction de la pauvreté</i>	Entretien dans son bureau, deux heures, non enregistré
	PU : travaux publics	Fonctionnaire	National	Dadang Rukmana <i>Régulation</i>	Entretien dans les locaux du Ministère
				Division Cipta Karya <i>En charge du programme PNPM</i>	
	BPN :	Fonctionnaire	National	Arifin Bayu	Entretien puis discussions informelles
	Ministère des affaires sociales	Fonctionnaire	National	Mulyono	Entretien
	BKKBN : planning familial	Fonctionnaire	National	Atin	Entretien dans les fauteuils à l'entrée du bâtiment. Diffusion des données des recensements nationaux
	BPS Agence de statistiques	Fonctionnaire	National	Karjami	Entretien dans les bureaux
	Komnasham : comité national pour la protection des droits	Fonctionnaire	National	Ryan Kharismaputra	Entretien bref dans le bureau du responsable puis envoyée vers ses collègues

Acteurs Publics - Jakarta DKI	BAPEKO Secrétariat de coordination pour la réduction de la pauvreté	Fonctionnaire	Mise en œuvre à l'échelon de la ville des OMD, de la planification de BAPPEDA et de l'unité de travail pour le développement du territoire	Yani	Entretien dans les locaux
	<i>Dinas tata ruang</i> : département de l'aménagement urbain	Fonctionnaire	Jakarta	Rebecca Carolina <i>Division de la planification spatiale urbaine</i>	plusieurs entretiens+ présence dans les locaux +
				IZHAR Chaidir <i>Chef du département de l'aménagement local (micro)</i>	Entretien dans son bureau Responsable du RDTR, planification de Jakarta 2030 à l'échelle locale, par districts
				Tommy Zukilfli <i>Cartographie du plan détaillé</i>	Plusieurs discussions géographe
				Iwan <i>Conception Projet Cilinung</i>	
	DKI JKT	Fonctionnaire	Jakarta	Bambang Surya Putra <i>Agence de gestion des catastrophes</i>	Entretien informel, me donne les contacts pour une députée du DPRD et pour la responsable de l'ONG ORSOS
	Dinas sosial : Services sociaux	Fonctionnaire	Jakarta	Mamat	Entretien (accessibilité difficile, envoi de bureaux en bureaux, demande de moultes autorisations)
	Panti sosial Kedoya : centre social	Fonctionnaire	Jakarta	Responsable du centre social	Rencontre dans on bureau (après longue attente) puis visite d'une partie des locaux

	Housing department : département du logement	Fonctionnaire	Jakarta	Pak Rommel et deux assistants <i>Responsable du plan de développement du logement et de l'expansion résidentielle dans le territoire planification (RP4D)</i>	Rencontre dans les locaux, salle de réunion puis discussions informelles avec quelques fonctionnaires
	Député DPRD	Élu	Jakarta	Rany	Entretien dans un restaurant (très bruyant, enregistrement impossible) puis terrain avec ses équipes dans son district
	Dinas penduduk : département de la population	Fonctionnaire	Jakarta		Entretien dans les locaux (et menace de vérification de ma situation d'enregistrement auprès du RT local où je réside)
	BPS Agence de statistiques	Fonctionnaire	Jakarta	Rocky Tambun	Entretien dans les bureaux
Acteurs Publics - Bekasi Kota	Municipalité de Bekasi	Fonctionnaire	Municipalité de Bekasi Kota	Wisnu Responsable des programmes de lutte contre la pauvreté	Rencontre dans son bureau (très perturbé, beaucoup de passage d'interactions avec ses collègues) et interlocutrice et échanges par téléphone (car toujours débordée de rapports à rédiger)
	Député DPRD	Élu	Bekasi	—	Rencontre dans les locaux de l'assemblée, sur un fauteuil dans un couloir, devant le bureau de la personne
	Dinas penduduk : département de la population	Fonctionnaire	Bekasi	Responsable du département à Bekasi	Entretien dans le bureau ; présentation des rapports

	PALYJA (Suez) : 3		Jakarta ouest	Vincent Tournier <i>Chargé de projet, responsable technique</i>	Présentation GPOBA Présentation PUSH, visite de l'opération sur le terrain
			En connexion avec le gouvernement municipal de DKI et l'entreprise publique PAM	Philippe Folliasson <i>Président Directeur Général de l'entreprise PALYJA</i>	Plusieurs RDV informels. Ancien responsable du programme Water For All, à l'initiative du projet PUSH
				Irma Damayanti <i>Water for all et GPOBA Chef du département</i>	Entretien dans son bureau
	Karang Taruna			Muhasan Nur <i>Responsable local dans le RW 6 de Kalideres, Warung Gantung</i>	Entretien à son domicile

Entretiens menés auprès de la population

Warung Gantung, Kalideres, Jakarta Ouest : 47 entretiens

Chemin de fer à Senen : 37 entretiens

Logements sociaux : 35 entretiens : 17 à Senen et 18 à Bidaracina

Bekasi : 32 entretiens 16 à Margahayu et 16 à Margajaya

Bintara (Bekasi) : 33 entretiens

Annexe 2

Guide des entretiens menés lors des missions de terrain

Auprès de membres de groupes stratégiques

Organisme :

Interlocuteur rencontré :

Date :

Circonstances et prise de contact

Au cours de l'entretien, rassembler des informations sur la situation personnelle de la personne afin de contextualiser son point de vue :

Âge, situation familiale, lieu de résidence, origine (lieu de naissance), études et formation, fonction dans l'organisme, parcours professionnel

Possession d'un KTP ?

Perception du milieu urbain, de Jakarta et de la pauvreté :

Problèmes et/ou avantage de la ville

Priorités à mettre en place pour améliorer les conditions de vie au quotidien : de tout le monde/des populations « pauvres »

Point de vue sur la capitale

Si pertinent : comparaison Jakarta/Bekasi ou les autres villes périphériques de l'agglomération

Définition de la pauvreté et proportion de la population concernée

Différencier la définition utilisée par l'organisme et les seuils de la définition personnelle du phénomène. identifier l'expérience personnelle de la pauvreté

Facteurs de responsabilité de la pauvreté

L'organisme et la gestion de la pauvreté :

Stratégies et objectifs

Cadre légal

Financements

Programmes d'actions en cours, description précise, méthodes, communication et intégration des populations locales

Identifier l'approche : vise l'espace/le quartier ou les populations

Sélection des bénéficiaires ? identifier la prise en compte ou non des quartiers et/ou personnes informels.

Évaluation personnelle des actions mises en œuvre par l'organisme

Coopération avec d'autres organismes et groupes stratégiques ? contacts privilégiés, opérations communes ? répartition des compétences ?

Possibilité d'aller sur le terrain suivre des actions en cours ?

**Auprès de la population considérée comme pauvre dans les quartiers d'étude
lieu de l'entretien**

Interlocuteur rencontré :

Heure

Date :

Circonstances et prise de contact

entourage, nombre de personnes, prise de contact

Notes observation sur le cadre :

maison, type de construction, environnement du quartier, mobilier intérieur et véhicule, surface du logement afin d'identifier les conditions de vie apparentes

Pratique du milieu urbain

mobilité dans la ville et dans le quartier, lieux les plus utilisés dans le *kampung*, lieu du travail, mode de transport utilisé, heures de déplacement.

Le logement : à partir des observations, identifier le type d'accès au foncier et au logement (propriété/location/moyen d'entrée dans le lieu/taxes et négociations/ ...)

Perception et conditions d'accès aux logements sociaux

KTP ? possession, accès indiqué ? coût ?

Retracer le parcours personnel :

parcours résidentiel, économique, géographique, familial

origine, niveau d'étude, position dans la fratrie, événements marquants et déclencheurs des déplacements

travail / métier, ... école des enfants

perception de la ville, facteurs et raisons d'installation dans le quartier et/ou dans la ville, ... développer sur l'image de la ville, sur Jakarta

Si pertinent : comparaison Jakarta/Bekasi ou les autres villes périphériques de l'agglomération

quelle période dans votre vie a été la plus difficile à supporter ?

si possible connaître les revenus ou la quantité minimum nécessaire pour répondre aux besoins quotidiens

Perception et analyse de la pauvreté

accès aux aides sociales (alimentaire, scolarité, santé, ...) et conditions ou critères pour y accéder

accès aux services fondamentaux (eau, électricité, assainissement...) et coût

dans le cas d'une opération en cours de traitement de la pauvreté

leur analyse, bénéficiaire,

organisation locale du lieu

insertion dans les réseaux communautaires, participation à des activités ou à des groupes (lectures, gâteaux, épargne, ...)

Coût de la gestion communautaire (gotong royong, frais pour gestion des déchets, pour la sécurité, ...)

identification des personnes stratégiques du quartier (*tokoh*)

en cas de risque d'éviction : anticipation ? stratégie ? projet de départ ?

Annexe 3

La notion de développement et ses avatars dans la situation de l'Indonésie

Du « développement » au « Sud » : retour sur une histoire des catégories pour penser les inégalités

Constitutifs du développement dès « l'invention » du concept apparaissent les espaces qui en sont exclus dans le même texte fondateur. « Mal développement », « sous-développement », « en voie de développement », sans parler des pays les « moins avancés »... que d'expressions plus ou moins politiquement correctes identifient la position d'une partie de la planète sur la ligne de l'évolution de l'humanité vers le modèle des pays développés, de civilisation occidentale. Comment est pensée cette vision linéaire de l'humanité qui semble correspondre en tout point aux normes nécessaires à la reproduction du modèle de la croissance ?

L'idée de « développement » n'est pas a-historique. Un contexte spécifique a permis sa formulation, lié à la conception positiviste du monde montrant la route vers un modèle s'ancrant profondément dans une analyse européenne des faits de société. Dès la période des Lumières, le XVIII^{ème} siècle en Europe hérite des apports de la Renaissance et des humanistes. L'idée de l'espace mondial s'est élargie, avec la découverte du Nouveau Monde et l'accélération et l'accentuation des échanges entre l'Europe et les autres « continents »³⁷² grâce au développement des transports, plus sûrs et plus rapides. L'économie connaît les prémisses d'une organisation générale et rationnelle, on invente les premières machines « industrielles ». Les philosophes de l'époque (les « Honnêtes Hommes » embrassant toutes les disciplines mettent en œuvre la tradition encyclopédique qui nécessite le classement des hommes et des espaces dans un ordre à définir) sont imprégnés de toutes ces mutations. Avec leur curiosité intellectuelle et scientifique bouillonnante, ils réfléchissent à la nature de l'homme, à sa place dans l'univers et la communauté politique. Les racines de l'idée de « développement » s'appuieraient ainsi sur ce moment où la pensée de l'histoire de l'homme et de l'humanité s'est imposée comme linéaire : dans une perspective de progrès. Le développement des techniques et l'élargissement des connaissances permettent à des êtres qui n'ont plus uniquement le statut de créatures d'améliorer progressivement leur sort. C'est la civilisation que l'on se doit d'ailleurs de propager pour le bien de l'humanité (Sahler, 2004).

Après une organisation inégalitaire du monde entre métropoles et espaces colonisés, ce concept est directement lié à la mise en œuvre de l'impérialisme reprenant sous une autre appellation les mêmes divisions. En effet, le « sous-développement » est constitutif de l'invention du développement par le Président américain Truman, formalisé au cours du Point IV du discours (prononcé le 20 janvier 1949) au sujet de l'engagement des États-Unis en faveur de l'amélioration et de la croissance des régions « sous-développées » (Rist, 2001, p. 121). Le « développement », entendu comme phénomène géographique global, promeut une mise en ordre du monde voire une hiérarchisation dont le systématisme est sujet à caution.

L'invention de ce concept se comprend dans un contexte de reconstruction de l'échiquier politique international durant les débuts de la Guerre froide et marquant les premiers pas de la décolonisation. Cette formule officielle connut un réel succès et fut rapidement investie par les

³⁷² Christian Grataloup (2013) montre d'ailleurs que l'appréhension du monde en « continent » est contemporaine de la définition des civilisations, participant là encore à l'instauration de la domination de l'Europe et de ses catégories d'analyse sur le reste du monde.

scientifiques. Ainsi, dans un souci d'objectivité et de scientificité retrouvé, un nouveau discours prend forme avec des chiffres à l'appui : les indicateurs de développement.

C'est pour sortir de cette vision téléologique des civilisations qui devient de moins en moins pertinente du fait de la multiplication des formes d'interactions à l'échelle mondiale, que les termes spatiaux sont réapparues permettant le renouvellement des classifications à l'échelle mondiale. Après la perte de sens d'une opposition Est/ouest, l'Occident et/ou le Nord s'impose face à l'Orient et les Suds³⁷³. Politiquement plus neutres, ces appellations tendent à reproduire une altérité incontournable et interrogent ainsi le rapport entre norme et minorité, même l'émergence de ces nouveaux termes ne visaient pas à cela au départ. Cette dualité, issue des principaux systèmes d'oppression de l'Histoire des sociétés et de leurs relations (colonialisme, capitalisme, impérialisme) instaurant la domination d'une partie de l'humanité sur l'autre, résulte aussi d'un processus discursif qui construit les catégories précédemment évoquées et les institutionnalisent via la science (Saïd, 1978). Ces différences – que l'on ne peut nier entre les sociétés – sont élevées en classifications pour produire des groupes hiérarchisés (Staszak, 2009).

Le développement comme explication de la pauvreté

L'« invention du développement » et ses corrélats comme la notion de « sud » permet la mise au premier plan international de maux persistants dans le monde tels que la faim, la pauvreté ou la maladie. Occulté pendant un temps, le fait d'« *admettre que les populations colonisées étaient dans la misère, c'était, dans une certaine mesure, reconnaître la faillite de cette fameuse mission civilisatrice, alibi idéologique de la colonisation* », dénonce Yves Lacoste en 1965.

Les problèmes de développement sont assimilés ou reliés à la question de la pauvreté. L'association des pays sous-développés aux pays pauvres est lisible par l'appellation « Pays les moins avancés » (PMA)³⁷⁴, témoignant d'une hiérarchie liée à la subordination économique des espaces concernés. Ces pays « moins avancés » sont ainsi considérés « en retard »³⁷⁵ – attardés –

³⁷³ L'ensemble de ces qualificatifs est d'ailleurs utilisé afin de désigner des types d'espaces spécifiques, en particulier les grandes villes. Ces dernières, quand elles sont prises en compte dans les théories urbaines sont le plus souvent rassemblées sous le signe du sous-développement, dans un chapitre compilatoire portant sur l'« urbanisation du Tiers monde » (Roy, 2009). Sous ces appellations sont décrites les très grandes villes (« *megacities* » ou mégapoles) qui constituent cette « *planet of slum* » avec ses « surplus d'humanité » et ses « épreuves obscures » présentées par Mike Davis (2006). Sa vision dramatique d'un bidonville global ne serait finalement qu'une nouvelle narration diffusant l'image de crise touchant les villes du « Sud ». Ainsi, même dans les analyses scientifiques des théories urbaines, on ne peut que constater la permanence de la division entre les villes mondiales (« *first world cities* ») – du Nord – perçues souvent comme des modèles mais surtout en mesure de produire des théories et des politiques globales, et les mégapoles – du Sud, villes du tiers monde (« *megacities* » ou « *third world cities* ») – assimilées à leurs problèmes, et qui nécessitent des diagnostics et des réformes (Robinson, 2003).

³⁷⁴ Ce groupe de pays de l'ONU date de 1971. A partir de cette date, c'est l'expression qui fait usage dans formules diplomatiques, pour parler des pays les plus pauvres ou des laissés pour compte du développement. Il est fondé sur plusieurs critères, dont le premier est le revenu par tête : il rassemble tous les pays en dessous du seuil de 900\$ par habitant et par an en 2000, mais la moyenne de ces pays se situe à 230\$ par habitant et par an. S'ajoutent aussi ici un indice très faible du développement humain et l'indice de vulnérabilité économique. Il est d'usage d'exclure de ce groupe les pays très peuplés car la masse donne une influence. La richesse voire la puissance actuelle de la Chine ou de l'Inde fait que cette question ne se pose plus en tant que telle.

³⁷⁵ Cette analyse, reprise par les économistes J. H. Keynes, M. Kalecki (théorie de l'investissement) ou encore J. Robinson, aura des conséquences durables sur les relations entre les pays de l'OCDE et les autres, « en retard ». Ce raisonnement est directement empreint de la théorie très téléologique des étapes de la croissance de Rostow qui supposait vers la fin des années 1950 l'existence d'un rapport de continuité entre les différents stades économiques. Le décollage et les étapes suivantes sont des phases qui sont dès lors présentées comme obligées dans la voie du développement. L'opposition et la hiérarchie entre pays sous-développés et développés suggère que toute évolution est condamnée à suivre une seule et même direction pour atteindre un objectif (supposé) commun.

du fait de leur appareil productif auquel on attribue des « marques d'archaïsme » plus que d'éléments de modernité. En pleine Guerre froide, les pays du bloc de l'Ouest se soucient de la séduction potentielle du communisme sur les pays les plus pauvres : la lutte contre la pauvreté prend une dimension géopolitique, et c'est dans ce contexte que naît l'Aide Publique au développement (APD).

Cependant, l'idée que la pauvreté serait la conséquence d'un retard provient directement d'une confiance illusoire dans le progrès et dans son acception linéaire. L'élément discriminant reste l'économie même si les discours affirment toujours que le développement n'est pas réductible à la croissance. La géographie ne rompt guère avec ces critères de classement et récupère terminologie et indicateurs pour proposer une mise en ordre spatiale du monde.

« Tigres et Dragons » : les enjeux d'une qualification

Depuis la fin de la période coloniale, l'Indonésie a été incluse dans différentes catégories. Les qualificatifs attribués par les acteurs du Nord affirment la prédominance de l'économie dans les théories du développement et participent à la compréhension du discours porté par les Indonésiens sur leur pays et leur ville capitale. Revenir sur ceux-ci fait apparaître les objectifs que se donnent les gouvernants et les membres de la société civile tant pour rentrer dans les catégories produites par les autres (détenir une sorte de label identifiable, justifiant un certain traitement et certaines aides par exemple) que pour tenter de sortir des préjugés qui leur sont assignés. En termes géopolitiques, ces catégories désignent les positionnements des différentes forces en présence dans un contexte post-colonial. La prise d'indépendance ne permet pas de s'extirper totalement des rapports de domination préexistants. Cette analyse tente de comprendre comment la géographie a participé à ces « assignations à territorialité » (Hancock, 2007).

Du tiers monde au non alignement

D'abord englobée dans le vaste ensemble du « Tiers monde »³⁷⁶, l'Indonésie cherche un positionnement géopolitique pertinent dans le contexte de la Guerre froide. Dans le but d'affirmer une opposition au colonialisme et à l'impérialisme, la Conférence de Bandung³⁷⁷, organisée par le Président indonésien Sukarno en 1955, rassemble des pays refusant toute forme de dépendance envers les deux Grands. L'Indonésie se positionne ainsi comme meneur des pays « non-alignés ». Cette approche permet à ce groupe de pays en général, et à l'Indonésie en particulier, de proposer d'une alternative par rapport aux formes de domination qui se maintiennent avec l'ancienne puissance coloniale et le Japon. L'affirmation de leur capacité à discuter de manière ouverte et indépendante est confirmée ensuite lors de la Conférence de Belgrade en 1961. Se sont alors exprimés lors de ces deux conférences les éléments fondamentaux de ce monde désigné comme tiers, constitué comme entité politique basée sur le refus de la colonisation et la rupture avec la logique des blocs (Bret, 2005).

³⁷⁶ C'est une réalité révélée par Alfred SAUVY dans l'Observateur du 14 août 1952 que celui-ci va qualifier de « Tiers monde » en s'appuyant sur la formulation suivante : « *le tiers monde ignoré, exploité, méprisé comme le tiers état, veut, lui aussi, être quelque chose* ». Il fait ainsi référence à un ensemble de pays face à deux groupes privilégiés en s'appuyant sur l'image inégalité de la société française de l'Ancien Régime avec ses Trois Ordres.

³⁷⁷ Vingt-neuf pays participent à la conférence : quinze pays d'Asie (Afghanistan, Birmanie, Royaume du Cambodge, Ceylan, République populaire de Chine, Inde, Indonésie, Japon, Royaume du Laos, Népal, Pakistan, Philippines, Thaïlande, République démocratique du Viêt Nam, État du Viêt Nam), neuf du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Égypte, Iran, Royaume d'Irak, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Yémen) et six pays africains (Côte-de-l'Or (l'actuel Ghana), Éthiopie, Libéria, Soudan, Somalie et Libye), assez peu comparé au nombre de pays de ce continent, reflétant le fait que la plus grande partie est encore colonisée ; On peut cependant relever la présence d'une délégation du FLN pour l'Algérie et du Destour tunisien. Le Japon est le seul pays considéré comme « industrialisé » à assister à la conférence.

Les recompositions des rapports de force et le rôle nouveau de certains pays et de certaines villes dans l'économie globale et dans la géographie font reconnaître un « Grand Basculement » (Sévérino et Ray, 2001). L'émergence de ces nouvelles configurations est visible dans l'apparition d'un nouveau vocable prenant en compte de nouvelles échelles et de nouvelles interactions, notamment le rôle des villes. Certes l'influence de certaines grandes puissances n'est pas véritablement remise en compte. Mais de nouveaux pôles émergent et la place de Jakarta est progressivement renégociée dans les représentations.

La quête d'un label

L'Indonésie se trouve en effet parmi un groupe de pays d'Asie du Sud-est à croissance rapide qu'un rattrapage économique dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle a rapproché des pays industrialisés. Ce dynamisme économique, avec l'ensemble des pays d'Asie émergents, est un modèle pour le développement contemporain,

Dans les années cinquante, à l'instar des grandes institutions internationales, de nombreux économistes du développement doutaient de la capacité des nations asiatiques à se moderniser, en particulier pour des raisons institutionnelles et culturelles. Le « miracle asiatique » identifié par la Banque mondiale a d'abord touché des petits pays³⁷⁸ (les « Dragons »), suivis à partir des années soixante-dix par une deuxième vague dont fait partie l'Indonésie³⁷⁹. On les désigna alors par l'expression « Tigres asiatiques ». Ces termes – que ce soit « tigre » ou « dragon » – reprennent l'imaginaire exotique lié à l'Asie... ce qui explique probablement le succès de ces appellations. Dans l'histoire économique, les taux de croissance très élevés, observés en Asie sur plusieurs décennies, étaient sans précédent : cette réalité s'est traduite par la notion de nouveaux pays industrialisés³⁸⁰ (NPI). Au sein de l'Asie, l'Indonésie tient une position singulière³⁸¹. Dans l'ensemble ses résultats économiques sont très positifs mais cela tient en partie à la taille de ce pays, car si l'on rapporte les résultats par habitant, le pays se situe systématiquement en dessous de ses trois comparses « tigres »³⁸².

³⁷⁸ Taïwan, la Corée du Sud et Hong Kong, suivis dix ans plus tard par Singapour.

³⁷⁹ Avec la Thaïlande, les Philippines et la Malaisie. La Malaisie domine tous les pays de l'ASEAN à l'exception des NPI et de Singapour (Lafaye de Lachaux, 2012).

³⁸⁰ Les définitions que recouvre ce terme varient selon les critères retenus mais elles impliquent au minimum un revenu par tête élevé, un haut degré d'industrialisation, une croissance rapide de la production manufacturée et une forte part des exportations dans la composante industrielle. Les critères économiques sont donc là encore dominants pour l'identification par les institutions internationales d'un développement.

³⁸¹ Depuis le début des années 2000, d'après les institutions financières internationales, le processus de « décollage » toucherait toute la région du fait de l'ouverture aux échanges économiques du Vietnam, du Laos, du Cambodge, de la Birmanie (bien que ces deux derniers pays restent très pauvres) suivant le modèle de la singulière croissance chinoise entamée dans les années 1980.

³⁸² Les séquences successives de développement ne doivent pas faire perdre de vue que les écarts de revenu restent considérables : entre les pays de la première vague (les NPI) et ceux de la seconde (dont l'Indonésie), d'une part ; entre ceux-ci et les derniers pays engagés dans le processus de croissance rapide en Asie, d'autre part. Les premiers ont atteint le stade de « pays développés » tandis que les suivants restent des « pays en développement » relativement hétérogènes. Cependant, alors que son voisin la Malaisie est classée dans le groupe des « pays à revenu intermédiaire-supérieur », l'Indonésie ne se situe que dans le groupe des « pays à revenu intermédiaire-inférieur ». Les écarts se creusent entre ces pays. L'indice de développement humain apporte les mêmes conclusions : l'Indonésie se situe au 107^{ème} rang, après la Thaïlande et les Philippines.

Vers l'émergence

Le terme d'émergence³⁸³ est né dans le monde économique et financier dans les années quatre-vingt afin de qualifier certains marchés de pays à croissance rapide et présentant des opportunités d'investissements pour les pays riches (Bret, 2011). La connotation est positive dès son apparition.

Durant cette décennie, certains des pays « en développement » ont pris plus d'importance, participant aux reconfigurations de la production industrielle, tels que les micro-États asiatiques, « dragons », suivis par (là aussi il y a un ordre) les « bébés tigres », pays démographiquement beaucoup plus importants, se spécialisant dans d'autres secteurs industriels, dont fait partie l'Indonésie. Cette évolution s'accompagne de la mise en place de réformes économiques engageant ces pays dans une transition affirmée vers l'économie de marché. Cependant, il apparaît que sous cette même appellation, les différentes sphères (financières, académiques, institutionnelles) ne mettent pas le même contenu, participant ainsi au flou qui entoure cette notion d'émergence. Dans leur présentation du numéro de revue consacrée à la géographie sociale des pays émergents, Antoine Fleury et Myriam Houssay-Holzschuch renouvellent cette hiérarchisation entre les pays et groupes de pays (« émergents », « considérés comme développés », « en voie d'émergence », « grands pays émergents » (liés à leur taille et surtout leur poids démographique) que sont les BRICS). Dans cette vaste catégorie de l'émergence apparaissent donc de multiples sous catégories et ils pointent « au second rang » des BRICS, deux « pays ayant connu des trajectoires heurtées voire descendantes » (p2), l'Argentine et l'Indonésie.

Dans tous les cas, l'émergence d'un pays doit être identifiable par des chiffres parlants³⁸⁴ pour les acteurs impliqués ou visibles dans les paysages prouvant la présence, la participation au processus ou au moins le « désir local d'émerger » (Morange, 2011, p.348). Ces catégories sont elles-mêmes mouvantes et valorisées selon les acteurs afin d'affirmer ou d'infirmier le poids géopolitique de certains pays ou groupes de pays. « *Les enjeux d'image, politique comme économique, qu'il y a à « en être »* » (op.cit., p3) doivent être identifiés dans la terminologie de ces catégorisations. Plusieurs auteurs soulignent leur relative stabilité institutionnelle et des politiques publiques suivies permettant l'intégration de nouvelles normes conformes à l'économie globale.

Trop diversifiés pour être maintenus sous la vaste bannière du « Sud », certains groupes apparaissent de manière plus ou moins formelle. En réponse aux stratégies de solidarités économiques et financières mises en place par les marchés communs (rapprochements régionaux) ou par certains ensembles aux caractéristiques communes (G7 puis G8 : groupe de discussion et de partenariat économique de huit pays parmi les plus puissants économiquement du monde) d'autres ensembles cherchent à compter géoéconomiquement et géopolitiquement. La création du G20 et du G40 (groupe sans le G8 justement) participent à ces recompositions des rapports de force à l'échelle mondiale. L'enjeu est de se faire identifier comme des acteurs qui

³⁸³ La diffusion de cette catégorie de « pays émergent » par les médias et accompagné par le champ académique fait qu'elle est aujourd'hui largement utilisée, qualifiant un groupe de pays touchés par certaines mutations économiques. L'Indonésie semble bien faire partie de cette catégorie récente, comme elle faisait partie des marchés financiers émergents des années 1990 : ces *emerging markets* d'Asie, d'Amérique latine ou des pays d'Europe centrale et orientale en transition et la Russie présentant des potentialités d'investissement très rémunérateurs avaient été qualifiés ainsi par les organismes financiers spécialisés. Quotés (très) favorablement par les agences de notation, ils ont alors bénéficié d'afflux de capitaux considérables durant la phase d'essor du capitalisme financiarisé, au moins jusqu'à ce que la crise financière ne les frappe en dominos à partir de l'été 1997.

³⁸⁴ Les critères économiques restent par ailleurs prépondérants dans l'approche de l'émergence, liés entre eux avant tout, d'après C. Jaffrelot (2008), par leur décollage économique et leur poids croissant dans l'économie mondiale. Ainsi, le PIB de l'Indonésie a été multiplié par 250% entre 2000 et 2012 : Le PIB en PPA s'élevait à 496 572 en 2000 et est passé à 1 223 488 dollars en 2012, d'après la Banque Asiatique de Développement.

comptent. L'Indonésie est notamment membre d'un nouveau groupe créé en 1997 à Istanbul, le D-8 (*Developing Eight*)³⁸⁵. Huit pays à majorité musulmane se sont rassemblés pour former une alliance de développement économique.

C'est donc à l'aune d'une nouvelle notion qu'il faut comprendre les enjeux géopolitiques rassemblés sur Jakarta : la puissance. L'Indonésie serait en effet une puissance latente, mésestimée mais identifiée comme une des six ou sept grandes puissances économiques mondiales d'ici à 2030 par des rapports d'experts (Rapport publié le 18 septembre 2012 par McKinsey & Company, cabinet de conseil auprès des directions générales) dépassant ainsi les positions des pays ouest-européens (la France, le Royaume Uni ou encore l'Allemagne). Les reconfigurations économiques à l'échelle mondiale appuient, là encore, la remise en cause de la partition binaire du monde.

³⁸⁵ Le D-8 se compose des pays suivants : Bangladesh, Égypte, Indonésie, Iran, Malaisie, Nigéria, Pakistan et Turquie. Les objectifs de l'organisation D-8 pour la coopération économique sont d'améliorer la position des États membres dans l'économie mondiale, de diversifier et de créer de nouvelles opportunités dans les relations commerciales, et d'améliorer leur participation à la prise de décision à l'échelle internationale afin d'améliorer le niveau de vie de leur population.

Annexe 4

Compilation des données utilisées pour la réalisation des cartes statistiques

les données produites par TNP2K récupérées dans les locaux : elles rassemblent les informations sur les 30% de la population indonésienne les plus pauvres, en les séparant en 3 déciles : 10% les plus pauvres, entre 10 et 20% et entre 20 et 30%, en pourcentage et en nombre de personnes et ménages

les données sur la base du seuil des Nations unies : personnes vivant avec moins de 2\$ par jour

les données sur la base du seuil national de l'Indonésie

Classées par municipalité (*Kota*) ou département (*Kabupaten*) et par *Kecamatan* (district)

Le détail des données utilisées pour la matrice Bertin a été produit par TNP2K, mais ne peut être transposé ici, car cela représente plus de 70 pages

Nama Kecamatan	gr1 % du total de ménages pauvres	gr2 % du total de ménages pauvres	gr3 % de ménages pauvres	KOTAMADYA	groupe 1 nb ménage 10%	groupe 2 nb menage 10-20%	groupe 3 nb ménage s 20- 30%	nombres ménages pauvres (30% pop les plus pauvres		gr 1 indiv - 10%	gr 2 indiv 10-20%	gr 3 indiv 20-30%	nombre de personnes parmi les 30% les plus pauvres	pop totale 2010
TANAH ABANG	31,75	35,69	32,57	Jakarta Pusat	1 242	1 396	1 274	3 912		6 733	6 240	4 753	17 726	144459
MENTENG	25,68	37,33	36,99	Jakarta Pusat	670	974	965	2 609		3 589	4 388	3 742	11 719	68309
SENEN	29,73	36,04	34,23	Jakarta Pusat	1 102	1 336	1 269	3 707		6 092	5 929	4 910	16 931	91082
JOHAR BARU	31,41	36,39	32,20	Jakarta Pusat	1 714	1 986	1 757	5 457		9 211	8 937	6 863	25 011	116261
CEMPAKA PUTIH	19,03	36,67	44,30	Jakarta Pusat	262	505	610	1 377		1 470	2 362	2 497	6 329	84850
KEMAYORAN	25,81	36,10	38,09	Jakarta Pusat	1 552	2 171	2 291	6 014		8 588	10 175	9 473	28 236	215331
SAWAH BESAR	23,24	35,69	41,07	Jakarta Pusat	696	1 069	1 230	2 995		3 733	4 755	4 778	13 266	100801
GAMBIR	26,40	36,00	37,61	Jakarta Pusat	671	915	956	2 542		3 506	3 972	3 542	11 020	78422
PASAR REBO	34,44	34,60	30,96	Jakarta Timur	1 554	1 561	1 397	4 512		7 755	6 684	5 202	19 641	189232
CIRACAS	38,61	32,28	29,10	Jakarta Timur	1 190	995	897	3 082		6 104	4 094	2 914	13 112	251757
CIPAYUNG	32,32	34,17	33,51	Jakarta Timur	1 802	1 905	1 868	5 575		9 288	7 798	6 088	23 174	228536
MAKASAR	34,71	31,60	33,69	Jakarta Timur	1 878	1 710	1 823	5 411		9 287	7 195	6 673	23 155	185830
KRAMAT JATI	41,07	31,02	27,91	Jakarta Timur	2 003	1 513	1 361	4 877		10 218	6 444	4 828	21 490	272479
JATINEGARA	40,47	30,45	29,08	Jakarta Timur	4 309	3 242	3 096	10 647		21 830	13 675	10 999	46 504	266734
DUREN SAWIT	43,19	29,74	27,08	Jakarta Timur	3 021	2 080	1 894	6 995		15 675	9 258	7 032	31 965	384748
CAKUNG	34,59	31,15	34,26	Jakarta Timur	5 459	4 917	5 407	15 783		26 924	21 293	20 885	69 102	503846
PULO GADUNG	35,06	32,45	32,48	Jakarta Timur	2 498	2 312	2 314	7 124		12 202	9 489	8 157	29 848	262328
MATRAMAN	32,76	31,62	35,62	Jakarta Timur	1 457	1 406	1 584	4 447		7 255	5 994	5 894	19 143	148406
JAGAKARSA	43,64	28,74	27,62	Jakarta Selatan	2 601	1 713	1 646	5 960		13 246	7 633	6 522	27 401	310220
PASAR MINGGU	34,33	31,70	33,96	Jakarta Selatan	2 248	2 076	2 224	6 548		11 504	9 526	9 018	30 048	287731
CILANDAK	40,60	31,06	28,34	Jakarta Selatan	1 493	1 142	1 042	3 677		7 231	5 055	4 127	16 413	189406
PESANGGRAHAN	34,72	30,68	34,60	Jakarta Selatan	1 735	1 533	1 729	4 997		8 565	6 933	7 168	22 666	211761
KEBAYORAN LAMA	42,35	29,19	28,46	Jakarta Selatan	2 491	1 717	1 674	5 882		12 064	7 351	6 652	26 067	293646
KEBAYORAN BARU	46,62	28,68	24,70	Jakarta Selatan	1 619	996	858	3 473		7 737	4 125	3 264	15 126	141714

MAMPANG PRAPATAN	39,64	31,29	29,08	Jakarta Selatan	1 434	1 132	1 052	3 618	7 092	4 947	4 078	16 117	141859
PANCORAN	39,46	29,45	31,09	Jakarta Selatan	962	718	758	2 438	4 980	3 249	3 018	11 247	147972
TEBET	42,77	28,24	28,99	Jakarta Selatan	2 656	1 754	1 800	6 210	13 112	7 643	6 948	27 703	209041
SETIA BUDI	39,18	30,45	30,37	Jakarta Selatan	952	740	738	2 430	4 811	3 250	2 912	10 973	128882
KEMBANGAN	25,69	34,78	39,53	Jakarta Barat	1 170	1 584	1 800	4 554	6 226	7 381	7 376	20 983	271985
KEBON JERUK	25,56	31,78	42,66	Jakarta Barat	1 504	1 870	2 510	5 884	8 033	8 832	10 681	27 546	333303
PALMERAH	31,99	32,57	35,44	Jakarta Barat	889	905	985	2 779	5 129	4 314	3 896	13 339	198721
GROGOL PETAMBURAN	33,12	32,52	34,35	Jakarta Barat	1 268	1 245	1 315	3 828	6 813	5 548	4 980	17 341	222338
TAMBORA	38,32	33,40	28,28	Jakarta Barat	2 588	2 256	1 910	6 754	14 208	10 077	6 965	31 250	239674
TAMAN SARI	31,33	34,14	34,53	Jakarta Barat	1 069	1 165	1 178	3 412	5 409	4 677	3 788	13 874	109556
CENGKARENG	34,64	34,97	30,39	Jakarta Barat	5 919	5 976	5 192	17 087	31 536	27 690	21 545	80 771	513920
KALI DERES	30,67	34,24	35,09	Jakarta Barat	3 999	4 464	4 575	13 038	20 977	20 649	18 762	60 388	395148
PENJARINGAN	33,68	35,11	31,21	Jakarta Utara	4 511	4 703	4 181	13 395	22 795	19 160	15 195	57 150	306456
PADEMANGAN	34,47	34,67	30,87	Jakarta Utara	2 546	2 561	2 280	7 387	12 562	10 011	7 502	30 075	149809
TANJUNG PRIOK	34,43	34,10	31,47	Jakarta Utara	3 398	3 365	3 105	9 868	17 931	13 893	11 276	43 100	375276
KOJA	30,75	34,11	35,14	Jakarta Utara	4 695	5 207	5 364	15 266	25 353	22 198	19 628	67 179	288091
KELAPA GADING	19,95	34,02	46,03	Jakarta Utara	588	1 003	1 357	2 948	3 018	4 156	5 044	12 218	154692
CILINCING	30,35	33,56	36,09	Jakarta Utara	6 644	7 348	7 900	21 892	35 216	31 599	30 450	97 265	371335
BOGOR SELATAN	38,37	33,16	28,47	Bogor KOTA	4 958	4 285	3 679	12 922	26 406	18 782	14 019	59 207	181365
BOGOR TIMUR	35,11	31,86	33,03	Bogor KOTA	1 537	1 395	1 446	4 378	8 817	6 881	6 307	22 005	95109
BOGOR UTARA	33,07	32,54	34,39	Bogor KOTA	2 638	2 595	2 743	7 976	13 680	11 604	11 393	36 677	170408
BOGOR TENGAH	36,68	31,34	31,99	Bogor KOTA	1 924	1 644	1 678	5 246	9 729	6 948	6 381	23 058	101379
BOGOR BARAT	31,04	32,15	36,81	Bogor KOTA	3 256	3 373	3 862	10 491	16 029	14 582	15 102	45 713	211074
TANAH SEREAL	33,79	33,79	32,42	Bogor KOTA	2 875	2 875	2 759	8 509	14 478	12 405	10 720	37 603	190922
NANGGUNG	42,99	31,10	25,91	Bogor Kabupaten	3 258	2 357	1 964	7 579	17 011	9 359	6 865	33 235	84032
LEUWILIANG	36,83	32,45	30,72	Bogor Kabupaten	3 856	3 397	3 216	10 469	19 659	14 059	11 831	45 549	113276
LEUWISADENG	45,77	29,95	24,28	Bogor Kabupaten	2 882	1 886	1 529	6 297	15 625	8 002	5 905	29 532	70851
PAMIJAHAN	46,11	30,48	23,41	Bogor Kabupaten	3 991	2 638	2 026	8 655	23 316	12 326	8 099	43 741	133885
CIBUNGBULANG	40,55	29,91	29,54	Bogor Kabupaten	2 680	1 977	1 952	6 609	15 361	9 432	8 318	33 111	125180
CIAMPEA	25,99	32,39	41,62	Bogor Kabupaten	1 393	1 736	2 231	5 360	7 790	8 166	9 194	25 150	147116
TENJOLAYA	36,55	32,47	30,98	Bogor Kabupaten	1 667	1 481	1 413	4 561	8 972	6 465	5 482	20 919	54872
DRAMAGA	35,40	30,33	34,26	Bogor Kabupaten	1 432	1 227	1 386	4 045	7 597	5 591	5 489	18 677	100692
CIOMAS	26,45	32,26	41,28	Bogor Kabupaten	751	916	1 172	2 839	4 327	4 410	4 881	13 618	149154
TAMANSARI	30,40	32,11	37,49	Bogor Kabupaten	1 028	1 086	1 268	3 382	5 615	4 648	4 780	15 043	91979
CIJERUK	41,88	30,09	28,03	Bogor Kabupaten	2 455	1 764	1 643	5 862	14 373	7 945	6 647	28 965	78639
CIGOMBONG	32,58	29,22	38,20	Bogor Kabupaten	932	836	1 093	2 861	5 937	4 324	4 970	15 231	88330
CARINGIN	37,08	29,88	33,04	Bogor Kabupaten	2 677	2 157	2 385	7 219	15 941	10 346	10 096	36 383	114203
CIAWI	35,64	31,27	33,09	Bogor Kabupaten	1 451	1 273	1 347	4 071	8 740	6 261	5 857	20 858	102977
CISARUA	26,57	29,80	43,63	Bogor Kabupaten	813	912	1 335	3 060	5 208	4 681	5 687	15 576	112627
MEGAMENDUNG	34,69	28,71	36,60	Bogor Kabupaten	1 183	979	1 248	3 410	7 152	4 705	4 973	16 830	96896
SUKARAJA	37,56	29,22	33,22	Bogor Kabupaten	1 689	1 314	1 494	4 497	9 413	5 950	5 985	21 348	173217
BABAKAN MADANG	44,14	28,05	27,81	Bogor Kabupaten	1 432	910	902	3 244	8 170	3 715	3 128	15 013	103046

SUKAMAKMUR	46,75	31,16	22,09	Bogor Kabupaten	4 682	3 121	2 213	10 016	22 322	10 541	6 348	39 211	74579
CARIU	25,09	36,43	38,49	Bogor Kabupaten	719	1 044	1 103	2 866	3 145	3 307	2 768	9 220	46188
TANJUNGSARI	30,48	33,72	35,81	Bogor Kabupaten	978	1 082	1 149	3 209	4 459	3 632	2 868	10 959	50013
JONGGOL	30,92	34,85	34,24	Bogor Kabupaten	2 234	2 518	2 474	7 226	10 432	8 968	7 699	27 099	122710
CILEUNGI	14,55	27,61	57,83	Bogor Kabupaten	263	499	1 045	1 807	1 464	2 057	3 574	7 095	246505
KELAPA NUNGGAL	30,53	30,00	39,47	Bogor Kabupaten	1 029	1 011	1 330	3 370	5 620	4 328	4 773	14 721	94997
GUNUNG PUTRI	23,58	31,22	45,20	Bogor Kabupaten	253	335	485	1 073	1 696	1 808	2 108	5 612	309768
CITEUREUP	37,05	31,41	31,53	Bogor Kabupaten	1 557	1 320	1 325	4 202	9 529	6 170	5 453	21 152	198370
CIBINONG	21,39	29,44	49,17	Bogor Kabupaten	478	658	1 099	2 235	3 047	3 462	5 221	11 730	326722
BOJONG GEDE	33,75	29,00	37,25	Bogor Kabupaten	647	556	714	1 917	3 900	2 947	3 447	10 294	236593
TAJUR HALANG	29,54	33,65	36,81	Bogor Kabupaten	711	810	886	2 407	3 951	3 745	3 648	11 344	97274
KEMANG	32,44	31,03	36,53	Bogor Kabupaten	943	902	1 062	2 907	5 146	4 022	4 308	13 476	92424
RANCA BUNGUR	34,86	31,17	33,97	Bogor Kabupaten	1 048	937	1 021	3 006	5 890	4 409	4 343	14 642	50049
PARUNG	37,09	28,99	33,92	Bogor Kabupaten	1 098	858	1 004	2 960	5 869	3 893	3 966	13 728	112535
CISEENG	44,86	29,81	25,33	Bogor Kabupaten	2 861	1 901	1 615	6 377	16 604	8 423	6 275	31 302	98243
GUNUNG SINDUR	34,07	32,18	33,75	Bogor Kabupaten	1 047	989	1 037	3 073	6 040	4 740	4 654	15 434	102980
RUMPIN	51,44	25,19	23,38	Bogor Kabupaten	4 117	2 016	1 871	8 004	22 508	8 846	7 158	38 512	129157
CIGUDEG	42,44	30,27	27,29	Bogor Kabupaten	3 722	2 654	2 393	8 769	20 951	11 417	8 808	41 176	117265
SUKAJAYA	47,53	30,96	21,51	Bogor Kabupaten	4 114	2 680	1 862	8 656	21 811	10 466	6 513	38 790	55675
JASINGA	50,91	27,79	21,29	Bogor Kabupaten	3 940	2 151	1 648	7 739	24 595	10 339	7 124	42 058	93073
TENJO	40,33	29,82	29,84	Bogor Kabupaten	2 176	1 609	1 610	5 395	13 071	7 785	6 720	27 576	66076
PARUNG PANJANG	41,47	29,83	28,70	Bogor Kabupaten	1 988	1 430	1 376	4 794	12 057	6 853	5 797	24 707	110013
SAWANGAN	20,42	41,98	37,60	Depok kota	1 062	2 184	1 956	5 202	5 801	10 430	8 530	24 761	123591
BOJONGSARI	16,14	41,58	42,28	Depok kota	618	1 592	1 619	3 829	3 377	7 297	6 739	17 413	99699
PANCORAN MAS	18,30	41,45	40,24	Depok kota	1 349	3 055	2 966	7 370	7 216	14 164	12 672	34 052	210617
CIPAYUNG	16,19	41,29	42,53	Depok kota	979	2 497	2 572	6 048	5 313	11 908	11 191	28 412	127961
SUKMA JAYA	16,89	40,69	42,43	Depok kota	660	1 590	1 658	3 908	3 810	7 930	7 452	19 192	232126
CILODONG	17,05	43,04	39,91	Depok kota	560	1 414	1 311	3 285	3 181	6 626	5 595	15 402	124980
CIMANGGIS	14,48	42,13	43,39	Depok kota	842	2 450	2 523	5 815	4 535	11 193	10 551	26 279	241941
TAPOS	14,96	43,10	41,95	Depok kota	1 338	3 855	3 752	8 945	7 055	16 947	15 140	39 142	216287
BEJI	12,55	40,14	47,31	Depok kota	492	1 574	1 855	3 921	2 741	7 335	7 858	17 934	165836
LIMO	18,54	42,14	39,32	Depok kota	586	1 332	1 243	3 161	2 871	5 705	5 008	13 584	87951
CINERE	12,22	41,40	46,38	Depok kota	216	732	820	1 768	1 180	3 280	3 393	7 853	107501
CILEDUG	29,16	31,28	39,56	Tangerang Kota	1 043	1 119	1 415	3 577	5 575	5 329	6 172	17 076	147046
LARANGAN	30,26	30,15	39,59	Tangerang Kota	824	821	1 078	2 723	4 287	3 825	4 537	12 649	163942
KARANG TENGAH	31,07	31,68	37,25	Tangerang Kota	919	937	1 102	2 958	4 537	4 181	4 538	13 256	118489
CIPONDOH	44,60	27,52	27,87	Tangerang Kota	1 674	1 033	1 046	3 753	8 673	4 527	4 053	17 253	216355
PINANG	43,42	29,26	27,31	Tangerang Kota	2 251	1 517	1 416	5 184	11 367	6 681	5 710	23 758	160164
TANGERANG	39,47	29,53	31,00	Tangerang Kota	1 723	1 289	1 353	4 365	8 722	5 709	5 440	19 871	152118
KARAWACI	43,97	29,07	26,96	Tangerang Kota	2 556	1 690	1 567	5 813	12 897	7 420	6 376	26 693	171270
JATI UWUNG	36,98	30,47	32,55	Tangerang Kota	1 261	1 039	1 110	3 410	5 795	4 040	3 863	13 698	120211
CIBODAS	39,11	32,33	28,56	Tangerang Kota	1 372	1 134	1 002	3 508	7 450	5 160	4 229	16 839	142514

PERIUK	35,57	31,75	32,68	Tangerang Kota	1 604	1 432	1 474	4 510	8 119	6 594	6 251	20 964	129377
BATUCEPER	43,03	29,71	27,26	Tangerang Kota	1 331	919	843	3 093	6 458	3 853	3 117	13 428	90576
NEGLASARI	51,98	25,78	22,24	Tangerang Kota	4 375	2 170	1 872	8 417	21 948	9 904	7 948	39 800	103506
BENDA	53,04	25,47	21,50	Tangerang Kota	2 393	1 149	970	4 512	11 890	4 991	4 011	20 892	83020
SETU	22,76	40,46	36,78	Tangerang Selatan	432	768	698	1 898	2 075	3 268	2 597	7 940	66281
SERPONG	20,54	39,64	39,82	Tangerang Selatan	458	884	888	2 230	1 998	3 341	2 915	8 254	137038
PAMULANG	19,68	36,87	43,45	Tangerang Selatan	1 124	2 105	2 481	5 710	5 071	9 541	10 256	24 868	285997
CIPUTAT	19,92	37,64	42,43	Tangerang Selatan	1 582	2 989	3 369	7 940	7 069	12 882	13 171	33 122	423035
PONDOK AREN	25,85	39,19	34,95	Tangerang Selatan	878	1 331	1 187	3 396	4 441	6 326	4 880	15 647	303448
SERPONG UTARA	26,10	35,63	38,26	Tangerang Selatan	337	460	494	1 291	1 475	1 990	1 791	5 256	126166
CISOKA	19,09	40,13	40,78	T A N G E R A N G	1 382	2 906	2 953	7 241	7 671	12 981	11 534	32 186	78849
SOLEAR	20,10	41,27	38,63		1 378	2 829	2 648	6 855	7 801	13 229	11 498	32 528	73898
TIGARAKSA	14,83	40,02	45,15		1 215	3 279	3 699	8 193	5 988	13 359	13 740	33 087	119217
JAMBE	22,54	41,69	35,77		936	1 731	1 485	4 152	4 993	7 426	5 911	18 330	40195
CIKUPA	11,88	33,70	54,42		324	919	1 484	2 727	1 831	3 948	5 308	11 087	224694
PANONGAN	14,56	38,59	46,85		631	1 672	2 030	4 333	3 294	7 059	7 923	18 276	96413
CURUG	8,41	32,18	59,41		234	896	1 654	2 784	1 358	4 233	6 742	12 333	165835
KELAPA DUA	11,39	34,25	54,36		149	448	711	1 308	881	2 006	2 742	5 629	177916
LEGOK	15,25	38,10	46,66		871	2 176	2 665	5 712	4 886	9 571	10 888	25 345	98203
PAGEDANGAN	18,70	39,71	41,59		725	1 539	1 612	3 876	4 248	7 229	6 768	18 245	95195
CISAUK	21,64	40,25	38,11		780	1 451	1 374	3 605	4 268	6 700	5 839	16 807	64060
PASARKEMIS	17,13	37,88	44,99		737	1 630	1 936	4 303	4 141	7 719	8 153	20 013	238425
SINDANG JAYA	23,05	42,41	34,53		1 375	2 530	2 060	5 965	7 021	10 487	7 450	24 958	77045
BALARAJA	15,33	37,73	46,94		684	1 683	2 094	4 461	3 692	7 537	8 080	19 309	111485
JAYANTI	19,01	39,60	41,39		848	1 766	1 846	4 460	4 356	7 442	7 056	18 854	63488
SUKAMULYA	15,32	39,54	45,14		933	2 409	2 750	6 092	4 364	9 451	10 038	23 853	59029
KRESEK	17,39	41,35	41,26		1 204	2 862	2 856	6 922	5 822	11 143	9 984	26 949	60743
GUNUNG KALER	16,68	37,47	45,85		1 020	2 291	2 804	6 115	5 725	10 269	11 815	27 809	47695
KRONJO	15,65	35,24	49,11		927	2 088	2 910	5 925	4 402	8 673	11 775	24 850	55147
MEKAR BARU	18,32	39,51	42,18		1 015	2 189	2 337	5 541	4 728	8 785	9 027	22 540	35415
MAUK	20,03	36,95	43,02		1 642	3 029	3 527	8 198	8 402	13 940	15 486	37 828	77610
KEMIRI	27,07	38,52	34,40		1 674	2 382	2 127	6 183	8 765	10 459	9 115	28 339	40610
SUKADIRI	13,86	37,31	48,82		642	1 728	2 261	4 631	3 068	7 092	8 728	18 888	53108
RAJEG	32,06	40,91	27,03		3 936	5 022	3 319	12 277	19 083	20 666	13 471	53 220	133227
SEPATAN	17,76	40,93	41,31		2 276	5 246	5 294	12 816	11 456	23 358	21 957	56 771	241867
PAKUHAJI	29,93	44,20	25,88		3 967	5 859	3 430	13 256	18 559	24 570	13 441	56 570	103516
TELUKNAGA	24,82	42,19	32,99		2 852	4 849	3 791	11 492	14 784	21 536	15 853	52 173	138350
KOSAMBI	19,37	41,93	38,71		1 496	3 239	2 990	7 725	7 374	13 683	11 365	32 422	131075
PONDOKGEDE	35,23	33,72	31,05	Bekasi KOTA	3 133	2 999	2 762	8 894	15 093	12 561	10 863	38 517	246302
JATISAMPURNA	43,23	28,29	28,49	Bekasi KOTA	1 516	992	999	3 507	7 128	3 998	3 380	14 506	103613
PONDOKMELATI	30,25	33,83	35,92	Bekasi KOTA	1 615	1 806	1 918	5 339	7 906	7 599	7 311	22 816	128915
JATIASIH	39,61	33,43	26,95	Bekasi KOTA	3 370	2 844	2 293	8 507	16 604	12 030	8 707	37 341	198445

BANTARGEBA	36,04	31,79	32,17	Bekasi KOTA	1 425	1 257	1 272	3 954	6 506	5 025	4 505	16 036	95878
MUSTIKAJAYA	31,92	35,37	32,70	Bekasi KOTA	2 201	2 439	2 255	6 895	10 892	9 894	8 169	28 955	159791
BEKASI TIMUR	36,88	32,04	31,09	Bekasi KOTA	2 516	2 186	2 121	6 823	12 402	9 446	8 407	30 255	136052
RAWALUMBU	38,01	32,50	29,49	Bekasi KOTA	2 393	2 046	1 857	6 296	11 575	8 384	7 131	27 090	208267
BEKASI SELATAN	29,72	34,94	35,33	Bekasi KOTA	1 738	2 043	2 066	5 847	8 759	8 752	8 399	25 910	203736
BEKASI BARAT	32,17	31,85	35,98	Bekasi KOTA	2 993	2 963	3 347	9 303	15 033	12 753	13 366	41 152	272513
MEDAN SATRIA	31,07	34,66	34,27	Bekasi KOTA	1 592	1 776	1 756	5 124	7 995	7 570	6 745	22 310	161192
BEKASI UTARA	26,91	32,35	40,74	Bekasi KOTA	2 258	2 715	3 419	8 392	11 537	12 047	13 802	37 386	308658
SETU	29,98	35,75	34,27	Bekasi Kabupaten	1 786	2 130	2 042	5 958	7 367	8 417	8 370	24 154	111637
SERANG BARU	35,35	35,52	29,13	Bekasi Kabupaten	1 891	1 900	1 558	5 349	7 340	7 197	5 981	20 518	103556
CIKARANG PUSAT	31,19	37,95	30,86	Bekasi Kabupaten	858	1 044	849	2 751	2 659	3 123	2 443	8 225	56768
CIKARANG SELATAN	21,31	30,81	47,88	Bekasi Kabupaten	287	415	645	1 347	1 014	1 438	2 339	4 791	142700
CIBARUSAH	39,16	34,33	26,51	Bekasi Kabupaten	1 362	1 194	922	3 478	5 245	4 074	3 212	12 531	74574
BOJONGMANGU	43,38	37,03	19,60	Bekasi Kabupaten	1 359	1 160	614	3 133	4 330	3 106	1 677	9 113	25032
CIKARANG TIMUR	38,19	31,63	30,18	Bekasi Kabupaten	2 493	2 065	1 970	6 528	9 636	7 981	7 792	25 409	91340
KEDUNGWARINGIN	39,00	33,70	27,31	Bekasi Kabupaten	2 332	2 015	1 633	5 980	8 849	7 566	6 134	22 549	55653
CIKARANG UTARA	11,14	27,32	61,54	Bekasi Kabupaten	399	979	2 205	3 583	1 368	3 527	7 889	12 784	230885
KARANGBAHAGIA	30,22	36,39	33,39	Bekasi Kabupaten	2 302	2 772	2 544	7 618	8 562	10 412	9 583	28 557	90659
CIBITUNG	23,47	36,67	39,86	Bekasi Kabupaten	932	1 456	1 583	3 971	3 675	5 871	6 440	15 986	195672
CIKARANG BARAT	14,05	27,49	58,47	Bekasi Kabupaten	510	998	2 123	3 631	1 804	3 614	7 964	13 382	211399
TAMBUN SELATAN	5,63	17,65	76,73	Bekasi Kabupaten	153	480	2 087	2 720	534	1 513	7 539	9 586	416771
TAMBUN UTARA	27,38	32,62	40,00	Bekasi Kabupaten	1 596	1 902	2 332	5 830	6 574	7 898	9 776	24 248	137052
BABELAN	16,23	32,11	51,67	Bekasi Kabupaten	1 534	3 035	4 884	9 453	5 594	11 697	19 087	36 378	209579
TARUMAJAYA	12,76	32,21	55,04	Bekasi Kabupaten	627	1 583	2 705	4 915	2 358	6 117	10 498	18 973	109328
TAMBELANG	35,77	39,85	24,38	Bekasi Kabupaten	1 357	1 512	925	3 794	5 133	5 884	3 464	14 481	35377
SUKAWANGI	28,43	46,71	24,86	Bekasi Kabupaten	1 288	2 116	1 126	4 530	5 203	8 370	4 439	18 012	43117
SUKATANI	32,44	38,53	29,04	Bekasi Kabupaten	1 965	2 334	1 759	6 058	8 316	9 852	7 319	25 487	70311
SUKAKARYA	43,15	34,02	22,83	Bekasi Kabupaten	2 160	1 703	1 143	5 006	8 969	6 823	4 838	20 630	42474
PEBAYURAN	30,70	43,21	26,10	Bekasi Kabupaten	3 906	5 498	3 321	12 725	15 923	21 326	12 072	49 321	92825
CABANGBUNGIN	29,54	39,47	30,99	Bekasi Kabupaten	1 466	1 959	1 538	4 963	5 692	7 580	5 656	18 928	47845
MUARA GEMBONG	29,67	38,07	32,27	Bekasi Kabupaten	1 324	1 699	1 440	4 463	5 127	6 664	5 496	17 287	35501
bandara soekarno hatta	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Nama Kecamatan	gr1 indiv en %	gr 2 indiv en %	gr 3 indiv en %	total pauvre -2\$	taux pauvreté 2\$ %	indice profond-pauvreté 2 \$ %	indice gravité pauvreté 2\$ %	total enfants pauvres	taux pauvreté infantile	indice Gini	total pop pauvre BPS	taux pauvreté BPS	prfdeur pauvreté BPS	indice gravité pauvreté	total enfants pauvres	taux pauvreté infantile
TANAH ABANG	37,98	35,20	26,81	40845	28,27	6,30	2,06	12943	33,81	0,74	6800	4,71	0,72	0,18	1435	3,75
MENTENG	30,63	37,44	31,93	20124	29,46	6,90	2,34	6219	34,77	1,00	3800	5,65	0,89	0,23	821	4,59
SENEN	35,98	35,02	29,00	25094	26,54	5,86	1,93	7473	30,10	0,57	4417	4,67	0,69	0,17	972	3,91
JOHAR BARU	36,83	35,73	27,44	33848	29,11	6,76	2,27	11086	32,20	0,55	6260	5,38	0,83	0,21	1484	4,31
CEMPAKA PUTIH	23,23	37,32	39,45	11828	13,94	2,52	0,72	3049	14,16	0,98	1232	1,45	0,18	0,04	241	1,12
KEMAYORAN	30,42	36,04	33,55	43925	20,4	3,95	1,16	13727	23,05	0,65	4871	2,26	0,30	0,07	1041	1,75
SAWAH BESAR	28,14	35,84	36,02	26677	26,46	6,31	2,18	7881	32,05	0,45	5323	5,28	0,88	0,24	977	3,97
GAMBIR	31,81	36,04	32,14	19822	25,28	5,56	1,80	5869	30,74	0,91	3222	4,11	0,62	0,15	582	3,05
PASAR REBO	39,48	34,03	26,49	49822	26,33	5,97	2,11	13369	22,93	0,55	5833	3,08	0,42	0,09	1357	2,33
CIRACAS	46,55	31,22	22,22	77090	30,62	7,46	2,76	22997	29,89	0,81	8309	3,30	0,42	0,09	1868	2,43
CIPAYUNG	40,08	33,65	26,27	67089	29,36	6,48	2,18	23409	32,05	0,73	8219	3,60	0,50	0,12	1808	2,48
MAKASAR	40,11	31,07	28,82	53076	28,56	6,80	2,41	17537	31,52	0,34	7391	3,98	0,56	0,13	1757	3,16
KRAMAT JATI	47,55	29,99	22,47	77411	28,41	6,92	2,55	23113	28,64	1,00	10039	3,68	0,54	0,13	2314	2,87
JATINEGARA	46,94	29,41	23,65	89907	33,71	8,26	2,99	30019	39,96	1,00	14808	5,55	0,82	0,20	3944	5,25
DUREN SAWIT	49,04	28,96	22,00	79688	20,71	4,87	1,77	24626	22,28	1,00	8252	2,14	0,30	0,07	1784	1,61
CAKUNG	38,96	30,81	30,22	152101	30,19	6,65	2,20	52291	34,17	1,00	16466	3,27	0,42	0,09	3314	2,17
PULO GADUNG	40,88	31,79	27,33	64845	24,72	5,99	2,16	21792	30,64	1,00	9252	3,53	0,50	0,11	2173	3,06
MATRAMAN	37,90	31,31	30,79	40639	27,38	6,84	2,56	12977	31,39	1,00	5984	4,03	0,59	0,14	1296	3,14
JAGAKARSA	48,34	27,86	23,80	70038	22,58	5,47	2,00	28054	28,65	0,99	10915	3,52	0,57	0,15	2415	2,47
PASAR MINGGU	38,29	31,70	30,01	59070	20,53	5,22	2,00	18022	21,88	0,97	8959	3,11	0,57	0,17	2216	2,69
CILANDAK	44,06	30,80	25,14	34666	18,3	4,70	1,82	9087	17,35	1,00	5081	2,68	0,47	0,14	1204	2,30
PESANGGRAHAN	37,79	30,59	31,62	62460	29,5	7,62	2,87	23201	37,85	1,00	10033	4,74	0,79	0,22	2507	4,09
KEBAYORAN LAMA	46,28	28,20	25,52	73720	25,1	6,73	2,73	2341	28,90	0,97	16128	5,49	1,08	0,35	3527	4,35
KEBAYORAN BARU	51,15	27,27	21,58	43406	30,63	11,45	6,14	14335	41,13	1,00	7341	5,18	0,97	0,29	1689	4,85
MAMPANG PRAPATAN	44,00	30,69	25,30	47891	33,76	9,60	3,93	18753	47,52	1,00	7795	5,49	0,99	0,29	1915	4,85
PANCORAN	44,28	28,89	26,83	33909	22,92	4,95	1,62	1361	32,74	0,97	4734	3,20	0,49	0,13	1317	3,17
TEBET	47,33	27,59	25,08	48514	23,21	6,88	3,01	17593	30,76	1,00	7200	3,44	0,67	0,22	1989	3,48
SETIA BUDI	43,84	29,62	26,54	22684	17,6	4,30	1,62	5598	18,36	1,00	2709	2,10	0,34	0,10	610	2,00
KEMBANGAN	29,67	35,18	35,15	45568	16,75	3,65	1,27	16514	20,60	1,00	4757	1,75	0,24	0,06	1135	1,42
KEBON JERUK	29,16	32,06	38,78	76863	23,06	5,52	2,11	27309	29,54	0,97	9166	2,75	0,41	0,10	2085	2,26
PALMERAH	38,45	32,34	29,21	50942	25,64	6,91	2,97	18147	33,11	0,58	6144	3,09	0,48	0,12	1293	2,36
GROGOL PETAMBURAN	39,29	31,99	28,72	29702	13,36	3,51	1,51	8297	16,11	0,94	2534	1,14	0,17	0,04	510	0,99
TAMBORA	45,47	32,25	22,29	53383	22,53	6,11	2,68	18729	30,21	1,00	9664	4,08	0,66	0,18	2071	3,34
TAMAN SARI	38,99	33,71	27,30	24803	22,64	6,21	2,72	8276	32,03	1,00	3311	3,02	0,49	0,13	591	2,29
CENGKARENG	39,04	34,28	26,67	205080	39,91	9,95	3,68	80063	51,59	1,00	32512	6,33	1,04	0,28	8803	5,67
KALI DERES	34,74	34,19	31,07	131899	33,38	7,90	2,82	51584	41,85	1,00	19958	5,05	0,80	0,21	5345	4,34

PENJARINGAN	39,89	33,53	26,59	89853	29,32	9,08	4,18	26295	32,35	1,00	18527	6,05	1,07	0,30	2819	3,47
PADEMANGAN	41,77	33,29	24,94	42963	28,68	8,36	3,68	12355	30,50	1,00	6504	4,34	0,64	0,15	874	2,16
TANJUNG PRIOK	41,60	32,23	26,16	104636	27,88	8,31	3,74	30326	28,67	1,00	14837	3,95	0,59	0,14	2385	2,25
KOJA	37,74	33,04	29,22	89153	30,95	9,32	4,21	29115	32,37	0,58	12839	4,46	0,66	0,16	2401	2,67
KELAPA GADING	24,70	34,02	41,28	20505	13,26	3,58	1,52	5244	13,67	1,00	2257	1,46	0,21	0,05	341	0,89
CILINCING	36,21	32,49	31,31	161204	43,41	13,56	6,03	57385	50,11	0,41	41358	11,14	2,08	0,61	11349	9,91
BOGOR SELATAN	44,60	31,72	23,68	79660	43,92	11,73	4,35	32171	50,26	0,30	19423	10,71	1,83	0,48	5717	8,93
BOGOR TIMUR	40,07	31,27	28,66	34042	35,80	9,79	3,80	11489	36,91	0,37	7753	8,15	1,53	0,46	1635	5,25
BOGOR UTARA	37,30	31,64	31,06	56097	32,91	8,25	2,97	20109	35,30	0,33	14157	8,31	1,46	0,40	3444	6,05
BOGOR TENGAH	42,19	30,13	27,67	33636	33,17	8,43	3,01	10821	38,11	0,36	9061	8,94	1,49	0,38	2386	8,40
BOGOR BARAT	35,06	31,90	33,04	78099	37,00	9,57	3,49	27031	39,72	0,32	19144	9,07	1,57	0,42	486	7,14
TANAH SEREAL	38,50	32,99	28,51	74456	39,00	10,98	4,35	26692	41,21	0,33	20926	10,96	2,07	0,60	5292	8,17
NANGGUNG	51,18	28,16	20,66	28751	34,22	10,83	4,83	13993	40,91	0,32	8539	10,16	2,34	0,82	3103	9,07
LEUWILIANG	43,16	30,87	25,97	33672	29,72	8,93	3,83	1572	36,02	0,33	10929	9,65	2,23	0,78	3798	8,70
LEUWISADENG	52,91	27,10	20,00	32037	45,22	14,85	6,71	15662	54,59	0,31	11691	16,50	4,05	1,49	4808	16,76
PAMIJAHAN	53,30	28,18	18,52	58058	43,37	14,11	6,36	28775	51,40	0,31	19175	14,32	3,38	1,21	7796	13,92
CIBUNGBULANG	46,39	28,49	25,12	57570	45,99	15,21	6,95	26092	54,54	0,29	18464	14,75	3,43	1,22	6482	13,55
CIAMPEA	30,97	32,47	36,56	57931	39,37	12,49	5,58	24883	46,39	0,30	19239	13,08	3,08	1,11	6151	11,47
TENJOLAYA	42,89	30,90	26,21	18825	34,30	10,12	4,26	8294	39,45	0,29	5327	9,71	2,10	0,70	1799	8,56
DRAMAGA	40,68	29,94	29,39	39903	39,63	12,44	5,44	15923	47,17	0,31	12889	12,80	3,04	1,07	4114	12,19
CIOMAS	31,77	32,38	35,84	41534	27,84	8,26	3,54	16052	30,83	0,32	10841	7,27	1,59	0,54	2765	5,31
TAMANSARI	37,33	30,90	31,78	30073	32,69	9,74	4,17	13424	39,28	0,29	8194	8,91	1,88	0,62	2569	7,52
CIJERUK	49,62	27,43	22,95	32488	41,32	13,69	6,30	16157	50,21	0,31	10209	12,98	3,17	1,17	3888	12,08
CIGOMBONG	38,98	28,39	32,63	32633	36,95	12,13	5,58	14864	44,43	0,32	10557	11,95	2,82	1,01	3565	10,66
CARINGIN	43,81	28,44	27,75	41977	36,75	11,73	5,28	20471	44,53	0,31	13074	11,45	2,67	0,95	5001	10,88
CIAWI	41,90	30,02	28,08	46150	44,81	15,30	7,18	2045	52,45	0,33	16021	15,56	3,89	1,46	6041	15,49
CISARUA	33,44	30,05	36,51	38349	34,04	10,48	4,59	17241	40,20	0,31	10021	8,90	1,89	0,62	3184	7,42
MEGAMENDUNG	42,50	27,96	29,55	36236	37,40	12,14	5,52	17329	45,99	0,33	10863	11,21	2,52	0,86	3967	10,53
SUKARAJA	44,09	27,87	28,04	52378	30,23	9,14	3,96	22566	35,98	0,31	14477	8,36	1,78	0,59	4145	6,61
BABAKAN MADANG	54,42	24,75	20,84	30166	29,27	9,05	4,02	15047	35,87	0,31	8294	8,05	1,84	0,65	3061	7,30
SUKAMAKMUR	56,93	26,88	16,19	37329	50,05	17,50	8,29	1909	60,65	0,33	16690	22,38	6,13	2,45	7871	25,01
CARIU	34,11	35,87	30,02	17928	38,82	10,77	4,25	5957	40,86	0,29	6190	13,40	3,13	1,12	1736	11,91
TANJUNGSARI	40,69	33,14	26,17	21795	43,58	13,07	5,49	9072	49,66	0,29	7152	14,30	3,34	1,18	2627	14,38
JONGGOL	38,50	33,09	28,41	35166	28,66	7,94	3,19	13274	31,22	0,31	10738	8,75	1,95	0,67	3305	7,77
CILEUNGSI	20,63	28,99	50,37	49185	19,96	5,37	2,17	17462	20,48	0,29	11146	4,52	0,93	0,30	265	3,11
KELAPA NUNGGAL	38,18	29,40	32,42	28279	29,76	8,64	3,63	11449	33,10	0,30	7987	8,41	1,84	0,62	2575	7,44
GUNUNG PUTRI	30,22	32,22	37,56	33389	10,77	2,63	1,02	10023	9,58	0,30	7057	2,28	0,42	0,13	1463	1,40
CITEUREUP	45,05	29,17	25,78	49790	25,10	7,12	2,96	21469	29,89	0,31	12200	6,15	1,27	0,41	3385	4,71
CIBINONG	25,98	29,51	44,51	50777	15,55	4,38	1,87	17224	15,42	0,32	12357	3,78	0,76	0,24	269	2,41
BOJONG GEDE	37,89	28,63	33,49	39051	16,51	4,44	1,82	15509	17,64	0,30	7857	3,32	0,65	0,21	191	2,17

TAJUR HALANG	34,83	33,01	32,16	28620	29,43	8,47	3,55	1134	31,59	0,29	7638	7,85	1,72	0,59	2241	6,24
KEMANG	38,19	29,85	31,97	28232	30,55	9,06	3,88	10811	33,25	0,30	7099	7,68	1,63	0,54	1941	5,97
RANCA BUNGUR	40,23	30,11	29,66	24620	49,19	16,69	7,76	10417	55,98	0,29	8613	17,21	4,21	1,55	3171	17,04
PARUNG	42,75	28,36	28,89	37666	33,47	10,00	4,38	1438	37,63	0,29	10173	9,04	1,90	0,65	295	7,72
CISEENG	53,04	26,91	20,05	46515	47,35	16,23	7,65	21826	55,10	0,30	15042	15,31	3,62	1,30	6171	15,58
GUNUNG SINDUR	39,13	30,71	30,15	42153	40,93	13,24	6,02	1636	45,00	0,30	13551	13,16	3,08	1,10	4087	11,24
RUMPIN	58,44	22,97	18,59	60054	46,50	16,55	8,06	30553	56,12	0,33	24128	18,68	4,94	1,94	115	21,12
CIGUDEG	50,88	27,73	21,39	64115	54,67	19,87	9,68	31958	64,86	0,32	23603	20,13	5,14	1,95	10685	21,69
SUKAJAYA	56,23	26,98	16,79	30720	55,18	19,85	9,53	15971	66,67	0,32	11837	21,26	5,54	2,12	5874	24,52
JASINGA	58,48	24,58	16,94	56246	60,43	23,26	11,79	26559	70,51	0,33	22774	24,47	6,62	2,61	10226	27,15
TENJO	47,40	28,23	24,37	36208	54,80	19,77	9,55	17852	64,20	0,32	14709	22,26	5,73	2,18	65	23,37
PARUNG PANJANG	48,80	27,74	23,46	41936	38,12	12,75	5,95	19635	44,05	0,32	13741	12,49	3,04	1,13	5447	12,22
SAWANGAN	23,43	42,12	34,45	43932	35,55	8,98	3,33	208	46,88	0,27	3189	2,58	0,35	0,08	885	1,99
BOJONGSARI	19,39	41,91	38,70	31019	31,10	7,46	2,67	13879	40,67	0,26	2910	2,92	0,40	0,09	805	2,36
PANCORAN MAS	21,19	41,60	37,21	57393	27,26	6,36	2,23	26006	38,38	0,26	6679	3,17	0,43	0,09	1966	2,90
CIPAYUNG	18,70	41,91	39,39	47845	37,40	9,17	3,30	22676	50,04	0,24	4403	3,44	0,45	0,10	1306	2,88
SUKMA JAYA	19,85	41,32	38,83	51598	22,21	5,09	1,77	22822	32,39	0,26	5520	2,38	0,31	0,07	1588	2,25
CILODONG	20,65	43,02	36,33	38710	30,96	7,57	2,73	17627	42,75	0,26	2561	2,05	0,27	0,06	670	1,62
CIMANGGIS	17,26	42,59	40,15	53068	21,93	4,81	1,61	23211	31,38	0,27	6894	2,85	0,39	0,09	1876	2,54
TAPOS	18,02	43,30	38,68	63087	29,18	6,91	2,45	28317	39,50	0,26	7162	3,31	0,46	0,10	1939	2,70
BEJI	15,28	40,90	43,82	23172	13,97	3,01	1,03	7476	14,93	0,31	6201	3,74	0,60	0,16	1593	3,18
LIMO	21,14	42,00	36,87	26667	30,32	6,91	2,36	12935	42,59	0,25	2788	3,17	0,43	0,10	779	2,56
CINERE	15,03	41,77	43,21	20584	19,16	4,07	1,33	888	27,97	0,27	2700	2,51	0,33	0,07	739	2,33
CILEDUG	32,65	31,21	36,14	53397	36,32	8,02	2,63	21118	43,98	0,24	6736	4,58	0,77	0,22	2266	4,72
LARANGAN	33,89	30,24	35,87	59537	36,32	7,97	2,59	22596	45,27	0,25	9231	5,63	0,93	0,25	3011	6,03
KARANG TENGAH	34,23	31,54	34,23	35580	30,03	6,25	1,95	13324	36,32	0,27	9847	8,31	1,51	0,45	343	9,35
CIPONDOH	50,27	26,24	23,49	84318	38,97	8,94	3,02	34502	47,11	0,26	16334	7,55	1,34	0,39	5677	7,75
PINANG	47,84	28,12	24,03	60242	37,60	8,51	2,83	23945	45,52	0,25	10215	6,38	1,11	0,32	3565	6,78
TANGERANG	43,89	28,73	27,38	69983	46,00	12,27	4,65	25842	58,04	0,30	15727	10,34	2,01	0,63	5127	11,51
KARAWACI	48,32	27,80	23,89	57153	33,36	7,74	2,72	20168	41,02	0,25	6044	3,53	0,69	0,23	1832	3,73
JATI UWUNG	42,31	29,49	28,20	37670	31,34	6,45	2,01	14321	44,73	0,21	2693	2,24	0,33	0,08	849	2,65
CIBODAS	44,24	30,64	25,11	38911	27,31	6,37	2,23	13576	31,73	0,27	6600	4,63	0,91	0,29	2026	4,73
PERIUK	38,73	31,45	29,82	57284	44,27	10,10	3,36	23848	58,19	0,24	11668	9,02	1,53	0,43	4022	9,81
BATUCEPER	48,09	28,69	23,21	33986	37,52	8,52	2,88	13035	46,94	0,24	4755	5,25	0,91	0,27	1585	5,71
NEGLASARI	55,15	24,88	19,97	44057	42,57	11,26	4,30	16617	49,71	0,31	12588	12,16	2,62	0,88	3979	11,90
BENDA	56,91	23,89	19,20	30955	37,29	8,98	3,16	12009	44,34	0,28	7373	8,88	1,71	0,52	2524	9,32
SETU	26,13	41,16	32,71	10186	15,38	3,28	1,11	2599	11,77	0,34	1592	2,40	0,37	0,10	469	2,12
SERPONG	24,21	40,48	35,32	14736	10,74	2,53	0,96	3861	8,72	0,42	1574	1,15	0,19	0,05	464	1,05
PAMULANG	20,39	38,37	41,24	53261	18,61	4,18	1,48	14713	16,31	0,32	6802	2,38	0,44	0,14	1729	1,92
CIPUTAT	21,34	38,89	39,77	67997	16	3,36	1,22	18574	111,70	0,36	8376	1,98	0,32	0,10	2193	90,14

PONDOK AREN	28,38	40,43	31,19	46978	15,50	3,45	1,24	11984	12,58	0,33	4223	1,39	0,23	0,07	1165	1,22
SERPONG UTARA	28,06	37,86	34,08	7829	6,19	1,33	0,48	1416	3,52	0,36	516	0,41	0,07	0,02	142	0,35
CISOKA	23,83	40,33	35,84	41514	52,65	16,09	6,76	17601	59,05	0,26	8626	10,94	2,09	0,63	2765	9,28
SOLEAR	23,98	40,67	35,35	36528	49,44	14,16	5,66	16628	55,43	0,26	7517	10,17	1,88	0,55	2433	8,11
TIGARAKSA	18,10	40,38	41,53	62008	52,00	15,02	6,03	26182	58,83	0,25	9249	7,76	1,35	0,37	2822	6,34
JAMBE	27,24	40,51	32,25	20954	52,14	14,26	5,43	9214	59,48	0,27	5387	13,40	2,55	0,75	1733	11,19
CIKUPA	16,51	35,61	47,88	36670	16,32	3,24	1,02	14125	20,32	0,24	4404	1,96	0,31	0,08	111	1,60
PANONGAN	18,02	38,62	43,35	25659	26,62	7,04	2,68	10548	29,30	0,29	6278	6,51	1,18	0,34	1856	5,15
CURUG	11,01	34,32	54,67	25713	15,51	3,07	0,97	9374	17,46	0,29	2057	1,24	0,18	0,04	512	0,95
KELAPA DUA	15,65	35,64	48,71	10077	5,66	0,89	0,27	23	4,14	0,25	1209	0,68	0,10	0,02	277	0,50
LEGOK	19,28	37,76	42,96	34776	35,42	9,54	3,70	14637	40,58	0,27	6915	7,04	1,28	0,37	2213	6,14
PAGEDANGAN	23,28	39,62	37,10	28352	29,78	7,49	2,76	11353	32,81	0,27	6444	6,77	1,18	0,33	1917	5,54
CISAUK	25,39	39,86	34,74	23298	36,36	10,26	4,17	10007	40,80	0,26	4560	7,12	1,35	0,40	151	6,16
PASARKEMIS	20,69	38,57	40,74	37670	15,80	3,02	0,91	14319	16,83	0,24	4411	1,85	0,26	0,06	1171	1,38
SINDANG JAYA	28,13	42,02	29,85	34383	44,64	12,39	4,85	14586	51,21	0,27	6042	7,84	1,41	0,40	1752	6,15
BALARAJA	19,12	39,03	41,85	41601	37,32	9,73	3,72	17111	44,93	0,26	5731	5,14	0,94	0,27	1715	4,50
JAYANTI	23,10	39,47	37,42	29834	46,99	13,03	5,07	11586	54,11	0,26	5409	8,52	1,53	0,44	157	7,33
SUKAMULYA	18,30	39,62	42,08	37165	62,96	20,78	9,09	14674	69,42	0,25	5531	9,37	1,61	0,44	1568	7,42
KRESEK	21,60	41,35	37,05	33964	55,92	17,23	7,21	13546	63,99	0,26	6883	11,33	2,15	0,64	2119	10,01
GUNUNG KALER	20,59	36,93	42,49	26092	54,70	15,82	6,35	11156	65,01	0,27	7454	15,63	3,22	1,02	2507	14,61
KRONJO	17,71	34,90	47,38	33805	61,29	19,63	8,51	13998	71,52	0,25	9776	17,73	3,58	1,12	2822	14,42
MEKAR BARU	20,98	38,98	40,05	24405	68,91	21,05	8,54	11052	81,60	0,26	6201	17,51	3,51	1,08	2343	17,30
MAUK	22,21	36,85	40,94	48326	62,28	19,79	8,40	18998	70,75	0,25	11310	14,57	2,70	0,77	369	13,74
KEMIRI	30,93	36,91	32,16	31323	77,14	27,96	12,83	13553	85,76	0,24	7538	18,56	3,62	1,08	2885	18,25
SUKADIRI	16,24	37,55	46,21	39791	74,94	25,75	11,39	14503	83,13	0,25	5673	10,68	1,84	0,50	168	9,63
RAJEG	35,86	38,83	25,31	68979	51,76	14,93	5,92	28949	56,70	0,26	8484	6,37	1,05	0,28	2542	4,98
SEPATAN	20,18	41,14	38,68	136990	56,64	17,55	7,27	55612	410,33	0,25	36149	15	2,76	0,77	12287	425,89
PAKUHAJI	32,81	43,43	23,76	65795	63,57	20,36	8,67	26739	72,00	0,24	19433	18,77	3,44	0,97	7162	19,28
TELUKNAGA	28,34	41,28	30,39	71195	51,47	14,73	5,87	28873	58,68	0,24	16716	12,08	2,07	0,56	5125	10,42
KOSAMBI	22,74	42,20	35,05	33511	25,58	6,18	2,22	12639	29,15	0,28	5495	4,19	0,65	0,16	1489	3,43
PONDOKGEDE	39,19	32,61	28,20	56294	22,84	4,59	1,39	18949	25,07	0,29	7064	2,87	0,40	0,09	1482	1,96
JATISAMPURNA	49,14	27,56	23,30	21011	20,26	3,63	1,00	7523	21,27	0,22	1853	1,79	0,22	0,05	478	1,35
PONDOKMELATI	34,65	33,31	32,04	45745	35,48	7,72	2,45	1691	41,62	0,23	7025	5,45	0,77	0,18	1569	3,86
JATIASIH	44,47	32,22	23,32	58415	29,44	5,91	1,78	22898	34,30	0,22	7264	3,66	0,49	0,11	1852	2,77
BANTARGEBAH	40,57	31,34	28,09	29403	30,68	6,60	2,09	11307	37,99	0,25	4441	4,63	0,67	0,16	985	3,31
MUSTIKAJAYA	37,62	34,17	28,21	47523	29,74	6,22	1,94	19365	33,60	0,23	6727	4,21	0,60	0,14	1697	2,94
BEKASI TIMUR	40,99	31,22	27,79	114924	46,46	10,87	3,60	4074	57,70	0,24	2071	8,37	1,23	0,30	4754	6,73
RAWALUMBU	42,73	30,95	26,32	74339	35,68	8,34	2,83	29024	43,46	0,25	14219	6,83	1,08	0,28	3203	4,80
BEKASI SELATAN	33,81	33,78	32,42	50544	24,82	5,12	1,59	17038	27,89	0,26	6971	3,42	0,50	0,12	1305	2,14
BEKASI BARAT	36,53	30,99	32,48	104895	38,49	9,17	3,18	38835	46,69	0,25	20819	7,64	1,29	0,36	4383	5,27

MEDAN SATRIA	35,84	33,93	30,23	70374	43,67	10,90	3,85	27859	53,63	0,26	15543	9,64	1,60	0,42	3629	6,99
BEKASI UTARA	30,86	32,22	36,92	158529	51,37	13,20	4,75	63091	61,84	0,23	37416	12,12	2,04	0,54	9775	9,58
SETU	30,50	34,85	34,65	40788	36,53	9,19	3,34	13087	34,83	0,26	9387	8,41	1,52	0,44	2378	6,33
SERANG BARU	35,77	35,08	29,15	33922	32,75	7,83	2,76	10967	30,92	0,23	7061	6,82	1,20	0,34	1894	5,34
CIKARANG PUSAT	32,33	37,97	29,70	15434	27,19	6,65	2,41	4341	23,54	0,25	3395	5,98	1,12	0,33	797	4,32
CIKARANG SELATAN	21,16	30,01	48,82	13072	9,14	1,57	0,45	3463	8,73	0,23	1196	0,84	0,13	0,03	292	0,74
CIBARUSAH	41,86	32,51	25,63	23413	31,39	8,65	3,38	789	29,40	0,29	6703	8,99	1,78	0,55	2036	7,59
BOJONGMANGU	47,51	34,08	18,40	15910	63,55	16,64	5,96	4858	64,76	0,20	3812	15,23	2,46	0,64	941	12,54
CIKARANG TIMUR	37,92	31,41	30,67	36074	39,50	10,62	4,07	11695	39,37	0,26	9647	10,56	2,07	0,64	2574	8,66
KEDUNGWARINGIN	39,24	33,55	27,20	30548	54,89	14,53	5,34	10954	58,77	0,24	7680	13,80	2,39	0,66	2265	12,15
CIKARANG UTARA	10,70	27,59	61,71	32841	14,24	2,50	0,71	10708	15,63	0,22	3028	1,31	0,19	0,05	764	1,12
KARANGBAHAGIA	29,98	36,46	33,56	43872	48,40	13,22	5,08	16347	50,65	0,25	12105	13,35	2,57	0,78	3748	11,61
CIBITUNG	22,99	36,73	40,29	41007	20,97	4,40	1,44	13323	19,24	0,24	6422	3,28	0,57	0,16	1828	2,64
CIKARANG BARAT	13,48	27,01	59,51	38847	18,36	3,48	1,03	12426	19,60	0,24	4351	2,06	0,30	0,08	107	1,69
TAMBUN SELATAN	5,57	15,78	78,65	74092	17,77	3,25	0,94	22758	15,66	0,23	7457	1,79	0,27	0,07	1625	1,12
TAMBUN UTARA	27,11	32,57	40,32	37979	27,70	6,81	2,43	13997	27,23	0,28	8343	6,09	1,07	0,30	2671	5,20
BABELAN	15,38	32,15	52,47	44854	21,40	4,84	1,63	16663	21,07	0,25	8110	3,87	0,64	0,17	2432	3,08
TARUMAJAYA	12,43	32,24	55,33	25120	22,98	4,57	1,39	9236	22,55	0,23	3160	2,89	0,42	0,10	943	2,30
TAMBELANG	35,45	40,63	23,92	18368	51,92	14,33	5,48	6705	55,33	0,26	5112	14,45	2,70	0,79	1548	12,77
SUKAWANGI	28,89	46,47	24,64	24933	57,82	15,75	5,88	955	60,92	0,23	6678	15,49	2,71	0,74	23	14,67
SUKATANI	32,63	38,66	28,72	32443	46,15	12,21	4,56	12304	48,27	0,26	8298	11,80	2,16	0,62	2615	10,26
SUKAKARYA	43,48	33,07	23,45	23765	55,96	15,51	5,92	881	58,98	0,25	6648	15,65	2,90	0,84	1984	13,28
PEBAYURAN	32,28	43,24	24,48	56262	60,61	18,29	7,42	20012	63,47	0,26	18732	20,18	4,08	1,26	5939	18,84
CABANGBUNGIN	30,07	40,05	29,88	27144	56,73	15,67	5,89	10354	59,99	0,25	7473	15,62	2,72	0,75	2423	14,04
MUARA GEMBONG	29,66	38,55	31,79	22074	62,18	17,11	6,44	9254	66,69	0,22	6060	17,07	3,01	0,83	2339	16,86
Bandara Soekarno Hatta	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

Annexe 5

Liste des zones de bidonvilles recensées
sur la requête de la compagnie de distribution des eaux de la partie ouest de Jakarta

List of informal settlement and estimated population					
SubDistrict	Location	Characteristic	Number of Households	Av Person / Households	Estimated max total population
North Jakarta					
Kamal Muara	Jl. Kamal Muara	Coastal Area	76	4,17	316
Pluit, in 1 RW	blok Empang, blok Eceng, blok A,B Kampung Nelayan Muara Angke	Coastal Area	8 899	3,79	33 727
Penjaringan, in 5 RWs	Penjaringan Rawa Bebek	Railway	194	3,60	699
	Waduk Pluit, Muara Baru	DAM	6 233	2,71	16 891
	Muara Baru dan Laut	Coastal Area	334	3,33	1 112
	Jl. Muara Karang	River Bank	350	3,00	1 050
Pejagalan, in 5 RWs	Jalan A	River Bank	143	3,20	458
	Bandengan Selatan dan Rel Kereta Api	River Bank	728	3,74	2 723
	Jl Muara Karang Timur	River Bank	307	3,50	1 073
	Kampung Gusti Pintu Air	River Bank	18	2,67	48
	Pejagalan Kp Gusti/Fajar-Aladin	River Bank	153	2,29	349
	Kp. Gusti - Kali Angke	River Bank	167	3,64	608
	Kali Jodoh Bawah Tol Angke	River Bank	172	3,20	550
Kapuk Muara, in 1 RW	Empang Damai, Empang Tengah, Rawa Indah dll	Swamp / Pond	5 910	3,44	20 341
Malaka, in 1 RW	Malaka gedong Panjang - Kali Jelakeng-Jl Tiang Bendera	River Bank	97	3,21	311
Ancol, in 1 RW	Kampung Baru Ancol	Railway	939	3,14	2 951
	Ancol Kp Bandan	River Bank	640	3,61	2 306
	Ancol Jl Kencur	River Bank	438	3,86	1 690
			25 796	3,38	87 203
West Jakarta					
Ancol,	Mangga Dua Selatan	Railway	612	3,80	2 328
Grogol - Petamburan,	Semeru Raya dan Dr.Muwardi	Railway	47	4,29	199
Jelambar, in 1 RW	Jelambar	Railway	157	4,16	653
Rawa Buaya,	Rawa Buaya	Railway	53	2,54	136
Kedoya Utara	Kedoya Utara Pesing	River Bank	3	1,00	3
			872	3,81	3 319
South Jakarta					
Tebet in 1 RW	Tebet Barat & Tebet Timur	River Bank	1 111	2,87	3 182
Manggarai, in 1 RW	Manggarai	River Bank	101	4,24	427
			1 211	2,98	3 608
Central Jakarta					
Citarum, in 1 RW	Citarum-Cideng & Pinggir Rel Kereta Tanah Abang	Railway	263	3,02	795
Total			28 142		94 925

Notes: * Average person per household get from GIS spatial analyses referred to GIS.

* Number of household get from dividing "Area_Houses" by the average size of the house in the area referred to GIS spatial analyses referred to GIS : Calculating how many houses per polygon.

* Estimated max total population get from number of people per household multiply by the number of households referred to GIS

Annexe 6

Bénéficiaires du programme d'assainissement (PUSH) à Warung Gantung, Kalideres

Phase 2

List of Technical Verification Potential Beneficiaries House Hold for Septic Tank "System Modular"
Infrastructure

Program of Urban Sanitation and Hygiene Promotion - PUSH

PHASE II

r	T	HH Member	Nr of PAM Costumer	Location of Modular (annex site maps)	Site Area	Discharge	Volume Item of Work or Material			
							Closet (Unit)	Tile Floor (M2)	Pipe 80 mm (M)	Toilet (Unit)
		8	Non Palyja	Inside the house	70x250	Drainage /Channal	1		9	
		7	000736561	Beside the house	250x160	Drainage /Channal	1		6	
		3	Non Palyja	Inside the house	120x140	Drainage /Channal			10	
		4	000647430	Beside the house	200 x 300	Soakpit	1		12	1
		6	Non Palyja	Beside the house	110x250	Drainage /Channal	1	2		
		2	000736861	Inside the house	200x400	Soakpit	1	2		
		5	000736764	Beside the house	110X200	Drainage /Channal	1	2		1
		3	000584098	Inside the house	150x230	Soakpit	1			
		5	000739590	Beside the house	140 x 300	Drainage /Channal	1			
0		5	000736514	Beside the house	140x250	Drainage /Channal	1		10	
1		5	000736568	In front of the house	100x250	Drainage /Channal	1	2	6	1
2		3	000736571	Beside the house	130x250	Drainage /Channal	1		10	
3		4	000583218	Beside the house	120 x 250	Soakpit	1			
4		8	000584121	Inside the house	200x300	Drainage /Channal	1		6	
5		6	000684120	Beside the house	100x250	Drainage /Channal	1	1	10	
6		5	Non Palyja	Inside the house		Drainage /Channal	1	2		
7		5	Non Palyja	Beside the house	200x250	Drainage /Channal	1		6	1
8		5	000584122	Inside the house		Drainage /Channal	1		6	
9		3	Non Palyja	In front of the house	120x250	Drainage /Channal			2	
0		3	000584124	Beside the house	150x250	Drainage /Channal				
1		3	Non Palyja	Beside the house	120x220	Drainage /Channal	1			1
2		3	000750454	In front of the house	100x300	Drainage /Channal	1		6	1
3		8	000736538	In front of the house	200x250	Drainage /Channal	1		10	1

4		4	000736521	Beside the house	120x250	Drainage /Channal			2	
5		4	000745151	Inside the house	120x150	Drainage /Channal	1	2	4	1
6		4	Non Palyja	Inside the house	200x230	Drainage /Channal	1	2	2	1
7		3	000585243	In front of the house	250x250	Soakpit	1			1
8		3	Non Palyja	Beside the house	110x250	Soakpit	1		1	
9		4	Non Palyja	Beside the house	120x200	Soakpit	1	2	2	1
0			Non Palyja	Inside the house	200x230	Drainage /Channal	1	2	9	1
1		5	000585237	Beside the house	200x300	Drainage /Channal	1			1
2		3	000738936	Behind the house	200X300	Drainage /Channal	1		6	1
3		3	000737716	Inside the house		Drainage /Channal		2	6	
4		7	Non Palyja	Beside the house	250x300	Soakpit				
5		5	Non Palyja	Beside the house	250x300					
6		15	000737717	Inside the house	200x250	Drainage /Channal	1	6	10	
7		4	000737699	Inside the house	150x250	Drainage /Channal	1	2	12	
8		4	Non Palyja	In front of the house	200x350	Drainage /Channal			8	
9		4	000740362	Inside the house	100x220	Drainage /Channal	1	2		
0		3	000610519	Inside the house	120x200	Drainage /Channal			12	
1		5	000585230	In front of the house	100x250	Drainage /Channal	1	2		
2		6	000610621	In front of the house	150x250	Soakpit	1		7	
3		5	Non Palyja	In front of the house	130x300	Drainage /Channal	1		8	1
4		4	Non Palyja	In front of the house	80x220	Drainage /Channal	1	2	13	1
5		3	000748232	Beside the house	250x250	Drainage /Channal	1	2	12	1
6		4	000750450	Beside the house	290x210	Drainage /Channal	1	2		1
7		4	000748289	Inside the house	260x170	Drainage /Channal	1	2	5	1
8		4	000585263	Inside the house	250x160	Drainage /Channal	1	2	5	1
9		5	000585264	In front of the house	110 x 220	Soakpit	1			

0	0	5	Non Palyja	Beside the house	250x150	Soakpit	1		7	1
1	3	4	Non Palyja	In front of the house	250x200	Soakpit	1		17	1
2	3	6	Non Palyja	In front of the house	250x200	Soakpit	1		4	1
3	3	4	Non Palyja	In front of the house	250x200	Soakpit	1		4	1
4	3	5	Non Palyja	Beside the house	120x350	Soakpit	1		7	1
5	3	7	Non Palyja	In front of the house	250X200	Soakpit	1		16	1
6	3	4	000679855	Inside the house	350x150	Drainage /Channal	1		5	1
7	4	5	Non Palyja	In front of the house		Drainage /Channal	1		3	1
8	4	5	Non Palyja	Behind the house	100x300	Drainage /Channal	1		30	1
9	4	2	Non Palyja	Inside the house	250x250	Drainage /Channal	1		8	1
0	4	6	000745290	Beside the house	150x250	Drainage /Channal	1		12	1
1	4	4	000736795	Beside the house	120x300	Soakpit	1	2	5	1
2	4	4	000736781	In front of the house	120x300	Soakpit	1	2	3	1
3	5	5	Non Palyja	Inside the house	300x300	Drainage /Channal	1	6	6	1
4	5	4	000638539	In front of the house	150 x 200	Soakpit	1		5	1
		294	26 non PLJ				55	53	365	35
Blackwater treatment with Rectangular Modular (1ST+1BF) Discharge to Drainage (Rectangular-Rectangular-Drainage)							= 19		Units	
Blackwater treatment with Ring Modular (1ST+1BF) Discharge to Drainage (Ring - Ring - Drainage)							= 25		Units	
Blackwater treatment with Rectangular Modular (1ST+1BF) Discharge to Soak Pit (Rectangular - Rectangular - Soak Pit)							= 1		Units	
Blackwater treatment with Ring Modular (1ST+1BF) Discharge to Soak Pit (Ring - Ring - Soak Pit)							= 17		Units	
2 Household share 1 BF (2 ST+1 BF) Discharge to Soak Pit (Ring - Ring - Ring - Soak Pit)							= 1		Units	
							= 63		Units	
							= 64		HH	

Phase 3

N o	House Rental Units	RT RW /	HH Mber	PAM Customer	Location	Discharge	Closet	Cement Floor (M2)	Tile Floor (M2)	Pipe 80 mm (M)	Toilet
1	-	01 / 06	5	000736559	Front	River	1		2	10	1
2	-	03 / 06	3	Non Palyja	Front	Soak Pit	1		2	8	
3	-	04 / 06	5	000736544	Front	River	1		0	12	
4	-	08 / 06	4	000745284	Inside	Gutter	1	4	7	2	1
5	-	09 / 06	6	Non Palyja	Front	Soak Pit	1		4	10	
6	-	10 / 06	6	000585190	Behind	River				2	
7	-	10 / 06	3	Non Palyja	Behind	Soak Pit	1			3	
8	-	13 / 06	5	Non Palyja	Beside	Soak Pit	1			2	
9	-	14 / 06	5	Non Palyja	Front	River			1	8	
10	-	14 / 06	4	Non Palyja	Inside	Soak Pit	1	4		3	
11	-	14 / 06	5	Non Palyja	Front	Soak Pit	1	4		7	1
12	-	14 / 06	6	Non Palyja	Front	Soak Pit	1		4	7	
13	-	14 / 06	10	Non Palyja	Front	Gutter	1	6	8	10	1
14	-	14 / 06	9	Non Palyja	Front	Gutter	1			4	
15	-	14 / 06	5	Non Palyja	Front	Gutter	1	2		3	
16	-	14 / 06	7	Non Palyja	Behind	Gutter	1	4		12	1
17	-	15 / 06	5	Non Palyja	Behind	Gutter	1		5	3	
18	-	15 / 06	5	000596570	Front	Gutter	1			8	
19	-	16 / 06	3	Non Palyja	Behind	Soak Pit				8	
20	-	16 / 06	3	000748266	Behind	Soak Pit				4	
21	-	16 / 06	3	000745289	Behind	Soak Pit				6	
22	-	16 / 06	2	Non Palyja	Beside	Soak Pit				6	1
23	-	16 / 06	3	Non Palyja	Front	Soak Pit				4	
24	-	16 / 06	3	000748265	Behind	Soak Pit				4	
25	-	16 / 06	3	Non Palyja	Front	Soak Pit					
26	4	01 / 06	8	000745021	Outside	SoakPit t2	1	1		6	1
27	7	04 / 06	13	000736532	Front	Gutter	1	1		6	1
28	8	06/06	20	Non Palyja	Beside	Gutter	1				
29	16	07/06	16	Non Palyja	Front	SoakPit t2	1			8	1
30	9	07 / 06	24	000737714	Front	Gutter	1				1
31	-	07 / 06	8	000610621	Front	Gutter	1				
32	23	07 / 06	60	Non Palyja	Front	Gutter	2				
33	2	08 / 06	12	Non Palyja	Front	Gutter	1			5	
34	10	08 / 06	30	Non Palyja	Front	Gutter	1			2	
35	1	08 / 06	4	Non Palyja	Front	Gutter				10	
36	2	09 / 06	4	Non Palyja	Front	Soak Pit	1	1		4	1
37	2	09 / 06	6	Non Palyja	Front	Soak Pit	1	1		4	1
38	1	09 / 06	3	Non Palyja	Front	Soak Pit	1	1		4	1
39	6	09 / 06	15	Non Palyja	Front	River	1	1		6	1
40	3	09 / 06	6	Non Palyja	Front	River					
41	8	09 / 06	24	Non Palyja	Front	River	1			10	
42	7	09 / 06	11	Non Palyja	Front	River	1			10	
43	2	09 / 06	8	Non Palyja	Behind	SoakPit t2	1	3		6	1
44	2	09 / 06	8	Non Palyja	Behind	SoakPit t2	1	1		5	1
45	4	12 / 06	8	Non Palyja	Beside	SoakPit t2	1	1		6	1
46	10	14 / 06	20	Non Palyja	Beside	Gutter	2			16	
47	2	14 / 06	10	Non Palyja	Outside	Gutter	1			5	
48	2	14 / 06	9	Non Palyja	Beside	Gutter	2			6	
49	1	14 / 06	4	Non Palyja	Beside	Gutter	1			4	
50	8	14 / 06	20	Non Palyja	front	Gutter					
51	6	14 / 06	12	Non Palyja	front	River	1			20	
52	3	14 / 06	9	Non Palyja	Behind	Gutter	1			7	
53	1	08 / 06	3	Non Palyja	Beside	Gutter	1				
54	1	08 / 06	2	Non Palyja	Beside	Gutter					
55	1	15 / 06	3	Non Palyja	Behind	Gutter	1				
			380	43 non PLJ							

Annexe 7

Le RW 25 de Margahayu : un espace ausculté par les administrations

a. Relevés d'observations réalisées par le Puskesmas en 2009

T W	Nombre total d'habitants KELUARGA (JIWA)	LOGEMENT'							Source d'eau propre	
		Statut logement		Nombre de ménages	Éclairage en journée		Sol			
		Propriété individuelle	Location		Sombre	Clair	carrelage	terre	puits	Pompe
1/25	396	71	49	120	0	120	120	0	0	120
2/25	589	96	9	105	0	105	105	0	0	105
3/25	849	115	48	163	1	162	153	10	23	140
total	1834	282	106	388	1	387	378	10	23	365

T	Latrines	assainissement		Déchets				Protection contre les moustiques		Plus de 5 vêtements	
	Toilettes privées	Fermé	À ciel ouvert	Brûlés	Enlevés par véhicule	Compostage	Jetés à la rivière	Oui	Non	YA	TDK
1/25	120	0	120	0	120	0	0	0	120	0	120
2/25	105	0	105	0	105	0	0	0	105	0	105
3/25	163	1	162	82	81	0	0	0	163	0	163
total	388	1	387	82	306	0	0	0	388	0	388

b. Traduction d'extraits du rapport de la Municipalité de Bekasi : diagnostic du quartier

REMARQUES PREALABLES

1.1. Contexte

Les bidonvilles [le terme de « *Slum* » est utilisé en anglais dans le rapport original en indonésien] est un problème rencontré par presque toutes les grandes villes en Indonésie et même dans les grandes villes d'autres pays en développement. L'étude des *slums* (bidonvilles) comprend généralement trois éléments, d'abord l'environnement physique, puis les conditions socio-économiques des communautés vivant dans ces implantations, et enfin l'impact de ces deux premiers points. L'environnement physique, entre autres, est identifiable par l'état du bâtiment qui est très étroitement lié à la faible qualité de la construction, le réseau routier n'est pas tracé formellement et non permanent, l'assainissement public et le drainage ne fonctionnent pas ni la gestion des déchets.

Surtout que les villes autour de Jakarta DKI sont fortement influencées par le développement de la capitale, comme centre de l'activité nationale, qui s'est étendu aux régions de Bogor, Depok et Bekasi (Bodebek).

D'après les remarques ci-dessus, l'urbanisation a augmenté les besoins en logement et dépassent actuellement les capacités des gouvernements locaux, tandis que les moyens économiques restent limités, cela risque d'aboutir à l'apparition de logements résidentiels illégaux autour des zones commerciales, le long de la ceinture verte, des rivières et des chemins de fer dans les espaces vacants. Si cette question n'est pas traitée immédiatement, les zones résidentielles existantes à Bekasi vont devenir des *kampung*, ce qui va

dégrader la qualité de vie. . Ceci peut être vu dans le quartier RW 25 de Margahayu à Bekasi est. C'est une zone de 17,8 hectares avec une population de 1738 personnes, 595 chefs de ménage. Il y a 427 maisons. C'est donc un périmètre résidentiel très dense. La norme de construction est de 60% de la surface or, d'après la base de données, on s'élève dans le RW 25 à 75%. Donc, d'après ces estimations, le RW 25 est un bidonville irrégulier.

Dans ce contexte est mis en place le schéma directeur pour les bidonvilles dans le quartier RW 25 de Margahayu à Bekasi Est.

1.2 Buts, cibles et objectifs

Le but et les objectifs de ce travail sont les suivants:

1. Préparer le plan directeur et la conception détaillée des infrastructure visant la réhabilitation du bidonville.
2. Établir et élaborer des plans pour réduire le bidonville actuel.
3. mettre en œuvre le principe d'une planification participative (*bottom up*)
4. Formuler la mise en œuvre du programme sous la forme d'une matrice (rpum) pour la rénovation des bidonvilles

L'objectif cible pour le schéma directeur pour les bidonvilles dans le quartier RW. 25 de Margahayu à Bekasi Est est de :

1. Construire un bidonville de manière intégrée au le plan de développement urbain ;
2. Réaliser des zones de taudis habitables ;
3. Permettre une implantation durable de la zone de peuplement;
4. Construire un quartier résidentiel accessible aux équipements urbains et fonctionnel

1.3. Fondements légaux

(...)

1.4 Enjeux des travaux

1.4.1. Cartes de localisation

1.4.2 Application concrète

La substance de ce qui doit être fait dans ce cadre est :

- a. identifier les problèmes et les exigences de développement de la région métropolitaine;
- b. Examiner les politiques et stratégies nationales dans le domaine du développement des zones résidentielles urbaines;
- c. examiner les plans de développement des agglomérations urbaines dans la région métropolitaine;
- d. Formuler un projet de plan local pour e bidonville avec des logements sociaux en location ;
- e. Formuler une matrice (rpum) reproductible pour la réhabilitation de logements, en coopération avec le gouvernement.

1.5 Présentation du contenu (annonce du plan du rapport)

(...)

ETUDE THEORIQUE DU BIDONVILLE

2.1 Cadrage conceptuel

2.1.1 Taudis vs Squat

Les taudis sont les quartiers qui ont connu une baisse de qualité de leur environnement physique, économique et culturel, mais leur emplacement est en conformité avec le plan d'occupation des sols.

Les problèmes d'habitats ou les localisations de taudis posent des enjeux de gestion en lien avec la fourniture de logements pour les communautés à faible revenu, des questions récurrentes dans les villes en expansion.

Les squats sont des implantations qui ne sont pas en conformité avec plans d'occupation des sols et occupent des terrains sans l'autorisation du propriétaire. Le programme municipal de réduction de la pauvreté de 2010 a été lancé par le ministère du Logement visant en priorité les zones de taudis. Le traitement des squat peut être inséré ensuite dans le programme, ponctuellement, avec la volonté du gouvernement locale, en l'intégrant dans une planification globale (compréhensive).

2.1.2 Typologie des taudis vs gestion des implantations

La typologie des taudis permet d'identifier les objectifs du traitement de revitalisation du lieu. Cela implique différents rôles selon les acteurs en jeu, en fonction de leurs intérêts. Les différences de traitements dépendent de plusieurs critères qui sont le statut foncier, et la valeur économique de l'emplacement.

Le terrain revitalisé, pour son propriétaire, verra Terrain une grande évolution des formes du développement, selon les niveaux d'investissement des différents acteurs, surtout en termes de financement. Sur les terrains de statut publics (dont la propriété relève de l'État, c'est généralement le rôle du gouvernement de prendre en charge le développement de la zone, plus que les autres acteurs. Dans les zones appartenant à la communauté, le rôle de la communauté dans le financement de la revitalisation est le plus important et dominant par rapport aux autres acteurs.

Si le terrain est lié à un projet de revitalisation plus global de la ville, afin d'obtenir une valeur ajoutée suffisante en fonction du potentiel, ce terrain fera l'objet d'un projet de réhabilitation déterminé par la valeur économique potentielle de l'emplacement.

Une région à haute valeur économique devra faire l'objet d'un traitement différent par rapport à celle à faible valeur économique. Dans les régions à forte valeur, généralement, des activités commerciales peuvent être plus impliquées pour soutenir le potentiel de développement de la région. Cela est dû à plusieurs avantages stratégiques qui peuvent être offerts que le développement du capital des activités commerciales. Dans les zones à faible valeur économique, le développement général de la zone se fait pas sur les activités commercial et reste centré sur le résidentiel, comme une composante du développement local.

Le niveau de valeur économique identifié est le critère de la propriété foncière du terrain implique un financement différent et une domination d'un des acteurs dans le projet de revitalisation.

(...) Voir le tableau

Du fait du statut foncier, le gouvernement a un rôle prégnant pour la majeure partir des orientations du traitement de revitalisation (cf loi locale n°5, 1990) des taudis sur les terrains publics. Alors que les bidonvilles sur terrains publics relèvent principalement de la quatrième catégorie de la typologie, compte tenu des nombreux problèmes potentiels, de nombreuses personnes peuvent être déplacées dans l'opération de traitement.

Tableau : Typologie de réhabilitation et de revitalisation des terrains selon les orientations

Statut du sol	Potentiel	Orientations de développement	Rôle des acteurs
Terrains Propriété privée Taudis Terrains publics	Valeur économique forte	Développement/évolution de l'utilisation des terrains: changement de fonctions → Commercial	Communauté Privé Gouvernement
	Valeur économique faible	Fonction fixe résidentiel	Communauté Privé Gouvernement
	Valeur économique forte	Évolution des fonctions → Commercial	Gouvernement Privé Communauté
	Valeur économique faible	Intervention pour le développement de nouvelles fonctions → Commercial	Gouvernement Privé Communauté

2.1.3. Les étapes de traitement avec la Revitalisation urbaine des taudis

Le traitement des bidonvilles dans la démarche de rénovation urbaine implique une série d'étapes à suivre : De manière générale, il ya quatre (4) étapes pour la revitalisation de taudis :

1. Inventaire

L'inventaire vise à déterminer l'état et la catégorie du taudis selon la typologie. La production d'une base de données et d'informations est une activité essentielle de la phase d'inventaire. La base de données et d'informations aura une incidence sur la classification qui identifie la nature du problème et sa cause. Cette phase se termine par l'identification des priorités pour le traitement et les modalités à suivre.

2. Indications du Programme de traitement

Cette phase est destinée à préparer un programme de traitement pour la zone de taudis qui a été désignée pour un traitement prioritaire. Pour produire un programme de traitement approuvé par toutes les parties en jeu, il est nécessaire de mettre en œuvre une étude plus détaillée et une analyse de terrain (étude hors du bureau (*non-desk*)). Pour les zones sélectionnées, l'activité commence par la collecte de données de détails (enquête, *survey*) et de manière indépendante par la communauté locale (auto enquête). La détermination de opérations nécessaires (conception communautaire et Plan d'action communautaire), doit être convenue avec les autres parties prenantes (publiques et privées) pour le programme de traitement requis. À ce stade, il faut également avoir identifié les besoins et la conception du dispositif de support.

3. dispositifs de stabilisation (de durabilité du projet)

Cette phase détaille les opérations afin d'assurer la mise en œuvre du dispositif convenu avec les parties prenantes. Afin de s'assurer que le dispositif fonctionne, il doit à ce stade être bien préparé pour réaliser les opérations physiques sur les parcelles témoins (telles que la construction de maisons et d'infrastructures). Y seront mis à l'essai des dispositifs institutionnels, les mécanismes de financement, la mise en œuvre des aménagements matériels par la communauté, ainsi que la conception, de sorte qu'ils puissent être évalués pour produire un exemple de dispositif testé et approuvé.

4. Programme de mise en œuvre

Les opérations d'aménagement d'organisation du programme doivent être mises en œuvre en conformité avec le calendrier élaboré, en respectant les décisions et les quantités programmées. À ce stade, la communauté joue un rôle dans le respect des réalisation et dans les fonctions de supervision.

Annexe 8
Traduction

Décret présidentiel n°31/1980 sur la prévention des sans-abri et des mendiants

RÈGLEMENT du gouvernement indonésien
NUMÉRO 31 ANNÉE 1980
SUR LA PRÉVENTION des sans-abri et les mendiants

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE,

Considérant:

- a. que les vagabonds et les mendiants ne sont pas en conformité avec les normes de la vie de la nation de l'Indonésie sur la base du Pancasila et de la Constitution de 1945, des efforts de réduction de ces personnes sont nécessaires;
- b. que l'effort d'assistance, en plus d'efforts pour prévenir l'apparition de sans-abri et les mendiants, vise également à assurer la réadaptation des sans-abri et / ou des mendiants, pour être en mesure d'atteindre le niveau de vie, l'existence, et les moyens de subsistance décents en tant que citoyens de la République d'Indonésie;
- c. sur la base des considérations ci-dessus, dans le contexte de la mise en œuvre de la loi n ° 6 de 1974 sur les dispositions de base pour la protection sociale, il est nécessaire de promulguer ce règlement du gouvernement sur la prévention des sans-abri et mendiants;

Compte tenu :

1. de l'article 5, paragraphe (2), l'article 27 et l'article 34 de la constitution de 1945;
2. du décret de l'Assemblée Consultative du Peuple n ° IV / MPR / 1978 sur les grandes lignes de la politique nationale;
3. de la Loi n°6 de 1974 sur les dispositions de base pour la protection sociale (Journal officiel Année 1974 Nombre 53, Journal officiel n ° 3039 supplémentaires);

DÉCISION

PROMULGATION du :
RÈGLEMENT DU GOUVERNEMENT SUR LA
PRÉVENTION DES SANS-ABRI ET DES MENDIANTS.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Dans le présent règlement du Gouvernement sont désignés comme suit :

1. les sans-abri sont des gens qui vivent dans un état non conforme aux normes d'une vie décente dans la communauté locale, n'ayant ni lieu de vie ni emploi et qui restent sans domicile fixe, errant dans les lieux publics.
2. les mendiants sont des gens qui gagnent de l'argent en mendiant dans les espaces publics de diverses manières et ont des raisons d'espérer de la charité des autres.
3. le ministre est le ministre des Affaires sociales.
4. les efforts de prévention comprennent de manière conjointe le conseil, l'orientation, la formation et l'éducation, l'assistance, la supervision et la poursuite des différentes parties qui sont en lien avec vagabondage et la mendicité, afin d'empêcher l'apparition :
 - a. du vagabondage et de la mendicité par des individus ou familles qui sont dans des circonstances particulièrement difficiles pour subvenir à leurs besoins ;
 - b. du développement de l'influence et ensuite du développement du vagabondage et de la mendicité dans la communauté qui pourraient troubler l'ordre public et le bien-être en général;
 - c. du vagabondage et de la mendicité liés au retour des sans-abri et des mendiants qui ont été réhabilités et ont été réinstallés dans de nouvelles zones résidentielles ou ont été rendus à la communauté.
5. Les efforts répressifs sont organisés par une institution tant dans le but d'éliminer le vagabondage et la mendicité que pour prévenir leur propagation dans la communauté.
6. Les efforts de redressement qui sont organisés comprennent le parrainage, l'apport d'une formation et d'éducation, la capacité d'intégration dans de nouvelles zones résidentielles et de colonisation au travers de la transmigration aussi pour la société et la poursuite du développement de sorte que les sans-abri et les mendiants aient à nouveau la possibilité de vivre dans la dignité humaine décente en tant que citoyen de la République d'Indonésie.

CHAPITRE II

OBJECTIF, POUVOIR ET RESPONSABILITÉ

Article 2

Les mesures contre la mendicité et le vagabondage comprennent des efforts pour la prévention, la répression, la réadaptation visant à empêcher le vagabondage et la mendicité, à prévenir la propagation de l'influence à la suite de vagabondage et la mendicité dans la communauté, et à permettre aux sans abris et mendiants de devenir des membres de la communauté respectant l'estime de soi, ainsi que leur permettre de retrouver la capacité d'atteindre le niveau de vie, l'existence, et des moyens de subsistance décents, conformément à la dignité humaine.

Article 3

- (1) La politique dans le domaine de prévention des sans-abri et des mendiants est fixée par le ministre représentant le pouvoir discrétionnaire défini par le gouvernement.
- (2) En établissant la politique, le ministre est assisté par un organe de coordination, dont la composition, la mission et les pouvoirs sont réglementés par le décret présidentiel.

Article 4

- (1) Les Gouvernements locaux peuvent mener une politique spéciale en fonction des conditions locales, dans la mesure où les dispositions ne sont pas contraires à ce règlement du gouvernement.

(2) Les dispositions visées au paragraphe (1) sont mises en œuvre par la direction technique du ministre des Affaires sociales et les directives du ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE III

MESURES DE PREVENTION

Article 5

Des mesures préventives visant à éliminer les vagabonds et les mendiants de la société peuvent concerner à la fois des particuliers et des groupes communautaires favorisant l'apparition de sans-abri et de mendiants.

Article 6

Les mesures évoquées dans l'article 5 contiennent entre autres :

- a. le conseil et l'orientation sociale ;
- b. le coaching social ;
- c. L'assistance ou l'aide sociale;
- d. L'augmentation des possibilités d'emploi ;
- e. L'insertion locale ;
- f. L'amélioration de l'état de santé.

Article 7

Le respect des engagements visés à l'article 6 doit être administrée en outre par le ministre des Affaires sociales, le ministre de l'Intérieur et ministre du Travail et de la Transmigration, conjointement ou individuellement, conformément à leurs attributions respectives.

CHAPITRE IV

MESURES RÉPRESSIVES

Article 8

Les mesures répressives sont destinées à réduire et / ou éliminer les sans-abri et les mendiants ou visent les personnes ou groupes de personnes soupçonnés d'avoir pratiqué le vagabondage et la mendicité.

Article 9

Les mesures répressives évoquées à l'article 8 comprennent:

- a. les arrestations collectives [*razzia*] ;
- b. une incarcération pour les individus sélectionnés ;
- c. une orientation [vers un établissement adéquat]

Article 10

(1) Une intervention peut se faire à tout moment, soit par l'autorité compétente soit par un ordre officiel du ministre qui donnent pouvoir à une instance, dans un cadre délimité.

(2) Les interventions menées par les autorités compétentes donnent pouvoir à la police dont l'action est encadrée conjointement.

Article 11

Les vagabonds et les mendiants qui ont été exposés à des rafles sont rassemblés dans des lieux temporaires pour y être sélectionnés.

Article 12

La sélection évoquée dans l'article 11 vise à établir les qualifications des sans-abri et des mendiants comme base pour fixer les actions suivantes telles que :

- a. libération sous condition ;
- b. entrée dans un établissement social [*Panti sosial*] ;
- c. remise à une personne responsable, tuteur, ou retour dans sa ville natale ;
- d. transfert devant la Cour;
- e. prise en compte de l'état de santé.

Article 13

Dans le cas d'une personne sans-abri et / ou mendiant remise à un responsable (tuteur ou famille) ou renvoyé dans sa ville natale à la suite de la sélection et des décisions de justice, celle-ci peut bénéficier d'une aide sociale dont le montant est déterminé par le ministre.

CHAPITRE V MESURES DE RÉADAPTATION

Article 14

Les mesures de réadaptation pour les sans-abri et les mendiants comprennent les mesures d'accueil, la sélection, le parrainage, la réimplantation et le suivi, permettant à ces personnes de reprendre une fonction sociale, ils peuvent servir à nouveau en tant que citoyens.

Article 15

- (1) Les mesures de réadaptation évoquées dans l'article 14 sont effectuées par les institutions sociales.
- (2) La procédure pour la mise en œuvre des dispositions visées au paragraphe (1) doit être faite par le ministre en conformité avec la législation en vigueur.

Article 16

Les dispositions consacrées à la recherche / sélection de vagabonds et de mendiants sont assumées par les institutions sociales.

Article 17

La sélection évoquée dans l'article 16 vise à déterminer les critères que les services sociaux doivent fournir.

Article 18

Les mesures d'accompagnement visent à modifier le conditionnement mental des sans-abri et des mendiants afin de les amener à un état productif.

Article 19

En mettant en œuvre les engagements énoncés à l'article 18, les vagabonds et des mendiants doivent suivre les orientations, l'éducation et la formation à la fois physique, mentale et sociale visant à l'acquisition de compétences de travail en fonction de leurs talents et capacités.

Article 20

La procédure pour les mesures d'accompagnement telles que définies à l'article 18 et l'article 19 doit être en outre réglementée par le ministre.

Article 21

(1) Les dispositifs d'orientation sont destinés aux sans-abri et aux mendiants qui ont reçu des conseils, de l'éducation, des formations et des compétences professionnelles afin de les responsabiliser principalement dans les secteurs de production et de services, par les voies de la transmigration, de l'auto-emploi, et de l'implantation locale.

(2) la méthode d'implantation locale visée à l'alinéa (1) doit être réglementée par le ministre des Affaires sociales, le ministre de l'Intérieur ainsi que par le ministre du Travail et de la Transmigration, conjointement ou individuellement, conformément à leurs attributions respectives.

Article 22

Les mesures de suivi pour les sans-abri et les mendiants réimplantés visent à faire en sorte qu'ils ne deviennent pas à nouveau vagabonds et mendiants.

Article 23

Les mesures de suivi évoqués à l'article 22 sont entre autres effectuées par:

- a. la sensibilisation à l'auto-suffisance;
- b. le maintien, le renforcement et l'amélioration des capacités socio-économiques;
- c. la prise de conscience croissante de la vie sociale.

Article 24

La mise en œuvre des dispositifs de suivi tels qu'évoqués à l'article 22 et l'article 23 doit être en outre réglementé par le ministre.

CHAPITRE VI

PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Article 25

Les organisations sociales peuvent mettre en place des dispositifs de réadaptation des sans-abri et des mendiants de la communauté en établissant des institutions sociales.

Article 26

L'organisation sociale qui met en place les dispositifs de réhabilitation énoncés à l'article 25, doit s'inscrire et fournir des rapports réguliers au ministre des affaires sociales par l'intermédiaire des services sociaux locaux.

Article 27

Le ministre peut fournir une aide ou des subventions à des organisations sociales communautaires consacrées à la réhabilitation des sans-abri et des mendiants.

Article 28

Des ministres ou des fonctionnaires habilités par le ministre peuvent fournir des conseils et des orientations aux organisations de la société civile consacrées à la réhabilitation des sans-abri et des mendiants.

Article 29

Le suivi des dispositifs évoqués dans le présent chapitre est régi par le ministre.

CHAPITRE VII**DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET CONCLUSION****Article 30**

Toute la législation concernant les vagabonds et les mendiants qui existe déjà reste en vigueur tant qu'elle n'est pas contraire à ce règlement gouvernemental.

Article 31

Ce règlement entre en vigueur à la date de promulgation.

Afin que tout le monde le sache, la réglementation gouvernementale est publiée dans le Journal officiel de la République d'Indonésie.

Promulgué à Jakarta,

Le 10 Septembre 1980

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE,

Signé.

SOEHARTO

Promulgué à Jakarta,

Le 10 Septembre 1980

MINISTRE / SECRETAIRE D'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE,

Signé.

SUDHARMONO, SH.

Annexe 9

Extraits de la Constitution indonésienne de 1945,
accessible en ligne <http://mjp.univ-perp.fr/constit/id2002.htm>

CHAPITRE XA.

DROITS DE L'HOMME.

Article 28.

La liberté d'association et de réunion, le droit d'exprimer ses opinions par la parole, l'écriture ou d'autres moyens sont déterminés par la loi.

Article 28A.

Chacun a droit à la vie et le droit de défendre sa vie et son existence.

Article 28B.

1. Chacun a le droit de fonder une famille et de procréer sur la base du mariage légal.
2. Tout enfant a le droit de vivre, de grandir et de se développer et il a le droit d'être protégé contre la violence et la discrimination.

Article 28C.

1. Chacun a le droit de se développer lui-même par l'épanouissement de ses besoins fondamentaux, le droit à l'éducation, et de bénéficier de la science et la technologie, des arts et la culture, dans le but d'améliorer la qualité de sa vie et pour le bien-être de la race humaine.
2. Chacun a le droit de s'améliorer par le combat collectif pour ses droits à développer la société, la nation et l'État.

Article 28D.

1. Chacun a le droit de bénéficier de la protection et de la garantie d'une loi juste, connue et certaine, ainsi que de l'égalité de traitement devant la loi.
2. Chacun a le droit de travailler, de recevoir une rémunération juste et appropriée, et il a droit à l'égalité de traitement dans son travail.
3. Chacun a droit à l'égalité des chances pour la participation au gouvernement.
4. Chacun a droit à la citoyenneté.

CHAPITRE XIV.

ÉCONOMIE NATIONALE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL.

Article 33.

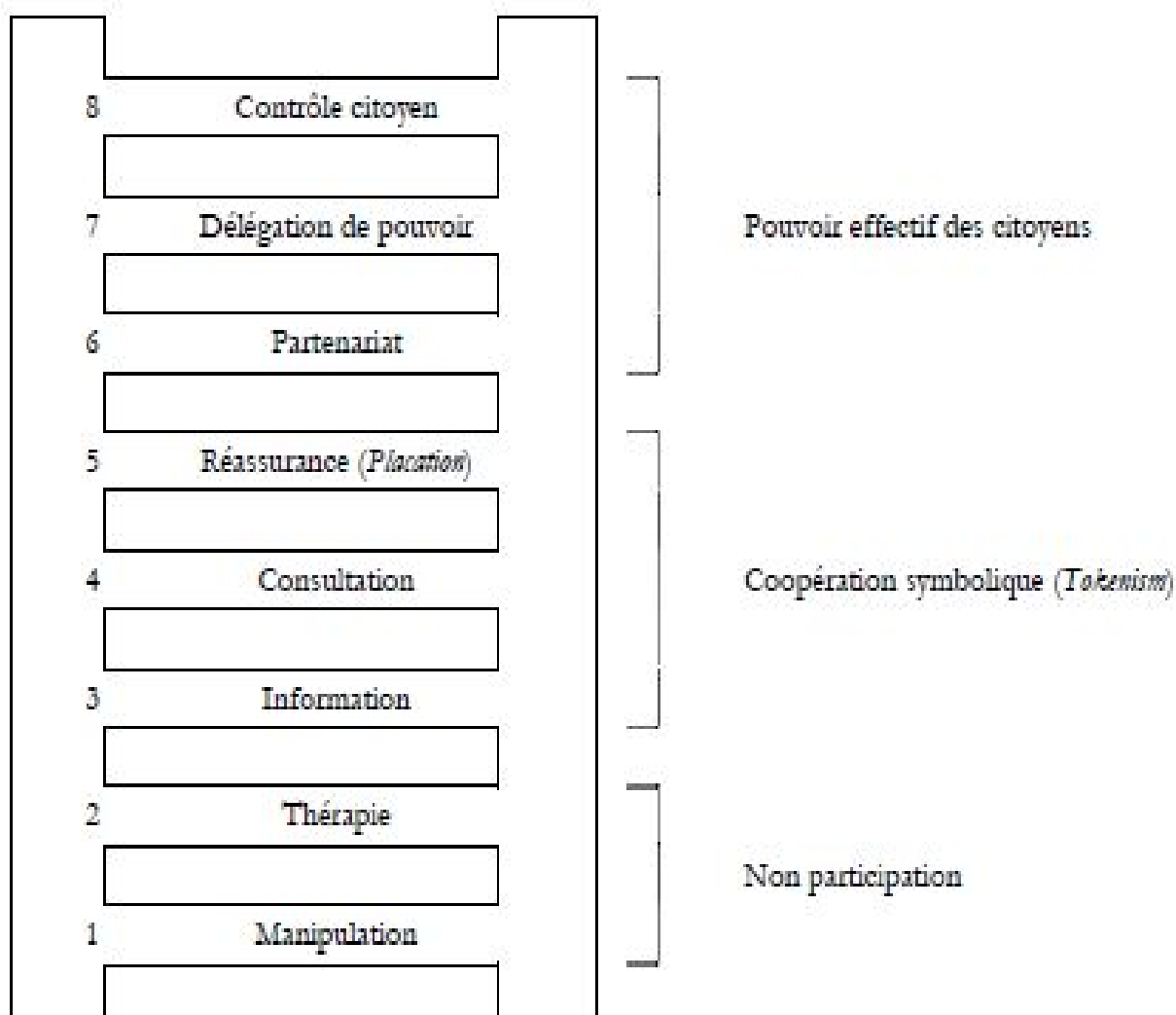
1. L'économie est organisée comme une entreprise commune, fondée sur le principe du système familial.
2. Les branches de production les plus importantes pour l'État et dont dépend largement le bien être du peuple doivent être contrôlées par l'État.
3. Le sol et les eaux ainsi que les ressources naturelles doivent être placés sous le contrôle de l'État et utilisés pour le bien-être maximum du peuple.
4. L'organisation de l'économie nationale doit être fondée sur la base de la démocratie économique, respecter les principes de solidarité, d'efficacité avec justice, continuité, respect de l'environnement, autosuffisance, et garder un équilibre dans le progrès et l'unité de l'économie nationale.
5. Les autres dispositions relatives à la mise en œuvre du présent article sont déterminées par la loi.

Article 34.

1. L'État prend en charge les pauvres et les enfants abandonnés.
2. L'État développe un système de sécurité sociale en faveur des inadaptés et des défavorisés au sein de la société, conformément à la dignité humaine.
3. L'État a l'obligation de pourvoir des services médicaux et publics suffisants.
4. Les autres dispositions relatives à la mise en œuvre du présent article sont déterminées par la loi.

Annexe 10

Les huit échelons de l'échelle de participation élaborée par Sherry Arstein, 1969



Annexe 11

Quelques contenus des Ordres du jour des associations de femmes

D'après Kurusawa (2009) et les observations menées sur le terrain

Transmission d'informations des gouvernements national et municipal (de Jakarta DKI)
aux gouvernements locaux

Enregistrements des inscriptions sur les listes électorales

Appel à formation pour la tenue des bureaux de vote des élections (préparation de l'élection du gouverneur de Jakarta DKI)

Distribution de riz pour les pauvres : Raskin

Prévention contre la dengue, annonce de démostification, ...

Appel pour l'implantation de stérilets comme mode de contraception

Appel pour des circoncisions collectives gratuites

Informations sur le programme de lutte contre la pauvreté PNPM

Rappel contre les interdits : usage de drogue chez les jeunes, locations de logements aux couples non-mariés

Enregistrement des enfants déscolarisés

Campagnes nationales pour la santé des femmes enceintes ou pour le suivi de la santé d'enfants de moins de cinq ans.

Remontées d'informations de la communauté

Maladies, décès, naissances, mariages

Annonce des quantités de *raskin* disponible et des systèmes éventuels de rotations mis en place

Rapports des dépenses

Rapport des activités du *posyandu*

Information des changements éventuels des organigrammes (membres des PKK, ...)

Rapport pour la recommandation de 5 ménages pauvres pour une aide (SKTM)

Discussions des problèmes locaux d'organisation et de la communauté

L'aide alimentaire doit elle être augmentée et privilégier les plus âgés et les pauvres ?

Organisation de l'affichage pour les élections du futur chef de quartier (RW)

Quel usage de l'argent restant disponible ?

Qui seront les bénéficiaires de la charité annuelle (liée au Ramadhan), la *zakat* ?

Références bibliographiques

Ouvrages généraux, articles, travaux de recherche

- ABEYASEKERE Susan, 1987, *Jakarta: A History*, Oxford, Oxford University Press, Singapore, 344 p.
- ADBOULAMIQ Simone, 2014, *Jakarta: Drawing the City Near*, Minneapolis / London, University of Minnesota Press, 320 p.
- AGIER Michel, 2009, *Esquisses d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 160 p.
- AGRAWAL Arun, GIBSON Clark, 1999, « Enchantment and Disenchantment: The Role of Community in Natural Resource Conservation », *World Development*, pp. 629-649.
- AGUILERA Thomas, 2015, *Gouverner les illégalismes urbains. Les politiques publiques face aux squats et aux bidonvilles dans les régions de Paris et de Madrid*, thèse de science politique, sous la dir. de Patrick Le Galès, Paris, Institut d'études politiques.
- ALKIRE Sabina, 1998, *Operationalizing Amartya Sen's Capability Approach to Human Development: A Framework for Identifying 'Valuable' Capabilities*, Economics, Oxford
- ALKIRE Sabina, 2002, *Valuing Freedoms: Sen's Capability Approach and Poverty Reduction*, Oxford, Oxford University Press, 340 p.
- ALLEN John, COCHRANE Allan, 2007, « Beyond territorial fix: Regional assemblages, politics and power », *Regional Studies*, 41 (9), pp. 1161-1175.
- AMIN Samir, 1973, *Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 365 p.
- ANDERSON Benedict, 1998, *The spectre of comparisons: nationalism, southeast Asia, and the world*, New York, Verso, 374 p.
- ARNSTEIN Sherry R., 1969, « A Ladder of Citizen Participation », *Journal of the American Planning Association*, vol.35, n° 4, pp. 216-224.
- ASPINALL Edward, FEALY Greg, 2003, *Local power and politics in Indonesia: Decentralization and democratization*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS), 296 p.
- AZAÏS Christian, STECK Jean-Fabien, 2010, « Éditorial "Les territoires de l'informel" », *Espaces et sociétés*, n° 143, pp. 7-12.
- BACHIR DIAGNE Souleymane, KIMMERLE Heinz, 1998, *Temps et développement dans la pensée de L'Afrique subsaharienne*, Rodopi Bv Éditions, 327 p.
- BACKOUCHE Isabelle, RIPOLL Fabrice, TISSOT Sylvie VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2011, *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », 358 p.
- BADAN PUSAT STATISTIC, 2011, *Jakarta in figures*, Jakarta, Bureau des statistiques de la Province de Jakarta DKI, 544 p.

- BAKKER Karren, 2003, « Gouvernance urbaine et service de l'eau : la participation du secteur privé à Jakarta (Indonésie) », in G. Schneier-Madaneset B. de Gouvello(dir.), *Eaux et réseaux, les défis de la mondialisation*, Paris, IHEAL, pp. 165-198.
- BAKKER Karren, 2007, « Trickle-down? Private sector participation and the pro-poor water supply debate in Jakarta, Indonesia », *Geoforum*, vol. 38, n° 5, pp. 855-868.
- BAKKER Karren, 2010, *Privatizing water: Governance Failure and the World's Urban Water Crisis*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 320 p.
- BAKKER Karren, KOOY Michelle, SHOFIANI NurEndah, MARTIJN Ernst-Jan, 2006, « Disconnected: Poverty, Water Supply and Development in Jakarta, Indonesia », *Human Development Report Office occasional paper*, 71 p., http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2006/papers/Bakker_et_al1.pdf
- BALAN Hélène, 2014, « L'institutionnalisation des marchés informels à Paris : une situation d'entre-deux dans le gouvernement des espaces publics », *Carnets de géographes*, n°7, 20 p.
- BANQUE MONDIALE, 1990, *Rapport sur le développement dans le monde 1990 : La pauvreté*, Washington, Banque mondiale, 304 p., <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2009/06/11553338/world-development-report-1990-poverty-rapport-sur-le-developpement-dans-le-monde-1990-la-pauvrete>
- BARLEY Nigel, 1988, *L'anthropologie n'est pas un sport dangereux*, Paris, Éditions Payot, 288 p.
- BARRAL Stéphanie, 2012, *Le nouvel esprit du capitalisme agraire. Les formes de l'autonomie ouvrière dans les plantations de palmier à huile en Indonésie*, thèse de sociologie, sous la dir. de Serge Paugam et Romain Bourgeois, EHESS, 480 p., disponible sur https://agritrop-prod.cirad.fr/567487/1/document_567487.pdf
- BARTHE Francine, HANCOCK Claire, 2005, « Le genre. Constructions spatiales et culturelles », *Géographie et cultures*, n° 54, L'Harmattan, 146 p.
- BARTOLI Henri, 1981, « Le phénomène de la pauvreté dans l'économie marchande », *Problèmes économiques*, n° 1 706, janvier, pp. 15-23.
- BAUDELLE Guy, 2006, « La géographie sociale et la cohésion territoriale : une question d'échelles », in Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 89-97.
- BAYAT Asef, 1997, « Un-civil Society: The politics of the "informal people" », *Third World Quarterly*, vol. 18 (1), pp. 53-72.
- BAYAT Asef, 2000a, « From "Dangerous Classes" to "Quiet Rebels": Politics of the Urban Subaltern in the Global South », *International Sociology*, n° 15 (3), pp. 533-557.
- BAYAT Asef, 2000b, « Social Movements, Activism and Social Development in the Middle East », United Nations Research Institute for Social Development, *working paper*, Genève, 35 p.
- BAYAT Asef, 2010, *Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Amsterdam, Amsterdam University Press, p. 318.

- BAYAT Asef, 2013, « The Quiet Encroachment of the Ordinary », *Chronic*, [en ligne], <http://chimurengachronic.co.za/quiet-encroachment-of-the-ordinary-2/>
- BÉAL Vincent, 2010, « Does neoliberalism matter? Apports et limites d'une notion montante des *urban studies* dans la science politique française », Working paper du programme *Villes et territoires*, 2010/1, Paris, Sciences Po, p. 21.
- BENNAFLA Karine, 2014a, « État et illégalisme : quelle géographie ? Une approche par les flux marchands depuis l'Afrique et le Moyen-Orient », *Annales de géographie*, n° 700, pp. 1338-1358.
- BENNAFLA Karine, 2014b, « Le commerce transnational "informel", vecteur d'une nouvelle hiérarchie de lieux dans les pays pauvres ou intermédiaires. L'exemple de la périphérie urbaine de Salé (Maroc) », *Les Cahiers de l'EMAM*, [en ligne], n° 26.
- BENSON Charlotte, TWIGG John, 2007, *Tools for mainstreaming disaster risk reduction: Guidance notes for development organizations*, Genève, Prevention Consortium, 184 p.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle et DEBOULET Agnès (dir.), *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe! : penser, faire et transformer la ville*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2000, 406 p.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, 2009, « Les notions de citoyenneté et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe », *Les Cahiers d'EMAM*, n° 18, pp. 9-20.
- BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, DEBOULET Agnès, ROULLEAU-BERGER Laurence (dir.), 2007, *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 325 p.
- BERTRAND Romain, 2007, « L'Indonésie noie ses pauvres. Pouvoir municipal, groupes criminels et rumeurs populaires à Djakarta », *Savoir/Agir*, n° 1, pp. 121-126.
- BERTRAND Romain, 2007, « Réformisme colonial et combinatoire impériale européenne. La "Politique coloniale éthique" des Pays-Bas à Java (1901-1926) », *Vingtième siècle*, n° 93, p. 115-138.
- BERTRAND Romain, 2007, « Faire parler les subalternes ou le mythe du dévoilement », in Marie-Claude Smouts (dir.), *La situation postcoloniale*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 276-284.
- BERTRAND Romain, 2008a, « Histoires d'empires. Les "continuités du colonial" au prisme de l'histoire impériale comparée », in Pierre Robert Baduel (dir.), *Chantiers et défis de la recherche sur le Maghreb contemporain*, Paris, Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain, pp. 537-562.
- BERTRAND Romain, 2008b, « Les "guerres du vice" du gouverneur Sutiyoso. Entreprises criminelles, milices islamistes et pouvoir politique à Djakarta », in Jean-Louis Briquet et Gilles Favarel (dir.), *Milieus criminels et pouvoir politique*, Paris, Karthala, pp. 84-103.
- BERTRAND Romain, 2008c, « Du legs lusitanien au discours indigéniste. Éléments d'histoire et de sociologie politiques de la revendication d'autochtone des Betawi de Djakarta », *Lusotopie*, Brill Academic Publishers, 15 (2), pp. 175-196.

- BERTRAND Romain, 2013, « Histoire globale, histoires connectées : un “tournant”historiographique ? », in Alain Caillé et Stéphane Dufoix (dir.), *Le tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, pp. 44-66.
- BESSIS Sophie, 2001, *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, La Découverte, Paris, 350 p.
- BIERSCHENK Thomas, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1994, « ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques... », *Bulletin de l'APAD*, [en ligne], n° 7, <http://apad.revues.org/2173>
- BLEEKER Pieter, 1912, « Mortaliteit Batavia », *GeneeskundigeTijdschriftvoorNederlandsch-Indie*, vol. 52, p. 298.
- BLIDON Marianne, 2009, « La géographie des sexualités ou l'impossible terrain ? », actes du colloque international : *à travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie*, Arras.
- BLOT Julie, 2013, *Les déguerpissements à Phnom Penh, déplacements forcés et relocalisations contraintes de citoyens pauvres*, thèse de géographie, Université Paris-Sorbonne.
- BLOT Julie, SPIRE Amandine, 2014, « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citoyennes dans les villes du Sud », *L'Espace Politique*, n° 22, mars 2014.
- BLUNDO Giorgio et J.-P. OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre (dir.), *État et corruption en Afrique. Une anthropologie comparative des relations entre fonctionnaires et usagers (Bénin, Niger, Sénégal)*, Paris, Karthala, 2007, 374 p.
- BLUSSE Leonard, 1981, « Batavia, 1619-1740: The rise and fall of a Chinese colonial town », *Journal of Southeast Asian Studies*, n° 12, pp. 159-178.
- BOEKE Julius H., 1935 (1953) *Economics and economic policy of dual societies as exemplified by Indonesia*, New York, International Secretariat, Institute of Pacific Relations, 324 p.
- BOINO Paul, 2009, « Les métropoles entre régulation territoriale et régulation politique », *Intercommunalité : politique et territoire*, Paris, La Documentation, p. 12.
- BOLTVINIK Julio, HERNÁNDEZ Laos E., 1999, « Conceptos y Medidas de Pobreza. Pobreza y Distribución del Ingreso en México », México, Siglo XXI Editores, p. 30-80.
- BONNEFF Marcel (dir.), 1994, *L'Indonésie contemporaine, un choix d'article de la revue Prisma*, Paris, Éditions L'Harmattan, 287 p.
- BONNEMAISON Joël, LANGLET-QUACH Tam, DURAND-DASTES François, DOLLFUS Olivier, SAUTTER Gilles, DOUMENGE Jean Pierre, DURAND-LASSERVE Alain, 1984, « Géographie tropicale et géographie du Tiers Monde », *L'Espace géographique*, t.13, n° 4, pp. 338-352.
- BONVELET Catherine, BRUN Jacques, 2002, « Approches quantitatives ou qualitatives de la mobilité résidentielle : éléments de bilan et perspectives », *Espace, populations, sociétés*, vol. 20, n° 1-2, pp. 63-72.
- BOOTH Anne (ed.), 1992, *The oil boom and after: Indonesian economic policy and performance in the Soeharto Era*, Singapour, Oxford University Press, 448 p.

- BOOTH Anne, 1998, *The Indonesian economy in the Nineteenth and Twentieth Centuries: A history of missed opportunities*, London, MacMillan Press Ltd., 400 p.
- BOOTH Anne, 2000, « The Impact of the Indonesian Crisis on Welfare: What Do We Know Two Years On? », in C. Manning and P. Van Diermen (eds.), *Indonesia in Transition: Social Aspects of Reformasi and Crisis*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, pp. 145-162.
- BOOTH Anne, 2007, *Colonial legacies: Economic and social development in East and Southeast Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, 256 p.
- BOUILLON Florence, 2007, « Les compétences précaires en question. Réflexions à partir des squats marseillais », in Isabelle Berry-Chikhaoui, Agnès Deboulet, Laurence Roulleau-Berger (dir.), *Villes internationales. Entre tensions et réactions des habitants*, La Découverte, coll. « Recherches », pp. 189-206.
- BOUILLON Florence, 2011, *Le squat : problème social ou lieu d'émancipation ?*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, coll. « La rue ? Parlons-en ! », 95 p.
- BOUILLON Florence, CHOPLIN Armelle, SCHMOLL Camille, ZENEIDI Djemila, 2015, « "Gérer les indésirables" : dispositifs de mise à l'écart et tactiques de résistance », in A. Clerval et al., *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », pp. 269-271.
- BOUILLON Florence, FRESIA Marion, TALLIO Virginie (dir.) 2006, *Terrains sensibles. Expériences actuelles de l'anthropologie*, Paris, EHESS, coll. « Dossiers africains », 208 p.
- BOURDIEU Pierre (dir.), 1993, *La misère du monde*, Paris, Seuil, coll. « Point Essais », 1462 p.
- BOURDIEU Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Les Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 480 p.
- BOURDIEU Pierre, 1982, *Ce que parler veut dire, L'économie des échanges linguistiques*, Fayard, 113 p.
- BOURGUIGNON François SUNDBERG Mark 2006, « Constraints to Achieving the MDGs with Scaled-Up Aid », Working Papers 15, United Nations, Department of Economics and Social Affairs, 26 p., http://www.un.org/esa/desa/papers/2006/wp15_2006.pdf
- BOWD Gavin, CLAYTON Daniel, 2003, « Fieldwork and tropicality in French Indochina: reflections on Pierre Gourou's *Les Paysans du delta tonkinois*, 1936 », *Journal of Tropical Geography*, 24 (2), *Singapour*, p. 147-168.
- BOWD Gavin, CLAYTON Daniel, 2005, « Tropicality, Orientalism and French Colonialism in Indo-China: The Work of Pierre Gourou, 1927-1982 », *French Historical Studies*, 38 p.
- BRENNER Neil, 1999, « Globalization as Reterritorialization: The Re-scaling of Urban Governance in the European Union », *Urban Studies*, mars 1999, vol. 36 n° 3, pp. 431-451.
- BRENNER Neil, 2004, *New States Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 351 p.
- BRENNER Neil, THEODORE Nikolas (eds.), 2002, *Spaces of Neoliberalism. Urban Restructuring in North America and Western Europe*, Oxford, Blackwell.

- BRENNER Neil, THEODORE Nikolas, 2002, « Cities and the Geographies of “Actually Existing Neoliberalism” », *Antipode*, n° 34, pp. 349-379.
- BRENNER Neil, THEODORE Nikolas, 2007, « Neoliberalism and the Regulation of ‘Environment’ », in N. Heynen, J. McCarthy, S. Prudham, P. Robbins (eds.), *Neoliberal Environments: False Promises and Unnatural Consequences*, New-York, Guilford.
- BRENNETOT Arnaud, 2010, « Pour une géo éthique. Éléments d'analyse des conceptions de la justice spatiale », *L'Espace géographique*, vol. 39, n° 1, pp. 75-88.
- BRENNETOT Arnaud, 2011, « Les géographes et la justice spatiale : généalogie d'une relation compliquée », *Annales de géographie*, vol. 2, n° 678, pp. 115-134.
- BRET Bernard, 2000, *Justice et territoire, essai d'interprétation du Nordeste du Brésil*, 2 vol., thèse d'État, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 683 p.
- BRET Bernard, 2004, « Le Sud », notice de définition de l'encyclopédie en ligne *Hypergéo*.
- BRET Bernard, 2006, *Le Tiers-Monde, croissance, développement, inégalités*, 3^e éd. révisée et actualisée, Ellipses, 222 p.
- BRET Bernard, GERVAIS-LAMBONY Philippe, HANCOCK Claire, LANDY Frédéric (dir.), 2010, *Justice et injustices spatiales*, Presses universitaires de Paris Ouest, coll. « Sciences humaines et sociales », 315 p.
- BRUNEAU Michel, 2010, « Mobilités, migrations et pauvreté en Asie du Sud-Est », in Stephan LAGRÉE, Jean Pierre CLING, Mireille RAZAFINDRAKOTO, François ROUBAUD, *Stratégie de réduction de la pauvreté : approches méthodologiques et transversales*, Université d'été en Sciences sociale 2009, actes de colloque publiés des *Journées de Tam Da*, <http://www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/downloads/2010/08/Tam-Dao-2009-FR-SP5-Bruneau.pdf>
- BRUNEAU Michel, 2003, « Les géographes français et la tropicalité, à propos de l'Asie des moussons », *L'espace géographique*, pp. 193-207.
- BRUNET Roger, FERRAS Robert, THÉRY Hervé, 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris, Reclus / La Documentation Française, 470 p.
- BRUSLÉ Tristan, 2014, « Loger pour exclure. Le camp de travailleurs, dispositif central d'un système de domination des migrants à bas revenus dans le Golfe arabe (exemples au Qatar) », in A. Clerval et al., *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 273-283.
- BUDI KURNIAWAN Eko, 2011, *Regional disparities and the role of metropolitan regions in Indonesia : a new core-periphery model ?*, thèse de géographie, Université Paris-Ouest Nanterre La Défense, 266 p.
- BUDIARTO Luki, 2003, « Dwellers and strangers: Socio-cultural entity, space-use, and spatial configuration in kampung settlements of Jakarta, Indonesia », *Proceedings, 4th International Space Syntax Symposium London*.
- BUDIARTO Luki, 2005, « Magersari: the spatial-culture of kampung settlements as an urban strategy in Indonesian cities and urban housing », *XXXIII IAHS World Congress on*

- Housing Transforming Housing Environments through Design*, September 27-30, 2005, Pretoria, South Africa.
- BUDIARTO Luki, 2007, « Senses of place: understanding urban location as an organization of places », *Proceedings*, 6th International Space Syntax Symposium, İstanbul, <http://www.spacesyntaxistanbul.itu.edu.tr/papers%5Clongpapers%5C051%20-%20Budiarto.pdf>
- BUNNELL Tim, 2002, « State, Society and Information Technology in Asia », *Alterity between Online and Offline Politics*, p. 294.
- BUNNELL Tim, MILLER Michelle Ann 2011, « Jakarta in Post-Suharto Indonesia: Decentralization, Neoliberalism and Global City Aspiration », *Space and Polity*, n°15(1), pp. 35-48.
- BUNNELL Tim, MILLER Michelle Ann, 2012, « Introduction: Asian Cities in an Era of Decentralisation », *Space and Polity*, vol. 16, n° 1, Abingdon, Routledge, pp. 1-6.
- CALBÉRAC Yann, 2011, « Le terrain des géographes est-il un terrain géographique ? Le terrain d'un épistémologue », *Carnets de géographes*, n° 2, 6 p.
- CARRÉ Marie Noëlle, 2013, *Gouverner la métropole par les déchets : Service urbain, action publique territoriale et écologie urbaine à Buenos Aires*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle.
- CASTEL Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, 813 p.
- CASTELLS Manuel, 1973, *Luttes urbains et pouvoir politique*, Paris, Maspéro, 131 p.
- CASTELLS Manuel, 1983, *The City and the grassroots. A Cross-cultural theory or urban social movements*, Londres, Edward Arnold, 450 p.
- CASTELS Lance, 1967, « The ethnic profile of Djakarta », *Indonesia*, vol.3, pp. 153-204.
- CASTRO Vivian, 2011, « Un PPP particulier : la société d'économie mixte ou "empresamixta" », in Aymeric BLANC et SarahBOTTON, *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Perceptions croisées et dynamique des réflexions*, publications AFD, France, p. 271-286.
- CAYRAC-BLANCHARD Françoise, LECLERC Jacques, 1989, « Inventions de l'Indonésie », *Revue française de science politique*, 39^e année, n° 6, pp. 852-866.
- CERNEA Micheal, 1995, « Understanding and preventing impoverishment from displacement : reflections and the state of knowledge », in C. McDowell, *Understanding displacement*, Oxford, Berghahn publisher, pp. 13-32.
- CERNEA Micheal, 1998, « La sociologie des déplacements forcés: un modèle théorique », *Autrepart*, n° 5 « Communautés déracinées dans les pays du Sud », pp. 11-28.
- CERTEAU (de) Michel, 1990, *L'invention du quotidien. Arts de faire*, Paris, Folio, coll. « Essais », 357 p.
- CERTEAU (de) Michel, GIARD Luce et MAYOL Pierre, 1994 [1980], *L'invention du quotidien. 1 Arts de Faire*, Paris, Gallimard, vol. 1/2, 349 p.
- CERTEAU(de) DE Michel, GIARD Luce et MAYOL Pierre, 1994 [1980], *L'invention du quotidien. 2 Habiter, cuisiner*, Paris, Gallimard, vol. 2/2, 415 p.

- CHABROL Marie, 2011, *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, thèse de doctorat en géographie sous la dir de Françoise Dureau, Université de Poitiers.
- CHANDOKE, Neera, 1991, « The post-colonial city », *Economic and Political Weekly*, vol. 26, n° 50, pp. 2868-73.
- CHIVALLON Christine, 2001, « Les géographies féministes. Un plaidoyer convaincant pour la constitution de connaissances "situées" », J.-F. Staszak(dir.), *Géographies anglo-saxonnes : tendances contemporaines*, Paris, Belin, 313 p., pp. 57-63.
- CHOAY Françoise, 1999, « De la ville à l'urbain », *Urbanisme*, n° 309, pp. 6-9.
- CHOAY Françoise, 2006, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », in F. Choay, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, pp. 165-198.
- CHOPLIN Armelle, 2012, « Désoccidentaliser la pensée urbaine », *Métropolitiques*, 4 p.
- CHOPLIN Armelle, 2014, « Les "Sans fiche sans photo" : « Déplacements forcés et (non) mobilisation citoyenne à Nouakchott (Mauritanie) », *L'Espace politique*, [en ligne], n° 22.
- CHOPLIN Armelle, 2014, Présentation de l'article « Les villes ordinaires de Jennifer Robinson », in C. Gintrac, M. Giroud, *Villes contestées, pour une géographie critique de l'urbain*, Les Prairies ordinaires, 2014, p. 27-34.
- CLAVAL Paul, 1981, *La logique des villes! : Essai d'urbanologie*, Paris, LITEC, coll. « Géographie économique et sociale », 633 p.
- CLAVAL Paul, STASZAK Jean François 2008, « Où en est la géographie culturelle ? », *Annales de Géographie*, pp. 3-7.
- CLERVAL Anne, FLEURY Antoine, REBOTIER Julien, WEBER Serge, 2015, *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Géographie sociale », 400 p.
- CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, (eds), 2003, *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, Paris, Economica.
- COCHRANE Allan, 2008, *Understanding urban policy. A critical approach*, Londres, Blackwell.
- COLLIGNON Béatrice, 2001, « La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle », in J.-F. Staszak (dir.), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, pp. 131-138.
- COLLIGNON Béatrice, 2008, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *EchoGéo*, [en ligne], n° 1, 8 p., <http://echogeo.revues.org/2089>
- COLLIGNON Béatrice, 2010, « L'éthique et le terrain », *L'information Géographique*, n° 74, pp. 63-84.
- COLOMBIJN Freek, 2013, « Under construction: the politics of urban space and housing during the decolonization of Indonesia 1930-1960 », Leiden, KITLV Press, 480 p.
- COPANS Jean, JAMIN Jean, 1978, *Aux origines de l'anthropologie française, les mémoires de la Société des observateurs de l'Homme en l'an VIII*, Paris, Éditions Jean Michel Place, 213 p.

- COURGEAU Daniel, LELIEVRE Éva, 1996, « Changement de paradigme en démographie », *Population*, n° 3, p. 645-654
- COWHERD Robert, 2002, *Cultural construction of Jakarta: Design, planning, and development in Jabotabek, 1980-1997*, PhD dissertation, Department of Architecture, MIT, 335 p.
- CRANE Randall, 1994, « Water Markets, Market Reform and the Urban Poor: Results from Jakarta, Indonesia », *World development*, vol.22 (1), p. 71-83.
- CRENSHAW Kimberlé Williams, 2005, « Cartographie des marges : Intersectionnalité, politiques de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Les Cahiers du genre*, n° 39, pp. 51-82, http://sociologiecuf.files.wordpress.com/2012/02/crenshawpages51_59.pdf
- CRENSHAW Kimberlé-Williams, 1991, « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, vol. 43, n° 6, pp. 1241-1299.
- CRESSON Geneviève, GADREY Nicole, 2004, « Entre famille et métier : le travail du *care* », *Nouvelles questions féministes*, vol. 23, pp. 26-41.
- CROTEAU Martin, 2011, « Les études urbaines en Asie du Sud-est », dossier du site *Villes Régions Monde*, http://www.vrm.ca/Cap_Asie_Sud_Est.asp
- CYBRIWSKY Roman, FORD Lester Randolph, 2001, « City Profile Jakarta », *Cities*, vol.18, n° 3, pp. 199-210.
- DANIELS Timothy P., 2013, *Performance, Popular Culture and Piety in Muslim Southeast Asia*, Palgrave Macmillan, 240 p.
- DAVEZIES Laurent, 2004, « Temps de la production et temps de la consommation : les nouveaux aménageurs du territoire ? », *Futuribles*, n° 295.
- DAVEZIES Laurent, 2015, *Le nouvel égoïsme territorial, Le grand malaise des nations*, Seuil / La République des idées, 112 p.
- DAVIDSON Jamie Seth, 2015, *Indonesia's changing Politic Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 292 p.
- DAVIS Mike, 2004, « Planet of slums: urban involution and the informal proletariat », *New Left Review*, n° 26, pp. 5-34 et p.13.
- De HANN Frederik, 1922, *Oud Batavia*, 2 vols, Batavia, Kolff, 861 p.
- De SOTO, Hernando, 1994, *L'autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers-Monde*, Paris, La Découverte, 244 p.
- DEBOULET Agnès, 1994, *Vers un urbanisme d'émanation populaire. Compétences et réalisations des citoyens. L'exemple du Caire*, thèse de doctorat en Urbanisme, sous la dir. de J.-P. Frey, Institut d'Urbanisme de Paris, Université Paris XII Val-de-Marne, 729 p.
- DEBOULET Agnès, 1996, « Devenir citoyen ou partir à la conquête des droits urbains élémentaires : exemples tirés de faubourgs récents au Caire », in M. Lussault, P. Signoles (dir.), *La citoyenneté en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13, pp. 141-157.

- DEBOULET Agnès, 2004, « Quand le global fait mal : le périphérique du Caire », *Urbanisme*, n° 336, pp. 37-38.
- DEBOULET Agnès, 2008, *Reconstructions urbaines et construction des compétences. Vulnérabilités et implications des citoyens dans les villes internationales*, HDR de Sociologie, Université Louis-Lumière, Lyon II, 316 p.
- DEBOULET Agnès, 2009, « The Dictatorship of the Straight Line and the Myth of Social Disorder Revisiting Informality in Cairo », D. Singerman (dir.), *Cairo Contested: Governance, Urban Space, and Global Modernity*, Le Caire., pp. 163-198.
- DEBOULET Agnès, FAWAZ Mona, 2004, « Entre reconstruction et dé-construction, la négociation locale des projets à Beyrouth », *Urbanisme*, n° 336, pp. 34-36.
- DEJEAN Frédéric, (dir.), 2010, « Les enseignements de l'“urbanisme multiculturel” : vers une reconnaissance spatiale des cultes minoritaires », *Géographie et cultures*, n° 74, p. 79-95.
- Di MÉO Guy, 2000, « Que voulons-nous dire quand nous parlons d'espace ? », in J. Lévy, M. Lussault (dir.), *Logiques de l'espace*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », pp. 37-48.
- DICK Howard. W., RIMMER Peter James, 1998, « “Beyond the third world city”: the new urban geography of South-east Asia », *Urban Studies*, n° 35, pp. 2303-21.
- DIETRICH Judicaëlle, 2012, « Critique du terrain ou terrain critique : de la construction d'un positionnement éthique de recherche dans l'altérité », *Carnets de Géographes*, n° 5, rubrique « Carnets de terrain ».
- DIETRICH Judicaëlle, (à paraître), « Contestation ou négociation dans la métropole de Jakarta ? Une Étude des quartiers de Budidharma et Bintara », dossier thématique « La ville inégalitaire, espaces contestés, gouvernances en tensions », *Cybergéo*.
- DIETRICH Judicaëlle, 2013, « Justice ou injustice spatiale : Politiques urbaines et inégalités », *Urbia*, Hors-Série n° 1, « Urbanisme et aménagement des territoires – un aperçu de la jeune recherche francophone ».
- DIETRICH Judicaëlle, 2014, « Néolibéralisation des politiques de traitement de la pauvreté à Jakarta : des inégalités aux injustices », *Justice spatiale, spatial justice*, n° 6 « Villes, néolibéralisation et Justice spatiale » dirigé par Marianne Morange et Sylvie Fol.
- DIETRICH Judicaëlle, 2015, « Le traitement de la pauvreté au prisme des rapports sociaux de domination à Jakarta », in A. Clervaut *al.*, *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 297-307.
- DORIER-APPRILL Élisabeth et GERVAIS-LAMBONY Philippe (dir.), 2007, *Vies citadines*, Paris, Belin, 267 p.
- DORLÉANS Bernard, 1976, *Étude géographique de trois kampung à Djakarta*, Paris, Département de géographie de l'Université de Paris-Sorbonne, 126 p.
- DORLÉANS Bernard, 1993, « Problèmes d'aménagement urbain et spéculation foncière à Jakarta », *Archipel*, vol. 46 « L'Indonésie et son nouvel ordre », pp. 219-241.
- DORLIN Elsa, 2009, *La matrice de la race, Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation française*, Paris, La Découverte, coll. « Poche », 306 p.

- DROZDZ Martine, 2014, « Inégalités spatiales, politiques urbaines « néolibérales » et géographies de l'injustice à Londres », *Justice spatiale, spatial justice*, n° 6 « Villes, néolibéralisation et justice spatiale » dirigé par Marianne Morange et Sylvie Fol.
- DROZDZ Martine, 2014, « L'urbanisation néolibérale : une approche régulationniste », in C. Gintrac et M. Giroud, *Villes contestées*, Les Prairies ordinaires, pp. 135-143.
- DUBET François, 1995, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 271 p.
- DUBRESSON Alain, JAGLIN Sylvie, 2011, « Le cap ou l'épuisement d'une transition négociée », in D. Lorrain, *Métropoles XXL en pays émergents*, Paris, Presses de Sciences Po, 410 p.
- DUBRESSON Alain, 1989, *Villes et industries en Côte d'Ivoire : Pour une géographie de l'accumulation urbaine*, Paris, Karthala, 847 p.
- DUBUCS Hadrien, 2009, *Habiter une ville lointaine. Le cas des migrants japonais à Paris*, thèse de doctorat en géographie sous la dir. de Françoise Dureau, Université de Poitiers.
- DUPONT Véronique, 2007, « La place des slums », *Revue Urbanisme* [Dossier : Villes Indiennes], n° 355, pp. 51-56.
- DUPONT Véronique, 2008, « Slum demolition in Delhi since the 1990s: An appraisal », *Economic and Political Weekly*, Mumbai, vol. 43, n° 28, pp. 79-87.
- DUPONT Véronique, 2011, « The dream of Delhi as a global city », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 35(3), pp. 533-554.
- DUPONT Véronique, RAMANATHAN Usha, 2007, « Du traitement des slums à Delhi », V. Dupont, D.G. Heuze (dir.), *La ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*, Purushartha n° 26, Paris, EHESS, p. 91-131.
- DURAND LASSERVE Alain, TRIBILLON Jean-François, 1990, « La production foncière et immobilière dans les villes des pays en développement », in *La rente foncière, approches théoriques et empiriques*, ADEF, pp. 25-44.
- DURAND-LASSERVE Alain, TRIBILLON Jean François, 2001, « La loi ou la ville ? », *Urbanisme*, n° 318, pp. 72-77.
- EDENSOR Tim, JAYNE Mark, (dir.), 2011, *Urban Theory beyond the West: A World of Cities*, Londres/New York, Routledge, 382 p.
- EGGINK, E.J., 1930, *Na 25 Jaar. Beknopt Gedenkschriftter Gelengenheid van het 25-jarige bestaan der Gemeente Batavia*, Indonesische Drukkerij, 37 p.
- ERNAUX Annie, 1983, *La place*, Paris, Gallimard, coll. « Blanche », 120 p.
- EVERS Hans Dieter, SCHIEL Tilman, 1988, *Strategische Gruppen*, Berlin, Reimer.
- FAINSTEIN Susan S., 2009, « Justice spatiale et aménagement urbain », *Justice spatiale Spatial justice*, n° 1, pp. 68-90.
- FALQUET Jules, LADA Emmanuelle, RABAUD Aude, 2006, « "Introduction". Ré-articulation des rapports sociaux de sexe, classe et "race". Repères historiques et contemporains », *Cahiers du CEDREF*, Paris, Université Paris-Diderot, pp. 7-29.
- FARET Laurent, 2003, *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, Paris, CNRS Éditions, 2003, 351 p.

- FASSIN Didier, 1996, *L'espace politique de la santé, Essai de généalogie*, Paris, PUF, 323 p.
- FASSIN Didier, BENSAN Alban (dir.), 2008, *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, La Découverte, coll. « Recherches », 331 p.
- FAUVEAUD Gabriel, 2013, *Produire la ville en Asie du Sud-Est. Les stratégies socio-spatiales des acteurs immobiliers à Phnom Penh, Cambodge*, thèse de doctorat de géographie sous la dir. de Thierry Sanjuan, Université Panthéon-Sorbonne.
- FAWAZ Mona, 2008, « An Unusual Clique of City-Makers: Social Networks in the Production of a Neighborhood in Beirut (1950-75) », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.32(3), pp. 565-85.
- FEALY Gregory, ASPINALL Edward, 2003, *Local Power and Politics in Indonesia: Decentralization and Democratization*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS), 296 p.
- FIJALKOW Yankel, 2013 « Crises et mal-logement : réflexions sur la notion de "vulnérabilité résidentielle" », *Politiques sociales et familiales*, n° 114, pp. 31-38.
- FIRMAN Tommy, 1999, « From Global City to "City of Crisis": Jakarta Metropolitan Region under economic turmoil », *Habitat International*, vol.23-4, pp. 447-466.
- FIRMAN Tommy, 2003, « Potential impacts of Indonesia's fiscal decentralization reform on urban and regional development: Towards a new pattern of spatial disparity », *Space and polity*, 7(3), pp. 247-271.
- FIRMAN Tommy, 2009, « The continuity and change in mega-urbanization in Indonesia: A survey of Jakarta-Bandung Region (JBR) development », *Habitat International*, vol. 33(4), pp. 327-339.
- FISCHER Nicolas, SPIRE Alexis, 2009, « L'État face aux illégalismes », *Politix*, n° 87, pp. 7-20.
- FLEURY Antoine, HOUSSAY-HOLZSCHUCH Myriam, 2012, « Pour une géographie sociale des pays émergents », *EchoGéo* [en ligne], n° 21, <http://echogeo.revues.org/13167>
- FLORIN Bénédict, TROIN Florence, SEMMOUD Nora, LEGROS Olivier, 2014, *Marges urbaines et néolibéralisme en Méditerranée*, Presses universitaires François Rabelais (PUFR), coll. « Perspectives Villes et Territoires », 288 p.
- FLORIN Bénédicte, 2010, « Réforme de la gestion des déchets et reconfigurations des territoires professionnels des chiffonniers du Caire », *Géocarrefour*, vol. 85(2), pp.109-118.
- FORBES Dean, 1997, « Metropolis and megaurban region in Pacific Asia », *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, n° 88, pp. 457-68.
- FORESTER John, 1999, *The Deliberative Practitioner*, Cambridge (MA), MIT Press, 321 p.
- FORUM BETAWI REMPUG, 2002, cité en trad. anglaisedans D. Brown, I. Wilson, *Ethnicized Violence: The Betawi Brotherhood Forum in Jakarta*, Murdoch University, Asia research Center, 2007, p. 19, trad. en français de Romain Bertrand, 2008, 190 p.
- FOSSIER Arnaud, 2012, « Le grand renfermement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, [en ligne], vol. 1.
- FOUCAULT Michel, 1994, « La gouvernementalité », cours du 1/2/1978, *Dits et écrits*, t. III, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Sciences humaines » p. 635-657.

- FOURNET-GUÉRIN Catherine, 2007, *Vivre à Tananarive : géographie du changement dans la capitale malgache*, Karthala, 428 p.
- FRANCK Manuelle, 1988, « L'urbanisation en Indonésie : données chiffrées », *Archipel*, n° 36, pp. 9-26.
- FRANCK Manuelle, 1992, « L'urbanisation à Java et dans les autres îles d'Indonésie : un fossé qui tend à se combler ? », *Mappemonde*, n° 4.
- FRANCK Manuelle, 1993, *Quand la rizière rencontre l'asphalte Semis urbain et processus d'urbanisation à Java-est, Indonésie*, Ed EHESS Archipel, 296 p.
- FRANCK Manuelle, 1994, « Trente ans d'urbanisation sous l'Ordre Nouveau en Indonésie », *Cahiers d'Outre-Mer*, 47(188), pp. 387-409.
- FRANCK Manuelle, GOLDBLUM Charles et TAILLARD Christian (dir.), 2012, *Territoires de l'urbain en Asie du Sud-Est : métropolisations en mode mineur*, Paris, CNRS Éditions, 308 p.
- FRANCOIS Régis Mathieu, 2003, « Le concept de développement : la fin d'un mythe », *L'Information géographique*, n° 66, pp. 323-336.
- FRIEDBERG Erhard, 1993, *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action organisée*, Paris, Seuil, 405 p.
- FURNIVALL John Sydenham, 1944, *Netherlands India: a study of plural economy*, New York, Cambridge University press, 502 p.
- FUSCO Alessio, 2007, *La Pauvreté un concept multidimensionnel*, Éditions L'Harmattan, coll. « L'Esprit », 280 p.
- GABAS Jean-Jacques, LAPORTE Camille, 2012, « La pauvreté dans l'agenda des Nations unies », CERISCOPE Pauvreté, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part4/la-pauvrete-dans-lagenda-des-nations-unies>
- GEERTZ Clifford, 1963, *Peddlers and Princes: social change and economic modernization in two Indonesian*, Chicago, The University of Chicago Press, 162 p.
- GEREMEK Bronislaw, 1987, *La potence et la pitié. L'Europe des pauvres, du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Gallimard, 336 p.
- GERVAIS LAMBONY Philippe, LANDY Frédéric, 2007, « On dirait le sud », Éditorial, *Autrepart*, n° 41.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe, DUFAUX Frédéric, 2009. « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, n° 665-666, pp. 3-15.
- GIBERT Marie, 2013, « The Journey of an Urban Model : Rethinking Public Spaces in Postcolonial Southeast Asian cities », communication à l'Association des Géographes Américains, Panel *Southeast Asia and Urban Studies' Southern Turn* organisé par Tim Bunnell and Jamie Gillen (NUS).
- GIBERT Marie, 2014, *Les ruelles de Hồ Chí Minh Ville (Việt Nam) : Trame viaire et recomposition des espaces publics*, thèse de doctorat en géographie, sous la dir. de Thierry Sanjuan, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

- GILLIGAN Carol, 1982, *In a different voice, psychological theory and women's development*, Harvard University Press, 216 p.
- GINTRAC Cécile, 2012, « Géographie critique, géographie radicale : Comment nommer la géographie engagée ? », *Carnets de géographes*, n° 4 « Géographies critiques », 13 p.
- GINTRAC Cécile, GIROUD Matthieu (dir.), 2014, *Villes contestées, pour une géographie critique de l'urbain*, Les prairies ordinaires, 408 p.
- GIRAUD Pierre-Noël, 2012, « Inégalités, pauvreté, globalisation : les faits et les débats », CERISCOPE Pauvreté, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/inegalites-pauvrete-globalisation-faits-et-debats>
- GIRAUD Pierre-Noël, 2009, « Forcément inéquitables », tribune dans *Le Monde*, 1/10, p. 1.
- GIROUD Mathieu, VAN CRIEKENGEN Mathieu, 2015, « Production de l'espace urbain et rapports sociaux de domination », in A. Clerval, A. Fleury, J. Rebotier, S. Weber, *Espace et rapports sociaux de domination*, PUR, pp. 137-141.
- GOEURY David, 2011, *Les espaces du mérite : enclavement, tourisme et mondialisation. Étude comparée de la vallée de l'Assif Ahansal (Haut-Atlas, Maroc) et de la vallée du Zanskar (Himalaya, Inde)*, thèse de doctorat en géographie sous la dir. de Sylvie Brunel, Université Paris-Sorbonne.
- GOFFMAN Erving, 1975 [1963], *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, trad. de l'anglais par Alain Kihm, Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le Sens commun », 176 p.
- GOH Daniel P.S. et BUNNELL Tim, 2013, « Recentering Southeast Asian Cities », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 37, n°3, pp. 825-833.
- GOLDBLUM Charles, 1988, *Métropoles de l'Asie du Sud-Est : stratégies urbaines et politiques du logement*, Paris, L'Harmattan, 276 p.
- GOLDBLUM Charles, 2001, « Situations infralégales dans la métropolisation », *Urbanisme*, n° 318, pp. 80-83.
- GOLDBLUM Charles, FRANCK Manuelle, 2007, « Réorganisations en Asie du Sud-Est. Position de recherche : Les villes aux marges de la métropolisation en Asie du Sud-Est », *L'Espace géographique*, 36 (3), pp. 229-236.
- GOLDBLUM Charles, WONG Tai-Chee, 2000, « Growth, crisis and spatial change: a study of haphazard urbanization », *Land Use Policy*, n° 17, pp. 29-37.
- GOLDBLUM Charles, 2010, « Dynamique urbaine et métropolisation en Asie du Sud-est : une perspective à partir de Bangkok et Singapour », *Annales de Géographie*, n° 671-672, pp. 174-180.
- GOUSSAULT Yves, GUICHAOUA André, 1993, *Sciences sociales et développement*, Paris, Armand Colin, coll. « Cursus », 190 p.
- GRAB, Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique, 1999, *Biographies d'enquêtes, bilan de quatorze collectes biographiques*, Paris, INED/PUF, coll. « Méthodes et savoirs », 340 p.

- GRAB, Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique, 2006, *États flous et trajectoires complexes. Observation, modélisation, interprétation*, Paris, INED, coll. « Méthodes et Savoirs », 301 p.
- GRATALOUP Christian, 2009, *L'invention des continents*, Paris, Larousse, 244 p.
- GUBRY Patrick, 2008, « *L'urbanisation en Asie du Sud-Est. Pistes de recherche à partir de l'expérience vietnamienne* », communication au Colloque régional sur les tendances de l'urbanisation et de la périurbanisation en Asie du Sud-Est, CEFURDS, LPED, Hô Chi Minh Ville, 9-11 décembre.
- GUENEBEAUD Camille, 2015, « À chacun sa place. Une étude des rapports de domination dans l'aire de distribution des repas aux migrants sans-papiers de Calais », in A. Clervauet al, *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 285-295.
- GUICHAOUA André, GOUSSAULT Yves, 1993, *Sciences sociales et développement*, Armand Colin, p. 37.
- GUINARD Pauline, 2010, « Regard et place d'une chercheuse blanche dans les espaces publics de Johannesburg », *Carnets de Géographes*, n° 1, 7 p.
- GUTTON Jean Pierre, 1974, *La société et les pauvres en Europe XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « SUP », 208 p.
- HADISUTJIPTO S.-Z., 1979, *Sekitar 200 tahun sejarah Jakarta, 1750-1945*, Pemerintah DKI Jakarta, Dinas Museum & Sejarah, Jakarta, 134 p.
- HANCOCK Claire, 2007, « "Délivrez-nous de l'exotisme" : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords) », *Autrepart*, n° 41 « On dirait le Sud » dirigé par P. Gervais-Lambony, F. Landy, p. 69-81.
- HANCOCK Claire, 2009, « La justice au risque de la différence : faire une « juste place » à l'Autre », *Annales de géographie*, n° 665-666, p. 61-75.
- HARRIS Andrew, 2012, « The metonymic urbanism of twenty-first century Mumbai », *Urban Studies*, vol. 49, n° 13, pp. 2955-2973.
- HART Keith, 1971, « Informal income opportunities and urban employment in Ghana », *Journal of Modern African Studies*, n° 11, pp. 61-89.
- HARVEY David, 1982, *The limits of Capital*, Blackwell Oxford.
- HARVEY David, 1989, « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler*, vol. 71b, n° 1, pp. 3-17.
- HARVEY David, 2008, *Géographie de la domination*, Les prairies ordinaires, 118 p.
- HARVEY David, 2010, *Géographie et capital : vers un matérialisme historico-géographique*, 280 p.
- HARVEY David, 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Éd. Amsterdam, 93 p.
- HEALEY Patsy, 1997, *Collaborative Planning, Shaping Places in Fragmented Societies*, Vancouver, UBC Press, 338 p.
- HEEREN Hendrik Jan, 1955, « The urbanization of Djakarta », *Ekonomidans Keuangan Indonesia*, vol. 8, n° 11, pp. 5-43.

- HÉRIN Robert, 1990, « De l'enquête sociale et de l'analyse géographique », in *Entre espace et développement*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, pp. 243-250.
- HEUKEN Adolf S.J., 1982, *Historical sites of Jakarta*, Jakarta, Cipta Loka Caraka, 255 p.
- HILLENKAMP Isabelle, SERVET Jean-Michel, 2012, « La lutte contre la pauvreté, un enjeu international », CERISCOPE Pauvreté[en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/la-lutte-contre-la-pauvrete-un-enjeu-international>
- HILLIER Bill, 2001, « A Theory of The City as Object, or how spatial laws mediate the social construction of urban space », *Urban Des.Int.*, n° 7, pp. 153-179, 28 p.
- HOCH, Charles, 2007, « Pragmatic Communicative Action Theory », *Journal of Planning Education and Research*, n° 26, pp. 272-283.
- HOURS Bernard, 2003a, « Les ONG : outils et contestation de la globalisation », *Journal des anthropologues*, [en ligne], n° 94-95, <http://jda.revues.org/1941>
- HOURS Bernard, 2003b, *Domination, dépendances, globalisation, tracés d'anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan, 177 p.
- HOURS Bernard, SELIM Monique, 2007, « Production et perte des sens du Sud », *Autrepart*, n° 41 « On dirait le sud ».
- HUMAIN-LAMOURE Anne Lise, LE GOIX Renaud, 2006, La géographie urbaine au défi de la métropolisation ?, [en ligne], *Rencontres Géopoint. Points chauds sur la ville*, Université d'Avignon, 1 et 2 juin 2006, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/25/82/16/PDF/GP06C_rlg_alh.pdf
- HUMAIN-LAMOURRE Anne-Lise LE GOIX, Renaud, 2006, « La géographie urbaine au défi de la métropolisation ? » [en ligne], *Rencontres Géopoint. Points chauds sur la ville*, Université d'Avignon, 1 et 2 juin 2006.
- INNES Judith, 1995, « Planning theory's emerging paradigm: communicative action and interactive practice », *Journal of Planning Education and Research*, 14 (3), pp. 183-9.
- JAGLIN Sylvie, 2005, *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*, CNRS éditions, Paris, 244 p.
- JAGLIN Sylvie, ZERAH Marie-Hélène, 2010, « Eau des villes : repenser des services en mutation », *Revue Tiers Monde*, n° 203, 240 p.
- JAKARTA DKI, 2009, *Naskah Akademis RTRW DKI Jakarta 2010-2030* (rapport académique pour la planification spatiale de Jakarta DKI), Gouvernement provincial de Jakarta.
- JAKARTA DKI, 2010, *Rencana Tata Ruang Wilayah (RTRW) Jakarta 2030 (planification spatiale provinciale)*, Gouvernement provincial de Jakarta.
- JELLINEK Léa, 1991, *The Wheel of Fortune; the history of a poor community in Jakarta*, Honolulu, Asian Studies University of Hawaii Press, 214 p.
- JESSOP Bob, 1993, « Towards a Schumpeterian workfare state? Preliminary remarks on Post-fordist political economy », *Studies in Political Economy*, vol. 40, pp. 7-39.
- JESSOP Bob, 2002, « Liberalism, neoliberalism and urban governance: a state-theoretical perspective », *Antipode*, vol. 34, n° 3, pp. 452-472.

- JETIN Bruno, 2011, « Ralentissement de la croissance, accroissement des inégalités et pauvreté en Thaïlande », communication au 4^e Congrès du réseau Asie Pacifique, pp. 14-16.
- JOLIVET Violaine, 2007, « La notion de trajectoire en géographie, une clé pour analyser les mobilités ? Regard croisé sur des trajectoires caribéennes », *Echogéo*, n° 2.
- JONES Martin, WARD Kevin, 2002, « Excavating the logic of British urban policy: Neoliberalism as the 'Crisis of Crisis-Management' », *Antipode*, vol.34 (3), pp. 473-494.
- JOUE Bernard, 2007, « Brenner Neil, New States Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood », *Métropoles*, [en ligne], n° 1, <http://metropoles.revues.org/116>
- KELLY Philipp, 1999, « Everyday urbanization: the social dynamics of development on Manila's extended metropolitan region », *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 23, pp. 283-303.
- KERGOAT Danièle, 2012, *Se battre disent-elles*, Paris, La Dispute, 353 p.
- KEYNES John Maynard, 2002, *La pauvreté dans l'abondance*, Paris, Gallimard, 290 p.
- KLANFER Jules, 1965, *L'exclusion sociale. Étude de la marginalité dans les sociétés occidentales*, Paris, Science et service, 263 p.
- KLOSTERMAN Richard, 2003, « Arguments for and against planning », in S. Campbell, S. Fainstein (eds.), *Readings in Planning Theory*, Oxford, Blackwell, pp. 86-101.
- KNOX Paul L., TAYLOR Peter J., 1995, *World city in the world system*, Cambridge university press, 348 p.
- KORSTSCHAK Irfan, 2008, *Nineteen, the lives of Jakarta's Street Vendors*, Portland Mercy Corps, 200 p.
- KRAUSSE Gerald Hans, 1976, *The kampungs of Jakarta, Indonesia: a study of spatial patterns in urban poverty*, University of Pittsburgh (unpublished dissertation).
- KURUSAWA Aiko, 2009, « Swaying between state and community: the role of RT/RW in post-Suharto Indonesia », in Benjamin L. Read, R. Pekkaben, *Local Organizations and Urban Governance in East and Southeast Asia, Straddling state and society*, New York, Routledge, pp. 58-83.
- KUSNO Abidin, 2000, *Behind the Postcolonial: Architecture, Urban Space and Political Cultures in Indonesia*, London/New York, Routledge, 264 p.
- KUSNO Abidin, 2010, *Appearances of Memory: Mnemonic Practices of Architecture and Urban Form in Indonesia*, Durham, Duke University Press, 352 p.
- KUSNO Abidin, 2013, *After the New Order: Space, Politics and Jakarta*, Honolulu, Hawaii University Press, 304 p.
- KUZNETS Simon, 1955, « Economic Growth and Income Inequality », *The American Economic Review*, vol. XLV, n° 1 (March 1955), 65, pp. 1-28.
- LA SOUDIERE Martin (de), 1988, « L'inconfort du terrain. "Faire" la Creuse, le Maroc, la Lozère... », *Terrain*, n° 11, pp. 94-105.

- LABAZÉE Pascal, 1995, « Petite histoire d'un grand mariage entre le néo-libéralisme et le culturalisme », *Bulletin de l'APAD*, [en ligne], n° 9.
- LACOUR Claude, PUISSANT Sylvette, 1999, *La métropolisation. Croissance, diversité, fractures* Paris, Anthropos, 190 p.
- LAFAYE de LACHAUX Elsa, 2012, *Malaisie : un développement souverain*, Lyon, Éditions de l'ENS.
- LALANNE Aurélie, POUYANNE Guillaume, 2011, *La métropolisation, entre approfondissement et détournement. Controverses économiques du début du XXI^e siècle*, [en ligne], Gretha, 82 p., <http://urbamet.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Urbamet/0305/Urbamet-0305656/pcaouv00120806.pdf>
- LAMOUREUX Diane, 2003, « Conceptualiser la pauvreté : un enjeu stratégique », communication au colloque *L'accès des femmes à l'heure de l'intégration des Amériques: quelle économie?*, Montréal, 23-26 avril 2003, [en ligne], <http://www.unites.uqam.ca/arir/pdf/Lamoureux.pdf>
- LASSAILLY JACOB Véronique, LEGOUX Luc, 2012, « Immigrés, illégaux, réfugiés. Questions sur les enquêtes et les catégories », *e-migrinter*, n° 9, [en ligne].
- LASSAILLY JACOB Véronique, LEGOUX Luc, 2012, « Terrains « sensibles » dans le champ des migrations internationales », Éditorial, *e-migrinter*, n° 9, [en ligne], pp. 3-6.
- LATOUCHE Serge, 2001, « En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, pp. 6-7.
- LAUTIER Bruno, 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, coll. « Repères », La Découverte.
- LAZARUS Jeanne, 2012 « Les enjeux de la sociologie de la pauvreté », *CERISCOPE Pauvreté*, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/les-enjeux-de-la-sociologie-de-la-pauvrete>
- LE GOIX, Renaud, 2005, *Villes et mondialisation : le défi majeur du XXI^e siècle*, Paris, Ellipses, 175 p.
- LE RENARD Amélie, 2010, « Partager des contraintes de genre avec les enquêtées. Quelques réflexions à partir du cas saoudien », *Genèses*, n° 81, p. 104-117.
- LE RENARD Amélie, *Femmes et espaces publics en Arabie Saoudite*, Paris, Dalloz, 352 p.
- LEFEBVRE Henri, 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 166 p.
- LEFEBVRE Henri, 1974, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 1, 485 p.
- LEFEBVRE Henri, 2000, *La production de l'espace*, Paris, Economica, 2000, 512 p.
- LEITNER Helga, PECK Jamie, SHEPPARD Eric (dir.), 2007, *Contesting neoliberalism: Urban Frontiers*, New York, Guilford Press, 340 p.
- LEKKERKERKER C., 1918, « De Baliers van Batavia », *De indische Gids*, vol.40, n° 1, pp. 409-431.
- LENOIR René, 1974, *Les exclus : un Français sur dix*, Paris, Seuil, 175 p.
- LEON LEAF Michael, 1991, *Land regulation and housing development in Jakarta, Indonesia: from the big village to the modern city*, thèse de doctorat, Université de Berkeley, Californie.

- LEPETIT Bernard, PUMAIN Denise, 1993, *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos, 317 p.
- LÉVY Jacques, LUSSAULT Michel, 2003, *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1128 p.
- LEWIS Blane D., OOSTERMAN Andre, 2009, « The Impact of Decentralization on Subnational Government Fiscal Slack in Indonesia », *Public Budgeting & Finance*, vol. 29, n° 2, pp. 27-47.
- LIM Merlyna, 2007, « Transient civic spaces in Jakarta demopolis », in M. Douglass, K.C. Ho and G.L. Ooi (eds), *Globalization, the City and Civil Society in Pacific Asia: The Social Production of Civic Spaces*, New York, Routledge, pp. 211-230.
- LINK Bruce G., PHELAN Jo C., 2001, « Conceptualizing Stigma », trad. par Pauline Jacquin, *Annual Review of Sociology*, [en ligne], vol. 27, pp. 363-385.
- LIPIETZ Barbara, NEWTON Caroline, 2014, *Grounding Knowledge: Reflections on community-driven urban practices in South-East Asia*, Londres, Cities Methodologies, 178 p.
- LOMBARD Denys, 1970, « Pour une histoire des villes du Sud-est asiatique », *Les Annales. Espace, Société, Culture*, n° 4, pp. 842-856.
- LOMBARD Denys, 1986, « Les concepts d'espace et de temps dans l'archipel insulindien », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 41, n° 6, pp. 1385-1396.
- LOMBARD Denys, 1995, « À propos de l'histoire des villes d'Asie du Sud-est. Nouvelles considérations », *Les cahiers de la recherche architecturale*, n° 35-36, pp. 99-106.
- LUSSAULT Michel, 2009, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 221 p.
- MARCUSE Peter, 2009, « La justice spatiale : à la fois résultante et cause de l'injustice sociale », *Justice spatiale/Spatial justice*, 1, pp. 58-67.
- MARCUSE Peter, VAN KEMPEN Ronald, 2000, *Globalizing Cities (a new spatial Order?)*, Oxford, Blackwell, 336 p.
- MARIN, Pierre, 2011, « Les PPP pour les services d'eau urbains dans les PED, retour sur les performances des quinze dernières années », in Aymeric Blanc, Sarah Botton, *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Perceptions croisées et dynamique des réflexions*, Publications AFD, France, pp. 95-129.
- MASSEY Doreen, 1994, *Space, place, and gender*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 289 p.
- MASSIAH Gustave, TRIBILLON Jean François, 1987, *Villes en développement*, Paris, La Découverte, 320 p.
- MASSIAH Gustave, TRIBILLON Jean-François, 1990, *Villes en développement* : essai sur les politiques urbaines dans le Tiers-monde, Paris, La Découverte, 320 p.
- McCANN Eugene, WARD Kevin, 2013, *Mobile Urbanism: Cities and Policymaking in the Global Age*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 256 p.
- McGEE Terence Gary, 1970, *Dualism in the Asian city: the Implications for City and Regional Planning*, Hong Kong, Center of Asian Studies, University of Hong Kong, 47 p.

- MCGEE Terence Gary, 1991, « The Emergence of "Desakota" Regions in Asia: Expanding a Hypothesis », in Norton Ginsburg, Bruce M. Koppelet, Terence Gary McGee (dir.), *The Extended Metropolis!: Settlement Transition in Asia*, Honolulu, University of Hawaii Press, pp. 3-26.
- McGEE Terence Gary, ROBINSON Ira M (eds), 1995, *The mega-urban regions of Southeast Asia*, Vancouver, UBC Press, 384 p.
- McGEE Terry, 1985, « From Urban Involution to Proletarian Transformation », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 29, n° 77, 1985, p. 295-308.
- McGEE, Terence Gary, KELLY Philip F., 2003, « Changing Spaces. Southeast Asian Urbanization in an Era of Volatile Globalization », in Sien ChiaLin (ed.), *Southeast Asia Transformed: A Geography of Change*, Singapore, ISEAS, pp. 257-285.
- McGRANAHAN Gordon, SATTERTHWAITE David, 2006, *Governance and getting the private sector to provide better water and sanitation services to the urban poor*, London, Human Settlements Working Paper Series Water, n°2, 37 p.
- MEAGHER Kate, 2010, « Social capital or social exclusion: social networks and informal manufacturing in Nigeria », in D. Bryceson (ed.), *How Africa Works: Occupational Change, Identity and Morality*, Practical Action.
- MEAGHER Kate, 2010, « The empowerment trap: gender, poverty and the informal economy in sub-Saharan Africa », in Sylvia Chant (ed.), *The International Handbook of Gender and Poverty: Concepts, Research, Policy*, Gloucestershire (UK), Edward Elgar Publishing.
- MERCY Corps, 2008, « Summary of Land tenure research findings in Jakarta », *Urban Bulletin*, n° 2, 27 p.
- MERGOS George, 2005, « Private participation in the water sector: Recent trends and issues », *European Water*, n°9/10, pp. 59-75.
- MERGOS George, 2011, « Un PPP particulier : la société d'économie mixte ou "empresamixta" », in Aymeric Blanc et Sarah Botton, *Services d'eau et secteur privé dans les pays en développement. Perceptions croisées et dynamique des réflexions*, publications AFD, France, pp. 271-286.
- MERLIN Pierre, CHOAY Françoise, 2000, « Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement », Presses Universitaires de France, coll. « Quadrige dicos poche », 880 p.
- MESSU Michel, 2003, *La pauvreté cachée, une analyse bachelardienne du concept de pauvreté*, Paris, Éditions de l'Aube, 117 p.
- MIGNOT Dominique, VILLAREAL GONZALES Diana Rebecca, 2004, « Métropolisation, concentration et ségrégation dans les villes européennes et sud-américaines : une comparaison Costa-Rica, France et Mexique », *Contribution au XL^e colloque de l'ASRDLF. Convergence et disparités régionales* (Bruxelles, 1-3 septembre 2004), 15 p.
- MILL John Stuart, 1951, *Utilitarianism, Liberty, and Representative Government*, New York, E.P. Dutton, 24 p.

- MITCHELL Don, HEYNEN Nik, 1997, « *The Geography of Survival and the Right to the City: Speculations on Surveillance, Legal Innovation, and the Criminalization of Intervention* », *Urban Geography*, vol. 30, n°6, pp. 611-632.
- MITCHELL Don, STAEHELI Lynn, 2008, *The People's Property? Power, Politics, and the Public*, New York, Routledge, 224 p.
- MOLINIER Pascale, 2004, « Prévenir la violence : l'invisible travail des femmes », in Christiane Veauvy (dir.), *Les femmes dans l'espace public. Itinéraires en France et en Italie*, Paris/Saint-Denis, Maison des sciences de l'homme/Le Fil d'Ariane, pp. 107-121.
- MOLINIER Pascale, LAUGIER Sandra, PAPERMAN Patricia, 2009, *Qu'est-ce que le care ? Souci des autres, sensibilité, responsabilité*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 298 p.
- MONNET Jérôme, 2006, « Le commerce de rue, ambulant ou informel et ses rapports avec la métropolisation : une ébauche de modélisation », *Autrepart*, n° 39, pp. 93-109.
- MONNET Jérôme, 2010, « Dissociation et imbrication du formel et de l'informel : une matrice coloniale américaine », *Espaces et sociétés*, n°143, pp. 13-29.
- MONTAGNE-VILLETTE Solange, 2007, « Les marginalités : du subi au choisi / The marginalities : from involuntary to intentional », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, septembre, vol. 84, n° 3, pp. 305-314.
- MORANGE Marianne, 2011, « "Émergence locale" et régénération urbaine au centre-ville du Cap », *Bulletin de l'association de géographes français*, vol. 88, n° 3, p.348-360.
- MORANGE Marianne, FOL Sylvie, 2014, « Ville, néolibéralisation et justice », *justice spatiale / spatial justice*, n° 6 juin, <http://www.jssj.org>
- MORELLE Marie, 2004, *La rue des enfants, les enfants de la rue! : L'exemple de Yaoundé (Cameroun) et d'Antananarivo (Madagascar)*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 496 p.
- MORELLE Marie, RIPOLL Fabrice, 2009, « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique », *Annales de géographie*, 2009/1, n° 665-666, pp. 157-168. DOI : 10.3917/ag.665.0157
- MORICONI-EBRARD François, 1996, « *Explosion urbaine, le sens de la démesure.angoisses injustifiées et erreurs des experts* ». *Le Monde diplomatique*, Juillet, p. 13.
- MOZERE Liane, 2000, « Travail au noir, informalité : liberté ou sujétion ? », Paris, L'Harmattan, 154 p.
- NAS Peter J.M., MALO Manasse, 2000, « View from the top: Accounts of the Mayors and Governors of Jakarta », in *Jakarta-Batavia: socio-cultural essays*, Leiden KITLV Press, pp. 229-224.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise (dir.), 2002b, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris, L'Harmattan, p. 412.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise (dir.), 2004, « *L'Entre-Deux* » des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales. Liban, Maroc, Algérie, Mauritanie, Rapport de synthèse pour le Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD), sur

- financement MAE, Équipe EMAM, UMR CITERES, Université de Tours et CNRS, ronéo, p.173 (en cours de publication 2009 sous le titre : *L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie : l'émergence problématique d'un tiers acteur urbain*).
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 1991, « Modèle d'habiter et crise de l'urbain : la situation vue à partir du Maroc », *Espaces et Sociétés*, n° 65 « Succès de la ville, crise de l'urbanité », pp. 85-108.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 1994, « Initiatives populaires et développement urbain », *Monde arabe, Maghreb/Machrek*, Paris, La Documentation Française, n° 143 « Monde arabe, villes, pouvoirs et société », pp. 56-68.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 1996, « Citadinité et urbanité : le cas des villes marocaines », in M. Lussault, P. Signoles(dir.), *La citadinité en questions*, Tours, URBAMA, Fascicule de Recherches n° 29 et MSV, coll. « Sciences de la ville », n° 13, pp. 103-112.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 1997, *Habiter la ville marocaine*, Casablanca/Paris, Gaëtan Morin/L'Harmattan, 315 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, 2002a, *Les interventions en bidonville au Maroc. Une évaluation sociale*, Rabat, Publications de l'ANHI, 302 p.
- NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, BERRY-CHIKHAOUI Isabelle, 2005, « L'entre-deux des politiques urbaines et des dynamiques sociales dans les villes marocaines. Injonctions et résistances à l'éviction dans le contexte du renouvellement ou de l'aménagement urbains », in C. de Miras (dir.), *Intégration à la ville et services urbains au Maroc*, Paris/Rabat, IRD/Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme, pp. 43-96.
- NUSSBAUM Martha, 2000, *Women and Human Development: The Capabilities Approach*, Cambridge, Cambridge University Press, 336 p.
- NUSSBAUM Martha C., 2012, *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?*, Paris, Flammarion, coll. « Climats », 300 p.
- O'CONNOR Alice, 2000, « Poverty Research and Policy for the Post-Welfare Era », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, pp. 547-562.
- ONG Aihwa, 2006, *Neoliberalism as Exception: Mutations in Citizenship and Sovereignty*, Durham, Duke University Press, 304 p.
- OSMONT Annick, 1995, *La Banque mondiale et les villes. Du développement à l'ajustement*, Paris, Karthala, 183 p.
- OSMONT Annick, GOLDBLUM Charles, LANGUMIER Jean François, LE BRIS Émile, DE MIRAS Claude, MUSIL Clément (dir.), 2008, *La gouvernance urbaine dans tous ses états. Analyses et propositions du groupe de réflexion sur la gouvernance urbaine*, Paris, Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, 67 p.
- PATRIAT Lucas, 2007 « La décentralisation indonésienne –Une expérience de démocratisation radicale et chaotique », *Les notes de l'Irased*, n° 1, 31 p.
- PAUGAM Serge, 1995, *La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « recherches politiques »,

- 1993, 2^e édition mise à jour 1995, coll. « Quadrige » 2002 (avec une nouvelle préface à l'édition « Quadrige »).
- PAUGAM Serge, 1996, *L'exclusion, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 583 p.
- PAUGAM Serge, 1998, « Les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion », *Études rurales*, n°159-160, pp. 73-96.
- PAUGAM Serge, 2005, *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Le lien social », 312 p.
- PAUGAM Serge, 2012, « Les formes contemporaines de la disqualification sociale », CERISCOPE Pauvreté, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part5/les-formes-contemporaines-de-la-disqualification-sociale>
- PECK Jamie, 2001, « Neoliberalizing states: thin policies/hard outcomes », *Progress in Human Geography*, vol. 25, n° 3, pp.445-455.
- PEREC Georges, 2000, *Espèces d'espaces*, Galilée, coll. « L'espace critique », 185 p.
- PEREIRA Irène, 2015, La structuration de l'espace par les rapports sociaux, in A. CLERVAL *et al.*, *Espace et rapports de domination*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 111-119.
- PERMANADELI Risa, TADIÉ Jérôme, 2014, « Understanding the Imaginaries of Modernity in Jakarta: A Social Representation of Urban Development in Private Housing Projects », *Papers on Social Representations*, vol. 23, pp. 22.1-33.
- PILLOW Wanda, 2003, « Confession, catharsis or cure? Rethinking the uses of reflexivity as methodological power qualitative research », *Qualitative Studies in Education*, vol. 16, pp. 175-196.
- PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, 2007, « *Les Ghettos du Gotha* ». *Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Le Seuil, 295 p.
- PIVETEAU Alain, ROUGIER Éric, 2010, « Émergence, l'économie du développement interpellée », *Revue de la régulation*, n° 7, [en ligne].
- PNUD, 1990, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 155 p.
- PNUD, 1999, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 121 p.
- POLANYI Karl, 2011 [1944], *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », p. 467.
- PRADHAN Rajendra, MEINZEN-DICK Ruth, 2001, « Implications of Legal Pluralism for Natural Resource Management », *IDS Bulletin*, vol. 32, n°4, pp. 10-17.
- PRUD'HOMME Rémy, 2007, « Le biais anti-urbain dans les pays en développement », communication au colloque *Ville mal aimée, ville à aimer*, Cerisy-la-Salle, juin 2007, http://www-ohp.univ-paris1.fr/Textes/Prudhomme_Last.pdf
- PUMAIN Denise, PAQUOT Thierry, KLEINSCHMAGER Richard, 2006, *Dictionnaire « La ville et l'urbain »*, Paris, Economica/Anthropos, coll. « Villes », 320 p.
- RABEN Remco, 1996, *Batavia and Colombo, the ethnic and spatial order of two colonial cities 1600-1800*, PhD thesis, Université de Leiden.

- RACINE Jean-Bernard, 1989, « Le métier de géographe : le recours aux sources. Commentaires à propos d'une pensée nouvelle au sein de la géographie française », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, n° 88, pp. 51-57.
- RADCLIFF SarahA., 1997, « Different heroes: genealogies of postcolonial geographies », *Environment and Planning A: Society and Space*, vol.29, n° 8, pp. 1331-33.
- RAEYMAECKERS Timothy, 2009, « The silent encroachment of the frontier: A politics of transborder trade in the Semliki Valley (Congo-Uganda) », *Political Geography*, vol. 28, pp. 55-65.
- RAOULX Benoît, 2006, « De l'espace-miroir à l'espace-écran : vers un effet médiatique ? », in R. Séchet, V. Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale aujourd'hui*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp. 149 -172.
- RAVALLION Martin, 1998, « Poverty Lines in Theory and Practice », Living Standards Measurement Study Working Paper No. 133, World Bank, Washington DC, 53 p.
- RAVALLION Martin, 2007, « La pauvreté urbaine », *Finances & Développement*, FMI, Washington, 3 p.
- RAVALLION Martin, 2012, « Why Don't We See Poverty Convergence? », *American Economic Review*, 102(1), pp. 504-23.
- RAWLS, John, 1987, *Théorie de la Justice*, Paris, Le Seuil, 667 p.
- REA Andrea, TRIPIER Maryse, 2010, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 128 p.
- READ Stephen, 2001, « "Thick" Urban Space: space, shape, scale, and the articulation of the urban in an inner-city neighborhood of Amsterdam », *Proceedings.3rd International Space Syntax Symposium*, Atlanta, pp. 18.1-18.12.
- RENAUD Yann, 2005, « De la contestation à la concertation », *Annales de la recherche urbaine*, n° 89, pp. 62-69.
- RENGANATHAN Sumathi, 2009, « Exploring the Researcher-Participant Relationship in a multiethnic, multicultural and multilingual context through reflexivity », *Qualitative Research Journal*, vol. 9, n° 2, pp. 3-17.
- REVOL Claire, 2011, « Lefebvrian English-speaking reception of "Right to the city": transpositions and present meaning », communication à *ESA Conference*, Genève, septembre 2011 (non publié).
- REYNAUD Alain, 1981, *Société, espace et justice*, Paris, Presses Universitaires de France, 263 p.
- RIBARDIÈRE Antonine, VALETTE et Jean-François, 2014, « La pauvreté urbaine à Mexico : une approche de la diversité des colonies populaires », *EchoGéo*, [En ligne], n° 30, <http://echogeo.revues.org/14020>
- RIPOLL Fabrice, 2006, « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour) », in Raymonde Séchet, Vincent Veschambre, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, pp. 193-210.
- RIPOLL Fabrice, VESCHAMBRE Vincent, 2006, « L'appropriation de l'espace : une problématique centrale pour la géographie sociale », in Raymonde Séchet, Vincent Veschambre,

- Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Presses universitaires de Rennes, pp. 295-304.
- RIST Gilbert, 2007, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 484 p.
- RIZQIHANDARI Nurrokhmah, 2010, *Karakteristik kemiskinan dan kaitannya dengan struktur kota DKI Jakarta*, mémoire de Master, Universitas Indonesia, 83 p.
- ROBEYNS Ingrid, 2005, « The Capability Approach: a theoretical survey », *Journal of Human Development*, vol. 6, n° 1, pp. 93-114.
- ROBINSON Jennifer, 2006, *Ordinary Cities: Between Modernity and Development*, London, Routledge, 204 p.
- ROBINSON Jennifer, 2014, « Introduction to a Virtual Issue on Comparative Urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, 13 p.
- ROCHEFORT Michel, 2001, « La menace de "monstruopole" », *AITEC*, [en ligne] <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article14>
- ROJOT, Jacques, 1994, *La négociation*, Éditions Vuibert, 220 p.
- ROSE Gillian, 1993, *Feminism and Geography: the limits of geographical knowledge*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 205 p.
- ROSTOW Walt Whitman, 1960 [en anglais traduit en français en 1963], *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil.
- ROUSSEAU Max, 2014, Présentation de l'article de David Harvey « David Harvey contre la ville-entreprise », in C. GINTRAC, M. GIROUD, *Villes contestées*, Les Prairies ordinaires, pp. 87-94
- ROY Ananya, 2009, « The 21st century metropolis: new geographies of theory », *Regional Studies*, n° 43, pp. 819-830.
- ROY Ananya, 2011, « Slumdog cities: rethinking subaltern urbanism », *International Journal of Urban and Regional Research*, n° 35(2), pp. 223-238.
- ROY Ananya, ONG Aihwa, 2011, *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global*, Wiley-Blackwell, 376 p.
- RUGGERI LARDECHI Caterina, SAITH Ruhi, STEWART Frances, 2003, « Does it Matter that we do not Agree on the Definition of Poverty? A Comparison of Four Approaches », *Oxford Development Studies*, vol. 31, n°3, pp. 243-274.
- RUGGERI LARDECHI Caterina, SAITH Ruhi, STEWART Frances, 2003, « Everyone agrees we need poverty reduction, but not what this means: does this matter? », Paper prepared for Conference on Inequality, Poverty and Human Well-Being, World Institute for Development Economics Research, United Nations University, Helsinki, 30-31 mai, 42 p.
- RUJAK Center of urban studies, 2011, *Kata Fakta Jakarta*, Jakarta, 416 p.
- SACHS Jeffrey D., 2001, « Tropical underdevelopment », NBER Working Paper n° 8119, February, 40 p.

- SAFAR ZITOUN Madani, HAFIANE Abderrahim, 2004, « Les effets sociaux des politiques de relogement dans les villes d'Alger et d'Annaba », in F. Navez-Bouchanine (dir.), « *L'Entre-Deux* » des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales. Liban, Maroc, Algérie, Mauritanie, Rapport de synthèse pour le Programme de Recherche Urbaine pour le Développement (PRUD), sur financement MAE, Équipe EMAM, UMR CITERES, Université de Tours et CNRS, ronéo, p. 173 (en cours de publication 2009 sous le titre : *L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie : l'émergence problématique d'un tiers acteur urbain*).
- SAÏD Edward, 1978, *Orientalism*, New-York, Pantheon Books, 368 p.
- SAIDI Raouf Mohamed, 2007, *De la pauvreté à la précarité : champ discursif et réalité empirique. Approche de la précarité à travers l'appropriation d'un programme de lutte contre la pauvreté à Sidi Bouzid Tunisie*, thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, 690 p.
- SALOMON CAVIN Joëlle, 2009 « Éloge de la concentration urbaine. Plaidoyer de la Banque mondiale en faveur de la grande ville. », *Cybergeo : European Journal of Geography*, Débats, « La Banque mondiale et la géographie », [En ligne] <http://cybergeo.revues.org/22685>
- SANTOS Milton, 1975, *L'espace partagé: les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, Paris, Genin/Librairies techniques, 405 p.
- SASSEN Saskia, 2009, *la Critique de l'État –Territoire, Autorité et Droits de l'époque médiévale à nos jours*, Fortunato (Israël), Demopolis Éditions/Monde diplomatique, 474 p.
- SASSIER Monique, 2013, *L'exclusion définir pour en finir*, Dunod, coll. « Santé social », 174 p.
- SASSIER Philippe, 1990, *Du bon usage des pauvres. Histoire d'un thème politique XVI-XX^e siècle*, Fayard, 450 p.
- SCOTT James. C., 1985, *Weapons of the weak: everyday forms of resistance*, New Haven and London, Yale University Press.
- SCOTT James. C., 1992, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven and London, Yale University Press.
- SÉCHET Raymonde, 1996, *Espaces et pauvretés. La géographie interrogée*, Paris, L'Harmattan, coll.« Géographie sociale », 213 p.
- SÉCHET Raymonde, VESCHAMBRE Vincent (dir.), 2006, *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 393p.
- SEGAUD Marion, BRUN Jacques, DRIANT Jean-Claude (dir.), 2003, *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 451 p.
- SÉLIMANOVSKI Catherine, 2008. *La frontière de la pauvreté*, Presses Universitaires de Rennes, 294 p.
- SÉLIMANOVSKI Catherine, 2009, « Effets de lieu et processus de disqualification sociale, Le cas de Strasbourg et du Bas-Rhin », *Espace populations sociétés*, vol. 1, pp. 119-133.
- SEN Amartya, 1992, *Inequality Reexamined*, Oxford Clarendon Press, 224 p.

- SEN, Amartya, 2000, *Repenser l'inégalité*, Paris, Le Seuil, 281 p.
- SEVERINO Jean Michel, RAY Olivier, 2011, *Le grand basculement. La question sociale à l'échelle mondiale*, Paris, Odile Jacob, 399 p.
- SEVERINO Jean-Michel, 2012, « Vers des objectifs mondiaux pour la globalisation », CERISCOPE Pauvreté, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/vers-les-objectifs-mondiaux-pour-la-globalisation-?page=show>
- SHAHAB Yasmine, BUDIATI Tinia, 2000, in K. Grijns& P. Nas (eds), *Jakarta-Batavia: Socio-Cultural Essays*, Leyde, KITLV Press, 349 p.
- SIERRA Alexis, TADIÉ Jérôme, 2010, « La ville face à ses marges », éditorial, *Autrepart*, n° 45, pp. 3-13.
- SILVER Christopher, 2008, *Planning the megacity, Jakarta in the XXth century*, Oxford, Routledge, 272 p.
- SIMMEL Georg, 1907 [1998 pour l'édition française], *Les pauvres*, PUF, coll. « Quadrige », 108 p.
- SIMONE Abdoumalik, 2010, *City Life from Jakarta to Dakar: Movements at the Crossroads*, Routledge, 406 p.
- SIMONE Abdoumalik, 2014, *Drawing the City Near*, London, University of Minnesota Press, 320 p.
- SKLAIR Leslie, 2006, « Iconic architecture and capitalist globalization », *City*, vol. 10, n° 1, pp. 21-46.
- SMITH Neil, 1979, « Toward a theory of gentrification: a back to the city movement by capital not people », *Journal of the American Planning Association*, n° 45, pp. 538-548.
- SMITH Neil, 1982, « Gentrification and uneven development », *Economic Geography*, vol. 58, n° 2, pp. 139-155.
- SÖDERSTRÖM Ola, 2008, « Des modèles urbains 'mobiles' », « Modèles urbains », *Urbanisme*, n° 383, mars-avril, pp. 43-45.
- SOEMANTRI G. R., 1995, *Looking at the gigantic kampung: urban hierarchy and the trends of intra-city migrations in Jakarta*, Universität Bielefeld Fakultät für Soziologie (unpublished working paper)
- SOUAMI Taoufik, VERDEIL Éric, 2006, *Concevoir et gérer les villes – Milieux d'urbanistes du sud de la Méditerranée*, Economica/Anthropos, coll. « Villes », 230 p.
- SOULET Marc Henry, 2005, « Reconsidérer la vulnérabilité », *EMPAN*, vol. 4, n° 60, pp. 24-29.
- SOULET Marc-Henry, (2008b), « La vulnérabilité : un problème social paradoxal », in Vivianne Châtelet Shirley Roy (eds.), *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social*, Presses de l'Université du Québec, coll. « Problèmes sociaux. Interventions sociales », p. 65-92.
- STASZAK Jean François, 2008, « Qu'est-ce que l'exotisme ? », *Le Globe*, t. 148, 24 p.
- STECK Jean-Fabien, 2003, *Territoires de l'informel ! : Les petites activités de rue, le politique et la ville à Abidjan*, thèse de doctorat en géographie, Université Paris X Nanterre, Nanterre, 534 p.

- STREN Richard, 2001, «Local governance and social diversity in the developing world: new challenges for globalizing city-regions », in A. SCOTT (ed.), *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford University Press, pp. 193-213.
- SUBANGUN Emmanuel, 1986, *Pauvres et pauvreté en Indonésie : le cas de Jakarta*, thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales. Paris, France.
- SWYNGEDOUW Erik, 2010, « L'eau privatisée, l'eau, l'argent et le pouvoir », *La Brèche*, pp. 47-64.
- SWYNGEDOUW Erik, 2011 « The antinomies of the post-political and post-democratic city », communication in the Museum of Modern Art, Varsovie, 15 octobre 2011.
- TADIÉ Jérôme, 2002, *Les territoires de la violence à Jakarta*, thèse de doctorat en géographie, sous la dir. De Jean-Robert Pitte, Université Paris-Sorbonne, 516 p.
- TADIÉ Jérôme, 2006, « Les Caïds et la ville à Jakarta », *Tiers Monde*, n°185, p.75-90.
- TADIÉ Jérôme, 2006, *Les territoires de la violence à Jakarta*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », 303 p.
- TADIÉ Jérôme, 2013, « Fires, Urban Environments and Politics in Contemporary Jakarta (1966-2007) », in G. Bankoff, U. Luebken, J. Sand, *Flammable Cities: Fire, Urban Environment, and Culture in History*, Madison, Wisconsin University Press, p. 372-389.
- TALIERCIO Patrick, 2009, « Un déguerpissement exemplaire à Ouaga (Burkina Faso) », *AGONE*, n° 38-39, pp. 89-107.
- TAYLOR Jean Gelman, 1983, *The Social world of Batavia, European and Eurasian in Dutch Asia*, Madison and London, University of Wisconsin Press, 272 p.
- TEXIER Pauline, 2009, *Vulnérabilité et réduction des risques liés à l'eau dans les quartiers informels de Jakarta, réponses sociales, institutionnelles et non institutionnelles*, thèse de doctorat en géographie sous la dir. de Monique Fort et Franck Lavigne, Université Paris Diderot (Paris VII).
- THÉRIEN Jean-Philippe, 1999, « Beyond the north-south divide: the two tales of world poverty », *Third World Quarterly*, vol.20, n° 4, pp. 723-742.
- THOMAS Hélène, 2010, *Les vulnérables : la démocratie contre les pauvres*, Paris, Éditions du Croquant, 254 p.
- TICKELL Adam, PECK Jamie, 2002, « Neoliberalizing Space », *Antipode*, n° 34, pp. 349-379.
- TISSOT Sylvie, 2011, *De bons voisins. Enquête dans un quartier de la bourgeoisie progressiste*, Paris, Raisons d'agir, coll. « Cours et travaux », 313 p.
- TOCQUEVILLE Alexis de, 1835, *Mémoire sur le Paupérisme*, Mémoires de la Société académique de Cherbourg, pp. 293-344.
- TOWNSEND Peter, 1993, *The International Analysis of Poverty*, London, Harvester Wheatsheaf, 291 p.
- TRIBILLON Jean-François, 2015, *L'urbanisme*, Paris, La Découverte, 128 p.
- UN, 1995, *Ethical and Spiritual Dimensions of Social Progress, Sommet mondial pour le développement social*, 6-12 mars, Copenhague, 38 p.

- USUNIER VERN A Jean Claude, 1994, *La grande triche (Éthique, corruption et affaires internationales)*, Paris, Éditions La Découverte, 22 p.
- VERDEIL Éric (dir.), 2005, « Expertises nomades », *Géocarrefour*, n° 3, 96 p.
- VERNA Gérard, ARELLANO Rolando, GASSE Yvon, 1990, *Les Entreprises informelles dans le monde*, Québec, Presses de l'Université Laval, 484 p.
- VERNIERES Michel, 2003, *Développement humain. Économie et politique*, Paris, Economica, 123 p.
- VESCHAMBRE Vincent, 2010, Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition, *Rennes, Presses Universitaires de Rennes*, 315 p.
- VIALA Laurent, FALGON Élisabeth, 2006, « Pour une nouvelle géographie urbaine critique », in Raymonde Séchet, Vincent Veschambre(dir.), *Penser et Faire la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 397 p.
- VOLVEY A., 2003, « Terrain », in J. Levy et M. Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p 904-906.pp. 47-61.
- WACQUANT Loïc, 1999, *Les prisons de la misère*, Paris, Raisons d'Agir, 189 p.
- WACQUANT Loïc, 2006, *Parias urbains. Ghetto –banlieue –État*, Paris, La Découverte, 332 p.
- WARREN Jean-Philippe, 2005, « Petite typologie philologique du “moderne” au Québec (1850-1950). Moderne, modernisation, modernisme, modernité. Note critique », *Recherches sociographiques*, vol. XLVI, n° 3, Québec, Les Presses de l'Université Laval, pp. 495-525.
- WONG Tai Chee, SEVIN Olivier, 2013, « Faut-il abandonner Jakarta ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 261, p. 3-28.
- WRATTEN Ellen, 1995, «Conceptualizing urban poverty », *Environment and urbanization*, vol.7, n° 1, pp. 11-38.
- YEOH Brenda S.A., 2001, «Postcolonial cities », *Progress in Human Geography*, vol.25, n° 3, pp. 456-468.
- YEOH Brenda S.A., 2005, « The Global Cultural City!?Spatial Imagineering and Politics in the (Multi) cultural Marketplaces of South-East Asia », *Urban Studies*, vol. 42, n° 5, pp. 945-958.
- YOUNG Iris Marion, 1990, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 286 p.
- ZENEIDI-HENRY Djemila, 2002, *Les SDF et la ville : géographie du savoir-survivre*, Rosny-sous-Bois, Bréal, coll. « D'autre part », 288 p.
- ZUKIN Sharon, 1991, *Landscapes of power, from Detroit to Disney World*, Berkeley, University of California Press, 339 p.
- ZUKIN Sharon, 1995, *The Cultures of Cities*, Oxford, Blackwell Publisher, 338 p.

Colloques, conférences, séminaires

- « La ville inégalitaire, espaces contestés, gouvernance en tension », 13ème Conférence internationale N-AERUS, ENSAPB, Paris, 22-24 novembre 2012
- « La ville néolibérale : une thèse crédible ? », IMU – Intelligences des Mondes Urbains, Université de Lyon, Science Po Lyon, Université Jean Monnet, 2012 Lyon – Saint-Etienne, 12-14 septembre.
- « La ville conflictuelle, Oppositions – Frictions – Négociations », Université de Cergy Pontoise, 19-20 novembre 2014.
- « La ville compétitive, à quel prix ? », Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre, 19-21 janvier 2012.
- « Espace et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche », Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, Marne-la-Vallée ? 20-21 septembre 2012.
- « Géographie et cultures : Le tourment culturel », Laboratoire Espaces Nature et Culture, Centre culturel international de Cerisy, Cerisy, 22-27 septembre 2014.
- « Beyond the Straw men », Ghent University---Ghent Centre for Global Studies, Gand, 12-13 novembre 2014.

Sites internet

- <http://indonesiaurbanstudies.blogspot.fr/>
- <http://jakarta.go.id/>
- <http://realjakarta.blogspot.fr/>
- <http://rujak.org/>
- <http://www.adb.org>
- <http://www.bps.go.id>
- <http://www.kompas.com/>
- <http://www.smeru.or.id/>
- <http://www.thejakartapost.com/>
- <http://www.undp.org>
- <http://www.unhabitat.org>
- <http://www.worldbank.org>

Filmographie

USMAR Ismail, 1953, *Krisis*, Indonésie, 114 mn

KUSWANDI Lucky, 2014, *Selamat pagi malam*, Indonésie, 92 mn

HELMRICH Leonard Retel, 2001, *Eye of the day*, Pays-Bas/Indonésie, 86 mn

HELMRICH Leonard Retel, 2004, *Shape of the Moon*, Pays-Bas/Indonésie, 92 mn

HELMRICH Leonard Retel, 2010, *Position among the stars*, Pays-Bas/Indonésie, 109 mn

HELMRICH Leonard Retel, 2013, *Heaven for Insanity*, Pays-Bas/Indonésie, 39 mn

TABLES

Tables des Illustrations

Table des cartes

Carte 1 : Répartition des principaux acteurs en charge du traitement de la pauvreté à Jakarta (Sources : Enquêtes de terrain novembre 2010-juillet 2013)	89
Carte 2 : Une évolution de l'occupation urbaine différenciée selon les groupes	104
Carte 3 : Forme et croissance urbaine de Jakarta entre 1940 et 1980	132
Carte 4 : La planification de Jakarta dans les années 1960	151
Cartes 5 : Comparaison des taux de pauvreté dans la métropole a. selon le seuil national (données BPS 2010) - b. selon le seuil international (SMERU 2012)	192
Carte 6 : Nombre de pauvres dans la métropole par seuil de pauvreté : seuil national (données BPS 2010), seuil international (SMERU 2012), seuil des 30 % les plus pauvres (TNP2K, 2011)	197
Carte 7 : Densité de personnes « pauvres » dans la métropole de Jakarta (SMERU 2012)	199
Carte 8 : Une métropole inégale ? (Données SMERU)	205
Carte 9 : Les profils de pauvreté à partir des types d'activités des populations les plus pauvres d'Indonésie dans la métropole de Jakarta (Données TNP2K 2012)	208
Carte 10 : Profils de pauvreté à partir de services et équipements disponibles dans les foyers des populations les plus pauvres d'Indonésie dans la métropole de Jakarta (TNP2K 2012)	211
Carte 11 : Carte historique de Kalideres en 1902 (extrait du Feuillet G III)	251
Carte 12 : Kampung Kojan, un quartier périphérique	254
Carte 13 : Margahayu et Margajaya à Bekasi-Est : Des espaces fragmentés et enclavés (Sources : enquêtes de terrain, 2012)	263
Carte 14 : Le chemin de fer, dangers et fragmentations (Sources : Données de terrain, relevés GPS)	269
Carte 15 : Des informalités dans le quartier de Bintara (Bekasi) (Sources : terrain Dietrich 2012)	273
Carte 16 : Occupation de l'espace à Budidharma, espace et populations vulnérables (Sources : LBH, UPC, Terrain Dietrich)	275
Carte 17 : Répartition des établissements sociaux gérés par le département des Affaires sociales (Depsos) (Source : Depsos, en ligne)	281
Carte 18 : Le refoulement des pauvres vers les périphéries	308
Carte 19 : Les programmes d'aide à Warung Gantung (Kampung Kojan) : Sélections de bénéficiaires et exclusions des plus précaires	384
Carte 20 : Types de construction et étapes d'implantation à Bintara	441
Carte 21 : La pression foncière dans la capitale : Évolution décennale de l'occupation du sol dans la province spéciale de Jakarta (DKI) de 1972 à 2002 (Source : Ministère des travaux publics)	448
Carte 22 : Trajectoires résidentielles de quelques résidents de Bintara	455
Carte 23 : Fragmentation spatiale à l'échelle du quartier du chemin de fer : informalités et accès différencié à l'espace	482
Carte 24 : La production de la vulnérabilité et de l'informalité par l'État dans un espace à l'appropriation contestée	490

Table des encadrés

Encadré 1 : Les définitions de la pauvreté par la Banque mondiale	47
Encadré 2 : La pauvreté au prisme du développement humain	51
Encadré 3 : La décentralisation comme exigence pour la démocratie	62
Encadré 4 : La quête d'un seuil pertinent par BPS	70
Encadré 5 : La notion de « bien-être » des ménages par le BKKBN	71
Encadré 6 : Les « villages désavantagés »	194
Encadré 7 : La carte de pauvreté	195
Encadré 8 : Le continuum formel/informel du droit foncier	221
Encadré 9 : La notion de « déguerpissement » : questions de vocabulaire	310
Encadré 10 : Justice et positionnement du chercheur.e :	336
Encadré 11 : La néolibéralisation : définition et ancrage scientifique	339
Encadré 12 : Identité et ethnie <i>betawi</i> : définitions ambiguës et ancrage Jakartanais	417
Encadré 13 : Un héritage autoritaire de l'implantation des RT/RW	493

Table des figures

Figure 1 : Organigramme des groupes stratégiques de la gestion de la pauvreté à Jakarta	84
Figure 2 : Chronologie de l'histoire de Jakarta : De 1609 à nos jours, les étapes majeures du développement urbain	129
Figure 3 : Classement des provinces indonésiennes selon le Produit régional Brut par habitant, incluant (a) puis excluant (b) les revenus du secteur minier. Sources : Données BPS (2005) en ligne : http://dds.bps.go.id/eng/ , traitement statistique par Eko Budi Kurniawan (2011)	187
Figure 4 : Répartition des <i>kumuh</i> à Jakarta DKI (Ministère des Travaux Publics 2008)	201
Figure 5 : Localisations informelles dans la concession Ouest de PALYJA (Mercy Corps, 2010)	202
Figure 6 : Matrice Bertin des districts de Jabodetabek organisée selon les secteurs d'activités des populations les plus pauvres (Données TNP2K, 2012)	207
Figure 7 : Matrice Bertin des districts de Jabodetabek organisée selon les équipements et services des foyers les plus pauvres (Données TNP2K, 2012)	210
Figure 8 : Changements des usages des espaces urbains à Jakarta en 2030: Analyse de la photographie de la maquette dans la galerie officielle (J. Dietrich, juillet 2011).	324
Figure 9 : Relations et répartition des pouvoirs dans le contrat de concession de Jakarta (Source : enquêtes à PALYJA, avril-juin 2006, Réalisation J. Dietrich)	348
Figure 10 : La chaîne de valeur de l'assainissement : (Source : Mercy Corps, PUSH, 2010)	355
Figure 11 : Types d'occupation des logements du quartier de Warung Gantung - Kampung Kojan (Données de Mercy Corps, Survey avant le programme GPOBA en 2008)	385
Figure 12 : Trajectoires du lieu et trajectoires d'habitants : parcours croisés	456
Figure 13 : Cartographie participative à Budidharma : Capture d'une diapositive de la présentation des actions de LBH et UPC pour la défense des droits des occupants du quartier	462
Figure 14 : Propositions de relogement sur le terrain de PuloMas pour les résidents de Budidharma sources : LBH, 2011	489

Table des photographies

Photographie 1 :	Interdiction des <i>kaki lima</i> devant l'arrêt de bus d'un centre commercial (PGC)	219
Photographie 2 :	Couvertures de quatre <i>Urban Bulletin</i> sur la pauvreté à Jakarta (Mercy Corps)	226
Photographie 3 :	Couverture et zoom d'un rapport sur la migration vers la ville de Bekasi	229
Photographie 4 :	Construction précaire (en bois) exposée aux inondations dans un kampung dégradé de Bekasi, Juin 2012	241
Photographie 5 :	Logements sociaux prévus dans le schéma directeur (juillet 2012)	243
Photographies 6 :	Deux types de constructions « informelles »	
	a. le long de la rivière Ciliwung, Manggarai	
	b. le long du chemin de fer, Senen	245
Photographie 7 :	L'enfermement institutionnalisé dans un centre social (Kedoya, Jakarta Est)	248
Photographie 8 :	Degrés d'implantations « informelles » dans le quartier du chemin de fer de Senen	265
Photographie 9 :	Des <i>joki</i> avant l'entrée dans la zone centre de Jakarta	297
Photographies 10 :	Restrictions d'usages des espaces « publics »	298
Photographies 11 :	Restrictions d'accès aux espaces publics	299
Photographies 12 :	Les couloirs des logements sociaux : des appropriations différenciées.	306
Photographie 13 :	Maisons en construction à Bintara par le groupe de ménages venus de Cipinang	315
Photographie 14 :	Masquer les logements sociaux à la vue des passants, Jalan Thamrin.	323
Photographies 15 :	Les logements en location à Warung Gantung. (Dietrich, 2011)	386
Photographie 16 :	Maison et véhicules de la famille de l'imam, bénéficiaire du programme d'aide	387
Photographies 18 :	Les latrines communes – MCK – à Margahayu	389
Photographie 19 :	Le MCK de Bintara, en construction (juillet 2012) et finalisé (juin 2013)	389
Photographies 17 :	Les latrines communes – MCK – à Warung Gantung	389
Photographie 20 :	La socialisation du programme GPOBA par Mercy Corps (Source : Mercy Corps)	395
Photographie 21 :	Extrait de la première double page de l'ouvrage <i>Nineteen</i>	396
Photographies 22 :	Rupture du Jeûne dans la circonscription d'une députée (Jakarta Nord); Opération de campagne pour sa réélection au Parlement local de Jakarta	409
Photographies 23 a b et c :	Nouvelles maisons en construction au sud de Bintara	421
Photographie 24 :	Facture du Bos Dawang	424
Photographies 25 :	Trois quartiers informels dans la métropole de Jakarta : une occupation du sol non régulée ?	
	a. Bintara (Bekasi) ;	
	b. Senayan (Jakarta Centre) ;	
	c. Budidharma (Jakarta Nord)	438
Photographie 26 :	Les rues du quartier de Bintara	439
Photographie 27 :	Le <i>toko</i> de Pak Anas, l'antenne de l'intermédiaire de l'entreprise	440
Photographies 28 :	Les implantations du groupe venu de Kampung Baru - Cipinang	442
Photographie 29 :	Le <i>mall</i> de Cipinang en fin de travaux.	450
Photographies 30 :	L'autoroute aérienne en cours de construction	452
Photographies 31 :	Un quartier masqué par les cultures en zones urbaines	453

Photographie 32 : Participation des citoyens dans des quartiers aidés : la compétition sportive comme modalité d'appropriation des opérations initiées par des organismes extérieurs. À gauche, compétitions sportives organisées à Warung Gantung (Mercy Corps) À droite, compétition de tire à la corde à Bukit Duri (<i>Grounding Knowledge</i> , 2014)	461
Photographies 33 : La cartographie participative à Budidharma et à Bukit Duri (Sources : LBH 2011 ; <i>Grounding knowledge</i> , 2014)	464
Photographies 34 : La socialisation de politiques publiques urbaines a. Programme de planification du logement et des zones résidentielles (RP4D) b. Planification spatiale de Jakarta 2030 : une participation limitée à l'information	469
Photographie 35 : La socialisation à Warung Gantung, (source : PALYJA)	473
Photographies 36 a et b : Quittances de loyer à Bintara : 20 000 Roupies pour 10 m ²	476
Photographies 37 : Toilettes hélicoptères a. à Bintara (sur le kali) b. à Marhayayu	483

Table des planches de photographies

Planche de photographies 1 : La modernisation de Jakarta	158
Planche de photographies 2 : Kampung Kojan	253
Planche de photographies 4 : Margajaya	262
Planche de photographies 3 : Margahayu	262
Planche de photographies 5 : La zone du chemin de fer	266
Planche de photographies 6 : Le quartier de Bintara	271
Planche de photographies 7 : Le centre social de Kedoya	282
Planche de photographies 8 : Grilles et murs dans le quartier du chemin de fer de Senen	301
Planche de photographies 9 : Éviction en juillet 2011 dans la zone du chemin de fer de Senen	311
Planche de photographies 10 : La galerie du plan d'aménagement ou la mise en scène de Jakarta	320

Table des tableaux

Tableau 1 : Le nombre de pauvres dans la métropole de Jakarta selon les seuils officiels en 2010 (Sources : données en ligne BPS 2011 et SMERU 2012)	190
Tableau 2 : Classification des droits fonciers en usage dans la métropole	224
Tableau 3 : De l'informel au formel : gradients d'accès au sol et à la sécurité des droits fonciers	225
Tableau 4 : Évolution des pratiques pour les bénéficiaires du programme d'adduction d'eau	256
Tableau 5 : Présentation comparée des quartiers de Bintara et de Budidharma	276
Tableau 6 : Individus "razziés" selon leur catégorie en 2011	284
Tableau 7 : Nombre d'arrestations par service en 2011	284
Tableau 8 : Observation des rythmes quotidiens selon les types d'espace	294
Tableau 9 : Tarification en janvier 2007 et évolution des connexions différenciées selon le type de consommateur (Données PALYJA, Réalisation J. DIETRICH)	351

Table des annexes

Annexe 1	Tableau des acteurs rencontrés _____	527
Annexe 2	Guide des entretiens menés lors des missions de terrain _____	536
Annexe 3	La notion de développement et ses avatars dans la situation de l'Indonésie _____	538
Annexe 4	Compilation des données utilisées pour la réalisation des cartes statistiques _____	544
Annexe 5	Liste des zones de bidonvilles recensées sur la requête de la compagnie de distribution des eaux de la partie ouest de Jakarta _____	554
Annexe 6	Bénéficiaires du programme d'assainissement (PUSH) à Warung Gantung, Kalideres _____	555
Annexe 7	Le RW 25 de Margahayu : un espace ausculté par les administrations _____	559
Annexe 8	Traduction Décret présidentiel n°31/1980 sur la prévention des sans-abri et des mendiants _____	563
Annexe 9	Extraits de la constitution indonésienne de 1945 _____	569
Annexe 10	Les huit échelons de l'échelle de participation élaborée par Sherry Arstein, 1969 _____	570
Annexe 11	Quelques contenus des Ordres du jour des associations de femmes _____	571

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
REMARQUES PRÉLIMINAIRES	9
SOMMAIRE	11

INTRODUCTION GÉNÉRALE 13

La pauvreté : un objet géographique ?	14
Un phénomène social aux dimensions spatiales	14
Un phénomène spatialisé	14
Un objet étudié par la géographie	15
Un terrain urbain critique	16
Le « choix » du terrain	16
Le terrain : de l'« inconfort » au quotidien	18
La géographie du quotidien pour appréhender des vies ordinaires dans un contexte en tension	18
Problématique et hypothèses de recherche	19
L'expérience de l'enquête : positionnement et méthodologie	21
L'entrée sur le terrain	21
Enquêter en tant qu'« étrangère »	23
De l'observation à l'interaction	26

PREMIÈRE PARTIE

INSTITUTIONNALISER LA PAUVRETÉ DANS LA MÉTROPOLÉ 29

Introduction à la première partie	31
-----------------------------------	----

CHAPITRE 1 : PENSER LA PAUVRETÉ	33
---------------------------------	----

Introduction	33
--------------	----

1.1. Saisir la pauvreté par ceux qui la pensent	37
---	----

1.1.1. De l'étude des discours et pratiques des groupes stratégiques	37
--	----

Une réflexion à partir des groupes stratégiques	37
---	----

Pourquoi penser la pauvreté ?	38
-------------------------------	----

Délimitation des groupes stratégiques	39
---------------------------------------	----

Une étude au prisme de la justice spatiale	41
--	----

Les critères d'évaluation	41
---------------------------	----

La démarche d'enquête	43
-----------------------	----

1.1.2. Les professionnels de la pauvreté : regards croisés	44
--	----

Jakarta, grande absente des organisations internationales ?	44
---	----

La Banque mondiale à Jakarta : la compétitivité comme stratégie	45
---	----

Une puissance définitionnelle	45
-------------------------------	----

La ville : nouvel espace d'attention et d'intervention ou une nouvelle entrée pour l'imposition du néolibéralisme et de la compétitivité ?	48
--	----

De nouvelles pratiques pour repenser la pauvreté	49
--	----

Les Nations unies en quête d'équité	50
Au-delà des OMD, le défi de la pauvreté	53
Un même objectif pour deux instances internationales ?	54
Des pratiques semblables...	54
... mais des fondements opposés irréductibles dans l'espace	54
1.1.3. La réduction de la pauvreté, un engagement national	56
Une priorité nationale ?	56
Des programmes et des définitions	57
Des actions territorialisées	57
Des actions à l'échelle individuelle et sectorielles	58
Des actions aux impacts limités	59
Des relations complexes dans le « millefeuille administratif »	60
Des influences exogènes	60
Une organisation hiérarchisée, pyramidale et décentralisée ?	61
Tout est une question d'échelle...	63
Les acteurs produisent les définitions légitimant leur action	65
1.2. Saisir la pauvreté par ses définitions	66
Surabondance conceptuelle ou impuissance définitionnelle ?	66
1.2.1. La pauvreté par le manque : modalités d'évaluation	67
La domination d'une approche monétaire	67
L'utilité d'une définition unidimensionnelle	67
Le rôle du seuil	68
Des approches concurrentes en Indonésie	69
Vers le multidimensionnel	71
Les dimensions de la pauvreté	72
La pauvreté urbaine : une pauvreté spécifique ?	72
Comment dépasser ces approches ?	73
La proposition de l'approche par les « capacités »	73
Vers des définitions subjectives et des démarches participatives	74
Pauvreté, inégalité, précarité... ou comment qualifier le manque ?	75
1.2.2. La pauvreté comme rapport social	76
Les limites d'une approche de la pauvreté par l'exclusion	76
Pour une conception relationnelle de la pauvreté	76
Les limites de la notion	78
Un rapport de domination	78
Politique et citoyenneté	80
Un rapport social institutionnalisé par l'assistance	81
Appréhender la pauvreté par sa dimension spatiale	81
1.3. La question de la pauvreté « saisie » par des groupes stratégiques	83
1.3.1. La pauvreté comme « arène »	83
Un système organisé	84
Groupes stratégiques et jeux d'acteurs	86
1.3.2. L'émergence d'un groupe social mondialisé	87
« Théories de l'acteur » et espace	87
De la localisation des acteurs	87
Une forte concentration	88
Les limites de la coprésence	90
Des acteurs accessibles ?	90
Les acteurs de l'échelle globale	92

Les acteurs aux valeurs globales	93
Une nouvelle « classe » portant des valeurs « universelles »	93
Genèses	94
Un réseau global	95
Une organisation réticulaire	96
Conclusion	97
 CHAPITRE 2 : PENSER JAKARTA	 99
Introduction.	99
2.1. Une ville orientale produite par les Occidentaux	102
2.1.1. Créer l'Autre	102
Batavia, une ville occidentale ?	103
Un centre symbole de la domination européenne	103
Évolutions des espaces de la domination : itinéraires urbains, du Nord au Sud	103
L'exotisation de la ville et de ses populations :	106
Une ville perçue comme orientale par les Occidentaux	106
Des représentations structurantes	108
2.1.2. La pauvreté de la majorité : de la production des dominations	109
L'institutionnalisation d'une ségrégation	109
Contrôle des corps et des populations par la maîtrise de l'espace urbain	110
Une hiérarchie au service des Européens	111
La production d'une inégalité spatiale	112
Manifestations urbaines de la pauvreté	113
Le <i>kampung</i> : morphologie d'un espace dominé	113
Vulnérabilités : les formes environnementales et sanitaires d'une injustice spatiale	114
Enjeux fonciers	116
2.1.3. La « fusion » irréductible dans la ville	117
La quête de l'entre-soi	118
Production de représentations et reproduction de dominations	119
Justifications théoriques	119
De la captation des politiques urbaines par les dominants aux dépens des populations les plus défavorisées	120
Les revendications de l'altérité : quelles modalités ?	122
L'affirmation d'un nouveau groupe social pauvre : les <i>Betawi</i>	122
Fonctions sociales et dominations	123
De la production exogène à la réappropriation interne de l'altérité	124
Récupérations et reproductions	126
2.2. Une ville émergente	128
2.2.1. Une transition urbaine critique	130
Les modalités de l'urbanisation : une ville du « Sud »	130
Une urbanisation tardive	130
Une « trajectoire de développement » pour d'« autres » urbanisations	133
L'explosion urbaine	133
Des formes urbaines révélatrices	136
L'inscription spatiale de la croissance urbaine	136
Dans un contexte post-colonial, la reformulation d'une ville duale	137
L'organisation spatiale des « nouveaux espaces urbains »	139
L'enjeu résidentiel producteur d'inégalités	140
La construction d'une entité administrative « à part »	142

Une province « spéciale »	142
Vers une aire mégapolitaine	143
2.2.2. L'exigence de modernité pour une ville « du Sud »	144
Principes discursifs du développement	144
Enjeux d'un positionnement ou assignation à résidence ?	144
De la conception linéaire du développement à la spatialisation incontournable des inégalités	145
Jakarta « n'en finit pas d'être moderne »	146
Du modernisme à la modernisation	147
La quête de modernité : aménagement et rationalisation technicienne	149
<i>Ordonner la ville</i>	149
<i>La dépolitisation de l'espace urbain...</i>	149
<i>... par sa planification</i>	150
2.3. Une ville compétitive	153
Les implications des formes urbaines pour comprendre la pauvreté	153
2.3.1. La mise aux normes de la ville	155
Construire le « bijou de l'Indonésie »...	155
La ville de toutes les attentions nationales/étatiques/gouvernementales	155
Une ville vitrine	159
... ou une ville générique ?	161
La verticalisation de la ville	161
Le développement par la modernisation : les mots d'ordre du renouvellement urbain	162
Des formes au service de la compétitivité	163
La modernisation par l'éviction de la pauvreté	165
2.3.2. La métropolisation d'une « ville ordinaire »	166
La métropole comme échelle pertinente	166
Les fonctions de l'aire métropolitaine	166
Jakarta dans la globalisation	168
Appuyé par le processus de décentralisation	170
Le « Grand Basculement » vers le <i>Global South</i>	172
Une ville aux aspirations « globales »	172
Une ville ordinaire	173
Conclusion	176
Conclusion de la première partie	177

DEUXIÈME PARTIE

GÉRER LES PAUVRES OU LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ **179**

Introduction à la deuxième partie	181
CHAPITRE 3 : LA PLACE DES PAUVRES	183
Introduction	183
3.1. Une ville pauvre ou une ville de pauvres ?	185
3.1.1. « <i>Non, Jakarta n'est pas pauvre !</i> »	185
Des pauvres dans une ville riche	186
La région la plus riche de l'Indonésie ?	186
Des pauvres à Jakarta	188
Biais statistiques et effets de seuil	190

Une prise en charge récente de l'analyse de la pauvreté	193
Le recensement : un outil au service de la gestion de la pauvreté	193
Vers une géographie de la pauvreté monétaire	194
Vers une gestion opératoire de la pauvreté	196
3.1.2. Où sont les pauvres ?	198
Un gradient centre-périphérie à nuancer	198
Une approche à compléter	201
3.1.3. Des facteurs de pauvreté liés à l'espace ?	204
Pauvreté et inégalités	205
Cartographier des « profils » de pauvreté	206
Activités et emplois des individus pauvres dans la métropole	207
<i>Activités et emplois par district (kecamatan)</i>	207
<i>Régionalisation de profils de pauvreté selon les activités</i>	208
Services urbains et équipements des ménages pauvres dans la métropole	209
<i>Équipements des districts (kecamatan)</i>	209
Critique de l'information	212
3.2. Des « espaces de la pauvreté » : essai de typologie	214
3.2.1. Critères de qualification	215
Des marges	216
La dimension spatiale des marges	216
La notion d'informalité : une entrée opératoire ?	218
<i>Une définition économique de l'informalité</i>	218
<i>Appréhender l'informalité dans l'espace</i>	220
<i>L'informalité assignée aux individus</i>	225
Stigmate, stigmatisation et discrimination	230
Des espaces de l'assistance	232
Des formes aux représentations	233
La notion de vulnérabilité pour appréhender la pauvreté dans un contexte en mutations rapides	235
3.2.2. Mise en évidence d'une typologie des espaces de la pauvreté	239
Des « espaces pauvres » comme espaces de l'assistance :	239
Des aides conditionnées aux espaces cibles	239
Les <i>kampung</i> : des espaces de l'assistance à long terme	241
Les logements collectifs sociaux : une intervention ponctuelle	242
Les espaces « informels » comme archétypes de la pauvreté ?	244
La pauvreté enfermée	246
3.2.3. Présentations des lieux étudiés à partir de la typologie	250
<i>Kampung Kojan, Kalideres (Jakarta Ouest), un espace de l'assistance</i>	250
Un quartier traditionnel périphérique	250
Un espace de l'assistance	255
<i>L'adduction en eau</i>	255
<i>L'assainissement individuel et collectif</i>	256
<i>Programmes « comportementaux »</i>	257
<i>Amélioration des espaces communs</i>	258
Deux <i>Kampung</i> périphériques à Bekasi :	259
Des quartiers de l'urbanisation récente	259
Une assistance différenciée pour deux quartiers considérés comme pauvres	260
La précarité dans un interstice du centre-ville de Jakarta	264
La proximité du chemin de fer comme trame du lieu	264
Des informalités dans un quartier frontalier : <i>Bintara Caman (Bekasi)</i>	270

Un espace des marges	270
Un espace en contrepoint : le cas de Budidharma	274
Les logements sociaux collectifs : une approche complémentaire	277
La concentration dans des espaces « modernes » de la pauvreté	277
Senen : le relogement suite à une éviction	278
Les logements sociaux de Bidaracina	279
Panti sosial Kedoya : le lieu de l'enfermement de la pauvreté	280
La mise à l'écart des « indésirables »	280
Déviances et systèmes de domination	285
Conclusion	286
 CHAPITRE 4 : PAUVRES ET PRODUCTION DE LA VILLE	 287
Introduction	287
4.1. Les pauvres dans la ville	291
4.1.1. Une ville contre les pauvres	292
Des contraintes pour une inscription spatiale des pauvres dans la métropole	292
Pratiques et représentations de la ville	293
De la matérialité des frontières en ville	296
Des grilles et des murs	298
<i>Vivre le mur au quotidien</i>	299
Une inscription spatiale contrainte dans des milieux contraints	305
De la relégation spatiale des urbains pauvres	307
Repousser les espaces de la pauvreté	307
Fragilisation de l'ancrage spatial des pauvres et vulnérabilité résidentielle	309
<i>Mobilités résidentielles contraintes</i>	309
<i>Subir la vulnérabilité</i>	315
S'exposer au risque de la visibilité	316
4.1.2. Invisibilisation de la pauvreté et des pauvres	319
Invisibilisation dans le traitement de la pauvreté :	321
Visibilité d'une forme de pauvreté invisible dans les actions	321
Les programmes de réduction de la pauvreté invisibilisent la pauvreté	322
L'enfermement des personnes considérées comme pauvres	325
4.1.3. Une vision exclusive de l'urbanité	326
De la modernité de la citoyenneté	327
Pauvreté et dysfonctionnements urbains	327
Une citoyenneté excluante	328
Le permis de résider	328
La production de discriminations territoriales	330
Du lieu indigne à la population indigne (Fijalkow, 2013)	331
Effets de lieu et rapport à l'espace	332
4.2. La néolibéralisation du traitement de la pauvreté comme injustice spatiale	334
4.2.1. Penser la « Justice spatiale » en ville	335
De la définition à l'élaboration de critères d'évaluation	335
Une perspective critique	335
Un contexte métropolitain : questions d'échelle et gouvernance	337
Justice et néolibéralisation en ville : quelles articulations ?	339
Du rôle de l'État	340
Une approche dynamique	340
4.2.2. Néolibéralisation des politiques urbaines de réduction de la pauvreté à Jakarta	341

Vers une nouvelle gouvernance pour les questions urbaines	341
L'aide au développement aux prises avec les mécanismes marchands	342
L'intérêt d'une nouvelle gouvernance pour les services urbains	343
De la privatisation de services publics fondamentaux	344
<i>Une exigence internationale</i>	344
<i>Une réponse pertinente aux problèmes d'une métropole en pénurie ?</i>	345
<i>La privatisation du service de l'eau à Jakarta : modalités</i>	347
<i>Des implications critiquables : essor des inégalités ou production d'injustices ?</i>	349
De la diffusion des mécanismes marchands par l'aide au développement	350
<i>Principes libéraux et quête de justice</i>	350
<i>« Payer les aides » ou l'introduction d'un rapport marchand dans le processus de sélection des bénéficiaires</i>	353
<i>Vers une gouvernance locale néolibéralisée des services implantés par l'aide</i>	355
4.2.3. Promotion de l'entrepreneuriat et appréhension de la société urbaine	356
La valorisation du « pauvre entrepreneur »	357
L'empowerment : nécessaire émancipation versus culture managériale	358
Pouvoir d'agir	358
Quel usage à Jakarta ?	360
Au risque d'une gestion managériale de la pauvreté	361
<i>« Manager » la pauvreté</i>	361
<i>Vers une individualisation de la pauvreté</i>	362
Conclusion.	364
Conclusion de la deuxième partie	366

TROISIÈME PARTIE

VIVRE EN VILLE SOUS CONTRAINTES **367**

Introduction à la troisième partie **369**

CHAPITRE 5 : LA MODERNISATION CONSERVATRICE **373**

Introduction **373**

5.1. Espace et rapports sociaux de domination **375**

Des rapports sociaux : usage des catégories **375**

 Des rapports sociaux de classe 375

 Rapports de sexe, rapports de genre 376

 « Race » et rapports racisés 377

La modernisation conservatrice : genèse et définition **378**

L'« intersectionnalité » : de l'articulation des dominations **379**

5.2. Lutter contre la pauvreté sans lutter contre les rapports sociaux de domination **381**

5.2.1. Projets de développement et rapports sociaux de domination **382**

Des programmes d'aide sélectifs : captations et détournements **383**

Kampung Kojan, des réalisations incomplètes, inégales voire injustes ? 383

 Construction de latrines communes et « générosité » foncière 388

 Modernisation par le développement : quelles conséquences pour les exclu.e.s ? 391

 Les logements sociaux sont-ils des logements de « pauvres » ? 392

Inégalités de genre **395**

 Dans les structures locales, les femmes assignées aux fonctions du « care » et les hommes au pouvoir décisionnaire 395

Fonctions des femmes pauvres dans les discours et pratiques des acteurs internationalisés	396
5.2.2. Reproduction de hiérarchies au nom de la modernisation de la ville et de la société urbaine	399
Représentations de l'archaïsme et rapport à l'espace	399
Modernité et urbanité	399
Pauvreté et archaïsme : la non-modernité des pauvres	400
Une infantilisation des populations pauvres	402
Une urbanité coupable de pauvreté	404
5.3. Des rapports de domination recomposés dans une métropole ordinaire	406
5.3.1. De la mondialisation du traitement de la pauvreté à la recomposition des rapports Nord/Sud	407
La « classe globale » face à la pauvreté	407
Une chercheuse occidentale en position de domination	408
Drainer des compétences et valoriser un lieu	410
Le tourisme de la pauvreté : une visite rentable de quartiers précaires	411
Recompositions des rapports Nord/Sud	414
5.3.2. La « lutte des places »	415
L'« ethnicisation » du rapport à l'espace	416
Entrer dans la ville... et à son service	422
La dimension spatiale des rapports de pouvoir : l'accès au logement sous conditions	422
La production de classes précaires au service d'une métropole ordinaire	425
Conclusion	428
 CHAPITRE 6 : NÉGOCIER LA VILLE EN TANT QUE « PAUVRE »	 431
Introduction	431
6.1. Penser le quotidien des « pauvres » dans le contexte métropolitain de Jabodetabek	433
6.1.1. L'ordinaire et le politique	433
Redéfinir l'informel	434
Principes généraux	434
L'informalité comme gouvernement de la ville	435
Informalité et rapports de pouvoir	436
Des appropriations sous conditions	437
Informel et organisation de l'espace	438
Les signes d'« améliorations » de la vie quotidienne	442
6.1.2. Une ville contestée : des lieux et des habitants au croisement des trajectoires	443
Appréhender des trajectoires multi-scalaires	444
Les apports de la notion de trajectoire	444
Trajectoires et vulnérabilités résidentielles	445
Conflits et changements d'usage comme indicateur de lieux sous tension	446
Trajectoire de la métropole et changements d'usage	446
<i>Planification de Jakarta et déplacement de personnes de la classe moyenne et inférieure vers la périphérie de la capitale</i>	449
<i>Le remplacement d'un bidonville par un centre commercial « moderne »</i>	450
<i>La contestation d'une installation ancienne : le cas de Budidharma</i>	451
Trajectoire d'un quartier et émergence d'un territoire approprié... temporaire	451
Trajectoires résidentielles : une éviction progressive de la métropole	454
6.2. Se mobiliser ou négocier ?	458
6.2.1. Mobilisation collective <i>versus</i> contestation	459
Les modalités de l'action collective à Jakarta	459
« Mobiliser une participation »	459

« Faire communauté » : les implications de cette exigence de participation	463
<i>Une méthode alternative pour une plus grande démocratie ?</i>	463
<i>Le besoin d'un intermédiaire et le nouveau rôle pivot des ONG</i>	464
<i>Mobiliser des principes</i>	465
Mise en pratique de la participation ou la diversité sociale impensée	466
<i>La quête du consensus</i>	466
<i>Qui peut se mobiliser ?</i>	467
Détournements des pratiques de participation	468
La participation limitée à l'information (sélective)	469
<i>Planning for all ?</i>	469
<i>La participation dans le Programme national de réduction de la pauvreté (PNPM mandiri)</i>	471
<i>L'exclusion totale des processus décisionnels, un élément du déguerpissement</i>	472
La représentativité de la participation	472
6.2.2. Fabriquer sa légitimité et fabrique de la ville	474
Une ville de papier(s)	474
Du rôle des plans d'occupation des sols et de la planification	474
Fabriquer une urbanité de papier	475
Une citoyenneté vaporeuse ?	476
Légitimer son urbanité	477
L'ancienneté comme légitimité	477
Rendre un déguerpissement impossible grâce à une citadinité utile et visible	479
6.2.3. « Petits arrangements entre amis »	480
Quiet encroachments : le quotidien comme lutte	481
Négocier et payer : le coût de la pauvreté	481
Pratiques ordinaires et empiètements silencieux	484
L'« exception fait la règle » (Fawaz, 2015) dans l'urbanisme de la métropole	485
L'informalité comme mode de négociation	486
<i>Un critère de différenciation entre les urbains validé par les pratiques des services de l'État</i>	486
<i>L'État partie prenante des négociations</i>	488
Production de l'informalité et de la vulnérabilité par les instances publiques	488
6.3. L'impossible contestation	492
6.3.1. Recomposition des cadres politiques de la ville	492
Le mythe d'une démocratie locale	494
Des organisations locales en recomposition ?	494
Quelle démocratie pour les pauvres ?	495
Dilution des responsabilités	496
Concurrence des temps : Temps de la ville versus temps des urbains	497
6.3.2. La « segmentation des intérêts à agir »	499
Individualisme des pauvres ou individualisation du traitement de la pauvreté ?	499
Tactiques ou stratégies : des réponses et des citoyens	500
La non mobilisation des plus précaires	502
Une individualisation du traitement des pauvres	504
Agir pour quoi, pour qui et à quel prix ?	505
Des « compétences précaires »	506
Des organisations collectives à l'échelle locale	506
Des compétences qui ne remettent pas en cause les rapports de pouvoir en place	507
Conclusion	509
Conclusion de la troisième partie	511

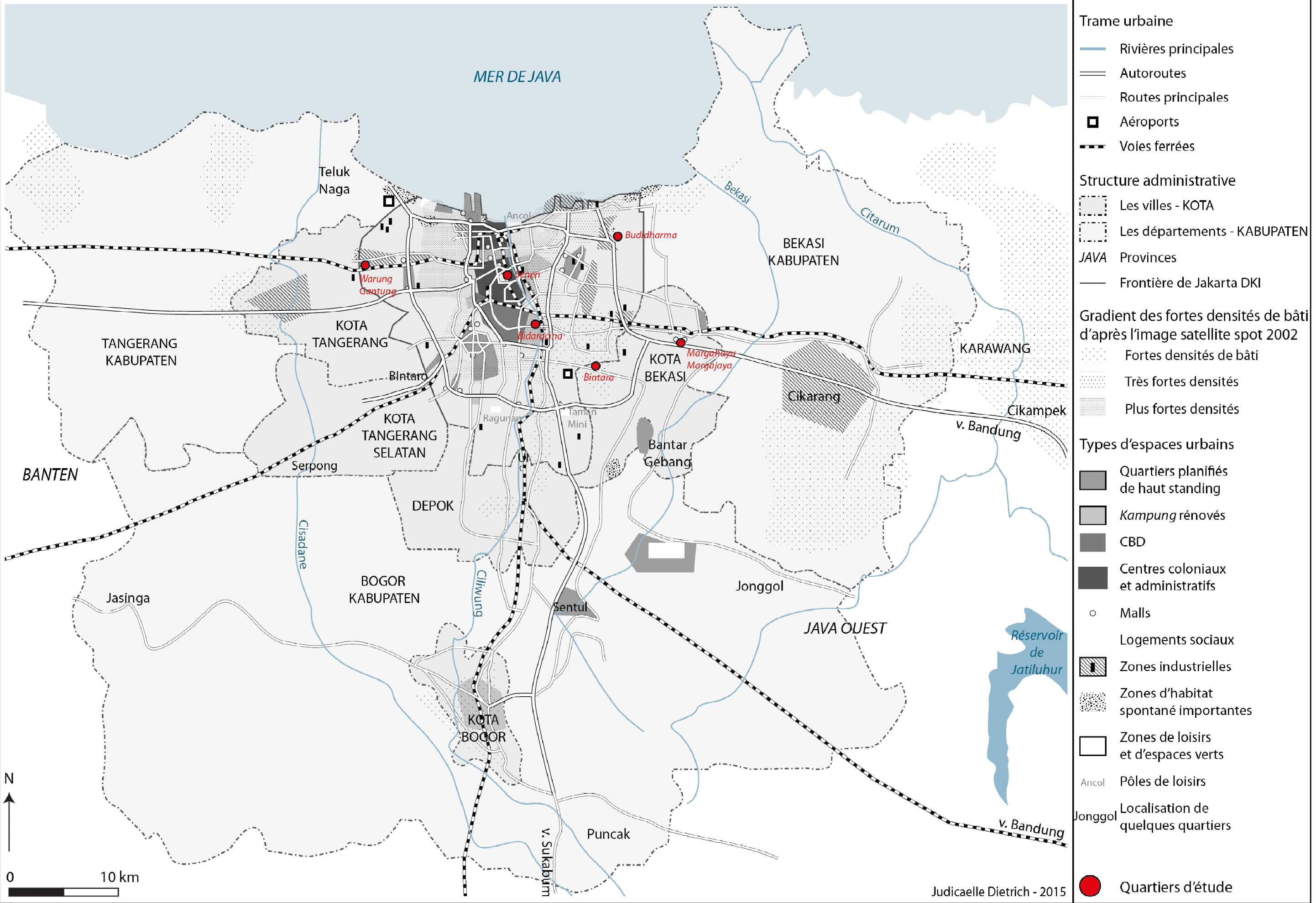
CONCLUSION GÉNÉRALE	513
Pour une géographie renouvelée de la pauvreté	514
La métropole au risque de la modernité	515
Pauvreté et altérité	516
La pauvreté, une condition politique	519
LEXIQUE, SIGLES ET ABRÉVIATIONS	521
ANNEXES	525
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	573
Ouvrages généraux, articles, travaux de recherche	573
Colloques, conférences, séminaires	602
Sites internet	602
Filmographie	603
TABLES DES ILLUSTRATIONS	606
Table des cartes	606
Table des encadrés	607
Table des figures	607
Table des photographies	608
Table des planches de photographies	609
Table des tableaux	609
Table des annexes	610
TABLE DES MATIÈRES	611
 CARTES GÉNÉRALES DE LOCALISATION	 621
Carte générale de localisation 1 : Principaux éléments d'organisation de l'aire métropolitaine de Jakarta	622
Carte générale de localisation 2 : Nomenclature des échelons administratifs dans la métropole de Jakarta - Jabodetabek	623
Carte générale de localisation 3 : Nomenclature des échelons administratifs de la Province spéciale de Jakarta (DKI)	624

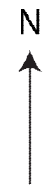
CARTES GÉNÉRALES

DE

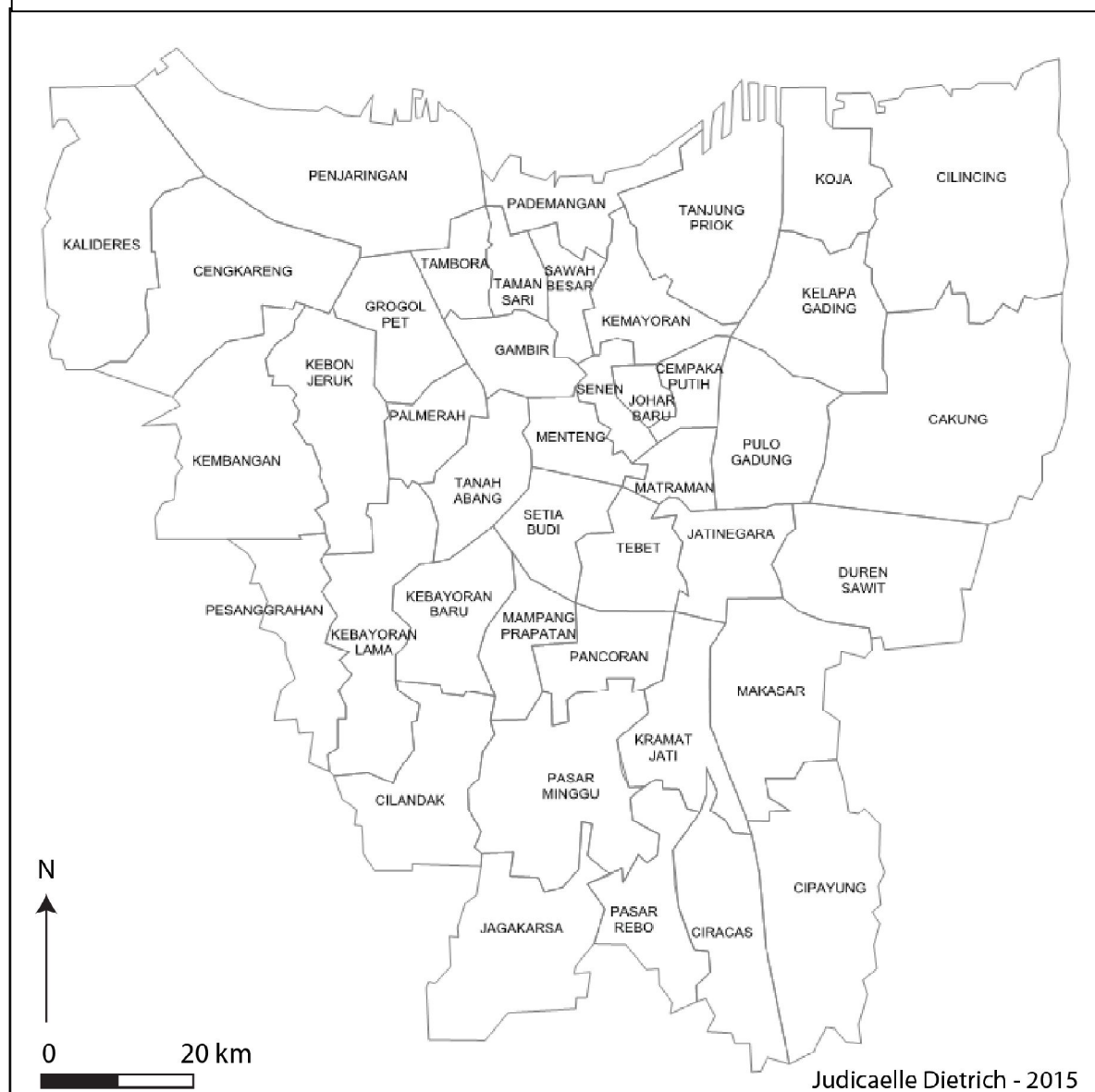
LOCALISATION

Carte générale de localisation 1 : Principaux éléments d'organisation de l'aire métropolitaine de Jakarta





*Carte générale de localisation 3 : Nomenclature des échelons administratifs
de la Province spéciale de Jakarta (DKI)*



Judicaelle Dietrich - 2015

Une géographie de la pauvreté à Jakarta (Indonésie)

Espaces de la pauvreté et places des pauvres dans une métropole contemporaine

Résumé

Fondée sur une démarche de terrain qualitative, cette thèse propose une analyse géographique de la pauvreté urbaine dans une des plus grandes villes du monde. La métropole de Jakarta, agglomération de plus de vingt millions d'habitants, s'affirme comme ville vitrine de la croissance économique de l'Indonésie et comme point relais de la mondialisation, où la pauvreté n'aurait, en somme, plus lieu d'être. Pourtant, en augmentant les situations de vulnérabilité de certaines populations, les dynamiques urbaines en œuvre contribuent à la mise sous tension de l'espace urbain.

L'entrée par le concept de pauvreté en géographie permet de saisir la diversité des positions sociales et spatiales qui se conjuguent, se concurrencent et se négocient dans cet espace urbain, au gré des rapports de force en œuvre. Au-delà de la pauvreté en tant qu'état, il s'agit de prendre en compte les parcours individuels et collectifs liés au phénomène, en les insérant dans les trajectoires des lieux – depuis l'échelle du quartier à celle de l'aire métropolitaine.

Plus que les seuls enjeux de définition, ce travail examine le rôle des représentations et des intérêts des groupes stratégiques dans la production de politiques urbaines profondément ancrées dans les idéologies dominantes, le néolibéralisme urbain notamment.

Enfin, l'analyse croisée de plusieurs types d'espaces de la pauvreté à Jakarta et à Bekasi montre les disparités en termes d'appropriations et de pratiques de l'espace urbain. Ainsi, au-delà d'une dualisation de la société urbaine d'une métropole contemporaine, cette thèse pointe la segmentation des intérêts à agir des citoyens considérés comme pauvres, selon leurs sentiments de légitimité et leurs modalités d'appartenance à la ville, ancrant alors la réflexion géographique dans un questionnement politique.

Mots-clés : pauvreté ; rapport de domination ; négociation ; politiques urbaines ; néolibéralisation ; modernisation ; métropole ; Jakarta ; Indonésie.

A geography of poverty in Jakarta (Indonesia)

Places, spaces and poverty in a contemporary metropolis

Abstract

Based on qualitative methodologies, this PhD dissertation proposes a geographical analysis of urban poverty, in one of the biggest city in the world. The urban region of Jakarta counts more than twenty millions of inhabitants. It comes up as the showcase for economic success in Indonesia and a node of globalization, where one could expect the level of poverty to have decreased. Yet, current urban dynamics contribute to unsettle urban spaces increasing the vulnerability of poor people.

The examination of the concept of poverty through a geographical lens allows to grasp the diversity of social and spatial positions and positionings, from the neighborhood level to the metropolitan area. It helps also to investigate how they compete with each other and are (re)negotiated and interwoven under the influence of power relations. More than the mere situation of poverty, this work is based on a cross-analysis of individual and collective trajectories and spatial transformations.

Further than the issue of defining poverty, this thesis explores the role of representations and the interest of stakeholders in urban policies related to mainstream ideologies, such as urban neoliberalism.

Finally, a comparison between different types of poverty's spaces in Jakarta and in Bekasi shows the strong differences in space's appropriations and space's uses. Beyond the idea of dualization of the urban society, this study aims to highlight the segmented interests of citizens, according to their sense of being legitimate in the city and their sense of belonging to the city. This shows how much the geographical inquiry is political.

Key-words : poverty ; relation of domination ; negotiation ; urban policies ; neoliberalization ; modernization ; metropolis ; Jakarta ; Indonesia.

Discipline : Géographie

École Doctorale de Géographie de Paris, 191, rue Saint-Jacques, 75 005 PARIS